



Société anonyme
à directoire et conseil de surveillance
au capital de 5 236 000 euros
Siège social : 137, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris - France
R.C.S. Paris 384 824 041

DOCUMENT DE BASE



AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

En application des articles 211-1 à 216-1 de son Règlement Général, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de base le 30 mai 2007 sous le numéro I.07-086. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce document de base a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été effectué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié « *si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'ils contiennent sont cohérentes* ». Il n'implique pas l'authentification par l'Autorité des marchés financiers des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles sans frais auprès d'EuropaCorp, 137, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, France, ainsi que sur les sites Internet de la société (<http://www.europacorp.com>) et de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>).

TABLES DES MATIERES

1	PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE.....	10
1.1	Responsable du Document de base.....	10
1.2	Attestation du responsable du Document de base.....	10
2	RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES.....	11
2.1	Commissaires aux comptes titulaires	11
2.2	Commissaires aux comptes suppléants	11
3	INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOCIETE ET LE GROUPE – INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES.....	12
3.1	Informations générales concernant le Groupe.....	12
3.2	Informations financières historiques sélectionnées	12
4	FACTEURS DE RISQUE	15
4.1	Les risques liés à l'industrie cinématographique.....	15
4.1.1	<i>Les risques liés au caractère aléatoire des succès commerciaux des films.....</i>	<i>15</i>
4.1.2	<i>Les risques liés à l'importance des coûts de production des œuvres cinématographiques.....</i>	<i>15</i>
4.1.3	<i>Les risques de retard dans les délais de production et de dépassement des limites budgétaires</i>	<i>16</i>
4.1.4	<i>Les risques liés à la concentration de la filière cinématographique</i>	<i>16</i>
4.1.5	<i>Les risques liés au caractère très concurrentiel du secteur.....</i>	<i>17</i>
4.1.6	<i>Les risques liés à l'évolution du marché des supports vidéo.....</i>	<i>18</i>
4.1.7	<i>Les risques liés au développement de la VOD</i>	<i>18</i>
4.1.8	<i>Les risques liés au piratage</i>	<i>19</i>
4.1.9	<i>Les risques liés à l'encadrement des fenêtres de diffusion et à son évolution</i>	<i>20</i>
4.1.10	<i>Les risques liés aux politiques de soutien de l'industrie du cinéma et à leur évolution.....</i>	<i>20</i>
4.1.11	<i>Les risques liés aux droits d'exploitation sur les films</i>	<i>20</i>
4.1.12	<i>Les risques liés à l'obtention d'autorisations administratives et à la réglementation audiovisuelle.....</i>	<i>21</i>
4.2	Les risques liés à la Société.....	22
4.2.1	<i>Les risques de dépendance à l'égard de certains hommes clés.....</i>	<i>22</i>
4.2.2	<i>Les risques liés à l'actionnariat du Groupe</i>	<i>23</i>
4.3	Les risques inhérents aux activités du Groupe	23
4.3.1	<i>Les risques liés à la fluctuation des revenus du Groupe.....</i>	<i>23</i>
4.3.2	<i>Les risques financiers liés à la production ou coproduction des films</i>	<i>24</i>
4.3.3	<i>Les risques spécifiques liés à la production de films d'animation</i>	<i>24</i>
4.3.4	<i>Les risques de dépendance à l'égard de prestataires extérieurs pour la technologie et le savoir-faire spécifiques liés à la production de films d'animation en 3D.....</i>	<i>25</i>
4.3.5	<i>Risques liés à l'effet des acquisitions ou des investissements</i>	<i>25</i>
4.3.6	<i>Risques liés aux engagements de rachat auprès des actionnaires de la Sofica EuropaCorp</i>	<i>26</i>
4.4	Risques juridiques	26
4.4.1	<i>Les risques de litiges</i>	<i>26</i>
4.4.2	<i>Politique de provisionnement des risques.....</i>	<i>27</i>
4.4.3	<i>Les litiges en cours</i>	<i>27</i>
4.5	Risques industriels et environnementaux	27
4.6	Risque de liquidité	27
4.7	Risques de marché (taux, change, actions)	28
4.7.1	<i>Le risque de taux</i>	<i>28</i>
4.7.2	<i>Le risque de change.....</i>	<i>30</i>
4.7.3	<i>Le risque sur actions.....</i>	<i>30</i>
4.8	Assurances et couvertures des risques	30

5	INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ.....	33
5.1	Histoire et évolution de la Société	33
5.1.1	Dénomination sociale.....	33
5.1.2	Registre du commerce et des sociétés	33
5.1.3	Date de constitution et durée de la Société.....	33
5.1.4	Siège social, forme juridique et législation applicable	33
5.1.5	Historique de la Société et événements importants dans le développement des activités de la Société et du Groupe.....	33
5.2	Investissements.....	35
5.2.1	Principaux investissements réalisés par le Groupe durant les trois derniers exercices et jusqu'à la date d'enregistrement du Document de base.....	35
5.2.2	Principaux investissements du Groupe en cours	36
5.2.3	Principaux investissements devant être réalisés à l'avenir.....	36
6	APERÇU DES ACTIVITÉS.....	38
6.1	Présentation générale et stratégie d'EuropaCorp	38
6.1.1	Un studio indépendant verticalement intégré.....	38
6.1.2	Forces et atouts d'EuropaCorp	39
6.1.3	Stratégie et axes de développement.....	41
6.2	Présentation du secteur et environnement concurrentiel	44
6.2.1	Introduction au marché de l'« entertainment » cinématographique.....	44
6.2.2	Le secteur de la production.....	47
6.2.3	Le marché des ventes internationales de films.....	49
6.2.4	Le marché de la distribution en salles.....	52
6.2.5	Le marché des ventes de droits aux télévisions.....	56
6.2.6	Le marché de la diffusion de films sur support vidéo	58
6.2.7	Le marché de la VOD et les nouveaux canaux de diffusion	60
6.2.8	La spécificité des films d'animation	61
6.3	Présentation des activités du Groupe.....	64
6.3.1	L'activité de production : la conception et la fabrication de contenus attractifs au fort potentiel de succès	66
6.3.2	Le financement des productions : une politique de couverture du risque financier et de maîtrise des coûts.....	78
6.3.3	L'activité de distribution : la maîtrise d'une exploitation verticale et multi-supports des films.....	83
6.3.4	Activités complémentaires à la production et à la distribution de films	95
6.4	Réglementation du secteur de l'industrie cinématographique	96
6.4.1	Relations cinéma – télévision.....	97
6.4.2	Les mécanismes de soutien français à la filière cinématographique.....	98
6.4.3	Les mécanismes de soutien européens	102
6.4.4	Perspectives d'évolution du système d'aides publiques et sa compatibilité avec le droit communautaire	103
7	ORGANIGRAMME	105
7.1	Structure du Groupe.....	105
7.2	Description des filiales et participations.....	105
7.3	Relations intragroupe.....	107
7.3.1	Conventions non liées à la production de films.....	107
7.3.2	Conventions conclues dans le cadre du cours normal de la production de films	109
8	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	112
8.1	Immobilisations corporelles importantes, existantes ou planifiées	112
8.2	Locaux occupés par la Société et le Groupe.....	112
8.3	Aspects environnementaux pouvant influencer sur l'utilisation des actifs immobiliers.....	113
9	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RESULTAT	114
9.1	Présentation générale.....	114
9.2	Facteurs ayant un impact sur les résultats	115
9.2.1	Sources de revenu du Groupe.....	115

9.2.2	Coûts de production, de distribution et de marketing	117
9.3	Structure du financement et des flux financiers d'un film international.....	119
9.4	Principaux principes comptables.....	121
9.4.1	Constatation du chiffre d'affaires.....	121
9.4.2	Coûts de développement.....	123
9.4.3	Amortissement des coûts de production des films.....	123
9.4.4	Coûts de distribution et de marketing.....	124
9.4.5	Coûts de structure.....	124
9.4.6	Produits constatés d'avance.....	124
9.4.7	Engagements hors-bilan.....	124
9.5	Évolution des résultats.....	125
9.5.1	Comparaison des exercices clos le 31 mars 2007 et le 31 mars 2006 (normes IFRS).....	125
9.5.2	Comparaison des exercices clos le 31 mars 2006 et le 31 mars 2005 (normes françaises).....	128
9.6	Liquidité et ressources en capital	130
9.6.1	Liquidité	130
9.6.2	Engagements contractuels.....	131
9.6.3	Engagements hors-bilan.....	131
9.6.4	Informations sur les risques de marché.....	131
10	TRESORERIE ET CAPITAUX.....	133
10.1.	Informations générales et informations sur les capitaux propres de la Société	133
10.2.	Commentaires sur la situation de trésorerie et des capitaux du Groupe en norme IFRS pour les exercices clos les 31 mars 2006 et 31 mars 2007.....	133
10.2.1.	Flux de trésorerie consolidés	133
10.2.2.	Endettement, conditions d'emprunt et structure de financement	135
10.2.3.	Obligations en terme de ratios financiers.....	138
10.2.4.	Restrictions à l'utilisation des capitaux pouvant influencer sur les opérations de la Société et du Groupe et autres restrictions.....	138
10.2.5.	Engagements hors bilan.....	139
10.2.6.	Autres engagements.....	139
10.2.7.	Sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements du Groupe	140
10.2.8.	Synthèse des obligations contractuelles et autres engagements donnés du Groupe au 31 mars 2007	140
10.3.	Commentaires sur la situation de trésorerie et des capitaux du Groupe en normes françaises pour les exercices clos les 31 mars 2005 et 31 mars 2006	141
10.3.1.	Flux de trésorerie consolidés	141
10.3.2.	Endettement, conditions d'emprunt et structure de financement	142
10.3.3.	Obligations en terme de ratios financiers.....	143
10.3.4.	Restrictions à l'utilisation des capitaux pouvant influencer sur les opérations de la Société et du Groupe et autres restrictions.....	143
10.3.5.	Engagements hors bilan.....	144
11	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	145
11.1	Recherche et développement.....	145
11.2	Brevets	145
11.3	Marques, dessins, noms de domaines et propriété intellectuelle.....	145
11.4	Autorisations administratives	146
12	INFORMATION SUR LES TENDANCES.....	147
12.1	Line-up : tendances et perspectives cinématographiques du Groupe depuis la clôture du dernier exercice clos le 31 mars 2007	147
12.2	Impact des sorties salles et vidéo du reste de l'exercice 2007/2008 sur les résultats semestriels.....	150
12.3	Objectifs du Groupe.....	150
12.3.1.	L'augmentation du chiffre d'affaires du Groupe	150
12.3.2.	L'amélioration du taux de marge opérationnelle du Groupe	150
12.3.3.	Facteurs susceptibles d'influer sur les objectifs du Groupe	151

13	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	152
14	ORGANES DE DIRECTION ET DE CONTROLE.....	153
14.1	Composition des organes de direction et de contrôle.....	153
14.1.1.	<i>Composition du Directoire</i>	<i>153</i>
14.1.2.	<i>Composition du Conseil de surveillance</i>	<i>153</i>
14.1.3.	<i>Autres fonctions et mandats exercés ou ayant été exercés au cours des cinq dernières années en dehors du Groupe</i>	<i>154</i>
14.2	Biographies des mandataires sociaux et dirigeants de la Société	158
14.2.1	<i>Membres du Directoire</i>	<i>158</i>
14.2.2	<i>Membres du Conseil de surveillance</i>	<i>159</i>
14.3	Déclaration relative aux mandataires sociaux et dirigeants.....	161
14.4	Conflits d'intérêts potentiels	161
15	REMUNERATION ET AVANTAGES	163
15.1	Intérêts et rémunérations des mandataires sociaux et dirigeants.....	163
15.1.1	<i>Les nouveaux membres du Conseil de surveillance.....</i>	<i>163</i>
15.1.2	<i>La société Front Line</i>	<i>163</i>
15.1.3	<i>Les membres du Directoire.....</i>	<i>164</i>
15.2	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par la Société ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	165
15.3	Rémunération et avantages dus à raison de la cessation des fonctions de mandataire social de la Société	165
15.4	Détail des options et bons octroyés aux mandataires sociaux.....	165
16	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	166
16.1.	Fonctionnement du Directoire	166
16.1.1.	<i>Mandats des membres du Directoire.....</i>	<i>166</i>
16.1.2.	<i>Réunions du Directoire</i>	<i>166</i>
16.1.3.	<i>Pouvoirs du Directoire</i>	<i>166</i>
16.2.	Fonctionnement du Conseil de surveillance	167
16.2.1.	<i>Mandats des membres du Conseil de surveillance.....</i>	<i>167</i>
16.2.2.	<i>Réunions du Conseil de surveillance</i>	<i>167</i>
16.2.3.	<i>Pouvoirs du Conseil de surveillance</i>	<i>168</i>
16.3.	Informations sur les comités mis en place au sein de la Société	169
16.3.1.	<i>Le Comité d'audit</i>	<i>169</i>
16.3.2.	<i>Le Comité des rémunérations et des nominations.....</i>	<i>170</i>
16.4.	Informations sur les contrats de service liant les mandataires sociaux à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales.....	171
16.5.	Contrôle interne	171
16.6.	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise	177
16.6.1.	<i>Critères d'indépendance des membres du Conseil de surveillance.....</i>	<i>177</i>
16.6.2.	<i>Charte du membre du Conseil de surveillance</i>	<i>179</i>
17	SALARIES	180
17.1.	Ressources humaines.....	180
17.1.1	<i>Répartition et évolution des effectifs.....</i>	<i>180</i>
17.1.2	<i>Répartition de l'effectif par type de contrats.....</i>	<i>180</i>
17.1.3	<i>Répartition géographique des effectifs</i>	<i>180</i>
17.2.	Options de souscription ou d'achat d'actions et bons de souscriptions	181
17.3.	Participation, intéressement, plan d'épargne entreprise et fonds commun de placement d'entreprise	183
17.3.1	<i>Participation.....</i>	<i>183</i>
17.3.2	<i>Intéressement.....</i>	<i>184</i>

17.4.	Les relations collectives au sein du Groupe	184
17.4.1	Représentation du personnel	184
17.4.2	Conventions et accords collectifs	184
18	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	185
18.1	Actionnaires de la Société et répartition des droits de vote	185
18.2	Engagements de conservation des titres de la Société.....	185
18.3	Droits de vote des actionnaires	186
18.4	Modifications intervenues dans la répartition du capital social et des droits de vote de la Société au cours des trois derniers exercices	186
18.5	Contrôle de la Société	187
18.6	Accords relatifs au contrôle de la Société.....	187
19	OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	188
19.1	Conventions significatives conclues avec des apparentés	188
19.2	Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	192
19.2.1	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 mars 2007.....	192
19.2.2	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 mars 2006.....	195
19.2.3	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 mars 2005.....	196
20	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ	198
20.1	Informations financières historiques	198
20.1.1	Comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007 en normes IFRS	198
20.1.2	Comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006 en normes françaises	198
20.1.3	Comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2005 en normes françaises	198
20.2	Vérification des informations financières historiques annuelles	198
20.2.1	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007	198
20.2.2	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006	199
20.2.3	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2005	200
20.3	Date des dernières informations financières vérifiées	201
20.4	Honoraires des commissaires aux comptes.....	201
20.5	Politique de distribution des dividendes.....	201
20.5.1	Dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	201
20.5.2	Politique de distribution de dividendes de la Société	202
20.6	Procédures judiciaires et d'arbitrage	202
20.7	Absence de changement significatif de la situation financière ou commerciale	203
21	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	204
21.1.	Renseignements de caractère général concernant le capital social de la Société	204
21.1.1.	Montant du capital.....	204
21.1.2.	Titres non représentatifs du capital.....	204
21.1.3.	Titres détenus par EuropaCorp, pour son propre compte ou par ses filiales.....	205
21.1.4.	Capital social autorisé mais non émis.....	206
21.1.5.	Autres titres et droits donnant accès au capital.....	208
21.1.6.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital.....	208

21.1.7.	<i>Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent.....</i>	208
21.1.8.	<i>Historique du capital social de la Société depuis le 1^{er} avril 2004.....</i>	208
21.1.9.	<i>Dilution maximale du capital social de la Société.....</i>	208
21.1.10.	<i>Nantissements et sûretés.....</i>	209
21.2.	Acte constitutif et statuts	209
21.2.1.	<i>Objet social.....</i>	209
21.2.2.	<i>Exercice social.....</i>	209
21.2.3.	<i>Principales stipulations statutaires relatives au Directoire et au Conseil de surveillance</i>	210
21.2.4.	<i>Droits et obligations attachés aux actions.....</i>	211
21.2.5.	<i>Modifications des droits attachés aux actions.....</i>	212
21.2.6.	<i>Assemblées générales</i>	212
21.2.7.	<i>Dispositions statutaires ou autres qui pourraient avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle</i>	213
21.2.8.	<i>Franchissement de seuils statutaires.....</i>	213
21.2.9.	<i>Modifications du capital social</i>	213
22	CONTRATS IMPORTANTS.....	214
23	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	215
23.1.	Expertise sur les tarifs des prestations de la société Digital Factory auprès d'EuropaCorp vis-à-vis de l'offre commerciale concurrente	215
23.2.	Expertise sur l'adéquation des conditions financières de sous-location entre EuropaCorp et Front Line par rapport à la valeur locative de marché pour les locaux occupés au 137 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	215
23.3.	Rapport d'évaluation du catalogue de droits audiovisuels au 31 mars 2007	216
24	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	218
25	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	219
26	GLOSSAIRE	220
Annexe 1	Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2007 en normes IFRS.....	222
Annexe 2	Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2006 en normes françaises.....	271
Annexe 3	Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2005 en normes françaises.....	291

NOTE

Dans le présent document de base (ci-après le « Document de base »), les expressions « EuropaCorp » ou la « Société » désignent la société EuropaCorp SA. Les expressions le « Groupe » ou le « Groupe EuropaCorp » désignent le groupe constitué par EuropaCorp et ses filiales détenues à 100%, à savoir EuropaCorp Distribution SAS, EuropaCorp Diffusion SAS, EuropaCorp Music Publishing SAS, Dog Productions SAS, Intervista SAS et Ydéo SAS.

Par exception à ce qui précède, lorsqu'il est fait référence aux états financiers ou aux données financières historiques de la Société (en particulier dans les chapitres 3, 9, 10, 13 et 20), la notion de Groupe inclut également la société Sofica EuropaCorp (contrôlée de fait par la Société et consolidée par intégration globale), la société EuropaCorp Studios (cédée par la Société le 16 février 2007), la société EuropaCorp Japan (dans laquelle la Société détient une participation) et exclut la société Ydéo (acquise par la Société après la clôture de l'exercice clos le 31 mars 2007). Pour plus de précisions, se reporter aux annexes aux comptes consolidés relatives au périmètre de consolidation, en annexe du présent Document de base.

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2007 figurant dans le présent Document de base ont été préparés conformément aux normes d'information financière internationales (*International Financial Reporting Standards*, « IFRS ») telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ils comportent à titre comparatif les données relatives à l'exercice clos le 31 mars 2006 selon les mêmes règles. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2005 et 2006 figurant dans le Document de base ont été préparés conformément aux principes comptables français. Les états financiers consolidés figurant en annexes du Document de base contiennent un rapprochement entre les normes IFRS et les principes comptables français pour l'exercice clos le 31 mars 2006.

Par ailleurs, pour l'établissement du Document de base, la Société a utilisé et s'est référée à certaines données et éléments concernant l'industrie cinématographique, et en particulier le secteur de la production et de la distribution cinématographique, qui proviennent d'études de marché, de publications accessibles au public, de publications et informations provenant des professionnels du secteur et qui n'ont pas été réalisées ou vérifiées par la Société. Certaines de ces données contiennent parfois des informations de nature prospective. Les études de marché et celles provenant de l'industrie assurent généralement que l'information qu'elles contiennent provient de sources considérées comme fiables, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à l'exactitude ou à l'exhaustivité de cette information. De plus, elles n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante et ni la Société, ses dirigeants ou administrateurs, ni les actionnaires de la Société et les prestataires de services d'investissement ne garantissent en aucune façon l'exactitude de l'information qu'elles contiennent, notamment pour ce qui concerne les prévisions.

Un glossaire définissant les principaux termes du Document de base figure au chapitre 26.

1 PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE

1.1 Responsable du Document de base

Luc Besson, Président du Directoire d'EuropaCorp.

1.2 Attestation du responsable du Document de base

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document de base sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent Document de base ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de base.

Les informations financières historiques présentées dans le présent Document de base ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant à la section 20.2 dudit document. Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006 contient les observations suivantes : « Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe qui expose les changements de méthodes résultant de la première application, à compter du 1^{er} avril 2005, des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 relatifs aux actifs ». »

Luc Besson
Président du Directoire d'EuropaCorp

2 RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

A la date d'enregistrement du Document de base, les responsables du contrôle des comptes sont les personnes indiquées en sections 2.1 et 2.2 ci-dessous.

Les projets de résolutions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société convoquée pour le 18 juin 2007, tels qu'arrêtés par le Directoire de la Société à l'occasion de sa réunion du 16 mai 2007, prévoient le renouvellement des mandats des cabinets Ernst & Young et Autres et Auditex pour six exercices respectivement en tant que CAC titulaire et CAC suppléant ainsi que la nomination du cabinet CDL et de la Compagnie Fiduciaire de Conseil et d'Audit en tant que commissaires aux comptes titulaire et suppléant de la Société, respectivement.

2.1 Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young et Autres

(anciennement Barbier Frinault & Autres)
Membre de la Compagnie régionale des commissaires
aux comptes de Versailles
Représentée par Eric Demuyt
41, rue Ybry
92200 Neuilly Sur Seine

Date de nomination : 20 avril 2002

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de
l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les
comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

Dominique Ledouble

Membre de la Compagnie régionale des commissaires
aux comptes de Paris
99, boulevard Haussmann
75008 Paris

Date de nomination : 23 décembre 2002.

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de
l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les
comptes de l'exercice clos le 31 mars 2008.

2.2 Commissaires aux comptes suppléants

Auditex

Membre de la Compagnie régionale des commissaires
aux comptes de Versailles
Représentée par Denis Gillet
Tour Ernst & Young
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense cedex

Date de nomination : 31 juillet 2006

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de
l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les
comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

Cabinet CDL

Membre de la Compagnie régionale des commissaires
aux comptes de Paris
Représenté par Frédéric Ledouble
99, boulevard Haussmann
75008 Paris

Date de nomination : 23 décembre 2002

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de
l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les
comptes de l'exercice clos le 31 mars 2008.

3 INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOCIETE ET LE GROUPE – INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

3.1 Informations générales concernant le Groupe

L'activité d'EuropaCorp est essentiellement dédiée à la production et à la distribution d'œuvres cinématographiques. La Société a développé un mode d'exercice de l'activité de producteur et distributeur de films destinés aux marchés français et internationaux fondé sur la recherche de la maîtrise de tous les stades du cycle de production et d'exploitation de ses films. Cette maîtrise de la chaîne de production et de distribution permet à EuropaCorp d'imposer son professionnalisme, ses méthodes créatives et ses standards de qualité à l'ensemble des étapes de conception et de commercialisation d'un film, faisant d'EuropaCorp en France et en Europe un des rares « studios » indépendants intégrés verticalement.

EuropaCorp est l'entité du Groupe exerçant les activités de production cinématographique, de cession de droits d'exploitation des films à l'international (salles, vidéo, diffusion télévisuelle, etc.), de cession de droits de diffusion aux chaînes de télévision françaises et aux plates-formes de diffusion en VOD (voir glossaire – chapitre 26 du Document de base), ainsi que les activités d'exploitation des films sous forme de licences, produits dérivés et partenariats.

Ses principales filiales exercent les activités suivantes : EuropaCorp Distribution exerce une activité de distribution de films auprès des salles en France, EuropaCorp Diffusion est en charge de l'édition sur support vidéo en France, Dog Productions, de la production de films publicitaires, EuropaCorp Music Publishing, de l'édition musicale, et Intervista, de l'édition de livres (notamment liés à l'univers du cinéma). Depuis le 16 mai 2007, la société Ydéo complète les activités du Groupe en prenant en charge pour la France l'élaboration des plans marketing du Groupe concernant les sorties en salles et en vidéo.

EuropaCorp Japan, dans laquelle la Société détient une participation, a pour activité principale la distribution de films au Japon tandis que le GIE Fox Pathé Europa, dont EuropaCorp Diffusion est membre, a pour activité la distribution de films sur support vidéo en France.

Pour plus de précisions, se reporter au chapitre 6 et à la section 7.2 du Document de base.

3.2 Informations financières historiques sélectionnées

Les tableaux ci-dessous présentent des extraits des comptes consolidés du Groupe et de leurs annexes pour les exercices clos les 31 mars 2005 et 31 mars 2006, préparés et audités conformément aux normes françaises, et pour l'exercice clos le 31 mars 2007, préparé et audité conformément aux normes IFRS avec des données comparatives en normes IFRS pour l'exercice précédent.

Ces éléments doivent être lus au regard des comptes audités du Groupe et de leurs notes annexes et doivent être appréciés dans leur totalité en référence aux dits comptes et notes annexes figurant en annexes du Document de base.

Résultats consolidés

<i>(En milliers d'euros)</i>	Normes comptables françaises		IFRS	
<i>Exercices clos le</i>	31 mars 2005	31 mars 2006	31 mars 2006	31 mars 2007
Produits d'exploitation	98 795	147 595	148 079	158 661
Marge opérationnelle	27 155	23 301	23 766	27 000
Résultat opérationnel	14 283	8 667	9 106	11 517
Résultat courant avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	13 915	7 005	6 863	11 300
Résultat exceptionnel	(29)	(246)	0	0
Résultat net (part du Groupe)	10 610	7 696	5 760	8 218

Bilan consolidé (normes IFRS)

<i>(En milliers d'euros)</i>	Normes IFRS	
<i>Exercices clos le</i>	31 mars 2006	31 mars 2007
Actif non courant	160 985	121 930
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	<i>146 496</i>	<i>109 239</i>
Actif courant	69 987	105 036
TOTAL ACTIF	230 972	226 966
Capitaux propres – part du Groupe	54 596	62 890
Intérêts minoritaires	5 210	8 038
Passif non courant	58 212	47 563
<i>dont emprunts et dettes financières à plus d'un an</i>	<i>18 187</i>	<i>10 998</i>
Passif courant	112 954	108 475
<i>dont emprunts et dettes financières à moins d'un an</i>	<i>55 567</i>	<i>39 550</i>
TOTAL PASSIF	230 972	226 966

Bilan consolidé (normes françaises)

<i>(En milliers d'euros)</i>	Normes comptables françaises	
<i>Exercices clos le</i>	31 mars 2005	31 mars 2006
Actif immobilisé	163 508	158 710
Actif circulant	76 602	78 518
Primes de remboursement	3 110	2 269
Charges à répartir	2 301	1 595
TOTAL ACTIF	245 521	241 092
Capitaux propres – part du Groupe	53 970	56 961
Intérêts minoritaires	2 891	5 210
Provisions pour risques et charges	98	83
Dettes	188 562	178 838
TOTAL PASSIF	245 521	241 092

Tableau des flux consolidés (normes IFRS)

<i>(En milliers d'euros)</i>	Normes IFRS	
<i>Exercices clos le</i>	31 mars 2006	31 mars 2007
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	92 683	95 504
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	96 231	101 153
Flux net de trésorerie généré par l'activité	100 595	79 401
Flux net lié aux opérations d'investissement	(82 722)	(49 638)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(21 903)	(23 980)
Variation globale de la trésorerie	(4 030)	5 783
Trésorerie d'ouverture	6 129	2 099
Trésorerie de clôture	2 099	7 882

Tableau des flux consolidés (normes comptables françaises)

<i>(En milliers d'euros)</i>	Normes comptables françaises	
<i>Exercices clos le</i>	31 mars 2005	31 mars 2006
Capacité d'autofinancement	64 201	93 744
Flux de trésorerie d'exploitation	43 703	97 200
Flux de trésorerie d'investissement	(110 725)	(82 722)
Flux de trésorerie de financement	39 602	(18 508)
Variation nette des disponibilités	(27 420)	(4 030)
Disponibilités à l'ouverture	33 549	6 129
Disponibilités à la clôture	6 129	2 099

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires par canal de distribution pour les exercices 2006/2007 et 2005/2006, en normes IFRS :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars			
	2006		2007	
	CA	%	CA	%
Ventes internationales	71 845	48,5%	54 313	34,2%
Ventes TV	22 912	15,5%	27 960	17,6%
Distribution en salles	10 118	6,8%	33 857	21,3%
Distribution vidéo	22 752	15,4%	9 113	5,8%
Autres	20 452	13,8%	33 418	21,1%
Chiffre d'affaires	148 079	100%	158 661	100%

4 **FACTEURS DE RISQUE**

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les risques décrits dans le présent chapitre, ainsi que l'ensemble des autres informations contenues dans le Document de base, avant de prendre leur décision d'investissement. Les risques présentés dans le présent chapitre sont ceux dont la Société estime, à la date du présent Document de base, que la réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

La Société n'identifie pas à ce jour de stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique, autres que ceux identifiés ci-après, ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement de manière directe ou indirecte, sur les opérations de la Société.

Pour chaque catégorie de risques présentés ci-dessous, les risques sont classés, selon l'appréciation de la Société, par ordre décroissant d'importance, étant entendu que même un risque que la Société perçoit comme étant relativement moins important que d'autres peut avoir un effet défavorable significatif sur les activités, les résultats, la situation financière et la stratégie de la Société.

4.1 **Les risques liés à l'industrie cinématographique**

4.1.1 Les risques liés au caractère aléatoire des succès commerciaux des films

Le succès d'un film auprès du public ne peut être garanti. Ce succès dépend notamment des qualités artistiques et techniques du film, de la notoriété créée lors de la sortie en salles, mais aussi de la qualité et du succès des productions de la concurrence sorties au même moment sur le marché, de l'engouement du public pour d'autres formes de contenu audiovisuel (notamment séries télévisées), de l'engagement et de la qualité des distributeurs du film, de la situation économique générale et d'autres facteurs tangibles ou intangibles qui peuvent tous évoluer rapidement et qui sont difficiles à prévoir.

L'incapacité prolongée du Groupe à produire des films ayant un fort attrait pour le public français et les publics des territoires dans lesquels les films sont distribués pourrait nuire à son image, ses activités, ses perspectives de croissance, et sa capacité à réaliser des préventes et à attirer des artistes et réalisateurs de renom ainsi que des techniciens de qualité.

Le processus de conception et de validation des projets développés par le Groupe, tel que décrit à la section 6.3.1.3 du Document de base, est destiné à sélectionner les projets de films les plus susceptibles de recueillir l'attrait du public.

4.1.2 Les risques liés à l'importance des coûts de production des œuvres cinématographiques

La production et la promotion d'œuvres cinématographiques requièrent la mobilisation de capitaux importants. Entre 1985 et 2005, le budget moyen d'une production américaine¹ est passé de 16,8 à 60,0 millions de dollars (soit une hausse globale de 257% en vingt ans), croissance qui s'explique par la hausse de rémunération des acteurs, des réalisateurs, des scénaristes et autres artistes, ainsi que du coût des effets spéciaux et d'autres éléments essentiels au succès du film (*Source : MPAA 2005 - US Economic Review*). Le prix des entrées dans les salles de cinéma a augmenté à un rythme nettement plus faible, rendant de ce fait les producteurs plus dépendants des revenus issus des autres modes de diffusion (notamment DVD, télévision, VOD).

Bien que les coûts de production des films américains soient en voie de stabilisation depuis 2003, et que le budget moyen d'une production française² n'ait pas progressé dans les mêmes proportions (de 4,78 millions

¹ Coût moyen de production (*average negative costs*), hors coûts marketing, des membres de la MPAA. La *Motion Picture Association of America* (MPAA) est une association qui défend les intérêts de l'industrie cinématographique américaine et dont les membres sont les grands studios américains : Buena Vista Pictures Distribution (The Walt Disney Company), Paramount Pictures Corporation, Sony Pictures Entertainment Inc., Twentieth Century Fox Film Corporation, Universal City Studios LLLP, Warner Bros. Entertainment Inc. (et jusqu'en 2005 Metro-Goldwyn-Mayer Inc.).

² Devis moyens des investissements dans les films dits d'initiative française.

d'euros en 1997 à 5,27 millions d'euros en 2006³, soit une hausse globale de 10,3% en dix ans) (*Source : CNC - La production cinématographique en 2006*), il ne peut être exclu que les coûts de production connaissent une forte croissance à l'avenir.

Une hausse des coûts de production qui ne traduirait pas une hausse des recettes ou une hausse non maîtrisée des coûts de production des films pourrait entraîner une baisse de la rentabilité du Groupe.

Le Groupe poursuivra sa politique de maîtrise des coûts de production (voir la section 6.3.2.3 du Document de base), étant toutefois précisé que son savoir-faire en la matière ne saurait constituer une garantie contre tout risque de dépassement budgétaire pour les productions futures.

4.1.3 Les risques de retard dans les délais de production et de dépassement des limites budgétaires

La production, la réalisation et la distribution de films répondent à de nombreuses contraintes, notamment la recherche de financements, la disponibilité des talents souhaités et d'un matériel de qualité ainsi que la programmation de sortie des films produits par des studios concurrents. Le Groupe ne peut garantir aux investisseurs que tous les films qu'il produit seront terminés ou sortiront dans les délais prévus et dans les limites des budgets fixés, ou même qu'ils sortiront tout simplement.

EuropaCorp n'a jusqu'à présent dépassé le budget initial de production, tel que soumis au CNC, que pour deux films, un pour lequel il n'assurait pas l'exécution de la production et l'autre en raison du remplacement du réalisateur en cours de tournage. Un retard significatif dans la production d'un film du Groupe peut avoir pour conséquence des coûts de production et des charges financières plus élevés que prévus, l'obligation de décaler la date de sortie en salles et, par voie de conséquence, l'impossibilité d'attirer le public pendant les fenêtres de diffusion idéales telles que les vacances, et des retards consécutifs dans la diffusion du film par chaînes payantes, chaînes en clair et support vidéo. Lorsque le Groupe est producteur délégué d'un film, les engagements des coproducteurs à son égard étant limités, il doit assumer seul le risque de dépassement des coûts prévus si les coproducteurs ne consentent pas à financer leur part de ce dépassement. Lorsque le Groupe investit en tant que coproducteur, sa décision de ne pas financer sa part d'un dépassement de coûts pourrait limiter son droit à une partie des recettes du film et sa participation aux décisions du producteur délégué relatives à la modification du film pour réduire les coûts, ce qui, dans chaque cas, pourrait diminuer les recettes attendues par le Groupe.

La section 6.3.2.3 du Document de base décrit la politique de maîtrise des coûts mise en place au sein du Groupe et destinée à éviter les dépassements budgétaires ou les retards dans les délais de production. Par ailleurs, le dispositif relatif au contrôle interne mis en place par la Société a également pour vocation de réduire ces risques (voir la section 16.5 du Document de base).

4.1.4 Les risques liés à la concentration de la filière cinématographique

4.1.4.1 Les chaînes de télévision françaises

Seul un nombre limité de sociétés achète et distribue des films. En France, les chaînes de télévision ont été et devraient demeurer d'importantes sources de financement et de débouchés pour les films du Groupe. La capacité d'EuropaCorp à obtenir des financements auprès des chaînes de télévision dépend de leur ligne éditoriale et de leur grille budgétaire.

La diminution de la place faite au cinéma dans la grille des chaînes de télévision pourrait rendre plus difficile la vente de films aux chaînes de télévision et ainsi gêner le préfinancement des films. Par ailleurs, le mouvement de concentration sur un seul acteur observé en France sur le secteur du câble et du satellite (rapprochement de Canal+ et TPS) pourrait réduire la marge de négociation dont bénéficiait le Groupe lorsque ces deux opérateurs étaient en situation de concurrence. A cet égard, à l'occasion de l'examen du rapprochement entre Canal+ et TPS par les autorités en charge du contrôle des concentrations, Canal+ a pris l'engagement de ne pas conclure ou

³ Le budget moyen des films produits ou coproduits par EuropaCorp et sortis en salles en 2006 s'élève à 16,8 millions d'euros (contre 12,9 millions d'euros en 2005).

renouveler de contrats cadre ou « output deals » avec des producteurs français. Par conséquent, le contrat cadre conclu avec Canal+ le 16 décembre 2004 pour une durée de trois ans et relatif au préachat par Canal+ de dix films à produire par EuropaCorp (contrat décrit au chapitre 22 du Document de base) ne sera pas renouvelé à son échéance (15 décembre 2007).

En 2006, le montant des préachats de films (films d'initiative française et coproductions minoritaires) de Canal+, TPS Cinéma et Ciné Cinéma s'est élevé à 161,6 millions d'euros, soit environ 60% du montant total des préachats des chaînes télévisées⁴ (*SOURCE : CNC – La production cinématographique en 2006*).

Sur les 33 films sortis en salle au 31 mars 2007 et pour lesquels EuropaCorp est intervenue en tant que producteur ou coproducteur délégué, 25 ont été vendus à TF1. Par ailleurs, Canal+ a acheté les droits exclusifs de première diffusion en France sur télévision payante de la totalité des films sortis en salles au 31 mars 2007 dont EuropaCorp a assuré la production ou la coproduction déléguée. Les préventes de droits de diffusion télévisuelle relatives aux films sortis au cours des exercices clos le 31 mars 2005, 31 mars 2006 et 31 mars 2007 représentent respectivement 17 699 milliers d'euros, 24 511 milliers d'euros et 25 168 milliers d'euros. Sur l'ensemble de ces trois exercices, les préventes à Canal+ et TF1 ont représenté, respectivement, 62,6% et 28,7% du montant total des préventes. Si TF1 ou Canal+ décidaient de réduire le nombre ou le montant de leurs achats de droits de diffusion télévisuelle pour des films produits ou coproduits par la Société, ceci pourrait avoir un impact sur le préfinancement des productions ou coproductions de la Société, en fonction de l'importance du budget du film et de la quote-part que peuvent représenter les préachats des chaînes de télévisions dans le préfinancement.

4.1.4.2 Les distributeurs étrangers

Pour la distribution de ses films hors de France (les recettes des ventes internationales ont représenté 49% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice 2005/2006 et 34% au titre de l'exercice 2006/2007), le Groupe entretient dans la plupart des pays des relations privilégiées bien que non exclusives avec quelques distributeurs.

La décision de ces distributeurs de ne pas distribuer ou promouvoir les films du Groupe, ou de promouvoir davantage les films produits par des studios concurrents, pourrait poser au Groupe des difficultés temporaires. Les décisions des distributeurs des films du Groupe à l'étranger en matière de calendrier de sortie en salles et sur support vidéo, communication et actions promotionnelles sont déterminantes pour le succès de ces films à l'étranger, et le Groupe n'exerce qu'un contrôle limité sur ces décisions. En outre, la disparition de l'un de ces acheteurs ou distributeurs (notamment en cas d'absorption d'un distributeur indépendant par la filiale locale d'un studio concurrent de la Société), une diminution importante de leur volonté ou capacité à investir dans l'industrie du cinéma ou une décision de ne plus travailler avec le Groupe, pourrait rendre le préfinancement des films plus difficile.

La politique du Groupe consiste à choisir dans chaque pays où ses films sont distribués des partenaires de référence avec lesquels il a travaillé à plusieurs reprises dans le passé, tout en cherchant à diversifier ses partenaires potentiels, notamment par le biais de contacts réguliers avec les différents acteurs des marchés étrangers à l'occasion des festivals de films comme Cannes, Berlin ou Los Angeles.

4.1.5 Les risques liés au caractère très concurrentiel du secteur

La Société est un acteur de taille modeste sur un marché très concurrentiel. Même si la Société, à raison de son dynamisme et de la personnalité de ses dirigeants, exerce un fort pouvoir d'attraction pour des jeunes talents et des professionnels confirmés du secteur, les grands studios américains disposent de ressources nettement plus importantes dans la compétition pour les idées, les scénarii et les scripts proposés par des tiers ainsi que pour les acteurs, réalisateurs et autres talents que requièrent la création d'une œuvre cinématographique. Leur surface financière leur donne également un avantage comparatif pour l'acquisition de branches d'activités ou d'actifs (y compris les catalogues de films) qui sont susceptibles d'intéresser également la Société. D'autres acteurs locaux

⁴ Canal+, TPS Cinéma, Ciné Cinéma et chaînes en clair (TF1, France 2, France 3 et M6).

ou européens, extérieurs au secteur de l'industrie cinématographique et disposant de moyens financiers significatifs, pourraient également se développer sur ce secteur en vue de développer des contenus propres ou en vue de procéder à l'acquisition de droits sur des œuvres cinématographiques, ce qui pourrait encore accroître la pression concurrentielle.

Le nombre d'œuvres cinématographiques produites chaque année tant aux Etats-Unis qu'en Europe a atteint des niveaux élevés. En conséquence, la Société pourrait se voir exposée à un excès d'offre de films sur le marché, avec un impact négatif sur les recettes et le succès commercial de ses films. Le phénomène est renforcé par le fait qu'il existe des périodes plus favorables que d'autres pour la sortie d'un film et que le Groupe est en concurrence avec les autres producteurs et distributeurs pour le choix de la date de sortie d'un film. Dans l'hypothèse d'une sortie en salles ou en vidéo simultanée de deux films du même type (par exemple deux films d'animation) entraînant des périodes d'exploitation identiques, les recettes pourraient être moins élevées que prévu. D'une manière plus générale, un excès d'offre de films sur une période donnée (notamment les vacances) pourrait affecter la capacité du Groupe à sortir ses films en salles ou en vidéo au moment le plus favorable, et entraîner des recettes moins élevées qu'escompté.

4.1.6 Les risques liés à l'évolution du marché des supports vidéo

Les recettes liées à la vente de supports vidéo ont représenté 15% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre des exercices 2004/2005 et 2005/2006. Elles ont représenté 6% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice 2006/2007. Cette baisse traduit un line-up de sorties vidéo plus modeste que lors des exercices précédent (voir la section 9.5 du Document de base).

Le DVD assure la quasi-totalité du marché avec 134,9 millions d'unités vendues en 2006 (soit 99,7% du marché en chiffre d'affaires, contre 98,5% en 2005). Moins d'un million de cassettes VHS ont été vendues en 2006 pour une recette de 4,3 millions d'euros, soit une chute de 84,2% par rapport à 2005 (*Source : Baromètre vidéo CNC-GFK - Bilan 2006*).

Les membres du Syndicat de l'Edition Vidéo (SEV), qui regroupe en France les principaux éditeurs d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques éditées sur support vidéo (DVD, VHS...), ont constaté une baisse de leur chiffre d'affaires en valeur. En ce qui concerne la consommation des Français en produits vidéo (DVD et VHS), celle-ci s'est établie à 1,66 milliards d'euros en 2006, en baisse de 7% par rapport à 2005. Pour la première fois en 2006, le marché a également connu une baisse en volume puisque les français ont acheté moins de supports vidéo (135,9 millions d'unités) qu'en 2005 (143,4 millions d'unités, soit une baisse de 5,2%) (*Source : CNC - Le marché de la vidéo - mars 2007*). En 2006, le prix moyen de vente d'un DVD, à l'unité ou en coffret, s'est stabilisé à 12,3 euros (en baisse de 2,4% par rapport à 2005) (*Source : CNC - Le marché de la vidéo - mars 2007*). (Pour davantage de précisions, voir la section 6.2.6 « Le marché de la diffusion de films sur support vidéo » du Document de base).

Ces différents chiffres traduisent pour partie la maturité d'un marché qui a connu un formidable succès populaire depuis l'arrivée du DVD en 1997. Ils s'expliquent également par la baisse du prix moyen du DVD, impacté notamment par la multiplication des offres promotionnelles. Ils sont aussi probablement, dans une certaine mesure, le reflet de la piraterie qui affecte également le marché de la vidéo. Dans un tel contexte, la baisse du chiffre d'affaires en valeur pourrait s'accroître par un développement de la concurrence sur les prix.

Si la baisse du marché du DVD, tant en volume qu'en valeur, et à nombre de titres constant, se confirme, elle pourrait entraîner pour le Groupe une baisse des recettes liées à la vente de supports vidéo et entraîner une érosion de ses marges.

4.1.7 Les risques liés au développement de la VOD

Le développement des services en ligne, permettant un téléchargement à domicile d'œuvres audiovisuelles, devrait avoir des conséquences, même si celles-ci sont encore difficiles à évaluer, sur l'ensemble de la chaîne de distribution et de diffusion d'œuvres cinématographiques. En effet, si le chiffre d'affaires de la VOD demeure encore marginal par rapport aux autres modes de diffusion d'œuvres cinématographiques (salles, vidéo,

télévision), celui-ci croît rapidement et pourrait atteindre, selon une étude du cabinet NPA Conseil, près de 338,8 millions d'euros d'ici 2011 avec 334,4 millions d'euros pour le marché de la VOD locative par câble et télévision sur ADSL et environ 4,4 millions d'euros pour le marché de la VOD locative en ligne par Internet (*Source : Vidéo Total n°41 - Décembre 2006*). L'étude du cabinet NPA Conseil ne couvre pas la VOD à l'achat.

La VOD, constituant un mode de distribution alternatif d'œuvres cinématographiques, pourrait venir concurrencer en partie la distribution des mêmes œuvres sur support vidéo, en paiement à la séance (également appelé « *pay per view* » – voir glossaire au chapitre 26) voire même en distribution en salles, dans l'hypothèse où la sortie en salles coïnciderait avec la mise à disposition en VOD comme cela a pu se faire aux Etats-Unis pour certains films. Par ailleurs, la multiplicité des acteurs intervenant sur le marché de la VOD et le poids économique de certains d'entre eux comme France Télécom, Google ou Apple, pourrait générer une pression à la baisse sur les prix des films à télécharger et entraîner, par répercussion, une érosion des marges des détenteurs de droits d'exploitation des films.

Cependant, la Société, en tant que producteur de contenus attractifs et à fort potentiel de succès, estime qu'elle est en position de profiter de l'émergence de ce nouveau canal de diffusion, la VOD constituant une nouvelle source de revenus qui pourrait, à moyen terme, au moins compenser l'érosion des revenus liés à la diffusion sur support vidéo (DVD). Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007, la VOD a représenté pour le Groupe un chiffre d'affaires d'environ 280 000 euros. Un accord interprofessionnel en date du 20 décembre 2005 prévoyait qu'un film pouvait être exploité sous forme de VOD trente-trois semaines après sa sortie en salles en France, plaçant ainsi la VOD entre l'exploitation vidéo et le paiement à la séance. Cet accord a expiré en décembre 2006. Les négociations entre les professionnels du secteur pour renouveler cet accord n'ont pas encore abouti, les fournisseurs d'accès à Internet souhaitant notamment obtenir un alignement de la fenêtre d'exploitation de la VOD sur celle de la vidéo, à savoir six mois après la sortie du film en salles.

4.1.8 Les risques liés au piratage

Le piratage des produits audiovisuels, comme les copies illégales de DVD, et le téléchargement illégal d'œuvres cinématographiques sont des phénomènes qui se sont accentués ces dernières années, avec le fort accroissement du débit des connexions Internet. La numérisation des films facilite la création, la transmission et le partage de copies non autorisées de haute qualité. La multiplication de telles copies non autorisées a eu, et continuera d'avoir, un impact défavorable sur l'activité et les résultats du Groupe, dans la mesure où elle réduit les recettes générées par les entrées en salles et la vente de supports vidéo autorisés. Une partie substantielle des actifs du Groupe est représentée par les droits de propriété intellectuelle sur le contenu de films susceptibles d'être largement diffusés, sans rémunération, sur Internet, et une part importante des recettes du Groupe provient de la vente d'œuvres cinématographiques pouvant être contrefaites. Si le Groupe ne parvient pas à obtenir une protection par voie judiciaire, ou à mettre au point des moyens efficaces pour protéger ses droits de propriété intellectuelle et mettre à l'abri du piratage ses produits audiovisuels et autres produits liés, ses résultats opérationnels et sa situation financière pourraient en être affectés.

Selon les sources de la MPAA, l'industrie mondiale du cinéma, incluant les producteurs, les distributeurs, les exploitants de salles, les opérateurs de paiement à la séance et les magasins de vidéo, auraient subi un manque à gagner de 18,2 milliards de dollars en 2005 en raison du piratage (*Source : MPAA 2005 - Piracy data summary*). En France, le Président de l'Association de Lutte contre la Piraterie Audiovisuelle (ALPA), dont la Société est membre et soutient l'action, estime la perte de chiffre d'affaires pour la filière cinématographique française à approximativement un milliard d'euros par an (*Source : Le Monde du 27 décembre 2006*).

La Société a mis en place et entend développer une politique active de lutte contre le piratage, en employant notamment des techniques de marquage des copies des films fournies aux exploitants de salles de cinéma en France et à l'étranger, et en sécurisant le transport des copies à destination des exploitants. Elle peut également mettre en place des moyens informatiques spécifiques pour lutter contre le téléchargement de fichiers numériques non autorisés en « *peer to peer* ». Par ailleurs, la politique de la Société en matière de VOD vise à ne céder les droits d'exploitation de ses films qu'aux plates-formes de VOD dont elle s'est au préalable assurée de l'efficacité des mesures de lutte contre la contrefaçon et le piratage des films en ligne.

4.1.9 Les risques liés à l'encadrement des fenêtres de diffusion et à son évolution

La multiplication des modes de diffusion des films (salles de cinéma, télévision, Internet, DVD, etc.) a conduit les pouvoirs publics et les professionnels du secteur à mettre en place progressivement un régime mi-réglementaire mi-conventionnel destiné à organiser l'ordre dans lequel un film est diffusé sur chaque type de support, en réservant pour chacun d'eux des fenêtres d'exclusivité qui permettent d'optimiser la rentabilité de l'exploitation d'un film (voir la section 6.2.1 du Document de base pour plus de précisions).

Avec les nouveaux moyens de communications (Internet à très haut débit notamment) et leur internationalisation (permettant l'accès aux contenus diffusés à l'étranger), il n'est pas exclu que l'encadrement des fenêtres de diffusion des films soit amené à évoluer dans les années à venir, entraînant une réduction de ces fenêtres d'exclusivité ou même un chevauchement des périodes d'exploitation. De telles évolutions pourraient entraîner une nouvelle forme de concurrence entre les différents canaux de distribution. Dans cette hypothèse, il est possible que la stratégie marketing du Groupe et ses résultats en soient affectés.

A l'exception de l'évolution de la place de la VOD dans les fenêtres de diffusion, la Société n'anticipe pas à très court terme de bouleversement dans l'encadrement en France des fenêtres de diffusion mais suit régulièrement les évolutions de cet environnement mi-réglementaire mi-conventionnel afin de d'anticiper un éventuel impact sur ses activités.

4.1.10 Les risques liés aux politiques de soutien de l'industrie du cinéma et à leur évolution

Le système réglementaire français, et dans une moindre mesure le système européen, apportent des avantages importants au Groupe. L'obligation pour les chaînes de télévision françaises d'acheter et de diffuser une part minimale de contenu produit en Europe et de contenu en langue française favorise la création d'une forte demande pour les films du Groupe, ce qui facilite grandement la prévente de droits de diffusion aux chaînes de télévision et contribue au préfinancement des films qu'il produit (l'ensemble de l'environnement réglementaire du Groupe est développé de façon plus détaillée au chapitre 6 du Document de base).

La Société ne peut garantir que cet environnement réglementaire favorable perdurera à l'avenir. Il est en effet régulièrement contesté, tant au niveau international par les studios américains (et d'une façon plus générale dans le cadre des négociations internationales sur la libéralisation des échanges), qu'au niveau européen par la Commission Européenne qui contrôle la proportionnalité des aides d'Etat par rapport au respect de la liberté d'établissement et de prestations de services au sein de l'Union Européenne. A cet égard, des discussions sont actuellement en cours au sein de la Commission Européenne aux fins de voir évoluer les mesures de soutien au cinéma en vigueur dans l'Union Européenne (voir la section 6.4.4 du Document de base pour une description plus détaillée). Si la réglementation française et européenne de soutien de la filière cinématographique devait être modifiée, cela pourrait avoir un impact négatif sur le chiffre d'affaires et les résultats du Groupe. Le Groupe bénéficie de ces mesures, et notamment du système du fonds de soutien. A ce titre, le Groupe a perçu au cours des trois derniers exercices des aides à hauteur de 6 881 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2005, 5 937 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2006 et 10 235 milliers euros pour l'exercice clos le 31 mars 2007.

Cependant, compte tenu de son positionnement international et de la réunion des talents et compétences commerciaux et créatifs au sein du Groupe, le Groupe estime être moins dépendant des mesures incitatives offertes par la réglementation française que ne l'est la majorité de ses concurrents bénéficiant de ces mesures.

4.1.11 Les risques liés aux droits d'exploitation sur les films

Lorsque la Société acquiert les droits d'exploitation d'un film auprès d'un producteur ou d'un distributeur mandaté par le producteur, elle est exposée au risque de non-validité de la chaîne des droits conférant au cédant la propriété des droits d'exploitation du film dont la Société se porte acquéreur. Une rupture de la chaîne des droits, imputable par exemple à un manquement du producteur vis-à-vis des auteurs, peut entraîner l'impossibilité de toute exploitation de l'œuvre par l'acquéreur alors même qu'il en a acquitté le prix. Cette chaîne de droits est donc l'un des éléments essentiels des contrats de distribution conclus par le Groupe. La validité de

la chaîne des droits est systématiquement certifiée par le cédant de chaque film préalablement ou concomitamment à la livraison du film.

A l'inverse, lorsque la Société a la qualité de producteur délégué, elle déclare être titulaire des droits d'auteurs permettant la production du film et garantit ses cocontractants (en particulier les coproducteurs du film) contre tout recours que pourrait former une personne, ayant participé ou non à la production ou la réalisation du film (auteurs, réalisateurs, artistes, tiers, etc.), et qui serait susceptible de faire valoir un droit sur les droits d'exploitation du film.

Une rupture dans la chaîne des droits peut entraîner l'impossibilité d'exploitation du film et expose le Groupe à des poursuites judiciaires. Lorsqu'il a acquis les droits d'exploitation, le Groupe dispose d'un recours contre le cédant. Lorsqu'il a cédé les droits d'exploitation, le Groupe garantit ses cocontractants contre les recours judiciaires qui pourraient être initiés par les personnes invoquant un droit de propriété intellectuelle sur l'œuvre.

A la date d'enregistrement du Document de base, le Groupe n'a constaté depuis sa création aucune rupture de la chaîne des droits pouvant mettre en péril l'exploitation d'un des films dont il a acquis les droits d'exploitation ou pour lesquels il dispose d'un mandat de distribution. Il n'a pas non plus constaté de rupture dans la chaîne des droits pour les films dont il a assuré la production déléguée.

4.1.12 Les risques liés à l'obtention d'autorisations administratives et à la réglementation audiovisuelle

Toute sortie d'un film en salles en France est soumise à l'obtention préalable d'un visa d'exploitation délivré par le Ministre de la culture, après avis de la Commission de classification des œuvres cinématographiques. La Commission propose au Ministre de la culture de classer le film dans l'une des quatre catégories suivantes : autorisation « tous publics » ou interdiction à un groupe d'âge : moins de 12 ans, moins de 16 ans, moins de 18 ans. L'avis de la Commission est transmis au Ministre de la culture qui décide de la classification du film et délivre le visa d'exploitation à son distributeur.

De leur côté, les chaînes de télévision françaises disposent d'une signalétique propre uniformisée par le CSA, plus précise que celle de la Commission de classification (comportant notamment une catégorie « déconseillé aux moins de 10 ans »). Les chaînes de télévision, sous le contrôle a posteriori du CSA, décident de la classification du film en s'inspirant des restrictions apportées à celui-ci au moment de l'obtention du visa d'exploitation. Elles doivent par ailleurs informer les téléspectateurs d'une éventuelle interdiction apportée au film lors de la délivrance du visa d'exploitation lors de toute présentation du film à l'antenne, ainsi que lors de sa diffusion.

D'autres autorisations administratives sont requises dans le processus de production d'un film, en particulier l'agrément des investissements et l'agrément de production pour bénéficier du fonds de soutien automatique du CNC à la production (voir la section 6.4.2.1 du Document de base). Enfin, les films doivent se faire reconnaître la qualification d'œuvre européenne ou d'œuvre d'expression originale française afin de pouvoir être comptés dans les quotas de diffusion des chaînes télévisées françaises.

Le Groupe est exposé au risque que l'un des films dont il dispose des droits d'exploitation en France fasse l'objet d'une mesure d'interdiction auprès de certains publics. En effet, une interdiction aux moins de 12 ou 16 ans est susceptible de modifier le potentiel commercial en salles de cinéma et surtout sur le marché télévisuel et audiovisuel. Par ailleurs, dans le cadre de contrats de préachat de droits de diffusion avec des chaînes télévisées et des contrats de coproduction avec celles-ci, la Société peut s'engager à délivrer un film qui fera l'objet d'une classification « tous publics » à l'occasion de l'octroi du visa d'exploitation ou à prendre toutes les mesures nécessaires de manière à ce que le film puisse faire l'objet d'une signalétique « tous publics » par la chaîne, à défaut de quoi elle peut se voir notamment contrainte à procéder aux modifications nécessaires à la mise en conformité ou être exposée à une résiliation du contrat.

Lorsqu'elle intervient en tant que producteur délégué, la Société est exposée au risque que le film qu'elle produit ne puisse être qualifié d'œuvre cinématographique d'expression originale française ou d'œuvre cinématographique européenne au sens de la réglementation française. En effet, lorsqu'elle conclut des contrats de coproduction ou d'achat de droits de télédiffusion avec des chaînes télévisées françaises, la Société s'engage généralement à ce que le film puisse entrer dans le cadre de leurs engagements réglementaires en matière de

diffusion d'œuvres françaises ou européennes ou en matière d'investissements en productions indépendantes. Faute d'obtenir cette qualification, la Société s'expose à la résiliation du contrat de coproduction et du contrat d'achat de droits de télédiffusion.

La Société peut enfin être exposée au risque de non-obtention de l'agrément des investissements ou de l'agrément de production, agréments tous deux délivrés par le CNC et permettant au film de bénéficier d'aides à la production et de générer pour les productions ultérieures du fonds de soutien à la production. La non-obtention de ces agréments peut également entraîner la résiliation des contrats de coproduction lorsque la Société s'engage contractuellement à obtenir ces agréments.

La possibilité d'une interdiction à certaine catégorie de publics est prise en compte par la Société au moment de la production ou de l'acquisition du film afin d'anticiper son potentiel commercial auprès de ses partenaires, en particulier les chaînes de télévision. De même, l'expérience acquise par le Groupe dans la production de film et sa bonne connaissance de l'environnement réglementaire de l'industrie cinématographique lui permet de circonvier le risque que le film ne reçoive pas les agréments du CNC ou ne soit pas qualifié d'œuvre cinématographique d'expression originale française ou d'œuvre cinématographique européenne.

4.2 Les risques liés à la Société

4.2.1 Les risques de dépendance à l'égard de certains hommes clés

Les performances du Groupe dépendent dans une certaine mesure de l'implication, de la créativité et de l'image de Luc Besson et de Pierre-Ange Le Pogam. A court et moyen terme, le succès du Groupe, notamment sa capacité à prévenir ses productions et à attirer des auteurs, des acteurs et des réalisateurs de renom, des techniciens de qualité, ainsi que la mise en œuvre de sa stratégie dépendent de l'implication, du talent de créateur et de l'image de Luc Besson et de Pierre-Ange Le Pogam.

Si Luc Besson ou Pierre-Ange Le Pogam venaient à cesser leur collaboration avec le Groupe, si des désaccords devaient survenir entre eux, ou si leur réputation ou leur talent étaient altérés ou affaiblis, l'image, les activités, la situation financière et les résultats opérationnels du Groupe pourraient en être affectés. De même, si le Groupe ne parvenait pas à attirer des acteurs, scénaristes et réalisateurs de renom ou de grande qualité, l'attractivité des films produits ou coproduits par EuropaCorp pourrait en être diminuée, affectant corrélativement sa situation et ses résultats financiers.

La stratégie du Groupe consiste, sur le long terme, à continuer d'attirer, de développer et de fidéliser des équipes disposant de qualités professionnelles, d'une expérience et d'une notoriété largement reconnues, de manière à promouvoir et pérenniser le label EuropaCorp et à limiter la dépendance du Groupe à l'égard de Luc Besson et de Pierre-Ange Le Pogam pour ses activités. Sa croissance pourrait en être affectée si le Groupe ne parvenait pas à attirer et fidéliser de tels collaborateurs. Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam ont renouvelé en mars 2007 leur engagement à l'égard d'EuropaCorp de n'exercer aucune activité cinématographique en dehors de la Société. Ces engagements s'appliquent, s'agissant de Luc Besson, tant qu'il sera dirigeant ou actionnaire prépondérant d'EuropaCorp ou qu'il contrôlera EuropaCorp (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) et, s'agissant de Pierre-Ange Le Pogam, tant qu'il sera dirigeant ou actionnaire important d'EuropaCorp (pour davantage de précisions sur ces engagements, se reporter au chapitre 15 du Document de base).

Si Luc Besson ou Pierre-Ange Le Pogam venaient, dans l'hypothèse où les termes de leurs engagements respectifs ne s'appliqueraient plus et où l'activité d'EuropaCorp dépendrait toujours en grande partie d'eux, à exercer des activités cinématographiques en dehors d'EuropaCorp, les résultats du Groupe et ses perspectives d'avenir pourraient en être affectés. En outre, Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam ne se sont engagés contractuellement, au-delà de leurs engagements décrits ci-dessus, ni à rester actionnaires à long terme ni à demeurer au sein d'EuropaCorp pour une quelconque durée.

4.2.2 Les risques liés à l'actionnariat du Groupe

Le Groupe est sous le contrôle de Luc Besson via la société Front Line qu'il détient à 99,99 % et dont il est le Président. En cas d'introduction en bourse de la Société, la société Front Line pourrait continuer à détenir à elle seule plus de 50% des actions de la Société à la suite de l'opération.

Dans cette hypothèse, la société Front Line, Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam seraient en mesure de déterminer, par l'exercice de leur droit de vote respectifs, le sens des décisions relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, notamment la nomination et la révocation des membres du Conseil de surveillance, l'approbation des comptes et la distribution de dividendes.

Dans l'hypothèse où la société Front Line détiendrait à elle-seule plus de 50% des actions de la Société à l'issue de l'opération, la société Front Line serait en mesure de prendre seule les décisions relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Par ailleurs, Luc Besson demeurera Président du Directoire et Pierre-Ange Le Pogam membre du Directoire et Directeur Général. Ils seront en conséquence en mesure de déterminer les décisions relatives à la gestion et à la stratégie du Groupe (à l'exception de celles qui requièrent l'approbation préalable du Conseil de surveillance, voir le chapitre 16 du Document de base).

Le Groupe entretient actuellement des liens contractuels importants avec Front Line et les sociétés du groupe Front Line. Le Groupe bénéficie entre autres de prestations administratives, de sous-location de locaux et de services de post-production (pour plus de précisions sur les relations entre le Groupe et les sociétés apparentées du groupe Front Line, se reporter au chapitre 19 du Document de base). Si le groupe Front Line décidait de mettre un terme à ces relations contractuelles, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité et la situation financière du Groupe. Par ailleurs, EuropaCorp dispose, sous certaines conditions, de la faculté de conclure un contrat de vente en l'état futur d'achèvement (« VEFA ») pour l'acquisition de cinq plateaux de tournage à construire sur le site de la « Cité du cinéma » à Saint-Denis (pour davantage de précisions se reporter aux sections 5.2.2 et 19.1 du Document de base).

La présence d'une majorité de membres indépendants au Conseil de surveillance de la Société (quatre sur six membres que compte le Conseil) et le fait que certaines décisions du Directoire soient soumises à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance visent à éviter que le contrôle de la Société ne soit exercé de manière abusive (se reporter à la section 18.5 du Document de base pour plus de précisions).

4.3 Les risques inhérents aux activités du Groupe

4.3.1 Les risques liés à la fluctuation des revenus du Groupe

L'activité de la Société, essentiellement dédiée à la production et à la distribution de films de long métrage, est moins diversifiée que celle de certains de ses concurrents, notamment ceux qui appartiennent à des groupes intégrés exploitant des salles de cinéma ou des chaînes de télévision, qui bénéficient de sources de revenus récurrentes leur permettant de compenser le caractère irrégulier des revenus issus de l'activité de production et de distribution. La quasi-totalité du chiffre d'affaires du Groupe provient de l'exploitation et de la distribution des films qu'il produit ou dont il acquiert les droits de distribution et/ou de diffusion. Par conséquent, l'absence de diversification des activités du Groupe pourrait affecter ses résultats si les performances de ses films sont inférieures aux attentes.

Les revenus tirés d'un film donné sont liés, outre son succès qui peut fluctuer de façon significative d'un film à l'autre, à son calendrier de sortie en salles et de sortie sur support vidéo, ainsi qu'aux dates de livraison aux distributeurs internationaux, et sont par conséquent susceptibles de varier sensiblement d'un trimestre ou d'un semestre à un autre. Cette variation peut le cas échéant être plus importante que celle constatée chez certains concurrents qui produisent ou sortent en salles un nombre de films supérieur par rapport à EuropaCorp. Par ailleurs, les principes et méthodes comptables applicables à la Société en matière de comptabilisation du chiffre d'affaires (voir l'annexe aux comptes consolidés 2006/2007, qui figurent en annexe au présent Document de base) sont susceptibles d'accentuer le caractère irrégulier des revenus du Groupe.

La combinaison de ces différents facteurs et le fait que les revenus du Groupe soient liés à des fenêtres d'exploitation peut induire des variations très significatives du chiffre d'affaires et des résultats trimestriels ou semestriels. Le chiffre d'affaires et les résultats réalisés au titre d'un trimestre ou d'un semestre donné ne préjugent pas du chiffre d'affaires et des résultats annuels.

L'irrégularité des revenus du Groupe liés à ses activités de production et de distribution de films pourrait cependant à l'avenir être atténuée grâce à l'exploitation de son catalogue de films déjà amortis à 100% dont la taille devrait connaître une croissance régulière.

4.3.2 Les risques financiers liés à la production ou coproduction des films

La Société a pour politique, sans que cela constitue une pratique systématique, de ne lancer la mise en production d'un film que si une partie significative du coût de fabrication (de l'ordre de 80%) est, compte tenu notamment des marques d'intérêt reçues, potentiellement couverte par des engagements fermes (préventes aux télévisions et à l'international et/ou apports de la part de coproducteurs, voir la section 6.3.2.2 du Document de base) devant être signés avant la sortie en salles. Afin de maintenir une attitude opportuniste lui permettant d'adapter cette approche selon les caractéristiques propres de chaque film, le niveau de couverture des risques et le calendrier de cette couverture varient cependant d'un film à l'autre.

Cependant, s'il entend poursuivre sa politique de couverture et de diversification de ses sources de préfinancement, le Groupe ne peut pas garantir la possibilité d'obtenir systématiquement pour tous les films qu'il produit un taux de préfinancement élevé et le respect d'un taux de 80% pour chaque film.

Par ailleurs, le Groupe est toujours exposé à la rupture possible d'engagement d'un acheteur pendant la période intermédiaire entre la déclaration d'intérêt manifestée et la signature formelle du contrat, même si ce type de rétractation est rare en pratique. Bien que le Groupe puisse peut-être éventuellement disposer d'un recours judiciaire, une telle rétractation peut nuire à sa politique de préfinancement de ses productions et l'exposer à un risque financier et de trésorerie accru.

Enfin, lorsqu'elle agit en qualité de producteur délégué, la Société prend à sa charge la bonne fin du film et garantit les coproducteurs non seulement contre tout dépassement du budget du film mais aussi s'engage à délivrer un film conforme aux stipulations contractuelles, le contrat précisant les caractéristiques techniques et artistiques du film avec parfois l'indication des interprètes principaux. Si la Société ne respecte pas ses engagements au titre du contrat de coproduction, elle s'expose à une résiliation de celui-ci et à un remboursement de l'ensemble des sommes versées par le coproducteur. Les contrats d'achat de droits de télédiffusion et les contrats de vente à l'international peuvent inclure des clauses similaires. Par conséquent, dans l'hypothèse où la Société ne serait pas en mesure de mener à son terme le tournage d'un film dont elle a garanti la bonne fin ou de délivrer le film conformément aux caractéristiques contractuellement prévues, elle s'expose à une résiliation de l'ensemble des contrats conclus avant la sortie en salles avec les coproducteurs, chaînes télévisées et distributeurs étrangers.

EuropaCorp surveille le risque financier résultant de l'ensemble de ses engagements, et s'efforce de faire en sorte qu'au titre d'un même exercice, le montant agrégé de ses investissements de production soit ainsi couvert à hauteur d'environ 80% avant la sortie en salles des films concernés. Au titre de l'exercice 2006/2007, le taux de couverture global des films produits ou coproduits et sortis en salles sur l'exercice s'est élevé à 93% au jour de la sortie en salles. Cependant, le Groupe ne peut pas garantir la possibilité d'obtenir systématiquement pour chaque exercice un taux de couverture global de 80%.

4.3.3 Les risques spécifiques liés à la production de films d'animation

Avec le film *Arthur et les Minimoys*, la Société s'est engagée dans l'activité de production de films d'animation, marché dynamique qui attire un public de jeunes spectateurs et génère des recettes complémentaires en produits dérivés et partenariats (voir la section 6.2.8 du Document de base). La Société a pour objectif de produire un film d'animation tous les deux ans environ.

La production de films d'animation est toutefois généralement plus coûteuse que la production de films classiques (budget déposé au CNC dans le cadre de l'agrément des investissements d'environ 65 millions d'euros pour *Arthur et les Minimoys*), et les préventes internationales peuvent être réalisées plus tardivement que pour les films classiques. Par conséquent, la capacité du Groupe à produire des films d'animation pourrait être affectée en cas d'indisponibilité des sources de financement nécessaires. Les films d'animation sont également plus longs à produire ce qui accroît les risques de report, de dépassement des coûts de production, d'évolution de la demande du public entre le démarrage de la production et la sortie du film, voire même d'abandon du projet. Les contraintes de calendrier sont renforcées en raison du caractère familial des films d'animation qui rend crucial leur lancement au début des périodes de vacances scolaires.

Enfin, le secteur des films d'animation est encore relativement récent et attire de nouveaux acteurs (voir section 6.2.8 du Document de base). Si la Société compte parmi les premiers producteurs français non spécialisés à s'engager sur ce créneau, elle doit faire face à la concurrence de grands studios américains qui ont développé la capacité à produire de façon régulière des films d'animation à l'instar de Blue Sky (filiale de Fox Entertainment Group), DreamWorks Animation SKG, Pixar Animation Studios et Walt Disney Feature Animation (appartenant tous deux au groupe Disney), Sony Pictures Entertainment et Warner Bros Entertainment.

4.3.4 Les risques de dépendance à l'égard de prestataires extérieurs pour la technologie et le savoir-faire spécifiques liés à la production de films d'animation en 3D

La production de films d'animation, et notamment la création d'images de synthèse en 3D, requièrent un traitement des images complexe avec des besoins de calculs et de stockage des données toujours plus importants, ce qui nécessite un savoir-faire spécifique et du matériel très performant. Par ailleurs, les technologies graphiques (animation, moteur de rendu, etc.) ainsi que les logiciels évoluent très rapidement.

La Société n'est pas propriétaire de ces technologies, et ne dispose pas en interne du savoir-faire spécifique, nécessaires pour créer des images de synthèse en trois dimensions. Pour les besoins de la fabrication des séquences animées en 3D du film *Arthur et les Minimoys*, la Société a eu recours aux services de la société Buf Compagnie, spécialiste mondialement reconnu des effets spéciaux et des images de synthèse en 3D et disposant de l'expertise et des outils techniques adaptés pour la production de films d'animation en 3D.

Pour les films d'animation en 3D que la Société prévoit de produire à l'avenir, et notamment des deuxième et troisième volets de la saga « *Arthur* », il ne peut être garanti que la Société parviendra à s'attacher le concours d'un prestataire de services adapté ou lui permettant de rester à la pointe des évolutions technologiques du secteur à des conditions financières satisfaisantes.

4.3.5 Risques liés à l'effet des acquisitions ou des investissements

Jusqu'à présent, le Groupe n'a pas procédé à des opérations de croissance externe ou d'investissements (hors films) significatives. A ce jour, le Groupe a décidé d'investir dans l'exploitation d'un multiplexe à Marseille et bénéficie d'une option pour l'acquisition de cinq plateaux de tournage à Saint-Denis (voir la section 5.2 du Document de base). En outre, le Groupe pourrait à l'avenir effectuer des opérations de croissance externe (achat de catalogues de films, acquisition de sociétés de l'industrie cinématographique ayant des domaines d'activités complémentaires ou similaires à ceux du Groupe, etc.).

Ces investissements et ces opérations de croissance externe impliquent par leur nature des risques.

Le Groupe pourrait rencontrer des difficultés à intégrer en son sein les entreprises ou branches d'activités acquises (cultures différentes, systèmes incompatibles, etc.), ne pas réaliser les synergies escomptées ou, dans le cas de l'acquisition d'un catalogue de films, ne pas être en mesure d'en exploiter tout le potentiel attendu. Le Groupe pourrait également ne pas être en mesure d'assurer la rentabilité de ces investissements ou de ces opérations de croissance externe. En outre, faute de mode de financement attractif, le Groupe pourrait financer ces investissements ou ces acquisitions à l'aide d'une trésorerie qui pourrait être allouée à d'autres utilisations dans le cadre des activités courantes du Groupe, comme la production de films. De même, ce type d'opération

peut entraîner une moindre attention de la direction portée à la gestion quotidienne, le départ de collaborateurs clés ou la prise en charge de passifs. Tous ces risques, inhérents à toute opération d'investissement ou de croissance externe, pourraient avoir un impact défavorable sur les activités, la situation financière et les résultats du Groupe.

4.3.6 Risques liés aux engagements de rachat auprès des actionnaires de la Sofica EuropaCorp

A l'occasion de la constitution de la société Sofica EuropaCorp et à l'occasion de chacune de ses trois augmentations de capital successives, une garantie de rachat des titres a été émise par EuropaCorp au bénéfice des souscripteurs de titres de la Sofica. Le prix de cession garanti pour une action s'élève à 850 euros, soit 85% de la valeur d'émission. Chaque garantie peut être mise en œuvre pendant une période de six mois, au terme de la huitième année de détention.

Pour le détail des engagements pris par la Société, se reporter au chapitre 10.2.6 du Document de base.

Dans l'hypothèse où la Sofica EuropaCorp ne parviendrait pas à réaliser des investissements suffisamment rentables entraînant une diminution de la valeur économique des titres en dessous du prix de rachat garanti par EuropaCorp, celle-ci serait obligée de racheter les titres des souscripteurs le réclamant, ce qui pourrait avoir un impact sur les résultats de la Société.

La première période autorisée pour les souscripteurs pour mettre en œuvre la garantie de rachat ne débutera pas avant le 1^{er} janvier 2012 et uniquement pour les actionnaires de la Sofica EuropaCorp ayant souscrit des actions à l'occasion de sa constitution. Par ailleurs, pour information, la valeur de l'action, sur la base de la situation nette de la Sofica EuropaCorp au 31 décembre 2005, s'élevait à 896,15 euros (pour plus de précision, se reporter à la section 10.2.6 du Document de base).

4.4 Risques juridiques

4.4.1 Les risques de litiges

L'industrie cinématographique est exposée à des risques spécifiques d'ordre judiciaire, incluant les litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle (tels que les droits d'auteur et la propriété des œuvres originales), les accidents individuels et tout autre dommage qui pourrait intervenir sur les plateaux de tournage, et les droits relatifs au partage des bénéfices des films. Par ailleurs, pour les films ayant un fort potentiel en matière de licence de produits dérivés, à l'exemple d'*Arthur et les Minimoys* où toute une gamme de produits a été déclinée autour du film (jouets, vêtements, jeux-vidéo, etc.), le Groupe n'est pas à l'abri de contrefaçons de ces produits dérivés et d'usage abusif de l'image du film et de ses personnages.

Au cours des dernières années, la tendance constatée au sein de l'industrie cinématographique française est à une augmentation de ces différents types de litige.

Tous litiges ou décisions judiciaires, qu'ils soient ou non en faveur du Groupe ou de ses dirigeants, pourraient engendrer des frais importants ou détourner les efforts et l'attention de la direction du Groupe des missions qui leur sont habituellement dévolues, et pourraient avoir pour conséquence une publicité défavorable affectant le Groupe ou les membres de sa direction.

Bien que le Groupe et ses dirigeants aient souvent obtenu, par le passé, gain de cause lors de précédentes procédures judiciaires dirigées contre le Groupe et ses dirigeants, le Groupe ne peut assurer, en raison du facteur d'incertitude inhérent aux procédures judiciaires, que le résultat définitif d'une quelconque procédure judiciaire qui pourrait être intentée contre le Groupe ou ses dirigeants n'aura pas pour conséquence une condamnation à l'octroi de dommages et intérêts ou le prononcé d'éventuelles autres sanctions contre le Groupe ou ses dirigeants.

4.4.2 Politique de provisionnement des risques

Une provision pour risque est constituée dès lors que le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente au bénéfice de ce tiers, et que le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

4.4.3 Les litiges en cours

Pour une description des principaux litiges en cours, se reporter à la section 20.6 du Document de base.

4.5 Risques industriels et environnementaux

En raison de la nature de ses activités, le Groupe n'estime pas être soumis à des risques industriels ou environnementaux. La dépollution du site de Saint-Denis sur lequel doit être construite la « Cité du Cinéma » (voir la section 5.2.1 du Document de base) ne représente pas un risque pesant sur le Groupe dans la mesure où ce dernier n'est pas propriétaire du terrain. Le Groupe dispose de l'option de conclure un contrat de vente en l'état futur d'achèvement pour l'acquisition de plateaux de tournage à construire sur ce site, une fois que la dépollution aura été effectuée de manière satisfaisante (voir la section 5.2.3 du Document de base).

4.6 Risque de liquidité

Le risque de liquidité auquel est soumis la Société est inhérent à l'activité de production et de distribution d'œuvres cinématographiques. En effet, plusieurs mois séparent généralement les investissements requis par la production et la promotion d'un film d'une part et l'encaissement des recettes d'exploitation d'autre part. Ce décalage temporel peut rendre nécessaire le recours à des financements bancaires. Bien que la Société s'efforce de limiter son exposition financière le plus en amont possible par une politique de prévente des droits de distribution à l'international et des droits de diffusion télévisuelle des films qu'elle produit (se reporter aux sections 6.3.2.1 et 6.3.2.2 sur la politique de couverture du risque financier et au tableau à la fin de la section 6.1 sur le taux de couverture moyen par catégorie de films), la Société ne peut garantir qu'elle sera toujours en mesure de mettre en œuvre une telle politique, ni qu'elle l'exonèrera de tout risque de liquidité.

Afin de faire face dans les meilleures conditions au décalage entre les investissements et l'encaissement des recettes d'exploitation des films, la Société dispose d'une ligne de crédit réutilisable lui permettant de mobiliser des créances liées à des contrats significatifs⁵ pour un montant maximum de 80 millions d'euros. Les tirages pouvant être effectués sur cette ligne de crédit sont néanmoins conditionnés à l'éligibilité des créances et des films sous-jacents au regard de la convention de crédit (voir la section 10.2.2 du Document de base). La Société a la possibilité de tirer sur la ligne de crédit jusqu'au 28 septembre 2007, l'en-cours devant être remboursé le 28 mars 2009 au plus tard.

La Société dispose également des lignes de crédits suivantes, ces lignes de type « Dailly » étant mobilisables immédiatement dès lors qu'un contrat commercial peut faire l'objet d'une délégation de recette :

- une ligne de crédit de 3 millions d'euros, utilisée à 100% au 31 mars 2007 ;
- une ligne de crédit de 4,2 millions d'euros, utilisée à 33% au 31 mars 2007 ;
- une ligne de crédit de 12 millions d'euros, utilisée à 0% au 31 mars 2007 ;
- une ligne de crédit de 5 millions d'euros, utilisée à 0% au 31 mars 2007 ; et
- une ligne de crédit de 3,4 millions d'euros, utilisée à 0% au 31 mars 2007.

⁵ Contrats de vente de droits d'exploitation ou contrats de vente de droits de diffusion par exemple (voir la section 10.2.2 du Document de base pour plus de précisions).

Le 30 janvier 2004, la Société a également procédé à l'émission d'OBSAR (obligations assorties de bons de souscription d'actions remboursables) pour un montant d'environ 25 millions d'euros (sur les caractéristiques précises des OBSAR, voir la section 21.1.2 du Document de base). Les obligations ainsi émises sont remboursables en trois annuités égales, au 4 février 2007, 2008 et 2009. La première tranche des OBSAR a été remboursée le 4 février 2007 (voir la section 10.2.2 du Document de base).

L'endettement net consolidé en normes IFRS au 31 mars 2007 s'élève à 50,5 millions d'euros, il comprend :

- un emprunt obligataire : 19 330 milliers d'euros ;
- des lignes de crédit : 29 471 milliers d'euros ;
- des concours bancaires courants : 9 629 milliers d'euros ;
- des valeurs mobilières de placement : 2 063 milliers d'euros ; et
- des disponibilités : 5 819 milliers d'euros.

Pour une description complète et chiffrée de la dette financière du Groupe au 31 mars 2007 et de sa situation de trésorerie nette à la même date, se reporter au chapitre 10 du Document de base et à l'annexe des comptes consolidés de la Société en annexe 1 du Document de base.

Les sections 10.2.3 et 10.2.4 du Document de base contiennent une description plus détaillée des cas d'exigibilité anticipé auxquels pourrait se trouver confrontée la Société dans certains cas particuliers.

Dans l'hypothèse où le Groupe ne serait pas capable d'obtenir les financements nécessaires à son activité à des conditions acceptables, l'activité, les perspectives de développement, la situation financière et les résultats du Groupe pourraient être significativement affectés.

4.7 Risques de marché (taux, change, actions)

4.7.1 Le risque de taux

Le risque de taux d'intérêt du Groupe est essentiellement lié à l'utilisation de la ligne de crédit⁶ à taux variable. Les financements consentis dans le cadre de la ligne de crédit sont pour la plupart à moins d'un an et portent intérêts à des taux variables basés essentiellement sur l'EONIA majoré d'une marge fixe.

Au 31 mars 2007, le Groupe a mis en place un instrument de couverture de taux dans le cadre de sa dette obligataire (opération OBSAR de janvier 2004). Un SWAP a ainsi été conclu permettant de couvrir le taux d'intérêt servi, soit le taux d'EURIBOR trois mois.

⁶ Ligne de crédit réutilisable pour un montant total de 80 millions d'euros.

Echéancier des actifs et passifs financiers hors clients et dettes fournisseurs du Groupe en normes IFRS au 31 mars 2007 (en milliers d'euros) :

<i>(En milliers d'euros)</i>	JJ à 1 an****	1 an à 5 ans	Au-delà
Actifs financiers*	7 882	0	0
Passifs financiers**	(47 432)	(10 998)	0
Position nette avant gestion	(39 550)	0	0
Hors bilan***	0	0	0
Position nette après gestion	(39 550)	(10 998)	0

* Obligations, bons du Trésor, autres titres de créance négociables, prêts et avances, actifs divers etc.

**/ Dépôts, titres de créance négociables, emprunts obligataires, autres emprunts et dettes, passifs divers etc....

*** Titres à rémérés, contrats à terme de taux (FRA, contrats d'échange de taux d'intérêts, autres engagements de hors-bilan y compris les positions conditionnelles (Options, cap, floor, collars, engagements futurs, renégociations)). Chaque opération de hors-bilan est une position acheteuse ou vendeuse et contribue à modifier l'échéancier de la dette et/ou la nature du taux d'intérêt.

**** Y compris les actifs et dettes à taux variable.

L'impact d'une hausse des taux d'intérêt de 1% sur les en-cours de crédits du Groupe au 31 mars 2007 sur un an est indiqué ci-dessous :

- **OBSAR** : le montant de l'encours de crédit au 31 mars 2007 actualisé en normes IFRS s'élève à 19 330 milliers d'euros. Le montant non actualisé du solde à rembourser en deux échéances des obligations, s'élève à 16 664 milliers d'euros. Le taux de référence est l'EURIBOR trois mois. Un SWAP a été conclu et porte à 4,10% le taux maximum de cette dette. Ce plafond est actuellement déjà atteint, ainsi une hausse des taux par rapport aux niveaux actuels n'aurait pas d'impact sur l'exposition de la Société au risque de taux.
- **Ligne de crédit réutilisable** : le montant de l'encours de crédit au 31 mars 2007 est de 25 071 milliers d'euros. Le taux de référence est l'EURONIA. Une hausse de 1% de ce taux d'intérêt entraînerait sur un an une charge financière supplémentaire de 250 milliers d'euros avant impôts.
- **Autres lignes de crédit** : le montant de l'encours de crédit au 31 mars 2007 est de 4 400 000 euros réparti entre deux établissements de crédit (un premier encours de 3 000 000 euros avec comme taux de référence l'EURIBOR 3 mois et un second encours de 1 400 000 euros avec comme taux de référence le taux moyen mensuel du marché monétaire). Une hausse de 1% de ces taux d'intérêt entraînerait sur un an une charge financière supplémentaire de 44 000 euros avant impôts.

Sur la base de la position nette à renouveler à moins d'un an (après gestion) au 31 mars 2007, le Groupe estime qu'une hausse de 1% des taux d'intérêt entraînerait un impact négatif sur le résultat net de 103 milliers d'euros (à comparer à un montant total de charges d'intérêt au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007 de 4 278 milliers d'euros).

Dans l'hypothèse d'une hausse des taux d'intérêt de 1% sur les en-cours de crédit du Groupe, l'essentiel des charges financières supplémentaires serait réparti sur les films et répercuté dans les frais financiers des productions sur lesquelles ces crédits sont utilisés. Ceci entraînerait une augmentation des coûts de fabrication des films, à amortir suivant les règles d'amortissement adoptées par la Société.

La Direction financière du Groupe suit régulièrement l'évolution des taux variables sur lesquels sont assis les encours de crédit du Groupe de façon à pouvoir mettre en place rapidement les couvertures appropriées, si cela s'avère possible et compétitif compte tenu de l'échéance des crédits. Il est rappelé que l'essentiel des lignes de crédit son à court terme (6 à 18 mois). Ainsi, dans le cas où l'exposition de la Société au risque de taux viendrait à croître, des instruments financiers de couverture pourraient être utilisés en fonction des anticipations d'évolution de taux du marché et de l'appréciation de la Direction financière.

4.7.2 Le risque de change

Le Groupe est temporairement exposé à des risques de change liés à des tournages dont certaines dépenses s'effectuent en dollars américains (ou en autres devises), ou à des montants de minima garantis liés à des préventes internationales perçus en dollars américains. La Société étudie ainsi au cas par cas la nécessité de mise en place d'une couverture pour faire face à ces risques de change. Cette appréciation est effectuée au regard des montants concernés, des échéances en cause, des coûts de couverture, et des obligations liées aux crédits qu'elle peut obtenir en mobilisant des contrats.

Au 31 mars 2007, deux contrats spécifiques font l'objet d'une couverture de change sur la base des éléments indiqués au paragraphe précédent. Un contrat a été signé avec la Twentieth Century Fox correspondant à la vente des droits d'exploitation du film *Taken* pour certains territoires dont les Etats-Unis. Ce contrat a été partiellement couvert à échéance au 29 janvier 2008 par un terme participatif à 75% (permettant à la Société d'appréhender le cas échéant 25% du gain de change en cas d'appréciation du dollar). Un autre contrat a été signé relatif à la production exécutive du film *Hitman* confiée par un studio américain à EuropaCorp. Ce contrat a été couvert selon le cash flow prévisionnel de la production sur douze échéances entre avril et octobre 2007.

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2007, le chiffre d'affaires facturé en monnaie hors zone euro s'élève à 34 430 milliers d'euros, soit 21.70% du chiffre d'affaires consolidé.

La synthèse des positions nettes en devises étrangères du Groupe au 31 mars 2007 est la suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Dollars US</i>	<i>Livres Sterling</i>	<i>Dollars Canadien</i>
Actifs	18 875	522	1
Passifs	(15 312)	(9)	
Position nette avant gestion	3 563	513	1
Position hors bilan			
Position nette après gestion	3 563	513	1

Le tableau suivant présente l'impact sur le résultat d'EuropaCorp d'une variation de 10% (à la hausse et à la baisse) du cours du dollar américain :

<i>Au 31 mars 2007</i>	<i>En milliers de dollars</i>	<i>Cours €/USD</i>	<i>En milliers d'euros</i>	<i>Impact résultat EuropaCorp (en milliers d'euros)</i>
Position nette en USD	4 745	1,3318	3 563	
Impact baisse USD de 10%	4 745	1,46498	3 239	(324)
Impact hausse USD de 10%	4 745	1,19862	3 959	396

4.7.3 Le risque sur actions

La Société place sa trésorerie en SICAV monétaires. Elle estime donc ne pas être exposée à un risque sur actions.

4.8 Assurances et couvertures des risques

Les principales polices d'assurances qui couvrent le Groupe et ses activités sont les suivantes :

- Une police responsabilité civile souscrite par Front Line dont l'objet est de garantir les sociétés du groupe Front Line (dont les sociétés du Groupe) contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers et imputables aux activités concernant le cinéma et la télévision. Il s'agit notamment des dommages pouvant résulter de l'exploitation de studios d'enregistrement, de la production cinématographique sous toutes ses formes et de la réalisation de films

publicitaires. La responsabilité civile exploitation, tous dommages confondus, est garantie à hauteur de 8 000 000 euros par sinistre. La responsabilité civile après livraison et la responsabilité civile professionnelle, tous dommages confondus, sont garanties à hauteur de 1 500 000 euros par sinistre et par an. Les franchises supportées par la Société ou ses filiales n'excèdent pas 10 000 euros. Le contrat exclut expressément les recours entre co-assurés pour tous dommages ou préjudices immatériels mais n'exclut pas ceux qui sont de nature corporels et matériels.

- Une police multirisque cinéma souscrite par EuropaCorp dont l'objet est de garantir les sociétés du Groupe contre les conséquences pécuniaires des dommages pouvant survenir lors des différentes phases de production de chacun des films que le Groupe produit. Pour chaque film, sont couverts, à hauteur d'un montant maximal de 55 000 000 euros et pour une période maximale de tournage de douze semaines (pouvant être étendue en fonction des caractéristiques du film assuré), les dommages pouvant résulter, durant les phases de pré-production et de production, de l'empêchement pour cause de blessures, mort ou maladie, de personnes indispensables à la production du film. Sont également couverts à hauteur d'un montant maximal de 55 000 000 euros et pour une période maximale de douze mois, les dommages causés au négatif, bande vidéo ou tout support d'enregistrement de chaque film. Les dommages causés aux mobiliers de décors, accessoires ainsi que les dommages causés aux appareils de prises de vue et tout autre équipement technique sont respectivement garantis jusqu'à un montant maximal de 1 000 000 euros et 5 000 000 euros. En cas de dommages causés à un bien ou une installation nécessaire à la production d'un film, sont également couvertes au titre de cette assurance, les conséquences pécuniaires résultant des frais supplémentaires engagés à raison de l'interruption, du report ou de l'annulation de la production. Par ailleurs, la police multirisque cinéma couvre les pertes et dommages causés au mobilier de bureaux, véhicules terrestres à moteur utilisés pour la production ainsi que les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant au groupe EuropaCorp en raison des dommages causés aux tiers et imputables à la production du film. Le montant de la prime d'assurance, déterminé pour chaque film, est fonction du budget de production et du lieu de tournage du film. Cette police d'assurance est renouvelée chaque année à sa date anniversaire.
- Une police « bris de machines » souscrite par Front Line dont l'objet est de garantir l'utilisation des biens localisés à Paris et en Normandie dont les sociétés de Luc Besson sont propriétaires. La garantie s'exerce pour chaque bien dans la limite de sa valeur de remplacement et dans la limite du capital global. Le montant global des biens du Groupe couverts par l'assurance s'élevait à environ 743 000 euros au 31 mars 2007.
- Une police multirisques de l'entreprise souscrite par Block Two, la société propriétaire des locaux situés au 137 rue du Faubourg Saint Honoré, au bénéfice des sociétés du Groupe exploitant ces locaux, couvrant les biens nécessaires aux activités de bureaux, mixage des bandes sonores et projection cinématographique contre tous dommages matériels et pertes consécutives, sous réserve de certaines exclusions. Le montant total garanti s'élève à environ 420 000 euros.
- Une police multirisques de l'entreprise souscrite par EuropaCorp pour couvrir les activités de création de dessins animés en 3D et de fabrication artisanale de décors et maquettes exercées dans les locaux loués par la Société à Pantin (93500). Le montant garanti s'élève à environ 5 000 000 euros. Sont également assurées les responsabilités civiles liées aux recours des voisins et des tiers pour un maximum de 1 000 000 euros.
- Une police « véhicules » souscrite par EuropaCorp pour couvrir les risques liés au parc automobile du Groupe.

Par ailleurs, le principal risque lié aux activités de production cinématographique de la Société qui n'est pas couvert par une police d'assurance et qui est donc « auto-assuré » est le risque de dépassement de budget. En effet, EuropaCorp ne souscrit pas en principe d'assurances de type « garantie de bonne fin » (« *completion bond* ») – qui permettent à la société de production de se faire rembourser les dépassements de budget – compte tenu des difficultés notamment juridiques de mise en œuvre. En effet, en cas de mise en jeu de telles assurances, l'assureur est en droit de prendre le « contrôle » du film, ce qui n'est pas compatible avec l'exigence de contrôle artistique d'EuropaCorp. La convention de crédit conclue le 28 septembre 2004 (voir la section 10.2.2 du Document de base) prévoit néanmoins que, lorsque le budget d'un film (diminué de la rémunération du producteur délégué et des frais généraux alloués au film), dépasse 25 000 000 euros, EuropaCorp doit souscrire une police de ce type

sauf dispense accordée par les prêteurs. Une telle dispense a été accordée pour la production du film *Arthur et les Minimoys*.

Dans certains cas de production se déroulant sur une très courte période (cas notamment des films publicitaires), le Groupe peut être amené à souscrire des polices d'assurance (« *weather day* ») aux fins de se couvrir contre les risques météorologiques pouvant survenir au cours du tournage.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007, le montant total des primes d'assurance versées par le Groupe s'est élevé à 317 912 euros, dont 277 657 euros de primes d'assurance pour la police « multirisque cinéma ».

5 INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

5.1 Histoire et évolution de la Société

5.1.1 Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est EuropaCorp.

5.1.2 Registre du commerce et des sociétés

La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 384 824 041. Le numéro SIRET de la Société est 384 824 041 00055 et son code APE est le 921 C (Production de films pour le cinéma).

5.1.3 Date de constitution et durée de la Société

La Société a été initialement constituée le 15 janvier 1992 et a été immatriculée le 26 mars 1992.

La Société prendra fin le 26 mars 2042, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

5.1.4 Siège social, forme juridique et législation applicable

Le siège social de la Société est situé au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, France.

Le numéro de téléphone du standard du siège social est le +33 (0)1.53.83.03.03.

La Société est issue de la transformation de la SARL Europa Corp qui a, conformément aux dispositions de l'article L. 223-43 du Code de commerce, adopté la forme de société anonyme suivant décision extraordinaire de la collectivité de ses associés en date du 28 décembre 2000. La Société a adopté le mode d'administration et de direction de celui de la société anonyme à directoire et à conseil de surveillance par décision de l'assemblée générale des actionnaires en date du 5 mars 2007. EuropaCorp a souhaité prendre la forme d'une société anonyme à directoire et conseil de surveillance aux fins de dissocier clairement les fonctions de direction et de contrôle au sein de la Société.

La Société est notamment régie par le droit commun des sociétés commerciales, et en particulier le Livre deuxième du Code de commerce et le décret n°67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, ainsi que par certaines dispositions du Code de l'industrie cinématographique.

5.1.5 Historique de la Société et événements importants dans le développement des activités de la Société et du Groupe

Créée par Luc Besson en 1992 sous la dénomination Leeloo Productions, la Société a véritablement débuté son activité de production et de coproduction de films de long métrage en 1999 avec notamment la sortie l'année suivante de *Taxi 2* et de *The Dancer*.

A côté de ses activités de production, la Société a initié des activités de vente de droits de diffusion télévisuelle et de vente internationale de droits, et a constitué en 2001 plusieurs filiales destinées à lui permettre de compléter ses domaines d'intervention lors des différentes étapes de l'exploitation des films qu'elle produit, de la distribution en salles en France (EuropaCorp Distribution) à l'édition et à la distribution vidéo en France (EuropaCorp Diffusion et le GIE Fox Pathé Europa dont le Groupe est membre).

En 2002, EuropaCorp a fait l'acquisition auprès de la société Front Line des sociétés Intervista et Dog Productions, spécialisées respectivement dans l'édition de livres notamment liés à l'univers du cinéma et la production de films publicitaires.

Parallèlement, la Société a pris une participation représentant 24,9% du capital de la société Moviesystem, qui était alors l'un des acteurs précurseurs en France dans le domaine de la VOD. Le 30 avril 2004, souhaitant concentrer ses efforts sur son cœur de métier d'éditeur de contenus, la Société a, conjointement avec l'ensemble des autres actionnaires de Moviesystem, cédé l'intégralité de sa participation dans cette société à Canal+. Aujourd'hui, la Société continue d'exploiter ses films en VOD par le biais d'un partenariat avec Canal+ Active, société issue du rachat de Moviesystem par Canal+.

Par ailleurs, depuis avril 2002, la Société détient une participation de 35% dans le capital d'EuropaCorp Japan, société japonaise de distribution, créée en partenariat avec des acteurs notables du secteur des médias au Japon, qui détient l'exclusivité de la distribution au Japon des films produits par EuropaCorp. Des discussions sont actuellement en cours entre les actionnaires et pourraient aboutir à ce qu'EuropaCorp porte sa participation dans EuropaCorp Japan de 35% à 45% par le rachat de la participation de Cinema Gate, avec un prix d'acquisition des titres qui pourrait se faire à la valeur nominale des titres, soit environ 65 000 euros.

En 2004, la Société a eu recours à de nouvelles modalités de financement. Ainsi, le 30 janvier 2004, EuropaCorp a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire, associé avec une émission de bons de souscription d'actions remboursables (« OBSAR »), d'un montant nominal total d'environ 25 millions d'euros. EuropaCorp a par ailleurs conclu une convention de ligne de crédit réutilisable lui permettant de mobiliser des créances liées à des contrats significatifs à hauteur de 80 millions d'euros. La Société peut tirer sur la ligne de crédit jusqu'au 28 septembre 2007 et l'en-cours de crédit devra être remboursé le 28 mars 2009 au plus tard.

En 2004, EuropaCorp a également renouvelé pour une durée de trois ans son accord cadre avec Canal+ portant sur un engagement d'achat de droits de diffusion de 10 films produits par EuropaCorp à un prix prédéterminé et accordant à Canal+ un droit de priorité sur les autres films produits, coproduits ou acquis par la Société (voir le chapitre 22 du Document de base). Compte tenu des engagements pris par Canal+ dans le cadre de l'examen du rapprochement avec TPS par les autorités en charge du contrôle des concentrations, ce contrat cadre ne sera pas renouvelé à son échéance (15 décembre 2007).

Dans le cadre de son activité de production cinématographique, EuropaCorp a développé une importante activité d'édition d'œuvres musicales pour accompagner les œuvres cinématographiques qu'elle produit, laquelle est devenue au fil du temps une activité autonome à part entière. C'est pourquoi, en 2005, dans le but d'améliorer la rentabilité de cette activité, la Société a transféré à une nouvelle filiale, EuropaCorp Music Publishing, constituée à cet effet, son activité d'édition musicale et d'exploitation d'œuvres musicales dotée d'un catalogue de plus de 110 contrats de cession de droits d'auteurs et de l'ensemble des droits attachés et notamment les droits SACEM concernant 389 œuvres originales.

En décembre 2006, le Groupe a sorti en salles son premier film d'animation *Arthur et les Minimoys* qui a connu un très fort succès puisqu'après 11 semaines d'exploitation le film a dépassé les 6,3 millions d'entrées en salles pour la France, démontrant ainsi les capacités du Groupe à occuper de nouveaux segments du marché cinématographique. *Arthur et les Minimoys* a également été l'occasion pour le Groupe de développer de multiples partenariats et licences de produits dérivés maximisant les recettes du film, notamment par la conclusion d'un partenariat avec BNP Paribas sur près de trois ans et avec Orange avec la diffusion de mini-séances du film sur les mobiles des abonnés d'Orange.

L'année 2006 a été également marquée par le renouvellement du contrat d'exploitation du catalogue de films d'EuropaCorp en VOD par Canal+ Active pour son portail CanalPlay et par la signature d'un contrat similaire avec France Télécom permettant ainsi à EuropaCorp d'être présent sur ce nouveau marché en tant qu'éditeur de contenus et en partenariat avec deux des principaux acteurs du secteur.

Le 16 mai 2007, poursuivant son objectif de créer un studio pluridisciplinaire et intégrant toutes les étapes de la conception, de la fabrication et de la distribution d'œuvres cinématographiques, la Société a procédé à l'acquisition de l'intégralité des actions composant le capital social de la société Ydéo, spécialisée dans le conseil et la création marketing et avec laquelle EuropaCorp entretient des relations d'affaires étroites depuis plusieurs

années. L'acquisition de 100% du capital d'Ydéo (auprès de Pierre-Ange Le Pogam qui détenait directement et indirectement 80% du capital, et de Front Line pour le solde, soit 20% du capital) a été réalisée moyennant un prix de 676 188 euros correspondant à la valeur de l'actif net comptable d'Ydéo au 31 mars 2007. Ce faisant, le Groupe bénéficie en son sein de l'expertise d'un acteur compétent et expérimenté dans le secteur de la communication cinématographique.

Au cours des trois derniers exercices, en moyenne huit films par an ont été produits ou coproduits par EuropaCorp et ont été distribués dans les salles en France. Ce chiffre est à rapprocher des exercices clos les 31 mars 2001, 2002 et 2003 au cours desquels en moyenne quatre films par an, produits ou coproduits par EuropaCorp, avaient été distribués dans les salles en France.

Aujourd'hui, le Groupe, fort de ses succès cinématographiques, initie avec son introduction en bourse une nouvelle étape de son développement marquée par le renforcement de sa stratégie de production de films long métrages à haut budget et à fort potentiel international.

5.2 Investissements

5.2.1 Principaux investissements réalisés par le Groupe durant les trois derniers exercices et jusqu'à la date d'enregistrement du Document de base

Production cinématographique

Les investissements du Groupe sont essentiellement constitués par ses investissements dans les films. Ainsi, le montant des investissements en production et coproduction de longs métrages s'est élevé respectivement à 50 471 milliers d'euros, 82 935 milliers d'euros et 111.486 milliers d'euros au cours des exercices clos les 31 mars 2007, 2006 et 2005.

Les investissements d'EuropaCorp en tant que producteur ou coproducteur majoritaire ont représenté pour les exercices clos les 31 mars 2007, 2006 et 2005 respectivement 98%, 97% et 93% de la totalité des investissements incorporels de la Société, le reliquat représentant des investissements en tant que coproducteur minoritaire ou acheteur de droits d'exploitation de films.

Pour plus de précisions sur les investissements réalisés au cours des années passées, se reporter à la section 6.3 du Document de base.

Cité du Cinéma à Saint-Denis

La société EuropaCorp Studios, filiale en 2006 de la Société, a acquis le 7 décembre 2006 auprès d'EDF un ensemble immobilier d'une superficie d'environ 6,5 hectares situé à Saint-Denis, pour un montant de 3 852 781 euros hors taxes en vue de construire et de mettre à la disposition des différents acteurs de la filière cinématographique, aux portes de Paris, un complexe d'activités cinématographiques (« Cité du Cinéma ») d'environ 65 000 m² composé notamment de bureaux et de locaux de tournage (studios, ateliers, etc.).

Afin de recentrer EuropaCorp sur son cœur de métier et de ne pas lui faire supporter les risques inhérents à toute opération de promotion immobilière, il a été décidé d'externaliser ce projet immobilier. En conséquence, le 16 février 2007 EuropaCorp a cédé les actions qu'elle détenait dans la société EuropaCorp Studios à la société Mondialum, filiale de la société Front Line, actionnaire majoritaire d'EuropaCorp. Le Groupe est titulaire d'une option portant sur l'acquisition de cinq plateaux de tournage à construire (pour plus de précisions, se reporter à la section 5.2.3 et au chapitre 19 du Document de base – « Relations avec les apparentés »).

5.2.2 Principaux investissements du Groupe en cours

Dans les mois à venir, la plus grande partie des investissements du Groupe sera consacrée à la poursuite de ses projets de films en cours.

Par ailleurs, le Groupe va mettre en œuvre les campagnes promotionnelles liées à la sortie en salles des films qu'il a produits, coproduits ou qu'il distribue en salles en France, comme *L'Invité*, *Le Gang des Postiches*, *Frontières*, etc. Pour des précisions sur les films du *line-up* 2007/2008, se reporter au chapitre 12 du Document de base.

Enfin, des discussions actuellement en cours pourraient permettre à la Société de porter sa participation dans EuropaCorp Japan de 35% à 45%, par le rachat de la participation d'un des autres actionnaires (Cinema Gate). Le prix d'acquisition de cette participation de 10% serait d'environ 10.000.000 Yen, soit environ 65.000 euros.

A la date d'enregistrement du présent Document de base, il n'existe aucun autre engagement du Groupe relatif à une opération de croissance externe.

5.2.3 Principaux investissements devant être réalisés à l'avenir

Au cours des années qui viennent, la très grande majorité des investissements du Groupe, et plus précisément de la Société, va demeurer concentrée dans la production et la coproduction de films ainsi que l'acquisition de droits d'exploitation de films produits en dehors du Groupe.

La Cité du cinéma à Saint-Denis

En marge de ces investissements, la Société, pourrait acquérir des plateaux de tournage dans le cadre du projet immobilier de la Cité du Cinéma à Saint-Denis (voir la section 5.2.1 et le chapitre 19 du Document de base). En effet, lors de l'externalisation de ce projet immobilier à une société du groupe Front Line (par la cession des actions détenues dans la société EuropaCorp Studios), la Société et EuropaCorp Studios ont conclu un protocole d'accord en date du 16 mai 2007 par lequel la Société dispose, sous la condition de l'achèvement de travaux de dépollution sur le site et sous réserve de la signature d'un contrat de promotion immobilière entre EuropaCorp Studios et un promoteur avant le 7 décembre 2008, de la faculté (et non de l'obligation) de conclure un contrat de VEFA relatif à l'acquisition des plateaux de tournage à construire.

EuropaCorp bénéficierait ainsi, dans l'hypothèse où elle exercerait cette option, de conditions préférentielles pour l'acquisition de cinq plateaux de tournage de cinéma, d'une superficie d'environ 7 500 m², pour un prix égal au coût de construction des plateaux de tournage majoré des frais de gestion (soit environ 30 millions d'euros selon les estimations actuelles du Groupe). EuropaCorp se prononcera au vu du projet de contrat de VEFA qui lui sera soumis par EuropaCorp Studios. Le projet de contrat de VEFA devra indiquer le prix d'acquisition des Studios et être accompagné d'un rapport d'expertise établi par un expert indépendant. La Société s'engage à faire procéder à une expertise sur le prix d'acquisition des Studios avant de décider ou non de l'exercice de cette option, exercice qui sera soumis au Conseil de surveillance pour autorisation préalable, et à présenter les conclusions de cette expertise à l'appui de l'assemblée générale qui sera amenée à statuer sur l'approbation de cette convention. La Société n'a pas l'intention d'exercer cette option si le prix d'acquisition des plateaux de tournage excède 30 millions d'euros.

Ces studios, dotés de ressources techniques et d'un matériel de pointe, auraient vocation à porter des projets de films aux budgets ambitieux, et en tout premier lieu ceux d'EuropaCorp, qui sont actuellement réalisés pour partie à l'étranger, faute d'équipements suffisamment adaptés en France. En outre, cet espace permettrait à EuropaCorp de mieux superviser la réalisation de ses propres productions grâce à la présence de l'ensemble de ses équipes sur le même site.

Parmi les caractéristiques techniques des plateaux, on peut citer :

- l'existence de « piscines » et de planchers offrant une grande flexibilité dans l'élaboration des décors et le tournage,

- un système de climatisation atténuant la chaleur générée par les projecteurs qui contraint à arrêter le tournage pendant plusieurs heures et génère des pertes de temps et donc des pertes d'exploitation,
- une insonorisation maximale, ce qui répond à un souci récurrent rencontré lors des tournages en studios.

Multiplexe de l'Îlot Euromed Center

Dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National « Euroméditerranée », l'aménageur public Euroméditerranée a lancé un programme immobilier de bureaux, hôtellerie, commerces, services et loisirs sur l'îlot « Euromed Center » à Marseille.

EuropaCorp a répondu à l'appel d'offres organisé en mars 2005 pour la construction et l'exploitation du pôle d'équipements de commerces de proximité et de loisirs (multiplexe). En novembre 2005, la Société a été retenue par l'aménageur public Euroméditerranée pour devenir, à horizon 2011, exploitante d'un pôle de loisirs d'environ 12 500 m² comprenant un espace « Cinéma » sur environ 11 000 m² qui proposera un niveau de qualité très élevé en matière de son et d'image, un espace « Famille » modulable ayant pour objectif de devenir une destination de loisirs privilégiée pour les familles de l'agglomération marseillaise ainsi qu'un espace « Multimédia » répondant aux nouvelles habitudes de consommation culturelle. Enfin, des services de restauration seront proposés.

L'espace destiné au cinéma prévoit notamment 13 salles de cinéma et 3 000 fauteuils.

La demande d'autorisation d'exploitation du multiplexe auprès de la Commission Départementale d'Équipement Commercial (CDEC) et la demande de permis d'aménagement intérieur du multiplexe dont EuropaCorp a la charge devraient être déposées en 2007 par la Société. Les travaux immobiliers doivent débuter sous la responsabilité et la charge financière du promoteur immobilier, la société Cogedim, à la fin de l'année 2007, en prévision d'une ouverture du multiplexe en 2011.

Une fois les travaux immobiliers terminés (au plus tôt en 2009), EuropaCorp sera exclusivement en charge de l'aménagement intérieur des différents espaces du pôle de loisirs dont l'investissement global prévu par la Société, à l'horizon 2009/2010, se situe dans une fourchette évaluée aujourd'hui entre 5 et 8 millions d'euros (hors coût du matériel informatique destiné au pôle « Multimédia » qui sera fourni par d'autres prestataires). EuropaCorp sera en charge de l'exploitation du pôle de loisirs et occupera les locaux en tant que locataire. Le Groupe a un objectif d'équilibre financier d'exploitation du multiplexe la troisième année suivant le début de l'exploitation.

6 APERÇU DES ACTIVITÉS

6.1 Présentation générale et stratégie d'EuropaCorp

6.1.1 Un studio indépendant verticalement intégré

L'activité d'EuropaCorp est essentiellement dédiée à la production et à la distribution d'œuvres cinématographiques. Bâtie sur le modèle imaginé par Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam, EuropaCorp a, depuis fin 1999, développé un mode d'exercice de l'activité de producteur et distributeur de films destinés aux marchés français et internationaux fondé sur la recherche de la maîtrise de tous les stades du cycle de production et d'exploitation de ses films. Cette maîtrise de la chaîne de production et de distribution permet à EuropaCorp d'imposer son professionnalisme, ses méthodes créatives et ses standards de qualité à l'ensemble des étapes de conception et de commercialisation d'un film, faisant d'EuropaCorp en France et en Europe un des rares « studios » indépendants intégrés verticalement.

Grâce à ce mode de fonctionnement, EuropaCorp et ses filiales peuvent, en s'appuyant sur une structure particulièrement réactive, mettre en œuvre une stratégie d'intégration verticale dans la chaîne de production et d'exploitation d'œuvres cinématographiques, et optimiser la rentabilité des capitaux investis dans des projets ambitieux et variés, tout en réduisant les risques financiers associés.

EuropaCorp est ainsi principalement organisée par fonctions autour de la vie du film (financement et fabrication, cession de droits à l'international, distribution en salles et distribution vidéo en France, cession de droits télévisuels, etc.). Ses filiales de distribution ont également une activité de distribution de films acquis auprès de tiers, et optimisent ainsi l'utilisation de leur capacité et leur positionnement à l'égard de leurs clients en élargissant leur offre de films.

La segmentation par ligne de métiers n'est toutefois pas l'élément déterminant de l'organisation des activités du Groupe, aucun de ces métiers n'ayant vocation à constituer à titre principal une activité autonome en tant que telle. En effet, plus que d'autres sociétés de production ou de distribution, EuropaCorp demeure dans ses activités centrée sur le film lui-même et non sur chacun des différents métiers, et vise à maîtriser l'ensemble de la chaîne de production et de distribution de films dont les budgets de production ambitieux permettent un rayonnement international.

Au sein d'EuropaCorp, la gestion artistique et la gestion économique du film sont effectuées conjointement dès l'origine de chaque projet. Cette approche distingue EuropaCorp tant des sociétés de production indépendantes traditionnelles, contraintes en raison de leur taille restreinte de s'adosser à des groupes plus larges pour assurer le financement et la distribution de leurs films, que des grands groupes médias intégrés dont les structures favorisent moins le processus créatif.

L'intégration verticale au sein du Groupe de l'ensemble des métiers de la chaîne de production et de distribution cinématographique lui permet d'accroître la part de recettes générées par les films revenant au Groupe. Parallèlement, EuropaCorp met en œuvre une politique qui vise à couvrir ses risques financiers en qualité de producteur délégué ou de coproducteur, axée principalement sur une politique de préventes de droits en amont de la sortie en salles des films.

Par ailleurs, EuropaCorp tend, à travers ses filiales, à développer des activités complémentaires à la production et la distribution de longs métrages, en particulier dans les domaines de l'édition musicale, du film publicitaire et des livres liés à l'univers du cinéma, ou à travers le développement d'une nouvelle offre portant sur des produits émergents, par le biais de nouveaux médias (Internet, réseaux mobiles, réseau numérique terrestre), de nouveaux formats (VOD, DVD virtuels, films sur mobiles), de produits dérivés ou de partenariats.

La Société estime qu'il n'existe pas de sociétés cotées qui lui soient directement comparables compte tenu de son modèle très spécifique, qui la positionne comme un « pur acteur » de la production et de la distribution de films, sans activité connexe telle que l'exploitation de salles ou la production de programmes audiovisuels destinés à la télévision. La plupart des acteurs de la filière cinématographique n'ont pas le même périmètre d'activités que la Société, certains ayant une activité uniquement dédiée à la distribution de films ou à l'exploitation de salles de

cinéma. Les grands studios américains ont quant à eux des activités beaucoup plus diversifiées, comme par exemple l'exploitation de chaînes de télévision, rendant difficile toute comparaison.

6.1.2 Forces et atouts d'EuropaCorp

EuropaCorp considère qu'elle peut s'appuyer sur les principaux atouts suivants pour asseoir sa position concurrentielle et s'imposer comme un créateur et distributeur incontournable de contenu cinématographique :

- *Un acteur de référence en Europe.* Avec un chiffre d'affaires consolidé de 158.661 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2007 provenant quasi-exclusivement des revenus de l'exploitation de ses films, et un montant global d'investissements cumulés de production de 425.409 milliers d'euros au 31 mars 2007, le Groupe se positionne parmi les tous premiers studios de cinéma indépendants en Europe. EuropaCorp fait régulièrement partie des producteurs les plus prolifiques en France avec 8 films produits ou coproduits par le Groupe et sortis en salles en France en 2006 (contre 11 en 2005), et se distingue par le caractère ambitieux de ses productions avec un budget moyen de 12,4 millions d'euros en 2006 pour les films d'initiative française (15,5 millions d'euros en 2005), à comparer avec une moyenne nationale de 5,3 millions d'euros et des budgets moyens inférieurs pour la plupart de ses concurrents (*Source : CNC - La production cinématographique en 2005 et en 2006*). En incluant les films à vocation internationale non soumis à l'agrément du CNC, le budget moyen des films produits ou coproduits par EuropaCorp et sortis en salles en France en 2006 s'élève à 16,8 millions d'euros en 2006 (contre 12,9 millions d'euros en 2005). Enfin, avec un chiffre d'affaires à l'exportation de 72 millions d'euros au 31 mars 2006, à comparer avec un montant global de recettes de 240 millions d'euros pour l'ensemble des exportateurs français en 2005⁷ dont 153 millions d'euros pour les films français, le Groupe estime être le premier exportateur français de films de long métrage et l'un des seuls studios de cinéma français doté d'une véritable visibilité internationale.

- *Une équipe de direction particulièrement expérimentée, à l'origine de nombreux succès dans l'industrie cinématographique.* EuropaCorp bénéficie de l'implication de ses dirigeants (Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam) qui ont chacun développé une expérience de près de trente ans dans le domaine du cinéma, et dont l'atout essentiel est de maîtriser tout à la fois le processus créatif et artistique, et les aspects économiques et commerciaux du secteur du divertissement cinématographique. A l'origine de nombreux succès français et internationaux dans l'industrie cinématographique (en qualité d'auteur, réalisateur et/ou producteur s'agissant de Luc Besson, et en qualité de producteur et/ou distributeur s'agissant de Pierre-Ange Le Pogam), les deux fondateurs du Groupe ont su attirer et fidéliser des professionnels compétents et expérimentés pour constituer des équipes de qualité, imprégnées de la culture artistique et entrepreneuriale d'EuropaCorp.

- *Une capacité à identifier et développer des projets à fort potentiel de succès, et à attirer et fédérer des talents autour de ces projets.* S'appuyant sur une structure légère et réactive, et sur la grande connaissance des publics acquise par ses équipes, EuropaCorp est à même d'identifier très rapidement les attentes du marché ce qui lui permet d'évaluer le potentiel artistique et commercial des projets qui lui sont présentés et des idées de scénarii initiées en interne. Si une part importante des films produits par EuropaCorp est issue d'idées et de scénarii développés en interne, le Groupe jouit d'une forte capacité d'attraction de projets externes par des canaux diversifiés (environ un millier de scénarii ou synopsis reçus chaque année) qui sont soumis à un processus exigeant de sélection et sont systématiquement retravaillés en interne par ou en étroite collaboration avec Luc Besson et/ou Pierre-Ange Le Pogam.

Par ailleurs, de par son dynamisme, son image de studio innovant, et grâce aux succès fortement médiatisés de ses productions, EuropaCorp exerce un pouvoir d'attraction important pour des jeunes talents et des professionnels confirmés du cinéma français ou international. Ce pouvoir d'attraction lui permet de fédérer des scénaristes, réalisateurs, comédiens et techniciens talentueux autour de projets ambitieux. EuropaCorp a ainsi su s'entourer de plusieurs jeunes réalisateurs dont le succès et la notoriété sont aujourd'hui reconnus (Louis

⁷ *Source CNC – L'exportation des films français en 2005.* Le montant de recettes indiqué correspond aux recettes encaissées au cours de l'année 2005 et liées à l'exportation de longs métrages cinématographiques (à savoir les films d'initiative française (incluant les coproductions majoritaires françaises), les coproductions minoritaires françaises et les films dits étrangers).

Leterrier, Pierre Morel). Par ailleurs, EuropaCorp attire régulièrement des acteurs français et internationaux de tout premier plan, à l'occasion de productions de grande envergure à vocation internationale (par exemple, Jet Li et Morgan Freeman pour *Danny the Dog*, Salma Hayek et Pénélope Cruz pour *Bandidas*, Tommy Lee Jones pour *Trois enterrements* ou encore le casting « voix » d'*Arthur et les Minimoys* qui réunit, entre autres, Madonna, Mylène Farmer, David Bowie et Snoop Dogg), mais aussi pour des productions ou coproductions principalement destinées au marché français (par exemple, Gérard Depardieu pour *Quand j'étais chanteur* et *Michou d'Auber*).

La capacité d'EuropaCorp à attirer des projets et talents de tout premier plan peut être illustrée avec le film récent *Ne le dis à Personne* (coproduit et distribué par EuropaCorp) qui a été récompensé par quatre Césars en 2007, dont le César du meilleur réalisateur pour Guillaume Canet et celui du meilleur acteur pour François Cluzet.

- *Un modèle éprouvé de studio intégré permettant de maximiser la part des recettes revenant à EuropaCorp et d'optimiser la valorisation de ses contenus.* L'adoption par EuropaCorp et ses filiales du modèle économique de « studio » verticalement intégré permet au Groupe, par la maîtrise de la distribution en France, d'appréhender les recettes des films produits sur l'ensemble des canaux de distribution (salles, vidéo, vente de droits TV, VOD, produits dérivés, etc.) pendant toute la durée du cycle de vie du film. Elle permet également, par la suppression de prestataires extérieurs (distributeurs salles, distributeurs vidéo), sur le territoire français, d'optimiser les marges liées aux coûts et commissions de distribution, tout en conservant une part significative de droits d'exploitation sur les films produits. EuropaCorp est également en mesure de capter la création de valeur liée aux nouvelles formes d'exploitation (partenariats, produits dérivés) et de diffusion (vidéo sur mobile, etc.) des films et optimise ainsi la valorisation de son catalogue de contenus.

Cette stratégie d'intégration verticale et l'interaction entre les différentes lignes de métiers permettent en outre à EuropaCorp d'intégrer les problématiques de distribution et de vente des films à l'étranger dès leur conception, et de réduire ses coûts grâce aux synergies développées entre ses différentes activités (utilisation d'outils promotionnels communs, interactions entre les équipes de production et les équipes chargées des ventes internationales et de la diffusion vidéo, etc.). Ce processus est facilité par l'intégration de l'ensemble des métiers dans une organisation administrative et financière structurée et l'implication continue de l'ensemble des fonctions support (direction financière, juridique, administration des films) tout au long des différentes étapes de la production d'un film.

- *Un processus de production et de financement des films maîtrisé, grâce à un réel savoir-faire en matière de gestion des coûts de production et à une politique prudente de maîtrise des risques.* EuropaCorp adopte de façon systématique une approche rigoureuse et disciplinée de la production fondée sur la maîtrise artistique et économique de l'ensemble des étapes de la fabrication du film. En particulier, EuropaCorp accorde une grande importance à la maîtrise des coûts de production, et a développé un réel savoir-faire en la matière, en mettant en place des équipes réduites (ce qui favorise la souplesse et la réactivité en cas d'événement de tournage imprévu) et des processus de contrôle et de reporting stricts à toutes les étapes de la fabrication d'un film. Cette politique de maîtrise des coûts a permis à EuropaCorp de ne jamais dépasser, jusqu'à présent, le budget initial de production d'un film, sauf pour deux films : un pour lequel il n'assurait pas l'exécution de la production et l'autre en raison du remplacement du réalisateur en cours de tournage ce qui a entraîné un dépassement du budget.

En ce qui concerne le financement de ses productions, EuropaCorp a adopté depuis sa création une approche prudente visant à couvrir ses engagements financiers en qualité de producteur le plus en amont possible. Dans le cadre de cette politique, le Groupe envisage dès la conception d'un film sa distribution internationale et la vente des droits aux chaînes de télévision françaises, afin d'estimer avec le plus de précision possible le potentiel économique du film en termes de préventes. En règle générale, le Groupe a pour politique de commencer la mise en production d'un film seulement si, compte tenu des marques d'intérêts ou engagements fermes dont il dispose déjà, et de son expérience en la matière, il estime qu'une partie significative du coût de fabrication du film (au moins 80%) sera couverte au jour de la sortie en salles par des préventes (cession de droits d'exploitation à l'international et de droits de diffusion télévisuelle) et des apports en coproduction.

▪ *Un label de qualité reconnu par les professionnels et le public.* En s'appuyant sur sa capacité à produire des films répondant aux attentes des différents marchés (vidéo, télévision, international), EuropaCorp a su créer une marque de fabrique reconnue et valorisée par les professionnels, qu'il s'agisse notamment des chaînes de télévisions françaises ou des distributeurs étrangers. EuropaCorp estime avoir également développé autour de ses films une identité distinctive que le public reconnaît et associe à des films populaires, spectaculaires et innovants. EuropaCorp a accès, directement ou par l'intermédiaire de Digital Factory (filiale de Front Line), à des outils techniques de tout premier plan (notamment pour la création de la bande sonore du film, grâce à la qualité des auditoriums et des outils de Digital Factory), qui lui permettent de conférer aux films qu'elle produit une qualité d'image et de son spécifiques et contribuent à son label distinctif. EuropaCorp souhaite s'appuyer sur cette forte image de marque pour maintenir ses relations privilégiées avec les acheteurs professionnels (chaînes de télévision, distributeurs à l'étranger) et continuer de développer et fidéliser un public ayant un intérêt intrinsèque pour toute production émanant d'EuropaCorp (en salles comme sur support vidéo).

▪ *Un catalogue en construction ayant vocation à générer des revenus récurrents en croissance régulière.* Depuis le démarrage de ses activités en 1999, EuropaCorp a produit ou coproduit 45 longs métrages sortis en salles au 31 mars 2007 qui ont attiré près de 54 millions de spectateurs en France, soit une moyenne supérieure à 1,1 million de spectateurs par film. En outre, au 31 mars 2007, le Groupe a distribué en salles et/ou en vidéo en France 20 films dont il a acquis les droits d'exploitation en France et/ou à l'étranger. Par ailleurs, grâce à une offre ciblée et à la reconnaissance du label EuropaCorp, les films du Groupe réalisent des performances nettement supérieures à la moyenne sur le marché de la vidéo, avec un taux de conversion (ventes DVD/entrées salles) de 28% sur les trois derniers exercices contre par exemple une moyenne pondérée estimée à environ 12% pour le marché en 2006⁸ (voir la section 6.3.3.1.2 du Document de base). Ces films constituent le socle d'un catalogue de qualité qui reflète la diversité de la ligne éditoriale du Groupe et sa capacité à produire des œuvres ambitieuses ayant vocation à séduire un large public. Ce catalogue en construction, valorisé à 92 millions d'euros au 31 mars 2007 par AON/Accuracy (voir la section 23.3 du Document de base), a vocation à s'enrichir des futures productions du Groupe mais aussi des acquisitions qu'il est susceptible de réaliser à l'avenir, et à générer des revenus récurrents en croissance régulière.

6.1.3 Stratégie et axes de développement

Le Groupe entend, dans le cadre de son modèle économique de studio verticalement intégré, poursuivre son développement et renforcer sa position de tout premier plan au sein des producteurs européens à travers les axes stratégiques suivants.

Accroître la capacité du Groupe à produire des films à fort potentiel commercial.

Le Groupe souhaite pouvoir augmenter le budget moyen des films à vocation internationale qu'il produit (soit entre deux et quatre films par an) tout en conservant une part significative du négatif et des droits d'exploitation du film. Le budget moyen des productions internationales d'EuropaCorp, hors *Arthur et les Minimoys*, se situe actuellement entre 15 et 25 millions d'euros. Le Groupe a pour ambition de pouvoir produire à moyen terme, sans remettre en cause sa politique en matière de couverture des risques et de maîtrise des coûts de production, des films internationaux dont le budget moyen serait compris entre 30 et 50 millions d'euros et plus. Le Groupe souhaite ainsi capitaliser sur la capacité de ses dirigeants à produire des films à gros budget tels que *Le cinquième élément* (environ 75 millions d'euros). Il vise ce faisant à accroître encore davantage sa capacité à fédérer autour de projets ambitieux des talents internationaux y compris américains (réalisateurs, acteurs, etc.) et des moyens techniques de tout premier plan susceptibles de maximiser leur succès, et à être en mesure de profiter du potentiel accru de chiffre d'affaires et de rentabilité offert par ce type de productions.

Le Groupe entend mener à bien cette montée en puissance des budgets de production sur les films à vocation internationale tout en poursuivant une politique de production concentrée sur un nombre limité de huit à dix

⁸ Sur la base du Top 100 des films sortis en DVD en 2006, les 12% étant le rapport entre les ventes DVD cumulées à fin janvier 2007 pour les films parus en DVD en 2006 et le nombre d'entrées en salles France réalisées par ces mêmes films (Source : GfK).

films par an, afin de conserver la maîtrise complète du processus de production et de financement sur l'ensemble des étapes de fabrication du film. Le Groupe entend également maintenir une politique éditoriale variée, avec la volonté de produire, quel que soit le type du film (comédie, action, film de genre) des œuvres ambitieuses, de qualité, et ayant vocation à séduire un large public.

Maintenir une politique prudente de maîtrise des risques financiers grâce à la recherche d'un taux de couverture élevé des coûts de production.

Le Groupe entend maintenir à l'avenir sa politique prudente de maîtrise du risque financier en assurant la couverture de ses engagements le plus en amont possible, principalement via des préventes de droits aux chaînes de télévision et aux distributeurs étrangers. Dans cette optique, le Groupe continuera d'avoir pour objectif de ne lancer la mise en production d'un film que si une partie significative du coût de fabrication (au moins 80%) est, compte tenu des marques d'intérêts ou engagements fermes dont il dispose déjà, potentiellement couverte par des préventes et, le cas échéant, des apports en coproduction au jour de la sortie en salles, sauf exception justifiée au regard du type de film produit et du niveau global de couverture de l'ensemble des engagements du Groupe au titre de l'exercice concerné (voir la section 6.3.2.1.2 du Document de base). Cette politique ne sera pas remise en cause par la volonté du Groupe d'augmenter le budget moyen des films à vocation internationale qu'il produit, dans la mesure où c'est sur ce type de films que le Groupe parvient généralement à atteindre les taux de couverture les plus élevés (parfois supérieurs à 100% au jour de la sortie en salles), en raison de l'importance des préventes internationales.

Développer l'activité de production de films d'animation.

Le Groupe souhaite par ailleurs faire de la production de films d'animation un axe important de son développement et a pour ambition de produire un film d'animation tous les deux ans en moyenne. Les films d'animation, qui nécessitent la mobilisation de budgets importants, ont en effet rencontré ces dernières années un large succès auprès du public et offrent, au-delà des modes traditionnels d'exploitation d'œuvres cinématographiques, des possibilités d'exploitation diversifiées sous forme notamment de produits dérivés, de licences (jeux vidéo, jouets, etc.) et de partenariats qui en font des produits particulièrement adaptés aux nouvelles formes d'exploitation de contenus audiovisuels. Avec la production du film d'animation *Arthur et les Minimoys* sorti en décembre 2006 (6,4 millions d'entrées en salles en France à la date d'enregistrement du Document de base), EuropaCorp a démontré sa capacité à produire avec succès des films d'animation à gros budgets susceptibles de séduire un large public. Le Groupe a prévu à cet égard de produire un deuxième puis un troisième volet de la saga *Arthur*, et travaille déjà sur deux autres projets : *Ruby Tuesday* et *Un Monstre à Paris*. Les suites de films d'animation ont un potentiel de rentabilité important dans la mesure où elles nécessitent dans la plupart des cas des investissements moins élevés (grâce notamment au bénéfice des travaux de modélisation et de création d'images de synthèse déjà réalisés) et connaissent généralement un succès commercial supérieur au premier volet (pour plus de précisions, voir la section 6.3.1.5 du Document de base).

Diversifier les sources de revenu du Groupe dans le cadre de coproductions externes ou par l'achat de droits d'exploitation de films en France en capitalisant sur son savoir-faire en termes de marketing et de distribution.

Le Groupe souhaite accroître sa capacité à saisir les opportunités d'investissement dans les films à fort potentiel qu'il identifie, que ce soit dans le cadre de coproductions externes ou à travers l'achat de droits d'exploitation de films pour la France et, le cas échéant, pour d'autres territoires. Notamment, le Groupe entend capitaliser sur le savoir-faire et la compétence qu'il a développés en termes de marketing et de distribution pour acquérir les droits de distribution en salles, de diffusion télévisuelle, et d'exploitation sur support vidéo (le cas échéant sous forme d'exploitation « *direct-to-video* ») et sur les médias émergents (VOD, vidéo sur mobile, etc.) de films soigneusement sélectionnés en fonction de leur potentiel de succès commercial. En tout état de cause, cet axe stratégique sera développé dans le respect de la politique éditoriale du Groupe et sans remettre en cause l'affectation prioritaire des ressources internes à l'exploitation et la distribution des films produits par le Groupe.

Développer les nouvelles offres intégrées au modèle EuropaCorp.

Le Groupe, qui a su développer avec succès des savoir-faire dans des domaines connexes à la production d'œuvres cinématographiques (édition musicale de bandes originales de films, édition de publications ayant trait à l'univers cinématographique, etc.) entend par ailleurs rester actif, comme il a su le faire à l'occasion de la production d'*Arthur et les Minimoys*, dans la recherche et le développement de nouvelles formes d'exploitation de ses films susceptibles de constituer des relais de croissance, à travers notamment les partenariats stratégiques avec des marques ou les licences et produits dérivés liés aux productions du Groupe.

Le Groupe souhaite élargir son offre sur les nouveaux canaux de diffusion tels que la vidéo à la demande ou la vidéo sur mobile. En tant que producteur de contenus, EuropaCorp estime que ces nouvelles formes de diffusion constituent autant de débouchés potentiels pour ses productions.

Renforcer les actifs du Groupe et la récurrence de ses revenus, à travers le cas échéant des opérations de croissance externe.

L'amortissement des films produits par EuropaCorp depuis sa création en 1999 va progressivement amener la Société à développer son activité de gestion de catalogue. La Société pourrait accélérer le développement de cette activité porteuse de revenus récurrents à travers l'acquisition de catalogues externes soigneusement sélectionnés venant compléter son propre catalogue, voire à travers l'acquisition de plateformes de gestion de catalogue existantes et immédiatement opérationnelles. Cette volonté de diversification et de renforcement des actifs pourrait également se traduire par des prises de participation dans des structures porteuses de talents ou de projets (sociétés de production, etc.), en fonction des opportunités qui pourraient se présenter.

Acquérir des outils en adéquation avec les besoins du Groupe en matière de fabrication d'images.

EuropaCorp souhaite enfin poursuivre son modèle d'intégration verticale en amont à travers l'acquisition de moyens techniques répondant à ses besoins en matière de fabrication de films. Ainsi, EuropaCorp pourrait acquérir dès 2010 un complexe de plateaux de tournage situés à Saint Denis en région parisienne. Ce complexe permettrait au Groupe de mettre au service de ses productions, et de commercialiser auprès de productions extérieures françaises ou internationales, des moyens matériels en adéquation avec le niveau élevé de ses exigences en matière de qualité technique des films qu'il produit, alors que cette offre est aujourd'hui devenue quasi-inexistante en France (pour plus de précisions, se reporter aux sections 5.2.1 et 5.2.3 du Document de base). En outre, l'acquisition de plateaux de tournage performants et dotés des dernières innovations technologiques devrait renforcer la capacité du Groupe à attirer des partenaires (notamment studios américains) et talents internationaux.

Le tableau suivant indique le taux de couverture moyen ainsi que la rentabilité moyenne des films dont EuropaCorp a assuré la production déléguée et sortis en salle depuis 2001.

Sont exclus du périmètre de cette analyse les deux films produits par EuropaCorp sortis en salle en 2000, pour lesquels, EuropaCorp ne détenant qu'une partie des droits de distribution, l'analyse économique ci-dessous n'est pas pertinente.

Seules les recettes relatives à la « première exploitation » de chacun des films ont été prises en compte, à savoir les recettes nettes salles France, les recettes nettes vidéo enregistrées pendant les 12 mois suivant la date de première sortie vidéo, et les ventes de droits de distribution à l'étranger et de diffusion télévisuelle en France signées jusqu'à l'expiration d'une période de 12 mois suivant la date de sortie salles France. Ce tableau n'intègre donc pas les recettes supplémentaires liées à l'exploitation des films après leur entrée dans le catalogue (notamment, ventes de DVD après le premier anniversaire de la date de sortie en vidéo, vente des droits de deuxième et troisième diffusions télévisuelles, etc.).

Parmi les 31 films de l'échantillon ont été extraits les 6 films à vocation internationale et tournés en langue anglaise produits par EuropaCorp, dont le coût de fabrication a excédé 15 millions d'euros.

Le tableau montre que ces films ont atteint un taux de couverture et une rentabilité supérieure à la moyenne des films produits par EuropaCorp.

Catégories	Coût de fabrication moyen	Préventes TV+ accords coproduction (2)	Préventes internationales + autres préventes	Taux de couverture moyen (3)	Recettes nettes Salle et Vidéo France (4)	Autres recettes (5)	Reversement Ayants Droits	Revenus Nets	Rentabilité moyenne (6)
Films EuropaCorp 6 derniers exercices 31 films (1)	11,3 M€	4,3 M€	6,7 M€	98 %	2,8 M€	1,8 M€	-1,5 M€	2,8 M€	25 %
Films à vocation internationale Action, Comédie, Animation Coût > 15 M€ 6 films	25,3 M€	4,8 M€	25,9 M€	121 %	5,1 M€	3,1 M€	-3,3 M€	10,3 M€	41 %

M€ : montants exprimés en millions d'euros

Données non auditées

- (1) Ensemble des films de long métrage dont EuropaCorp a assuré la (co)production déléguée depuis 2001.
- (2) Montant des préventes (ventes internationales, TV et autres préventes) et apports en coproduction signés avant la date de sortie en salles France.
- (3) Préfinancement / Coût de fabrication.
- (4) Dont recettes nettes vidéo enregistrées dans les 12 mois suivant la date de première sortie vidéo (chiffres estimés pour les films récents). Les recettes nettes salles et les recettes nettes vidéo doivent s'entendre des recettes brutes diminuées des frais marketing et des frais d'édition afférents à ces deux activités ainsi que des éventuelles taxes prélevées (comme la taxe sur les billets de cinéma).
- (5) Recettes pay per view, ventes internationales et recettes TV signées dans les 12 mois suivant la date de sortie en salles.
- (6) Total des recettes nettes (y compris préfinancement) / Coût de fabrication.

6.2 Présentation du secteur et environnement concurrentiel

6.2.1 Introduction au marché de l'« entertainment » cinématographique

Le marché mondial du cinéma, en mutation rapide, connaît dans les pays développés une dynamique d'ensemble liée à l'interaction de plusieurs facteurs.

Parmi ces facteurs, la démocratisation de certains loisirs et produits (télévision, DVD), ainsi que le développement de nouveaux supports de distribution comme la télévision à péage ou par satellite, la VOD, le développement du numérique et la multiplication des produits dérivés du cinéma, ont largement contribué à l'augmentation des revenus dégagés par l'industrie du cinéma.

Plus récemment, le développement du haut débit Internet, la convergence des canaux de diffusion (télévision, Internet, téléphone mobile), et l'émergence sur le marché international du cinéma de nouveaux acteurs comme les fournisseurs d'accès à Internet redynamisent la production mondiale, et se traduisent par un accroissement des débouchés de l'activité cinématographique.

Selon la MPAA, les recettes générées par les entrées en salles ont atteint en 2006 leur plus haut niveau historique au niveau mondial, représentant 25,8 milliards de dollars et une augmentation de plus de 52,2% entre 2001 et 2006. Les recettes générées par les entrées en salles aux Etats-Unis, après une croissance de plus de 75% entre 1991 et 2001, se maintiennent à un niveau élevé ces dernières années autour de 9 milliards de dollars pour la cinquième année consécutive en 2006 (*Source : MPAA 2005 - U.S. Economic Review et MPAA 2006 U.S. - Theatrical*

Market Statistics – Worldwide Market Research and Analysis). Dans les pays de l'Union Européenne, après une très forte croissance entre 1990 et 2000 ayant entraîné un quasi doublement des recettes générées par les entrées cinéma, celles-ci sont restées stables entre 2000 et 2005 (passant de 4,6 milliards d'euros en 2000 à 4,9 milliards d'euros en 2005) (*Source : Media Salles - Les chiffres clefs du cinéma européen, 2001 et 2006*). La différence de montant des recettes générées par les entrées cinéma entre les Etats-Unis et l'Union Européenne s'explique notamment par une plus grande fréquentation des salles par les américains qui se rendent en moyenne deux fois plus au cinéma que les Européens (voir la section 6.2.4.1 du Document de base).

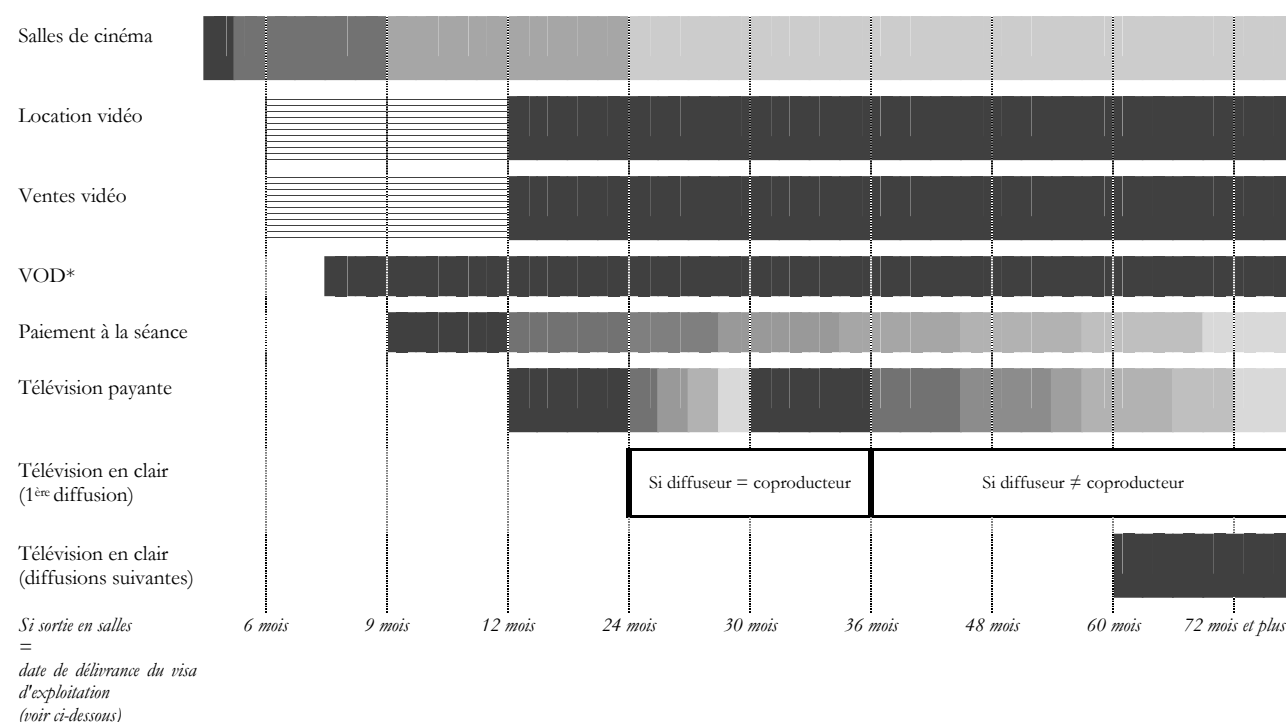
En France, les dépenses des ménages en programmes audiovisuels enregistrent une progression supérieure à celle de l'ensemble des dépenses de consommation depuis 2000, sauf en 2005 où les dépenses des ménages en programmes audiovisuels ont diminué de 1,6%. En 2005, chaque foyer français a dépensé en moyenne 318,2 euros en programmes audiovisuels. Ce montant se décompose en 72,2 euros (soit 22,7% du total) de redevance audiovisuelle, 78,7 euros (soit 24,7% du total) d'achats et locations de programmes sur support vidéo, de 42,6 euros (soit 13,4% du total) d'entrées au cinéma et de 124,6 euros (soit 39,2% du total) d'abonnements à des programmes payants de télévision. La part des dépenses affectées à la vidéo, en constante progression depuis le début des années 80, s'est stabilisée en 2003 tandis que la part des dépenses réalisées en salles de cinéma a fortement diminué, passant de 46,2% des dépenses en 1980 à 13,4% en 2005. (*Source : Bilan CNC 2005*).

L'Internet haut débit s'impose également comme un nouveau moyen d'accès, par l'ADSL, à des contenus audiovisuels via des bouquets de chaînes (CanalSat/TPS) et des plates-formes de VOD. En France, 5,9% des foyers équipés en télévision reçoivent une offre de télévision par l'ADSL (*Source : Baromètre TV numérique TDF-NPA Conseil, janvier 2007*), tandis que le nombre d'abonnements à l'Internet haut débit a progressé de 34,4% de 2005 à 2006 pour s'établir à 12,7 millions au 31 décembre 2006 (*Source : ARCEP – L'Observatoire de l'Internet haut débit – 4^{ème} trimestre 2006, Résultats provisoires, en date du 28 février 2007*).

Dans le souci de protéger l'exploitation cinématographique, et d'accroître les chances de succès d'un film de long métrage, son exploitation sous une forme ou une autre est encadrée et s'effectue selon une chronologie de « fenêtres de diffusion », en fonction du support de distribution, de la réglementation et des accords contractuels dans chaque pays.

Le schéma ci-après décrit les fenêtres de diffusion qui s'appliquent en France.

Fenêtres de diffusion d'un film en France



Légende :

■ + ■ Fenêtre légale au cours de laquelle la diffusion d'un film peut s'effectuer

■ Période au cours de laquelle s'effectue la diffusion du film en pratique

==== Période d'option légale permettant d'avancer la date de diffusion du film

* : la possibilité d'avoir accès à certains films en VOD peut être restreinte par les accords conclus avec les chaînes télévisées qui prévoient dans certains cas des périodes de suspension destinées à garantir une exclusivité aux chaînes des droits de diffusion des films pendant une période variable dépendant de la date de diffusion télévisée des films en question.

La multiplication des modes de diffusion des films (salles de cinéma, télévision, Internet, DVD, etc.) a conduit les pouvoirs publics et les professionnels du secteur à mettre en place progressivement un régime mi-conventionnel, mi-réglementaire destiné à organiser l'ordre dans lequel un film est diffusé sur chaque type de support, en réservant pour chacun d'eux des fenêtres d'exclusivité qui permettent d'optimiser la rentabilité de l'exploitation d'un film.

De façon générale, la distribution d'un film commence par l'exploitation en salles de cinéma qui bénéficie d'une période d'exclusivité de six mois. Par la suite, les droits d'exploitation vidéo, VOD et paiement à la séance sont disponibles pour exploitation.

En France, en vertu de l'article 1^{er} du décret n°83-4 du 4 janvier 1983, modifié par les décrets du 24 novembre 2000 et du 14 avril 2005, un film ne peut être exploité sous forme de supports destinés à la vente ou à la location avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délivrance du visa d'exploitation. L'article 2 du décret susvisé prévoit toutefois la possibilité de déroger à ce délai et permet ainsi à l'entreprise détentrice des droits d'exploitation de l'œuvre sur support vidéo de demander au CNC que la date de début d'exploitation sur ce support soit avancée (aucune dérogation ne pouvant toutefois être accordée avant l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la sortie en salles). Il lui faut cependant obtenir l'accord préalable et écrit de l'entreprise titulaire du droit d'exploitation en salles. Dans la pratique, la majeure partie des films (près de 72%) sortent en vidéo environ six mois après leur sortie en salles (*Source : Dossier CNC - Le marché de la vidéo, 2005*).

Plus récemment, le 20 décembre 2005, les organisations professionnelles du cinéma, certains fournisseurs d'accès à Internet et les groupes audiovisuels Canal+ et France Télévision ont signé un accord sur les modalités

d'exploitation des œuvres cinématographiques sur les services de communication au public en ligne sous forme de VOD. Cet accord prévoit que les films ne pourront être exploités en VOD qu'à l'expiration d'un délai de 33 semaines suivant leur sortie en salles en France. Il prévoit également, de la part des opérateurs de VOD, une contribution au développement de la production d'œuvres cinématographiques européennes et d'expression originale française. Cet accord a été conclu pour une durée d'un an et a par conséquent expiré le 20 décembre 2006. Les renégociations pour le renouvellement de cet accord n'ont pour l'instant pas abouti (pour davantage de précisions sur la VOD, se reporter à la section 6.2.7.1 du Document de base).

Concernant la diffusion télévisuelle en France, et selon les accords interprofessionnels passés en la matière, le film peut être diffusé par une télévision à paiement à la séance neuf mois après sa sortie en salles et par une télévision payante au bout de douze mois. Dans les autres pays européens, un film peut être diffusé sur une chaîne payante de six à vingt-quatre mois après la sortie en salles. Enfin, le film devient disponible pour la diffusion par une chaîne diffusant en clair, selon les pays, de douze mois à trente six mois après la sortie en salles. En France, la réglementation prévoit que la fenêtre de diffusion pour la télévision en clair commence après vingt quatre mois si le diffuseur a coproduit le film et trente six mois dans le cas contraire. Une deuxième fenêtre de diffusion à la télévision en clair peut avoir lieu cinq ans après la sortie en salles.

Traditionnellement, le cycle de vie de la distribution d'un film est divisé en deux parties : la première vie, qui s'étend de la sortie en salles jusqu'à la deuxième diffusion à la télévision sur une chaîne en clair, et la seconde vie, qui couvre la période postérieure. Pour ce qui concerne la deuxième vie, il s'agit de la phase d'exploitation en catalogue au cours de laquelle le film pourra être diffusé plusieurs fois, voire plusieurs dizaines de fois s'il s'agit d'un succès, pendant une durée variable mais généralement comprise entre 15 et 25 ans (voire au-delà si le producteur dispose de droits illimités dans le temps sur le film ou s'il obtient le renouvellement des droits d'exploitation cédés par les auteurs à de leur échéance, ce qui est généralement le cas).

Même si son importance par rapport aux autres canaux d'exploitation a diminué en termes de recettes, la distribution en salles et surtout la promotion du film qui l'entoure constituent une étape cruciale qui détermine en grande partie la notoriété du film, et conditionne en partie ses succès futurs. De façon générale, une part importante des revenus nets dégagés par un film provient de la distribution sur support vidéo (à la vente majoritairement et en location, voir la section 6.2.6 du Document de base). Les autres revenus dégagés par un film proviennent majoritairement de la distribution du film à l'international, de la diffusion télévisuelle (télévision en clair et payante), et plus marginalement de la diffusion en VOD et de l'exploitation sous forme de produits dérivés, partenariats et licences.

6.2.2 Le secteur de la production

Le secteur de la production a connu, en volume, une augmentation régulière ces dernières années, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, et particulièrement en France.

Aux Etats-Unis, où les investissements dans le secteur sont les plus importants, le nombre de nouveaux films sortis est passé de 462 films en 2001 à 599 films en 2006, selon la *MPAA*. Si le budget moyen d'un film a connu un accroissement significatif entre 1985 et 2003, il est depuis en voie de stabilisation. En effet, alors qu'en 1985 le budget moyen d'une production américaine de l'un des grands studios⁹ (coûts de production, frais généraux du studio et intérêts capitalisés inclus, hors coûts marketing) était de 16,8 millions de dollars, ce chiffre s'est stabilisé autour de 65 millions de dollars depuis 2002. Il s'élevait en 2006 à 65,8 millions de dollars (*Source : MPAA 2005 - U.S. Economic Review et MPAA 2006 - U.S. Theatrical Market Statistics – Worldwide Market Research and Analysis*). Cette progression importante s'explique par la hausse de rémunération des acteurs et des réalisateurs, mais également par la répercussion de la hausse des frais généraux et des coûts de distribution.

⁹ Le budget moyen indiqué est le coût moyen de production (average negative costs), hors coûts marketing, des membres de la Motion Picture Association of America (MPAA) (Buena Vista Pictures Distribution (The Walt Disney Company), Paramount Pictures Corporation, Sony Pictures Entertainment Inc., Twentieth Century Fox Film Corporation, Universal City Studios LLLP, Warner Bros. Entertainment Inc. à l'exclusion de Metro-Goldwyn-Mayer Inc. pour 2006). Dans l'étude de 2006, le chiffre donné pour 2006 exclut les statistiques de Metro Goldwyn Mayer et ceux des années précédentes ont été retraités de la même manière pour avoir des données comparables d'une année sur l'autre.

A titre de comparaison, le devis moyen d'un film d'initiative française était en France de 5,0 et 5,3 millions d'euros en 2005 et 2006 respectivement (*Source : CNC – La production cinématographique en 2006*). EuropaCorp est largement au dessus de cette moyenne avec un devis moyen par film d'initiative française de 15,5 millions d'euros en 2005 et 12,4 millions d'euros en 2006 (*Source : CNC – La production cinématographique en 2005 et en 2006*).

En France, les investissements dans la production cinématographique se sont stabilisés à des niveaux élevés depuis 2003 ; les investissements totaux dans les films agréés en France en 2006 s'élevaient à 1 148,5 millions d'euros contre 803,3 millions d'euros en 2000 (*Source : CNC - La production cinématographique en 2005 et en 2006*).

Evolution des investissements dans les films agréés¹⁰ par le CNC

Investissements totaux (Millions euros)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Films d'initiative française	585,7	678,3	749,1	724,2	847,0	892,4	933,7	865,0
Films à majorité étrangère	106,3	125,0	156,0	136,6	306,3	156,4	352,5	283,4
Total	692,0	803,3	905,1	860,8	1 153,3	1 048,8	1 286,2	1 148,4

CNC, La production cinématographique en 2005 et en 2006

En France, le nombre de films agréés a franchi un palier par rapport aux années 1990 et s'est stabilisé à plus de 200 films agréés par an depuis 2001. Entre 2000 et 2006, les investissements étrangers dans des films français ont doublé (44 millions d'euros en 2000 contre 88 millions d'euros en 2006). Parallèlement les investissements français dans les films à majorité étrangère (qui s'élèvent à 79,6 millions d'euros en 2005 et 57,3 millions d'euros en 2006, contre 31 millions d'euros en 2000) connaissent également une progression sensible, signe, entre autres, de l'ouverture du système français aux productions étrangères et de l'eupéanisation de la production (*Source : CNC - La production cinématographique en 2006*).

Nombre de films agréés par le CNC

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Films d'initiative française (1)	104	125	148	150	145	172	163	183	167	187	164
<i>dont films 100% français</i>	<i>74</i>	<i>86</i>	<i>102</i>	<i>115</i>	<i>111</i>	<i>126</i>	<i>106</i>	<i>105</i>	<i>130</i>	<i>126</i>	<i>127</i>
<i>dont films de coproduction</i>	<i>30</i>	<i>39</i>	<i>46</i>	<i>35</i>	<i>34</i>	<i>46</i>	<i>57</i>	<i>78</i>	<i>37</i>	<i>61</i>	<i>37</i>
Films à majorité étrangère (2)	27	33	32	31	26	32	37	29	36	53	39
Total films agréés (1) + (2)	131	158	180	181	171	204	200	212	203	240	203

CNC - La production cinématographique en 2005 et en 2006

La production cinématographique bénéficie des investissements réalisés par les chaînes de télévision : seulement 29% des films agréés n'ont bénéficié d'aucun financement d'une chaîne de télévision en 2006.

Si depuis 6 ans Canal+ a investi un peu moins dans la production, avec 125 films en 2006 correspondant à des investissements de 138,3 millions d'euros contre 145,5 millions d'euros en 2000, le montant total des investissements des chaînes en clair (parts de coproduction et préachats de droits de diffusion en exclusivité) a lui légèrement augmenté et était de 101,9 millions d'euros en 2006 (pour 84 films) contre 85,5 millions d'euros en 2000 (pour 95 films). TF1 apporte, parmi les chaînes en clair, la principale contribution avec 44,1 millions d'euros d'investissements en 2006 contre 29 millions d'euros pour France 2, 14,6 millions d'euros pour France 3, 9 millions d'euros pour M6, et 5,3 millions d'euros pour Arte. TPS Cinéma a participé au financement de 30 films agréés par le CNC en 2006, pour un volume global d'investissement de 14 millions d'euros, contre 23,8 millions d'euros en 2001, alors que Ciné Cinéma a investi 9,3 millions d'euros sur 59 films en 2006 (*Source : CNC - La production cinématographique en 2001 et la production cinématographique en 2006*).

¹⁰ Les films agréés doivent être entendus comme les films ayant reçu, pour l'année donnée, l'agrément des investissements ou l'agrément de production du CNC (voir le chapitre 6 relatif à la réglementation pour plus d'informations sur les agréments). Sont exclus les films financés par un producteur français mais ne pouvant pas être qualifiés d'œuvres européennes ainsi que les films qui ne font appel à aucun financement encadré ni au soutien financier de l'Etat et dont la production n'est pas terminée.

En France, les productions françaises ont rassemblé 84,8 millions de spectateurs en 2006, soit une hausse de 32,2% par rapport à 2005, ce nombre d'entrées étant largement supérieur à la moyenne de fréquentation des dix dernières années (62,3 millions de spectateurs en moyenne). En dix ans, le nombre de films français réalisant plus de 500.000 entrées a quasiment doublé, passant de 21 films français en 1997 à 39 en 2006. Les parts de marché des films français et américains atteignent des niveaux quasiment équivalents pour l'année 2006, avec respectivement 45,0% et 45,8% de part de marché (*Source : Communiqué de presse du CNC du 8 janvier 2007*).

En France, le secteur de la production reste encore très atomisé : en effet, 142 sociétés différentes ont produit les 164 films d'initiative française agréés en 2006 contre 156 sociétés pour 187 films en 2005.

En 2005, les deux acteurs les plus actifs étaient EuropaCorp avec 6 films produits dont le devis moyen était de 15,5 millions d'euros et Gaumont avec 7 films produits dont le devis moyen était de 10,6 millions d'euros. Pour 2006, Gaumont a été la société la plus active avec 7 films d'initiative française produits pour un devis moyen de 8,31 millions d'euros. Trois sociétés ont produit 5 films chacune : Fidélité Films (devis moyen : 8,6 millions d'euros), Pan Européenne Production (devis moyen : 7,4 millions d'euros) et Pathé Renn Production (devis moyen : 23,7 millions d'euros et 10,1 millions d'euros hors *Astérix aux jeux olympiques*). Quatre sociétés ont produit 3 films chacune dont EuropaCorp avec 3 films agréés et un devis moyen par film de 12,4 millions d'euros. 109 sociétés n'ont produit un seul film en 2006 (*Source : CNC - La production cinématographique en 2006*). Par ailleurs, EuropaCorp est intervenue en qualité de coproducteur pour 3 films agréés en 2006.

Le nombre de films d'initiative française à budget élevé (supérieur à 15 millions d'euros) est stable depuis 2002 (entre 9 et 12 films produits par an) et représente en 2006 seulement 5,5% du nombre total des films d'initiative française produits.

Le secteur connaît également l'apparition de nouveaux entrants comme par exemple France Télécom qui a annoncé en novembre 2006 la création d'une nouvelle filiale (« Studio 37 ») chargée d'investir dans les droits cinématographiques français et européens avec l'objectif de coproduire à terme 10 à 15 œuvres cinématographiques par an (*Source : La Tribune du 8 novembre 2006 et du 16 mars 2007*).

6.2.3 Le marché des ventes internationales de films

Le marché des ventes internationales de films, bien que globalement porteur pour les productions françaises, connaît un contexte général de durcissement, en raison notamment d'une réelle concurrence des films nationaux sur un nombre croissant de marchés (développement de cinématographies locales fortes) et d'une plus forte sélectivité des acheteurs internationaux (*Source : CNC - L'exportation des films français en 2005*).

Les recettes des films français au box office international

Après une année 2005 exceptionnelle, où les films français avaient totalisé près de 74 millions d'entrées pour un box-office de 369 millions d'euros, les résultats 2006 ont marqué un net recul avec une fréquentation de 55,8 millions de téléspectateurs et un box office de 300 millions d'euros. Le bilan 2006 n'en demeure pas moins à un niveau très supérieur à la moyenne des dix dernières années (44,7 millions d'entrées), et doit être relativisé dans la mesure où 298 longs métrages français ont été distribués à l'étranger en 2006, contre 322 en 2005 (*Source : Unifrance - Conférence de presse, 12 janvier 2007*).

Entrées et recettes des films français à l'étranger

	Entrées salles (en millions)	Box office (millions euros)
1996	42,6	171
1997	55,9	255,3
1998	17,8	86,1
1999	42,4	230
2000	26	133,1
2001	61,5	355,4
2002	55	305
2003	46,4	246
2004	49,2	221,8
2005	73,6	369
2006	55,8*	300*

* : données provisoires

Source : Unifrance

Pour la première fois en 2005, les films français ont attiré plus de spectateurs dans les salles étrangères que dans les salles françaises. En 2005, 7 des 10 premiers films de production majoritaire française ont enregistré de meilleurs résultats à l'étranger qu'en France, dont *La Marche de l'Empereur* (16,2 millions d'entrées à l'étranger et 1,8 million d'entrées en France), *Le Transporteur 2* (production EuropaCorp, 11 millions d'entrées à l'étranger et 1,2 millions d'entrées en France) et *Haute Tension* (coproduction EuropaCorp, 815 000 entrées à l'étranger et 110 000 entrées en France). Au palmarès des titres porteurs de l'année 2006 figurent notamment *Bandidas* (production EuropaCorp, 3,2 millions d'entrées à l'étranger), la continuation de l'exploitation de *La Marche de l'Empereur* (2,6 millions) et de *Transporteur 2* (production EuropaCorp, 1,3 million), *Astérix et les Vikings* (1,7 million), et *Caché* (1,5 million) (Source : Unifrance et Le Figaro du 15 janvier 2007 - CNC - L'exportation des films et des programmes audiovisuels).

Box Office Monde au 31 mars 2007 (hors France) des 15 meilleurs films français de 2000 à 2006

Classement	Titre Français	Box Office Monde hors France (en millions d'euros)	Date de sortie en salles en France	Nombre de spectateurs** en millions
1	Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain	133,2	25 avril 2001	22,3
2	Le Pianiste	100,0	25 septembre 2002	17,1
3	La Marche de l'empereur	96,4	26 janvier 2005	19,8
4	Le Baiser Mortel du Dragon*	73,0	1 août 2001	12,4
5	Le Transporteur 2*	63,2	3 août 2005	12,8
6	Astérix et Obélix, Mission Cléopâtre	46,5	30 janvier 2002	10,0
7	Le Transporteur*	43,7	23 octobre 2002	8,1
8	Les Rivières pourpres	41,2	27 septembre 2000	6,4
9	Le Pacte des loups	37,7	31 janvier 2001	7,4
10	Deux frères	34,1	7 avril 2004	6,0
11	Danny the Dog*	33,7	2 février 2005	6,6
12	La Neuvième Porte	33,0	25 août 1999	7,4
13	Taxi 2*	29,5	29 mars 2000	5,1
14	Les Choristes	27,7	17 mars 2004	5,2
15	Oliver Twist	27,5	19 octobre 2005	4,5

* : Productions EuropaCorp

Source : Unifrance

Les recettes des films français à l'exportation

En 2005, les ventes de films dits « frais », c'est-à-dire produits au cours des trois années précédentes, ont généré 80,2% des recettes d'exportation de films français. Les films de catalogue, produits avant le 1^{er} janvier 2002, ont totalisé quant à eux 19,8% des recettes d'exportation encaissées (*Source : CNC - L'exportation des films français en 2005*).

En termes de débouchés géographiques, l'Europe occidentale demeure le premier marché d'exportation du cinéma français avec 51,3% des recettes en 2005. En Europe, l'Italie a détrôné l'Allemagne avec 15,1% des encaissements totaux pour les films français. L'Amérique du Nord prend en 2005 la place de l'Asie au deuxième rang des marchés d'exportation, et enregistre 28,8 millions d'euros de recettes (soit 18,8% du total), en hausse de 67,8% par rapport à 2004 et de 38% par rapport à 2003. Ces évolutions sont toutefois à considérer avec précaution car la vente des droits d'un seul film (*La Marche de l'Empereur*) représente 91% des recettes sur cette zone. Les recettes en provenance d'Asie, soit 22,7 millions d'euros (14,8% du total) sont en progression de 5,6% par rapport à 2004. Le marché japonais reste stable en 2005 assurant 17,9 millions d'euros de recettes, soit 11,7% du total (*Source : CNC - L'exportation des films français en 2005*).

Ventilation des recettes à l'exportation¹¹ par zone géographique

	2005	
	en millions d'euros	%
Europe de l'Ouest	78,5	51,3%
<i>dont Italie</i>	23,1	15,1%
<i>dont Allemagne</i>	13,7	9,0%
<i>dont Espagne</i>	10,2	6,7%
<i>dont Belgique</i>	6,9	4,5%
<i>dont Royaume Uni/Irlande</i>	4,3	2,8%
Amérique du Nord	28,8	18,8%
Asie	22,7	14,8%
<i>dont Japon</i>	17,9	11,7%
Europe de l'Est	12,2	8,0%
Amérique Latine	4,4	2,9%
Divers	2,2	1,4%
Moyen-Orient	1,8	1,2%
Océanie	1,7	1,1%
Afrique	0,8	0,5%
Total	153,2	100,0%

Source : CNC - L'exportation des films français en 2005

En France, le secteur de l'exportation des films se caractérise par sa concentration. Seules 19 sociétés ont déclaré des recettes d'exportation au titre de l'exercice 2005. En 2005, 62% des recettes encaissées pour la vente de films français à l'étranger ont été réalisées par trois sociétés seulement (*Source : CNC - L'exportation des films français en 2005*). Deux principaux types d'intervenants occupent le secteur de l'exportation de films français : d'une part, les filiales de groupes audiovisuels intégrés qui disposent d'un catalogue important de films français ou étrangers produits ou acquis, d'autre part des sociétés de distribution indépendantes disposant d'un nombre restreint de titres. La Société, qui détient les droits d'exploitation des films qu'elle produit, cède directement les droits d'exploitation à l'international à des distributeurs locaux sans passer par l'intermédiaire d'une société de distribution spécialisée.

¹¹ Les recettes prises en compte sont celles effectivement encaissées au cours de l'année. Compte tenu de l'important décalage entre la signature des contrats et leur paiement, ces recettes se rapportent en majorité à des ventes effectuées au cours des années antérieures. Elles concernent autant la vente « tous droits », c'est-à-dire cinéma, télévision et vidéo, que les cessions des seuls droits « télévision », « vidéo » ou « cinéma ».

6.2.4 Le marché de la distribution en salles

6.2.4.1 Le marché international de la distribution en salles

Le marché de la distribution en salles dans les pays développés se répartit principalement entre les Etats-Unis, qui représentent le marché le plus important en termes de nombre d'entrées en 2006 avec environ 1.450 millions d'entrées, suivi pour l'Europe de la France (188,5 millions d'entrées), de l'Angleterre (156,6 millions d'entrées), de l'Allemagne (136,7 millions d'entrées), de l'Espagne (121,7 millions d'entrées), et de l'Italie (107,3 millions d'entrées), ainsi que le montre le tableau ci-après (*Source : MPAA et Media Salles - Les chiffres clefs du cinéma européen, 2006*). Pour le Japon, le nombre d'entrées en 2005 s'est élevé à 160 millions.

Selon la MPAA, le box office mondial aurait atteint un niveau record en 2006 avec des recettes en salles (incluant les Etats-Unis) s'élevant à 25,8 milliards de dollars (soit une hausse de 11% par rapport à l'année 2005) (*Source : Ecran Total – Semaine du 14 au 20 mars 2007*).

Nombre d'entrées annuelles (données comparées)

Nombre d'entrées annuelles (en millions)							
Année	Etats-Unis	France	Angleterre	Allemagne	Italie	Espagne	Japon
2002	1 639,3	184,4	175,9	163,9	103,8	140,7	160,8
2003	1 574,0	173,5	167,3	149,0	98,0	137,5	162,3
2004	1 536,1	195,4	171,3	156,7	112,9	143,9	170,1
2005	1 402,7	174,2	164,7	127,3	102,5	127,7	160,0
2006	1 450,0	188,5	156,6	136,7	107,3	121,7	164,3

Source : Media Salles - Les chiffres clefs du cinéma européen, 2006

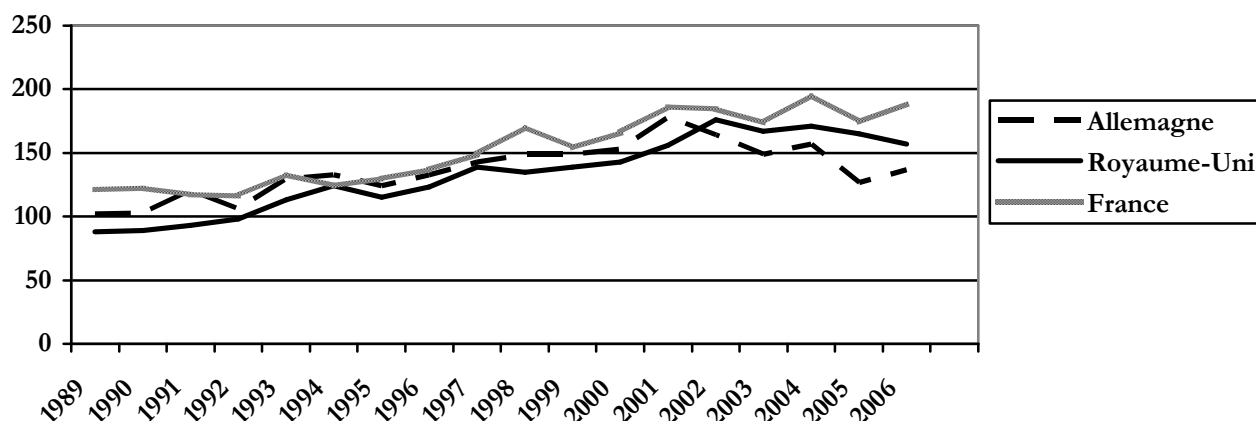
CNC - Bilan annuel 2005

Observatoire Européen de l'Audiovisuel - Communiqué de presse du 21 février 2007

MPAA 2006

Motion Picture Producers Association of Japan

Evolution des entrées annuelles pour la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni (en millions d'entrées)



Source : Media Salles - Les chiffres clefs du cinéma européen, 2006

Observatoire Européen de l'Audiovisuel

Recettes (données comparées)

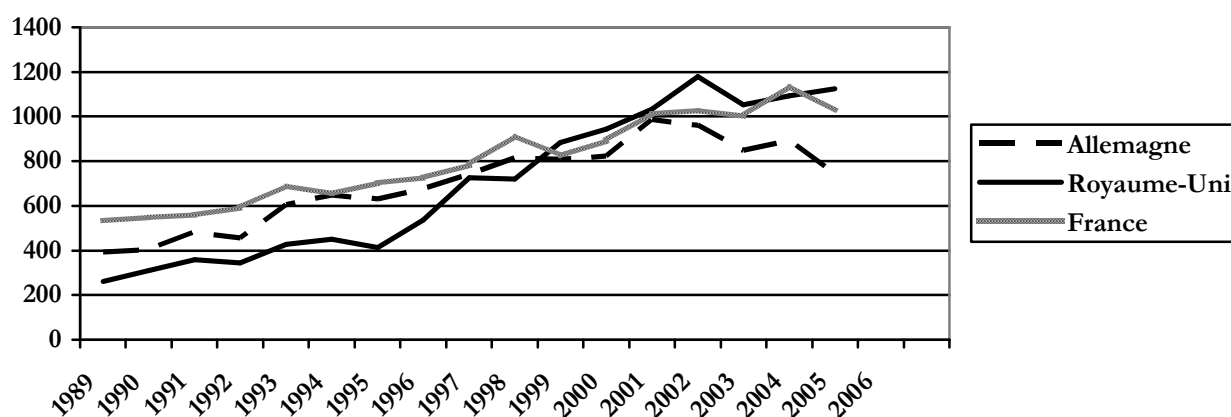
Box office (en millions d'euros)							
Année	Etats-Unis	France	Angleterre	Allemagne	Italie	Espagne	Japon
2002	9 078	1 028	1 180	960	583	626	1 621
2003	7 513	1 000	1 053	850	549	639	1 505
2004	7 003	1 136	1 092	893	646	692	1 510
2005	7 584	1 024	1 124	745	589	635	1 196
2006	7 558 ¹²	Non connu	1 251	814	616	633	1 244

Source : Media Salles - Les chiffres clefs du cinéma européen, 2006

MPAA 2006

Motion Picture Producers Association of Japan

Evolution du box office pour la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni (en millions d'euros)



Source : Media Salle - Les chiffres clefs du cinéma européen, 2006

Observatoire Européen de l'Audiovisuel

Aux Etats-Unis, la fréquentation des salles est en augmentation de 3,3% en 2006 par rapport à 2005 (Source : MPAA 2006 - U.S. Theatrical Market Statistics – Worldwide Market Research and Analysis). Plusieurs pays européens ont également connu une hausse de la fréquentation des salles en 2006 (Source : Observatoire Européen de l'Audiovisuel - Communiqué de presse du 21 février 2007).

L'Europe représente un marché important : en 2005, le montant global des recettes brutes en Europe occidentale a atteint 4 956 millions d'euros. A titre de comparaison, les recettes brutes enregistrées aux Etats-Unis pour la même année s'élevaient à 7 584 millions d'euros, et celles enregistrées au Japon à 1 196 millions d'euros (Source : Media Salles - Les chiffres clefs du cinéma européen, 2006).

Le marché européen dispose, si l'on établit une comparaison avec le marché américain, d'un grand réservoir de croissance : en 2005, les Américains se sont rendus en moyenne 4,7 fois dans les salles, tandis qu'en 2005, les ressortissants de l'Union Européenne n'ont vu en moyenne que 2,2 films par an au cinéma (Source : Media Salles - Les chiffres clefs du cinéma européen, 2006).

¹² La baisse du box office US en euros s'explique par la variation du taux de change du Dollar contre l'Euro. En dollars, le box office a progressé de 5,5% pour atteindre 9 490 millions de dollars.

6.2.4.2 Le marché français de la distribution en salles

Au sein du marché européen de la distribution en salles, la France occupe une position importante, les Français se rendant régulièrement dans les salles de cinéma. C'est en effet la France qui a enregistré le plus grand nombre d'entrées en Europe en 2005 et en 2006 (respectivement 174 et 189 millions d'entrées) (*Source : MédiaSalles - Les chiffres clés du cinéma européen 2006*).

La fréquentation annuelle pour l'année 2006 a atteint près de 189 millions d'entrées, faisant de l'année 2006 une des meilleures performances depuis plus de 20 ans. Cela constitue une hausse d'environ 7,5% par rapport à 2005 (*Source : CNC - Statistiques de fréquentation annuelle pour l'année 2006*).

Le nombre d'entrées a fortement augmenté en dix ans, passant de 137 à 189 millions d'entrées entre 1996 et 2006, ainsi que le montre le tableau ci-après.

Entrées et recettes guichets en France

	Entrées (en millions)	Recettes guichets (en millions d'euros)	Recette moyenne par entrée (en euros)
1996	136,7	726,0	5,3
1997	149,3	790,2	5,3
1998	170,6	917,0	5,4
1999	153,6	824,0	5,4
2000	165,8	894,0	5,4
2001	187,5	1 021,0	5,5
2002	184,4	1 030,0	5,6
2003	173,5	996,1	5,7
2004	195,4	1 137,2	5,8
2005	174,2	1 023,1	5,9
2006	188,5	Non encore connu	Non encore connu

Source : CNC - Bilan annuel 2005

En moyenne, selon le CNC, chaque spectateur français est allé 5,2 fois au cinéma en 2005, contre 4,6 fois en 1996 (*Source : CNC - Bilan annuel 2005*). Ce nombre d'entrées par individu est l'un des plus élevés d'Europe et résulte notamment de la part relativement importante des spectateurs fidèles au sein de la population cinématographique. Les « habitués¹³ » représentaient 37,5% du public et 76,5% des entrées en 2005 (*Source : CNC - Bilan annuel 2005*).

Le nombre de films réalisant plus d'un million d'entrées est en léger recul par rapport à 2005 : 42 en 2006 contre 45 l'année précédente. Parmi eux, 18 films français ont dépassé le million d'entrées en salles en 2006 contre 16 en 2005. L'année 2006 marque la meilleure performance des films français depuis 22 ans, avec une part de marché estimée par le CNC à environ 45%, contre 36,6% en 2005, plaçant les films français juste derrière les films américains. En 2006, la première place du box-office est occupée par *Les Bronzés 3* avec environ 10,3 millions d'entrées, devant *Pirates des Caraïbes 2* et *L'Âge de glace 2*, deux films américains ayant chacun réalisé 6,6 millions d'entrées (*Source : Statistiques de la fréquentation annuelle 2006 et Les Echos du 27 décembre 2006 et Communiqué de presse du FNCF du 8 janvier 2007*).

Le phénomène des multiplexes, vastes espaces d'accueil contenant des salles gradinées, climatisées, confortables, dotées d'écrans de grande taille et offrant au spectateur une très grande qualité de projection, continue à se développer. L'augmentation du nombre de multiplexes a par ailleurs contribué à relancer la « sortie du week-end » du début des années 1980 : en 2005, 57,5% des entrées ont en effet été enregistrées entre le vendredi et le dimanche (*Source : CNC - Bilan annuel 2005*).

¹³ Les « habitués » du cinéma regroupent les « assidus », allant au moins une fois par semaine au cinéma, et les « réguliers », allant au moins une fois par mois (et moins d'une fois par semaine).

Il y a aujourd'hui 140 multiplexes actifs en France, dont 13 ouverts en 2005. En 2005, les multiplexes regroupent plus de 29,7% des écrans et plus de 30% des fauteuils proposés en France. Seuls 6,5% des établissements français sont des multiplexes mais 50,6% des entrées ont été assurées par ces établissements en 2005 (*Source : CNC - Bilan annuel 2005*).

Poids des multiplexes dans l'exploitation

Année	Etablissements	%**	Ecrans	%**	Fauteuils	%**	Entrées (millions)	%
1996	22	1,0%	284	6,3%	61 069	6,4%	14,8	10,8%
2000	84	3,9%	1 025	19,9%	211 930	20,0%	57,3	34,5%
2004	127	5,9%	1 482	27,7%	308 961	28,5%	93,1	47,7%
2005*	140	6,5%	1 595	29,7%	331 217	30,5%	88,18	50,6%

Source : CNC - Bilan annuel 2005

* : données provisoires

** : en % par rapport à l'ensemble des établissements cinématographiques

L'impact des multiplexes se fait de plus en plus ressentir sur les plans de sortie en salles des distributeurs. On assiste à une multiplication du nombre de copies, ce qui a bien évidemment une répercussion sur les frais d'édition. Cependant, l'interdiction de publicité télévisuelle faite en France lors du lancement d'un film permet des frais de publicité moindres par rapport aux autres pays.

Les acteurs du marché de la distribution en salles en France sont les suivants :

Classement 2006 des distributeurs en salles par nombre moyen d'entrées par film

Classement	Distributeurs	Nombre moyen d'entrées par film	Nombre de films sortis	Total d'entrées en 2006 (en millions)	Part de marché (en %)
1	BVI France	1 253 725	11	18,1	9,63
2	Warner Bros	1 020 542	17	18,5	9,83
3	Pathé Distribution	992 220	14	14,5	7,69
4	Gaumont Columbia Tristar	716 697	31	22,2	11,82
5	StudioCanal	712 294	27	19,5	10,38
6	EuropaCorp Distribution	647 616	11	7,6	4,02
7	Twentieth Century Fox	562 649	35	19,8	10,51
8	UIP	462 971	28	14,5	7,69
9	WildBunch/Pan Européenne	401 630	10	4,1	2,19
10	SND	396 923	16	6,4	3,38
11	TFM Distribution	381 200	23	8,8	4,68
12	Metropolitan Film Export	298 247	28	8,5	4,51
13	Diaphana Distribution	296 440	13	3,9	2,10
14	Bac Films	158 427	18	2,9	1,55

Source : Le film français, 9 février 2007

6.2.4.3 Les enjeux de la projection numérique

Le confort de vision des films dans les multiplexes, et par conséquent, leur potentiel d'attraction, devrait pouvoir encore être amélioré lorsque la projection en qualité numérique sera en mesure de s'imposer comme un nouveau standard de projection, améliorant ainsi la qualité de l'image. La mise en œuvre de cette technologie n'est

toutefois pas généralisée. En effet, en décembre 2006, il n'y avait que 359 cinémas numériques en Europe (soit 531 écrans numériques), dont 27 en France. Le nombre de cinémas numériques en Europe est toutefois en augmentation de 151% par rapport à décembre 2005. A titre de comparaison, en Amérique du Nord, il y avait 343 cinémas numériques en décembre 2006 (soit 1 957 écrans numériques), ce qui représente une augmentation de 158% du nombre de cinémas numériques (et une multiplication par 10 du nombre d'écrans numériques) par rapport à décembre 2005 (*Source : MédiaSalles - Les chiffres clefs du cinéma européen 2006*).

L'apparition de la technologie permettant la projection numérique des films dans les salles de cinéma et le remplacement progressif des projecteurs 35mm par des projecteurs numériques pourrait entraîner certaines évolutions du marché de la distribution en salles. La « dématérialisation » du film et de son transport qui en est le corollaire pourrait notamment permettre aux distributeurs de réaliser des économies importantes sur les coûts de fabrication des copies, sur les coûts de stockage et les coûts de transport. Le coût d'une copie 35 mm livrée chez l'exploitant peut en effet être estimé entre 1 000 et 1 500 euros, alors que le coût d'une copie numérique transportée serait de 3 à 5 fois moins élevé, soit entre 200 et 500 euros (*Source : Adieu la pellicule - Les enjeux de la projection numérique, rapport réalisé par M. Daniel Goudineau pour le CNC, août 2006*).

Cette mutation pourrait cependant demeurer progressive sur un horizon de 10 ans, compte tenu notamment des coûts d'équipement en matériels de projection numérique pour les exploitants de salles, qui ne généreront pas nécessairement de recettes complémentaires pour ces derniers.

6.2.5 Le marché des ventes de droits aux télévisions

Les débouchés audiovisuels représentent une part importante des recettes générées par un film, en raison du taux de pénétration de la télévision et de l'apparition de la télévision par câble et par satellite. La télévision était en effet présente dans 98,1% des foyers aux Etats-Unis en 2005 (*Source : MPA 2005 - US Economic Review*). En France, 56 millions de personnes sont équipées d'au moins un poste de télévision, dont près de 16 millions ont accès au câble ou au satellite (*Source : Médiamétrie - Communiqué du 31 janvier 2007*).

Pendant plus de 10 ans, le paysage audiovisuel français de l'offre élargie¹⁴ est demeuré dans une logique de complémentarité entre deux technologies de distribution : le câble et le satellite. L'effet conjugué de la technologie numérique, source de convergence entre les industries des télécommunications et de l'audiovisuel, et d'une appétence des opérateurs de télécommunications pour la distribution d'offres télévisuelles, a modifié l'équilibre du marché en permettant l'émergence puis l'affirmation de nouveaux réseaux de diffusion : les réseaux de téléphonie fixe via l'ADSL et ceux de téléphonie mobile.

Aux côtés du câble et du satellite, qui représentent la majeure partie des abonnés à l'offre multi-chaînes, les nouveaux réseaux (TNT, ADSL, réseaux mobiles) se sont aujourd'hui affirmés comme de nouveaux vecteurs de diffusion. Ainsi, la télévision par ADSL compte, fin septembre 2006, 1,1 million d'abonnés alors que les opérateurs de téléphonie mobile déclinent des offres de télévision à leurs 3,5 millions d'abonnés 3G (*Source : Guide des chaînes numériques - Janvier 2007, CNC / CSA / SNPTV / Direction du Développement des Médias / A.C.C.e.S.*). La TNT, enfin, dans sa déclinaison gratuite a réussi son lancement. Fin 2006, 3,2 millions de foyers étaient équipés d'au moins un adaptateur TNT (*Source : Médiamétrie - Communiqué du 31 janvier 2007*).

Ainsi, en France, cinq réseaux distribuent désormais une offre élargie de télévision :

- les réseaux historiques, le câble et le satellite, qui dominent encore largement le marché ;
- les réseaux émergents : l'ADSL et les réseaux mobiles UMTS et Edge ;
- l'hertzien, en phase de mutation vers le numérique (la télévision numérique terrestre), qui ouvre son spectre à 18 chaînes gratuites (contre 7 auparavant) et 11 chaînes payantes.

¹⁴ Chaînes autres que les chaînes dites analogiques : TNT, satellite, câble, ADSL, etc.

Répartition par réseau des foyers abonnés à une offre de télévision élargie

Réseau	Date	Offre élargie	Nombre de distributeurs	Nombre de foyers abonnés (en millions)
Câble	31/12/2005	Payante	2	2,67
Satellite	31/12/2005	Payante	2****	3,77
ADSL (ligne de téléphone)	30/09/2006	Gratuite et payante	6	1,10*
UMTS et Edge (réseaux mobiles)	30/09/2006	Payante	3	3,50
Hertzien numérique	31/08/2006	Gratuite	1	4,05**
	31/11/2005	Payante	2***	-

Sources : Guide des chaînes numériques - Janvier 2007

** seuls sont comptabilisés les abonnés ADSL TV payante*

*** terminaux vendus, loués ou mis à disposition*

**** Canal+, qui commercialise son offre depuis la fin novembre 2005, TPS depuis février 2005*

***** depuis, réalisation de la fusion entre Canal+ et TPS.*

En Europe, de plus en plus de foyers sont abonnés à des chaînes payantes et disposent de la télévision par le câble ou le satellite. En France, selon le CSA, le nombre de foyers abonnés à une offre payante était de 6,7 millions en décembre 2005, soit 27% des 24,1 millions de foyers équipés d'un téléviseur alors que 74% recevaient encore une offre hertzienne à cette période (*Source : Guide des chaînes numériques - Janvier 2007, CNC / CSA / SNPTV / Direction du Développement des Médias / A.C.C.e.S.*). En juin 2006, environ 6,2 millions d'individus avaient accès au câble et environ 11 millions avaient accès au satellite (*Source : Médiamétrie - MédiaCabSat*).

Ces technologies permettent désormais de recevoir la télévision en numérique et de disposer ainsi d'un plus grand nombre de chaînes. Par ailleurs, l'augmentation du nombre de chaînes a naturellement conduit à une augmentation de la demande de programmes audiovisuels. 10 nouvelles chaînes ont été lancées en 2006. En 2005, 27 nouvelles chaînes avaient été lancées dont 3 nouvelles chaînes de cinéma. Selon le CSA, le nombre de chaînes thématiques conventionnées et diffusées en France s'élève à 100 en 2006, dont 13 sont des chaînes thématiques consacrées au cinéma. En 2006, la part des chaînes thématiques représente 36,9% de l'audience sur les individus abonnés à une offre élargie (*Source : Guide des chaînes thématiques - Janvier 2006 et Guide des chaînes numériques - Janvier 2007, CNC / CSA / SNPTV / Direction du Développement des Médias / A.C.C.e.S.*).

Le nombre de chaînes thématiques dédiées au cinéma devrait toutefois diminuer en conséquence du rapprochement entre Canal+ et TPS. TF1, M6 et Vivendi ont en effet procédé en janvier 2007 au regroupement des activités de télévision payante en France de Groupe Canal+ et de TPS, au sein de Canal+ France, nouvelle entité contrôlée indirectement par Vivendi. Le nouvel ensemble constitue aujourd'hui un des plus grands groupes européens du secteur de l'audiovisuel. Canal+ France a pris à l'égard du Ministre chargé de l'économie certains engagements dont celui de ne pas renouveler ou conclure de contrats cadre ou « output deal » avec les producteurs français. La décision du ministre chargé de l'économie du 30 août 2006 relative à l'autorisation de la concentration entre Groupe Canal+ et TPS définit un « contrat cadre » ou « output deal » comme un accord pluriannuel de préfinancement de films cinématographiques non préalablement identifiés à la signature de l'accord, portant sur l'acquisition de droits de diffusion pour la télévision payante ou de droits d'exploitation en *pay per view* ou VOD. La Société a conclu un contrat de ce type avec Canal+ en 2004 ; il vient à échéance en décembre 2007 et ne sera donc pas renouvelé (voir le chapitre 22 du Document de base). Toutefois, ce rapprochement ne remet pas en cause les obligations de Canal+ en termes de financement du cinéma. En effet, un accord a été signé le 24 mars 2007 entre Canal+ et les professionnels du cinéma qui prévoit des obligations supplémentaires pour Canal+ à l'égard de l'industrie cinématographique, notamment un engagement d'investissement plancher de près de 40 millions d'euros par an pour TPS Star et Ciné Cinéma (correspondant à la somme des préachats de ces deux chaînes en 2005) (*Source : Ecran Total du 28 mars au 3 avril 2007*).

En 2005, le nombre de films diffusés en France à la télévision a été stable par rapport à 2004 (1 465 films diffusés sur les chaînes hertziennes). Chaque téléspectateur a regardé, en moyenne, 69 heures de films de cinéma et 260 heures de fictions télévisuelles. Les chaînes de télévision ont dépensé 826,1 millions d'euros en achats et préachats de droits de diffusion de films. Le montant des achats de films français au cours de cette période est

estimé à 453,6 millions d'euros dont 253,5 millions d'euros de préachats dans le cadre des obligations de production (*Source : CNC – Bilan 2005*).

Les producteurs de films français bénéficient d'un environnement réglementaire favorable, les chaînes de télévision françaises étant soumises à des obligations d'investissement minimum, avant le premier jour de tournage, dans des films européens et d'expression originale française et à des quotas minimum de diffusion d'œuvres du même type (voir la section 6.4.1.1 du Document de base).

6.2.6 Le marché de la diffusion de films sur support vidéo

Depuis dix ans, le marché mondial de la vidéo sur support physique a globalement connu une forte croissance pour arriver à maturité en 2004. Ce mouvement a débuté avec la démocratisation des magnétoscopes et vidéos, et a été relancé au cours des dernières années par les ventes de DVD, supplantant définitivement les cassettes VHS.

Aux Etats-Unis, qui constituent le plus grand marché de la vidéo au monde, plus de 76% des ménages disposant d'une télévision étaient équipés de lecteurs DVD en 2005 (*Source : MPAA 2005 - US Economic Review*). En 2002, ce taux était de 36,4%. Toujours aux Etats-Unis, les ventes de DVD et VHS ont totalisé en 2005 respectivement 1 292 millions d'unités et 48,6 millions d'unités contre 351 millions d'unités pour les DVD et 625,8 millions d'unités pour les VHS en 2001. Les ventes de DVD ont ainsi fortement relancé le marché de la vidéo dans son ensemble. Une baisse de prix de 52,3% dans le prix des lecteurs DVD entre 2001 et 2005 a notamment contribué à soutenir cette croissance rapide (*Source : MPAA 2005 - US Economic Review*).

En France, le taux d'équipement en lecteurs de DVD (portables et de salon) s'établit à 80% des foyers en 2006 (*Source : SEV - Le marché de la Vidéo : bilan 2006 et perspectives 2007*). Il se situait à 59,9% en 2004 (*Source : CNC - Bilan annuel 2005*).

Le chiffre d'affaires hors taxes des éditeurs vidéo en France a plus que doublé en dix ans, comme l'indique le tableau ci-après :

Evolution du chiffre d'affaires des éditeurs vidéo en France (HT en millions d'euros)

Année	Location	Vente	Dont vente de DVD	Total
1996	57	499		556
1997	67	495		562
1998	71	502	13	573
1999	78	498	83	576
2000	78	578	216	656
2001	96	723	415	819
2002	88	986	714	1 074
2003	78	1 131	943	1 209
2004	61	1 261	1 192	1 322
2005	65	1 098	1 083	1 163

Source : CNC - Bilan annuel 2005 et SEV

Les membres du Syndicat de l'Edition Vidéo (SEV), qui regroupe en France les principaux éditeurs d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques éditées sur support vidéo (DVD, VHS...), ont constaté une baisse de leur chiffre d'affaires en valeur avec 1,16 milliard d'euros en 2005 contre 1,32 milliard d'euros en 2004, soit un recul de 12%. Il s'agit des chiffres (HT) de livraisons nettes aux points de vente (*Source : CNC - Bilan annuel 2005 et SEV*).

En ce qui concerne la consommation des Français en produits vidéo (DVD et VHS), celle-ci s'est établie à 1,66 milliards d'euros en 2006, en baisse de 7% par rapport à 2005. Pour la première fois en 2006, le marché a également connu une baisse en volume puisque les français ont acheté moins de supports vidéo (135,9 millions d'unités) qu'en 2005 (143,4 millions d'unités, soit une baisse de 5,2%) (*Source : CNC - Le marché de la vidéo - mars 2007*). En 2006, le prix moyen de vente d'un DVD, à l'unité ou en coffret, s'est stabilisé à 12,3 euros (en baisse de 2,4% par rapport à 2005) (*Source : CNC - Le marché de la vidéo – mars 2007*).

Le DVD assure la quasi-totalité du marché avec 134,9 millions d'unités vendues en 2006 (soit 99,7% du marché en chiffre d'affaires, contre 98,5% en 2005). Moins d'un million de cassettes VHS ont été vendues en 2006 pour une recette de 4,3 millions d'euros, soit une chute de 84,2% par rapport à 2005 (*Source : Baromètre vidéo CNC-GFK - Bilan 2006*).

Ces différents chiffres traduisent pour partie la maturité d'un marché qui a connu un formidable succès populaire depuis l'arrivée du DVD en 1997. Ils s'expliquent également par la baisse du prix moyen du DVD (12,3 euros en 2006 contre 15,1 euros en 2004, *Source : Baromètre vidéo CNC - Gfk Bilan 2006*), impacté notamment par la multiplication des offres promotionnelles. Ils sont aussi le reflet de la piraterie qui, même si elle est difficilement quantifiable, affecte également le marché de la vidéo.

Le marché de la vidéo en France se caractérise également en 2006 par une différence d'évolution marquée par genre, avec une baisse de 13,1% des films en valeur par rapport à 2005, alors que le hors films, porté notamment par le dynamisme des séries TV, progresse de 7,6%. Le hors film représente en 2006 44,5% du marché contre 40,6% en 2005 et pour la première fois, les ventes en volume de hors film dépassent celles du film avec 64,8 millions d'unités vendues en 2006, soit 47,7% des supports. Toutefois, la part de marché du cinéma en valeur demeure supérieure à celle du hors film (52,6% en 2006 contre 56,2% en 2005) (*Source : Baromètre vidéo CNC-GFK - Bilan 2006*).

De manière générale, le marché du cinéma en vidéo est dominé par les films américains qui ont représenté 60,4% du marché en valeur en 2006, contre 22,6% pour les films français (*Source : Baromètre vidéo CNC-GFK - Bilan 2006*). L'édition vidéo constitue en effet une composante incontournable du cycle de vie des films américains exportés en France : 94,2% des films américains sortis en France entre 1996 et 2004 ont fait l'objet d'une édition vidéo, contre 65,3% des films français exploités en salles sur la même période. Les films américains bénéficient enfin d'un taux de transformation vidéo deux fois plus élevé que les films français (31,1% contre 14,9% sur l'ensemble des films sortis en salles entre 1996 et 2004 et ayant fait l'objet d'une édition vidéo. (*Source : Dossier CNC - Le marché de la vidéo, février 2006*). Le recul de la consommation de produits vidéo sur support physique en 2006 est toutefois moins marqué pour les films français (14% en valeur par rapport à 2005) que pour les films américains (18,4%) (*Source : Baromètre vidéo CNC-GFK - Bilan 2006*).

Le secteur de l'édition d'œuvres cinématographiques en France est très concentré. En 2005 les cinq premiers éditeurs représentaient 48% du chiffre d'affaires du secteur (*Source : CNC - Le marché de la vidéo - Mars 2007*).

Le marché de la distribution de films sur support vidéo est en voie de connaître une nouvelle révolution technologique avec l'arrivée de nouveaux standards techniquement plus performants et destinés à remplacer le DVD dans son format actuel, les nouveaux standards devant offrir une nette amélioration de la qualité d'image et de son par le biais d'une forte augmentation des capacités de stockage. Deux standards concurrents ont été mis au point : d'une part le format Blu-Ray, dont le chef de file est Sony (suivi par environ 170 entreprises et studios de cinéma dont Philips et Thomson), et de l'autre le HD DVD dont le chef de file est Toshiba (suivi par environ 130 sociétés dont NEC et Microsoft). Depuis octobre 2006, le consommateur français a donc le choix entre deux formats DVD de nouvelle génération et deux types de lecteurs (*Sources : La Tribune du 31 octobre 2006 et Les Echos du 30 novembre 2006*). Les studios de cinéma n'ont pas adopté de positionnement unanime par rapport à ces nouveaux standards, certains ayant choisi le standard Blu-Ray comme Disney, d'autres le standard HD DVD comme Universal Studios, tandis que d'autres soutiennent les deux standards comme Paramount et Warner Bros (*Source : La Tribune du 31 octobre 2006 et Les Echos du 30 novembre 2006*).

A ces deux normes pourrait s'ajouter une troisième, proposée par une vingtaine de grands industriels chinois (dont TCL, Shinco et Amoi), qui devraient annoncer l'arrêt de la production de lecteurs DVD traditionnels à partir de 2008 pour se consacrer essentiellement à la fabrication de produits EVD (« Enhanced Versatile Disk »), standard destiné à concurrencer sur le marché de la haute définition les nouvelles normes Blu-Ray et HD-DVD.

6.2.7 Le marché de la VOD et les nouveaux canaux de diffusion

6.2.7.1 La VOD

Bien qu'apparue dès 2002, la VOD n'a véritablement émergé que ces deux dernières années par la multiplication des offres et des intervenants. Cette nouvelle technologie, qui permet à tout utilisateur de télécharger temporairement ou définitivement des films via sa connexion haut-débit et de les visualiser ensuite sur sa télévision ou sur son ordinateur, constitue un nouveau canal de distribution et d'exploitation des œuvres cinématographiques, obligeant les acteurs de la filière cinématographique à se positionner par rapport à ce nouveau canal.

Selon une étude du cabinet NPA Conseil, le chiffre d'affaires du marché de la VOD locative en France devrait atteindre 54 millions d'euros en 2007 pour augmenter régulièrement et atteindre près de 339 millions d'euros d'ici 2011 avec 334,4 millions d'euros pour le marché de la VOD locative par câble et télévision sur ADSL tandis que la VOD en ligne serait à la même date de 4,4 millions d'euros (*Source : Le Figaro du 11 décembre 2006 et Les Echos du 12 décembre 2006*). Cette étude met toutefois en évidence que la VOD pourrait surtout concurrencer le marché DVD de la location plutôt que le marché du DVD à l'achat, le marché de la location ne représentant en 2005 que 5,6% du marché total de l'édition vidéo (location et vente) (*Source : Bilan CNC 2005 sur la vidéo*).

Illustrant ces prévisions, une étude récente du CNC publiée en décembre 2006 a mis en évidence la nouvelle notoriété de la VOD parmi les internautes. D'après cette étude, la VOD bénéficie en France d'une notoriété importante puisque 62,7% des internautes en ont entendu parler mais surtout, parmi ceux-ci, 29,4% sont déjà allés visiter un site proposant ce type de services. L'essentiel des dépenses de VOD concernent les films cinématographiques qui sont l'objet de 56,4% des transactions (*Source : Les Pratiques de la VOD en France, publiée en décembre 2006 par le CNC - Sondage en ligne auprès de 3 761 individus âgés de plus de 15 ans*). Parmi les principaux avantages avancés par les utilisateurs de la VOD, on trouve en premier lieu la liberté horaire offerte pour le visionnage du programme choisi, ensuite le fait qu'il s'agisse d'un moyen légal de visionner les programmes téléchargés, puis la possibilité d'éviter de sortir pour louer un DVD, de découvrir de nouveaux programmes ou de voir des films qu'il n'a pas été possible de voir en salles (*Source : Les Pratiques de la VOD en France*).

Face à cette demande identifiée, une vague de nouveaux intervenants a pénétré le marché de la VOD ces dernières années : fournisseurs d'accès à Internet, opérateurs télécoms, chaînes télévisées, moteurs de recherche sur Internet, etc. Ainsi l'ensemble des chaînes télévisées analogiques et l'ensemble des opérateurs de télécommunications proposant des offres dites « triple play » (c'est-à-dire comprenant Internet, la télévision et le téléphone) (comme par exemple NeufTélécom, Free, MaLigne TV, Alice, etc.) proposent désormais leur propre service de VOD. D'après l'étude publiée par le CNC en décembre 2006, parmi les sites sur lesquels les internautes français réalisent le plus de téléchargements en VOD, figurent les opérateurs offrant les catalogues de films et de programmes les plus larges, comme CanalPlay, Orange.fr, Free.fr, TF1vision.fr, Itunes.fr, Virginmega.fr ou Fnacmusic.com (*Source : Les Pratiques de la VOD en France, publiée en décembre 2006 par le CNC*). Apple cherche également à s'implanter sur le marché et a signé un partenariat avec Disney pour une offre de films accessibles sur son portail Internet et qui peuvent être visualisés sur son baladeur iPod.

Les offres proposées sont régulièrement enrichies au fur et à mesure que les intervenants acquièrent les droits d'exploitation VOD de catalogues de films et d'œuvres audiovisuelles : dessins animés, émissions de plateau, programmes éducatifs ou scientifiques, documentaires, fictions télévisuelles françaises ou étrangères sont désormais proposés aux consommateurs. Les tarifs et les formules de commercialisation sont particulièrement variés mais en général les films sont loués entre 2 euros et 5 euros et le prix peut varier entre 9 euros et 13 euros lorsque le programme est vendu de manière définitive (*Source : CNC Bilan annuel 2005 et Les Echos du 14 novembre 2006*). Selon le premier baromètre mensuel réalisé par le CNC sur la VOD, sept opérateurs proposaient fin mars 2007, tous catalogues confondus, 1 612 titres de films, contre 1 311 fin novembre 2006 (*Source : Le Monde du 11 mai 2007*).

Ces caractéristiques de la VOD (dématérialisation, immédiateté, absence de déplacement et de livraison, liberté de choix) en font un mode de distribution alternatif à la diffusion audiovisuelle classique, dite « linéaire », ainsi qu'à la distribution sur supports matériels comme les DVD. C'est pourquoi il est apparu nécessaire aux différents professionnels du secteur cinématographique et audiovisuel de créer une nouvelle fenêtre de distribution pour la

VOD dans la chronologie des médias, à savoir 7 mois et demi après la sortie en salles, entre la fenêtre pour la location/vente de vidéos (6 mois après la sortie en salles) et le paiement à la séance (9 mois après la sortie en salles). Cet accord, qui avait été conclu pour un an le 20 décembre 2005 entre les fournisseurs d'accès à Internet et les professionnels du secteur cinématographique, encadrait également les types d'offres pouvant être proposés aux consommateurs et la rémunération minimale des ayants droit. Cependant, faute de consensus, l'accord n'a pas été renouvelé et fait toujours l'objet de discussions, les fournisseurs d'accès souhaitant notamment aligner la date de mise à disposition des films en VOD sur celle des sorties de films en DVD.

6.2.7.2 Les autres nouveaux modes de diffusion

Avec le développement des technologies de l'information, la VOD sur PC ou téléviseur n'est pas le seul nouveau moyen de diffusion des films au public : avec *Arthur et les Minimoys*, EuropaCorp a initié la pratique des mobiséances sur les téléphones portables qui permet aux utilisateurs de découvrir en avant première des extraits de films. De même, dès 2007 devrait être lancée la télévision mobile personnelle qui, moyennant le paiement d'un abonnement mensuel, devrait permettre aux utilisateurs d'avoir accès en permanence à des chaînes de télévision gratuites sur leur téléphone portable. Une étude du cabinet de conseil OC&C évalue le chiffre d'affaires de cette nouvelle activité en France à 500 millions d'euros en 2013 et près d'un milliard d'euros en 2017 (*Source : Les Echos du 30 novembre 2006*).

6.2.8 La spécificité des films d'animation

Les films d'animation comme les films à prise de vue réelle opèrent sur tous les marchés décrits précédemment avec cependant quelques particularités décrites ci-après.

Avec *Arthur et les Minimoys* et la volonté de continuer à produire de nouveaux films d'animation, EuropaCorp se positionne désormais également sur le segment plus spécifique que sont les films d'animation.

6.2.8.1 L'industrie de production des films d'animation

En France, l'industrie de production du long métrage d'animation est maintenant extrêmement dynamique avec en 2005, 8 long métrages d'animation ayant obtenu un agrément auprès du CNC, ce qui constitue un record historique (*Source : CNC et SPFA - Le marché de l'animation, juin 2006*).

Années	Nombre de films d'animation agréés	Total films agréés	Part des films d'animation dans le total de la production cinématographique française (%)
2001	4	204	2,0
2002	3	200	1,5
2003	4	212	1,9
2004	4	203	2,0
2005	8	240	3,3
2006	5	203	2,5

Source : CNC - La production cinématographique en 2006

Le total des devis des longs métrages d'animation agréés entre 2000 et 2006 s'élève à 298,5 millions d'euros, mais les devis par film sont très inégaux. Si le devis moyen s'établit à 8,8 millions d'euros sur cette période, ce chiffre est fortement impacté par *Arthur et les Minimoys* et son budget de 65 millions d'euros, plus gros budget historique de la production de films d'animation en France. Entre 2000 et 2006, seuls 3 films ont dépassé 15 millions d'euros de budget, 9 films ont eu un devis compris entre 7 et 15 millions d'euros, et 22 films ont eu un budget inférieur à 7 millions d'euros. Toutefois, les trois dernières années tendent à démontrer une certaine montée en puissance des devis des longs métrages d'animation en France. Sur les 12 films d'animation à plus de 7 millions d'euros entre 2000 et 2006, 5 ont été agréés en 2004 et 2005 et 4 en 2006. Le devis moyen des films d'animation ayant obtenu un agrément en 2006 s'est élevé à 9,6 millions d'euros. (*Source : CNC et SPFA - Le marché de l'animation, juin 2006 et CNC - La production cinématographique en 2006*).

Le tissu des producteurs français de longs métrages d'animation est cependant encore en pleine construction. En 2005, quinze sociétés n'avaient produit qu'un seul film, et seules quelques sociétés comptaient plus d'un film à leur actif. Les Armateurs a produit 7 films entre 1994 et 2005. Si le secteur n'attirait au départ que les spécialistes de l'animation, ce n'est plus le cas aujourd'hui avec EuropaCorp (*Arthur et les Minimoys*), Nord-Ouest Productions (*Azur et Asmar*), ou encore M6 Studio (*Astérix et les Vikings*). Ce sont d'ailleurs les films sur lesquels interviennent ces producteurs qui comptent parmi les plus gros budgets (*Source : CNC et SPFA - Le marché de l'animation, juin 2006*).

Le marché des films d'animation, et notamment les films en 3D, est dominé par les grands studios américains qui ont développé la capacité à produire de façon régulière des films d'animation, comme DreamWorks Animation SKG qui a produit *Shrek* en 2001, *Shrek 2* en 2004 ou *Madagascar* en 2005, Fox Entertainment Group, avec sa filiale Blue Sky qui a produit *L'Âge de glace* en 2002 et *L'Âge de glace 2* en 2006, Pixar Animation Studios et Walt Disney Feature Animation (appartenant tous deux au groupe Disney), Sony Pictures Entertainment et Warner Bros Entertainment.

Le tableau ci-dessous indique à la date d'enregistrement du Document de base les plus gros succès de films d'animation en termes de recettes au box office mondial.

Rang	Film	Année de sortie	Format	Budget (millions de dollars)	Box office mondial (en millions de dollars)
1	Shrek 2	2004	3D	150	920,7
2	Nemo	2003	3D	94	864,6
3	Le Roi Lion	1994	2D	45	783,8
4	L'Âge de glace 2	2006	3D	80	651,6
5	Les Indestructibles	2004	3D	92	631,4
6	Madagascar	2005	3D	-	532,7
7	Monstres et Compagnons	2001	3D	115	525,4
8	Aladin	1992	2D	28	504,1
9	Toy Story 2	1999	3D	90	485,0
10	Shrek	2001	3D	60	484,4

Source : boxofficemojo.com

6.2.8.2 Le marché de la distribution en salles des films d'animation en France

Le nombre de films d'animation proposés au public français a plus que doublé ces dix dernières années. Le nombre de films sortis a enregistré une première accélération en 1999 avec la multiplication des films américains et une seconde en 2003 avec l'arrivée d'une production européenne et notamment française plus importante. L'année 2006 tend à confirmer une stabilisation de l'offre autour d'une vingtaine de films par an. Les films américains représentent 44% du nombre de sorties avec six à dix films par an depuis 1998, contre 21% pour le Japon, 19% pour la France, et 11% pour le reste de l'Europe (*Source : CNC et SPFA - Le marché de l'animation, juin 2006*).

Répartition du nombre de films d'animation sortis en salles en France selon la nationalité

Pays	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Etats-Unis	4	5	6	7	7	6	10	6	6	8
Japon	3	1	0	3	4	4	2	4	6	4
France	1	0	2	3	2	2	3	8	4	3
Europe	0	1	0	1	1	3	0	2	2	6
Autres	1	0	0	0	1	0	1	2	2	0
Total	9	7	8	14	15	15	16	22	20	21

Source : SPFA d'après données CNC

Le nombre d'entrées réalisées par les films d'animation a plus que quadruplé entre 1997 et 2006 pour passer de 6,7 millions en 1997 à 28,3 millions en 2006, (Source : CNC et SPFA - *Le marché de l'animation, juin 2006 et Communiqué de presse SPFA, 22 janvier 2007*). Régulièrement ces dernières années, on retrouve plusieurs films d'animation dans les dix premiers films du box-office français, comme en 2006 avec *l'Âge de Glace 2* en troisième position et *Arthur et les Minimoys* en sixième position (Source : *Ecran Total du 24 janvier 2007*).

Le marché reste dominé par les films américains qui représentent 75% des entrées des films d'animation devant le Japon (9%), la France (8%), et le reste de l'Europe (8%) entre 2000 et 2005.

Les huit films d'animation français exploités en 2006 ont rassemblé 9 millions de spectateurs en France (contre 2,7 millions d'entrées en 2005¹⁵), réalisant ainsi la meilleure performance historique de l'animation française. L'année 2006 a été positivement impactée par le succès d'*Arthur et les Minimoys* qui a lui seul réalisé pour 2006 près de 4,4 millions d'entrées et au total sur 2006/2007 6,4 millions d'entrées, rivalisant ainsi avec *l'Âge de Glace 2*. En outre, deux autres longs métrages d'animation français (outre *Arthur et les Minimoys*) figurent dans le Top 30 du box-office 2006 : *Azûr et Asmar* et *Astérix et les Vikings* (Source : *Communiqué de presse SPFA, 22 janvier 2007*).

Le nombre de films en 3D sortant sur les écrans français augmente progressivement et devrait encore s'amplifier dans les années à venir. D'ici deux à trois ans devraient sortir chaque année environ dix films en 3D, contre 6 en 2005 et 4 en 2004. Les films 3D sont le moteur du marché de l'animation en salles, leur part dans les films d'animation progresse de façon importante et dépasse 50% en 2005, à la fois en termes d'entrées et de recettes (Source : CNC et SPFA - *Le marché de l'animation, juin 2006*).

La durée de vie des films d'animation est en moyenne plus longue que celle des autres films. Pour les films d'animation sortis entre 2000 et 2004, la part d'entrées réalisées après cinq semaines d'exploitation est de 78,5% alors qu'elle est de 86,1% pour les autres films sur la même période. Les films d'animation présentent donc un profil spécifique, qui se distingue notamment par une moindre concentration des entrées sur les premières semaines (Source : CNC et SPFA - *Le marché de l'animation, juin 2006*).

Le public des films d'animation en salles, appréhendé au travers d'enquêtes auprès des spectateurs, est essentiellement composé d'enfants entre 3 et 14 ans qui représentent le public traditionnel de ces films. Mais le public des films d'animation cherche à se diversifier au travers notamment des films 3D, de l'émergence des films familiaux comportant des niveaux de lecture différents et du développement des films d'animation pour adultes. Les spectateurs occasionnels et les habitants de province sont également mieux représentés que la moyenne au sein du public des films d'animation, notamment en raison du nombre de copies souvent élevé sur lequel sortent ces films (Source : CNC et SPFA - *Le marché de l'animation, juin 2006*).

6.2.8.3 Les autres marchés de distribution des films d'animation

L'animation a également réussi à acquérir une place à part dans les autres modes d'exploitation des œuvres cinématographiques et des programmes audiovisuels que sont la vidéo, la télévision et les ventes internationales.

Pour la vidéo en France, les longs métrages d'animation représentent en 2005 plus de 15% du chiffre d'affaires de vente des éditeurs vidéo contre 13% pour les longs métrages français et 46% pour les longs métrages étrangers (Source : *Bilan 2005 du CNC*). Pour les années 2005 et 2006, parmi les 20 premières ventes vidéo, on retrouve respectivement 6 et 5 films d'animation avec la première place pour *Shrek 2* en 2005 et la seconde place pour *l'Âge de glace 2* en 2006 (Source : *Ecran total*).

En ce qui concerne l'offre de films d'animation à la télévision, même si l'animation représente encore une part mineure de la totalité des films diffusés sur une année (certains distributeurs préférant ne distribuer leurs films que sur support vidéo), cette part est en augmentation régulière et le nombre de films d'animation diffusés par les chaînes chaque année s'est accru ces dernières années pour passer de 23 films d'animation en 2001 à 42 films d'animation en 2005 (Source : SPFA - *Le marché de l'animation, juin 2006*).

¹⁵ Source : CNC et SPFA, *Le marché de l'animation*, juin 2006

Pour les exportations de programmes audio-visuels français, sur un montant total de 108 millions d'euros en 2004, la part de l'animation a représenté 39,5%. Selon le CNC, ce genre est l'un des principaux vecteurs des exportations de programmes de télévision, les programmes d'animation français étant reconnus pour leur niveau technique et la qualité d'écriture des scénarii (*Source : CNC Bilan 2005 - L'exportation des films et des programmes audiovisuels*).

6.3 Présentation des activités du Groupe

Le Groupe a pour activité essentielle la production et la distribution d'œuvres cinématographiques. Dans son activité de production, EuropaCorp intervient le plus souvent en qualité de producteur délégué (ou de coproducteur délégué) et prend en charge la responsabilité artistique et financière de la fabrication d'un film. EuropaCorp peut également intervenir en qualité de coproducteur. Par l'intermédiaire de ses filiales, EuropaCorp Distribution et EuropaCorp Diffusion, le Groupe assure, pour les films qu'il produit, la diffusion en salles en France et l'édition sur support vidéo et leur vente en France. EuropaCorp assure directement la vente internationale des droits de distribution des films qu'elle produit, la vente de droits de diffusion télévisuelle, la vente des droits de diffusion de ses films aux plates-formes de VOD en France, ainsi que l'exploitation complémentaire de ses films sous formes de produits dérivés, licences et partenariats.

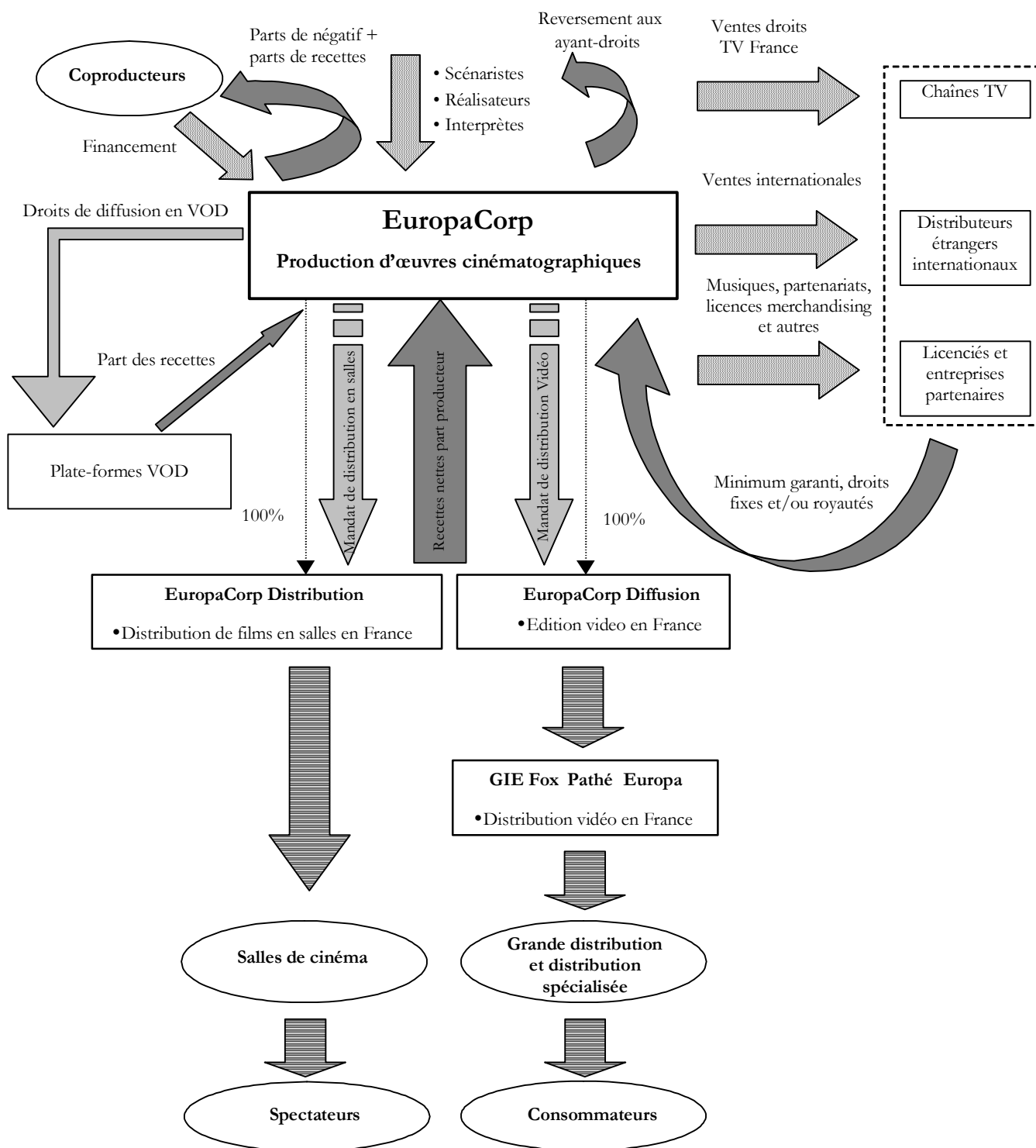
Lorsqu'il intervient en qualité de coproducteur, le Groupe cherche à obtenir le maximum de mandats de distribution à l'instar du film *Ne le dis à personne*, sorti en salle en 2006, pour lequel le Groupe dispose de tous les mandats (à l'exception de la vente de droits télévisuels).

Afin d'intégrer et de maîtriser les diverses activités du cycle de la vie d'un film, le Groupe s'appuie sur les compétences et les talents de son équipe de direction et de ses collaborateurs. Cette recherche de la maîtrise de la chaîne de production et de distribution permet au Groupe d'imposer son professionnalisme, ses méthodes et ses standards de qualité à l'ensemble des étapes de conception et de commercialisation d'un film, tout en créant un « label » de production par l'utilisation de moyens techniques sophistiqués et le recours à des auteurs, réalisateurs et techniciens de talent.

Grâce à son mode de fonctionnement, le Groupe peut, en s'appuyant sur une structure légère et réactive, mettre en œuvre efficacement sa stratégie d'intégration verticale dans la chaîne cinématographique. Il tend ainsi à développer, sur la base de films particulièrement étudiés, une optimisation de sa rentabilité par rapport aux capitaux investis tout en réduisant les risques commerciaux, en particulier par sa politique d'optimisation de la prévente des films avant leur sortie en salles, par des productions tournées vers une distribution internationale et par le suivi étroit de tous les aspects du cycle de vie du film.

Enfin, au travers des différentes entités du Groupe ou de ses participations, le Groupe développe des activités dans des domaines complémentaires tels l'édition d'œuvres musicales liées à des productions cinématographiques (EuropaCorp Music Publishing), l'édition de livres liés à l'univers du cinéma (Intervista), et la production de films publicitaires (Dog Productions).

Le graphique suivant présente de manière schématique les relations d'EuropaCorp et ses principaux partenaires pour l'activité de production et distribution.



6.3.1 L'activité de production : la conception et la fabrication de contenus attractifs au fort potentiel de succès

La conception et la production d'œuvres cinématographiques sont au cœur de l'activité d'EuropaCorp.

Depuis sa création, EuropaCorp a produit ou coproduit 45 longs métrages sortis en salles au 31 mars 2007, totalisant près de 54 millions d'entrées en salles en France, soit une moyenne supérieure à 1,1 million d'entrées par film.

Le tableau ci-après dresse la liste des films produits ou coproduits par EuropaCorp dont la sortie en salles en France est intervenue au cours de l'exercice 2006/2007 (films produits et coproduits uniquement, à l'exclusion des films dont les droits de distribution ont été acquis).

Films produits ou coproduits sortis en salles pendant l'exercice 2006/2007

Films produits ou coproduits par EuropaCorp	Budget total soumis au CNC (en millions d'euros)	Rôle d'EuropaCorp	Mandats de distribution détenus par le Groupe	Entrées réalisées en France
Les filles du botaniste	3,9	Coproducteur	Tous Mandats* hors Canada	123 648
Dikkenek	3,8	Producteur Délégué	Tous Mandats*	128 665
Cheeky	6,3	Coproducteur	Tous mandats* hors USA et Royaume-Uni	401***
Quand j'étais chanteur	7,3	Coproducteur Délégué	Tous Mandats* hors Suisse	958 119
Ne le dis à personne	11,7	Coproducteur	Tous Mandats*	3 106 367**
Arthur et les Minimoys	65,2	Producteur Délégué	Tous Mandats*	6 369 858**
Taxi 4	17,3	Producteur Délégué	Co-mandat Salle/Vidéo Mandat Ventes Internationales	4 563 228**
Michou d'Auber	12,3	Producteur Délégué	Tous Mandats*	954 761**

* Vise les droits de distribution en salles France, vidéo France et ventes des droits d'exploitation à l'international (sauf exclusion spécifique)

** Exploitation en cours. Chiffres à jour au 2 mai 2007

*** Sortie technique sur seulement deux écrans. La sortie technique d'un film consiste à ne sortir celui-ci que sur un nombre restreint d'écrans ou de salles afin de lui permettre d'acquérir la qualification d'« œuvre cinématographique ».

6.3.1.1 Une concentration de talents au sein du Groupe

6.3.1.1.1 Une équipe de direction expérimentée

Le Groupe bénéficie largement de l'expérience de Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam dans le domaine de la création, de la production et de la distribution d'œuvres cinématographiques par leur contribution personnelle au sein du Groupe.

Luc Besson et Pierre-Ange le Pogam bénéficient chacun d'une expérience de plus de trente ans dans le domaine du cinéma, et maîtrisent l'ensemble de la chaîne de production et d'exploitation du film, de la conception artistique à la distribution par l'intermédiaire de l'ensemble des supports et canaux de diffusion.

Luc Besson s'est initié dès 1977 aux Etats-Unis à l'industrie et aux techniques de l'« *entertainment* » cinématographique, et s'est progressivement imposé depuis le début des années 1980 comme l'un des seuls réalisateurs et producteurs français de dimension internationale, avec dix films réalisés ayant totalisé un nombre d'entrées en salles en France de près de 4 millions d'entrées par film. *Le Cinquième Élément* est le plus grand succès français de tous les temps au box office international avec des recettes cumulées de 264 millions de dollars.

Parallèlement à ses activités d'auteur et de réalisateur, Luc Besson s'est engagé dès le début des années 1980 dans l'activité de production d'œuvres cinématographiques. Après avoir fondé, en 1982, la société de production de courts métrages *Les Films du Loup*, il se lance en 1986 dans la production de films de long métrage avec la société *Les Films du Dauphin*.

Sur les 45 longs métrages produits ou coproduits par EuropaCorp et sortis en salles au 31 mars 2007, Luc Besson s'est directement impliqué dans la production de 17 d'entre eux.

Luc Besson agit parfois également en tant qu'auteur ou coauteur des films produits ou coproduits par EuropaCorp (16 fois ces dernières années sur les 45 longs métrages) et a réalisé depuis qu'EuropaCorp a débuté son activité de production deux films produits par EuropaCorp (*Angel-A* et *Arthur et les Minimoys*).

Pierre-Ange Le Pogam a quant à lui exercé la plupart des métiers de la chaîne de distribution cinématographique depuis ses débuts en 1974 dans la profession, en tant que directeur d'une salle de cinéma. Dès 1975, il participe à la création de la société de distribution indépendante *Les Films Molière* qui devient dès 1976 l'une des plus importantes sociétés de distribution de films d'auteurs en France. Directeur de la distribution des films, il fait notamment découvrir au public français *Mean Streets* de Martin Scorsese et les films d'Andrzej Wajda ou de Carlos Saura (*Cria Cuervos*). Début 1981, il devient directeur du GIE Gaumont Pathé et assure avec son équipe, la programmation de l'ensemble des salles Gaumont, Pathé et des adhérents du GIE. C'est à cette occasion qu'il rencontre Luc Besson qui présente son film *Le Dernier Combat* au festival d'Avoriaz. En 1985, Pierre-Ange Le Pogam devient directeur de la distribution des films Gaumont et organise à ce titre la sortie de nombreux succès commerciaux dont *37°2 Le Matin*, *Marche à l'Ombre*, *Les Spécialistes*, *Angel Heart* et tous les films de Luc Besson, dont *Subway*, *Nikita*, *Le Grand Bleu* et *Léon*. En 1993, il réunit les Films Gaumont et les Films Walt Disney sous la même bannière, Gaumont Buena Vista, dont il est directeur Général, (*Aladin*, *Le Roi Lion*, *Le Cinquième Élément*). Il poursuit sa carrière chez Gaumont dont il devient Directeur Général adjoint en 1997, assurant la responsabilité de la distribution des films en salles, des ventes internationales, de la vidéo, de la vente aux télévisions en France, des acquisitions, des coproductions et de la programmation du circuit de salles, ainsi que de l'ensemble du marketing de ces activités.

Professionnel reconnu de la distribution, Pierre-Ange Le Pogam a développé des méthodes promotionnelles et commerciales innovantes qui seront appliquées pour la première fois au film *Le Cinquième Élément* de Luc Besson. Après sa démission de ses fonctions de Directeur Général adjoint de Gaumont, il s'associe avec Luc Besson en septembre 2000 au sein d'EuropaCorp. Depuis, il assure la supervision des activités de ventes internationales, ventes aux télévisions françaises, distribution salles et diffusion vidéo d'EuropaCorp et s'est impliqué dans la production de plusieurs films du Groupe, dont *Michel Vaillant*, *Quand j'étais chanteur*, ou *Trois Enterrements*, et a été l'instigateur d'investissements en coproduction de films qui ont connu un succès critique et populaire (parmi les plus récents, *Ne le dis à personne*, de Guillaume Canet).

Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam forment ainsi une équipe de direction unique dans la profession par son expérience, sa complémentarité, et sa maîtrise de l'ensemble des aspects artistiques, financiers et commerciaux de la production et de l'exploitation des films.

A cet égard, Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam ont réitéré le 5 mars 2007 l'engagement pris à l'égard du conseil d'administration d'EuropaCorp en 2002 de limiter à 10% le pourcentage global des recettes nettes part de producteur après amortissement du coût du film qu'ils pourraient percevoir directement ou indirectement en tant qu'auteur ou coproducteur, ce plafond de rémunération s'appliquant à tous deux de manière globale. Il est en outre précisé que tant Luc Besson que Pierre-Ange Le Pogam se sont engagés à n'exercer aucune activité cinématographique en dehors de la Société (pour une description plus détaillée de ces engagements, se reporter à la section 15.1.3 du Document de base).

6.3.1.1.2 Un fort pouvoir d'attraction

Par son professionnalisme, ses qualités artistiques et ses succès fortement médiatisés, le Groupe exerce un pouvoir d'attraction pour des jeunes talents et des professionnels confirmés du cinéma français ou international. En outre, le Groupe demeure l'un des rares studios cinématographiques indépendants européens dirigé par un auteur et réalisateur. Grâce à cette image, le Groupe est sollicité par de nombreux réalisateurs ou scénaristes qui souhaiteraient voir leurs œuvres produites avec le concours du Groupe, tant pour son savoir-faire dans l'accompagnement et dans la réalisation de films que pour son grand professionnalisme dans leur promotion et distribution.

Ainsi, EuropaCorp a révélé de nombreux jeunes réalisateurs comme Louis Leterrier (*Le Transporteur* (2002), *Le Transporteur 2* (2005)), Pierre Morel (*Banlieue 13* (2004) et le film en cours de tournage *Taken*) et plus récemment Xavier Gens (*Hitman* et *Frontières* dont les sorties en salles sont prévues au deuxième semestre 2007). EuropaCorp attire en outre régulièrement des acteurs de renommée internationale comme Jet Li et Morgan Freeman pour *Danny the Dog* (2004), Pénélope Cruz et Salma Hayek pour *Bandidas* (2006) ou encore Liam Neeson pour *Taken* (en cours de tournage), et des acteurs français de tout premier plan (par exemple, Gérard Depardieu et Nathalie Baye pour *Michou d'Auber* (2007)). Pour son premier film d'animation *Arthur et les Minimoys* (2006), EuropaCorp a su réunir, pour les voix françaises et anglaises des personnages, un casting particulièrement prestigieux (Madonna, Mylène Farmer, David Bowie et Snoop Dogg, entre autres), élément contribuant au succès du film en salles (près de 6,4 millions de spectateurs en France et un box office monde de plus de 107 millions de dollars, dont environ 57% hors de France, à la date d'enregistrement du Document de base) (*Source : Boxoffice mojo.com*).

De même, de nombreux auteurs sollicitent le Groupe pour la transposition à l'écran de leurs scénarii, donnant ainsi accès au Groupe à une source importante de projets. Enfin, le Groupe bénéficie de l'attraction qu'il exerce auprès de nombreux producteurs indépendants français ou étrangers, attirés par le professionnalisme et l'expérience du Groupe et de ses dirigeants, qu'ils souhaitent associer à leur production en leur proposant des parts de coproduction, à l'instar du récent film français *Ne le Dis à Personne* (2006).

Le pouvoir d'attraction du Groupe permet également de fidéliser film après film autour des productions du Groupe un ensemble de chefs opérateurs, de cadres, de directeurs de la photographie, de monteurs, d'ingénieurs du son et d'autres techniciens de tout premier plan, l'ensemble de ces professionnels concourant en outre au renforcement du label d'EuropaCorp (voir la section 6.3.1.2 du Document de base). Cette fidélité des équipes techniques et commerciales permet au Groupe de capitaliser sur l'expérience et le travail en commun de ses équipes.

6.3.1.2 Le label EuropaCorp

Le succès des productions d'EuropaCorp réside notamment dans la volonté du Groupe de promouvoir un label de production permettant d'identifier les films produits par EuropaCorp, grâce notamment à une qualité d'image et de son spécifique, ce label étant générateur en lui-même d'un intérêt intrinsèque du public pour toute production émanant d'EuropaCorp. Cette qualité technique des productions visant à délivrer un film conforme aux attentes de ses acheteurs potentiels a su générer au fil des années un intérêt constant des chaînes de télévisions françaises et des distributeurs internationaux pour les productions d'EuropaCorp. Cet intérêt se matérialise par un taux de prévente des films élevé et par des relations stables avec les distributeurs internationaux et les chaînes, comme par exemple avec Canal+ qui a acquis les droits exclusifs de première diffusion en France sur télévision payante de la totalité des films sortis en salles au 31 mars 2007 dont EuropaCorp a assuré la production ou la coproduction déléguée.

La labellisation des films est notamment sous-tendue par des moyens techniques, développés ou mis à disposition d'EuropaCorp, permettant d'incorporer des innovations technologiques à chaque stade de la production et de la post-production. Ainsi, EuropaCorp a généralisé le recours, pour ses productions, à la technique de l'étalonnage numérique (utilisée pour la première fois pour *Le Baiser Mortel du Dragon* en 2001), qui offre des possibilités beaucoup plus étendues en termes de calibrage des couleurs et confère aux films une dynamique et une chaleur particulières. L'intégration d'effets spéciaux complexes contribue à mettre en valeur les productions EuropaCorp grâce à leur très haut niveau de technicité et une grande qualité d'image.

En outre, l'étude particulièrement soignée des bandes son, réalisée notamment avec la société Digital Factory, contrôlée par Front Line, contribue à la création d'une atmosphère propre aux films produits par EuropaCorp et à son label distinctif.

La qualité de ces moyens et l'importance qu'apporte le Groupe à la bande son lui permettent de s'assurer le concours des meilleurs techniciens disponibles. L'ensemble de ces moyens techniques, mis au service d'auteurs et de réalisateurs de talents attirés par le professionnalisme de ses équipes contribue à forger le label EuropaCorp.

Le développement de la projection numérique des films dans les salles, qui devrait s'imposer à terme comme le nouveau standard de projection, devrait souligner la qualité d'image et de son spécifique aux productions EuropaCorp et renforcer leur label distinctif. A cet égard, pour la sortie d'*Arthur et les Minimoys*, certains exploitants ont décidé de s'équiper ponctuellement de projecteurs numériques.

6.3.1.3 Le processus de conception et de validation des projets

6.3.1.3.1 Sélection et développement : la construction du potentiel de succès

Le Groupe s'attache, dans la sélection des projets qui lui sont présentés et des idées de scénarii développés en internes, à maintenir une ligne éditoriale variée, avec la volonté de produire, quel que soit le genre du film (comédie, aventure ou film de genre), des œuvres ambitieuses, de qualité, et ayant vocation à séduire un large public.

EuropaCorp reçoit environ un millier de projets par an, qui sont soumis à un processus de sélection exigeant conduit par une cellule de lecture dédiée, composée de deux salariés permanents et d'une vingtaine de lecteurs, choisis pour leur culture cinématographique et leur ouverture d'esprit. Les scénarii sélectionnés sur la base de leur potentiel artistique et commercial sont ensuite systématiquement retravaillés en interne par ou en étroite collaboration avec Luc Besson et/ou Pierre-Ange Le Pôgam. Cette démarche est facilitée par l'existence au sein du Groupe d'une structure légère et réactive qui lui permet de répondre rapidement aux besoins du marché, et de disposer d'un réservoir permanent de 50 projets environ.

Une grande partie des films produits par EuropaCorp provient d'idées originales développées en interne, dont certaines sont également soumises, de façon anonyme, à la critique de la cellule de lecture, afin de s'assurer de leur pertinence artistique.

En s'appuyant sur la connaissance des publics et la faculté de répondre aux attentes des professionnels du secteur (télévisions, distributeurs internationaux, etc.) acquises par ses équipes, EuropaCorp sélectionne les meilleurs projets sur la base de leur potentiel artistique et commercial. Dès lors qu'un projet a été sélectionné, le Groupe procède à un travail de construction du potentiel de rentabilité du film qui implique la plupart des départements opérationnels du Groupe (ventes de droits télévisuels, ventes internationales, distribution salles et diffusion vidéo).

Un premier contact avec les chaînes de télévisions (payantes et en clair) permet de tester l'appétit des chaînes pour le film et d'estimer le montant des préventes susceptibles d'être réalisées.

Le Groupe procède également dès la phase de développement à la qualification du potentiel international du projet. En effet, alors qu'une majorité des producteurs cinématographiques français centrent aujourd'hui essentiellement leurs activités sur le marché national, développant par la suite, en cas de réussite commerciale, un processus de distribution à l'étranger, EuropaCorp envisage dès la conception d'un film sa distribution internationale, à l'instar des grands studios américains du secteur. Dans cette optique, EuropaCorp est aujourd'hui l'un des rares producteurs indépendants français à réaliser des films en langue anglaise (par exemple *Le Transporteur* et *le Transporteur 2*, *Danny the Dog*, *Bandidas* et plus récemment *Love and Other Disasters* et *Taken* (en cours de tournage)), ce qui leur confère un fort potentiel de distribution internationale.

L'intégration d'une vocation internationale du film dès le processus de développement, voire d'écriture du scénario, permet également au Groupe de prévoir dès l'origine les adaptations du film nécessaires pour sa

distribution à l'international et donc de réduire les coûts de telles adaptations et le délai de sortie du film dans ces différents pays. Cette stratégie d'approche globale du marché permet au Groupe de faciliter la mise en œuvre de sa politique de financement de ses productions (voir la section 6.3.2 du Document de base).

EuropaCorp procède également à une analyse, dès la phase de mise en production d'œuvres cinématographiques, du potentiel de distribution vidéo du film ainsi qu'à une valorisation de ce potentiel au travers de la préparation de contenus spécialement dédiés à cette exploitation (« *making of* », bonus, etc.). Ainsi, grâce à une construction du potentiel commercial en vidéo et DVD de ses productions et à l'appui de l'un des plus importants réseaux de distribution français dans le domaine de la vidéo (voir la section 6.3.3.1.2 du Document de base), EuropaCorp bénéficie d'un taux global de conversion vidéo de 28%¹⁶. La construction du potentiel vidéo d'une production s'appuie essentiellement sur la labellisation des films EuropaCorp (voir la section 6.3.1.2 du Document de base) et sur le choix de productions ciblées (films d'action et d'aventure notamment) dont les ventes vidéo sont le plus souvent largement supérieures à celles des autres catégories de films (comédies françaises, films policiers, drames, etc.).

6.3.1.3.2 La validation artistique et économique des projets

A l'instar de la phase de développement pendant laquelle les aspects artistiques et économiques sont étudiés de façon conjointe, la décision de mise en production d'un film, ou « *greenlighting* », résulte d'une double validation artistique et économique du projet par la direction générale.

Les critères précis de validation varient d'un film à l'autre. La validation artistique repose essentiellement sur l'appréciation des qualités intrinsèques du scénario finalisé (après réécriture), de l'adéquation du projet à la ligne éditoriale d'EuropaCorp, et sur la disponibilité des talents (réalisateur, acteurs et principaux techniciens) sélectionnés.

La validation économique et financière intervient sur la base de trois hypothèses d'exploitation (haute, moyenne, basse), et d'une prévision de couverture établie notamment en fonction des apports en coproduction, d'un premier retour des chaînes de télévisions (payantes et en clair) sur la proposition de prévente des droits télévisuels, et des prévisions de préventes aux distributeurs étrangers en fonction du potentiel international du film.

Dans le cas d'un film à vocation internationale dont le coût de fabrication est supérieur à 15 millions d'euros, le Groupe a pour politique de ne démarrer la production du film qu'à condition qu'un distributeur américain ait exprimé son intérêt pour l'acquisition des droits de distribution aux Etats-Unis moyennant l'engagement de payer un minimum garanti satisfaisant. Plus généralement, la décision de mise en production n'intervient que lorsque la prévision de couverture financière est jugée satisfaisante, soit, pour la plupart des films, lorsque le Groupe a recueilli des marques d'intérêt lui permettant d'estimer qu'au moins 80% du coût de fabrication du film sera couvert par des engagements fermes (coproductions et préventes) au jour de la sortie en salles (voir les sections 6.3.2.1.1 et 6.3.2.1.2 du Document de base).

Jusqu'à la décision de mise en production d'un film, seuls des frais préliminaires sont engagés. Ces frais sont essentiellement constitués de rémunérations d'auteurs et de scénaristes, de frais d'acquisition de droits d'adaptation cinématographiques. Ils sont individualisés et revus projet par projet à chaque clôture d'exercice. Les projets n'ayant pas abouti à une décision de tournage de film dans un délai de trois ans sont considérés comme abandonnés et les frais y afférents sont passés en charges. Ce principe n'est pas applicable pour les projets activés depuis plus de trois ans mais sur lesquels il existe des engagements déjà signés (voir les annexes aux comptes consolidés en annexe du Document de base). Aux 31 mars 2005, 2006 et 2007, le montant des frais préliminaires s'élevait respectivement à 3,9 millions, 4,4 millions et 8,5 millions d'euros. La hausse du dernier exercice s'explique principalement par les frais engagés sur les projets de films d'animation en cours.

¹⁶ Sur la base des ventes de DVD sur les six premiers mois suivant la sortie vidéo des films distribués sur support vidéo par le Groupe sur les trois derniers exercices.

6.3.1.4 Les étapes et intervenants de la fabrication du film

Le Groupe est convaincu que la réputation d'excellence d'un studio cinématographique ne peut se bâtir durablement qu'avec des intervenants de grande qualité à tous les niveaux de la chaîne de production et de distribution cinématographique. C'est la raison pour laquelle le Groupe porte une attention particulière au recrutement et à la fidélisation de professionnels de la production, considérés comme parmi les plus compétents dans leurs domaines d'intervention.

Lorsqu'elle agit en qualité de producteur délégué, c'est-à-dire assumant l'entière responsabilité de la production du film et en garantissant la bonne fin, EuropaCorp est représentée pour chaque film par une personne ayant la responsabilité du suivi du projet. Cette personne – parfois désignée « producteur » par EuropaCorp – supervise, en coordination avec le producteur exécutif, la fabrication du film et la préparation au montage, tant sur les plans artistiques que financiers. EuropaCorp désigne habituellement, en qualité de producteur représentant le producteur délégué, Luc Besson ou Pierre-Ange Le Pogam ou des personnes disposant d'une longue expérience de collaboration avec eux.

Le producteur exécutif est responsable de la préparation et de l'exécution du film sur les plans économique et organisationnel. Il s'agit d'un salarié ayant le statut d'intermittent du spectacle ou d'un professionnel indépendant et, à ce titre, il n'a généralement pas de droits de copropriété (« part de négatif » - voir glossaire) sur un film. Il est secondé par un directeur de production, responsable de la gestion quotidienne du budget et du planning du film et, notamment, de l'établissement des devis du film (dans certains cas la même personne cumule les fonctions de producteur exécutif et de directeur de production).

6.3.1.4.1 Préparation

Au cours de la phase de préparation, le producteur exécutif examine le projet du point de vue de sa faisabilité organisationnelle et technique dans la fourchette de budget impartie. Il analyse le contenu du scénario et les souhaits du réalisateur par rapport au budget prévu, mène des discussions avec le producteur et le réalisateur sur le choix des comédiens et de l'équipe technique, le décor, l'emploi d'effets spéciaux, etc. Il établit ensuite, compte tenu de ces éléments, le plan de tournage et organise l'infrastructure nécessaire au projet pour toute la durée du tournage. Enfin, il finalise le budget de production qu'il soumet à la validation du représentant du producteur délégué. EuropaCorp exige de ses producteurs exécutifs à la fois une grande sensibilité artistique et un sens commercial et organisationnel aigu.

Pendant la phase de préparation, le réalisateur, qui coordonne les éléments nombreux et variés qui interviennent dans la réalisation d'une œuvre cinématographique (dramaturgie, interprétation, dialogues, musique, images, etc.), choisit les comédiens (autres que les premiers rôles, qui ont le plus souvent été sélectionnés en amont) et participe au choix de l'équipe technique en évaluant le degré de complexité technique de chaque scène.

Enfin, sur le plan financier, les préventes du film aux télévisions françaises sont le plus souvent finalisées pendant la phase de préparation, de même que les premières signatures des contrats de vente aux distributeurs internationaux et, le cas échéant, la signature des accords de coproduction définitifs (lorsque celle-ci n'est pas déjà intervenue).

6.3.1.4.2 Tournage

Pendant le tournage, le producteur exécutif contrôle les rapports quotidiens et se tient en permanence informé de l'évolution budgétaire du projet. Il est en relation permanente avec l'administration centrale des films d'EuropaCorp, qui elle-même établit un rapport hebdomadaire complet par film à la direction générale d'EuropaCorp sur l'état des dépenses et le coût probable du film à terminaison.

Au cours du tournage, le réalisateur s'occupe essentiellement de tout ce qui se passe devant la caméra : il dirige les comédiens et détermine leurs positions et leurs déplacements. Avec le chef opérateur, il définit le cadrage, les mouvements et les optiques de la caméra. C'est également au cours du tournage que le réalisateur effectue un premier choix entre les prises, lors de la projection des « rushes ». EuropaCorp a pour habitude de travailler avec

des réalisateurs disposant d'un fort potentiel créatif tout en maîtrisant le déroulement technique de l'élaboration du film afin de rester dans le cadre des moyens mis à leur disposition.

EuropaCorp fait également travailler d'autres intervenants sur le plateau de tournage, en s'attachant à les choisir parmi les plus compétents dans leur domaine, notamment :

- le chef opérateur, responsable de la conception visuelle du film, en particulier de la lumière, de la composition de l'image et des mouvements de caméra. Il travaille en étroite collaboration avec le réalisateur et l'ensemble de l'équipe, dont il coordonne le travail artistique. Le rôle du chef opérateur est, compte tenu notamment de son rôle dans le traitement de l'image et de la lumière, déterminant dans l'ambiance émotionnelle et esthétique du film. Le chef opérateur doit être capable de saisir une action dans le temps et dans l'espace et d'imaginer sa représentation et son découpage. Pour cela, il doit connaître les fondements des formes narratives et du montage cinématographique ;
- le chef machiniste, qui collabore avec le chef opérateur pour évaluer les impératifs du scénario sur le plan de l'infrastructure technique et scénique, veille, pendant le tournage, à ce que la caméra puisse fonctionner en tout temps. Dans la mesure où le machiniste contribue aux déplacements de la caméra (participant ainsi à la création de l'image), il doit maîtriser les effets dramaturgiques et visuels produits par les mouvements de caméra ainsi que leur exécution (travellings, déplacements de grue, rythme et mouvement). Il doit également maîtriser parfaitement les nouvelles technologies ;
- l'ingénieur du son qui est responsable de la conception sonore du film, veille, pendant le tournage à la qualité de l'enregistrement tout en tenant compte des exigences dramaturgiques et artistiques du scénario et de la mise en scène ainsi que des caractéristiques acoustiques du lieu de tournage, du cadrage, de la lumière, etc.

6.3.1.4.3 Postproduction

La phase de postproduction, dont la durée varie généralement de trois à neuf mois, mais peut être beaucoup plus longue dans le cas d'un film d'animation, représente entre 5% et 15% du coût total du film, en fonction de l'emploi ou non d'effets spéciaux complexes.

Le monteur sélectionne les meilleures prises de chaque plan, filmées au tournage (à partir de plusieurs dizaines d'heures de film) et regroupe cette sélection dans l'ordre du récit (les plans étant tournés en fonction des lieux de tournage et non en fonction de la continuité narrative). Son activité est technique et créative : elle implique une grande maîtrise des moyens techniques mis à sa disposition. Le montage est réalisé en filière numérique sur des stations « Avid™ » (dont Luc Besson a été le premier à avoir recours pour le montage du film *Léon* en 1994). Le recours à ces stations permet de tester une combinaison infinie de montages différents sans affecter la pellicule, ainsi que la réalisation de montages d'une grande précision.

L'intégration au sein du Groupe de l'ensemble des compétences à tous les stades de la fabrication du film permet de démarrer la phase de montage en même temps que le tournage, afin de gagner du temps et de pouvoir, si nécessaire, retourner certaines prises en profitant de la présence de l'équipe de tournage.

En ce qui concerne la bande sonore du film, l'équipe de postproduction assure la postsynchronisation des dialogues, l'enregistrement de la musique et des bruitages ainsi que le mixage final.

EuropaCorp utilise régulièrement les installations de post-production et les auditoriums appartenant à Digital Factory (filiale de Front Line). Celle-ci est un centre indépendant, considéré comme l'un des plus modernes d'Europe, à la pointe de la technologie de montage image, de mixage, d'étalonnage et de mixage sonore aussi bien dans le domaine du cinéma que de la musique. Digital Factory dispose notamment du plus grand auditorium (3.500 mètres cubes) et de la plus grande console de mixage d'Europe, ce qui permet aux techniciens, pour le mixage des différentes sources sonores, de se placer dans les mêmes conditions d'audition qu'un spectateur dans une salle de cinéma.

EuropaCorp dispose d'un droit de priorité exclusif à l'accès aux installations et équipements de Digital Factory (stations de montages à Paris, auditoriums de mixage en Normandie).

6.3.1.5 Cas particulier du film d'animation

Avec *Arthur et les Minimoys* sorti en décembre 2006, qui a attiré près de 6,4 millions de spectateurs en salles en France et réalisé un box office mondial de plus de 107 millions de dollars, EuropaCorp a démontré sa capacité à produire avec succès des films d'animation à gros budget susceptibles de séduire un large public. Capitalisant sur cette expérience, le Groupe ambitionne de produire au moins un film d'animation en images de synthèse 3D tous les deux ans (voir la section 6.1.3 du Document de base).

La production d'un film d'animation en 3D obéit à un cycle de fabrication dont la durée est beaucoup plus longue que celle d'un film de long métrage classique. Après la phase de développement, qui peut durer de quelques mois à plusieurs années, la période de production proprement dite s'étale généralement sur 3 à 4 années. D'un point de vue financier, les préventes d'un film d'animation sont généralement positionnées à un stade plus avancé de la préparation que les films de long métrage classique, afin de disposer des premières images et ainsi optimiser le prix de vente des droits d'exploitation du film aux distributeurs internationaux. Cela implique une mobilisation de ressources financières plus importantes et sur une plus longue période.

La fabrication d'un film d'animation se décompose en quatre phases distinctes :

- Développement : sur la base d'un concept ou d'une idée (originale ou non), un premier récit de quelques pages est établi, puis un script plus approfondi (80 pages environ) qui inclut les éléments narratifs, les dialogues et les principales séquences du récit (« *screenplay* »). A partir du « *screenplay* » commence la phase de dessin des personnages, des décors et des autres éléments constituant l'environnement visuel du récit, ainsi que l'établissement du « *storyboard* », qui est la représentation dessinée du scénario (similaire à une bande dessinée).
- Pré-production : pendant cette phase, les dessins originaux en deux dimensions (personnages, décors, accessoires et de manière générale tout l'environnement du film) sont modélisés et transformés en images de synthèse en 3D, susceptibles d'être manipulées par ordinateur. Puis, chacun des personnages est doté de points d'animation (de plusieurs centaines à quelques milliers) qui permettront de contrôler ses mouvements et émotions pendant la phase d'animation (« *character rigging* »). C'est également pendant cette phase que sont enregistrées les voix des comédiens.
- Production : la phase de production proprement dite, qui peut durer plus de deux ans, est celle qui nécessite le plus de moyens humains. Une première tâche consiste à déterminer le positionnement dans l'espace et les mouvements des personnages et la durée de chaque séquence. Dans le cas d'*Arthur et les Minimoys*, les scènes du film ont d'abord été tournées en studio avec des acteurs humains, ces tournages ayant servi de référence pour les mouvements des personnages aux animateurs. La phase d'animation peut alors commencer, en articulant les milliers de points de contrôle créés sur chaque personnage, en rajoutant les décors, en synchronisant les mouvements des personnages et l'enregistrement des voix. Pendant cette phase, l'accent est également mis sur les effets de lumière qui vont contribuer à créer l'effet « 3D » (mise en lumière).
- Post-production : pendant cette phase, l'image est retraitée pour finaliser le calibrage des couleurs et apporter les retouches nécessaires. La bande son du film est créée en mixant aux voix des personnages les effets sonores et la musique.

Pour la fabrication du film *Arthur et les Minimoys*, EuropaCorp a eu recours aux services de la société française Buf Compagnie, spécialiste mondialement reconnu des effets spéciaux et des images de synthèse en 3D. Le projet a mobilisé jusqu'à 200 personnes pendant près de trois ans dans des locaux spécialement loués à cet effet à Pantin. Buf Compagnie a réalisé l'ensemble des images de synthèse en 3D du film, à partir du cahier des charges artistique fourni par EuropaCorp, et comprenant les dessins et autres éléments graphiques en deux dimensions (préparés par Patrice Garcia et une équipe de graphistes), le scénario, le *storyboard*, ainsi que le « film maquette » réalisé par Luc Besson avec des acteurs humains (« tournage de références comédie »). Buf Compagnie a

également réalisé les effets spéciaux du film, et notamment les raccords entre images réelles (« live action ») et 3D.

EuropaCorp prévoit d'ores et déjà la sortie en salles de deux volets complémentaires de la saga *Arthur* (en 2009 et en 2010), dont le tournage de la partie « live » doit débuter pendant l'été 2007. Ces deux suites devraient être tournées et produites en parallèle afin de réaliser des économies de coût. Bien que le budget de production de ces suites ne soit pas encore définitivement déterminé, l'expérience acquise pour *Arthur et les Minimoys* et l'utilisation des images de synthèse déjà créées pour le premier volet (notamment la modélisation des personnages en 3D) permettront de réduire la durée de production et pourraient conduire à un budget moins élevé pour chacun des deux volets suivants de la saga *Arthur*.

Corrélativement, la suite d'un film d'animation connaît généralement un succès commercial supérieur au premier volet. A titre d'exemple, le film *Shrek 2*, produit par DreamWorks Animation a réalisé 7 185 000 entrées en salles en France, à comparer aux 4 180 000 entrées réalisées par le premier volet (*Shrek*), soit une progression de 72%. *L'Age de glace 2*, produit par Fox Animation Studios a réalisé plus du double d'entrées en salles (6 632 000) que *L'Age de glace* (3 031 000). La combinaison d'un coût de production moins élevé et de recettes en salles généralement supérieures confère aux suites d'un film d'animation un potentiel de rentabilité élevé. Il convient toutefois de rappeler que le succès en salles d'un film d'animation, comme de tout autre film de long métrage, est aléatoire. Il est donc impossible de prédire ou de garantir qu'un film d'animation aura du succès.

Par ailleurs, deux autres films d'animation sont en projet à plus long terme : *Ruby Tuesday* et *Un monstre à Paris* :

- *Ruby Tuesday* est un film d'animation devant être réalisé par les frères Brizzis, talents reconnus internationalement, notamment après leur travail sur *Fantasia 2000*. L'histoire, imaginée à partir de 12 chansons des Rolling Stones, est une illustration moderne du mythe de Faust, et met en scène une mère cherchant le bonheur à New York. Le film, actuellement en développement, sera coproduit par EuropaCorp et Jagged Film, la société de Mick Jagger. La production devrait démarrer en 2007.
- *Un Monstre à Paris* est un film d'animation coécrit et réalisé par Eric « Bibo » Bergeron, et coproduit par Bibo Films et EuropaCorp. Le film, dont l'action se situe à Paris en 1910, est actuellement en fin d'écriture et devrait rentrer en production en cours d'année. L'animation sera réalisée par un studio niçois, et les voix des personnages principaux seraient assurées par le chanteur M et Vanessa Paradis.

6.3.1.6 L'historique des productions et coproductions de la Société

Le tableau ci-dessous dresse la liste de l'ensemble des films produits ou coproduits par EuropaCorp et sortis en salles en France avant la clôture de l'exercice clos le 31 mars 2007.

La dernière colonne du tableau indique le rôle de la Société dans la production de chaque film. Les catégories « producteur délégué » et « coproducteur délégué » regroupent en particulier les cas où EuropaCorp a été responsable de la bonne fin du film.

La liste des films est donnée par année civile.

Titre du Film	Sortie en Salles	Réalisateur	Comédiens	Rôle d'EuropaCorp
ANNEE 2000				
<i>Taxi 2</i>	29-mars	Gérard Krawczyk	Sami Nacery - Frédéric Diefenthal	Producteur délégué
<i>The Dancer</i>	7-juin	Frédéric Garson	Mia Frye	Producteur délégué
ANNEE 2001				
<i>Yamakasi</i>	04-avril	Ariel Zeitoun	William et Cho Bell	Producteur délégué
<i>15-août</i>	18-avril	Patrick Alessandrin	Richard Berry- Jean Pierre Darroussin- Charles Berling	Producteur délégué
<i>Le baiser mortel du dragon</i>	01-août	Chris Nahon	Jet Li- Bridget Fonda- Tcheky Karyo	Producteur délégué
<i>Wasabi</i>	31-octobre	Gérard Krawczyk	Jean Reno- Michel Muller	Producteur délégué
ANNEE 2002				
<i>Blanche</i>	01-sept	Bernie Bonvoisin	Lou Doillon - Roschdy Zem - Jean Rochefort	Coproduiteur
<i>Peau d'ange</i>	09-octobre	Vincent Perez	Morgane Moré - Guillaume Depardieu	Producteur délégué
<i>Le transporteur</i>	23-octobre	Louis Leterrier	Jason Statham - Shu Qi- François Berléand	Producteur délégué
<i>La turbulence des Fluides</i>	11-décembre	Manon Briand	Pascale Bussièrès-Julie Gayet	Coproduiteur
ANNEE 2003				
<i>Rire & Châtiment</i>	22-janvier	Isabelle Doval	José Garcia - Isabelle Doval - Laurent Lucas - Benoit Poelvoorde	Coproduiteur
<i>Taxi 3</i>	29-janvier	Gérard Krawczyk	Sami Nacery - Frédéric Diefenthal	Producteur délégué
<i>Moi, César : 10 ans 1/2, 1m39</i>	09-avril	Richard Berry	Jules Sitruk - M. de Medeiros - J-Ph. Ecoffey	Producteur délégué
<i>Tristan</i>	30-avril	Philippe Harel	Mathilde Seigner - Nicole Garcia	Coproduiteur
<i>Fanfan la Tulipe</i>	14-mai	Gérard Krawczyk	Vincent Perez - Penelope Cruz	Producteur délégué
<i>Les Côtelettes</i>	28-mai	Bertrand Blier	Philippe Noiret - Michel Bouquet	Coproduiteur délégué

Titre du Film	Sortie en Salles	Réalisateur	Comédiens	Rôle d'EuropaCorp
<i>Zéro Un</i>	18-juin	Ensemble de courts-métrages	Ensemble de courts-métrages	Producteur ¹⁷
<i>Haute tension</i>	18-juin	Alexandre Aja	Cécile de France - Maïwenn Le Besco	Coproduiteur
<i>La Félicité, le bonheur ne coûte rien</i>	12-novembre	Mimmo Calopresti	Vincent Perez - Mimmo Calopresti	Producteur délégué
<i>Michel Vaillant</i>	19-novembre	Louis-Pascal Couvelaire	Sagamore Stevenin	Producteur délégué
ANNEE 2004				
<i>Les Anges de l'Apocalypse</i>	18-février	Olivier Dahan	Jean Reno - Benoît Magimel	Coproduiteur
<i>A ton image</i>	26-mai	Aruna Villiers	Nastassja Kinski - Christophe Lambert	Producteur délégué
<i>Mensonges et Trahisons</i>	08-septembre	Laurent Tirard	Edouard Baer - Clovis Cornillac	Coproduiteur
<i>Banlieue 13</i>	10-novembre	Pierre Morel	David Belle - Cyril Rafaeli	Producteur délégué
ANNEE 2005				
<i>Danny the Dog</i>	02-février	Louis Leterrier	Jet Li - Morgan Freeman - Bob Hoskins - Kerry Condon	Producteur délégué
<i>Ze Film</i>	23-février	Guy Jacques	Clément Sibony - Lorant Deutsch	Coproduiteur délégué
<i>Le Souffleur</i>	09-mars	Guillaume Pixie	G. Pixie - Frédéric Dieffenthal - Linda Hardy	Coproduiteur délégué
<i>Les Yeux Clairs</i>	27-avril	Jérôme Bonnell	Nathalie Boutefeu - Marc Citty - Judith Rémy - Lars Rudolph	Producteur délégué ¹⁸
<i>Imposture</i>	25-mai	Patrick Bouchitey	Patrick Bouchitey - Isabelle Renaud - Ariane Ascaride	Producteur délégué
<i>Au Suivant</i>	06-juillet	Jeanne Biras	Alexandra Lamy - Clovis Cornillac	Producteur délégué
<i>Le Transporteur 2</i>	03-août	Louis Leterrier	Jason Statham - Amber Valletta - Jason Flemyng	Producteur délégué

¹⁷ Dans le cas de *Zéro un*, EuropaCorp a acquis les droits sur plusieurs courts métrages et a procédé au montage de l'ensemble de films et n'a donc pas eu la qualité de producteur délégué.

¹⁸ Production Theus Production (société absorbée par EuropaCorp).

Titre du Film	Sortie en Salles	Réalisateur	Comédiens	Rôle d'EuropaCorp
			- François Berléand	
<i>Revolver</i>	28-sept	Guy Ritchie	Jason Statham	Producteur délégué
<i>La Boîte Noire</i>	02-novembre	Richard Berry	José Garcia - Marion Cotillard - Helena Noguerra - Michel Duchaussoy	Producteur délégué
<i>Trois Enterrements</i>	23-novembre	Tommy Lee Jones	Tommy Lee Jones - Barry Pepper	Producteur délégué
<i>Angel-A</i>	21-décembre	Luc Besson	Jamel Debbouze	Producteur délégué
ANNEE 2006				
<i>Appelez-moi Kubrick</i>	04-janvier	Brian W. Cook	John Malkovich - Marc Warren - Jim Davidson	Coproduiteur
<i>Bandidas</i>	18-janvier	J. Roenning & E. Sandberg	Penélope Cruz - Salma Hayek	Producteur délégué
<i>Les filles du Botaniste</i>	26-avril	Daïe Sijie	Mylène Jamponoi - Xiao Ran Li	Coproduiteur
<i>Dikkenek</i>	21-juin	Olivier Van Hoofstadt	Jérémie Rénier - Marion Cotillard - Dominique Pinon	Producteur délégué
<i>Cheeky</i>	02-août	David Thewlis	David Thewlis - Sean Ward - Trudie Styler	Coproduction
<i>Quand j'étais chanteur</i>	13-sept	Xavier Giannoli	Gérard Depardieu - Cécile de France	Coproduiteur délégué
<i>Ne Le dis à Personne</i>	01-novembre	Guillaume Canet	François Cluzet - Nathalie Baye - Kristin Scott Thomas	Coproduiteur
<i>Arthur et les Minimoys</i>	13-décembre	Luc Besson	Mia Farrow - Freddy Highmore	Producteur délégué
ANNEE 2007				
<i>Taxi 4</i>	14-février	Gérard Krawczyk	Samy Nacéri - Frédéric Diefenthal - Bernard Farcy	Producteur délégué
<i>Michou d'Auber</i>	28-février	Thomas Gilou	Gérard Depardieu - Nathalie Baye	Producteur délégué

6.3.2 Le financement des productions : une politique de couverture du risque financier et de maîtrise des coûts

6.3.2.1 La politique de couverture du risque financier

6.3.2.1.1 La nature du risque financier

En qualité de producteur d'œuvres cinématographiques, EuropaCorp intervient le plus souvent en tant que producteur délégué, et à ce titre, garantit la bonne fin du film et assume la responsabilité de la plus grande partie des coûts, de la gestion, de la réalisation du film, de l'établissement d'un budget de préparation ainsi que du montage et du tournage du film. En revanche, lorsqu'elle intervient en qualité de coproducteur, EuropaCorp n'a qu'un rôle d'investisseur, et n'assume aucune autre responsabilité au-delà des montants investis. Dans les deux cas, EuropaCorp est titulaire de parts de négatif en contrepartie de la part du coût de production assumée et est titulaire de droits à recettes lui permettant de percevoir un pourcentage des revenus nets part producteur (lequel n'est pas nécessairement proportionnel à la part de négatif conformément aux usages de la profession, la répartition étant déterminée contractuellement). Les coûts de fabrication, appelés également « coûts du négatif », comprennent principalement la rémunération des talents (les acteurs et les réalisateurs) et des autres intervenants (techniciens), la location du studio et des lieux de tournage, le coût des matériels utilisés pour la production, l'acquisition des droits d'auteur du scénario, la photographie, la post-production. Environ 20 à 30% de ces coûts sont engagés durant la phase de préparation du tournage, 50 à 60% lors du tournage et le reste lors de la post-production.

Le Groupe acquiert également des droits à recettes (distribution en salles, diffusion télévisuelle et sur support vidéo, etc.) de films produits par des tiers, souvent étrangers, sur lesquels aucune part de négatif n'est acquise. Dans ce cas, le Groupe n'agit qu'en tant que distributeur d'un film sur des territoires et pour des modes d'exploitation définis, et non en tant que producteur ou coproducteur. A ce titre, les coûts assumés par le Groupe sont limités au coût d'acquisition des droits de distribution (y compris les minima garantis généralement versés à ce titre), et aux frais encourus dans le cadre de la distribution en salles et sur support vidéo.

6.3.2.1.2 La couverture du risque financier

Le processus de production et de commercialisation d'un film nécessite des capitaux importants. A cet égard, le Groupe est parvenu par le passé - et a pour objectif de maintenir dans l'avenir - une politique visant à couvrir le plus en amont possible et pour chaque film une part importante de ses investissements en (co)production.

Lorsqu'il intervient en qualité de producteur délégué, la réduction du risque financier s'opère principalement via des préventes et par des apports en coproduction. Le Groupe a dans ce cas pour politique, sans que cela constitue une pratique systématique, de ne lancer la mise en production d'un film que si une partie significative du coût de fabrication (de l'ordre de 80%) est, compte tenu notamment des marques d'intérêt reçues, potentiellement couverte au jour de la sortie en salles par des engagements fermes (préventes et/ou des apports de la part de coproducteurs). A titre d'exemple, avec le film *Taken*, pour lequel la Société assure le rôle de producteur délégué, la Société a réussi à obtenir un taux de couverture de 115 % du coût de fabrication du film, couvrant ainsi potentiellement l'intégralité du coût du film au premier jour du tournage.

La couverture s'effectue en effet par les apports financiers divers (coproducteurs par exemple) et la vente, avant la sortie du film, des droits de télédiffusion, des droits de distribution à l'étranger et, le cas échéant, d'autres droits dérivés. Les acquéreurs des droits de distribution à l'international acceptent généralement de verser un montant fixe ou « minimum garanti » ainsi que, le cas échéant, un complément de revenu en fonction du succès du film.

Lorsqu'il est coproducteur, le Groupe a pour politique d'obtenir, en plus d'une part de négatif et des droits à recettes en retour de son investissement (fixée contractuellement), des mandats de distribution tant en France qu'à l'étranger. Lorsqu'elle est mise en œuvre avec succès, cette politique permet au Groupe, même en qualité de coproducteur, de prévenir lorsqu'il les détient certains droits tels que les droits de distribution sur les territoires étrangers ou des droits de diffusion télévisuelle, visant ainsi à couvrir son risque financier pris en tant que coproducteur.

Afin de maintenir une attitude opportuniste lui permettant d'adapter cette approche selon les caractéristiques propres de chaque film, le niveau de couverture des risques et le calendrier de cette couverture varient cependant d'un film à l'autre. Cependant, EuropaCorp surveille le risque financier résultant de l'ensemble de ses engagements, et s'efforce de faire en sorte qu'au titre d'un même exercice, le montant global de ses investissements de production soit couvert à hauteur d'environ 80% avant la sortie en salles des films concernés. Grâce notamment à la qualité et au succès passé des films produits par le Groupe, EuropaCorp est parvenue, au titre des trois derniers exercices, à faire en sorte que ce que le coût total de fabrication des films pour lesquels elle est intervenue en qualité de producteur délégué soit couvert avant la sortie en salles à hauteur de 94% en moyenne.

Au titre de l'exercice 2006/2007, le taux de couverture global des films produits ou coproduits et sortis en salles sur l'exercice s'est élevé à 95% au jour de la sortie en salles pour un investissement total de 89 millions d'euros. Au titre des exercices clos le 31 mars 2005 et 2006, les taux de couverture globaux des films produits ou coproduits et sortis en salles sur l'exercice se sont élevés respectivement à 100% et 90,3% au jour de la sortie en salles pour des investissements totaux de 45 millions d'euros et 101 millions d'euros.

Pour prévenir ses films, EuropaCorp s'appuie sur son réseau de partenaires habituels au sein des chaînes de télévision et des distributeurs étrangers dès le stade du scénario. A cet égard, EuropaCorp a pu décider de reporter la mise en chantier d'un film ou d'abandonner un projet en raison de marques d'intérêt insuffisantes avant le tournage du film, pouvant caractériser une faiblesse du potentiel de ce dernier.

Certaines structures de financement peuvent et pourront être utilisées à l'intérieur du Groupe tout en gardant comme objectif une couverture du risque par les préventes auprès des tiers. Par exemple, tant EuropaCorp Diffusion qu'EuropaCorp Distribution peuvent être appelées à verser des minima garantis à EuropaCorp conformément aux pratiques du marché. Ces versements ne sont toutefois pas pris en considération dans la stratégie de mutualisation et de couverture du risque.

A- Les partenaires internationaux

L'approche d'EuropaCorp, qui vise à intégrer dès la conception du film la dimension internationale de celui-ci, permet à EuropaCorp d'optimiser ses capacités de prévente des films à l'étranger. Dans le cadre de sa stratégie financière visant à bénéficier d'une faculté de prévenir ses films avant leur sortie, et donc de couvrir une part importante du risque financier associé aux coûts de production, EuropaCorp attache une grande importance aux relations privilégiées qu'elle entretient avec certains acteurs importants du monde de la distribution, à l'échelon des marchés internationaux, compte tenu, en particulier de la part importante des minima garantis qu'elle peut percevoir, si elle le juge approprié, au titre de la cession de droits à l'étranger. Ce réseau de relations qu'a développé EuropaCorp lui permet de conserver sa structure légère et réactive, EuropaCorp privilégiant le fait de vendre ses films à des distributeurs plutôt que de se doter de filiales de distribution locales, afin de pouvoir mettre en œuvre sa stratégie de couverture du risque, et de conserver sa taille optimale.

EuropaCorp a mis en place, dans le cadre de la prévente à l'étranger des droits d'exploitation des films qu'elle produit, des relations suivies avec un grand nombre de distributeurs étrangers.

EuropaCorp entretient ainsi, de façon informelle, des relations privilégiées avec la 20th Century Fox aux Etats-Unis, avec laquelle elle est également associée au sein du Groupement d'intérêt économique de distribution vidéo Fox Pathé Europa (voir la section 6.3.3.1.2 du Document de base), ainsi qu'avec la plupart des grands studios américains ou leurs filiales comme par exemple avec Sony Pictures Entertainment et Focus Films.

En outre, EuropaCorp a constitué au Japon en 2002 avec Asmik Ace Entertainment Inc., Kadokawa Shoten Publishing Co Ltd., Sumitomo Corporation, et Cinema Gate Inc. (filiale de Mitsubishi Corporation), une joint-venture au Japon dénommée EuropaCorp Japan et dont l'objet est de développer des activités cinématographiques au Japon notamment à partir des films produits par EuropaCorp. A ce titre, EuropaCorp Japan, qui exerce des activités de distribution (sur des films produits ou non par EuropaCorp), procède à l'acquisition de droits de distribution ou de télédiffusion notamment pour des films produits par EuropaCorp et est chargée de gérer les droits ainsi acquis. EuropaCorp Japan bénéficie d'une exclusivité d'achat, à des conditions de marché, des droits pour le Japon des films produits par EuropaCorp pour une période de cinq ans à compter d'avril 2002. Les termes des contrats d'achat de droits sont négociés individuellement pour chaque

film. A la date d'enregistrement du Document de base, 14 films produits ou coproduits par EuropaCorp ont été distribués au Japon par l'intermédiaire d'EuropaCorp Japan : 13 en salles et 1 en vidéo uniquement. 3 films sont programmés en salles pour l'été 2007. Cette joint-venture créée en association avec des partenaires japonais qui sont parmi les plus reconnus au Japon sur ce secteur d'activité, permet à EuropaCorp de bénéficier, outre sa part des dividendes éventuels, des produits des cessions de droits au Japon sur les films qu'elle produit. EuropaCorp Japan fait partie du périmètre de consolidation d'EuropaCorp (mise en équivalence).

Dans la plupart des autres pays où les films d'EuropaCorp sont distribués, EuropaCorp a une relation privilégiée avec un ou deux distributeurs qu'elle considère comme hautement qualifiés pour ce pays. Par exemple, EuropaCorp entretient des relations régulières avec Belga Films en Belgique, Telepool en Allemagne, Italia Film au Moyen Orient, Tang Media en Chine, Central Partnership en Russie, New Word Films en Espagne, Nordisk pour la Scandinavie et la RAI en Italie. Avec ces distributeurs, EuropaCorp conclut des contrats de cession de droits à l'international distincts pour chaque film. D'une manière générale, l'usage consiste pour le distributeur à verser une première partie du minimum garanti, à la signature du contrat (ce montant se situant fréquemment autour de 20%), plus rarement une seconde partie en cours du tournage et le solde (jusqu'à 80%) à la livraison du film. EuropaCorp vend en général à l'international les droits de distribution pour un film sur tous les formats traditionnels (cinéma, télévision, vidéo) pour un pays ou pour un groupe de pays, au distributeur pour une quote-part des recettes à venir réalisées par ce distributeur assortie d'un montant minimum garanti.

B- La vente des droits de diffusion télévisuelle

Le mandat de vente des droits de diffusion aux télévisions françaises est traditionnellement détenu par un des producteurs délégués du film.

TF1 (première chaîne française en termes d'audience) intervient régulièrement en qualité de coproducteur et/ou d'acheteur de droits de diffusion de films dont EuropaCorp assure la production déléguée. Sur les 33 films sortis en salle au 31 mars 2007 et pour lesquels EuropaCorp est intervenue en tant que producteur ou coproducteur délégué, 25 ont été vendus à TF1.

Les accords entre TF1 et EuropaCorp sont négociés film par film, sans qu'aucun contrat cadre n'ait été conclu. D'une manière générale, TF1 paie un montant minimum fixe pour les droits exclusifs de première diffusion ou des deux premières diffusions en France sur une chaîne en clair plus, dans certains cas, un complément de prix en fonction des entrées en salles, la rémunération totale étant plafonnée. Cette diffusion peut se faire au plus tôt après 24 mois à compter de la date de sortie en salles du film si TF1 a la qualité de coproducteur du film selon les termes de l'accord, ou après 36 mois au plus tôt dans les autres cas.

Canal+ constitue aussi un partenaire récurrent d'EuropaCorp pour la prévente de droits de diffusion télévisuelle, et a acheté les droits exclusifs de première diffusion en France sur télévision payante de la totalité des films sortis en salles au 31 mars 2007 dont EuropaCorp a assuré la production ou la coproduction déléguée. Par ailleurs, Canal+ a conclu avec EuropaCorp et Luc Besson en 2001 un contrat cadre ou « output deal » renouvelé en 2004 pour une durée de trois ans (voir le chapitre 22 du Document de base) prévoyant l'acquisition par Canal+, pour un montant fixé à l'avance pour chaque film, des droits de diffusion exclusifs et prioritaires de 10 films identifiés qui seront produits et distribués par EuropaCorp pendant la durée du contrat. Ce contrat cadre prévoit en outre qu'au-delà du seuil de ces dix films, la Société doit proposer en priorité à Canal+ d'acquérir les droits de diffusion exclusifs et prioritaires (à l'exclusion des services de paiement à la séance) de tout autre film produit, coproduit ou acquis par EuropaCorp ou acquis par EuropaCorp Distribution pendant la durée du contrat. Il est précisé que ce contrat cadre ne sera pas renouvelé à son échéance (15 décembre 2007) en raison de l'engagement pris par Canal+, dans le cadre de son rapprochement avec TPS, de ne pas conclure ou renouveler de contrats cadre avec des producteurs français.

C- Soutien Financier au producteur ou coproducteur

Les producteurs français bénéficient de subventions de la part du CNC (voir la section 6.4.2.1 du Document de base) et notamment dans le cadre du soutien à la production de longs métrages. Au 31 mars 2007, EuropaCorp bénéficiait d'un droit à des subventions à hauteur d'environ 12,43 millions d'euros qui demeurent à la disposition

d'EuropaCorp dans un compte ouvert au nom de celle-ci auprès du CNC, les droits de tirage correspondants se prescrivant néanmoins par cinq ans. Ces fonds apparaissent au titre d'actifs de la société dans ses états financiers. EuropaCorp est consciente du fait que ces subventions pourraient être appelées à diminuer compte tenu du succès du cinéma français ces dernières années et l'augmentation du nombre de productions françaises que celui-ci entraîne. A cet égard, le Groupe ne fait pas reposer sa stratégie financière sur une quelconque aide gouvernementale.

D- Garantie de bonne fin et assurances

EuropaCorp est assurée contre le risque de production et en particulier (i) contre le risque d'arrêt provisoire ou définitif du film à la suite d'un incident de production (*e.g.* maladie d'un acteur principal), ce qui permet à EuropaCorp, dans cette hypothèse, de se faire indemniser dans les limites contractuellement prévues du surcoût engendré par cet incident (*e.g.* retard du tournage) et (ii) contre le risque de perte des biens nécessaires à la réalisation du film. Toutefois, certains incidents sont généralement exclus du champ de la garantie (*e.g.* participation des assurés à des sports ou actes périlleux ou acrobatiques sans autorisation écrite de l'assureur). EuropaCorp a également souscrit une garantie « préavant production » couvrant notamment le cas où une œuvre serait spécialement conçue pour un comédien qui viendrait à être défaillant. EuropaCorp souscrit en général des polices individuelles-accidents au bénéfice de la plupart des artistes (comédiens, réalisateurs) et des techniciens (voir la section 4.8 du Document de base).

EuropaCorp souscrit également des assurances garantissant les risques relatifs au support du film (négatif) et notamment contre les risques transport, stockage, manipulation, caméras et laboratoire, et ce tout au long de la production et de la post production. Enfin, EuropaCorp souscrit également des assurances garantissant le mobiliers de décors et les accessoires, les appareils de prise de vue et son et plus généralement de tout équipement technique, les frais supplémentaires (exemple : retrait d'autorisation de tournage), le mobilier de bureaux, le transport de fonds et les véhicules de jeu. Pour chaque garantie, les contrats d'assurance prévoient une franchise et un capital maximum assuré.

EuropaCorp n'a en revanche pas souscrit d'assurances de type « garantie de bonne fin » (*completion bond*) – qui permettent à la société de production de se faire rembourser les dépassements de budget – compte tenu des difficultés notamment juridiques de mise en œuvre. En effet, en cas de mise en jeu de telles assurances, l'assureur est en droit de prendre le « contrôle » du film, ce qui est difficilement compatible avec l'exigence de contrôle artistique d'EuropaCorp et le régime du droit d'auteur dans la législation française.

6.3.2.2 La mobilisation de trésorerie pendant le cycle de production

Pour financer la fabrication des films qu'elle produit, EuropaCorp utilise des moyens de financement diversifiés, à savoir, par ordre de coût et de disponibilité :

- cash flow opérationnel ;
- mobilisation du fonds de soutien producteur, distributeur et éditeur ;
- apports de la Sofica EuropaCorp ;
- financement corporate : OBSAR (opération de janvier 2004 pour 25 millions d'euros) ;
- découverts bancaires : capacité de 3 millions d'euros ;
- crédits bancaires classiques par mobilisation de contrats (type Dailly) ; au 31 mars 2007, EuropaCorp disposait à ce titre d'une capacité de l'ordre de 13 millions d'euros au total auprès de deux banques ;
- ligne de crédit spécialisée et revolving (crédit syndiqué auprès de six banques mis en place en décembre 2004) : capacité de 80 millions d'euros ; et
- crédits syndiqués auprès d'établissements spécialisés tels que Coficiné/Cofiloisirs dont le montant est déterminé film par film.

Ces différentes sources de financement confèrent à la Société une réactivité forte face aux besoins de financement des productions, et évite les risques de retard qui pourraient être reliés à une indisponibilité temporaire de trésorerie.

6.3.2.3 La maîtrise des coûts de production et de promotion des films

EuropaCorp accorde une grande importance à la maîtrise des coûts de ses productions dans un environnement où le montant des coûts de production cinématographiques, tant en France qu'à l'étranger, tend à augmenter régulièrement, notamment en raison de l'accroissement des budgets de rémunération des réalisateurs, des acteurs, des scénaristes et autres artistes, ainsi que du coût des effets spéciaux et d'autres éléments essentiels au succès du film. Lorsqu'elle agit en qualité de producteur délégué, EuropaCorp confie systématiquement à un producteur expérimenté la tâche de superviser et de contrôler le budget. Le rôle de ces producteurs est d'assurer, pour le compte d'EuropaCorp en sa qualité de producteur délégué, le suivi de la production auprès du directeur de production et l'administrateur du film, englobant notamment le suivi du budget de production, de l'engagement des dépenses et du calendrier de tournage et de montage.

De plus, pour chaque production, un producteur exécutif, qui peut être indépendant ou salarié d'EuropaCorp, assume la supervision quotidienne du travail. Par exemple, la maîtrise des coûts de tournage passe par l'allocation du budget entre les différentes scènes, et le producteur exécutif a pour mission d'assurer le respect de ces allocations pour éviter les dépassements de budget. Le Groupe développe la souplesse et la réactivité de ses équipes dans le but d'accroître leur capacité et leur vitesse d'adaptation pour limiter l'impact sur les budgets des événements de tournages imprévus (intempéries, défaillances techniques, adaptation du scénario...). Un état de suivi complet de chaque film (état des dépenses, estimation de coût à terminaison) est par ailleurs transmis sur une base hebdomadaire au Directoire de la Société par la cellule d'administration centrale des films constituée au sein de celle-ci (voir la section 6.3.1.3.2 du Document de base). Cette rigueur de maîtrise des coûts a permis à EuropaCorp de ne jamais dépasser, jusqu'à présent, sur les films produits depuis sa création, le budget initial de production à l'exception de deux films : un pour lequel il n'assurait pas l'exécution de la production et l'autre pour lequel le remplacement du metteur en scène en cours de tournage a nécessité le relèvement du budget déposé au CNC. De plus, à ce stade de son développement, le Groupe estime que ses frais généraux sont nettement plus faibles que ceux des *majors américains*, compte tenu de sa taille et de sa structure.

En outre, le Groupe peut accorder contractuellement, à l'instar de toute société de production et de distribution, des droits à recettes ou des bonus aux acteurs, auteurs et réalisateurs en contrepartie de la cession par eux de leurs droits d'exploitation. Ces rémunérations complémentaires sont négociées au cas par cas par EuropaCorp. Des rémunérations du même type (mais moins élevées) peuvent le cas échéant être également versées à leurs agents pour leur rôle d'intermédiation.

Lorsqu'EuropaCorp intervient à titre de coproducteur, jouant donc principalement le rôle d'investisseur, elle obtient des parts minoritaires de coproduction tout en étant consultée lors de chaque décision importante quant au contenu de l'œuvre. La contribution d'EuropaCorp étant alors strictement limitée au montant initialement versé pour sa part de coproduction, EuropaCorp ne supporte pas les risques liés à d'éventuels dépassements de budget et n'assume pas la garantie de bonne fin du film. De façon générale, afin de protéger son investissement en cas d'éventuel dépassement du budget, EuropaCorp a pour politique de s'assurer contractuellement auprès des producteurs et des autres coproducteurs que toutes les contributions additionnelles d'autres producteurs ne puissent venir diminuer la part de négatif initialement cédée à EuropaCorp, et que ces contributions additionnelles ne puissent être couvertes au profit du producteur qu'après remboursement total de l'investissement d'EuropaCorp.

De plus, afin de se protéger contre une grande partie des imprévus qui peuvent avoir des conséquences graves sur ses productions, le Groupe souscrit, pour chacune de ses productions où il agit comme producteur délégué, une police d'assurance. Ces polices bénéficient à l'ensemble des coproducteurs du film (voir la section 6.3.2.2 (D) du Document de base).

L'acquisition de droits sur des films autres que ceux produits ou coproduits par EuropaCorp se fait de manière calculée, afin d'alimenter le positionnement des équipes de distribution d'EuropaCorp Diffusion et d'EuropaCorp Distribution sur le marché, en utilisant efficacement leurs effectifs, et d'accroître les profits du Groupe.

Pour ce qui est des coûts de distribution, le Groupe est doté d'équipes réduites et réactives tant pour la distribution en salles ou l'édition vidéo que pour la vente internationale des droits, employant des professionnels expérimentés, ce qui permet d'assurer une optimisation des effectifs et d'atteindre un rendement à moindre coût (voir la section 6.3.3. du Document de base). En matière de distribution vidéo, la structure du GIE Fox Pathé Europa, dont le Groupe est membre, donne à EuropaCorp Diffusion (voir la section 6.3.3.1.2 du Document de base) accès à un vaste réseau de commercialisation déjà en place dont elle n'assume qu'une part des coûts proportionnelle à son utilisation.

Enfin, la direction financière d'EuropaCorp assure le contrôle et le suivi du processus budgétaire et de trésorerie pour chaque film ainsi que de manière globale pour le Groupe. Les outils nécessaires au processus de contrôle interne sont adaptés et mis en place progressivement (voir la section 16.5 du Document de base).

6.3.3 L'activité de distribution : la maîtrise d'une exploitation verticale et multi-supports des films

Par sa structure verticalement intégrée, le Groupe participe en France à l'ensemble des phases de distribution de la vie d'un film. Traditionnellement, le cycle de vie de la distribution est divisé en deux parties : la première vie qui s'étend de la sortie en salles jusqu'au deuxième passage télévisuel sur une chaîne en clair, et la seconde vie qui couvre la période postérieure (voir la section 6.2.1 du Document de base). Grâce à EuropaCorp Diffusion et EuropaCorp Distribution, aux partenariats établis avec Canal+ Active et France Télécom pour la distribution de ses films en VOD (voir la section 6.3.3.1.3 du Document de base) et aux relations suivies entretenues avec différentes chaînes de télévision, le Groupe s'assure d'une maîtrise optimisée de l'exploitation de la première vie d'un film sur le territoire français, et d'une maximisation des recettes générées par ce film sur sa seconde vie, qu'il s'agisse d'un film produit par EuropaCorp ou d'un film produit à l'extérieur du Groupe et dont les droits de distribution ont été acquis pour le territoire français.

Le Groupe met au service de ses activités de distribution des méthodes de marketing créatives, inspirées notamment par l'expérience de la distribution cinématographique de Pierre-Ange Le Pogam et Luc Besson et de leurs équipes, mettant au profit des films produits une dynamique créative en harmonie avec celle ayant contribué à la production du film. La mise en œuvre de ces méthodes marketing est facilitée par l'étroite collaboration qu'EuropaCorp entretient avec l'agence de publicité Ydeo, récemment acquise par la Société.

6.3.3.1 L'exploitation des films en France

6.3.3.1.1 EuropaCorp Distribution : la distribution des films en salles sur le territoire français

Le rôle de distributeur consiste à assurer, par un mandat de distribution, la meilleure diffusion possible d'un film dans les salles de cinéma. EuropaCorp Distribution, filiale à 100% d'EuropaCorp, exerce cette activité pour les salles situées en France. Pour ce faire, EuropaCorp Distribution conclut un mandat de distribution avec EuropaCorp pour chaque film produit ou dont les droits de distribution ont été acquis par cette dernière, concédant à sa filiale le droit de distribuer ces films en contrepartie d'une rémunération. EuropaCorp Distribution définit et élabore, dans le cadre d'une enveloppe budgétaire décidée par EuropaCorp, une stratégie marketing et un budget de distribution, et prend en charge les frais d'édition. Au titre des films sortis en salles au cours de l'exercice 2006/2007, le montant total des frais d'édition engagés par EuropaCorp s'est élevé à 14 482 milliers d'euros principalement sur 10 films. Les mandats prévoient généralement à cet égard un montant minimum de frais d'édition (dépenses marketing et frais techniques) à mettre en œuvre. La rémunération du distributeur correspond à une commission, généralement de l'ordre de 30%, sur les recettes des entrées en salles reversées par les exploitants. Les mandats signés par EuropaCorp Distribution prévoient cependant toujours que l'intégralité des recettes reversées par les exploitants est conservée par le distributeur tant que celui-ci n'a pas récupéré sa commission, l'intégralité des frais d'édition exposés et le montant du minimum garanti qu'il a versé à la production.

La distribution du film dans les salles de cinéma constitue la première étape de la vie du film, étape majeure puisque l'exposition du film sur cette période déterminera sa notoriété et ainsi son potentiel commercial dans les diverses exploitations futures. Grâce à son intégration au Groupe, EuropaCorp Distribution peut évaluer en amont le potentiel du film et élaborer pour chacune des productions une stratégie marketing ciblée en utilisant

l'ensemble des supports de promotion du film : la ou les affiches de présentation du film, la bande-annonce, la visibilité du film dans un festival avant sa sortie, et tout autre matériel promotionnel approprié. Le choix de la date de sortie du film en salles, en fonction notamment des sorties concurrentes attendues ou des dates de vacances scolaires, constitue également un élément important du succès du film en salles et est généralement validé avec les principaux programmeurs (qui peuvent représenter un circuit national de salles ou un regroupement de salles privées). En aval, EuropaCorp Distribution définit, plusieurs semaines avant la sortie du film, la politique des locations de copies à l'égard des programmeurs du film et des exploitants des salles de cinéma.

La stratégie marketing pour chaque film est déterminée et mise en œuvre en étroite collaboration avec la société Ydéo (société filiale d'EuropaCorp depuis le 16 mai 2007). Pour chaque film, celle-ci élabore notamment la stratégie de conception publicitaire jusqu'à la proposition des maquettes qui serviront de support tout au long de la campagne et propose un programme d'actions et de promotion (analyse des cibles, choix des techniques de communication (publicité, relations publiques, etc.), choix des médias, répartition budgétaire par postes de dépenses, calendriers d'actions, etc.).

Dans le cadre de cette stratégie de lancement, une des premières décisions prise par EuropaCorp Distribution consiste à déterminer le nombre de « copies » du film, c'est-à-dire le nombre de salles dans lequel le film pourra être visionné en première semaine d'exploitation.

Les négociations avec le programmeur consistent à déterminer le nombre et l'emplacement des salles dans lesquelles sera visionné le film ainsi que la répartition des recettes générées par celui-ci tout au long de son exploitation. Les négociations avec les exploitants consistent à déterminer dans quelles salles le film sera exposé. Compte tenu du fait que la majorité des recettes en salles d'un film se font en province, une excellente connaissance du réseau de salles est essentielle.

La répartition des recettes entre EuropaCorp Distribution et l'exploitant de salles de cinéma se fait par un contrat de location, dans les faits rarement signé, ainsi que l'usage s'est développé dans le secteur. Ce contrat prévoit généralement un partage des recettes hors taxe sur la base de 50% pour chacun des cocontractants, la répartition pouvant ensuite évoluer après plusieurs semaines d'exploitation, d'un commun accord entre les parties, jusqu'à un niveau de 35% des recettes pour le distributeur et 65% pour l'exploitant, cette évolution dépendant de la réussite du film dans les salles et d'une négociation sur le maintien du film à l'affiche. Il est à noter que le CNC limite à 50% la part des recettes que peuvent percevoir les distributeurs.

EuropaCorp Distribution facture les exploitants sur la base des bordereaux qui lui sont adressés par ces derniers de façon régulière et qui indiquent le nombre d'entrées réalisées sur la période. EuropaCorp peut, si nécessaire, s'assurer de l'exactitude du nombre d'entrées indiqué auprès du CNC qui est également destinataire de déclarations relatives aux nombre d'entrées salles de la part de l'ensemble des exploitants.

Indication de la répartition du prix d'un ticket de cinéma

TVA		5,5%
TSA (taxe spéciale sur le prix des billets)		11/12%
Part exploitant		50% recettes HT (augmenté le cas échéant jusqu'à 65% quelques semaines après la sortie en salles)
Part distributeur	Commission distributeur	50% recettes HT (diminué le cas échéant jusqu'à 35% quelques semaines après la sortie en salles)
	Frais d'édition (copies + promotion)	
	Reversement producteur	

Le nombre de copies mises à disposition en première semaine est déterminé selon les caractéristiques du film et le public visé. Ainsi, dans le cadre d'un film à grand spectacle ayant vocation à être distribué au sein des multiplexes, la distribution d'un nombre de copies (et donc de salles) important les premières semaines permet de réaliser un nombre d'entrées maximal pendant les premières semaines d'exploitation du film, à un moment où le partage des recettes entre le distributeur et l'exploitant de la salle est plus favorable au distributeur. L'arrivée de

multiplexes disposant d'un grand nombre de salles, a permis la sortie d'un même film sur un nombre accru de salles (voire sur plusieurs salles d'un même multiplexe) puis le maintien à l'affiche plus longtemps assurant un meilleur amortissement du film. Des films tels que *Taxi 4* ou *Arthur et les Minimoys* sont ainsi sortis lors de leur première semaine d'exploitation sur plus de 860 copies (respectivement 867 et 956) (*Source : Le Film français - 22 décembre 2006 et 23 février 2007*). Inversement, certains films comme *Les Filles du Botaniste* ou *Les Yeux Clairs* ne sortent que sur un nombre de copies plus réduit (respectivement 72 et 32 copies) (*Ecran Total 25 janvier 2006 et 24 janvier 2007*), le public visé nécessitant un ciblage de salles plutôt qu'un nombre important de copies.

Compte tenu du nombre restreint de films distribués par EuropaCorp Distribution (autour de 10 par exercice en moyenne), ses équipes assurent une promotion soignée et ambitieuse de chacune des productions en exploitant l'ensemble des vecteurs de communication disponibles (affichage, campagne presse, Internet...). A l'avenir, EuropaCorp Distribution a l'intention de poursuivre cette politique, en ligne avec la stratégie du Groupe de ne pas accroître le nombre de films produits aux dépens de la qualité du suivi de la production et de la distribution des films.

Le succès des films produits par EuropaCorp, distribués exclusivement par EuropaCorp Distribution (à l'exception des films de la série *Taxi* codistribués avec ARP), permet à cette dernière de bénéficier d'une position solide face aux exploitants pour ces négociations commerciales. Par ailleurs, le professionnalisme reconnu d'EuropaCorp pour réaliser les campagnes de promotion liées à la sortie d'un film représente un gage de sérieux pour les exploitants, et a notamment pour objectif d'inciter ces derniers à accueillir plus favorablement les productions d'EuropaCorp sur un grand nombre d'écrans lors des premières semaines d'exploitation et à maintenir le film à l'affiche sur les semaines suivantes.

Les équipes d'EuropaCorp Distribution sont composées :

- d'un pôle vente constitué de six personnes, dont un directeur de la distribution/des ventes, quatre programmeurs/vendeurs et un responsable de facturation, cette équipe ayant assuré lors de l'exercice 2006/2007 la distribution de 8 films produits ou coproduits par EuropaCorp et 2 films acquis (soit un total de 3 439 copies¹⁹) ;
- d'un pôle marketing/promotionnel traitant des opérations de promotion terrain en liaison avec l'agence de publicité Ydéo désormais totalement intégrée au Groupe, qui intervient notamment pour le plan média, la conception et la réalisation d'outils marketing.

EuropaCorp Distribution dispose ainsi d'une équipe légère, créative et réactive, ayant établi des relations étroites avec les exploitants de salles. L'intégration d'EuropaCorp Distribution au sein du Groupe permet également de créer des synergies et d'accroître la cohérence entre la stratégie marketing liée à la sortie du film en salles et les autres activités du Groupe (édition de livres et DVD, licences, partenariats, etc.).

EuropaCorp Distribution a obtenu au cours de l'année 2006 les résultats suivants :

- 10^{ème} rang des distributeurs en France en termes d'entrées en salles (13^{ème} rang en 2005, 10^{ème} rang en 2004) et 6^{ème} rang sur la base du nombre moyen de spectateurs par film en 2006 de 647.616 (*Source : Le Film français - 9 février 2007, 3 février 2006 et 11 février 2005*) ;
- sur 11 films distribués, 2 ont dépassé le seuil de 3.000.000 entrées (*Source : Le Film français - 9 février 2007*).

6.3.3.1.2 EuropaCorp Diffusion : la diffusion des films sur support vidéo en France

EuropaCorp Diffusion, filiale à 100% d'EuropaCorp est spécialisée dans l'édition et la distribution en France de films sur support vidéo. Grâce à son appartenance au Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Fox Pathé Europa, EuropaCorp Diffusion peut bénéficier de l'ensemble des infrastructures et de la force de vente du GIE. Le contrat instituant le GIE venant à échéance le 31 décembre 2006, son renouvellement est intervenu le 1^{er} juin

¹⁹ Comprenant le film *Cheeky* sorti seulement dans deux salles mais excluant cent copies prévues pour une seconde sortie d'*Arthur et les Minimoys* à l'occasion des vacances de Pâques commençant le 28 mars 2007.

2006, pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2008. Cet accord a été renouvelé à des conditions similaires à celles existant aujourd'hui. Le GIE intervient sur une base exclusive quant aux marchés qu'il couvre.

Le GIE Fox Pathé Europa est, avec un chiffre d'affaires supérieur à 150 millions d'euros en 2006, un acteur incontournable face aux centrales d'achat de la grande distribution. Grâce à l'ampleur du catalogue de films distribués en vidéo, le GIE est à même de bénéficier de conditions plus favorables auprès des grandes surfaces et des distributeurs qu'un éditeur indépendant, notamment en termes d'accès aux meilleurs emplacements de vente et de référencement. Le GIE Fox Pathé Europa occupe la place de deuxième distributeur vidéo en France en 2006 avec 13,3% de part de marché (*Source : GfK*). Au titre des exercices clos les 31 mars 2006 et 2007, le chiffre d'affaires réalisé sur la vente de DVD mis ultérieurement en location représente respectivement un peu plus de 10% et de 14% du chiffre d'affaires total d'EuropaCorp Diffusion.

La politique de prix d'EuropaCorp Diffusion et du GIE varie sur la durée de vie du DVD. A l'occasion de la sortie vidéo d'un film, le GIE conseille aux centrales d'achat un prix public de vente sur les six premiers mois déterminé en fonction de la notoriété du film et de son potentiel en termes de ventes. Dans le cadre des négociations avec les centrales d'achat, le prix de vente distributeur du DVD est généralement révisé à la baisse au bout de six et douze mois. Pour les films sortis en vidéo depuis plusieurs années, le Groupe a pour politique de ne pas descendre son prix de vente distributeur en dessous d'un certain niveau dans l'objectif que les prix publics de vente ne soient pas inférieurs à 9,99 euros TTC (étant précisé que les centrales d'achat et les détaillants demeurent en tout état de cause libres de fixer leur prix de vente au détail des DVD).

Le GIE Fox Pathé Europa est composé d'environ 60 personnes dédiées à la promotion et la distribution des films sur supports vidéo réparties en :

- une équipe commerciale composée d'environ 25 personnes dont un manager par enseigne principale et une vingtaine de commerciaux itinérants, chargée de la commercialisation du catalogue vidéo des partenaires auprès de réseaux de magasins, centrales d'achat, hypermarchés, Fnac-Virgin, vidéoclubs, etc. ;
- une équipe marketing d'environ 15 personnes pour la préparation de la publicité et des campagnes de lancement ; et
- un service support (direction générale, finances, etc.) composé de 19 personnes.

Par ailleurs, le GIE bénéficie d'une plate-forme logistique spécialisée et performante dans la préparation des commandes, le stockage et la livraison des supports vidéos. Cette plate-forme, exploitée en sous-traitance, permet au GIE de bénéficier d'infrastructures performantes à un coût maîtrisé.

Dans le cadre du processus de commercialisation d'un film sur support vidéo, les équipes du GIE interviennent près de quatre mois avant la date de lancement envisagée.

Si l'activité de distribution aux grandes surfaces et enseignes spécialisées est confiée au GIE Fox Pathé Europa, l'édition des DVD et la définition des objectifs commerciaux et de la stratégie marketing sont entièrement assurées par les équipes d'EuropaCorp Diffusion, qui interviennent très en amont de la sortie du film en vidéo. En effet, environ six mois avant la sortie du film en salles, les équipes d'EuropaCorp Diffusion procèdent en liaison avec EuropaCorp à la définition d'une stratégie marketing cohérente et complémentaire avec celle retenue pour la sortie en salles. Cette stratégie prend en considération la saisonnalité du marché comme par exemple la forte période de Noël, et le fait que la très grande majorité des ventes se fait lors des premières semaines suivant la mise sur le marché de la version vidéo du film.

En outre, dès la période de production et de tournage du film, les équipes d'EuropaCorp Diffusion définissent, avec EuropaCorp, les séquences complémentaires (« bonus ») qui seront ajoutées sur les DVD (« *making of* », interview, jeux...). Ces séquences complémentaires participent à l'engouement que peuvent générer les DVD, et EuropaCorp Diffusion possède l'expérience nécessaire pour exploiter au maximum cet aspect de l'effort de marketing.

Les équipes marketing du GIE travaillent de manière permanente en étroite collaboration avec celles d'EuropaCorp Diffusion notamment dans le cadre des relations avec les opérateurs de la presse spécialisée (Années Laser, DVD Vision...), principaux prescripteurs de films en vidéo.

Durant les quatre mois du processus de commercialisation, le travail des équipes du GIE auprès des grands distributeurs, des grossistes et des autres clients permet de définir avec précision le nombre de copies qui seront mises en fabrication au moyen des précommandes et préventes aux fins d'optimiser la gestion des stocks. A la clôture de l'exercice, EuropaCorp Diffusion prévoit une provision en prévision des retours de produits invendus estimée sur la base des quantités vendues (voir chapitre 9 du Document de base).

EuropaCorp Diffusion conduit également une politique active d'exploitation des films du Groupe qui ont déjà fait l'objet d'une première sortie vidéo, en réalisant des opérations de promotion sur certains titres par la baisse des prix de vente distributeur, la création de collections grâce au nombre de titres commercialisés par le GIE Fox Pathé Europa, et la création de packs spéciaux (spécial Jet Li, trilogie des films « *Taxi* », etc.). Au titre des exercices clos les 31 mars 2005, 2006 et 2007, le chiffre d'affaires réalisé par EuropaCorp Diffusion sur la vente de ses titres (films sortis en vidéo au cours des exercices précédents) s'est élevé respectivement à 3 200, 4 500 et 2 100 milliers euros.

Selon les conditions existantes au sein du GIE, les frais généraux sont partagés proportionnellement entre les membres en fonction des recettes générées par leurs vidéos respectives. En ce qui concerne le partage des recettes, le GIE agit comme une structure transparente : chacun des membres du GIE perçoit les recettes résultant de la vente de ses propres vidéos après déduction des coûts encourus pour la vente et la promotion de ces vidéos.

Grâce à une offre de titres particulièrement adaptée au marché de la vidéo, à la labellisation des films EuropaCorp (voir la section 6.3.1.2 du Document de base) et au savoir-faire d'EuropaCorp Diffusion (valeur ajoutée créée par l'intervention des équipes vidéo très en amont dans le processus de fabrication du film, politique marketing active), le Groupe réalise des volumes de vente et des taux de conversion nettement au-dessus de la moyenne du marché. Ainsi, le taux de conversion (défini comme le rapport entre le nombre de supports vidéos vendus pendant les six mois suivant la date de sortie du film en vidéo et le nombre d'entrées en salles) des films produits ou coproduits et distribués par le Groupe au cours des trois derniers exercices s'élève à 28%, contre par exemple une moyenne pondérée estimée à environ 12% pour le marché en 2006²⁰.

EuropaCorp Diffusion a par ailleurs développé une compétence spécifique pour l'acquisition de films en vue de leur exploitation en vidéo (« *direct-to-video* »). Le plus souvent, il s'agit de films de genre dont les droits d'exploitation en France, notamment sur support vidéo, sont acquis pour un faible montant. Par exemple, le film *Fighter in the Wind*, dont les droits d'exploitation en France et en Afrique francophone (dont les droits vidéo) ont été acquis par EuropaCorp Diffusion pour un montant de 30 000 dollars américains, a fait l'objet d'une promotion particulièrement étudiée par EuropaCorp Diffusion (référence, par la labellisation « EuropaCorp » du film, au succès de *Ong Bak* qui avait séduit un grand nombre d'amateurs de films d'actions en vidéo, date de sortie fixée pour profiter de la campagne marketing relative à la sortie vidéo de *Danny the Dog*, et teaser dans le DVD...). Grâce au savoir-faire d'EuropaCorp Diffusion, le DVD de *Fighter in the Wind* s'est vendu à plus de 160 000 exemplaires, générant un chiffre d'affaires de 1,7 million d'euros. Le Groupe entend poursuivre cette activité complémentaire d'acquisition de droits d'exploitation de films sur support vidéo pour des films particulièrement ciblés et choisis en fonction de leur potentiel.

6.3.3.1.3 La diffusion des films sur support immatériel : la VOD

A la date d'enregistrement du Document de base, le chiffre d'affaires de la Société réalisé par la mise à disposition en ligne des films dont elle détient les droits d'exploitation, soit en tant que producteur soit en tant que distributeur, reste très marginal par rapport aux autres activités du Groupe, le chiffre d'affaires généré par cette activité pour l'exercice clos le 31 mars 2007 s'étant élevé à 280 000 euros.

²⁰ Sur la base du Top 100 des films sortis en DVD en 2006, les 12% étant le rapport entre les ventes DVD cumulées à fin janvier 2007 pour les films parus en DVD en 2006 et le nombre d'entrées en salles France réalisées par ces mêmes films (Source : GfK).

Cependant, si le marché de la VOD reste un marché émergent dont le modèle économique est encore en évolution, les études réalisées par certains cabinets de conseil prédisent un accroissement rapide du chiffre d'affaires lié à cette activité dans les années qui viennent (voir la section 6.2.7.1 du Document de base). Ces prévisions s'intègrent plus largement dans un mouvement technologique où les canaux de diffusion se multiplient (téléphones mobiles, Internet, etc.) tandis que les capacités et rapidités de téléchargement augmentent, exacerbant les demandes des utilisateurs en contenus cinématographiques et audio-visuels.

A ce titre, EuropaCorp, en tant qu'éditeur de contenus attractifs, a une position favorable et cherche à exploiter au mieux ces relais de croissance potentiels.

Ainsi, la Société a déjà conclu des contrats d'exploitation d'œuvres en VOD avec deux des principaux acteurs de la VOD en France que sont respectivement Canal+ Active et France Télécom. En effet, selon une étude du CNC de décembre 2006 sur les pratiques de la VOD (portant sur un sondage en ligne auprès de 3 761 individus), ce sont les portails « canalplay.fr » et « orange.fr » qui recueillent le plus grand nombre d'utilisateurs de VOD, même si, eu égard à la multiplication du nombre d'intervenants et du portefeuille de catalogues de films à la disposition des portails VOD, la situation est très évolutive.

Le contrat entre EuropaCorp et Canal+ Active pour l'exploitation du portail VOD CanalPlay a été renouvelé le 20 juillet 2006 pour une durée d'un an renouvelable tacitement chaque année. Au titre de celui-ci, la Société a cédé à titre non exclusif à Canal+ Active les droits d'exploitation en VOD des œuvres cinématographiques et audiovisuelles dont elle détient ou viendrait à détenir les droits d'exploitation en VOD, soit en tant que producteur soit en tant que distributeur. Les droits d'exploitation en VOD n'ont été concédés que pour une zone géographique déterminée, à savoir la France, Monaco et les DOM TOM, et incluent des engagements de Canal+ Active en terme de sécurisation permettant le cryptage des fichiers téléchargés et la protection contre les copies illicites ainsi qu'un système de détection territoriale excluant les consommateurs hors de France. Canal+ Active a la possibilité de proposer les programmes soit à la vente soit à la location, moyennant le reversement d'un pourcentage des recettes perçues du consommateur à EuropaCorp. Canal+ Active est libre de fixer les prix de commercialisation au consommateur final mais s'est engagé à reverser à EuropaCorp une rémunération minimale garantie pour chaque vente ou location, dont le montant varie en fonction de l'ancienneté des œuvres. Le 6 décembre 2006, EuropaCorp a signé avec France Télécom un contrat d'exploitation d'œuvres en VOD dans des termes et conditions qui sont dans l'ensemble similaires à ceux conclus avec Canal+ Active.

La Société anticipe la conclusion d'un nombre croissant de contrats d'exploitation de films en VOD sur le territoire français dans les mois et les années qui viennent, tout en continuant à privilégier l'établissement de relations non-exclusives et la sélection de fournisseurs d'accès qui lui apportent certaines garanties technologiques en matière de lutte contre le piratage de contenus sur Internet. En ce qui concerne l'exploitation en VOD à l'étranger des films produits EuropaCorp, les contrats conclus avec les distributeurs étrangers (à l'exception des distributeurs américains) excluent en général l'exploitation en VOD des films dont les droits sont cédés jusqu'à la mise en place de solutions techniques satisfaisantes pour EuropaCorp et sous réserve de son accord, garantissant le téléchargement sécurisé des films et au profit du seul consommateur localisé dans le pays concerné.

6.3.3.1.4 La vente des droits de diffusion télévisuelle en France

La télévision constitue un canal de distribution important pour l'ensemble des films produits par EuropaCorp et représente une composante significative de sa stratégie financière de préfinancement de ses productions. Les droits de diffusion de chacun des films produits sont vendus à une ou plusieurs chaînes de télévision françaises (généralement une ou deux chaînes payantes et une chaîne gratuite), pour un nombre de passages déterminé, en principe au stade de la production du film, parfois après sa sortie en salles. Dans le cadre de sa stratégie de préfinancement, EuropaCorp s'efforce de vendre ses productions dès le stade de production du film. EuropaCorp a donc pour pratique d'initier les contacts avec les chaînes de télévision dès la phase de développement du film, et de prendre en compte les réactions des chaînes au projet dans le cadre de son processus de décision de mise en tournage du film. A la date d'enregistrement du Document de base, toutes les productions d'EuropaCorp agréées par le CNC et sorties en salles en France ont été pré-vendues à des chaînes de télévision. Les chaînes ayant acquis en prévente des droits de diffusion TV sont généralement associées à la promotion du film lors de sa sortie en salles.

Les télévisions négocient de façon générale l'acquisition des droits soit de chaque film individuellement, soit d'une série de films à venir. Par ailleurs, les contrats de cession de droits de diffusion télévisuelle prévoient généralement un droit de priorité et/ou de préemption sur les cessions de droits de diffusion télévisuelle ultérieures.

TF1 est le premier acquéreur de droits de première diffusion sur chaîne non payante des films produits par EuropaCorp (75% des films dont EuropaCorp a assuré la production déléguée et qui sont sortis en salles en France avant le 31 mars 2007 ont fait l'objet d'une prévente auprès de TF1 moyennant une négociation individualisée par film) (voir la section 6.2.2 du Document de base). EuropaCorp développe cependant ses relations avec les autres chaînes de télévision gratuites pour l'acquisition des droits de diffusion télévisuels de ses films France 2, France 3, M6, etc.). Ainsi, au cours de l'exercice 2006-2007, EuropaCorp a notamment vendu les droits de diffusion télévisuelle du film *Quand j'étais chanteur* à France 3 et ceux du film *Taken* à M6.

EuropaCorp peut, vis-à-vis des chaînes de télévision, se prévaloir d'audiences élevées en première et en deuxième diffusion, par exemple :

Première diffusion :

Film	Date de diffusion	Chaîne	Part d'audience
Le Transporteur	15 mai 2005	TF1	38,6%
Wasabi	31 août 2005	TF1	40%
Taxi 3	20 septembre 2006	TF1	37,4%

Sources : *Le Film français et Ecran Total*

Deuxième diffusion :

Film	Date de diffusion	Chaîne	Part d'audience <i>Seconde diffusion</i>	Comparaison Part d'audience <i>Première diffusion</i>
Taxi 2	28 mars 2006	TF1	33%	42,4%
Quinze août	9 avril 2006	TF1	28,9%	35,6%

Sources : *Le Film français*

Pour ce qui concerne la télévision payante, EuropaCorp a pour partenaire privilégié Canal+, qui a acquis les droits exclusifs de première diffusion en France de la totalité des films sortis en salles au 31 mars 2007 dont EuropaCorp a assuré la production ou la coproduction déléguée.

Le prix de cession des droits de diffusion télévisuelle est négocié en fonction des éléments spécifiques de chaque projet : budget, réalisateur et casting, genre et potentiel commercial du projet, etc. Un complément de prix peut éventuellement être accordé en fonction du succès du film, sur la base du nombre d'entrées en salles réalisées. Le succès du film lors de sa première diffusion en clair conditionne également le potentiel du film lors de sa seconde vie (voir la section 6.3.3.5 du Document de base) pour les rediffusions sur les chaînes de télévision, ce qui valorise auprès de celles-ci le catalogue d'EuropaCorp. TF1 a signé en 2006 avec EuropaCorp un protocole d'accord en vue de l'achat des droits de seconde télédiffusion d'un lot de films. Le prix de cession des droits de seconde diffusion est le plus souvent négocié en fonction du prix d'achat des droits de première diffusion et de l'audience constatée lors de la première diffusion.

A titre d'exemple :

- 3,5 millions d'euros ont été versés par Canal+ et 1,6 million d'euros par TF1 pour *Michou d'Auber* ;
- 1,2 million d'euros ont été versés par Canal+, 450 000 euros par TPS et 475 000 euros par France 3 (dont 75 000 euros de bonus) pour *Quand j'étais chanteur*.

6.3.3.2 La vente des droits à l'international

Conformément à sa volonté d'assurer le succès international de ses films, le Groupe procède à la vente de l'ensemble des droits de distribution et de diffusion des films, à titre exclusif, sur des territoires délimités à des distributeurs étrangers. Le titulaire des droits sur un territoire peut généralement exploiter tous les canaux (salles, vidéos, chaîne de télévision, etc.) pour une durée variable (de quelques années à plus de 12 ans). EuropaCorp assure directement la vente des droits d'exploitation à l'étranger des films qu'elle produit. Dans certains cas précis (certains DOM TOM et pays francophones comme par exemple Madagascar, l'Ile Maurice ou la Polynésie française), la vente des droits d'exploitation cinématographique est assurée par EuropaCorp Distribution.

En ce qui concerne l'exploitation en VOD à l'étranger des films produits par EuropaCorp, les contrats conclus avec les distributeurs étrangers (à l'exception des distributeurs américains) excluent en général l'exploitation en VOD des films dont les droits sont cédés jusqu'à la mise en place de solutions techniques satisfaisantes pour EuropaCorp, garantissant le téléchargement sécurisé des films et au profit du seul consommateur localisé dans le pays concerné. Dans ce cas, le début de l'exploitation en VOD et la conclusion du contrat entre le distributeur étranger et le fournisseur d'accès sont soumis à l'autorisation préalable d'EuropaCorp.

Le marché international de la vente de films concerne près de 50 territoires (chacun pouvant regrouper plusieurs pays). Dans chacun d'entre eux, quelques distributeurs indépendants coexistent et se partagent le marché avec les filiales des *majors* américaines qui ne distribuent presque exclusivement que leurs propres productions. Lorsque le marché de certains pays ne justifie pas l'implantation de filiales de ces *majors*, des distributeurs indépendants *leaders* sur leur marché prennent en charge la distribution des films de ces *majors* sur la base de contrats de distribution exclusive. EuropaCorp maintient dans la plupart des pays des relations privilégiées avec plusieurs distributeurs, et n'est lié par aucune relation exclusive, sauf au Japon avec EuropaCorp Japan. Grâce à la très bonne connaissance des marchés internationaux acquise par les équipes de vente d'EuropaCorp, le Groupe sélectionne, en fonction du film, les distributeurs auxquels il s'adresse en fonction de leur appétit pour le type de film concerné, et cherche, lorsque c'est possible, à tirer parti des situations de concurrence entre les distributeurs locaux afin de maximiser les recettes résultant de la cession des droits de distribution de chaque film. Les productions d'EuropaCorp génèrent un fort appétit des distributeurs indépendants dans la mesure où ceux-ci, dans la plupart des pays, n'ont pas accès aux productions des majors américaines qui sont distribuées par leurs filiales locales.

Dès la phase de production, les équipes des ventes internationales d'EuropaCorp établissent une matrice de vente listant les distributeurs potentiels dans les quelques 50 territoires dont les distributeurs sont actifs sur le marché des achats de droits. EuropaCorp a pour ambition de distribuer ses films dans le plus grand nombre de pays. C'est pourquoi, en dehors des principaux territoires comme les Etats-Unis où EuropaCorp traite en règle générale avec ses partenaires privilégiés afin d'assurer son seuil de préfinancement intégral, et conformément aux pratiques de la profession, une grande part des ventes aux distributeurs étrangers s'effectuent lors des marchés internationaux du film dont les principaux sont, par ordre chronologique, l'*European Film Market* de Berlin (mi-février), le Marché International du Film de Cannes (mi-mai) et l'*American Film Market* de Los Angeles (début novembre).

Le tableau ci-après présente les principaux pays pour lesquels les droits de distribution des films d'EuropaCorp, actuellement en exploitation, ont été vendus ainsi que les recettes générées à l'export.

Film	Principaux pays de distribution	Recettes perçues à l'export au 31 mars 2007 (en millions d'euros)
<i>Arthur et les Minimoys</i>	USA - Italie - Japon - Allemagne - Espagne - Russie - Danemark - Belgique - Corée du Sud - Chine	38,7
<i>Taxi 4</i>	Japon - Allemagne - Russie - Belgique - Danemark - Canada - Taiwan - Belgique - Portugal - Turquie - Chine - Brésil	4,3
<i>Ne le dis à personne</i>	Grande Bretagne - Allemagne - Suède - Canada - Australie - Israël - Chine	1,9
<i>Quand j'étais chanteur</i>	Allemagne - Belgique - Pologne - Portugal - Canada - Grande Bretagne - Russie - Suisse	0,9

Le tableau suivant donne le pourcentage de répartition par pays du box office international des films d'EuropaCorp pour les exercices 2005/2006 et 2006/2007.

Tableau de répartition des exportations dans le monde d'EuropaCorp pour les exercices 2005/2006 et 2006/2007

Pays	2005/2006	2006/2007
Amérique du nord	47,6%	31,5%
Europe de l'Ouest <i>dont</i>	34,4%	33,9%
<i>Espagne et Italie</i>	<i>13,6%</i>	<i>12,1%</i>
<i>Allemagne</i>	<i>9,0%</i>	<i>10,5%</i>
<i>Suisse, Belgique</i>	<i>4,4%</i>	<i>5,5%</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>3,7%</i>	<i>0,3%</i>
Europe de l'est	5,4%	9,8%
Asie	10,3%	19,4%
Reste du monde	2,2%	5,4%
Total	100%	100%

La stratégie de production d'EuropaCorp conduisant à la réalisation de films attrayants pour les acheteurs internationaux permet aux équipes des ventes internationales de proposer des prix de vente de droits élevés.

Les ventes de droits à l'international, conformément aux pratiques du marché, font l'objet de contrats définissant avec précision les types de droits cédés, la durée, les territoires concernés et prévoient également la mise à disposition et le contrôle des supports de promotion. EuropaCorp met ainsi à disposition des distributeurs étrangers les éléments forts de la stratégie marketing du film et contrôle les campagnes de promotion réalisées ainsi que les coûts attachés à la promotion du film. La plupart de ces contrats, qui s'inspirent des modèles existant dans l'industrie, sont régis par le droit français.

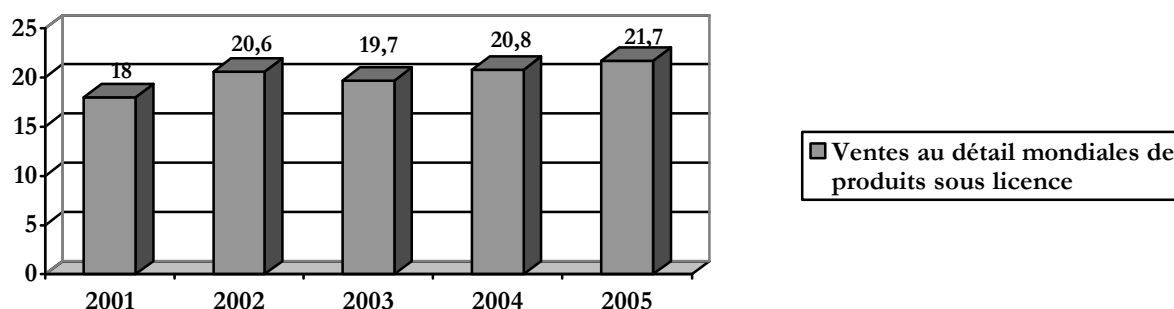
Dans la très grande majorité des cas, la rémunération d'EuropaCorp consiste en un minimum garanti qui constitue une avance du distributeur sur la part des recettes attribuées à EuropaCorp, après amortissement des frais d'édition et de publicité supportés par le distributeur. Lorsque le film a généré sur le territoire concerné des recettes suffisantes pour amortir ces frais d'édition et de publicité et couvrir le montant du minimum garanti

perçu par EuropaCorp, toute recette supplémentaire est partagée entre EuropaCorp et le distributeur selon une répartition qui varie selon chaque contrat, et au sein du même contrat selon le support de distribution (salles, ventes télévisuelles, vidéo). La politique d'EuropaCorp, conforme à sa ligne de conduite en matière de couverture du risque financier le plus en amont possible (voir la section 6.3.2.1.2 du Document de base), consiste à négocier un montant de minimum garanti le plus élevé possible.

Dans le cadre de la vente de droits à l'international, EuropaCorp veille à faire respecter les fenêtres de droits de diffusion (salles, vidéo, chaîne en clair, chaîne payante) entre les différents pays aux fins d'éviter tout chevauchement et donc d'assurer que la stratégie de diffusion internationale de ses films soit mise en place. De plus, EuropaCorp s'assure en interne du suivi des recettes générées par chacun des films dans chacun des territoires afin de s'assurer du retour au Groupe du pourcentage négocié des recettes.

6.3.3.3 L'exploitation complémentaire des films sous forme de produits dérivés, licences et partenariats

Les accords de partenariat et l'exploitation de droits dérivés de la production de films peuvent représenter aujourd'hui des moyens de promotion efficaces des films mais surtout des sources de revenus significatives pour les producteurs. Ainsi, pour le monde du divertissement (cinéma, TV, musique, etc.), les estimations du montant des ventes mondiales au détail de produits sous licence représentent 21,7 milliards de dollars pour 2005, contre 18 milliards en 2001 comme l'indique le graphique ci-dessous (*Source : License Research - 2006 Industry Annual Report*).



Le film d'animation *Arthur et les Minimoys* produit par EuropaCorp s'est inscrit directement dans cette optique et de nombreux contrats ont été signés à cette occasion, qui ont permis à la Société de couvrir plus de 15% du budget du film.

Au cours des trois dernières années, EuropaCorp a ainsi pu conclure les types de partenariats présentés ci-dessous (une soixantaine environ), essentiellement en relation avec le film *Arthur et les Minimoys* et d'autres films.

6.3.3.3.1 Partenariats « classiques »

– Les placements de produits

Ils visent à insérer une marque dans un film. Ainsi la voiture phare de la série des « *Taxi* » est depuis toujours une Peugeot, dont le modèle évolue en fonction des années. Pour chaque film, Peugeot a versé une somme à EuropaCorp pour avoir une voiture de sa marque choisie pour le film. On peut citer par ailleurs, le placement de produit de Yahoo dans *Ne Le Dis A Personne*, Yahoo étant le moteur de recherche unique utilisé par le personnage de François Cluzet dans le film.

– Les accords promotionnels classiques :

Il s'agit d'accords avec des marques qui soutiennent à la fois la promotion du film et utilisent son image pour vendre plus de produits. On peut citer par exemple l'ajout d'images du film sur l'emballage de produits

alimentaires (Tesseire, Nestlé) ou l'opération Happy Meal de McDonald's France avec *Arthur et les Minimoys*. Dans cette hypothèse, la vente des produits bénéficiant de la licence coïncide bien évidemment avec la période de sortie en salles du film. En général, ces contrats donnent lieu au paiement d'un droit forfaitaire d'utilisation pendant une période déterminée.

6.3.3.3.2 Les accords de licence

La licence est le contrat aux termes duquel le propriétaire d'une marque accorde un droit d'utilisation à une entreprise. Ainsi, en février 2005, EuropaCorp et Lansay, fabricant de jouets, ont annoncé la signature d'un contrat de licence pour la fabrication et la commercialisation de toute une gamme de jouets (peluches, figurines, véhicules) pour l'ensemble de l'Union Européenne. Parmi les autres licenciés, peuvent être citées les entreprises suivantes : Panini, Bic, Atari, etc.

Le segment des produits dérivés ne peut toutefois être exploité que sur les genres de films qui y sont appropriés. Le marché des produits dérivés est en effet très concurrentiel et est réservé aux programmes télévisés et aux films ayant un fort potentiel de notoriété, susceptibles de générer des comportements d'achat sur un segment de consommateurs suffisamment important. Les films d'animation sont particulièrement adaptés à ces exploitations dérivées, de part leur cible jeune public et l'absence de problème lié au droit à l'image des personnages principaux.

6.3.3.3.3 Nouveaux types de partenariats

- Les partenariats globaux où le film est intégré à la communication de la marque partenaire

Dans ce cadre, les annonceurs recherchent de plus en plus des associations avec le cinéma leur permettant de toucher les consommateurs selon leurs centres d'intérêt et de s'associer aux campagnes de lancement des films. Ce type de partenariat est l'occasion de conclure des accords importants et de donner encore plus de visibilité au film, via la communication de la marque partenaire.

Ainsi, pour accompagner la sortie du film *Arthur et les Minimoys*, EuropaCorp a conclu un partenariat avec Orange accordant à l'opérateur de téléphonie mobile le droit d'exploitation des images du film et de diffusion de contenus spécifiques en exclusivité sur les mobiles, voire en avant-première (bande annonce, « *making of* », etc.). Ces types d'accord peuvent aussi s'inscrire sur une période plus longue non limitée à l'actualité de la sortie du film en salles. EuropaCorp a ainsi conclu avec BNP Paribas un partenariat permettant à la banque, jusqu'au 31 décembre 2007, de baser sa communication pour les produits enfants autour du film et des personnages d'*Arthur et les Minimoys* (décoration des vitrines des agences, utilisation des images des personnages sur les produits bancaires pour sa jeune clientèle : dépliants, cartes de vœux et peluches offertes, sites Internet dédiés, etc.). L'accord ne couvre que le premier volet du film.

- Partenariats cadres avec EuropaCorp, et non spécifiques à un film

EuropaCorp a conclu fin 2006 un contrat de partenariat de trois ans avec le groupe Volkswagen France. En contrepartie du placement des véhicules de la marque Audi au sein de certains des films d'EuropaCorp, de la fourniture de contenus vidéo et audio tirés des films, de l'utilisation de véhicules Audi dans le cadre d'événements cinématographiques, auxquels la Société participe, EuropaCorp perçoit du groupe Volkswagen France des sommes forfaitaires annuelles.

Fort de cette nouvelle expérience acquise avec, en particulier, *Arthur et les Minimoys*, le Groupe entend poursuivre cette nouvelle politique de conclusion de partenariats et de développement de licences destinée à diversifier ses sources de financement tout en trouvant de nouveaux modes de promotion de ses films. Avec l'annonce de la production d'une suite au film *Arthur et les Minimoys*, EuropaCorp dispose d'une base solide pour maintenir, renouveler et conclure dans les années qui viennent les accords de partenariat et de licence afin de développer une gamme complète de produits dérivés *Arthur* à travers l'ensemble des catégories de produits (jouets, textile, cadeaux, alimentaire, restauration rapide, etc.), tout en augmentant sa couverture territoriale à l'international.

Cette politique devrait en parallèle maintenir la notoriété du premier film et faciliter le succès du second à l'occasion de sa sortie en salles.

6.3.3.4 L'acquisition de droits de distribution et leur exploitation

Afin de générer des revenus complémentaires, EuropaCorp peut acquérir des droits de distribution sur le territoire français ou sur d'autres pays francophones de films produits à l'extérieur du Groupe. Dans d'autres cas, la Société peut également se voir confier l'ensemble des droits d'exploitation d'un film à l'international, à l'exclusion de certaines zones géographiques déterminées. Dans des hypothèses différentes, à l'inverse des films qu'elle produit et pour lesquels EuropaCorp dispose d'un droit d'exploitation sur toute la durée des droits d'auteurs, les films que la Société acquiert ne peuvent être exploités que sur une durée déterminée contractuellement, au cas par cas. Pendant cette durée d'exclusivité et sur le territoire déterminé, la Société dispose en général de l'ensemble des droits d'exploitation du film : distribution en salles, distribution sur support vidéo, cession des droits de diffusion télévisuelle, etc.

Dans la mesure où le travail des différentes équipes est cyclique, et où le pouvoir de négociation tant des distributeurs en salles que des éditeurs vidéo dépend en partie du nombre de films distribué, il est important pour EuropaCorp, afin de compléter sa propre production annuelle, de procéder à ces acquisitions. A cet effet, la Société a spécialement mandaté une personne dont la mission est de rechercher et d'identifier en France et dans le monde les films à fort potentiel de succès. Cette personne est en contact avec des producteurs internationaux sur une base régulière et est présente aux différents festivals cinématographiques internationaux.

Dans cette optique, EuropaCorp a acquis en 2005 l'ensemble des droits d'exploitation du film *Adam's apple* pour la France, la Belgique francophone et le Luxembourg. De même, EuropaCorp a acquis en 2005 l'ensemble des droits d'exploitation en France et à l'international (hors Asie) pour le film *Citizen Dog*. En 2003, la Société avait acquis les mêmes droits (hors Asie, Scandinavie, Turquie, Royaume-Uni et Benelux non francophone) pour le film *Ong Bak – The Thai Warrior* qui a réalisé en France plus de 950 000 entrées en salles et plus de 500 000 ventes de DVD. Enfin, plus récemment, EuropaCorp a acquis les droits d'exploitation de trois films pour la France et certains pays de l'Afrique francophone : *Dan in Real Life*, *Be Kind Rewind* réalisé par Michel Gondry et *August Rush*. Au titre de ces mandats de distribution et en général en contrepartie du versement d'un minimum garanti, EuropaCorp perçoit des commissions.

Cette activité devrait demeurer pour le Groupe, un complément aux activités de production et de distribution des films produits par le Groupe.

6.3.3.5 L'exploitation de la deuxième vie des films

EuropaCorp a vocation à constituer au fur et à mesure de la réalisation de ses productions, un catalogue de films qu'elle pourra exploiter de manière à générer des revenus récurrents dans le futur, et dont l'importance devrait être à la mesure des succès rencontrés lors de la première vie des films.

En effet, le potentiel de recettes d'un film lors de sa seconde vie (débutant après la deuxième diffusion télévisuelle sur une chaîne en clair) résulte de son succès en salles et de ses ventes vidéo ainsi que du taux d'audience lors de sa première diffusion télévisuelle. Les revenus générés par ces films en seconde vie, alors qu'ils auront été intégralement amortis, sont représentés par la cession de droits de diffusion télévisuelle, les ventes DVD ou en VOD et enfin par la cession des droits d'exploitation des films à l'étranger, une fois que la période d'exclusivité précédemment accordée au distributeur étranger a expiré.

A titre d'illustration, le montant des achats en 2005 de droits de diffusion de films français par les chaînes de télévision, hors préachats dans le cadre des obligations de production, s'est élevé à 200 millions d'euros (*Source : Les films et les fictions à la télévision - CNC Bilan 2005*).

Bien que le nombre de productions d'EuropaCorp ayant atteint le stade de la deuxième vie au 31 mars 2007 soit encore réduit (le catalogue du Groupe comprend, outre des droits divers sur un total de 10 films et courts métrages, principalement 5 films (*Blanche*, *Tristan*, *Taxi 2*, *The Dancer* et *15 Août*), pour lesquels le Groupe a été

producteur délégué ou coproducteur), EuropaCorp considère que les succès en salles et en vidéo de ses productions ainsi que la forte demande des chaînes de télévision pour la première diffusion devrait contribuer à la construction d'un fort potentiel de ses films en deuxième vie s'inscrivant dans la durée.

6.3.4 Activités complémentaires à la production et à la distribution de films

Le Groupe dispose, outre ses activités principales, d'un certain nombre d'autres activités offrant un potentiel de développement.

6.3.4.1 La production de films publicitaires

La société Dog Productions, créée en 1999 par Luc Besson et filiale à 100% d'EuropaCorp, a pour activité la production de films publicitaires et films de commande. Cette société bénéficie de l'expérience de Luc Besson en matière de réalisation de films publicitaires, qui a été l'auteur de nombreux films pour, notamment, les marques L'Oréal, Chanel et Orange. Dog Productions a développé un savoir-faire et a acquis une notoriété en matière de films publicitaires. Elle a ainsi récemment produit des films publicitaires pour Hâagen-Dazs, Mennen, Kia, pour des agences de publicité françaises et internationales. Dog Productions s'appuie sur une dizaine de réalisateurs prometteurs ou confirmés avec lesquels elle a établi des liens privilégiés pour la réalisation de films publicitaires. Cette activité a représenté au titre des trois derniers exercices clos les 31 mars 2007, 2006 et 2005 des chiffres d'affaires de respectivement 3,0 millions d'euros, 6,2 millions d'euros et 3,4 millions d'euros.

Les activités de production de films publicitaires de Dog Productions permettent au Groupe de révéler des jeunes réalisateurs qui pourront le cas échéant poursuivre ensuite leur collaboration avec EuropaCorp dans le cadre de projets plus ambitieux.

6.3.4.2 Les activités d'édition de livres

EuropaCorp, à travers la société Intervista (fondée par Luc Besson en 1994, devenue filiale du Groupe en 2002) exerce une activité d'édition de livres, dont certains sont relatifs au cinéma. Intervista édite la collection de livres « *Making of* », décrivant, en texte et en image, le processus de création et de fabrication des films les plus importants d'EuropaCorp. Par ailleurs, Intervista édite régulièrement des novélisations de scénarii de films produits par EuropaCorp. Les publications les plus récentes de cette collection sont *Michou d'Auber* et *Bandidas*.

La collection *Arthur*, démarrée en 2002 et qui compte aujourd'hui 4 tomes, une déclinaison de livres, albums et coloriages, connaît un succès constant depuis son lancement. Au 28 février 2007, le nombre total de livres et albums vendus s'élevait à 1,6 million, dont 1,3 million uniquement pour les 4 tomes du roman. Selon Ipsos, *Arthur* est devenu le cinquième héros préféré des Français en littérature jeunesse grand format, après *Eragon*, *Narnia*, *Harry Potter* et les *Orphelins Baudelaire* (*Sources : Le Monde du 29 novembre 2006*). La série a été éditée dans 36 pays, et la suite du film, qui démarrera en production en 2007, devrait continuer de porter le succès de la collection.

En France, 5 des références de la collection *Arthur* se classent parmi les 15 meilleures ventes de livres jeunesse en 2006 et le succès de la collection perdure puisque pour le mois de février 2007, 4 tomes d'*Arthur* se classaient parmi les 7 meilleurs ventes de livres jeunesse (*Source : Livre Hebdo n°673 du 19 janvier 2007 et n°679 du 2 mars 2007*).

Par ailleurs, depuis 2005, Intervista développe deux nouvelles collections non directement liées aux productions EuropaCorp :

- Cinemascope est une collection positionnée jeunesse, tournée vers l'édition de livres sélectionnés sur leur potentiel à devenir un scénario (par exemple la trilogie *Ezoa* éditée en 2005 et 2006). Une série de quatre polars historiques et une trilogie de thrillers écologiques sont prévues sur l'année 2007.

- Les Mues, une collection dédiée à la recherche de jeunes talents littéraires, comprend 4 titres, dont *Du vent dans les Mollets*, premier roman vendu à 5 600 exemplaires. Cinq nouvelles publications sont prévues en 2007 et 2008.

6.3.4.3 L'édition musicale

Outre son activité consistant à produire les enregistrements de la musique originale de ses films, ainsi qu'à licencier à des distributeurs du secteur phonographique l'exploitation en tant que « B.O.F. » - Bande Originale de Film - de ces enregistrements (généralement en contrepartie d'avances sur redevances qui permettent d'amortir partiellement ou totalement les coûts de la production musicale), la société EuropaCorp développe également à travers sa filiale EuropaCorp Music Publishing une activité d'édition des œuvres musicales originales composées pour le besoin de ses films.

De par cette activité éditoriale, exercée dans la continuité de la stratégie d'intégration verticale d'EuropaCorp, la société EuropaCorp Music Publishing, en tant qu'éditeur des œuvres musicales originales, membre de la SACEM (Société des Auteurs, Compositeurs, et Editeurs de Musique, gérant les droits musicaux en France), et représentée dans le monde entier par des sous-éditeurs, peut ainsi percevoir les rémunérations proportionnelles dues à l'occasion de l'exploitation de ces œuvres musicales.

Ces recettes éditoriales générées naturellement à l'occasion de chaque exploitation des films - telles que diffusions en salles, exploitations vidéographiques, télédiffusions, exploitation Internet, etc. - et payées par les exploitants des films aux sociétés de gestions collectives (qui reversent ensuite aux ayants droit, en ce compris les éditeurs musicaux) permettent ainsi à EuropaCorp, via sa filiale EuropaCorp Music Publishing, de percevoir des recettes complémentaires liées à l'exploitation de ses films, qui peuvent ainsi venir amortir le cas échéant, en sus des avances sur redevances perçues des distributeurs du secteur phonographique (voir ci-dessus), les coûts relatifs à la production de la musique originale des films considérés.

Enfin, fort de son savoir-faire tant dans la production d'enregistrements musicaux pour les besoins de ses films que dans l'édition des œuvres musicales afférentes, EuropaCorp n'exclut pas de poursuivre ce qu'elle a initié avec l'artiste « Zoé », à savoir la production d'albums consacrés exclusivement à des artistes en devenir, sans pour autant que de tels projets ne soient nécessairement liés à l'activité cinématographique principale d'EuropaCorp.

6.3.4.4 L'exploitation de salles de cinéma

Se reporter à aux sections 5.2 et 6.1.3 du Document de base.

6.4 Réglementation du secteur de l'industrie cinématographique

Le secteur de l'industrie cinématographique fait l'objet d'une réglementation spécifique d'origine communautaire et française.

En France, le Centre national de la cinématographie (« CNC »), établissement public à caractère administratif créé par la loi du 25 octobre 1946 et placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication, est doté de pouvoirs de réglementation et de contrôle des activités du secteur. Il délivre aux entreprises appartenant à l'une des branches de l'industrie cinématographique leurs autorisations d'exercice de la profession (voir le chapitre 11 du Document de base), et contrôle les recettes d'exploitation des œuvres exploitées en salles ou sous forme de vidéogrammes. Le CNC gère par ailleurs les programmes d'aide publique à l'industrie cinématographique.

6.4.1 Relations cinéma – télévision

6.4.1.1 Contribution des éditeurs de services de télévision au développement de la production et quotas de diffusion

La directive 89/552/CEE du Conseil de l'Union Européenne en date du 3 octobre 1989, connue sous le nom de *Directive télévision sans frontières*, telle que modifiée par la directive 97/36/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union Européenne en date du 30 juin 1997²¹, requiert des Etats membres de l'Union Européenne qu'ils fassent en sorte que les éditeurs de programmes télévisés réservent au moins 10% de leur temps d'antenne ou de leur budget de programmation à des œuvres européennes émanant de producteurs indépendants à leur égard. Cette proportion doit par ailleurs, selon les termes de la directive, être atteinte en réservant une proportion « adéquate » à des œuvres récentes, c'est-à-dire des œuvres produites depuis moins de cinq ans.

Les règles fixées par cette directive représentent seulement le minimum imposé à l'ensemble des Etats membres. La plupart des Etats membres de l'Union Européenne, dont la France, ont adopté des règles internes plus strictes.

La réglementation française combine, pour les éditeurs de services de télévision, des obligations en matière de production et de diffusion d'œuvres cinématographiques.

Contribution au développement de la production d'œuvres cinématographiques - La loi française fait obligation aux chaînes télévisées de contribuer au développement de la production d'œuvres cinématographiques : pour ce faire, elles doivent consacrer des fractions (variables selon le type de services édités) de leur chiffre d'affaires ou de leurs ressources à l'acquisition de droits de diffusion ou à l'investissement en production dans le financement d'œuvres cinématographiques européennes ou française.

Toutes les chaînes, quel que soit leur support (hertzien, câble ou satellite), dont l'objet principal n'est pas la diffusion d'œuvres cinématographiques et qui diffusent au moins 52 œuvres cinématographiques de longue durée par an doivent investir un minimum de 3,2% de leur chiffre d'affaires net de l'année précédente dans des films européens. 2,5% du chiffre d'affaires doivent être consacrés à des films d'expression originale française. Les investissements comptabilisés peuvent être des préachats (acquisition de droits de diffusion en exclusivité avant le premier jour de tournage des films) ou des investissements en parts de coproduction.

De son côté, Canal+ doit investir une partie de ses ressources totales annuelles de l'exercice en cours dans l'acquisition de films, dont 12% dans celle de films européens et 9% dans celle de films d'expression originale française. La chaîne doit également respecter une clause de diversité qui consiste à réserver une part de ses investissements dans des films à petit budget (pour les exercices 2003 et 2004, il s'agit de films dont le devis était égal ou inférieur à 5,3 millions d'euros).

En ce qui concerne les chaînes de cinéma du câble et du satellite et de la TNT, leurs acquisitions de droits de diffusion doivent représenter les proportions suivantes de leurs ressources totales annuelles de l'exercice en cours : 21% pour les œuvres européennes (26% s'il s'agit d'un service de cinéma de premières diffusions) et 17% pour les œuvres d'expression originale française (22% s'il s'agit d'un service de cinéma de premières diffusion). Leur convention doit, comme celle de Canal+, contenir une clause de diversité.

Une large part de ces investissements (75% en matière cinématographique) doit en outre bénéficier à des productions effectuées par des producteurs indépendants.

Les apports des chaînes télévisées en 2006 dans la production française de films se sont élevés à 102 millions d'euros pour les préachats et coproductions des chaînes en clair et à 138 millions d'euros pour les préachats de Canal+.

²¹ Une nouvelle proposition de modification de la *Directive Télévision sans frontières* a été adoptée par la Commission Européenne le 29 mars 2007 et est en cours de discussion entre le Parlement européen, le Conseil des Ministres de l'Union et la Commission Européenne. Cette proposition a surtout pour objectif de définir les règles applicables aux services audiovisuels en distinguant les services linéaires, comme la télévision, des services non linéaires, comme les services de VOD, et d'assouplir les règles relatives à la publicité. Elle ne prévoit en revanche aucune nouvelle disposition concernant les quotas de diffusion et de production.

Obligations de diffusion d'œuvres cinématographiques - Les éditeurs de services de télévision sont par ailleurs en principe tenus, y compris aux heures de grande écoute, de réserver dans le nombre total annuel de diffusions et de rediffusions d'œuvres cinématographiques de longue durée, au moins 60% à la diffusion d'œuvres européennes, dans lesquels deux tiers au moins doivent être des œuvres d'expression originale française.

Ces mécanismes expliquent le rôle essentiel que jouent les chaînes de télévision dans le financement du cinéma français. En 2005, elles ont contribué à hauteur de 29,5% au financement des films d'initiative française.

6.4.1.2 Prohibition de la publicité télévisée relative aux films de cinéma

Le décret n°92-280 du 27 mars 1992, qui fixe les principes généraux définissant les obligations des éditeurs de services en matière de publicité, de parrainage et de télé-achat, prohibe la publicité télévisée concernant certains secteurs économiques dont celui du cinéma. La publicité télévisée pour les films sur support vidéo est en revanche autorisée.

Le décret du 7 octobre 2003 modifiant le décret n°92-280 a levé en tout ou partie l'interdiction de publicité pour certains secteurs mais n'a pas assoupli cette prohibition en ce qui concerne le cinéma. Dans un avis motivé rendu public le 7 juillet 2004, la Commission Européenne a cependant demandé à la France de lever cette interdiction de publicité télévisée pour le cinéma (et pour l'édition), estimant que l'interdiction viole la liberté de prestation de services « *dans la mesure où des mesures moins restrictives seraient possibles pour atteindre l'objectif de protection de la diversité culturelle mise en avant par les autorités françaises* ». Dans un communiqué de presse en date du 8 juillet 2004, le Ministre de la culture a indiqué que la réglementation actuelle visait en premier lieu au respect des équilibres en matière de promotion pour mieux préserver la diversité de l'offre pour le public et que ces dispositions protégeaient également les films européens qui ne disposent pas des moyens nécessaires aux campagnes de publicité télévisée.

6.4.2 Les mécanismes de soutien français à la filière cinématographique

6.4.2.1 Les mécanismes de soutien du CNC

En France, l'aide cinématographique est principalement réglementée par le décret n°99-130 du 24 février 1999. Le CNC est responsable de l'attribution de ces différentes aides, regroupées au sein du compte de soutien à l'audiovisuel. Celles-ci sont notamment financées par le budget général du Ministère de la Culture et de la Communication, par des taxes professionnelles et autres redevances, y compris la taxe spéciale sur le prix des billets de cinéma (représentant en moyenne 11% du prix du billet), la taxe sur les revenus tirés par les chaînes de télévision de la publicité et des abonnements à la télévision payante, la redevance audiovisuelle, le remboursement des avances accordées aux producteurs de films et de téléfilms, et la contribution basée sur le chiffre d'affaires provenant de la vente de DVD. La loi du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur a élargi l'obligation de contribution au compte de soutien aux fournisseurs d'accès à Internet proposant des services de télévision en leur imposant une taxe progressive sur leur chiffre d'affaires relatif à la télévision.

a) Le soutien automatique à la production cinématographique

Le soutien automatique à la production cinématographique est un mécanisme d'aides géré par le CNC qui vise à encourager la production de longs métrages français ou réalisés en coproduction internationale.

L'accès au soutien financier automatique est subordonné principalement à la présence, parmi les producteurs de l'œuvre, d'un producteur européen établi en France et du respect des critères exigés pour la qualification européenne de l'œuvre²². Si ces deux conditions sont réunies, le producteur peut alors solliciter la délivrance d'un agrément sur la base duquel l'œuvre sera admise au bénéfice du soutien financier automatique²³.

²² Suite à une jurisprudence du 10 novembre 2004 qui a vu l'annulation par le Tribunal Administratif de Paris d'une décision du directeur du CNC accordant l'agrément des investissements pour le film *Un long dimanche de fiançailles*, confirmé en appel le 31 mai 2005, le Ministre de la culture a indiqué son souhait de voir le mécanisme de soutien au cinéma ouvert aux sociétés extra-européennes et a confié

Toute œuvre agréée a accès au soutien financier automatique, tant pour « générer » du soutien financier inscrit au compte des producteurs de l'œuvre que pour permettre l'investissement sur cette même œuvre du soutien généré par l'exploitation d'œuvres antérieures. Au stade de l'agrément cependant, la génération du soutien financier automatique n'est que virtuelle : une œuvre ne générera du soutien financier qu'à proportion de l'accueil qui lui sera fait par le public. En effet, le soutien financier accordé par le CNC est proportionnel aux recettes du film produit par l'entreprise de production. Il n'est accordé qu'une fois le film déjà exploité.

Ainsi, en pratique, un film agréé peut bénéficier du soutien automatique revenant à l'entreprise de production au titre d'œuvres antérieures et augmente par ailleurs les droits de l'entreprise à bénéficier du soutien pour des œuvres futures agréées.

Ensuite, une fois l'agrément acquis, le soutien financier généré par le film est calculé de la façon suivante en fonction des différents modes d'exploitation de celui-ci :

- *Exploitation en salles*

Le soutien financier, dit « soutien salles », est calculé en fonction du nombre d'entrées réalisées par le film en salles. Il est calculé par application de taux variables au produit de la taxe spéciale sur le prix des billets de cinéma. Le montant du soutien est calculé sur une période déterminée, à savoir cinq ans à compter de la date de la première projection publique du film concerné.

- *Diffusion télévisuelle*

Le « soutien antenne » est accordé à raison de la diffusion du film sur un service de télévision. Il est calculé par application de taux aux sommes versées par les services de télévision en exécution des contrats de cession des droits de télédiffusion. Le montant du soutien est calculé sur une période déterminée, à savoir huit ans à compter de la première projection publique du film.

- *Exploitation vidéo*

Le soutien financier dit « soutien vidéo » est calculé par application d'un taux (actuellement 6%) au montant du chiffre d'affaires déclaré par les entreprises d'édition vidéo à raison de la vente ou de la location d'œuvres cinématographiques sous forme de vidéogrammes. Le montant du soutien est calculé sur une période déterminée, à savoir six ans à compter de la date de la première projection publique du film.

Les sommes qui sont ainsi calculées à raison de l'exploitation en salles, de la diffusion télévisuelle, de l'exploitation en vidéo des films de long métrage qui ont obtenu un agrément de production sont ensuite pondérées par des coefficients fixés en vertu d'un barème de points. Ce dernier permet d'apprécier la répartition des éléments techniques et artistiques de la réalisation de l'œuvre et sa vocation principale est de proportionner le soutien financier aux conditions de réalisation de l'œuvre et à la part exacte qu'y prennent les éléments français et européens. Cette pondération permet de déterminer le niveau de soutien financier définitif auquel ont droit les producteurs.

Les sommes résultant de ce calcul sont déposées sur les comptes ouverts au CNC au nom des entreprises de production bénéficiaires. Elles peuvent être mobilisées par les producteurs pour la production de nouveaux longs métrages ayant reçu l'agrément des investissements par le CNC, dans un délai de cinq ans à compter du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle elles ont été calculées.

Dans tous les cas, sur un film déterminé, la répartition du soutien financier entre coproducteurs est contractuelle. Toutefois le producteur délégué a droit au minimum à 25% du soutien généré par le film.

au directeur général du CNC une mission sur les modalités de cette ouverture, tout en maintenant un encadrement destiné à privilégier les œuvres tournées en français et donnant lieu à des dépenses en France.

²³ L'entreprise de production doit obtenir deux agréments : l'agrément des investissements qui constitue l'agrément en principe préalable à la réalisation de l'œuvre et l'agrément de production qui constitue la décision d'octroi à titre définitif des aides financières.

Parallèlement, le montant total du soutien financier est plafonné²⁴.

En 2005, 75 millions d'euros ont été utilisés par les producteurs au titre de l'aide automatique à la production de 327 œuvres. Au cours des exercices clos les 31 mars 2005, 2006 et 2007, la Société a bénéficié au titre de l'aide automatique à la production de respectivement 4,2, 2,1 et 7,0 millions d'euros.

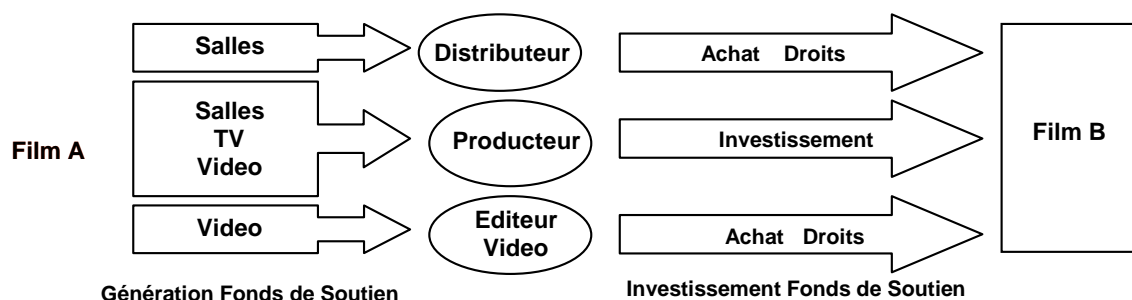
b) Les autres soutiens automatiques

D'autres mécanismes de soutien automatique sont accordés aux exploitants de salles, aux distributeurs et aux éditeurs vidéo. EuropaCorp Diffusion et EuropaCorp Distribution bénéficient dans ce cadre de ces soutiens automatiques.

Au cours des exercices clos les 31 mars 2005, 2006 et 2007, EuropaCorp Distribution a bénéficié au titre de l'aide automatique à la distribution de respectivement 1,1, 1,5 et 1,5 million d'euros.

Au cours des exercices clos les 31 mars 2005, 2006 et 2007, EuropaCorp Diffusion a bénéficié au titre de l'aide automatique à l'édition vidéo de respectivement 0,55, 1,2 et 0,38 million d'euros.

c) Schéma récapitulatif



Les films A et B doivent avoir été agréés par le CNC.

d) Les aides sélectives du CNC

Dans le cadre de l'aide cinématographique sélective, les entreprises de production peuvent également recevoir du CNC des avances sur recettes pour la production de films qui ont été choisis en raison de leur qualité, du thème traité, et des conditions de production. Ces œuvres doivent remplir les conditions de nationalité prescrites pour le soutien automatique et doivent être en principe tournées en français. Pour les films tournés dans une autre langue que le français, les entreprises de production peuvent également recevoir des avances sur recettes, lorsque ces films témoignent d'une grande qualité artistique. Ces aides financières peuvent être attribuées avant ou après l'achèvement de la réalisation de l'œuvre.

En 2005, 23,6 millions d'euros ont été attribués au titre des aides sélectives pour 84 dossiers.

Ces aides sont essentiellement destinées à soutenir un premier film ou des films dits d'art et d'essai qui ont certaines difficultés à trouver un financement de leur projet.

e) Les autres aides accordées par le CNC

Le secteur bénéficie en outre de nombreuses aides publiques attribuées par le CNC, parmi lesquelles l'aide à l'écriture ou la réécriture d'un scénario, l'aide à l'élaboration de documents préparatoires à la réalisation d'une œuvre, l'aide pour l'utilisation de nouvelles techniques de son et d'image, l'aide à la distribution (soutiens sélectifs), à la commercialisation des films à l'étranger, ou encore l'aide pour l'utilisation de nouvelles techniques

²⁴ Le montant total du soutien financier- qu'il s'agisse du soutien financier automatique investi par le producteur et/ou de toute aide sélective - ne peut en principe ni être supérieur à 50% du coût définitif de production de ce film, et en cas de coproduction internationale, à plus de 50% de la participation française, ni avoir pour effet de porter le montant total des aides financières accordées par l'État à plus de 50% du coût définitif de production de ce film, et en cas de coproduction internationale, à plus de 50% de la participation française.

de production ou les aides aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel (subventions pour des investissements dans des immobilisations, aides à la recherche et au développement, etc.).

6.4.2.2 Les mécanismes de soutien fiscaux

Il existe deux mécanismes principaux d'incitation fiscale à la production cinématographique : un mécanisme de crédit d'impôt soumis à certaines conditions et la création de sociétés pour le financement du cinéma et de l'audiovisuel (« Sofica ») qui permettent l'obtention de financements avantageux.

a) Le crédit d'impôt cinéma

Ce nouveau mécanisme, mis en place en 2004, constitue un volet de soutien supplémentaire à la production qui complète les soutiens directs octroyés par le CNC. Il prend la forme d'une baisse de l'impôt sur les sociétés dû par le producteur ou, si l'entreprise ne réalise pas de bénéfice imposable, d'un versement des services fiscaux à l'entreprise concernée. Le mécanisme de soutien bénéficie aux entreprises de production assumant les fonctions d'entreprises de production déléguées, soumises à l'impôt sur les sociétés et pour les œuvres cinématographiques de longue durée de fiction, de documentaire et d'animation remplissant diverses conditions, comme le fait (i) d'être réalisées principalement en langue française, (ii) d'avoir obtenu l'agrément des investissements et celui de production, (iii) d'être principalement réalisées sur le territoire français et (iv) de contribuer au développement de la création cinématographique française et européenne. L'ouverture au bénéfice du crédit d'impôt est par ailleurs soumise à une procédure d'agrément devant le directeur général du CNC.

Le crédit d'impôt s'élève à 20% du montant de certaines dépenses, dites éligibles (comme par exemple les rémunérations et charges afférentes aux artistes interprètes), et est plafonné à 1 million d'euros par film.

En 2005, les déductions/remboursements au titre du crédit d'impôt se sont élevés à 45 millions d'euros pour 117 dossiers dans le secteur cinématographique.

Au cours de l'exercice comptable clos le 31 mars 2007, le montant du crédit d'impôt dont a bénéficié la Société s'est élevé à 2 070 000 euros.

b) Les Sofica

Créées par la loi n°85-695 du 11 juillet 1985, les Sofica sont des sociétés anonymes soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun et qui ont pour activité exclusive le financement en capital d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées par le CNC.

L'engagement financier des Sofica dans des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées par le ministère de la culture peut prendre la forme de souscriptions au capital de sociétés qui ont pour activité exclusive la réalisation d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles ou bien des versements en numéraire réalisés par le biais d'un contrat d'association à la production.

Dans le second cas, qui a toujours été la forme la plus courante d'intervention des Sofica, les conditions dans lesquelles celles-ci sont associées au financement d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle sont restrictives : elles acquièrent, en échange de leur apport, un droit sur les recettes d'exploitation d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle. En revanche, les Sofica ne jouissent d'aucun droit d'exploitation de l'œuvre et ne peuvent bénéficier du régime de soutien financier de l'État à l'industrie cinématographique et audiovisuelle. Le contrat d'association doit avoir été conclu et les versements effectués avant le début des prises de vues et le financement par ces contrats ne peut excéder 50% du coût total définitif d'une même œuvre.

La déduction fiscale qui représente l'attrait majeur des Sofica leur assure une collecte annuelle régulière et abondante de fonds. Pour bénéficier de ces avantages fiscaux, la souscription au capital initial et les augmentations de capital ultérieures doivent être agréées par le ministère de l'économie et des finances. Les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui effectuent des souscriptions en numéraire au capital des Sofica entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2008 bénéficient d'une réduction d'impôt égale à 40% des sommes effectivement versées au cours de l'année d'imposition, retenues dans la double limite de 25% du revenu

net global et de 18 000 euros par foyer fiscal (soit une réduction d'impôt maximale de 7.200 euros). La réduction d'impôt est subordonnée à la conservation des actions de la Sofica pendant au moins cinq ans.

La mesure étant réservée aux personnes physiques, les titres souscrits par des sociétés n'ouvrent pas droit à la déduction, même lorsqu'il s'agit de sociétés de personnes. En revanche, les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés qui souscrivent en numéraire au capital d'une Sofica, peuvent pratiquer un amortissement exceptionnel égal à 50% des sommes effectivement versées pour la souscription des titres de la Sofica.

En 2006, les Sofica sont intervenues sur 78 films (comme en 2005 et 23 films de plus qu'en 2004) pour un investissement global de 32,8 millions d'euros – en augmentation de 3,6% par rapport à 2005 (*Source : Bilan CNC 2005 et La production cinématographique en 2006*).

La Sofica EuropaCorp a été créée en février 2004 avec le concours de la Banque N-OBC. Le Groupe EuropaCorp intervient dans le comité d'investissements et le conseil d'administration de la Sofica. Pierre-Ange Le Pogam est Président du Conseil d'Administration de Sofica EuropaCorp. Au classement 2006 des Sofica, Sofica EuropaCorp s'est classée au 8^{ème} rang avec 5 interventions pour 1,4 million d'euros d'apports dans les films.

6.4.3 Les mécanismes de soutien européens

6.4.3.1 Les programmes MEDIA de l'Union Européenne

Des mesures de soutien financier ont été prises par l'Union Européenne pour permettre à l'industrie européenne de tirer profit d'un marché de dimension européenne.

Tel était le but du programme MEDIA I (1990-95), auquel a succédé le programme MEDIA II (1996-2000), qui a mis l'accent sur la formation, le développement de projets audiovisuels et la distribution, puis le programme MEDIA PLUS conduit par la Commission Européenne entre 2001 et 2006, qui avait pour but d'aider l'industrie européenne de l'audiovisuel à profiter des possibilités offertes par les technologies numériques.

Dans le cadre de MEDIA 2007, entré en vigueur en novembre 2006, la Commission a entendu poursuivre l'action communautaire entreprise à travers les trois programmes précédents. Ce programme vise à renforcer la compétitivité de l'industrie audiovisuelle européenne par une série d'actions incitatives et accorde des soutiens financiers aux sociétés de production et de distribution européennes indépendantes à différentes phases de la vie du film.

Etabli pour une période allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2013, ce programme est doté d'une enveloppe globale de 755 millions d'euros.

Au titre des programmes MEDIA, EuropaCorp Distribution a perçu une aide de 50 milliers d'euros pour le film *Les Bouchers Verts* en 2005, et une aide de 75 milliers d'euros (dont la moitié a été effectivement versée à ce jour) pour le film *Adam's Apple* en 2006.

6.4.3.2 Le fonds Eurimages du Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe gère un fonds de soutien à l'industrie cinématographique, Eurimages, ayant pour vocation de promouvoir le cinéma européen en stimulant la coproduction, la distribution et l'exploitation d'œuvres cinématographiques européennes. Créé en 1989 sur la base d'un accord partiel, ce fonds réunit à l'heure actuelle 32 Etats membres. Depuis sa création, le fonds Eurimages a soutenu la coproduction de plus de 900 longs métrages et documentaires.

6.4.3.3 Les mécanismes d'incitation fiscale européens

Des mécanismes d'aides équivalents à ceux mis en place en France (de type crédit d'impôt) existent dans certains pays européens, en général moyennant le respect de certains critères de localisation d'une partie des dépenses de production d'un film dans le pays en question. Au cas par cas, le Groupe peut avoir recours à ces mécanismes d'aide et l'a déjà fait par le passé, notamment en Belgique ou en Angleterre.

6.4.4 Perspectives d'évolution du système d'aides publiques et sa compatibilité avec le droit communautaire

A ce jour, la réglementation du secteur et en particulier le système d'aides publiques constituent un contexte favorable pour la Société lui permettant de financer une partie de ses coûts de production, grâce notamment à l'important crédit dont elle peut bénéficier au titre du soutien automatique et que lui ont procuré ses productions passées.

Même si cette réglementation existe depuis de nombreuses années, il n'est pas garanti que les avantages fournis par le système actuel perdurent en l'état. En ce qui concerne la conformité du système français par rapport au droit communautaire, un fragile *statu quo* semble s'être dégagé au cours de ces dernières années.

Le Conseil de l'Union Européenne a, par une résolution du 12 février 2001, réaffirmé que les Etats membres étaient fondés à mener des politiques nationales de soutien bénéficiant à la création de produits cinématographiques. Dans le prolongement de cette résolution, la Commission a adopté une communication en date du 26 septembre 2001 qui expose les principes de compatibilité avec le droit communautaire des régimes d'aide à la production cinématographique et télévisuelle. En effet, si le droit communautaire interdit les aides accordées par les Etats qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence et le commerce entre les Etats membres, certaines exemptions sont prévues comme les aides destinées à promouvoir la culture quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans une mesure contraire à l'intérêt commun.

Outre le fait que les régimes d'aide à la production cinématographique et télévisuelle ne doivent pas comporter des dispositions contraires au droit communautaire dans des domaines autres que les aides d'Etat (comme des discriminations à raison de la nationalité ou des entraves à la libre circulation des marchandises ou à la libre prestation de services), les régimes d'aide doivent respecter des critères de compatibilité spécifiques définis par la Commission Européenne dans sa communication de 2001. Ces critères de compatibilité spécifiques sont les suivants :

- i) l'aide doit être destinée à un produit culturel ;
- ii) le producteur doit avoir la liberté de dépenser au moins 20% du budget du film dans d'autres Etats membres sans que l'aide prévue par le régime soit réduite de ce fait ;
- iii) L'intensité de l'aide ne doit pas en principe excéder 50% du budget de production ; et
- iv) les suppléments d'aide destinés à des activités spécifiques de production de films ne sont pas autorisés.

Dans une communication en date du 16 mars 2004, la Commission Européenne a décidé de maintenir cet environnement juridique instauré en 2001 et a donc étendu la validité de ces critères de compatibilité spécifiques jusqu'au 30 juin 2007.

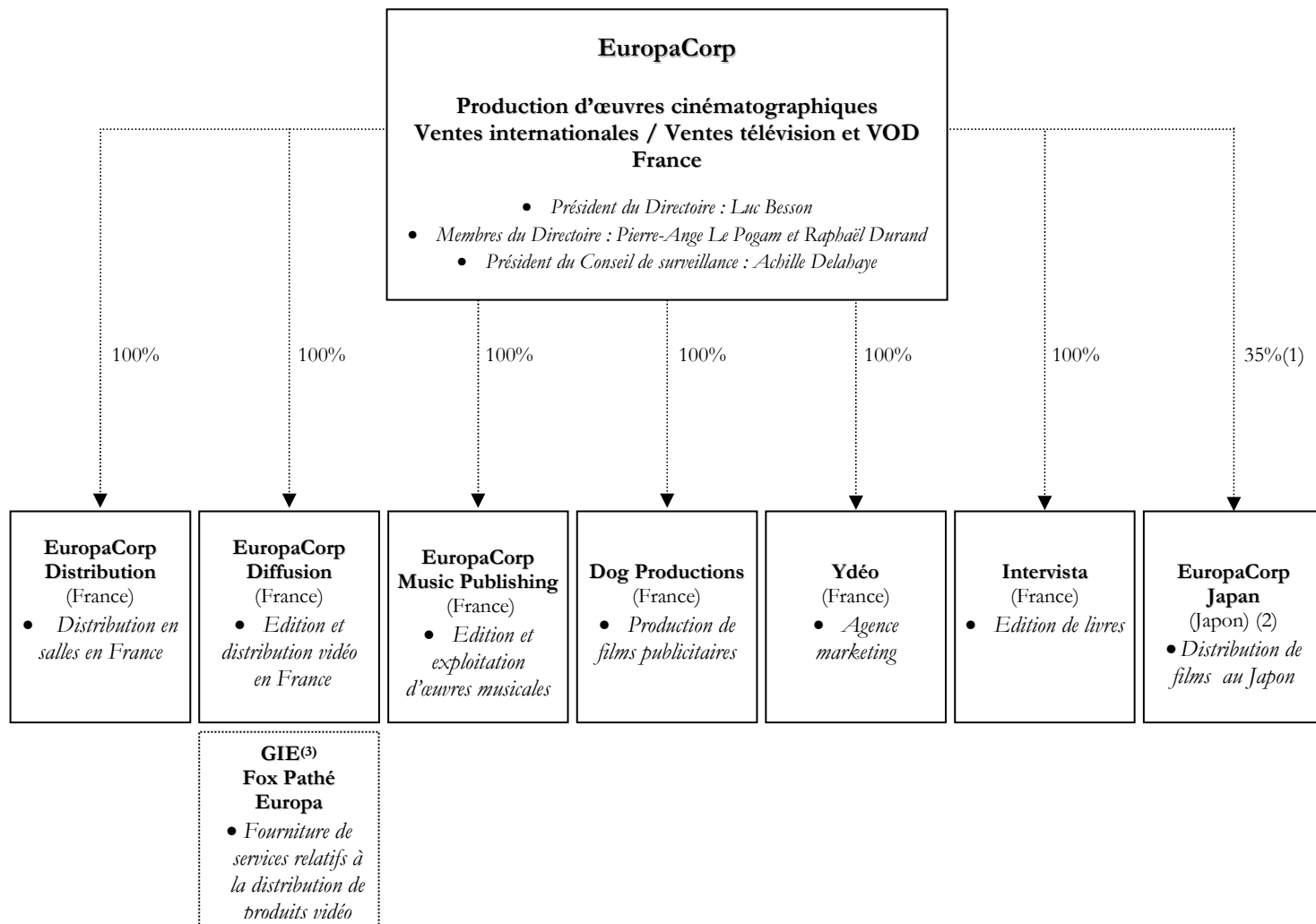
En ce qui concerne les régimes d'aide français au cinéma et à l'audiovisuel, ceux-ci ont fait l'objet en 2004 d'une notification à la Commission. Dans une décision en date du 22 mars 2006, la Commission a considéré que les mesures d'aides d'Etat qui lui avaient été notifiées par les autorités françaises étaient compatibles avec le droit communautaire. La Commission a également estimé que les obligations d'investissement imposées aux éditeurs de services de télévision ne constituaient pas des aides d'Etat au sens du droit communautaire. Cette décision concerne l'ensemble des aides nationales françaises en faveur du cinéma et de l'audiovisuel et est valable jusqu'à la fin de l'année 2011 étant précisé toutefois que cette durée a été accordée par la Commission en considération de l'engagement des autorités françaises de procéder aux adaptations éventuellement nécessaires pour se conformer aux évolutions des règles en matières d'aides d'Etat au cinéma et à l'audiovisuel, en particulier les critères de compatibilité spécifiques, après le 30 juin 2007. Par ailleurs, les autorités françaises devront soumettre

à la Commission un rapport annuel sur la mise en œuvre des régimes d'aide afin de permettre à la Commission de vérifier si ces mécanismes ne faussent pas la concurrence dans une mesure contraire à l'intérêt commun.

Dans la perspective de la réévaluation des critères de comptabilité spécifiques après le 30 juin 2007, la Commission Européenne a mandaté en octobre 2006 un cabinet d'étude indépendant aux fins d'examiner les mécanismes d'aides au cinéma des vingt-cinq pays de l'Union européenne, en particulier les mécanismes d'aides conditionnés à la localisation du tournage d'un film dans le pays. La Commission s'orienterait vers une remise en cause de la territorialisation nationale des aides au profit d'une territorialisation européenne. Ainsi les aides d'Etat ne pourraient plus être conditionnées à la localisation des dépenses dans un Etat membre de l'Union Européenne. En contrepartie de cette remise en cause, la Commission prorogerait le système actuel jusqu'à la mi-2009 date à laquelle entrerait en vigueur un règlement d'exemption qui détaillerait à quelles conditions les Etats membres n'auraient plus besoin de notifier leurs systèmes d'aides nationales (*Source : Les Echos du 20 décembre 2006*).

7 ORGANIGRAMME

7.1 Structure du Groupe



(1) Autres actionnaires : Asmik Ace Entertainment, Inc. (35%), Kadokawa Shoten Publishing Co. Ltd (10%), Sumitomo Corporation (10%), Cinema Gate Inc. (10%).

(2) Des discussions sont actuellement en cours au sujet du possible rachat par EuropaCorp de la participation de Cinema Gate Inc.

(3) EuropaCorp Diffusion est membre du GIE Fox Pathé Europa.

7.2 Description des filiales et participations

EuropaCorp. Distribution

EuropaCorp. Distribution (« EuropaCorp Distribution » ailleurs dans le Document de base) est une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris (Registre du Commerce et des Sociétés de Paris n°434 969 861). EuropaCorp Distribution a pour activité principale la distribution de films auprès des salles en France. La société EuropaCorp Distribution a été constituée et est devenue une filiale d'EuropaCorp le 22 février 2001. La société EuropaCorp Distribution est détenue à hauteur de 100% par EuropaCorp. Luc Besson est Président de celle-ci et Pierre-Angé Le Pogam est Directeur Général Délégué.

EuropaCorp. Diffusion

EuropaCorp. Diffusion (« EuropaCorp Diffusion » ailleurs dans le Document de base) est une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris (Registre du Commerce et des Sociétés de Paris n°438 619 512). EuropaCorp Diffusion a pour activité principale l'édition et la distribution vidéo/DVD. La société EuropaCorp Diffusion a été constituée et est devenue une filiale d'EuropaCorp le 15 juin 2001. La société EuropaCorp Diffusion est détenue à hauteur de 100% par EuropaCorp. Luc Besson est Président de celle-ci et Pierre-Ange Le Pogam est Directeur Général Délégué.

Dog Productions

Dog Productions est une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris (Registre du Commerce et des Sociétés de Paris n°422 132 829). Dog Productions a pour activité principale la production et la distribution de films institutionnels et publicitaires. Société constituée en 1999, elle est devenue une filiale d'EuropaCorp le 28 mai 2002. La société Dog Productions, anciennement détenue à hauteur de 95% par EuropaCorp et de 5% par Bernard Grenet, est devenue le 2 mars 2006 une filiale à 100%. Luc Besson est Président de Dog Productions.

Intervista

Intervista est une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris (Registre du Commerce et des Sociétés de Paris n°395 246 408). Intervista a pour activité principale l'édition de livres, notamment liés à l'univers du cinéma. Société constituée en 1994, elle est devenue une filiale d'EuropaCorp le 28 mai 2002. La société Intervista est détenue à hauteur de 100% par EuropaCorp. Luc Besson est Président d'Intervista.

EuropaCorp Music Publishing

EuropaCorp Music Publishing est une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris (Registre du Commerce et des Sociétés de Paris n°482 467 859). EuropaCorp Music Publishing a pour activité principale l'édition musicale et l'exploitation d'œuvres musicales. La société EuropaCorp Music Publishing a été constituée et est devenue une filiale d'EuropaCorp le 31 mars 2005. La société EuropaCorp Music Publishing est détenue à 100% par EuropaCorp. Luc Besson est Président de celle-ci et Pierre-Ange Le Pogam est Directeur Général.

Ydéo

Ydéo est une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris (Registre du Commerce et des Sociétés de Paris n°434 677 688). Ydéo a pour activité principale le conseil en publicité et l'achat d'espaces publicitaires. Constituée en 2001, la société Ydéo est devenue une filiale d'EuropaCorp le 16 mai 2007. La société Ydéo est détenue à 100% par EuropaCorp. Pierre-Ange Le Pogam est Président de celle-ci.

EuropaCorp Japan

EuropaCorp Japan est une entreprise commune (« *joint venture* ») créée le 19 avril 2002 avec Asmik Ace Entertainment, Inc., Kadokawa Shoten Publishing Co., Ltd, Sumitomo Corporation et Cinema Gate, Inc. Elle a son siège social au 1-26-4 Roppongi, Minatu-ku, à Tokyo et est immatriculée sous le numéro 0104-01-053398. Cette structure, détenue à 35% par EuropaCorp, a pour objet le développement d'activités cinématographiques au Japon et notamment la distribution, au Japon, des films produits par EuropaCorp. Pierre-Ange Le Pogam est administrateur.

Un pacte a été conclu entre les différents actionnaires d'EuropaCorp Japan et accorde, en cas de changement de contrôle d'un actionnaire, une option d'achat au profit des autres actionnaires au prorata de leur participation. Le contrat prévoit également un agrément par le conseil d'administration d'EuropaCorp Japan en cas de cession d'actions ainsi qu'une possibilité de préemption au profit des autres actionnaires.

Sofica EuropaCorp

La société Sofica EuropaCorp est une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé au 57 avenue d'Iéna, 75116 Paris 16 (Registre du Commerce et des Sociétés de Paris n°452 204 381). La société, constituée en février 2004 avec le concours de la Banque N-OBC, a été consolidée pour la première fois, par la méthode de l'intégration globale, au 31 mars 2005, conformément à la réglementation. En effet, le Groupe

EuropaCorp intervient dans le comité d'investissement et le conseil d'administration de la Sofica, et garantit à 8 ans chaque augmentation de capital réalisée, ce qui lui en donne le contrôle de fait. EuropaCorp, Raphaël Durand (Directeur Financier d'EuropaCorp) et Pierre-Ange Le Pogam (Directeur Général d'EuropaCorp) sont respectivement administrateurs et Président du conseil d'administration de Sofica EuropaCorp. EuropaCorp détient trois actions de la Sofica EuropaCorp dont deux ont fait l'objet d'un prêt au profit de Pierre-Ange Le Pogam et de Raphaël Durand. La Société est représentée par Régis Marillas, salarié d'EuropaCorp.

La Sofica permet au Groupe de bénéficier, entre autres, de moyens de financement avantageux. La société a pour objet le financement en capital d'œuvres cinématographiques notamment par le biais de versements en numéraire réalisés par contrats d'associations à la production permettant d'acquérir des droits sur recettes d'exploitation de films agréés.

La Sofica EuropaCorp a été constituée par appel public à l'épargne avec un capital social initial de 3 millions d'euros et a procédé depuis sa création à trois augmentations de capital par appel public à l'épargne, s'élevant respectivement à 2.950 milliers, 3.504 milliers et 4.300 milliers d'euros. Au 31 mars 2007, la Sofica EuropaCorp a réalisé 33 investissements pour un montant global d'environ 8,4 millions d'euros, dont 13 dans le cadre de productions ou coproductions du Groupe pour un montant total de 5.030.750 euros.

Tableau des valeurs en consolidation pour chacune des filiales du Groupe au 31 mars 2007 :

Valeurs en consolidation au 31 mars 2007 (sauf dividendes) – en milliers d'euros	EuropaCorp Distribution	EuropaCorp Diffusion	Dog Productions	Intervista	EuropaCorp Music Publishing	Sofica EuropaCorp (*)	EuropaCorp Japan/MEE (**)	EuropaCorp	Total Consolidé
Actif non courant (y compris écart d'acquisition)	588	157	1 735	214	0	5 760	242	113 230	121 926
Endettement financier (hors groupe)	312	16	213	67	0	0	N/A	49 940	50 548
Trésorerie au bilan	0	0	9	26	0	2 918	N/A	4 929	7 882
Flux de trésorerie lié à l'activité	(11 890)	(1 230)	(92)	3	8	(50)	N/A	92 652	79 401
Dividendes versés revenant à EuropaCorp	0	0	0	0	0	0	0	N/A	0

(*) : Au 31/12/2006

(**) : Converti en euros au 31/03/2007

EuropaCorp ne détient aucune participation dans Digital Factory qui n'est pas non plus intégrée dans le périmètre de consolidation sur le seul fondement des relations économiques entre les deux sociétés dans la mesure où les activités de post-production constituent des prestations techniques qui n'entrent pas dans le cœur de métier d'EuropaCorp et où Digital Factory s'adresse également à des clients extérieurs au Groupe EuropaCorp (61% de son chiffre d'affaires au titre de l'exercice 2004/2005, 26% au titre de l'exercice 2005/2006 et 29% au titre de l'exercice 2006/2007). Par ailleurs, compte tenu des investissements réalisés par Digital Factory ces dernières années, celle-ci supporte des charges d'amortissement importantes et la Société n'a donc pas l'intention de la faire entrer dans son périmètre de consolidation.

7.3 Relations intragroupe

7.3.1 Conventions non liées à la production de films

La Société ne joue pas le rôle de simple holding vis-à-vis de ses filiales. Elle développe une activité opérationnelle autonome et ses filiales prolongent (EuropaCorp Diffusion, EuropaCorp Distribution) ou complètent (Dog Productions) les activités de leur société mère.

Les développements ci-dessous expliquent plus en détails les relations existantes au sein du Groupe. Pour des précisions sur les relations entre la Société, ses filiales et les autres sociétés apparentées, se reporter au chapitre 19 du Document de base (« Relations avec les apparentés »).

- **Convention de trésorerie intra-groupe**

Le 1^{er} avril 2002, EuropaCorp, EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, Intervista et Dog Productions ont conclu une convention de gestion de trésorerie confiant à EuropaCorp le soin d'assurer la coordination de l'ensemble des besoins et des excédents de trésorerie des sociétés parties à la convention. A cette fin, la Société est en charge d'octroyer et de recevoir des avances de ses sociétés filiales, de négocier tous concours bancaires à court terme en contractant tous emprunt sur le marché et d'effectuer tous placements. Chaque avance octroyée par EuropaCorp à l'une de ses filiales porte un intérêt égal au taux moyen mensuel du marché monétaire (moyenne mensuelle du taux EONIA) majoré d'une rémunération de 1,5%. La convention est tacitement renouvelée par période annuelle. Le 1^{er} avril 2005, un avenant à cette convention a été conclu aux fins d'étendre dans le périmètre de la convention toute société dans laquelle EuropaCorp viendrait à détenir une participation supérieure ou égale à 90% du capital social. EuropaCorp Music Publishing et Ydéo, détenues à 100% par la Société, ont également adhéré à la convention de trésorerie.

- **Occupation des locaux situés au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré à Paris**

Les filiales de la Société : EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, Intervista, Dog Productions, EuropaCorp Music Publishing occupent les mêmes locaux que la Société en vertu de conventions de mise à disposition de locaux (voir la section 8.2 du Document de base). La société Ydéo occupe également des locaux au 137 rue du Faubourg Saint-Honoré en vertu d'un contrat de sous-location conclu avec la société Front Line.

- **Convention d'intégration fiscale**

La société EuropaCorp a signé le 2 avril 2007 une convention d'intégration fiscale dans le cadre de la création d'un nouveau groupe intégré comprenant les sociétés EuropaCorp, Dog Productions, Intervista, EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion et EuropaCorp Music Publishing, dont la société EuropaCorp est la société tête de groupe. Cette convention a pour objet d'organiser les modalités selon lesquelles ces sociétés entendent régir leurs relations au sein du nouveau groupe intégré. La société EuropaCorp s'est ainsi constituée, pour une période de 5 exercices à compter du 1^{er} avril 2007, seule redevable de l'impôt sur les sociétés et de la contribution additionnelle prévue à l'article 235 ter ZA du Code général des impôts dus par le groupe formé par elle-même et ses filiales. Chaque filiale supporte la charge d'impôt sur les sociétés calculée sur ses résultats propres qu'elle aurait due si elle avait été imposée séparément, les économies d'impôt réalisées étant appréhendées par la société tête de groupe.

- **Refacturation par la Société à ses filiales des sommes facturées par Front Line au titre du contrat de gestion administrative et facturation des services fournis directement par EuropaCorp**

Front Line et EuropaCorp ont conclu le 5 avril 2002 une convention de gestion administrative prenant effet au 1^{er} avril 2002 et conclue pour une durée d'un an, renouvelable annuellement par tacite reconduction. Cette convention prévoit que les prestations fournies par Front Line à EuropaCorp peuvent être étendues à toute société dans laquelle elle détiendrait une participation majoritaire, la Société étant alors en charge de la répartition entre ses propres filiales des coûts des prestations assurées par Front Line (voir le chapitre 19 du Document de base). Au titre de cette convention de gestion administrative, les sociétés filiales de la Société bénéficient directement des services de Front Line via EuropaCorp. Les filiales d'EuropaCorp bénéficient en outre de services qui leur sont fournis directement par EuropaCorp en matière de direction générale, de comptabilité, de gestion de ressources humaines et de paie. L'ensemble de ces prestations fournies directement et indirectement à ses filiales par EuropaCorp font l'objet d'une refacturation globale annuelle en fin d'exercice par la Société établie en tenant compte de l'activité de chacune des filiales et de leur nombre de salariés durant l'exercice concerné.

Le tableau suivant présente le montant des refacturations opérées par EuropaCorp à chacune de ses filiales pour les trois derniers exercices :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004/2005	2005/2006	2006/2007
Facturation pour assistance de Front Line à EuropaCorp	1 398	982	797
Refacturation de l'assistance Front Line par EuropaCorp à ses filiales			
Dog Productions	77	35	34
Intervista	23	17	16
EuropaCorp Distribution	194	90	61
EuropaCorp Diffusion	385	109	94
EuropaCorp Music Publishing	0	0	2
EuropaCorp Animation	0	0	0
Assistance Front Line comptabilisée chez EuropaCorp après répartition	719	731	590

7.3.2 Conventions conclues dans le cadre du cours normal de la production de films

Les développements ci-dessous expliquent les types de contrats qui peuvent être conclus entre les sociétés du Groupe (ou entre EuropaCorp et les sociétés dans lesquelles elle détient une participation) à l'occasion de la production ou de la distribution d'un film.

Un contrat d'association est systématiquement conclu entre EuropaCorp et la Sofica EuropaCorp lorsque la Sofica EuropaCorp participe au financement d'un film produit par EuropaCorp. De même, dès lors que la Société détient les droits de distribution d'un film, l'exploitation de ces droits est assurée par EuropaCorp Distribution pour les droits de distribution en salles et par EuropaCorp Diffusion pour les droits de distribution sur support vidéo.

- Contrats d'association entre EuropaCorp et la Sofica EuropaCorp

Lorsque la Société a la qualité de producteur d'un film, la Société peut proposer à Sofica EuropaCorp un contrat d'association à la production du film, moyennant un apport financier de la Sofica EuropaCorp, qui est utilisé exclusivement pour le règlement des dépenses de production du film.

En contrepartie de cet apport, la Société cède à la Sofica EuropaCorp une quote-part des droits à recettes du film. Les droits à recettes cédés à la Sofica EuropaCorp s'appliquent jusqu'à ce qu'ils aient généré un montant égal à l'apport de la Sofica majoré d'un droit additionnel. Après récupération par la Sofica de son apport, majoré du droit additionnel, les droits à recettes sont généralement ramenés à un pourcentage de la quote-part des droits à recettes initialement attribuée et ce pour la durée telle que prévue au contrat (qui peut correspondre à la durée des droits d'auteur). EuropaCorp peut également disposer de la possibilité de racheter l'intégralité des droits à recettes de la Sofica, en versant à la Sofica EuropaCorp une somme égale au montant de l'apport initial, diminué des recettes effectivement encaissées au jour du rachat, et augmentées d'un droit additionnel correspondant à un pourcentage du montant de l'investissement de la Sofica.

Comme pour l'ensemble des autres coproducteurs et ayants-droit, EuropaCorp garantit la bonne fin de l'œuvre et l'obtention du visa d'exploitation du film avant une date butoir.

- Mandats de distribution entre EuropaCorp et EuropaCorp Distribution

Lorsque la Société détient les droits d'exploitation d'un film, l'exploitation des droits de distribution en salles en France est assurée par EuropaCorp Distribution et donne lieu à la conclusion d'un mandat de distribution entre la Société et sa filiale. Ce mandat d'exploitation confère à EuropaCorp Distribution, pour une durée initiale de sept ans en moyenne à compter de la sortie en salle du film, le droit exclusif de représenter ou d'autoriser la représentation du film dans les salles cinématographiques comme dans d'autres lieux en France et dans les circuits dits « institutionnels » et de concéder ces droits de représentation aux exploitants de salles. EuropaCorp

Distribution prend en charge les frais d'édition (publicité et tirage des copies) du film. Il est d'usage que, EuropaCorp Distribution verse à la Société, dès la signature du contrat de distribution, une somme fixe, dite « minimum garanti », à titre d'avance sur les recettes générées par la distribution du film.

En rémunération de son mandat, EuropaCorp Distribution perçoit une commission correspondant à une quote-part (i) des recettes brutes distributeur provenant de l'exploitation du film en salles du secteur commercial et (ii) des recettes brutes distributeur pour l'exploitation dans les salles du secteur non commercial.

- **Contrats de coédition vidéo entre EuropaCorp et EuropaCorp Diffusion**

Lorsque la Société détient les droits d'exploitation d'un film, l'exploitation des droits d'exploitation vidéographique du film en France est assurée par EuropaCorp Diffusion et donne lieu à la conclusion d'un contrat d'exploitation de vidéogrammes du film entre la Société et sa filiale. Par ce contrat, la Société cède à EuropaCorp Diffusion à titre exclusif, et pour une durée déterminée (de plusieurs années jusqu'à 30 ans) à compter de la sortie vidéo du film, le droit d'exploitation des vidéogrammes du film, en version originale française, exclusivement destinés à la location et à la vente au public, et ce pour l'usage dans le « cercle de la famille ». A ce titre, EuropaCorp Diffusion acquiert notamment le droit de reproduction sur supports vidéogrammes de la version originale française du film et le droit de commercialisation par vente et/ou location des vidéogrammes au public sur le territoire français.

En contrepartie de la cession des droits d'exploitation vidéographique, EuropaCorp Diffusion verse à la Société une redevance correspondant à une quote-part du chiffre d'affaires réalisé à l'occasion de la vente des vidéogrammes destinée au marché locatif ou au public. Il est d'usage qu'EuropaCorp Distribution verse à la Société, dès la signature du contrat de distribution, une somme fixe, dite « minimum garanti », à titre d'avance sur les recettes générées par l'exploitation des droits vidéographiques cédés.

- **Contrat cadre entre EuropaCorp Distribution et Ydéo relatif à l'élaboration de plans marketing**

EuropaCorp Distribution et Ydéo ont conclu le 1^{er} avril 2005 un contrat cadre de collaboration aux termes duquel EuropaCorp Distribution confie à Ydéo la gestion des budgets de communication des films distribués en France et dans les pays francophones par EuropaCorp Distribution. Les services fournis par Ydéo consistent notamment en des prestations de conseil marketing (évaluation et stratégie de communication et de création, média planning, réalisation de la stratégie de création et des campagnes de communication). Ydéo peut également intervenir au nom d'EuropaCorp Distribution en qualité de mandataire dans le cadre d'achats d'espaces publicitaires. Ce contrat cadre demeure en vigueur à la suite de l'acquisition, le 16 mai 2007, de 100% du capital d'Ydéo par EuropaCorp.

- **Contrat de licence exclusive de la marque EuropaCorp pour le Japon entre EuropaCorp et EuropaCorp Japan**

La Société et EuropaCorp Japan ont conclu le 29 avril 2002 un contrat de licence exclusive relatif à la marque « EuropaCorp ». Le contrat attribue à EuropaCorp Japan un droit d'utilisation exclusive pour le Japon de la marque « EuropaCorp » pour la fabrication, la vente, la fourniture, la distribution ou la promotion de tout produit ou service entrant dans le champ de l'objet social d'EuropaCorp Japan. Le contrat doit arriver à terme le 1^{er} mai 2007 mais il est prévu qu'il soit automatiquement renouvelé par périodes supplémentaires de 2 ans à moins d'avoir été résilié par l'une des parties. En contrepartie du droit d'utilisation exclusif de la marque EuropaCorp pour le Japon qui lui a été concédé, EuropaCorp Japan s'est engagée à verser une redevance annuelle fixe de 1.000 euros à EuropaCorp.

- **Contrats de cession de droits d'exploitation de films pour le Japon entre EuropaCorp et EuropaCorp Japan**

Lorsqu'EuropaCorp Japan souhaite distribuer un film au Japon pour lequel EuropaCorp dispose des droits de distribution et de diffusion à l'international (notamment les films produits par EuropaCorp), il est conclu un contrat de vente internationale attribuant à EuropaCorp Japan l'exclusivité d'exploitation du film au Japon pour une période déterminée. Les termes de ce contrat sont en ligne avec ceux conclus habituellement avec les autres distributeurs étrangers. Dans la très grande majorité des cas, la rémunération d'EuropaCorp consiste en un minimum garanti qui constitue une avance d'EuropaCorp Japan sur la part des recettes attribuées à EuropaCorp, après amortissement des frais d'édition et de publicité supportés par le distributeur. Lorsque le film a généré sur le territoire concerné des recettes suffisantes pour amortir ces frais d'édition et de publicité et couvrir le montant du minimum garanti perçu par EuropaCorp, toute recette supplémentaire est partagée entre EuropaCorp et EuropaCorp Japan selon une répartition qui varie selon chaque contrat, et au sein du même contrat selon le support de distribution (salles, ventes télévisuelles, vidéo). Bien qu'un contrat de distribution spécifique soit signé pour chaque film, EuropaCorp a accordé à EuropaCorp Japan, jusqu'au 31 avril 2009, l'exclusivité de distribution au Japon des films qu'elle produit.

8 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS

8.1 Immobilisations corporelles importantes, existantes ou planifiées

A la date d'enregistrement du Document de base, le Groupe ne détient pas d'actif immobilisé corporel significatif. Le montant des immobilisations corporelles indiqué dans les comptes consolidés au 31 mars 2007 correspond principalement au montant des travaux d'aménagement des locaux situés sur le site de Pantin et affectés à la production de films d'animation.

Dans le cadre de ses activités de production, la Société ne détient pas en propre les équipements et matériels utilisés dans les différentes étapes de la production d'un film mais loue ceux-ci à des prestataires extérieurs.

Toutefois, dans le cadre du projet de création d'un complexe d'activités cinématographiques à Saint-Denis, EuropaCorp dispose d'une option lui offrant la faculté, sous réserve de l'achèvement des travaux de dépollution et de la conclusion du contrat de promotion immobilière relatif au terrain situé à Saint-Denis, de conclure un contrat de VEFA relatif à l'acquisition de cinq studios de cinéma à construire sur une partie du terrain (voir section 5.2 du Document de Base pour plus de précisions).

Dans le cadre du projet de création d'un multiplexe à Marseille, le Groupe pourrait être amené, à l'horizon 2009/2010, à réaliser des investissements mobiliers (exemple : matériel technique, fauteuils spécifiques, etc.) destinés à équiper les salles de cinéma. Ces investissements pourraient être réalisés par la Société ou par l'intermédiaire d'une filiale d'EuropaCorp, à créer, qui serait détenue à 100% et qui aurait en charge l'exploitation du multiplexe. Dans le cadre de ce projet, aucun investissement immobilier n'est à ce jour prévu dans la mesure où la filiale d'EuropaCorp ne serait qu'exploitant du multiplexe et non propriétaire (voir section 5.2 du Document de Base pour plus de précisions).

8.2 Locaux occupés par la Société et le Groupe

La Société et ses filiales, EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, Dog Productions, Intervista, EuropaCorp Music Publishing et Ydéo, exercent leurs activités et ont leur siège social dans des locaux situés au 137 rue du Faubourg Saint-Honoré dans le 8^{ème} arrondissement de Paris.

Ces locaux sont la propriété de la société Block Two, filiale à 100% de la société Front Line (actionnaire majoritaire de la Société). Pour plus de précisions, se reporter au chapitre 19 du Document de base. Le 1^{er} avril 2004 la société Block Two a conclu avec la société Front Line un bail commercial d'une durée de 9 ans concernant lesdits locaux, le contrat donnant à la société Front Line la faculté de sous-louer tout ou partie des locaux à toute société majoritairement détenue par la société Front Line.

A la même date, le 1^{er} avril 2004, la société Front Line a conclu avec EuropaCorp un contrat de sous-location d'une durée de 9 ans, donnant en sous-location une partie des locaux du 137, rue du Faubourg Saint-Honoré. Ce contrat de sous-location porte sur une surface locative totale de 1 601,30 m² et des parties communes correspondant à une surface de 1 155,8 m².

La Société dispose de la faculté de résilier le contrat à l'expiration de chaque période triennale moyennant le respect d'un préavis de six mois et de sous-louer tout ou partie des locaux à des sociétés détenues majoritairement par EuropaCorp. Le loyer payé actuellement par la Société est indexé annuellement sur l'indice national du coût de la construction tel que publié par l'INSEE. Le montant total des loyers et charges locatives facturés par Front Line pour les trois derniers exercices est indiqué en annexes des comptes consolidés disponibles en annexe du Document de base. Le montant du loyer acquitté par EuropaCorp a fait l'objet d'une expertise par la société DTZ, qui a conclu à son caractère équitable (se reporter à la section 23.2 du Document de base). En cas de sous-location par la Société des locaux dont elle dispose et de résiliation du contrat avec Front Line, elle devra faire son affaire personnelle du départ des éventuels sous-locataires.

La Société a conclu avec chacune de ses filiales (EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, EuropaCorp Music Publishing, Dog Productions, Intervista) un contrat de mise à disposition de locaux. Ces contrats portent

sur une partie des locaux situés au 137 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris et ont été conclus pour une durée indéterminée. Ils peuvent être dénoncés par chacune des parties par lettre recommandée moyennant un préavis de trois mois. Les loyers payés à la Société sont également indexés annuellement sur l'indice national du coût de la construction tel que publié par l'INSEE. La société Ydéo, récemment intégrée dans le Groupe, occupe également des locaux dont 74 m² de bureau au 137 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris en vertu d'un contrat de sous-location conclu avec la société Front Line

La Société a par ailleurs conclu un bail commercial d'une durée de douze ans à compter du 1^{er} février 2002 pour un ensemble immobilier à usage industriel à Pantin d'une surface de 3 484 m². La Société a la possibilité de résilier le bail à l'échéance des secondes et troisièmes périodes triennales, moyennant le respect d'un préavis de six mois. Les locaux sont destinés à l'usage exclusif de l'exercice des activités de production cinématographique, de post-production et de fabrication d'images de synthèse. Dans le cadre d'un contrat de prestations de services passé entre la Société et la société BUF Compagnie, partenaire d'EuropaCorp qui a participé activement à la production du film *Arthur et les Minimoys*, la Société a mis ces locaux de Pantin à titre gratuit à la disposition de la société BUF Compagnie. Compte tenu des projets de production de nouveaux films d'animation, ces locaux sont toujours occupés par la société BUF Compagnie.

8.3 Aspects environnementaux pouvant influencer sur l'utilisation des actifs immobiliers

Compte tenu des activités du Groupe et de ses actifs immobilisés corporels actuels, il n'existe pas d'éléments environnementaux pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles du Groupe.

9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Les commentaires ci-après doivent être lus au regard des états financiers consolidés et de leurs annexes, et des informations financières présentées dans d'autres chapitres du présent Document de base. Les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2007 ont été établis conformément aux normes IFRS, tandis que les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2005 et 2006 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2007 ont été établis selon le référentiel IFRS dans le cadre du projet d'introduction en bourse de la Société. Afin de permettre des comparaisons, des états financiers consolidés non audités sont présentés en IFRS pour l'exercice clos le 31 mars 2006. Les commentaires ci-dessous comprennent des informations de nature prospective. Celles-ci ont été établies selon des hypothèses considérées raisonnables, mais sont néanmoins sujettes à des risques et incertitudes susceptibles de se traduire par des événements ou conditions qui diffèrent de façon importante de ceux exposés ci-dessous. Se reporter au chapitre 4 du Document de base pour des informations plus détaillées sur les incertitudes, risques et hypothèses se rapportant aux informations de nature prospective. Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros. Dans les commentaires ci-après, les exercices clos les 31 mars 2005, 31 mars 2006 et 31 mars 2007 sont respectivement désignés « exercice 2004/2005 », « exercice 2005/2006 » et « exercice 2006/2007 ».

9.1 Présentation générale

Bien que constituée en 1992, EuropaCorp n'a véritablement démarré son activité de production de films qu'en 1999. Depuis lors, le Groupe a enregistré une croissance soutenue du chiffre d'affaires et de son résultat net grâce au succès de ses films, dont notamment *Taxi 2*, *Le Transporteur*, *Le Transporteur 2*, *Danny the Dog* et *Arthur et les Minimoys*.

Au 31 mars 2007, le Groupe avait produit ou coproduit 45 films distribués en salles. Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires, du coût des ventes et du résultat net, en normes françaises, au cours des exercices 2003/2004, 2004/2005 et 2005/2006, ainsi que le nombre de films produits, coproduits et sortis en salles :

(En milliers d'euros)	Exercice clos le 31 mars		
	2004	2005	2006
Chiffre d'affaires.....	101 872	98 795	147 595
Coût des ventes.....	(80 937)	(71 640)	(124 294)
Résultat net (part du Groupe)	2 886	10 610	7 696
Nombre de films (produits ou coproduits) sortis en salles pendant l'exercice	8	6	10

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires, du coût des ventes et du résultat net en normes IFRS au cours des deux derniers exercices, ainsi que le nombre de films produits, coproduits et sortis en salles :

(En milliers d'euros)	Exercice clos le 31 mars	
	2006	2007
Chiffre d'affaires.....	148 079	158 661
Coût des ventes.....	(124 312)	(131 661)
Résultat net (part du Groupe)	5 760	8 218
Nombre de films (produits ou coproduits) sortis en salles pendant l'exercice	10	8

Les films produits et distribués par EuropaCorp visent à la fois le marché français et le marché international. Depuis le lancement de l'activité cinématographique en 1999 et jusqu'au 31 mars 2007, EuropaCorp a assuré la production – en qualité de producteur délégué – de huit films internationaux (à savoir des films destinés principalement à des marchés étrangers et tournés en anglais) dont la vente de droits de distribution internationale a représenté une source importante de revenus pour le Groupe. Le Groupe a sorti 25 autres films en tant que producteur délégué ou coproducteur délégué sur la période, dont les revenus tirés de la vente de droits de distribution internationale ont été moins significatifs.

En France, le Groupe distribue directement les films aux exploitants de salles de cinéma, sur les marchés de la vidéo (DVD principalement) et de la télévision. À l'international, la distribution est assurée par des distributeurs locaux établis dans différents pays. Chaque distributeur local se voit concéder le droit d'exploiter un ou plusieurs des films du Groupe à travers tous les canaux de distribution du marché local concerné, sous réserve de quelques exceptions dans certains pays.

EuropaCorp a développé un modèle économique qui vise à assurer la maîtrise de toutes les étapes de la production et de la distribution d'un film. Ce modèle, qui permet au Groupe d'imposer son savoir-faire, ses méthodes créatives et ses standards de qualité de la conception du film jusqu'à sa commercialisation, fait d'EuropaCorp l'un des rares studios indépendants européens verticalement intégrés. Ceci permet au Groupe de conserver une part plus importante de la valeur ajoutée créée sur le cycle de vie commerciale d'un film que les producteurs qui n'ont pas d'activité de distribution ou d'édition vidéo notamment.

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du Groupe par canal de distribution pour les exercices 2003/2004, 2004/2005 et 2005/2006 en normes françaises :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars					
	2004	%	2005	%	2006	%
Ventes internationales.....	20 402	20%	40 856	41,4%	71 845	48,7%
Distribution en salles	18 084	17,8%	9 608	9,7%	10 118	6,9%
Distribution vidéo	38 797	38,1%	14 966	15,2%	22 752	15,4%
Ventes TV.....	9 344	9,2%	18 541	18,8%	22 447	15,2%
Autres	15 425	15,1%	12 710	15,0%	20 433	13,8%
Chiffre d'affaires.....	<u>101 872</u>	<u>100%</u>	<u>98 795</u>	<u>100%</u>	<u>147 595</u>	<u>100%</u>

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du Groupe par canal de distribution pour les exercices 2005/2006 et 2006/2007 en normes IFRS :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars			
	2006	%	2007	%
Ventes internationales.....	71 845	48,5%	54 313	34,2%
Distribution en salles	10 118	6,8%	33 857	21,3%
Distribution vidéo	22 752	15,4%	9 113	5,8%
Ventes TV.....	22 912	15,5%	27 960	17,6%
Autres	20 452	13,8%	33 418	21,1%
Chiffre d'affaires	<u>148 079</u>	<u>100%</u>	<u>158 661</u>	<u>100%</u>

9.2 Facteurs ayant un impact sur les résultats

Les principaux facteurs qui ont eu et qui, dans certains cas, pourraient continuer d'avoir un impact sur les résultats consolidés, sont présentés ci-après.

9.2.1 Sources de revenu du Groupe

Général

Le chiffre d'affaires du Groupe provient essentiellement de l'exploitation de ses films en France sur différents canaux de distribution, laquelle débute généralement par la sortie en salles, ainsi que de la vente de droits de distribution internationale. Les contrats de licence et de partenariat, la production de films publicitaires et l'édition musicale et littéraire constituent des sources de revenus supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2006/2007, EuropaCorp a sorti 10 films en salles, dont 8 ont été produits ou coproduits par la Société. Pour les années qui viennent, EuropaCorp a l'intention de produire ou coproduire entre 6 et 8 films en français, de 2 à 4 films internationaux par an, ainsi qu'un film d'animation en image de synthèse tous les deux ans en moyenne. En outre, le Groupe prévoit d'acquérir les droits de distribution de deux à trois films par an.

Lorsque le Groupe intervient en qualité de producteur délégué et distributeur, il encaisse toutes les recettes du film et reverse aux ayants-droit (coproducteurs et talents) la quote-part qui leur revient, déduction faite des commissions de distribution, des éventuels « minimums garantis », et des frais de distribution et de marketing. Pour les films où il intervient en qualité de coproducteur financier, le Groupe cherche également à assurer la distribution en salles, la diffusion des vidéos et les ventes auprès des chaînes de télévision. Il peut en outre prendre en charge la vente des droits de distribution internationale, comme cela a été le cas pour *Ne le dis à personne*. Enfin, pour certains films français ou étrangers, tels que *Président* et *The Green Butchers*, le Groupe intervient uniquement dans la distribution en France sur certains canaux.

Ventes internationales

La distribution internationale des films est assurée par des distributeurs locaux établis dans différents pays en dehors de la France. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2007, la vente de droits de distribution internationale a représenté environ 34,2% du chiffre d'affaires total. Les principaux marchés concernés sont l'Europe, les États-Unis, le Japon et la Russie, qui ont représenté, respectivement, 36%, 31%, 14% et 8% des ventes totales de droits de distribution internationale pour l'exercice écoulé. Un contrat « multi-droits » est conclu avec chaque distributeur local, aux termes duquel ce dernier a la possibilité d'exploiter un ou plusieurs films du Groupe par le biais de tous les canaux de distribution du marché local, avec quelques exceptions dans certains pays. En contrepartie des droits de distribution, le Groupe perçoit généralement du distributeur local, avant la sortie du film, une avance non remboursable sur les recettes futures du film, appelée « minimum garanti ». Dans certains cas, les accords avec les distributeurs locaux prévoient d'autres modalités de rémunération. Le montant du minimum garanti dépend du budget du film et de l'importance du marché international concerné – plus le budget ou le marché est important plus le minimum garanti est généralement élevé –, et également des conditions de marché et du secteur au moment de sa négociation.

Les éventuelles recettes supplémentaires encaissées par le distributeur au titre de l'exploitation du film par le biais des différents canaux de distribution, au-delà de sa commission de distribution et déduction faite du minimum garanti versé au Groupe ainsi que des frais de distribution et de marketing engagés par le distributeur local pour l'exploitation du film, sont partagées dans les proportions fixées par le contrat entre le distributeur local et EuropaCorp, en tant que producteur et vendeur du film. Le montant et la nature des frais de distribution et de marketing engagés sont soit décidés par le distributeur local, soit arrêtés d'un commun accord entre le Groupe et le distributeur, et sont précisés dans le contrat « multi-droits ». Le minimum garanti négocié par le Groupe étant généralement élevé, le nombre de films ayant donné lieu à un partage de recettes supplémentaires est limité.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de droits de distribution internationale est exposé aux variations des taux de change qui peuvent avoir un impact négatif sur le résultat et le cash flow du Groupe.

Distribution en salles

En ce qui concerne la sortie en salles des films en France, l'équipe de distribution fixe la date et la stratégie de sortie en salles pendant la période de post-production. Elle développe ensuite une stratégie marketing, avec la mise en place de partenariats et l'achat d'espaces publicitaires, afin d'assurer la promotion du film avant sa sortie. L'étape suivante consiste à mener des négociations avec chacun des exploitants de salles de cinéma en France, en fonction de la date de sortie du film et de la stratégie définie, notamment pour déterminer le nombre d'écrans sur lesquels le film sera projeté dès sa sortie. Les accords concernant la distribution des films (en particulier le partage des recettes) sont renégociés avec les exploitants des salles toutes les semaines. Le Groupe assure en direct la facturation et l'encaissement des redevances brutes auprès des exploitants, sur la base d'un relevé hebdomadaire reçu de chaque salle indiquant les recettes de la semaine écoulée.

Distribution vidéo

Les supports vidéo sont distribués par l'intermédiaire du GIE Fox Pathé Europa auprès de distributeurs locaux. Le Groupe fournit le master du support au GIE Fox Pathé Europa et arrête la date et la stratégie de sortie, tandis que le GIE se charge de la commercialisation et de la logistique. Pour accompagner la sortie de nouveaux titres en vidéo, des programmes marketing sur mesure sont mis au point en collaboration avec le GIE en direction de certains distributeurs-clé tels que Virgin et Carrefour. La facturation et l'encaissement relèvent de la responsabilité du GIE.

Sur le marché français, les ventes de vidéos et les audiences réalisées lors de la diffusion télévisuelle sur les chaînes payantes et en clair ne sont pas toujours corrélées à la performance en salles. Ainsi, un film qui connaît un succès modéré dans les salles mais qui est soutenu par une campagne promotionnelle efficace lors de sa sortie en salles, et de nouveau lors de sa sortie en vidéo, peut générer un chiffre d'affaires conséquent sur ce dernier marché et attirer un public important lors de sa diffusion à la télévision. Pour cette raison, le Groupe consacre un budget important à la promotion et au marketing des films, notamment avant et lors de leur sortie en salles.

Vente de droits de diffusion télévisuelle

Les films sont vendus aux chaînes de télévision en France, dans le cadre de contrats de diffusion conclus film par film, pour la diffusion sur les chaînes de télévision payantes et en clair. Les droits de diffusion sont également concédés aux diffuseurs de VOD et de films en paiement à la séance (« pay per view »).

Autres sources de chiffre d'affaires

Les autres sources de chiffre d'affaires sont composées essentiellement de revenus provenant des contrats de licence et de partenariat, du fonds de soutien, de la réalisation de films publicitaires et de l'édition musicale et littéraire. Ces produits sont générés en France et à l'étranger, à l'exception du fonds de soutien qui concerne uniquement la France. Au cours des exercices à venir, cette rubrique comprendra en outre le chiffre d'affaires de la société Ydéo, l'agence marketing acquise par le Groupe le 16 mai 2007.

Catalogue

En règle générale, la vie économique d'un film est découpée en cycles qui correspondent à la période d'exploitation du film sur l'ensemble des canaux de distribution. Le premier cycle d'exploitation est le plus important, car il correspond à la période au cours de laquelle l'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé et l'essentiel des coûts est engagé. D'un point de vue comptable, le premier cycle d'exploitation se termine généralement à l'expiration de la fenêtre de deuxième diffusion du film sur une chaîne de télévision en clair, ce qui correspond à une période de 5 à 6 ans à compter de la date de sortie en salles.

Après ce premier cycle d'exploitation et lorsque les coûts de production ont été intégralement amortis, le film est considéré comptablement comme faisant partie du catalogue. Les revenus dégagés de l'exploitation du catalogue peuvent représenter une source importante de chiffre d'affaires et bénéficient d'un taux de marge plus important que durant le premier cycle d'exploitation. Au 31 mars 2007, le catalogue du Groupe comprend, outre des droits divers sur un total de 10 films et courts métrages, principalement 5 films (*Blanche*, *Tristan*, *Taxi 2*, *The Dancer* et *15 Août*), pour lesquels le Groupe a été producteur délégué ou coproducteur, et dont les coûts de production ont été intégralement amortis. Ce nombre est destiné à augmenter, au fur et à mesure de l'amortissement des films déjà sortis et de la réalisation de nouveaux films qui, une fois totalement amortis, entreront à leur tour dans le catalogue.

9.2.2 Coûts de production, de distribution et de marketing

Producteur délégué

Les principaux postes de dépenses du Groupe, en tant que producteur délégué, sont les coûts de développement, de production des films, les coûts de distribution et de marketing, la rémunération des ayants-droit (coproducteurs et talents, notamment l'auteur, le réalisateur et les comédiens), les frais de structure et les frais financiers. Lorsque le Groupe intervient comme producteur délégué ou coproducteur délégué, il est responsable

de la réalisation et de la bonne fin du film, ainsi que de son financement. En conséquence, si les coûts de production sont supérieurs au budget, l'excédent est supporté par le Groupe à moins qu'un coproducteur ne décide d'en financer sa quote-part. Le Groupe a dû supporter des coûts excédentaires dans deux films : un en raison d'un changement de réalisateur en cours de tournage et l'autre pour lequel le Groupe n'assurait pas l'exécution de la production. Pour plus d'informations, se reporter au chapitre 4 « Facteurs de risque – Risques liés à l'importance des coûts de production des films » du présent Document de base.

Coûts de développement (frais préliminaires)

Les coûts de développement correspondent notamment aux achats de droits cinématographiques sur les livres et les scénarii originaux, ainsi qu'aux coûts engagés pour les adapter à l'écran. Ils comprennent en outre la rémunération versée aux personnes retenues pour rédiger des scénarii sur la base d'idées créatives générées en interne. Leur montant, qui dépend de l'importance et de la nature du projet, correspond généralement à environ 5% du coût de production du film.

Coûts de production

Les coûts de production des films comprennent tous les coûts nécessaires à la production d'une œuvre cinématographique, c'est-à-dire les frais de tournage, la rémunération des comédiens, des techniciens et des autres professionnels, la location de studio, la bande son et le montage, les coûts de post-production, les autres coûts directs et la quote-part des frais de structure imputable à la production du film. Le principal poste est en général la rémunération des comédiens, des techniciens et des autres professionnels et les charges sociales y afférentes. Les coûts de production pour les films d'animation sont généralement plus élevés que ceux des autres films, dans la mesure où les films d'animation sont produits sur une plus longue durée et nécessitent des technologies plus coûteuses. Les coûts effectivement engagés sont suivis par le Groupe sur toute la période de production. Le Groupe rémunère les talents qui participent au film, tels que les auteurs, les producteurs, les réalisateurs, les comédiens, et les autres personnes associées à la production du film. Cette rémunération peut être fixe ou variable, basée sur les recettes nettes générées par le film ou sur d'autres paramètres tels que les entrées en salles en France, les ventes de supports vidéo et la vente des droits de distribution internationale. Dans certains cas, elle peut représenter un montant substantiel.

Les coûts de développement et de production de films produits (ou en cours de production), coproduits (ou en cours de coproduction) ou acquis par le Groupe se sont élevés à 50,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2006/2007 et à 82,9 millions d'euros pour l'exercice 2005/2006, en normes IFRS. Pour les exercices 2005/2006 et 2004/2005, en normes françaises, ces frais étaient de 82,9 millions d'euros et 111,4 millions d'euros respectivement. Entre l'exercice 2004/2005 et l'exercice 2005/2006, la baisse s'explique principalement par la production de quatre films internationaux concentrés sur l'exercice 2004/2005 et sortis en salles au cours de l'exercice 2005/2006 (*Le Transporteur 2*, *Revolver*, *Trois Enterrements* et *Bandidas*). La baisse des coûts de développement et de production de films au titre de l'exercice 2006/2007 s'explique quant à elle par : (i) le fait que les coûts de développement et de production relatifs à *Arthur et les Minimoys*, avec un budget de 65 millions d'euros, aient été engagés au cours des deux exercices précédents et (ii) le décalage de certaines productions dont une production internationale, initialement prévue sur 2006/2007 et repoussée au début de l'exercice 2007/2008.

Cette baisse ne saurait cependant constituer une tendance à moyen ou long terme. Compte tenu de ses projets d'investissement actuels, le Groupe anticipe une hausse de ces coûts de développement et de production à court terme.

Coûts de distribution et de marketing

Les coûts de distribution et de marketing correspondent essentiellement aux coûts techniques et de publicité. Les coûts techniques comprennent les frais de duplication et de copie des films au format adapté à leur projection en salles, et les coûts d'édition des supports vidéo. Les coûts techniques dépendent notamment du nombre de salles où le film sera projeté. Les budgets publicitaires engagés pour accompagner la sortie d'un film en France sont importants. Ils recouvrent le plus souvent des campagnes média nationales et ciblées, ainsi que la promotion du film par les acteurs. En outre, des frais publicitaires significatifs sont engagés pour assurer la promotion du film lors de sa distribution par le biais d'autres canaux, tels que le marché de la vidéo. Les frais de distribution et de marketing varient en fonction de la stratégie retenue pour accompagner la sortie du film dans les salles et sur les

autres canaux de distribution. Les efforts de marketing sont généralement plus intenses pour la promotion de films internationaux ou d'animation et par conséquent, les frais de marketing engagés pour ces films sont généralement plus élevés que pour les autres films. En règle générale, les frais techniques et de marketing liés à l'exploitation des films en France sont pris en charge par le Groupe. Les frais techniques et de marketing liés à l'exploitation dans les pays étrangers sont pris en charge par les distributeurs locaux. Pour les films dont le budget de production est d'au moins 15 millions d'euros, les frais de distribution et de marketing pour la sortie en salles s'élèvent en général à 10 à 20% du coût de fabrication.

Coûts en tant que coproducteur financier

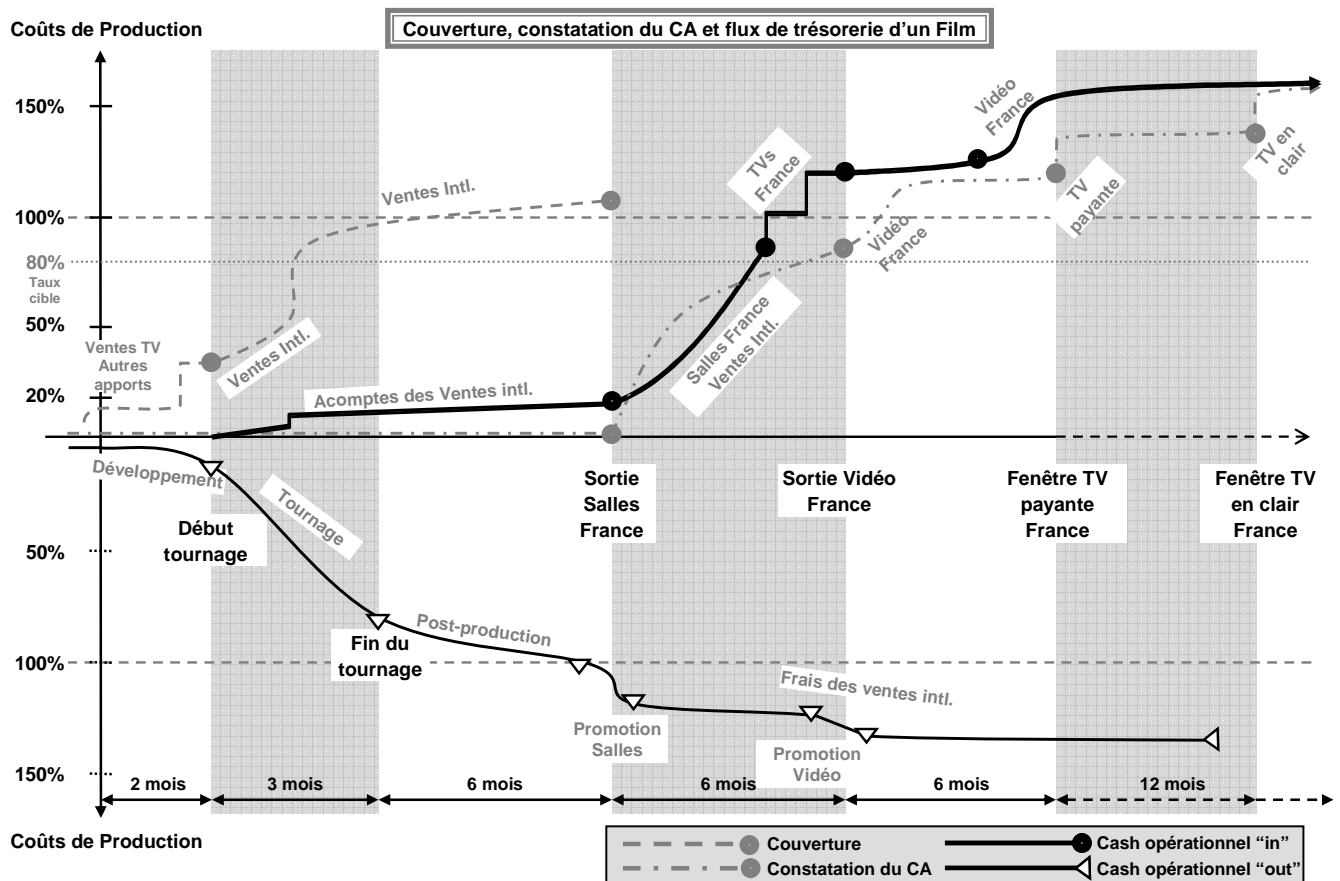
Dans certains cas, le Groupe intervient en qualité de coproducteur financier d'un film, en apportant un montant fixe destiné à financer une partie du coût de production. Cet investissement constitue la totalité de l'engagement du Groupe au titre du film en tant que coproducteur, sauf dans les cas où la décision est prise de participer au financement des éventuels dépassements de budget. Toutefois, lorsque le Groupe intervient non seulement en qualité de coproducteur mais aussi de distributeur en vertu d'un mandat de distribution du film, il assume les coûts de distribution et de marketing liés à ce mandat.

Frais de structure

Les frais de structure comprennent les salaires et charges sociales du personnel permanent, les loyers du siège, les honoraires de conseils, les impôts et taxes et les autres frais généraux et administratifs.

9.3 Structure du financement et des flux financiers d'un film international

Le schéma ci-dessous présente la structure et le séquençement du financement, des flux financiers et de la comptabilité d'un film international produit par EuropaCorp au cours de son premier cycle d'exploitation. Ce schéma et les informations qu'il contient sont fournis uniquement à titre indicatif. Les pourcentages ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux qui ont été ou seront effectivement observés pour un film international produit par EuropaCorp dans le passé ou à l'avenir. Les modalités contractuelles pouvant varier de façon importante d'un film à un autre, ainsi que d'un détenteur de droits à un autre pour le même film, le schéma ne doit pas être considéré comme représentatif des modalités contractuelles ou financières effectives d'un quelconque film international d'EuropaCorp. Les éléments du financement et des flux financiers, ainsi que les modalités de constatation du chiffre d'affaires sont les mêmes pour les films non internationaux, mais les niveaux de couverture et la répartition des postes sont différents.



Les coûts engagés au cours de chaque étape du premier cycle de vie d'un film international et leur financement peuvent se résumer comme suit :

- Environ 20 à 30% des coûts de production sont engagés avant le tournage dans le cadre de la préparation du film. Il s'agit notamment du coût du scénario, de l'achat d'éléments de décoration et de mobilier, ainsi que des frais organisationnels. Au cours de la période de pré-tournage, les droits exclusifs de diffusion télévisuelle payante et en clair sont commercialisés auprès des chaînes françaises, et les distributeurs locaux à l'étranger sont également contactés en vue de la vente des droits de distribution internationale. Le prix d'achat des droits de diffusion télévisuelle est payé par les chaînes à EuropaCorp à la livraison du film, qui intervient généralement dans les trois mois de sa sortie en salles. Pour la vente des droits de distribution internationale, le distributeur local verse en règle générale au Groupe 20% du minimum garanti à la signature du contrat, et le solde lors de la finalisation et la livraison du film ou peu de temps après.
- Les coûts engagés pendant le tournage comprennent notamment la rémunération des comédiens et des techniciens, les frais de création et de construction des décors, les frais d'électricité et les frais de transport. Ces éléments représentent environ 50 à 60% du coût total de production. La vente des droits de distribution internationale se poursuit au cours de cette période.
- Les coûts engagés en période de post-production portent sur le montage, la réalisation de la bande son, les effets spéciaux, les livraisons et les autres frais de post-production, ainsi que divers autres frais liés au film qui représentent 5 à 20% du coût total de production. La fin de la période de post-production marque le début de la phase de promotion du film en France avant sa sortie en salles, se traduisant par l'engagement des coûts de marketing. En outre, des coûts techniques sont également engagés pour la duplication et la copie du master du film. La vente de droits de distribution internationale continue pendant la phase de post-production.

La promotion du film en France peut se poursuivre jusqu'à un semestre après sa sortie en salles, période pendant laquelle les coûts correspondants continuent d'être supportés par le Groupe. Parallèlement, les recettes des

entrées en salles sont encaissées pendant cette période. En outre, lors de la livraison du film, le Groupe reçoit les sommes dues au titre des droits de diffusion télévisuelle et des droits de distribution internationale. Durant le trimestre qui suit la sortie du film en salles, les versements commencent à être effectués en faveur des coproducteurs et des talents. Enfin, la sortie du film en vidéo donne lieu à des coûts de marketing pour en assurer la promotion.

Le Groupe perçoit non seulement sa part des recettes du film, en sa qualité de producteur, mais également le fonds de soutien au titre de la distribution du film en France dans les salles et de l'édition vidéo. Ces revenus peuvent être complétés par ceux résultant de la vente de CD de la bande originale du film, de livres liés au film et d'autres produits dérivés.

Dans le schéma ci-dessus, la ligne « couverture » représente le préfinancement du film, correspondant aux engagements fermes de financement généralement obtenus des coproducteurs, des chaînes de télévision et des distributeurs locaux à l'étranger. Le Groupe a pour politique, sans que cela constitue une pratique systématique, de ne lancer la mise en production d'un film que si une partie significative des coûts de production (au moins 80%) est, compte tenu notamment des marques d'intérêts reçues, potentiellement couverte au jour de la sortie en salles par des engagements fermes (préventes et/ou apports de la part des coproducteurs). Se reporter aux sections 4.3.4 et 6.3.2.1.2 du présent Document de base pour plus d'informations sur la politique de couverture des coûts de production.

9.4 Principaux principes comptables

La préparation des comptes requiert des appréciations de la part de la direction et l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui ont un impact sur les montants figurant dans les états financiers consolidés et de leurs annexes. Ces appréciations, hypothèses et estimations sont fondées sur les données historiques, les conditions économiques et la conjoncture dans l'industrie cinématographique, ainsi que sur différents autres facteurs considérés comme raisonnables compte tenu du contexte. Les estimations sont réexaminées lors des clôtures semestrielles et annuelles. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations, si d'autres hypothèses ou conditions trouvent à s'appliquer. Si les résultats réels devaient s'écarter de façon significative des estimations faites par la direction du Groupe, ceci pourrait avoir une incidence défavorable significative sur sa situation financière et ses résultats.

9.4.1 Constatation du chiffre d'affaires

Ventes internationales

La majorité des contrats « multi-droits » permettent l'exploitation du film par le biais de multiples canaux de distribution, y compris en salles, sur le marché de la vidéo, à la télévision et, dans certains cas, en VOD. Le chiffre d'affaires provenant de ces contrats est constaté lors de la livraison physique du master du ou des films faisant l'objet du contrat auprès du distributeur local, et à partir de l'ouverture des droits. Tout contrat conclu avant la livraison du master est comptabilisé au passif du bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance » (si le revenu a été facturé et la créance est exigible), ou en engagements en hors bilan reçus (si la facture n'a pas encore été émise ou la créance n'est pas encore exigible) jusqu'à la livraison du film. Les éventuelles sommes à recevoir au-delà du minimum garanti ne sont constatées en chiffre d'affaires que lorsque leur montant a été confirmé par le distributeur local. Les modalités de règlement par les distributeurs locaux sont présentées plus haut, dans la section « Structures du financement et des flux financiers d'un film international ».

Distribution en salles

Le chiffre d'affaires provenant de la distribution des films en salles en France est constaté lors de la vente aux guichets, sur la base d'un relevé hebdomadaire reçu de chaque salle indiquant les recettes de la semaine écoulée. Les recettes sont généralement encaissées au cours du trimestre qui suit la sortie du film.

Distribution vidéo

Le chiffre d'affaires dégagé de la vente de vidéos en France est constaté lorsque les vidéos sont mises en vente au détail ou proposées à la location (correspondant à « la date de mise à la disposition du marché »). Les vidéos sont distribuées par le GIE Fox Pathé Europa créé conjointement avec Twentieth Century Fox Home Entertainment S.A. et Pathé Video S.A. Se reporter au Chapitre 6 du présent Document de base pour plus d'informations sur le GIE Fox Pathé Europa. Le coût estimé des retours est calculé en analysant les données historiques sur les retours, la conjoncture, la demande prévisionnelle et les données recueillies aux points de vente par certains détaillants. Ces informations sont utilisées pour déterminer le pourcentage du chiffre d'affaires provenant de chaque vente qui doit être provisionné lorsque le client bénéficie d'un droit de retour. Les retours effectifs sont ensuite imputés sur la provision. Les estimations des provisions futures nécessaires au titre des ventes de vidéos sont examinées et actualisées lors des clôtures semestrielles et annuelles. Le Groupe reçoit une traite émise par le GIE Fox Pathé Europa à la fin de chaque mois, qui est réglée à 90 jours.

Ventes de droits de diffusion télévisuelle en France

Conformément aux normes IFRS, le chiffre d'affaires provenant de la cession des droits de diffusion télévisuelle par les chaînes françaises payantes et en clair est constaté dans sa totalité, après signature des contrats de cession, après l'acceptation du matériel de diffusion et à partir de l'ouverture des droits. Dans les états financiers établis conformément au référentiel français, le chiffre d'affaires provenant des droits de diffusion télévisuelle est constaté pro rata temporis sur la durée des droits exclusifs de diffusion. Les modalités de règlement par les chaînes de télévision sont présentées dans la section « Structures du financement et des flux financiers d'un film international ». Le chiffre d'affaires provenant des offres de vidéo à la demande et de films en paiement à la séance est constaté à réception des relevés établis par les opérateurs, généralement sur une base mensuelle. Ce chiffre d'affaires est généralement partagé sur une base 50/50 entre l'opérateur et le Groupe, ce dernier recevant toutefois un montant minimum par visualisation.

Fonds de soutien

Le Groupe perçoit le fonds de soutien du CNC (Centre National de la Cinématographie) au titre de l'exploitation des films qualifiés d'« œuvre européenne » et recevant l'agrément de production du CNC. Ce fonds de soutien est ensuite utilisé pour le financement de la production de films remplissant les conditions fixées par le CNC. Il est constaté en chiffre d'affaires pour la quote-part correspondant à chaque stade de l'exploitation du film, ce qui inclut la distribution en salles, la vente des droits télévisuels, et le marché de la vidéo. Le fonds de soutien perçu par EuropaCorp Distribution et EuropaCorp Diffusion au titre de leurs activités de distribution et d'édition vidéo est ainsi constaté en chiffre d'affaires au fur et à mesure de la comptabilisation des recettes des activités. La créance sur le CNC figure au bilan sous la rubrique « Autres créances ». Le fonds de soutien n'est encaissé par le Groupe que lorsqu'il est investi dans la production de nouveaux films remplissant les conditions fixées par le CNC. Les fonds non réinvestis sous un délai de cinq ans sont prescrits et constatés au compte de résultat en autres charges d'exploitation. Le fonds de soutien et les autres subventions assimilées se sont élevées à 10 311 milliers d'euros et 6 492 milliers d'euros respectivement au titre des exercices clos les 31 mars 2007 et 2006, soit 6,5 et 4,4% respectivement du chiffre d'affaires total de ces exercices. L'octroi de fonds de soutien devrait se poursuivre au cours des exercices à venir. Se reporter à la section 6.4 du Document de base pour plus d'informations sur ces fonds.

Le Groupe bénéficie, en outre, de certains crédits d'impôts au titre de la production de films français en France pour lesquels il intervient en qualité de producteur délégué, sous réserve de la signature d'accords relatifs au financement et à la production des films et dans la mesure où ces derniers contribuent au développement de l'industrie cinématographique française et européenne. Les crédits d'impôts reçus au titre des exercices clos les 31 mars 2007 et 2006 se sont élevés à 2 070 milliers d'euros et 821 milliers d'euros respectivement. Conformément aux normes IFRS, ces crédits sont affectés aux films concernés au prorata de leur amortissement et figurent au compte de résultat sous la rubrique « Coûts des ventes ».

Licences et partenariats

Le chiffre d'affaires correspondant aux minimums garantis perçus au titre des licences et des accords de partenariat est constaté conformément aux dispositions contractuelles, généralement à la sortie du film ou à la

facturation de la licence, qui intervient à la signature du contrat. Les contrats de licence et les accords de partenariat se rapportent principalement aux films d'animation. Les royalties éventuellement perçues en sus du minimum garanti sont constatées en chiffre d'affaires lors de l'émission de la facture, qui intervient à réception du relevé émis par le détenteur de la licence.

Réalisation de films publicitaires

Le chiffre d'affaires provenant de la réalisation de films publicitaires est constaté à la livraison du film auprès du client. En règle générale, 50% du prix est réglé avant le début du tournage et le solde à la livraison du film.

Édition musicale et littéraire

Le chiffre d'affaires généré par la vente livres est constaté sur la base des ventes en fonction des ventes du mois. Une provision est constituée pour les retours. Le montant de la provision est estimé en analysant les données historiques concernant les retours, la conjoncture, la demande prévisionnelle et les données recueillies aux points de vente par certains détaillants. Les retours effectifs sont imputés sur la provision. Les estimations des provisions futures nécessaires au titre des ventes de livres sont examinées et actualisées lors des clôtures semestrielles et annuelles, et les provisions sont modifiées le cas échéant.

Le chiffre d'affaires généré par la vente des CD des bandes originales est constitué de minimums garantis des distributeurs licenciés et d'éventuelles royalties. Il est constaté conformément aux dispositions contractuelles. Les royalties éventuellement perçues en sus du minimum garanti sont constatées en chiffre d'affaires lors de l'émission de la facture, qui intervient à réception du relevé émis par le détenteur de la licence.

Le chiffre d'affaires provenant des éventuels accords internationaux d'édition musicale ou littéraire est constaté à la date de facturation de la redevance. Le chiffre d'affaires généré par les activités d'édition en France est encaissé par des tiers, qui transmettent des relevés des ventes au Groupe. Le chiffre d'affaires correspondant est constaté lorsque le Groupe émet la facture couvrant la somme à recevoir des tiers.

9.4.2 Coûts de développement

Les coûts engagés sur les projets en cours de développement sont enregistrés au bilan en « coûts de production de films » lorsque la préparation du film débute. Si un projet est resté en cours de développement pendant trois ans à compter de la date à laquelle les premiers frais ont été activés, et si aucune date de début de production n'a été fixée et aucun engagement signé, le montant inscrit au bilan est comptabilisé immédiatement en charges.

9.4.3 Amortissement des coûts de production des films

Les coûts de production des films sont inscrits au bilan dans les immobilisations incorporelles, étant précisé que, le cas échéant, la part variable de la rémunération des talents et autres ayant droit est, quant à elle, constatée en charge d'exploitation au titre du coût des ventes après sortie et en fonction de l'exploitation du film. L'amortissement de l'immobilisation incorporelle démarre lors de la sortie du film en salles, sur la base de la valeur brute diminuée des apports éventuels, notamment des coproducteurs. La dotation aux amortissements annuelle figure au compte de résultat dans la rubrique « coût des ventes ».

La dotation aux amortissements est déterminée en fonction du rapport entre les recettes nettes générées par le film au cours de la période comptable considérée et les recettes nettes totales attendues du film au cours de son premier cycle de vie. Les estimations des recettes nettes totales attendues de chaque film sont fondées sur les recettes nettes, tous canaux de distribution confondus, ainsi que sur la connaissance du Groupe du secteur cinématographique. Dans la mesure où une part plus importante des recettes nettes des films internationaux est générée en début d'exploitation (notamment grâce aux préventes internationales), la charge d'amortissement de ces films est généralement élevée lors du premier exercice d'exploitation. En outre, les films internationaux étant généralement plus coûteux que les autres films, ils génèrent des charges d'amortissement d'autant plus élevées. Les estimations des recettes nettes totales à recevoir pour chaque film sont examinées périodiquement et révisées

le cas échéant. Ces révisions peuvent conduire à des fluctuations importantes du taux d'amortissement appliqué aux coûts de production restant à amortir.

La valeur nette comptable, film par film, est comparée au montant estimé des recettes nettes à venir à chaque clôture semestrielle et annuelle. Lorsque les recettes nettes estimées à venir sont insuffisantes pour recouvrer les coûts de production non-amortis du film concerné, c'est-à-dire sa valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée. Les préventes qui participent à la couverture d'un film permettent d'atténuer les risques de révision des taux d'amortissement et de constatation de provisions pour dépréciation.

9.4.4 Coûts de distribution et de marketing

Les coûts de distribution et de marketing des films correspondent essentiellement aux coûts techniques et de publicité et sont comptabilisés en charges sous la rubrique « Coût des ventes » dans les états financiers. Les frais de duplication et de copie des films sous une forme adaptée à leur projection en salles et les coûts de reproduction de vidéos sont comptabilisés en charges. Les frais de marketing et publicité sont comptabilisés en charges, sous la rubrique « Coût des ventes », lorsqu'ils sont engagés. Les coûts techniques et les frais de marketing sont généralement réglables à 60 jours et ne sont pas immobilisés.

9.4.5 Coûts de structure

Lorsque le Groupe intervient en qualité de producteur délégué, la quote-part des frais de structure liée à la production du film est budgétée lors des négociations avec les coproducteurs et activé comme élément du coût de production du film, et soumis aux mêmes règles d'amortissement (cf. section « Amortissement des coûts de production des films » ci-dessus).

9.4.6 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance correspondent aux ventes facturées mais non constatées en chiffre d'affaires de l'exercice.

En règle générale, les contrats de vente des droits de diffusion télévisuelle pour la période d'exclusivité sont signés avant le lancement du tournage, alors que le prix est reçu du diffuseur à la livraison du film, qui intervient généralement au cours du semestre qui suit la sortie du film en salles. Les périodes de diffusion télévisuelle démarrent 12 à 24 mois après la sortie du film en salles. Se reporter à la section 6.2.1 du présent Document de base pour plus d'informations sur les périodes de diffusion télévisuelle. Les montants dus et facturés par le Groupe au titre de la vente de droits de diffusion télévisuelle sont portés au passif du bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance » jusqu'au début de la période de diffusion télévisuelle, date à laquelle ils sont repris dans leur totalité au compte de résultat en chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires dû et facturé par le Groupe au titre de la vente de droits de distribution internationale est porté au passif du bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance » jusqu'à la date de livraison du film concerné au distributeur local.

Aux 31 mars 2007 et 2006, les produits constatés d'avance au titre de la vente de droits de diffusion télévisuelle s'élevaient à 25 979 milliers d'euros et 33 708 milliers d'euros respectivement, et ceux relatifs à la vente de droits de distribution internationale représentaient 9 267 milliers d'euros et 6 803 milliers d'euros respectivement.

9.4.7 Engagements hors-bilan

Les engagements hors-bilan reçus ont trait principalement aux contrats de vente de droits de diffusion télévisuelle et de distribution internationale qui ont été signés mais pour lesquels le chiffre d'affaires n'est pas encore dû et n'a pas encore été facturé. En règle générale, ces contrats sont conclus avant ou au cours de la période de production du film.

Les engagements hors-bilan donnés concernent principalement les baux, et les contributions à verser par le Groupe sur les projets de film.

9.5 Évolution des résultats

9.5.1 Comparaison des exercices clos le 31 mars 2007 et le 31 mars 2006 (normes IFRS)

Le tableau ci-dessous présente les principaux postes du compte de résultat audité de l'exercice 2006/2007 établi conformément aux normes IFRS et les données comparatives non auditées de l'exercice 2005/2006 retraitées conformément aux normes IFRS.

(En milliers d'euros)	Exercices clos le 31 mars	
	2006 (non audité)	2007 (audité)
Produits d'exploitation	148 079	158 661
Produit des activités ordinaires.....	148 079	158 661
Coût des ventes.....	(124 312)	(131 661)
Marge opérationnelle.....	23 766	27 000
Frais de structure	(14 414)	(15 409)
Autres produits et charges opérationnels	(246)	(74)
Résultat opérationnel.....	9 106	11 517
Coût de l'endettement financier net	(1 837)	(1 886)
Autres produits et charges financiers	(406)	1 669
Résultat financier	(2 243)	(217)
Résultat courant avant impôts	6 863	11 300
Impôt sur les résultats.....	(1 711)	(3 763)
Résultat net des entreprises intégrées.....	5 152	7 538
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	3	4
Part revenant aux minoritaires	(605)	(676)
Résultat net (part du Groupe).....	5 760	8 218

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires par canal de distribution pour les exercices 2006/2007 et 2005/2006, en normes IFRS :

(En milliers d'euros)	Exercice clos le 31 mars			
	2006		2007	
	CA	%	CA	%
Ventes internationales.....	71 845	48,5%	54 313	34,2%
Ventes TV.....	22 912	15,5%	27 960	17,6%
Distribution en salles	10 118	6,8%	33 857	21,3%
Distribution vidéo	22 752	15,4%	9 113	5,8%
Autres	20 452	13,8%	33 418	21,1%
Chiffre d'affaires	148 079	100%	158 661	100%

Chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires net a progressé de 10 583 milliers d'euros, soit 7,1%, pour s'établir à 158 661 milliers d'euros pour 2006/2007 contre 148 079 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Cette progression, malgré un nombre de films produits sortis en salle au cours de l'exercice inférieur à celui de l'exercice précédent, s'explique notamment par les succès d'*Arthur et les Minimoys*, *Taxi 4* et *Ne le Dis à Personne*.

Le chiffre d'affaires généré par la vente de droits de distribution internationale s'est élevé à 54 313 milliers d'euros pour 2006/2007 contre 71 845 milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une diminution de 17 532 milliers d'euros (-24,4%). Cette évolution s'explique par la présence d'un seul film à forte vocation internationale (*Arthur et les Minimoys*) au lieu de 5 lors de l'exercice précédent, et par le fait que des livraisons de films à

l'international ont eu lieu dans certains pays après la clôture de l'exercice, celles-ci correspondant à des films sortis en salles en France à la fin du dernier trimestre de l'exercice (comme *Taxi 4*). Les films ayant le plus contribué au chiffre d'affaires international sont : *Arthur et les Minimoys* (38 706 milliers d'euros), *Taxi 4* (4 323 milliers d'euros) et *Ne le Dis à Personne* (1 856 milliers d'euros). Les films suivants sortis durant l'exercice précédent, *Bandidas*, *Trois Enterrements*, *Revolver* et *Colour me Kubrick* ont représenté 3 218 milliers d'euros de chiffre d'affaires sur l'exercice 2006/2007 compte tenu de l'étalement des livraisons.

Les ventes de droits de diffusion télévisuelle ont progressé de 5 048 milliers d'euros, soit une progression de 22,0%, pour s'établir à 27 960 milliers d'euros par rapport à 22 912 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Cette progression est due à la vente de droits en France sur des films dont la période de première ou de deuxième diffusion télévisuelle a commencé au cours de l'exercice. Au total, 38 films étaient diffusables à la télévision au cours de l'exercice 2006/2007, contre 21 au cours de l'exercice précédent. Les principaux films dont la période de diffusion télévisuelle s'est ouverte pendant l'exercice 2006/2007 sont *Angel-A*, *Danny the Dog*, *Bandidas*, *Trois Enterrements*, *Revolver* et *Transporteur 2*.

Le chiffre d'affaires de l'activité de distribution en salles s'est élevé à 33 857 milliers d'euros pour 2006/2007 contre 10 118 milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 23 739 milliers d'euros (+234,6%). Cette évolution s'explique par les succès des sorties en salles, et particulièrement *Arthur et les Minimoys* (plus de 6,4 millions d'entrées), *Taxi 4* (plus de 4,5 millions d'entrées) et *Ne le Dis à Personne* (plus de 3,1 millions d'entrées). Les films qui ont généré le chiffre d'affaires en salles en France le plus important au cours de l'exercice 2006/2007 étaient *Arthur et les Minimoys* (14 946 milliers d'euros), *Taxi 4* (8 618 milliers d'euros) et *Ne le Dis à Personne* (7 337 milliers d'euros). Toutefois, *Michou d'Autber* et *Dikkenek*, deux films sortis en France au cours de l'exercice 2006/2007, n'ont pas rencontré le succès escompté sur ce marché et leur contribution au chiffre d'affaires provenant des entrées en salles a donc été moins importante que prévue.

Enfin, le chiffre d'affaires généré par les ventes de supports vidéo s'est établi à 9 113 milliers d'euros pour 2006/2007 contre 22 752 milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une diminution de 13 639 milliers d'euros (-59,9%). Cette baisse traduit notamment un line-up de sorties vidéo plus modeste que lors de l'exercice précédent. En effet, le Groupe a réalisé 10 sorties sur ce marché en 2006/2007 contre 13 pour l'exercice précédent. En 2006/2007, *Trois Enterrements*, *Bandidas*, *Quand j'étais chanteur* et *Angel-A* ont contribué à hauteur de 4 468 milliers d'euros au chiffre d'affaires vidéo. Le chiffre d'affaires provenant des films sortis en vidéo au cours des exercices précédents s'est élevé à environ 2 100 milliers d'euros pour l'exercice 2006/2007 contre 4 500 milliers d'euros en 2005/2006. En termes de volumes, 1,17 million de DVD ont été vendus en France au cours de l'exercice 2006/2007 contre 2,4 millions de DVD au cours de l'exercice 2005/2006.

Les autres produits ont progressé de 12 966 milliers d'euros, soit 63,4% pour s'établir à 33 418 milliers d'euros pour 2006/2007 par rapport à 20 452 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique notamment par l'augmentation du fonds de soutien généré par l'exploitation en salles et par une forte hausse des licences et produits de partenariat (qui ont généré un chiffre d'affaires de 12 866 milliers d'euros sur l'exercice 2006-2007) principalement liés à la sortie d'*Arthur et les Minimoys*.

Coût des ventes. Le coût des ventes de l'exercice 2006/2007 a augmenté de 7 349 milliers d'euros, soit 5,9%, pour s'établir à 131 661 milliers d'euros contre 124 312 milliers d'euros pour l'exercice 2005/2006. Cette évolution s'explique notamment par une hausse des coûts variables imputable à l'augmentation des frais d'édition salles et à des frais généraux du GIE Fox Pathé Europa, des reversements aux ayants droits et de la diminution des frais généraux imputés en coûts de production des films en partie proportionnelle à la diminution des coûts de production des films.

La dotation aux amortissements pour l'exercice 2006/2007 s'est élevée à 85 419 milliers d'euros contre 85 511 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Cette quasi stabilité s'explique par un nombre inférieur de films sortis en salles au cours de l'exercice (8 contre 10, dont un film important à vocation internationale contre 5) qui a été compensé par (i) l'amortissement des coûts de production d'*Arthur et les Minimoys* dont le budget était élevé et (ii) la révision du taux d'amortissement de certains films ayant généré des recettes moins importantes, ce qui a entraîné la comptabilisation d'amortissements complémentaires pour un montant de 872 milliers d'euros au titre de l'exercice 2006/2007.

La baisse des frais de marketing supportés au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007 (qui passent de 24 364 milliers d'euros en 2005-2006 à 20 161 milliers d'euros en 2006-2007) s'explique essentiellement par la baisse de l'activité vidéo et des frais afférents. Cette évolution n'a été qu'en partie compensée par l'augmentation sensible des frais liés aux sorties salles qui traduit l'importance des moyens mis en œuvre pour assurer le succès des sorties en salles d'*Arthur et les Minimoys*, *Taxi 4*, *Ne le Dis à Personne* et *Quand j'étais chanteur* (se reporter à la section « Frais de distribution et de marketing » du Document de base ci-dessus).

L'augmentation du coût des ventes s'explique également par une augmentation des reversements aux ayants droits du fait des recettes plus importantes que prévues générées par certains films.

Marge brute. Compte tenu de l'évolution du chiffre d'affaires et du coût des ventes, la marge brute de l'exercice 2006/2007 s'est élevée à 27 000 milliers d'euros contre 23 766 milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 3 234 milliers d'euros (13,6%). Elle a représenté 17,0% du chiffre d'affaires de l'exercice 2006/2007 contre 16,0% en 2005/2006.

Frais de structure. Les frais de structure ont progressé de 995 milliers d'euros, soit 6,9%, pour s'établir à 15 409 milliers d'euros par rapport à 14 414 milliers d'euros pour l'exercice 2005/2006. L'augmentation s'explique par l'augmentation des charges de rémunération.

Résultat opérationnel. Après prise en compte des éléments ci-dessus, le résultat opérationnel de l'exercice 2006/2007 s'est établi à 11 517 milliers d'euros contre 9 106 milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 2 411 milliers d'euros (26,5%). Il représentait 7,3% du chiffre d'affaires net de l'exercice 2006/2007, contre 6,1% pour l'exercice précédent. Les éléments « cash » du résultat opérationnel incluent les ventes, les coûts de distribution et de marketing et les frais de structure, tandis que l'élément hors « cash » est constitué par l'amortissement des coûts de production.

Coût de l'endettement net. Le coût de l'endettement net s'est élevé à 1 886 milliers d'euros pour l'exercice 2006/2007, soit une augmentation de 49 milliers d'euros (+2,7%) par rapport à 1 837 milliers d'euros pour l'exercice précédent.

Autres produits et charges financiers. Les autres produits et charges financiers de l'exercice 2006/2007 ont représenté un produit net de 1 669 milliers d'euros contre une charge nette de 406 milliers d'euros pour l'exercice précédent. L'évolution favorable du produit net traduit notamment une stabilisation du taux de change EUR/USD.

Résultat financier. Le résultat financier de l'exercice 2006/2007 a représenté une charge nette de 217 milliers d'euros contre une charge nette de 2 243 milliers d'euros pour l'exercice précédent.

Résultat net des entreprises intégrées. Le résultat net des entreprises intégrées a progressé de 2 386 milliers d'euros, soit 46,3%, pour s'établir à 7 538 milliers d'euros contre 5 152 milliers d'euros pour l'exercice 2005/2006.

9.5.2 Comparaison des exercices clos le 31 mars 2006 et le 31 mars 2005 (normes françaises)

Le tableau ci-dessous présente les principaux postes du compte de résultat pour les exercices 2005/2006 et 2004/2005 préparé conformément aux normes françaises :

(En milliers d'euros)	Exercices clos le 31 mars	
	2005	2006
Produits d'exploitation	98 787	147 595
Autres produits d'exploitation.....	8	0
Produits d'exploitation.....	98 795	147 595
Coût des ventes.....	(71 640)	(124 294)
Marge opérationnelle.....	27 155	23 301
Frais de structure.....	(12 872)	(14 634)
Résultat opérationnel.....	14 283	8 667
Produits financiers (non affectés en coût des ventes)	1 043	2 241
Charges financières (non affectées en coût des ventes)	(1 411)	(3 903)
Résultat financier.....	(368)	(1 662)
Résultat courant avant impôts et amortissement des écarts d'acquisition ..	13 915	7 005
Impôt sur les résultats.....	(3 074)	601
Résultat net des entreprises intégrées.....	10 812	7 360
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(36)	3
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition.....	(277)	(272)
Part revenant aux minoritaires	(111)	(605)
Résultat net, part du Groupe	10 610	7 696

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires par activité pour les exercices 2005/2006 et 2004/2005, conformément aux normes françaises :

(En milliers d'euros)	Exercice clos le 31 mars			
	2005		2006	
	CA	%	CA	%
Ventes internationales.....	40 147	40,6%	71 845	48,7%
Ventes TV.....	18 541	18,8%	22 447	15,2%
Distribution en salles	9 618	9,7%	10 118	6,9%
Distribution vidéo	14 996	15,2%	22 752	15,4%
Autres	15 493	15,7%	20 433	13,8%
Chiffre d'affaires	98 795	100%	147 595	100%

Chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires net de l'exercice 2005/2006 a progressé de 48 808 milliers d'euros, soit 49,4%, pour s'établir à 147 595 milliers d'euros contre 98 787 milliers d'euros pour l'exercice 2004/2005. L'augmentation s'explique principalement par la livraison et la sortie en salles de dix films au cours de l'exercice, dont cinq films internationaux, contre neuf films en 2004/2005 dont un seul film international. Le chiffre d'affaires généré par les ventes internationales a représenté 48,7% du total pour l'exercice 2005/2006 contre 40,6% en 2004/2005.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes internationales s'est établi à 71 845 milliers d'euros pour 2005/2006 contre 40 147 milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 31 698 milliers d'euros (+79%). Cette évolution est imputable à l'augmentation importante du nombre de films internationaux sortis au cours de l'exercice 2005/2006 par rapport à 2004/2005, comme expliqué ci-dessus, se traduisant par une hausse des minimums garantis constatés en chiffre d'affaires au titre de la vente de droits de distribution internationale. Les cinq films internationaux sortis en 2005/2006 étaient : *Le Transporteur 2* (représentant 19 067 milliers d'euros de chiffre d'affaires en termes de ventes internationales), *Bandidas* (21 363 milliers d'euros), *Trois Enterrements* (7 771 milliers d'euros), *Revoluer* (6 840 milliers d'euros) et *Appelez-moi Kubrick* (1 407 milliers d'euros). *Angel-A*, un film français, a également contribué à hauteur de 6 045 milliers d'euros au chiffre d'affaires à l'international. En

outre, le Groupe a enregistré 4 350 milliers d'euros en 2005/2006 au titre des ventes internationales pour le film *Danny the Dog* dont la sortie était intervenue au cours de l'exercice 2004/2005.

Les ventes de droits de diffusion télévisuelle ont progressé de 3 906 milliers d'euros, soit 21,1%, pour s'établir à 22 447 milliers d'euros en 2005/2006 par rapport à 18 541 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Cette progression est principalement due à la vente de droits en France sur des films dont la période de diffusion télévisuelle a commencé au cours de l'exercice ou s'est poursuivie sur une partie de l'exercice. Au total, 21 films étaient diffusables à la télévision au cours de l'exercice 2005/2006, contre 16 au cours de l'exercice précédent. Les principaux films dont la période de diffusion télévisuelle s'est ouverte pendant l'exercice 2005/2006 sont *Bangkok Dangerous*, *Banlieue 13*, *Ong Bak* et *A ton image*.

Le chiffre d'affaires représenté par les entrées en salles en France s'élevait à 10 118 milliers d'euros en 2005/2006 contre 9 618 milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 500 milliers d'euros (5,2%). Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation du nombre de films sortis en salles, qui est passé de 9 en 2004/2005 à 10 en 2006/2005. Les films qui ont généré le chiffre d'affaires en salles en France le plus important au cours de l'exercice 2006/2005 étaient *Transporteur 2* (2 938 milliers d'euros), *Angel-A* (2 170 milliers d'euros) et *Trois Enterrements* (1 442 milliers d'euros). Toutefois, *Bandidas*, *Angel-A* et *Revolver*, trois films sortis en France au cours de l'exercice 2005/2006, n'ont pas rencontré le succès escompté sur ce marché et leur contribution au chiffre d'affaires provenant des entrées en salles a donc été moins importante que prévue.

Le chiffre d'affaires généré par la vente de supports vidéo s'est établi à 22 752 milliers d'euros en 2006/2005 contre 14 996 milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 7 756 milliers d'euros (51,7%). Le Groupe a réalisé 13 sorties sur ce marché en 2005/2006 contre 7 l'exercice précédent. En 2005/2006, *Banlieue 13*, *Danny the Dog*, *Transporteur 2* et *Revolver* ont contribué à hauteur de 15 988 milliers d'euros au chiffre d'affaires vidéo. En 2004/2005, les ventes de *Michel Vaillant*, *Ong Bak*, *La Couleur du Mensonge* et *Mensonges et Trahisons* ont représenté 11 022 milliers d'euros. Le chiffre d'affaires provenant des films sortis en vidéo au cours des exercices précédents s'élevait à environ 4 500 milliers d'euros pour l'exercice 2006/2005 contre à 3 500 milliers d'euros en 2004/2005. En termes de volume, les ventes en France se répartissent entre 2,40 millions de DVD et 50 000 de VHS en 2005/2006 et 1,47 million de DVD et 310 000 de VHS en 2004/2005.

Les autres produits ont progressé de 4 940 milliers d'euros, soit 31,9%, pour atteindre 20 433 milliers d'euros en 2005/2006 par rapport à 15 493 milliers d'euros l'exercice précédent. Cette évolution traduit notamment la hausse du chiffre d'affaires provenant de la réalisation de films publicitaires et de l'édition littéraire. Les produits générés par les partenariats et les contrats de licence étaient également en hausse en 2005/2006 par rapport à 2004/2005.

Coût des ventes. Le coût des ventes a augmenté de 52 654 milliers d'euros, soit 73,5%, pour s'établir à 124 294 milliers d'euros en 2006/2005 contre 71 640 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Cette évolution est imputable notamment à un alourdissement de la dotation aux amortissements des coûts de production de films et à une hausse des frais de marketing.

La dotation aux amortissements pour l'exercice 2005/2006 s'est élevée à 86 579 milliers d'euros contre 49 667 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Le nombre de films internationaux sortis en salles pendant l'exercice 2005/2006 a été significativement plus élevé que pendant l'exercice précédent (5 films internationaux sur un total de 10, contre un film international seulement sur un total de 9 pendant l'exercice 2004/2005). Les films internationaux sont généralement plus coûteux à produire que les autres films et génèrent donc des charges d'amortissement de leurs coûts de production capitalisés plus élevées. La sortie en salles de ces 5 films internationaux a donc entraîné une hausse du montant de dotation aux amortissements pour l'exercice 2005/2006, par rapport à l'exercice 2004/2005.

En outre, parmi les films sortis en salles pendant l'exercice 2005/2006, quatre films (*Trois Enterrements*, *La Boîte Noire*, *Imposture* et *Au suivant*) ont généré des recettes moins importantes que prévu. Par conséquent, le taux d'amortissement des coûts de production a été revu à la hausse pour ces films, dans la mesure où le Groupe estime que ces films continueront de générer moins de recettes que prévu. Cette révision du taux d'amortissement a entraîné la comptabilisation d'amortissements complémentaires pour un montant de 6 497 milliers d'euros au titre de l'exercice 2005/2006.

La hausse des frais de marketing supportés au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006 résulte également du nombre plus important de films internationaux sortis en salles pendant cet exercice, dans la mesure où les coûts de marketing pour ce type de films sont généralement plus élevés que pour les autres films (se reporter à la section « Frais de distribution et de marketing » du Document de base ci-dessus).

L'augmentation du coût des ventes a été partiellement compensée par une diminution des reversements aux ayants droits du fait des recettes moins importantes que prévues générées par certains films.

Marge opérationnelle. Compte tenu de l'évolution du chiffre d'affaires et du coût des ventes, la marge opérationnelle de l'exercice 2005/2006 a reculé de 3 854 milliers d'euros, soit 14,2%, pour s'établir à 23 301 milliers d'euros contre 27 155 milliers d'euros en 2004/2005. Elle a représenté 15,8% du chiffre d'affaires net de l'exercice 2005/2006 contre 27,5% en 2004/2005.

Frais de structure. Les frais de structure se sont établis à 14 634 milliers d'euros en 2005/2006 contre 12 872 milliers d'euros l'exercice précédent. La hausse de 1 762 milliers d'euros, soit 13,7%, s'explique notamment par l'augmentation de la taxe professionnelle induite par la hausse de la valeur ajoutée créée en 2005/2006 par rapport à l'exercice précédent. Le montant de la participation revenant aux salariés a également augmenté.

Résultat opérationnel. Après prise en compte des éléments ci-dessus, le résultat opérationnel de l'exercice 2005/2006 s'est élevé à 8 667 milliers d'euros contre 14 283 milliers d'euros en 2004/2005, en recul de 5 616 milliers d'euros (39,3%). Il représentait 5,9% du chiffre d'affaires net de l'exercice 2005/2006, contre 14,5% pour l'exercice précédent. Les éléments « cash » du résultat opérationnel incluent les ventes, les coûts de distribution et de marketing et les frais de structure, tandis que l'élément hors « cash » est constitué par l'amortissement des coûts de production.

Produits financiers. Les produits financiers se sont élevés à 2 241 milliers d'euros en 2005/2006 par rapport à 1 043 milliers d'euros pour l'exercice 2004/2005.

Charges financières. Les charges financières ont également progressé, pour atteindre 3 903 milliers d'euros en 2005/2006 contre 1 411 milliers d'euros en 2004/2005.

Résultat financier. Le résultat financier a ainsi représenté une charge nette de 1 662 milliers d'euros en 2005/2006 par rapport à une charge nette de 368 milliers d'euros au titre de l'exercice 2004/2005. L'augmentation s'explique notamment par l'impact temporaire des pertes de change liées à la dépréciation du dollar sur les créances libellées dans la monnaie américaine figurant au bilan au 31 mars 2006.

Impôt sur les résultats. En 2005/2006, le Groupe a comptabilisé un produit net de 601 milliers d'euros, contre une charge nette de 3 074 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Cette évolution s'explique notamment par l'augmentation du nombre de films ouvrant droit à un crédit d'impôt en France. Ces crédits d'impôts, introduits dans la Loi de Finances pour 2004, sont accordés sur les films produits en France. Les crédits perçus au cours de l'exercice 2005/2006 se sont élevés à 2 653 milliers d'euros contre 1 720 milliers d'euros l'exercice précédent. Le taux effectif d'imposition du Groupe était de 34,43% en 2005/2006 et de 35,43% en 2004/2005.

Résultat net des entreprises intégrées. Le résultat net des entreprises intégrées a reculé de 3 452 milliers d'euros (31,9%), pour s'établir à 7 360 milliers d'euros en 2005/2006 contre 10 812 milliers d'euros en 2004/2005.

9.6 Liquidité et ressources en capital

9.6.1 Liquidité

La production de films requiert des capitaux importants. Les sources principales de liquidité sont la trésorerie générée par l'exploitation, le fonds de soutien, une ligne de crédit renouvelable de 80 millions d'euros, une émission d'OBSAR (obligations à bons de souscription d'actions remboursables) pour 25 millions d'euros, plusieurs lignes de crédit destinées à financer les coûts de production des films et les apports des coproducteurs. Se reporter au chapitre 10 du présent Document de base pour des informations sur la ligne de crédit renouvelable et les OBSAR. La capacité à générer de la trésorerie nette par l'exploitation dépend des performances opérationnelles futures du Groupe qui sont fonction du succès des films du Groupe dans les

différents canaux de distribution, au regard des investisseurs et de la capacité du Groupe à maîtriser les coûts de production des films et, dans une certaine mesure, de la conjoncture économique, de la situation sur les marchés financiers, de la concurrence sur le marché cinématographique, de l'environnement législatif et réglementaire, ainsi que des autres facteurs évoqués dans la section « Facteurs de risque ».

Compte tenu de son activité, le Groupe doit engager des dépenses importantes pendant les périodes de production et de distribution des films, alors que la réalisation du chiffre d'affaires correspondant est étalée dans le temps à compter de la sortie des films en salle. Le développement de l'activité induira une croissance des besoins de financement qui s'appuieront notamment sur une partie significative de la trésorerie générée par l'exploitation. La croissance de l'exploitation dépendra notamment de la capacité du Groupe à maintenir son accès à des sources externes de financement.

9.6.2 Engagements contractuels

Les engagements contractuels du Groupe au 31 mars 2007 ainsi que leur date d'exigibilité sont présentés ci-dessous :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2007	2008	2009	2010	2011	Au-delà	Total
Remboursements d'OBSAR	8 332	8 332					16 664
Ligne de crédit renouvelable	22 530	2 540					25 070
Autres facilités de crédit	3 000	1 400					4 400
Autres engagements			4 024 ⁽¹⁾				4 024
Total	33 862	12 272	4 024				50 158

⁽¹⁾ Ce montant correspond à l'engagement de remboursement des bons de souscription d'actions attachés aux OBSAR dans l'hypothèse où une introduction en bourse d'EuropaCorp n'aurait pas lieu avant le 31 décembre 2008, ou, en cas d'introduction en bourse avant le 31 décembre 2008, dans l'hypothèse où le prix des actions offertes serait inférieur à un montant fixé contractuellement.

9.6.3 Engagements hors-bilan

Les engagements hors-bilan donnés en faveur de tiers s'élevaient à 12 424 milliers d'euros au 31 mars 2007 et à 2 858 milliers d'euros au 31 mars 2006. L'essentiel de la hausse est du aux engagements donnés à l'occasion du renouvellement des baux sur le siège du Groupe et de la location de studios à Pantin pour les besoins de la production des films d'animation (de 2 808 milliers d'euros du 31 mars 2006 à 8 084 milliers d'euros au 31 mars 2007), et à des engagements de coproduction beaucoup plus importants (de 50 milliers d'euros au 31 mars 2006 à 4 340 milliers d'euros au 31 mars 2007).

Les engagements hors-bilan reçus s'établissaient à 85 097 milliers d'euros au 31 mars 2007 et à 72 879 milliers d'euros au 31 mars 2006. Au 31 mars 2007, les engagements reçus au titre des films s'élèvent à 81 443 milliers d'euros contre 70 761 milliers d'euros, correspondant à la part du prix de certains contrats de vente ou de distribution non encore facturée ou exigible.

9.6.4 Informations sur les risques de marché

Dans le cadre normal de l'activité, le Groupe est exposé à des risques de taux et de change susceptibles d'avoir un impact sur sa situation nette.

Risque de taux d'intérêt. L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt porte essentiellement sur les tirages sur la ligne de crédit renouvelable et sur les OBSAR (se reporter à la section 4.7.1 du Document de base ci-dessus). Un tiers des OBSAR a été remboursé le 31 janvier 2007 et le risque de taux sur le solde est couvert par un swap de taux. Par ailleurs, la ligne de crédit renouvelable porte intérêts indexés sur l'EONIA.

Risque de change. Le Groupe est exposé au risque de fluctuations des taux de change au titre des revenus générés en dehors de la zone euro. Ce risque porte également sur les coûts de production libellés en devises et se

rapportant à la partie de certains films tournée en dehors de la zone euro. Lorsqu'une part importante des recettes générées sur les marchés internationaux est libellée en devises, des coûts de production significatifs peuvent être libellés dans les mêmes devises. Ainsi, le Groupe bénéficie d'une couverture naturelle, en fonction de l'importance respective de ces flux en sens inverse. Le Groupe a recours à divers instruments financiers pour assurer la couverture des risques de change pesant sur les flux de trésorerie, notamment en ce qui concerne les fluctuations du dollar US par rapport à l'euro (se reporter à la section 4.7.2 du Document de base ci-dessus).

10 TRESORERIE ET CAPITAUX

10.1. Informations générales et informations sur les capitaux propres de la Société

A la date d'enregistrement du Document de base, le capital social de la Société s'élève à 5 236 000 euros (divisé en 15 400 000 actions de 0,34 euros de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées).

Pour une description des capitaux propres au 31 mars 2007, voir l'annexe aux comptes consolidés au 31 mars 2007 selon les normes IFRS en annexe 1 du Document de base.

Les besoins de trésorerie du Groupe sont couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation, complétés par des crédits bancaires classiques, et des crédits de productions spécialisés. La Société a également eu recours à un emprunt obligataire et à une ligne de crédit réutilisable. Les liquidités du Groupe sont utilisées principalement pour financer les investissements en production d'œuvres cinématographiques.

L'évolution de la capacité d'autofinancement (« CAF ») au cours des trois derniers exercices traduit la capacité du Groupe à dégager structurellement des ressources via ses activités. L'amélioration régulière de la CAF a ainsi permis au Groupe de financer la croissance de ses activités et les nouveaux investissements ainsi que d'honorer les crédits sollicités. En dehors du résultat annuel, le retraitement de la dotation aux amortissements de l'exercice constitue l'autre élément majeur du calcul de la CAF. L'amortissement annuel des films étant la résultante du ratio « recettes nettes de l'année / revenus nets totaux estimés », la capacité d'autofinancement augmente d'autant plus que la part des revenus nets des films (et donc la dotation aux amortissements de l'exercice correspondante) est élevée comparativement aux hypothèses de revenus futurs.

Marginalement, le planning de sortie des films « à gros budget » au cours de l'exercice peut influencer la variation de besoin en fonds de roulement en fin d'exercice, la part du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation non encaissé d'une année sur l'autre étant d'autant plus forte que la sortie du dernier film à vocation internationale est proche de la clôture de l'exercice.

10.2. Commentaires sur la situation de trésorerie et des capitaux du Groupe en norme IFRS pour les exercices clos les 31 mars 2006 et 31 mars 2007

10.2.1. Flux de trésorerie consolidés

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie consolidés dégagés par le Groupe pour les exercices clos les 31 mars 2006 et 2007.

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES IFRS

<i>(En milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars	
	2007	2006
Opérations d'exploitation		
Résultat net part du Groupe	8 218	5 760
Résultat net part des minoritaires	(676)	(605)
Amortissements et provisions	88 024	87 190
Plus ou moins values de cessions	(38)	216
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	(5)	(3)
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions et assimilés	16	164
Autres	(35)	(39)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	95 504	92 683
Coût de l'endettement financier net	1 886	1 837
Charge d'impôt	3 763	1 711
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	101 153	96 231
Variation du besoin en fonds de roulement :		
Stocks	(1 873)	(237)
Clients, comptes rattachés et autres créances	(29 728)	299
Charges constatées d'avance	2 361	(1 403)
Fournisseurs et autres dettes	14 522	(223)
Produits constatés d'avance	(9 904)	7 603
Impôts versés	2 870	(1 675)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	79 401	100 595
Opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(50 471)	(82 935)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(460)	(234)
Cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles	1 190	189
Variation nette des immobilisations financières	(238)	(143)
Variation des dettes sur immobilisations	255	505
Variation des réserves des minoritaires (acquisition de l'exercice)	0	(26)
Incidence des variations de périmètre	86	(78)
Flux net lié aux opérations d'investissement	(49 638)	(82 722)
Opérations de financement		
Dividendes versés	0	(4 620)
Augmentations (réductions) de capital	3 504	2 950
Augmentation (Diminution) nette des emprunts et découverts bancaires	(23 206)	(15 264)
Intérêts financiers versés	(4 278)	(4 969)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(23 980)	(21 903)
Variation globale de la trésorerie	5 783	(4 030)
Trésorerie d'ouverture	2 099	6 129
Trésorerie de clôture	7 882	2 099
se décomposant en:		
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	2 063	815
<i>Disponibilités</i>	5 819	1 284

Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2007, le Groupe a généré un flux net de trésorerie de 79 401 milliers d'euros, en diminution de 21 194 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent. Ceci s'explique notamment parce que les sorties majeures de l'exercice clos le 31 mars 2007 (*Arthur et les Minimoys*, *Taxi 4* et *Michou d'Auber*) ont été réalisées en fin de période, entre décembre et mars 2007.

La variation du besoin en fonds de roulement s'établit quant à elle à (24 622) milliers d'euros au 31 mars 2007 contre 6 039 milliers d'euros au 31 mars 2006, en diminution de 30 661 milliers d'euros. Cette diminution de la variation est essentiellement liée, en premier lieu, à la variation de l'encours client et de l'encours fournisseurs entre les deux exercices, compte tenu des sorties en salles et des livraisons internationales et des règlements y afférents qui peuvent subir une forte variation autour des dates de clôture en fonction du début de l'exploitation des films internationaux. En second lieu, la diminution des produits constatés d'avance, qui concerne principalement les recettes TV, est liée à la livraison et la facturation des films aux chaînes qui interviennent à la sortie en salles, donc avant l'ouverture des droits.

Flux de trésorerie liés aux investissements

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007, les flux nets de trésorerie d'investissements s'élèvent à (49 638) milliers d'euros contre (82 722) milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2006.

Les flux de trésorerie d'investissements sont pour l'essentiel liés aux dépenses de production des films ou, à la marge, aux coûts d'acquisition de droits de films étrangers. Ce cycle dépend des opportunités scénaristiques et de la disponibilité des talents et réalisateurs, ainsi que des opportunités de financement.

L'évolution de ces flux de trésorerie reflète la baisse des coûts de développement et de production de films au titre de l'exercice 2006/2007 qui s'explique quant à elle pour deux raisons : (i) le fait que les coûts de développement et de production relatifs à *Arthur et les Minimoys* aient été engagés au cours des deux exercices précédents et (ii) le décalage de certaines productions dont une production internationale, initialement prévue sur 2006/2007 et repoussée au début de l'exercice 2007/2008.

Flux de trésorerie liés aux financements

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007, les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement s'élèvent à (23 980) milliers d'euros contre (21 903) milliers d'euros au 31 mars 2006.

La variation constatée résulte essentiellement de l'impact d'une absence de versement de dividende durant l'exercice clos au 31 mars 2007 et du remboursement du premier tiers des obligations de l'OBSAR intervenu début 2007.

10.2.2. Endettement, conditions d'emprunt et structure de financement

Principaux besoins et ressources de financement

L'activité de production de films exige des investissements importants. Le Groupe a eu et continuera d'avoir d'importants besoins en capitaux pour financer :

- les coûts de production de films de long métrage ;
- la participation à des coproductions sous la forme du versement d'apports en coproduction et de minima garantis pour les distributions ;

- l'acquisition de droits d'exploitation sur des films non produits par la Société et le cas échéant l'acquisition de catalogues de films ; et
- d'éventuelles acquisitions ou projets d'investissements.

Compte tenu de sa politique de croissance, le Groupe prévoit que ces besoins de financement (hors acquisitions éventuelles) seront couverts par les flux de trésorerie d'exploitation ainsi que les crédits bancaires et crédits spécialisés.

Outre les ressources de financement du Groupe provenant des flux de trésorerie d'exploitation, le Groupe dispose de ressources de financement provenant des emprunts et programmes de financement détaillés ci-après.

Afin de faciliter les mouvements financiers et de rationaliser la gestion de la trésorerie entre EuropaCorp et ses filiales, une convention de gestion de trésorerie (« *cash pooling* ») a été conclue entre EuropaCorp, EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, Intervista et Dog Productions en date du 1^{er} avril 2002 auxquelles s'est adjointe EuropaCorp Music Publishing dès sa création ainsi qu'Ydéo à l'occasion de son acquisition par la Société.

Au titre de la convention, EuropaCorp assure de manière centralisée la coordination de l'ensemble des besoins et des excédants de trésorerie de ses filiales à plus de 90% et est notamment chargée (i) d'octroyer à ses filiales des avances et de recevoir des avances de celles-ci, (ii) de négocier tous concours bancaires à court terme ou de contracter tout emprunt et (iii) d'effectuer tous placements.

Endettement du Groupe

Au 31 mars 2007, l'endettement financier brut du Groupe s'élève à 50 548 milliers d'euros représentant environ 0.8 fois le montant des capitaux propres du Groupe à la même date.

Au 31 mars 2007, l'endettement net du Groupe s'élève à 42 666 milliers d'euros et comprend principalement l'emprunt obligataire (OBSAR) et la ligne de crédit spécialisée mise en place en 2004.

Le tableau de la composition de l'endettement net du Groupe au 31 mars 2006 et 31 mars 2007 en normes IFRS est présenté en annexe 1 du Document de base.

La variation de l'endettement net du Groupe, qui s'établit à 42 666 milliers d'euros en 2007 contre 71 655 milliers d'euros en 2006 s'explique principalement par le remboursement de la première tranche de l'emprunt obligataire pour un montant de 8 331 750 euros le 4 février 2007, les résultats de l'exploitation et la diminution des investissements.

L'endettement brut du Groupe est principalement constitué par :

L'emprunt obligataire

L'emprunt obligataire, dont le contrat d'émission a été signé le 30 janvier 2004, correspond à l'émission initiale de 14 490 obligations à bons de souscription d'actions remboursables (« OBSAR ») d'une valeur nominale de 1 725 euros, soit un montant nominal total d'émission de 24 995 milliers d'euros, d'une durée de 5 ans, et remboursable par tiers à partir de la troisième année. Les obligations produisent un intérêt révisable trimestriellement au taux EURIBOR 3 mois.

Comme indiqué ci-dessus, la première tranche de l'emprunt a été remboursée le 4 février 2007 à hauteur de 8 332 milliers d'euros. Les autres tranches de l'emprunt obligataire seront remboursables par parts égales aux 4 février 2008 et 2009. Le contrat d'émission prévoit une obligation de remboursement anticipé des obligations en cas d'introduction en bourse de la Société dans la limite du montant de l'augmentation de capital réalisée à cette occasion et sur demande de remboursement pouvant être exercée par chacun des souscripteurs.

A chaque obligation étaient attachés 89 bons de souscription d'actions remboursables (« BSAR ») soit un total de 1 289 610 BSAR. Un BSAR donne le droit de souscrire une action de la Société au prix de 17,25 euros. Les BSAR sont convertibles au gré des titulaires en cas d'introduction d'une partie du capital de la Société sur un

marché réglementé et jusqu'au 31 décembre 2008 inclus, ou remboursables dans certains cas, en particulier au gré des titulaires pendant une période de deux mois après le 31 décembre 2008 pour les bons qui n'auraient pas été exercés. Dans l'hypothèse d'une introduction en bourse de la Société, les titulaires de BSAR ont la possibilité de notifier leur intention de participer au placement envisagé dans le cadre de l'introduction en bourse, par l'exercice de tout ou partie de leurs BSARs et la cession des actions sous-jacentes.

En contrepartie de l'emprunt obligataire, la Société a constitué au profit des souscripteurs des obligations un nantissement de premier rang sur les droits corporels et incorporels des films suivants : *Taxi 2*, *Taxi 3*, *Le Baiser Mortel du Dragon*, *Les Yamakasi – Les 7 Samouraï des Temps Modernes*, *Wasabi*, *15 août* et *Le Transporteur*.

La prime de remboursement

La prime de remboursement s'inscrit dans le cadre de l'émission des OBSAR. Elle est constituée d'une composante « Obligation » et d'une composante « BSAR » correspondant à l'écart entre le prix de souscription des BSAR (1,55 euros) et le prix maximum de remboursement (3,12 euros). Cette prime de remboursement d'un montant total brut de 4 024 milliers d'euros au 31 mars 2006 est prise en compte pour le calcul du Taux effectif Global de la dette et comptabilisée prorata temporis en charges financières.

La ligne de crédit mise en place en 2004

Le 28 septembre 2004, la société EuropaCorp a conclu une convention de ligne de crédit réutilisable lui permettant de mobiliser des créances liées à des contrats de vente de droits d'exploitation ou de diffusion de films à hauteur de 30 millions d'euros réutilisables, sous réserve de l'éligibilité des créances et des films sous-jacents au regard des règles de la convention. Cette ligne de crédit a été étendue à hauteur de 80 millions d'euros le 15 décembre 2004. La période de disponibilité de la ligne de crédit s'étend du 28 septembre 2004 au 28 septembre 2007 inclus. Le montant de l'encours du crédit doit être remboursé au plus tard le 28 mars 2009.

Des sûretés sont consenties aux prêteurs et consistent principalement en délégations de recettes, nantissement de films (dans le cas où les recettes déléguées aux créanciers sur un film en particulier, représentent plus de 70% du budget dudit film), délégation de polices d'assurance et garantie de bonne fin (dans le cas d'un film dont le budget brut dépasse les 25 millions d'euros). Pour la production du film *Arthur et les Minimoys*, une dispense a été obtenue. EuropaCorp ne souscrit pas en principe d'assurances de type « garantie de bonne fin » (*completion bond*) – qui permettent à la société de production de se faire rembourser les dépassements de budget – compte tenu des difficultés notamment juridiques de mise en œuvre. En effet, en cas de mise en jeu de telles assurances, l'assureur est en droit de prendre le « contrôle » du film, ce qui n'est pas compatible avec l'exigence de contrôle artistique d'EuropaCorp.

Ces financements sont principalement à moins d'un an et demi et portent intérêts à des taux variables basés essentiellement sur le taux d'intérêt annuel des dépôts d'argent au jour le jour sur le marché interbancaire de la zone euro (« EONIA ») majoré de 1,5% par an. La date d'échéance du crédit, date à laquelle tous les encours de crédit devront également avoir été remboursés, est le 28 mars 2009.

Autres lignes de crédit

Les autres lignes de crédits utilisées au 31 mars 2007 s'élèvent d'une part à 3 millions d'euros portant intérêt à Euribor 3 mois plus 110 points de base et d'autre part 1,8 millions d'euros portant intérêt à au Taux Moyen Monétaire plus 135 points de base.

Au 31 mars 2007, les échéances des emprunts et dettes financières se ventilent de la façon suivante (en milliers d'euros) :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2007	2008	2009	2010	2011	Au-delà
OBSAR (emprunt obligataire)	8 332	8 332				
Ligne de crédit renouvelable	22 350	2 540				
Autres lignes de crédit	3 000	1 400				
Autres engagements			4 024 ⁽¹⁾			
Total	33 682	12 272	4 024			

⁽¹⁾ Ce montant correspond à l'engagement de remboursement des bons de souscription d'actions attachés aux OBSAR dans l'hypothèse où une introduction en bourse d'EuropaCorp n'aurait pas lieu avant le 31 décembre 2008, ou, en cas d'introduction en bourse avant le 31 décembre 2008, dans l'hypothèse où le prix des actions offertes serait inférieur à un montant fixé contractuellement.

10.2.3. Obligations en terme de ratios financiers

Au terme du contrat d'émission des OBSAR, il est prévu que dans l'hypothèse d'une situation consolidée de trésorerie disponible (telle que calculée semestriellement conformément aux termes du contrat) inférieure à la valeur nominale des obligations non remboursées, la Société est tenue d'apporter de nouveaux films en garantie.

Au titre de la convention de crédit signée le 28 septembre 2004 et à compter du remboursement intégral des OBSAR, la Société devra respecter, à la date de chaque remise des états financiers sociaux et consolidés de la Société à l'agent des banques, les ratios financiers suivants :

- un ratio « capitaux propres retraités²⁵ / actifs²⁶ » supérieur ou égal à 15% ;
- un ratio « EBITDA²⁷ / résultat financier » supérieur ou égal à 5 ;
- un ratio « endettement net²⁸ / EBITDA » inférieur ou égal à 3,8 ; et
- un ratio « dette nette / capitaux propres retraités » inférieur ou égal à 2,5.

Par ailleurs, la Société a pris l'engagement que le montant des sûretés affectées en garantie des crédits consentis soit supérieur à tout moment au montant de l'encours du crédit.

La Société respecte l'ensemble de ces ratios financiers au 31 mars 2007.

10.2.4. Restrictions à l'utilisation des capitaux pouvant influencer sur les opérations de la Société et du Groupe et autres restrictions

Le contrat d'émission d'OBSAR du 30 janvier 2004 prévoit que le produit de l'émission des obligations, 24 995 250 euros, est destiné à financer divers investissements (achat de catalogue, prises de participations et immobilisations corporelles), à hauteur de la moitié du produit de l'émission environ, et la croissance du besoin en fonds de roulement liée à l'évolution de la politique de préfinancement des projets cinématographiques, pour l'autre moitié du produit de l'émission. Pour tout projet d'investissement d'un montant supérieur à 5 millions d'euros, le Groupe ne peut pas investir, sans avertir les souscripteurs et les titulaires de BSAR, tout ou partie du produit de l'emprunt obligataire pour plus de 20% du montant de l'investissement.

Par ailleurs, pendant la durée de l'emprunt obligataire, la Société a pris un certain nombre d'engagements vis-à-vis des souscripteurs restreignant la liberté de la Société pour la réalisation de certaines opérations. Par exemple, la Société s'est engagée à ne pas réaliser de fusions ou des opérations assimilées qui auraient pour effet que Luc Besson ne serait plus l'actionnaire principal de la Société, à ne pas céder des actifs, en dehors de son activité courante, pour un montant supérieur à trois millions d'euros par exercice sauf dérogations, etc.

La convention de mise en place de la ligne de crédit comporte également des restrictions à l'usage des sommes empruntées au titre de la convention de crédit : l'intégralité des sommes empruntées devra être utilisée au financement des coûts de production de films ou au financement des besoins en fond de roulement à hauteur d'un maximum de 8 millions d'euros. La convention comporte également une clause de changement de contrôle prévoyant le remboursement anticipé de la ligne de crédit, dès lors que tout ou partie des actions d'EuropaCorp ferait l'objet d'une admission aux négociations sur un marché réglementé, et dans l'hypothèse où Luc Besson serait amené à ne plus détenir, directement ou indirectement, plus du tiers du capital ou des droits de vote de l'Emprunteur.

²⁵ Capitaux propres retraités = capital social + réserves consolidées + résultat net part du groupe + impôts différés nets

²⁶ Actifs = total du bilan – disponibilités et valeurs mobilières de placement

²⁷ EBITDA = résultat opérationnel + amortissement immobilisations incorporelles + amortissements immobilisations corporelles + autres provisions sur actifs circulants + provisions pour risques et charges

²⁸ Endettement net = emprunts et dettes financières – disponibilités et valeurs mobilières de placement

D'une manière générale, le contrat d'émission des obligations et celui de la mise en place de la ligne de crédit comportent les engagements et limitations usuels en matière de financement, qui encadrent les actions de la Société et de ses filiales en matière d'assurance, d'endettement, d'octroi de sûretés et de garanties, de cession d'actifs, etc.

En particulier, le contrat d'émission des obligations et celui de la mise en place de la ligne de crédit comportent des cas d'exigibilité anticipée comme c'est habituellement le cas pour ce type de contrat :

- le contrat d'émission des obligations prévoit notamment le remboursement immédiatement exigible des obligations en cas de (i) non paiement à l'échéance, (ii) manquement à certaines obligations contractuelles, (iii) utilisation des fonds dans un but non-conforme à l'objet social de la Société, (iv) procédure collective de la Société ou d'une de ses filiales importantes, (v) non respect des garanties données aux souscripteurs, etc. Le fait pour Luc Besson de ne plus être indirectement l'actionnaire principal de la Société, de ne plus détenir, directement ou indirectement, plus du tiers du capital ou des droits de vote de l'Emprunteur ou de ne plus être dirigeant de la Société constitue également un cas d'exigibilité anticipée. L'admission des actions de la Société à la cotation sur un marché réglementé constitue enfin un cas de remboursement anticipé obligatoire de l'emprunt obligataire, sur demande d'un des souscripteurs ;
- le contrat relatif à la ligne de crédit liste également une série d'événements qui peuvent entraîner l'exigibilité anticipée de l'encours de crédit dû par la Société : défaut de paiement à l'échéance, non-respect des engagements financiers, déclaration inexacte ou manquement contractuel significatif, procédure collective, mise en œuvre d'une voie d'exécution sur un actif du Groupe pour une créance supérieure à un million d'euros, etc... ;
- les contrats respectifs aux autres lignes de crédits (de type « Dailly » notamment) incluent une série d'événements qui peuvent entraîner l'exigibilité anticipée de l'encours de crédit dû par la Société : défaillance de la contrepartie, arrêt de la production du film, procédure collective, etc.

10.2.5. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan liés à l'activité courante du Groupe sont résumés ci-dessous :

<i>Engagements donnés en faveur de tiers</i>	31 mars 2007	31 mars 2006
Engagements financiers sur loyers	8 084	2 808
Engagements financiers sur investissements cinématographiques	4 340	50
Total des engagements donnés	12 424	2 858
<i>Engagements reçus en faveur d'EuropaCorp</i>		
Engagements reçus de clients		
- <i>Au titre de l'activité cinématographique</i>	<i>81 443</i>	<i>70 761</i>
Fonds de soutien audiovisuel	3 654	2 118
Total des engagements reçus	85 097	72 879

En dehors des engagements financiers sur loyers liés aux engagements de la Société vis-à-vis de Front Line, société mère, en matière de location immobilière, et des engagements financiers sur investissements cinématographiques (engagements sur des projets en développements et sur des accords de coproduction), il n'existe pas d'autres engagements hors bilan donnés au 31 mars 2007.

10.2.6. Autres engagements

A l'occasion de la constitution de la société Sofica EuropaCorp et à l'occasion de chacune de ses trois augmentations de capital successives, une garantie de rachat des titres a été émise par EuropaCorp au bénéfice des souscripteurs de titres de la Sofica. Le prix de cession garanti pour une action s'élève à 850 euros, soit 85%

de la valeur d'émission. Chaque garantie peut être mise en œuvre pendant une période de six mois, au terme de la huitième année de détention.

Le tableau ci-dessous récapitule les différentes garanties de rachat émises par la Société.

Emission d'actions par la Sofica EuropaCorp	Montant total de l'émission	Période autorisée pour mettre en œuvre de la garantie de rachat	Montant total de la garantie de rachat émise par EuropaCorp
Emission de 2003	3.000.000 euros	Entre le 1 ^{er} janvier 2012 et le 30 juin 2012	2.550.000 euros
Emission de 2004	2.950.000 euros	Entre le 1 ^{er} janvier 2013 et le 30 juin 2013	2.507.500 euros
Emission de 2005	3.504.000 euros	Entre le 1 ^{er} janvier 2014 et le 30 juin 2014	2.978.400 euros
Emission de 2006	4.300.000 euros	Entre le 1 ^{er} janvier 2015 et le 30 juin 2015	3.655.000 euros

Pour information, la valeur de l'action, sur la base de la situation nette de la Sofica EuropaCorp au 31 décembre 2005, s'élevait à 896,15 euros.

10.2.7. Sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements du Groupe

En dehors des lignes de crédits existantes et d'une levée de fonds résultant de l'introduction en bourse de la société, aucune autre source de financement spécifique n'est attendue par la Société. Celle-ci dispose des moyens afin d'honorer ces engagements dans les trois prochaines années et renouvellera les lignes de crédits existantes selon ses besoins.

10.2.8. Synthèse des obligations contractuelles et autres engagements donnés du Groupe au 31 mars 2007

Le tableau suivant fournit une synthèse des obligations contractuelles et autres engagements donnés du Groupe au 31 mars 2007 :

Obligations contractuelles au 31 mars 2007 (en milliers d'euros)	Total	Paiements dus par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Dettes à court & long terme (OBSAR)	16 664	8 332	8 332	0
Obligations en matière de location-financement	0	0	0	0
Contrats de location simple	0	0	0	0
Obligation d'achats irrévocables	0	0	0	0
Autres obligations à long terme	0	0	0	0
TOTAL	16 664	8 332	8 332	0

Autres engagements donnés au 31 mars 2007 (en milliers d'euros)	Total	Paiements dus par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Lignes de crédit	25 070	22 530	2 540	0
Lettres de crédit	4 400	3 000	1 400	0
Garanties	0	0	0	0
Obligations de rachat	0	0	0	0
Autres engagements donnés (BSAR)	4 024	0	4 024	0
TOTAL	33 494	25 530	7 964	0

10.3. Commentaires sur la situation de trésorerie et des capitaux du Groupe en normes françaises pour les exercices clos les 31 mars 2005 et 31 mars 2006

10.3.1. Flux de trésorerie consolidés

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie consolidés dégagés par le Groupe pour les exercices clos les 31 mars 2005 et 2006.

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (NORMES FRANCAISES)

(En milliers d'euros)	Exercice clos le 31 mars	
	2006	2005
Opérations d'exploitation		
Résultat net part du Groupe	7 696	10 610
Résultat net part des minoritaires	(605)	(111)
Amortissements et provisions	89 233	51 670
Impôts différés	(2 793)	1 982
Plus ou moins values de cessions	216	14
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(3)	36
Capacité d'autofinancement	93 744	64 201
Variation du besoin en fonds de roulement :		
Stocks	(236)	224
Clients, comptes rattachés et autres créances	(1 653)	(10 494)
Charges constatées d'avance	(2 489)	1 668
Fournisseurs et autres dettes	(263)	(2 274)
Produits constatés d'avance	8 098	(9 621)
Flux de trésorerie d'exploitation	97 201	43 703
Opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(82 935)	(111 486)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(234)	(808)
Cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles	188	20
Variation nette des immobilisations financières	(143)	492
Variation des dettes sur immobilisations	505	(845)
Variation des charges à répartir sur plusieurs exercices		(948)
Variation des réserves des minoritaires (acquisition de l'exercice)	(26)	
Incidence des variations de périmètre	(78)	2 850
Flux de trésorerie d'investissement	(82 723)	(110 725)
Opérations de financement		
Dividendes versés	(4 620)	(4 004)
Augmentations (réductions) de capital	2 950	
Augmentation (Diminution) nette des emprunts et découverts bancaires	(16 838)	43 606
Flux de trésorerie de financement	(18 508)	39 602
Variation nette des disponibilités	(4 030)	(27 420)
Disponibilités à l'ouverture	6 129	33 549
Disponibilités à la clôture	2 099	6 129

Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2006, le Groupe a généré un flux net de trésorerie de 97 201 milliers d'euros, en amélioration de 53 498 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent. Ceci s'explique essentiellement par la sortie du cours de l'exercice clos le 31 mars 2006 de quatre films à vocation internationale (*Transporteur 2*, *Trois Enterrements*, *Bandidas* et *Angel-A*) contre un seul au cours de l'exercice 2005 (*Danny the Dog*).

La variation du besoin en fonds de roulement s'établit quant à elle à 3 457 milliers d'euros au 31 mars 2006 contre (20 497) milliers d'euros au 31 mars 2005, en augmentation de 23 954 milliers d'euros. Cette augmentation de la variation est essentiellement liée, en premier lieu, à la variation de l'encours client entre les deux exercices, compte tenu des livraisons internationales et des règlements y afférents qui peuvent subir une forte variation autour des dates de clôture en fonction du début de l'exploitation des films internationaux. En second lieu, la forte augmentation des produits constatés d'avance entre les deux exercices concerne principalement les recettes TV et est liée à la livraison et la facturation des films aux chaînes qui interviennent à la sortie en salles, donc avant l'ouverture des droits.

Flux de trésorerie liés aux investissements

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006, les flux nets de trésorerie d'investissements s'élèvent à (82 723) milliers d'euros contre (110 725) milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2005.

Les investissements sont pour l'essentiel liés aux dépenses de production des films ou, à la marge, coût d'acquisition de droits de films étranger. Ce cycle de production dépend des opportunités scénaristiques et de la disponibilité des talents et réalisateurs, ainsi que des opportunités de financement.

En 2004/2005, les films *Arthur et les Minimoys*, *Transporteur 2*, *Bandidas*, *La Boite noire*, *Trois Enterrements*, et *Banlieue 13* avaient à eux seuls généré des investissements à hauteur de 85 millions d'euros, tandis qu'au 31 mars 2006 les films *Arthur et les Minimoys*, *Michou d'Auber*, *Love and Other Disasters* et *Angel-A* avaient généré des investissements à hauteur de 49 millions d'euros.

Flux de trésorerie liés aux financements

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006, les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement s'élèvent à (18 508) milliers d'euros contre 39 602 milliers d'euros en 2005.

La variation des flux de financement est la résultante d'une part des opérations d'investissement du Groupe et d'autre part du retour sur investissement des productions débutant leur exploitation durant l'exercice et ayant été produites sur l'exercice précédent. Ce retour sur investissement est principalement utilisé pour rembourser les différents emprunts contractés lors de la phase de développement des films.

Les flux d'investissement ayant été particulièrement élevés au cours de l'exercice clos au 31 mars 2005 et financés par des crédits de production, le retour sur ces investissements durant l'exercice clos au 31 mars 2006, conjugué à des opérations d'investissement moindres, explique la forte variation à la baisse constatée entre les deux exercices.

10.3.2. Endettement, conditions d'emprunt et structure de financement

Principaux besoins et ressources de financement

Pour une description des principaux besoins et ressources de financement du Groupe, se reporter à la section 10.2.2 du Document de base.

Endettement du Groupe

Au 31 mars 2006, l'endettement brut s'élève à 76 708 milliers d'euros représentant environ 1,34 fois le montant des capitaux propres du Groupe à la même date.

Au 31 mars 2006, l'endettement net du Groupe s'élève à 74 609 milliers d'euros et comprend principalement les emprunts et dettes financières et prime de remboursement, les découverts et lignes de crédit.

Le tableau ci-dessous présente la composition de l'endettement net du Groupe.

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 mars	
	2006	2005
Emprunts et dettes financières	24 995	24 995
Primes de remboursement	4 024	4 024
Découverts et lignes de crédit	47 687	64 522
Dépôts et cautionnements reçus	2	5
Valeurs mobilières de placement	(815)	(731)
Disponibilités	(1 284)	(5 398)
Endettement net	74 609	87 417

La variation de l'endettement net du Groupe, qui s'établit à 74 609 milliers d'euros en 2006 contre 87 417 milliers d'euros en 2005 s'explique principalement par un nombre de tournages moins élevé en fin d'exercice par rapport à l'exercice précédent et de ce fait, d'une utilisation plus réduite des lignes de crédit.

L'endettement brut du Groupe est principalement constitué de l'emprunt obligataire émis en 2004 et de la ligne de crédit mise en place en 2004. Les caractéristiques principales de ces modalités de financement de l'activité du Groupe sont détaillées à la section 10.2.2 du Document de base.

10.3.3. Obligations en terme de ratios financiers

Les obligations en terme de ratios financiers sont les mêmes que celles décrites à la section 10.2.3 du Document de base.

10.3.4. Restrictions à l'utilisation des capitaux pouvant influencer sur les opérations de la Société et du Groupe et autres restrictions

Les limitations auxquelles la Société est soumise sont les mêmes que celles décrites à la section 10.2.4 du Document de base.

10.3.5. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan liés à l'activité courante du Groupe sont résumés ci-dessous :

<i>Engagements donnés en faveur de tiers</i>	31 mars 2006	31 mars 2005
Engagements financiers sur loyers	2 808	3 728
Engagements financiers sur investissements cinématographiques	50	1 435
Total des engagements donnés	2 858	5 163
<i>Engagements reçus en faveur d'EuropaCorp</i>		
Engagements reçus de clients		
- <i>Au titre de l'activité cinématographique</i>	<i>70 761</i>	<i>110 094</i>
Fonds de soutien audiovisuel	2 118	2 544
Total des engagements reçus	72 879	112 638

Les engagements hors bilan reçus correspondent principalement aux contrats de vente de droit de télédiffusion déjà conclus à la date d'arrêté des comptes mais dont le chiffre d'affaires correspondant n'a pas été pris en compte dans le compte de résultat de l'exercice.

Les engagements hors bilan donnés correspondent principalement aux engagements de la Société vis-à-vis de Front Line, société Mère, en matière de location immobilière.

11 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

11.1 Recherche et développement

Compte tenu de ses activités, le Groupe n'a pas d'activité de recherche et développement.

A titre d'information, les frais de recherches de sujets, talents et repérages nécessaires au développement de la production sont comptabilisés dans les immobilisations incorporelles et sont individualisés projet par projet. Ces frais préliminaires n'ayant pas abouti à une décision de tournage de film sont considérés comme abandonnés et passés en charges au plus tard dans un délai de trois ans. Se reporter aux annexes aux comptes consolidés pour plus de précisions.

11.2 Brevets

Le Groupe n'est pas titulaire de brevets.

11.3 Marques, dessins, noms de domaines et propriété intellectuelle

EuropaCorp s'efforce de prendre les mesures appropriées et raisonnables en matière de droit de la propriété industrielle dans chacune des juridictions appropriées pour protéger les droits sur ses films et sur les marques du Groupe. Ainsi, la marque et le logo « EuropaCorp » ont été déposés pour le compte d'EuropaCorp en France, ainsi que sur le plan communautaire et au Japon.

Le Groupe est propriétaire d'un portefeuille de plus de 150 noms de domaine, actifs ou inactifs, relatifs en particulier aux films qu'il produit (*Taxi 4*, *Le Transporteur*, *Michel Vaillant*, etc.) et aux sociétés du Groupe. Le Groupe a par exemple déposé neuf noms de domaine afin de permettre la promotion et la protection du film *Arthur et les Minimoys* ainsi que de ses produits dérivés.

Conformément aux pratiques de la profession, les scénarii et scripts relatifs aux films produits par le Groupe sont déposés à la Société des Auteurs Compositeurs Dramatiques. Pour les films, l'immatriculation d'un film au Registre public de la cinématographie et de l'audiovisuel est obligatoire et doit être réalisée avant la délivrance du visa d'exploitation. Par ailleurs, tous les actes ayant pour effet de modifier la chaîne des droits d'un film doivent être inscrits au registre public, dès lors que l'œuvre à laquelle ils se rapportent est immatriculée. C'est notamment le cas des contrats de cession de droits d'auteur, des coproductions, des distributions et des mandats d'exploitation, des nantissements et des délégations de recettes, des cessions de droits et des protocoles d'accord (sauf confidentialité demandée par l'une des parties au contrat). A défaut d'inscription, la convention en question est inopposable aux tiers.

A l'occasion de la production de ses films, la Société ne procède habituellement pas au dépôt de marques des titres des films, ses droits d'exploitation sur les films étant protégés en France par les droits de propriété intellectuelle du simple fait de l'originalité de la création et les dépôts des contrats afférents au Registre public de la cinématographie et de l'audiovisuel. Cependant, dans le cas d'*Arthur et les Minimoys*, les perspectives en terme de produits et de licences dérivés du film étaient très significatives ce qui a justifié la mise en place d'une politique active de protection des droits de propriété industrielle en amont de la sortie du film. Ainsi la marque « Arthur et les Minimoys » a été déposée en France et la marque « Arthur and the Minimoys » a été déposée en France, dans l'Union Européenne et dans de nombreux autres pays du monde. Dans les pays où le film est sorti sous le titre « Arthur and the Invisibles » (Etats-Unis, Grande Bretagne, Australie et Nouvelle Zélande), c'est la marque « Arthur and the Invisibles » dont le dépôt a été demandé. La marque « Arthur and the Invisibles » a été admise à l'enregistrement en Australie et au Royaume-Uni avec une protection depuis juin 2006. La procédure est toujours en cours en Nouvelle Zélande et aux Etats-Unis.

Par ailleurs, la Société a procédé au dépôt des dessins du film (personnages, accessoires, décors), en amont de la sortie du film, constituant une antériorité et date certaine en cas de contentieux ou de plagiat ou de piratage par des tiers.

11.4 Autorisations administratives

Toute entreprise relevant de l'une des branches de l'industrie cinématographique ne peut exercer son activité qu'après avoir obtenu du CNC une autorisation d'exercice de la profession. La réglementation impose également aux entreprises de l'industrie cinématographique de ne pas contracter avec une autre entreprise appartenant au même secteur qui ne serait pas titulaire d'une autorisation professionnelle.

De part leurs activités respectives, la Société et sa filiale EuropaCorp Distribution sont soumises à ce régime d'autorisation :

- La Société est ainsi autorisée depuis 1992 (date d'immatriculation de la Société) à exercer les activités de producteur de court métrage et de producteur de long métrage. Dans la perspective du projet de multiplexe à Marseille, EuropaCorp devrait également initier des démarches auprès du CNC pour être autorisée à exercer l'activité d'exploitant de salles cinématographiques.
- Depuis mars 2001, EuropaCorp Distribution est autorisée à exercer l'activité de distributeur de films pour la France entière.

Enfin, les activités d'édition, reproduction, distribution et vente de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public sont également réglementées et sont soumises à un système de déclaration auprès du CNC. La société EuropaCorp Diffusion a effectué cette déclaration le 3 août 2001 et a été répertoriée en tant qu'éditeur et distributeur de vidéogrammes.

La réglementation cinématographique plus spécifique applicable aux films et à leurs agréments par le CNC est développée à la section 6.4 du Document de base.

12 INFORMATION SUR LES TENDANCES

12.1 **Line-up : tendances et perspectives cinématographiques du Groupe depuis la clôture du dernier exercice clos le 31 mars 2007**

Le tableau ci-dessous met en évidence les tendances et perspectives cinématographiques du Groupe depuis la clôture du dernier exercice au 31 mars 2007, en termes de productions, coproductions, sorties en salles et projets en développement (à l'exclusion des sorties vidéo).

Pour chaque film, il est indiqué en quelle qualité le Groupe interviendra : producteur délégué ou coproducteur délégué en charge de la bonne fin du film, coproducteur, producteur exécutif ou encore distributeur.

De même, sont indiquées les sorties prévues en salles pour la France.

Toutefois, il est important de noter que pour des raisons d'opportunités et de stratégie marketing, la qualité du Groupe en tant qu'intervenant et les dates de sorties en salles indiquées ci-dessous sont susceptibles d'être modifiées par le Groupe et sont purement indicatives.

Par ailleurs, le tableau ci-dessous indique l'état d'avancement des films : en développement, en cours de tournage, en postproduction ou terminés. Lorsque le tournage et la postproduction du film ne sont pas terminés et que le film est indiqué comme étant en développement, en préparation, en tournage ou en postproduction, il ne peut être garanti que le film sera mené à son terme et sera finalement sorti en salles.

PRODUCTIONS ET COPRODUCTIONS (exercice 2007/2008)						
Date de sortie en France	Film	Réalisateur	Casting Principal	Rôle du Groupe	Budget (en milliers d'euros)	Etat
04-avril	<i>Zéro 2*</i>	Ensemble de courts-métrages	Ensemble de courts-métrages	Producteur	140	Sorti en salles
25-avril	<i>Love and other disasters</i>	Alek Keshishian	Brittany Murphy – Helen Bonam Carter - Matthew Rhys	Coproducteur délégué	10 600	Sorti en salles
22-août	<i>The Secret*</i>	Vincent Perez	David Duchovny – Lili Taylor – Olivia Thirlby	Producteur Délégué	10 000	Film terminé
19-sept	<i>L'invité</i>	Laurent Bouhnik	Daniel Auteuil – Valérie Lemercier – Thierry Lhermitte	Producteur Délégué	12 500	Postproduction
31-oct	<i>Le Gang des Postiches</i>	Ariel Zeitoun	Vincent Elbaz – Gilles Lellouche – Sami Bouajila – Clémence Poesy	Producteur Délégué	10 500	Postproduction

PRODUCTIONS ET COPRODUCTIONS (exercice 2007/2008)						
Date de sortie en France	Film	Réalisateur	Casting Principal	Rôle du Groupe	Budget (en milliers d'euros)	Etat
A dater	<i>Frontières</i>	Xavier Gens	Samuel Le Bihan – Karina Testa – Aurélien Wiik	Coproducteur	1 900	Postproduction
A dater	<i>Un Château en Espagne</i>	Isabelle Doval	Anne Brochet – Angela Molina – Lluís Homar	Producteur Délégué	7 500	Postproduction
A dater	<i>Les Hauts Murs</i>	Christian Faure	Carole Bouquet – Emilie Berling – Guillaume Gouix – Julien Bouanich	Coproducteur	2 700	Postproduction
A dater	<i>Taken</i>	Pierre Morel	Liam Neeson – Maggie Grace – Famke Janssen – Holy Valance	Producteur Délégué	19 400	Tournage
A dater	<i>Hitman*</i>	Xavier Gens	Tymothy Olyphant – Robert Knepper – Dougray Scott	Producteur Exécutif	18 700	Tournage
A dater	<i>Staten Island</i>	James de Monaco	Non encore déterminé	A déterminer	A déterminer	Préparation

ACQUISITIONS (exercice 2007/2008)					
Date de sortie en France	Film	Réalisateur	Casting Principal	Rôle du Groupe	Etat
A dater	<i>GAL</i>	Miguel Courtois	José Garcia – Nathalie Verbeke – Bernard Le Coq	Distributeur	Acquisition
A dater	<i>The Unseeable</i>	Wisit Sasanatieng	Suporntip Chuangrangsri – Tassawan Seneewongse – Siraphan Wattanajinda	Distributeur	Acquisition
A dater	<i>Be Kind Rewind</i>	Michel Gondry	Jack Black – Danny Glover – Mia Farrow – Mos Def	Distributeur	Acquisition
A dater	<i>Dan in the Real Life</i>	Peter Hedges	Steve Carell – Juliette Binoche – Dane Cook	Distributeur	Acquisition
A dater	<i>August Rush</i>	Kristen Sheridan	Freddie Highmore – Kerri Russel – Johnathan Rys-Meyers – Robbin William	Distributeur	Acquisition

La liste ci-dessous donne une indication des projets de films en cours du Groupe. Cette liste n'est pas exhaustive mais a vocation à illustrer le type de films qui sont actuellement en développement au sein du Groupe et qui pourraient aboutir à une décision de mise en production (se reporter à la section 6.3.1.3 du Document de base pour plus de précisions sur les étapes du développement d'un film).

AUTRES PROJETS EN COURS					
Date de sortie en France	Film	Réalisateur	Casting Principal	Rôle du Groupe	Etat
A dater	<i>Un Monstre à Paris</i> (<i>Animation</i>)	Eric Bergeron	Voix : Vanessa Paradis – Matthieu Chedid	Coproducteur	Développement
A dater	<i>Ruby Tuesday</i> (<i>Animation</i>)	Gaetan Brizzi – Paul Brizzi	Non encore déterminé	Coproducteur	Développement
2009	<i>Arthur 2</i> (<i>Animation</i>)	Luc Besson	Freddy Highmore – Mia Farrow	Producteur Délégué	Préparation
2010	<i>Arthur 3</i> (<i>Animation</i>)	Luc Besson	Freddy Highmore – Mia Farrow	Producteur Délégué	Préparation
A dater	<i>Go fast</i> (<i>action</i>)	Olivier Van Hoofstadt	Roschdy Zem – Olivier Gourmet	Coproducteur Délégué	Tournage
A dater	<i>Mes Amis Mes Amours</i> (<i>comédie</i>)	Lorraine Lévy	A déterminer	Coproducteur	Développement
A dater	<i>Le Jeu de la vérité</i> (<i>comédie</i>)	Dominique Farrugia	A déterminer	Producteur Délégué	Développement
A dater	<i>Banlieue 13 n°2</i> (<i>action</i>)	A déterminer	A déterminer	Producteur Délégué	Ecriture
2009	<i>Home</i> (<i>documentaire</i>)	Yann Arthus Bertrand	A déterminer	Coproducteur Délégué	Préparation
2009	<i>Dans la peau de G. W. Bush</i> (<i>documentaire</i>)	Karl Zéro	A déterminer	Distributeur	Préparation
A dater	<i>Le Missionnaire</i> (<i>comédie</i>)	A déterminer	Jean-Marie Bigard	Producteur Délégué	Ecriture
A dater	<i>L'homme qui voulait vivre sa vie</i> (<i>comédie dramatique</i>)	A déterminer	A déterminer	Producteur Délégué	Ecriture
A dater	<i>Malavita</i> (<i>comédie</i>)	A déterminer	A déterminer	Producteur Délégué	Ecriture
A dater	<i>Romance in the Dark</i>	Rie Rasmussen	A déterminer	Producteur Délégué	Ecriture
A dater	<i>16 août</i> (<i>comédie</i>)	A déterminer	A déterminer	Producteur Délégué	Ecriture
A dater	<i>From Paris with love</i> (<i>action</i>)	A déterminer	A déterminer	Producteur Délégué	Ecriture
A dater	<i>Transporter 3</i> (<i>action</i>)	A déterminer	Jason Statham	Producteur Délégué	Ecriture

* Films non soumis à l'agrément du CNC

12.2 Impact des sorties salles et vidéo du reste de l'exercice 2007/2008 sur les résultats semestriels

Compte tenu du planning prévisionnel de sorties salles et vidéo pour le reste de l'exercice 2007/2008 décrit ci-dessus, la Société anticipe un chiffre d'affaires et une rentabilité au titre du second semestre supérieurs à ceux du premier semestre de l'exercice.

La Société rappelle qu'en raison de la nature de ses activités et des fenêtres d'exploitation des œuvres cinématographiques, elle peut connaître des variations significatives de son chiffre d'affaires et de ses résultats trimestriels ou semestriels (voir la section 4.3.1 du Document de base sur les risques liés à la fluctuation des revenus du Groupe) et que le chiffre d'affaires et les résultats réalisés au titre d'un trimestre ou d'un semestre donné ne préjugent pas du chiffre d'affaires et des résultats annuels.

12.3 Objectifs du Groupe

En s'appuyant notamment sur les avantages concurrentiels décrits au paragraphe 6.1.2 du présent Document de base, et mettant en œuvre la stratégie de développement décrite au paragraphe 6.1.3, le Groupe considère qu'il dispose d'un potentiel de croissance important dans les années à venir, en particulier en termes de chiffre d'affaires et de rentabilité opérationnelle.

12.3.1. L'augmentation du chiffre d'affaires du Groupe

Le Groupe estime que les effets de sa stratégie de développement sur la croissance du chiffre d'affaires seront essentiellement effectifs sur le moyen et long terme. La croissance organique du chiffre d'affaires devrait alors principalement résulter de l'exploitation et de la commercialisation des films à vocation internationale dont les budgets de production seront supérieurs à ceux constatés dans le passé, ainsi que des quatre films d'animation dont la production et la sortie sont prévues au cours des quatre prochains exercices.

Pour 2007-2008, la production des films dont la sortie en salles est prévue au cours de cet exercice est pour l'essentiel en cours ou déjà terminée et le Groupe a donc pour objectif une croissance annuelle de son chiffre d'affaires comparable à celle de l'exercice 2006-2007.

La stratégie décrite ci-dessus sera pleinement déployée après l'introduction en bourse et produira ses premiers effets en termes de chiffre d'affaires dès l'exercice 2008-2009.

A l'horizon de l'exercice 2010-2011, le Groupe a pour objectif une forte croissance de son chiffre d'affaires, pouvant aller jusqu'au doublement par rapport à l'exercice 2007-2008.

12.3.2. L'amélioration du taux de marge opérationnelle du Groupe

Le Groupe s'est fixé comme objectif d'augmenter progressivement son taux de marge opérationnelle grâce (i) à la progression de son chiffre d'affaires par l'exploitation et la commercialisation des films internationaux et des films d'animation, qui devrait avoir un effet de levier important sur la marge compte-tenu du savoir faire du Groupe en matière de maîtrise des coûts de production et des risques financiers, (ii) à la montée en puissance du catalogue, et (iii) au contrôle des charges variables²⁹.

Le Groupe a ainsi pour objectif d'accroître de près de moitié son taux de marge opérationnelle à un horizon de 4 exercices.

Le Groupe estime par ailleurs que la croissance du chiffre d'affaires généré par la commercialisation de films internationaux aux budgets de production plus élevés ne devrait pas entraîner d'augmentation corrélative importante des charges fixes, notamment des frais généraux des différentes activités.

²⁹ Notamment des coûts de distribution sur le marché français (liés en particulier aux sorties en salles de cinéma et en vidéo), des coûts de livraisons internationales et des versements aux ayant droits.

12.3.3. Facteurs susceptibles d'influer sur les objectifs du Groupe

Les objectifs résumés ci-dessus ne constituent pas des données prévisionnelles mais de simples objectifs résultant des orientations stratégiques du Groupe. EuropaCorp ne fait, par conséquent, aucune estimation ou prévision de bénéfice. Ces objectifs sont fondés sur des données, hypothèses et estimations considérées, à la date du présent Document de base, comme raisonnables par le Groupe. Ces données, hypothèses et estimations sont néanmoins susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire.

En outre, la réalisation de certains risques décrits au Chapitre 4 du présent Document de base aurait un impact sur les activités du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs. Par ailleurs, la réalisation des objectifs suppose le succès de la stratégie de production et de la stratégie commerciale du Groupe présentée au paragraphe 6.1 du présent Document de base. Le Groupe ne prend aucun engagement ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs figurant dans la présente section 12.3.

Enfin, il est rappelé que le succès d'un film auprès du public ne peut être garanti. Ce succès dépend notamment des qualités artistiques et techniques du film, de la notoriété créée lors de la sortie en salles, mais aussi de la qualité et du succès des productions de la concurrence sorties au même moment sur le marché, de l'engouement du public pour d'autres formes de contenu audiovisuel (notamment séries télévisées), de l'engagement et de la qualité des distributeurs du film, de la situation économique générale et d'autres facteurs tangibles ou intangibles qui peuvent tous évoluer rapidement et qui sont difficiles à prévoir.

13 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE

Néant.

14 ORGANES DE DIRECTION ET DE CONTROLE

Une description des principales stipulations des statuts relatives au Directoire et au Conseil de surveillance, en particulier à leurs modes de fonctionnement et leurs pouvoirs, figure au chapitre 16 du Document de base.

14.1 Composition des organes de direction et de contrôle

14.1.1.Composition du Directoire

Les membres du Directoire de la Société sont, à la date d'enregistrement du Document de base, les suivants :

Prénom, nom, âge et adresse professionnelle	Mandat	Date de nomination	Durée du mandat	Autres fonctions exercées dans le Groupe
Luc Besson 48 ans 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	Président du Directoire	5 mars 2007	4 ans	<ul style="list-style-type: none"> – Président d'EuropaCorp Distribution – Président d'EuropaCorp Diffusion – Président d'EuropaCorp Music Publishing – Président de Dog Productions – Président d'Intervista
Pierre-Ange Le Pogam 52 ans 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	Membre du Directoire et Directeur Général	5 mars 2007	4 ans	<ul style="list-style-type: none"> – Directeur Général Délégué d'EuropaCorp Distribution – Directeur Général Délégué d'EuropaCorp Diffusion – Directeur Général d'EuropaCorp Music Publishing – Président d'Ydéo – Directeur du développement d'EuropaCorp
Raphaël Durand 39 ans 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	Membre du Directoire	5 mars 2007	4 ans	<ul style="list-style-type: none"> – Directeur Financier et Directeur des Ressources Humaines d'EuropaCorp

14.1.2.Composition du Conseil de surveillance

Les membres du Conseil de surveillance de la Société sont, à la date d'enregistrement du Document de base, les suivants :

Prénom, nom, âge et adresse professionnelle	Mandat	Date de nomination	Durée du mandat	Autres fonctions exercées dans le Groupe
Achille Delahaye** 48 ans 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	Président du Conseil de surveillance	5 mars 2007	4 ans*	– Néant

Prénom, nom, âge et adresse professionnelle	Mandat	Date de nomination	Durée du mandat	Autres fonctions exercées dans le Groupe
Charles Milhaud 64 ans 50, avenue Pierre Mendès France 75013 Paris	Vice-président du Conseil de surveillance	5 mars 2007	4 ans*	– Néant
Front Line (représentée par Didier Martin***) 137, rue du Faubourg Saint Honore 75008 Paris	Membre du Conseil de surveillance	5 mars 2007	4 ans*	– Néant
Michele Mezzarobba**** 39 ans 23, bis avenue de Messine 75008 Paris	Membre du Conseil de surveillance	5 mars 2007	4 ans*	– Néant
Michel Combes 45 ans 10, rue Oradour sur Glane 75015 Paris	Membre du Conseil de surveillance	5 mars 2007	4 ans*	– Néant
Axel Duroux 43 ans 22, rue Bayard 75008 Paris	Membre du Conseil de surveillance	5 mars 2007	4 ans*	– Néant

* : expiration du mandat à l'issue de la réunion de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes et qui se tiendra dans la 4^{ème} année de son mandat, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale devant se réunir en 2011 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2011.

** : auparavant membre du conseil d'administration et directeur général délégué de la Société, nommé respectivement le 30 janvier 2004 et le 12 décembre 2005.

*** : auparavant membre du conseil d'administration de la Société, nommé le 30 janvier 2004.

**** : auparavant représentant permanent de Paris Orléans, administrateur de la Société nommée le 31 janvier 2005.

14.1.3. Autres fonctions et mandats exercés ou ayant été exercés au cours des cinq dernières années en dehors du Groupe

Prénom, nom, âge et adresse professionnelle	Autres mandats et fonctions actuels	Autres mandats et fonctions exercées au cours des cinq dernières années
Luc Besson 48 ans 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	Président de la SAS Front Line Gérant de la SARL Apipoulai Prod Gérant de la SARL Block One Gérant de la SARL Block Two Gérant de L'EURL Digital Factory Gérant de la SARL FL Jet One Président de la SAS Mondialum Administrateur du GIE Fox Pathé Europa	Président de la société EuropaCorp Studios

Prénom, nom, âge et adresse professionnelle	Autres mandats et fonctions actuels	Autres mandats et fonctions exercées au cours des cinq dernières années
Pierre-Ange Le Pogam 52 ans 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	Gérant de la SARL Far Ouest Gérant de la SARL La Trinité Gérant de la SARL The Prod Administrateur du GIE Fox Pathé Europa Président du Conseil d'administration de Sofica EuropaCorp Administrateur d'EuropaCorp Japan	Directeur Général de la société EuropaCorp Studios
Raphaël Durand 39 ans 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	Administrateur de la Sofica EuropaCorp	Néant
Achille Delahaye 48 ans 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	Membre du Directoire et Directeur Général de la SA Vesta Finance Directeur Général de la SAS Mondialum Membre du Conseil de surveillance de la SAS GCE NEWTEC	Néant
Charles Milhaud 64 ans CNCE 50, avenue Pierre Mendès France 75013 Paris	Président du Directoire de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne Membre du Conseil de surveillance de CNP Assurances Administrateur de Sopassure Président de GCE Maroc Président du Conseil de surveillance de Natixis Président du Conseil de surveillance de Financière Océor Représentant permanent de la CNCE au Conseil d'Administration de Banque de la Réunion Représentant permanent de la CNCE au Conseil d'Administration de Banque des îles Saint-Pierre et Miquelon Administrateur de Banque des Mascareignes Représentant permanent de la CNCE au Conseil d'Administration de Banque de Nouvelle-Calédonie Vice-Président du CIH Administrateur de Sodexho Alliance Représentant permanent de GCE Immobilier au Conseil de surveillance de Sogima Président d'Erixel Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie Générale des Eaux – VEOLIA Eau	Membre du Conseil de surveillance de GCE Habitat Président du Conseil de surveillance d'Issoria Président du Conseil de surveillance de Crédit Foncier de France Vice-Président du Conseil de surveillance de GCE Immobilier Membre du Conseil de surveillance de CDC Entreprises Représentant permanent de la CNCE au Conseil d'Administration de Banque des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon Représentant permanent de la CNCE au Conseil d'Administration de Banque de Tahiti Représentant permanent de la CNCE en tant que commanditaire d'Ecufoncier Membre du Conseil de surveillance d'Ixis Asset Management Group Représentant permanent de la CNCE au Conseil de surveillance d'Ixis Asset Management Président du Conseil de surveillance et Président du comité de rémunération d'IXIS Corporate and Investment Bank Représentant permanent de la CNCE au Conseil de surveillance d'IXIS Corporate and Investment Bank

Prénom, nom, âge et adresse professionnelle	Autres mandats et fonctions actuels	Autres mandats et fonctions exercées au cours des cinq dernières années
	Président du Conseil d'Administration de Fondation Caisses d'Epargne Président du Conseil d'Administration du CNED Administrateur de SLE Préfecture Président de la Fédération Bancaire Française Membre du Conseil de surveillance d'IDF Télé Représentant permanent de la CNCE en tant que Président de GCE Participations Représentant permanent de la GCE Participations en tant que Gérant de Participations Ecureuil Gérant de CM Investissements Administrateur de la COFACE	Vice-Président du Conseil de surveillance de Perexia Représentant permanent de la CNCE au Conseil de surveillance de CDC Ixis PCM Représentant permanent de la CNCE au Conseil de surveillance d'Ixis PCM Représentant permanent de Perexia au Conseil de surveillance de Sogima Vice-Président et Directeur Général Délégué de Compagnie Financière Eulia Représentant permanent de la CNCE au Conseil d'Administration de Holassure Président du Conseil de surveillance de CDC Ixis Président du Conseil d'Administration de Perexia Représentant permanent de la CNCE au Conseil d'Administration de Banque des Antilles Françaises Président du Conseil de surveillance de CDC Ixis Vice-Président du Conseil de surveillance de CDC Ixis Représentant permanent de la CNCE au Conseil d'Administration de Holassure Représentant permanent de la Financière Océor au Conseil d'Administration de Banque des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon Représentant permanent de la Financière Océor au Conseil d'Administration de Banque des Antilles Françaises Représentant permanent de la Financière Océor au Conseil d'Administration de Crédit St-Pierrais Représentant permanent de la Financière Océor au Conseil d'Administration de Banque de la Réunion Administrateur de la Société Nouvelle d'Exploitation de la Tour Eiffel Administrateur d'Ecureuil Participations

Prénom, nom, âge et adresse professionnelle	Autres mandats et fonctions actuels	Autres mandats et fonctions exercées au cours des cinq dernières années
Didier Martin 54 ans Bredin Prat 130, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris	Associé au sein du cabinet Bredin Prat Administrateur de CALYON Président du Conseil de surveillance de la SAS Mondialum	Néant
Michele Mezzarobba 39 ans 23, bis avenue de Messine 75008 Paris	Membre du Directoire de Paris Orléans Président de Ponthieu Ventures Administrateur de K Développement Administrateur de Chaptal Investissements Administrateur de PO Invest 1 Administrateur de PO Invest 2 Administrateur et vice-président de Francarep, Inc. Représentant légal de Ponthieu Ventures, Président de Rivoli Participation Représentant permanent de Rivoli Participation au Conseil des Affiches Parisiennes Représentant permanent de Rivoli Participation au Conseil de Claude et Goy Directeur général de Narcisse Investissements Directeur général de PO Capinvest 1 Directeur général de PO Capinvest 2 Directeur général de PO Fonds Directeur général de PO Mezzanine Gérant de Central Call International	Administrateur de PJP Radio Administrateur et vice-président de Francarep Canada Limited Représentant permanent de Francarep au Conseil d'EuropaCorp Représentant permanent de Paris Orléans au Conseil de Marco Polo Investissements Représentant permanent de Rivoli Participation au Conseil d'Euroformalités
Michel Combes 45 ans 10, rue Oradour sur Glane 75015 Paris	Président Directeur Général de TDF Président du Conseil de surveillance d'Assystem SA Président du Conseil d'Administration de Carlson WagonLit France Membre du Conseil de surveillance d'Altamir Administrateur de Weather (Italie) Administrateur de Liberty TV (Belgique) Administrateur du Centre d'Etudes et de Prospection Stratégique	Directeur exécutif Équilibres Financiers/Création Valeur du Groupe France Télécom Président du Conseil d'Administration de Pages Jaunes Administrateur d'Eurotunnel Administrateur de Protravel Administrateur de Fortuneo Administrateur de ProCapital Administrateur de Sonaecom Membre du Conseil de surveillance d'Equant

Prénom, nom, âge et adresse professionnelle	Autres mandats et fonctions actuels	Autres mandats et fonctions exercées au cours des cinq dernières années
Axel Duroux 43 ans 22, rue Bayard 75008 Paris	Président du Directoire de RTL France Président du Directoire d'EDIRADIO S.A Président du conseil d'administration d'IP France S.A. et représentant permanent d'IP France S.A. dans IP Régions Président du Conseil d'administration de SERC S.A. Président du Conseil d'administration de SODERA S.A. Membre du Conseil de surveillance de METROPOLE TELEVISION (M6) S.A. Administrateur de CLT-UFA S.A. Président du Conseil d'administration de RTL NET S.A.S Co-gérant d'INFORMATION & DIFFUSION S.A.R.L. Gérant de SCP S.A.R.L. Gérant-associé de RTL FUN DEVELOPPEMENT S.A.R.L. Représentant permanent de BAYARD D'ANTIN S.A dans Médiamétrie	Président d'Endemol Development Vice-président d'Endemol France

14.2 Biographies des mandataires sociaux et dirigeants de la Société

14.2.1 Membres du Directoire

Luc Besson, Président du Directoire d'EuropaCorp

Luc Besson a occupé en France et aux Etats-Unis plusieurs emplois liés à l'industrie du cinéma avant de débiter sa carrière de producteur et de réalisateur au début des années 80.

Luc Besson a réalisé à ce jour une dizaine de films de long métrage parmi lesquels *Subway* (1985), *Le Grand Bleu* (1988), *Nikita* (1990), *Léon* (1994), *Le Cinquième Élément* (1997), pour lequel il a obtenu le César du meilleur réalisateur en 1997, *Jeanne d'Arc* (1999), *Angel-A* (2005) et le film d'animation *Arthur et les Minimoys* (2006). En mai 2000, Luc Besson a présidé le jury du festival international du film de Cannes, devenant le plus jeune président de jury de l'histoire de ce festival.

Luc Besson a par ailleurs réalisé un certain nombre de clips (pour Mylène Farmer et Serge Gainsbourg notamment), ainsi que de nombreux films publicitaires pour des groupes de renommée internationale (L'Oréal, Chanel, Evian, Estée Lauder, Orange, etc.), dont la plupart, depuis 1999, par l'intermédiaire de la société Dog Productions, filiale à 100% d'EuropaCorp.

Avant de fonder EuropaCorp, Luc Besson avait créé deux sociétés de production : Les Films du Loup, en 1981, avec Pierre Jolivet, puis Les Films du Dauphin, en 1989.

Depuis 1999, Luc Besson a été désigné producteur pour 17 films d'EuropaCorp, dont onze ont dépassé le million d'entrées en salles en France. Par ailleurs, parmi les films produits ou coproduits par EuropaCorp, Luc Besson a également été scénariste de 16 films.

Pierre-Ange Le Pogam, membre du Directoire et Directeur Général d'EuropaCorp

Après avoir été Directeur d'une salle de cinéma, puis avoir participé à la création, avec Tony Molière, de la société de distribution indépendante *Les Films Molière*, Pierre-Ange Le Pogam devient, début 1981, Directeur de la Programmation du GIE Gaumont Pathé. Il rejoint en 1985, en qualité de Directeur de la Distribution, la société Gaumont qu'il contribue, notamment grâce aux techniques innovantes de promotion qu'il conçoit, à hisser en tête des distributeurs cinématographiques en France avec de grands succès de production tels que *Le Patient Anglais* (1997), *Les Visiteurs* (1993) ou encore, en 2000, *Les Rivières Pourpres* de Matthieu Kassovitz. Il est l'artisan de la création, en 1993, de Gaumont BuenaVista International, « *joint venture* » avec le groupe Disney, ayant pour objet la distribution de films.

A l'occasion de *Subway*, Pierre-Ange Le Pogam et Luc Besson connaissent chez Gaumont leur premier grand succès commun. Par la suite, l'ensemble des films réalisés par Luc Besson entre 1985 et 1999, qui ont pour la quasi-totalité dépassé les trois millions de spectateurs en salles (*Le Grand Bleu*, *Nikita*, *Léon*, *Le Cinquième Élément*, *Jeanne d'Arc*, etc.), ont été coproduits par Gaumont.

Devenu Directeur Général Adjoint de Gaumont en 1997, il a la responsabilité de la distribution salles, de la vidéo et de la vente aux télévisions en France et a en outre continué à développer les ventes internationales de Gaumont avec des méthodes promotionnelles et commerciales innovantes qui seront appliquées pour la première fois au film *Le Cinquième Élément* de Luc Besson, qui réalisera l'un des plus gros succès français à l'exportation de tous les temps avec un box office international de plus de 264 millions de dollars, hors recettes salles France (*Source : Données Unifrance au 30 avril 2002*). Ces méthodes seront également utilisées pour les films *Le Dîner de Cons* et *Les Rivières Pourpres*.

Après avoir démissionné de ses fonctions de Directeur Général Adjoint chez Gaumont en septembre 2000, Pierre-Ange Le Pogam rejoint Luc Besson au sein d'EuropaCorp et devient Directeur du développement puis Directeur Général Délégué en décembre 2001. Depuis mars 2007, il est membre du Directoire d'EuropaCorp et Directeur Général.

Raphaël Durand, membre du Directoire

Raphaël Durand est Directeur Financier et Directeur des Ressources Humaines d'EuropaCorp depuis début 2003. Il est membre du Directoire depuis mars 2007.

Diplômé de l'ESSEC, il a travaillé pour JP Morgan-Chase et Accenture et totalise aujourd'hui 14 années d'expérience dans les métiers de la finance. Il a notamment réalisé plusieurs opérations de levées de fonds privées et publiques ainsi que des opérations d'acquisition. Avant de rejoindre EuropaCorp, il a notamment occupé les fonctions de Directeur Administratif et Financier au sein d'une société créatrice de sites Internet.

14.2.2 Membres du Conseil de surveillance

Achille Delahaye, Président du Conseil de surveillance

Achille Delahaye a commencé sa carrière en tant qu'ingénieur et a acquis une grande expérience en pilotant des projets de croissance depuis plus de 20 ans.

Il fut l'un des deux fondateurs et Président Directeur Général de la société ActivCard jusqu'en 1996, date à laquelle la société est entrée en bourse.

Il rejoint en 2002 la société EuropaCorp en charge de la structuration de la Société et du développement des nouvelles activités liées au cinéma. Il intègre le Conseil d'Administration en janvier 2004 avant d'être nommé Président du Conseil de surveillance de la société en mars 2007.

Charles Milhaud, Vice-président du Conseil de surveillance

Charles Milhaud est diplômé d'Etudes Supérieures de Mathématiques, Physique et Chimie. Entré à la Caisse d'Epargne en 1964, il devient Directeur Général de la Caisse d'Epargne des Bouches-du-Rhône et de la Corse en 1983 et également Membre du Conseil de surveillance du Centre National des Caisses d'Epargne (CENCEP). En 1995, il est nommé Vice-président du Conseil d'Administration de la Caisse Centrale des Caisses d'Epargne. En 1999, lors de la fusion de ces deux entités et la création de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE), il en devient Président du Directoire. Il est aujourd'hui également Président du Conseil de surveillance de Natixis.

Michel Combes, membre du Conseil de surveillance

Né en 1962, Michel Combes est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale Supérieure des Télécommunications. Nommé en 1991 conseiller technique du Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, puis du Ministre de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, Michel Combes débute sa carrière en 1986 à France Télécom à la Direction des Réseaux Extérieurs puis à la Direction des Affaires Industrielles et Internationales.

En juin 1995, il rejoint TéléDiffusion de France comme Directeur Général adjoint, fonction qu'il cumule de juin 1996 à fin 1999 avec celle de Président-Directeur Général de GlobeCast.

De décembre 2001 à décembre 2002, Michel Combes occupe les fonctions de Directeur Général d'Assystem, société spécialisée dans le domaine de l'ingénierie industrielle ; précédemment Vice-Président exécutif du Groupe Nouvelles Frontières de décembre 1999 à fin 2001.

En janvier 2003, Michel Combes intègre le Groupe France Télécom en tant que Directeur exécutif chargé de la fonction Groupe Finance.

Jusque fin janvier 2006, Michel Combes était Directeur Exécutif en charge des Équilibres Financiers et Création de Valeurs NEXT et membre du Comité stratégique du Groupe France Télécom.

Depuis mi-mai 2006, Michel Combes est Président Directeur Général de TDF.

Axel Duroux, membre du Conseil de surveillance

Axel Duroux est titulaire d'une maîtrise de droit, d'un DEA de sciences politiques et d'un DESS de l'Institut Français de Presse (IFP). Il commence sa carrière en 1986 comme photographe à l'agence Sipa-Presse. Trois ans plus tard, il est reporter pour la chaîne La Cinq. Après avoir été brièvement le conseiller en communication du président d'IBM France, il prend la tête de la station de radio musicale M40, qui devient sous sa direction RTL 2. En 1997 il devient PDG de Fun Radio et RTL2. Il quitte le monde de la radio en 2000 en prenant la présidence d'Endemol Development et la vice-présidence d'Endemol France, qu'il quittera à la fin de l'année 2004. En 2005 il devient le Président du Directoire du Groupe RTL en France (RTL, RTL2, Fun Radio et la régie publicitaire IP France).

Didier Martin, représentant permanent de la société Front Line membre du Conseil de surveillance

Didier Martin est diplômé du DEA de Droit privé général et du DEA de Droit pénal de l'Université Paris II, et a été admis au barreau de Paris en 1978. Didier Martin a été successivement collaborateur au sein du cabinet Gide Loyrette Nouel de 1978 à 1984, puis associé dans ce même cabinet de 1985 à 1991. Il est associé au sein du cabinet Bredin Prat depuis 1992. En tant qu'avocat, il intervient tant dans le domaine du conseil (offres

publiques, privatisations) que du contentieux judiciaire ou arbitral, en matière commerciale ou pénale. Il est membre du comité des marchés financiers du Medef. Il est également administrateur de Calyon. Enfin il est l'auteur de différents articles et ouvrages sur le droit des sociétés, les offres publiques et les privatisations.

Michele Mezzarobba, membre du Conseil de surveillance

Après avoir débuté sa carrière dans l'analyse financière et sur les marchés boursiers, Michele Mezzarobba acquiert une solide expérience des problématiques de haut de bilan et de fusions et acquisitions au sein des banques d'affaires Paribas, Morgan Stanley puis Rothschild & Cie, où il était Directeur.

Diplômé de l'Université Bocconi de Milan et titulaire d'un MBA (WG'99) de la Wharton School de Philadelphie (USA), Michele Mezzarobba est aujourd'hui membre du Directoire de Paris Orléans, holding cotée du groupe Rothschild, où il s'occupe d'investissements en Private Equity et assume les fonctions de Secrétaire General et Directeur Financier.

Après avoir intégré le Conseil d'Administration d'EuropaCorp en janvier 2004, en tant que représentant de Paris-Orléans, Michele Mezzarobba a rejoint le Conseil de surveillance, en nom propre, en mars 2007.

14.3 Déclaration relative aux mandataires sociaux et dirigeants

A la connaissance de la Société,

- il n'existe aucun lien familial entre les mandataires sociaux de la Société ;
- aucun mandataire social de la Société n'a, au cours des cinq dernières années, (i) fait l'objet d'une condamnation pour fraude prononcée, (ii) été associé à une faillite, à une mise sous séquestre ou une liquidation ou (iii) fait l'objet d'une incrimination et/ou d'une sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés) ;
- aucun mandataire social n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

14.4 Conflits d'intérêts potentiels

La Société entretient des relations importantes pour son activité et son développement avec la société Front Line, qui demeurera son actionnaire principal et membre du Conseil de surveillance après l'introduction en bourse des titres de la Société, ainsi qu'avec les filiales de Front Line et des sociétés dans lesquelles Front Line détient des participations. Le Président du Directoire de la Société, Luc Besson, détient la quasi-totalité du capital et des droits de vote de Front Line et exerce les fonctions de Président au sein de cette société. Le chapitre 19 du Document de base sur les « Opérations avec des apparentés » fournit une description détaillée des relations contractuelles significatives existant aujourd'hui entre le Groupe et la société Front Line et ses filiales. La Société a fait procéder à plusieurs expertises indépendantes sur les termes et conditions des relations contractuelles existantes entre EuropaCorp d'une part et Digital Factory et Front Line (pour la sous-location des locaux occupés par la Société) d'autre part. Les conclusions de ces rapports d'expertise sont reproduites au chapitre 23 du Document de base.

Raphaël Durand, membre du Directoire, est salarié de la Société en tant que Directeur Financier et Directeur des Ressources Humaines. Pierre-Ange Le Pogam, membre du Directoire et Directeur Général, est salarié de la Société en tant que Directeur du développement. Par ailleurs, Luc Besson agit souvent en tant qu'auteur ou co-auteur des films produits par EuropaCorp et a réalisé et pourrait à l'avenir réaliser des films produits ou coproduits par EuropaCorp (se reporter à la section 15.1.3 du Document de base pour une information sur le montant des droits d'auteur perçus par Luc Besson sur les trois derniers exercices). Luc Besson, par l'intermédiaire de la société Apipoulai Prod qu'il contrôle indirectement, et Pierre-Ange Le Pogam interviennent

parfois également en qualité de coproducteurs ou producteurs de films produits par EuropaCorp. A cet égard, à l'occasion du Conseil de surveillance du 5 mars 2007, Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam ont renouvelé leur engagement pris en 2002 à l'égard de la Société, à volontairement limiter à 10% le pourcentage global des recettes part producteur après amortissement du coût du film qu'ils pourraient percevoir directement ou indirectement en tant qu'auteur ou coproducteur, ce plafond de rémunération s'appliquant à tous deux de manière globale. Ils se sont de même engagés à n'exercer aucune activité cinématographique en dehors de la Société. Ces engagements s'appliquent, s'agissant de Luc Besson, tant qu'il sera dirigeant ou l'actionnaire prépondérant d'EuropaCorp ou qu'il contrôlera EuropaCorp (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) et, s'agissant de Pierre Ange Le Pogam, tant qu'il sera dirigeant ou actionnaire important d'EuropaCorp.

Didier Martin, représentant permanent de la société Front Line (membre du Conseil de surveillance de la Société), est également associé du cabinet Bredin Prat, conseil juridique habituel du Groupe. Il est également Président du Conseil de surveillance de la société Mondialum, filiale de Front Line. Achille Delahaye, membre du Conseil de surveillance de la Société, est également Directeur Général de la société Mondialum.

Aux termes des règlements intérieurs adoptés par le Directoire et par le Conseil de surveillance, sous la condition suspensive non rétroactive de la publication avant le 31 décembre 2007 par Euronext Paris de l'avis relatif au prix de l'offre au public des actions de la Société à intervenir dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, tout membre du Directoire ou du Conseil de surveillance doit faire part à l'organe auquel il appartient de toute situation de conflit d'intérêts même potentielle au titre de ses fonctions et s'abstenir de participer au débat et au vote de la délibération correspondante (voir le chapitre 16 du Document de base).

Enfin, la Société n'a accordé aucun prêt et n'a constitué aucune garantie en faveur des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance.

15 REMUNERATION ET AVANTAGES

15.1 Intérêts et rémunérations des mandataires sociaux et dirigeants

Jusqu'en mars 2007, la Société avait la forme d'une société anonyme à conseil d'administration. Par décision en date du 5 mars 2007, la Société a adopté la forme d'une société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Les éléments de rémunération indiqués ci-dessous pour les trois derniers exercices clos sont donc relatifs aux fonctions exercées auparavant par les mandataires sociaux lorsque la Société était dirigée par un conseil d'administration.

Se reporter au chapitre 18 « Principaux actionnaires » du Document de base pour avoir la liste des mandataires sociaux qui sont également actionnaires de la Société.

15.1.1 Les nouveaux membres du Conseil de surveillance

A l'occasion de l'adoption de la forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance, plusieurs membres du Conseil de surveillance, qui n'étaient pas auparavant membres du conseil d'administration, ont été nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Il s'agit de Charles Milhaud, d'Axel Duroux et de Michel Combes. Ces trois personnes n'ont reçu du Groupe aucune rémunération ou avantage en nature au cours des trois derniers exercices.

Achille Delahaye, Président du Conseil de surveillance, Michele Mezzarobba, membre du Conseil de surveillance, et Didier Martin, représentant permanent de la société Front Line, membre du Conseil de surveillance, étaient auparavant respectivement (i) administrateur et directeur général délégué, (ii) représentant permanent de la société Paris Orléans, administrateur, et (iii) administrateur. Ces derniers, au cours des trois derniers exercices, ont perçu du Groupe les rémunérations suivantes :

Mandataires sociaux	Montant des rémunérations brutes (en euros)			Primes et jetons de présence (en euros)			Montant des avantages en nature consentis par la Société (en euros)			Montant des rémunérations et avantages en nature reçus des sociétés contrôlées consolidées (en euros)			Total (en euros)		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Achille Delahaye	374 117	411 908	647 568	0	0	0	0	0	2 439	0	0	0	374 117	411 908	650 007
Michele Mezzarobba	0	0	0	15 000	15 000	15 000	0	0	0	0	0	0	15 000	15 000	15 000
Didier Martin	0	0	0	15 000	15 000	15 000	0	0	0	0	0	0	15 000	15 000	15 000

Les dates indiquées ci-dessus font référence aux exercices sociaux de la Société clôturant au 31 mars.

A l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires du 5 mars 2007 qui a nommé les membres du Conseil de surveillance, l'assemblée a décidé d'attribuer aux membres du Conseil des jetons de présence pour un montant global total annuel de 150 000 euros, la répartition des jetons de présence devant être décidée par le Conseil. Celui-ci a décidé à l'occasion de sa réunion du 5 mars 2007 de répartir les jetons de présence entre les cinq membres autres que le Président, à raison de 30 000 euros pour chaque membre faisant partie d'un Comité. Le Conseil de surveillance en date du 5 mars 2007, a par ailleurs fixé la rémunération brute fixe annuelle du Président du Conseil de surveillance à 100 000 euros. Le Vice-président du Conseil de surveillance ne s'est pas vu attribuer de rémunération au titre de ses fonctions de Vice-président.

15.1.2 La société Front Line

La société Front Line, actionnaire majoritaire de la Société, était administrateur de la Société et est devenue membre du Conseil de surveillance le 5 mars 2007. Au cours, des trois derniers exercices, la société Front Line a perçu du Groupe les rémunérations suivantes :

- 1 398 milliers d'euros, 982 milliers d'euros et 797 milliers d'euros au titre des exercices clos le 31 mars 2005, 2006 et 2007 au titre de prestations de services administratifs dans le cadre d'un contrat de gestion administrative (voir la section 19.1 du Document de base),
- 2 296 milliers d'euros, 2 282 milliers d'euros et 2 619 milliers d'euros au titre des exercices clos le 31 mars 2005, 2006 et 2007 au titre des loyers (charges comprises) pour l'occupation des locaux au 137 rue du Faubourg Saint-Honoré (voir les sections 8.2 et 19.1 du Document de base).

Une description plus détaillée des relations entre la société Front Line et le Groupe est fournie au chapitre 19 du Document de base « Opérations avec des apparentées ».

15.1.3 Les membres du Directoire

Les tableaux ci-dessous récapitulent l'ensemble des rémunérations versées par le Groupe aux membres du Directoire au cours des trois derniers exercices clos (les dates indiquées ci-dessous font référence aux exercices sociaux de la Société clôturant au 31 mars).

Mandataires sociaux	Montant des rémunérations fixes brutes (en euros)			Montant des Rémunérations variables brutes (en euros)			Montant des avantages en nature consentis par la Société (en euros)			Montant des rémunérations et avantages en nature reçus des sociétés contrôlées consolidées (en euros)			Total (en euros)		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Luc Besson	311 181	340 587	399 976	544 176 ⁽¹⁾	1 472 864 ⁽²⁾	1 182 477 ⁽³⁾	75 190	64 665	5 276	0	0	0	930 547	1 878 116	1 587 729
Pierre Ange Le Pogam	337 240	334 836	629 809	0	0	0	49 150	69 300	70 199	0	0	0	386 390	404 136	700 008
Raphaël Durand	127 875	128 181	138 774	5 000	20 000	0	0	0	0	0	0	0	132 875	148 181	138 774

(1) : droits d'auteur.

(2) : droits d'auteur pour 738 864 euros, et salaire de réalisateur pour 734 000 euros.

(3) : droits d'auteur pour 782 477 euros et salaire de réalisateur pour 400 000 euros.

Les montants de rémunération indiqués ci-dessus pour Luc Besson comprennent les sommes perçues par celui-ci en tant que Président Directeur Général de la Société³⁰, et depuis le 5 mars 2007 en tant que Président du Directoire, en tant que réalisateur de films produits par EuropaCorp et en tant qu'auteur de scénarii dont les droits ont été cédés à EuropaCorp.

Les montants de rémunération indiqués ci-dessus pour Pierre-Ange Le Pogam comprennent les sommes perçues par celui-ci en tant que Directeur Général Délégué de la Société, et depuis le 5 mars 2007 en tant que Directeur Général, et en tant que Directeur du développement du Groupe, fonction pour laquelle Pierre-Ange Le Pogam est salarié de la Société.

Dans le cadre de sa désignation en tant que Président du Directoire, Luc Besson a renouvelé son engagement, à ce que la rémunération qu'il pourrait recevoir au titre de ses activités en tant qu'auteur et de celles d'Apipoulai Prod (dont il est l'actionnaire majoritaire par le biais de la société Front Line) en tant que coproducteur, n'excèdent pas, pour le montant cumulé des rémunérations de ces deux activités, 10% du montant des recettes nettes part producteur d'EuropaCorp après amortissement du coût du film. Luc Besson a également renouvelé son engagement de ne pas exercer d'activité cinématographique en dehors de celle qu'il exercera au sein de la Société.

Dans le cadre de sa désignation en tant que Directeur Général, Pierre-Ange Le Pogam a également renouvelé son engagement, à ce que la rémunération qu'il pourrait recevoir au titre de ses activités d'auteur ou de coproducteur n'excèdent pas, pour le montant cumulé des rémunérations de ces deux activités, 10% du montant des recettes nettes part producteur d'EuropaCorp après amortissement du coût du film. Pierre-Ange Le Pogam a également

³⁰ Par ailleurs, au titre de ses fonctions de gérant exercées au sein de Front Line au cours de l'exercice clos le 31 mars 2007, Luc Besson a perçu la somme de 48 000 euros.

renouvelé son engagement de ne pas exercer d'activité cinématographique en dehors de celle qu'il exercera au sein de la Société.

A l'occasion d'une réunion en date du 5 mars 2007, le Conseil de surveillance de la Société a pris acte de ces deux engagements et a également noté que, dans l'hypothèse où Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam interviendraient tous les deux sur une même production de la Société, ce plafond de rémunération s'appliquerait à tous deux de manière globale, ce qui a été accepté par les intéressés. Ces différents engagements s'appliqueront, s'agissant de Luc Besson, tant qu'il sera dirigeant ou actionnaire prépondérant de la Société ou qu'il en détiendra le contrôle (au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce), et, s'agissant de Pierre-Ange Le Pogam, tant qu'il sera dirigeant ou actionnaire important de la Société.

A titre d'exemple, les pourcentages des RNPP totales perçus par Luc Besson et Pierre Ange Le Pogam sur les films *Angel'A* et *Michel Vaillant* sont les suivants au 31 mars 2007 :

<i>Pourcentage des RNPP perçues directement ou indirectement</i>	<i>Angel'A</i>	<i>Michel Vaillant</i>
Luc Besson	5,9% (1)	0,8% (2)
Pierre-Ange Le Pogam	N/A	1,9% (3)
TOTAL	5,9%	2,7%

(1) Droits d'auteur scénariste, de réalisateur et via la société de production *Apipoulai Prod*

(2) Droits d'auteur scénariste

(3) Via la société de production *The Prod*

Raphaël Durand est devenu membre du Directoire le 5 mars 2007. Les montants indiqués ci-dessus correspondent à sa rémunération en tant que Directeur Financier de la Société. Raphaël Durand a rejoint le Groupe le 30 avril 2003 et a conclu un contrat de travail à durée indéterminée avec la Société aux termes duquel il occupe les fonctions de Directeur Financier pour EuropaCorp et la fonction de Directeur des ressources humaines pour le Groupe. Raphaël Durand ne perçoit pas de rémunération en tant que membre du Directoire.

15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées par la Société ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages

Aucune somme n'a été provisionnée ou constatée par la Société ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages à ses mandataires sociaux.

15.3 Rémunération et avantages dus à raison de la cessation des fonctions de mandataire social de la Société

Aucun engagement prévoyant le versement aux mandataires sociaux d'une rémunération ou d'avantages en cas de cessation de leurs fonctions n'a été conclu entre la Société et les intéressés.

15.4 Détail des options et bons octroyés aux mandataires sociaux

Des bons de souscription de parts de créateur d'entreprises ont été attribués à Raphaël Durand (pour plus de précisions, se reporter à la section 17.2 du Document de base). Celui-ci a par ailleurs procédé à l'acquisition de BSAR auprès de l'un des souscripteurs initiaux (se reporter à la section 21.1.2 du Document de base pour des précisions sur les modalités d'exercice des BSAR).

A l'exception de ce qui est indiqué au paragraphe précédent, les membres du Directoire et les membres du Conseil de surveillance de la Société ne possèdent aucune option ou bon leur permettant d'acheter ou de souscrire des actions de l'une quelconque des sociétés du Groupe EuropaCorp.

16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1. Fonctionnement du Directoire

16.1.1. Mandats des membres du Directoire

Les informations concernant la date d'expiration des mandats des membres du Directoire figurent à la section 14.1.1 du Document de base.

16.1.2. Réunions du Directoire

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, dans les cas prévus par la loi et pour l'examen de toutes opérations qui exigent l'autorisation préalable du Conseil de surveillance.

Le Directoire présente tous les trois mois au Conseil de surveillance un rapport qui retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de la Société. Il doit contenir tous les renseignements propres à éclairer ledit Conseil sur la marche des affaires. A tout moment, le Directoire peut présenter au Conseil de surveillance un rapport particulier sur toute opération exceptionnelle, l'appréciation de ce caractère exceptionnel étant faite par le Directoire sous sa responsabilité.

Le Directoire est convoqué par son président ou, à défaut, par tout autre membre du Directoire. Il se réunit au lieu indiqué dans la convocation. Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement. L'ordre du jour peut n'être fixé qu'au moment de la réunion si tous les membres sont présents. Le Directoire peut désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres.

Pour la validité des délibérations du Directoire, la présence effective de la moitié au moins de ses membres en exercice est nécessaire et suffisante. Toutes les décisions du Directoire doivent être prises à la majorité des membres présents et représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Tout membre du Directoire peut, en cas d'absence justifiée ou en cas de maladie, donner mandat à un autre membre pour le représenter dans une délibération du Directoire et voter pour lui sur une, plusieurs ou toutes les questions prévues à la convocation ; le Directoire est seul juge de la validité du mandat et chaque membre ne peut représenter qu'un seul autre membre.

Les membres du Directoire ont établi un règlement intérieur réglant toutes les questions relatives au fonctionnement du Directoire non prévues par les statuts. Ce règlement intérieur du Directoire détermine notamment les modalités de participation et de vote aux séances du Directoire réunies par visioconférence ou par autres moyens de télécommunications. Sont alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du Directoire qui participeront à des réunions du Directoire par des moyens de visioconférence ou par autres moyens de télécommunications conformément au règlement intérieur.

Les délibérations du Directoire sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par le président de la réunion et un autre membre du Directoire ou le secrétaire.

Depuis la désignation des membres du Directoire par le Conseil de surveillance le 5 mars 2007, le Directoire s'est réuni à quatre reprises. L'ensemble des membres du Directoire était présent à chaque réunion.

16.1.3. Pouvoirs du Directoire

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social, sous le contrôle du Conseil de surveillance et sous réserve de ceux expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et au Conseil de surveillance par la loi ou les statuts (la section suivante fournit la liste des opérations soumises à autorisation préalable du Conseil de surveillance).

Les membres du Directoire peuvent, avec l'autorisation du Conseil de surveillance, répartir entre eux les tâches de direction étant précisé qu'en aucun cas cependant cette répartition ne pourra dispenser le Directoire de se réunir et de délibérer sur les questions importantes relevant de ses fonctions, ni être invoquée comme cause d'exonération de la responsabilité à caractère solidaire qui pourrait en découler.

Le Directoire peut investir un ou plusieurs de ses membres ou toute personne choisie hors de son sein, de missions spéciales, permanentes ou temporaires, qu'il détermine, et leur déléguer pour un ou plusieurs objets déterminés, avec ou sans faculté de subdéléguer, les pouvoirs qu'il juge convenables.

Après la clôture de chaque exercice et dans le délai légal, le Directoire présente au Conseil de surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels et les comptes consolidés.

Dans les conditions prévues par la loi, le Directoire convoque les assemblées générales d'actionnaires, fixe leur ordre du jour et exécute leurs décisions.

Les membres du Directoire sont responsables envers la Société ou envers les tiers dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

16.2. Fonctionnement du Conseil de surveillance

16.2.1. Mandats des membres du Conseil de surveillance

Les informations concernant la date d'expiration des mandats des membres du Conseil de surveillance figurent à la section 14.1.1 du Document de base.

16.2.2. Réunions du Conseil de surveillance

Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre pour l'examen du rapport trimestriel du Directoire et toutes les fois qu'il le juge convenable, au lieu indiqué dans la convocation.

Les convocations sont faites par le Président du Conseil ou en cas d'empêchement ou de carence, par le Vice-président. Les membres du Conseil de surveillance sont convoqués à ses séances par tout moyen, même verbalement. Les réunions du Conseil de surveillance ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé lors de la convocation.

Le Président du Conseil de surveillance et, en cas d'empêchement ou de carence, le Vice-président, doit convoquer le Conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours lorsqu'un membre du Directoire ou le tiers au moins du Conseil lui présente une demande motivée en ce sens. Si la demande est restée sans suite, son ou ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance.

Tout membre du Conseil peut donner mandat à un autre membre pour le représenter dans une délibération du Conseil. Le Conseil est seul juge de la validité du mandat qui peut être donné par simple lettre ou par télégramme. Chaque membre présent ne peut représenter qu'un autre membre.

Le Conseil de surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Un nouveau règlement intérieur prévoit la participation aux séances du Conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication, dans les conditions autorisées par la réglementation en vigueur. Sont ainsi réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du Conseil de surveillance qui participeront à des réunions du Conseil de surveillance par des moyens de visioconférence ou par autres moyens de télécommunications conformément au règlement intérieur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés. En cas de partage, la voix du Président du Conseil de surveillance est prépondérante.

Les délibérations du Conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de la séance et au moins par un membre du Conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement du président, par deux membres du Conseil de surveillance.

Depuis le 5 mars 2007, date de nomination des membres par l'assemblée générale des actionnaires, le Conseil de surveillance s'est réuni à deux reprises. A ces deux occasions, l'ensemble des membres du Conseil était présent. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2007, le Conseil d'administration de la Société s'était réuni à sept reprises avec un taux de présence des administrateurs supérieur à 70%.

16.2.3. Pouvoirs du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la Société assurée par le Directoire.

A toute époque de l'année, le Conseil de surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le Conseil de surveillance présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle ses observations sur le rapport du Directoire et sur les comptes de l'exercice.

Dans les cas prévus par la loi et la réglementation en vigueur, certaines opérations ne pourront être décidées par le Directoire qu'après avoir recueilli l'autorisation préalable du Conseil de surveillance, notamment :

- les engagements de cautions, d'avals ou de garanties au nom de la Société, le Conseil de surveillance pouvant fixer annuellement un montant global ou par engagement en deçà duquel son autorisation n'est pas requise ;
- les cessions d'immeubles par nature, les cessions totales ou partielles de participations, les constitutions de sûretés sur les biens sociaux, le Conseil de surveillance pouvant fixer pour chaque opération un montant en deçà duquel son autorisation n'est pas requise ; et
- les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce.

En outre, sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance, les décisions suivantes du Directoire :

- la proposition à l'assemblée générale des actionnaires de résolutions visant à modifier les statuts de la Société ;
- la proposition à l'assemblée générale des actionnaires de résolutions donnant pouvoir au Directoire d'émettre des titres de capital ou des titres donnant accès directement, potentiellement ou à titre différé au capital social ;
- la mise en place de tous plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de plans d'attributions gratuites d'actions ;
- la proposition à l'assemblée générale des actionnaires de résolutions visant la nomination et le renouvellement des commissaires aux comptes ainsi que l'affectation du résultat (en ce compris le montant du dividende qui serait versé aux actionnaires) ;
- tout accord d'endettement, de décision d'emprunt ou d'émission obligataire au-delà de seuils fixés par le Conseil de surveillance en fonction des opérations envisagées et que ce dernier pourra réactualiser ;
- toute opération de fusion, scission et apport d'actifs ;
- l'approbation du budget annuel de la Société ; et

- les acquisitions ou les cessions d'éléments d'actifs non prévues dans le budget annuel de la Société et au-delà de seuils fixés par le Conseil de surveillance en fonction des opérations envisagées et que ce dernier pourra réactualiser.

Les différents seuils visés ci-dessus ont été fixés par le Conseil de surveillance dans son règlement intérieur à l'occasion d'une réunion en date du 5 mars 2007 et visent à contrôler la gestion du Directoire sans l'entraver dans la conduite au jour le jour des affaires sociales.

16.3. Informations sur les comités mis en place au sein de la Société

Conformément aux statuts de la Société, le Conseil de surveillance peut nommer, en son sein, un ou plusieurs comités spécialisés dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions puissent avoir pour objet de déléguer à un comité les pouvoirs qui sont attribués au Conseil de surveillance lui-même par la loi ou les statuts, ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du Directoire.

A cet effet, à l'occasion de sa réunion du 16 mai 2007 et sous la condition suspensive non rétroactive de la publication avant le 31 décembre 2007 par Euronext Paris de l'avis relatif au prix de l'offre au public des actions de la Société à intervenir dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, le Conseil de surveillance de la Société a décidé la création de deux comités : un comité d'audit et un comité des rémunérations et des nominations.

Les règles indiquées ci-dessous, régissant leur fonctionnement et déterminant leurs attributions, seront applicables au jour de la levée de la condition suspensive.

16.3.1. Le Comité d'audit

Le Comité d'audit est composé d'un nombre maximum de cinq membres, dont une moitié au moins de membres indépendants. Les membres du Directoire ne peuvent pas être membres du Comité d'audit. Les membres du Comité d'audit doivent être choisis pour leurs compétences dans les domaines comptable et financier.

Le Comité d'audit aide le Conseil de surveillance à veiller à l'exactitude et à la sincérité des comptes sociaux et consolidés de la Société et à la qualité de l'information délivrée. Il reçoit notamment pour mission du Conseil de surveillance à l'occasion de l'établissement des comptes sociaux et consolidés, établis sur une base tant annuelle que semestrielle et trimestrielle selon la réglementation applicable, ainsi que lors de la préparation de toute délibération concernant les comptes de la Société, de formuler toute recommandation ou proposition au Conseil de surveillance dans tous les domaines décrits ci-dessous :

- revue et contrôle des comptes financiers, avec pour finalité l'assistance au Directoire pour l'examen et l'arrêté des comptes annuels et semestriels : (i) examen du périmètre de consolidation, des méthodes comptables et des procédures de contrôle, (ii) examen des comptes notamment analyse des provisions, et des risques et engagements hors bilan significatifs, (iii) examen des positions prises en matière comptable pour l'enregistrement des opérations importantes, (iv) avis au Conseil de surveillance sur tout projet d'adoption de changements significatifs des méthodes comptables, et (v) examen de la structure financière du Groupe ;
- contrôle de la mission des commissaires aux comptes : (i) pilotage de la procédure de sélection des commissaires aux comptes, (ii) avis au Conseil de surveillance sur les projets de propositions du Directoire à l'assemblée générale quant au remplacement et au renouvellement des commissaires aux comptes, (iii) examen du montant des honoraires des commissaires aux comptes pour avis au directoire, (iv) contrôle du respect des règles visant à l'indépendance des commissaires aux comptes ;
- contrôle des travaux de l'audit interne : (i) avis sur la mission et l'organisation de l'audit interne du Groupe, et sur son plan d'intervention, (ii) revue des travaux effectués par l'audit interne, suivie d'un rapport au Conseil de surveillance ; et

- en complément aux missions ci-dessus : (i) examen des modalités d'établissement de l'information apportée aux actionnaires et au marché et (ii) revue de l'organisation et de l'application des procédures de contrôle interne dans le Groupe.

Le Comité d'audit se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois qu'il l'estime nécessaire, et préalablement aux réunions du conseil de surveillance dont l'ordre du jour comporte l'examen d'un sujet se rapportant à sa mission. La périodicité et la durée des séances du comité d'audit doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de la compétence du comité.

Les membres désignés par le Conseil de surveillance le 16 mai 2007 sont les suivants :

Nom	Lien avec la Société	Date de nomination
Charles Milhaud	Vice-président du Conseil de surveillance	16 mai 2007
Michel Combes	Membre du Conseil de surveillance	16 mai 2007
Michele Mezzarobba	Membre du Conseil de surveillance	16 mai 2007

Charles Milhaud préside le Comité.

16.3.2. Le Comité des rémunérations et des nominations

Le Comité des rémunérations et des nominations est composé d'un nombre maximum de cinq membres, dont au moins un membre indépendant. Le Président et le Vice-président du Conseil de surveillance peuvent être membres du Comité des rémunérations et des nominations, mais ils ne doivent pas participer aux travaux du Comité qui traitent de leur propre rémunération. Les membres du directoire ne peuvent pas être membres du Comité des rémunérations et des nominations.

Le Comité des rémunérations et des nominations est notamment doté des attributions suivantes :

- effectuer toute recommandation au Conseil de surveillance sur la rémunération des membres du Directoire, sur celle du Président et du Vice-président du Conseil de surveillance, la règle de détermination de leurs éléments variables, et les éléments complémentaires tels que le régime de retraite et les avantages en nature ;
- être informé des indemnités envisagées dans le cadre de la rupture du contrat de travail d'un membre du Directoire, et donner un avis à cet égard au Président du conseil de surveillance ;
- donner un avis sur la politique d'attribution de stocks options et d'actions gratuites, concernant toutes les catégories de bénéficiaires, et plus particulièrement concernant les membres du Directoire de la Société ; faire une recommandation sur la périodicité des attributions et les modalités d'attribution ;
- donner un avis sur l'opportunité des nominations, révocations/licenciements et renouvellements des mandats des membres et du Président du Conseil de surveillance, des membres et du Président des différents comités du Conseil de surveillance, des membres et du Président du directoire, et donner un avis sur les candidatures envisagées, en termes de compétence, de disponibilité, d'adéquation et de complémentarité avec les autres membres du Conseil de surveillance et du Directoire ;
- proposer la qualification de membre indépendant pour les membres du Conseil de surveillance concernés ;
- contrôler la conformité avec les critères d'indépendance, donner un avis à cet égard le cas échéant, et conseiller le Président du Conseil de surveillance sur le nombre de membres indépendants ;
- être en mesure à tout moment de formuler une proposition sur une éventuelle succession du Président du Directoire ou du Conseil de surveillance en cas de vacance imprévisible ; et

- donner un avis, sur propositions du Directoire, sur l'acceptation et la démission par la Société de tout mandat en qualité de membre de conseils d'administrations ou d'organes équivalents, ainsi que sur la nomination et la révocation des représentants permanents de la Société audits conseils d'administration ou organes équivalents.

Le Comité des rémunérations et des nominations se réunit au moins une fois par an et, en toute hypothèse, préalablement aux réunions du Conseil de surveillance ou du Directoire dont l'ordre du jour comporte l'examen d'un sujet se rapportant à sa mission. La périodicité et la durée des séances du Comité des rémunérations et des nominations doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de la compétence du Comité.

Nom	Lien avec la Société	Date de nomination
Achille Delahaye	Président du Conseil de surveillance	16 mai 2007
Axel Duroux	Membre du Conseil de surveillance	16 mai 2007
Front Line, représentée par Didier Martin	Membre du Conseil de surveillance	16 mai 2007

Achille Delahaye préside le Comité.

16.4. Informations sur les contrats de service liant les mandataires sociaux à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales

La société Front Line, membre du Conseil de surveillance de la Société, est le principal actionnaire de la Société et a conclu avec elle une convention de gestion administrative et un contrat de sous-location (voir le chapitre 19 du Document de base).

Sur les relations entre les membres du Directoire et la Société, se reporter au chapitre 15 du Document de base (« Rémunération et avantages ») qui indique les contrats de travail dont sont titulaires les membres du Directoire et en quelle qualité ils perçoivent leurs rémunérations ainsi qu'au chapitre 19 du Document de base (« Opérations avec les apparentés ») qui explique les contrats conclus entre la Société, Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam.

16.5. Contrôle interne

A la suite de l'adoption de la loi du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie, les sociétés non cotées n'ont plus à établir un rapport sur le contrôle interne. La Société a cependant continué d'appliquer des procédures de contrôle interne et à établir un rapport à l'assemblée générale sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société et sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil. Ce rapport, ainsi que le rapport des commissaires aux comptes, sont reproduits en intégralité ci-dessous.

Rapport du Président du Conseil de surveillance sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et les procédures de contrôle interne mises en place au sein du Groupe EuropaCorp

Introduction

A titre introductif, le Président du Conseil de surveillance rappelle aux actionnaires que, depuis la loi n°2005-842 du 26 juillet 2005, la société EuropaCorp (la « Société ») n'est plus tenue d'élaborer un rapport à l'assemblée générale sur les procédures de contrôle interne mises en places par la Société et sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil. L'élaboration de ce rapport n'est rendue obligatoire que pour les sociétés faisant appel public à l'épargne. Toutefois, par souci de transparence et afin de rester en ligne avec les pratiques de bonne gouvernance mises en place dans le passé, la Société a continué d'élaborer ce rapport.

Les procédures de gouvernement d'entreprise et de contrôle interne en vigueur au sein la Société et du groupe, constitué par la Société et ses filiales (le « Groupe »), ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à la Société ;
- d'autre part, de vérifier que les informations financières, comptables et de gestion communiquées aux organes sociaux de la Société reflètent avec sincérité et exactitude l'activité et la situation de la Société et du Groupe.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de la Société, et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines financier et comptable, y compris dans les filiales.

Comme tout système de contrôle, il ne peut donner une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés, mais il est conçu pour en donner une assurance raisonnable.

I – GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Durant l'exercice du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007, la Société a changé de mode d'administration et de direction, passant d'une structure à conseil d'administration à une structure duale à directoire et conseil de surveillance.

Cette nouvelle structure de gouvernement d'entreprise a été approuvée par l'assemblée générale mixte du 5 mars 2007. Le premier Conseil de surveillance et le premier Directoire se sont réunis une première fois le même jour.

Avant cette date, le Conseil d'administration de la Société s'était réuni sept fois durant l'exercice, notamment aux fins de statuer sur le projet immobilier à Saint-Denis qui a été finalement externalisé en dehors du Groupe laissant à la Société la possibilité d'acquiescer ultérieurement des plateaux de tournage.

I.1. Le Conseil de surveillance

Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre pour l'examen du rapport trimestriel du Directoire et toutes les fois qu'il le juge convenable.

Le Conseil de surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la Société assurée par le Directoire. Conformément à la loi et aux statuts, le Conseil de surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le Conseil de surveillance présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle ses observations sur le rapport du Directoire et sur les comptes de l'exercice.

Dans les cas prévus par la loi et la réglementation en vigueur, certaines opérations ne peuvent être décidées par le Directoire qu'après avoir recueilli l'autorisation préalable du Conseil de surveillance, notamment :

- les engagements de cautions, d'aval ou de garanties au nom de la Société, le Conseil de surveillance pouvant fixer annuellement un montant global ou par engagement en deçà duquel son autorisation n'est pas requise ;
- les cessions d'immeubles par nature, les cessions totales ou partielles de participations, les constitutions de sûretés sur les biens sociaux, le Conseil de surveillance pouvant fixer pour chaque opération un montant en deçà duquel son autorisation n'est pas requise ; et
- les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce.

En outre, sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance, les décisions suivantes du Directoire :

- la proposition à l'assemblée générale des actionnaires de résolutions visant à modifier les statuts de la Société,
- la proposition à l'assemblée générale des actionnaires de résolutions donnant pouvoir au Directoire d'émettre des titres de capital ou des titres donnant accès directement, potentiellement ou à titre différé au capital social,
- la mise en place de tous plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de plans d'attributions gratuites d'actions,

- la proposition à l'assemblée générale des actionnaires de résolutions visant la nomination et le renouvellement des commissaires aux comptes ainsi que l'affectation du résultat (en ce compris le montant du dividende qui serait versé aux actionnaires),
- tout accord d'endettement, de décision d'emprunt ou d'émission obligataire au-delà de seuils fixés par le Conseil de surveillance en fonction des opérations envisagées et que ce dernier pourra réactualiser,
- toute opération de fusion, scission et apport d'actifs,
- l'approbation du budget annuel de la Société,
- les acquisitions ou les cessions d'éléments d'actifs non prévues dans le budget annuel de la Société et au-delà de seuils fixés par le Conseil de surveillance en fonction des opérations envisagées et que ce dernier pourra réactualiser.

Les différents seuils visés ci-dessus ont été fixés par le Conseil de surveillance dans son règlement intérieur à l'occasion de sa réunion du 5 mars 2007 et vise à contrôler la gestion du Directoire sans l'entraver dans la conduite au jour le jour des affaires sociales. Les autres principales dispositions du règlement intérieur du Conseil de surveillance sont relatives à la composition du Conseil et aux modalités de réunion du Conseil. Il est notamment prévu la possibilité de tenir les réunions par des moyens de visioconférence ou de télécommunications. Enfin, le règlement intérieur expose les principes déontologiques devant être respectés par les membres du Conseil et les critères retenus par le Conseil pour qu'un membre soit reconnu comme indépendant.

A l'occasion de sa mise en place le 5 mars 2007, le Conseil de surveillance de la Société a statué sur le statut des membres du Conseil au regard de leur indépendance par rapport à la Société et a décidé que les membres suivants pouvaient être qualifiés de membres indépendants au sens de son règlement intérieur : Monsieur Charles Milhaud, Monsieur Michel Combes, Monsieur Axel Duroux et Monsieur Michele Mezgarobba.

Le Conseil de surveillance de la Société est ainsi constitué de quatre membres indépendants sur les six membres que compte le Conseil.

Depuis sa constitution, le Conseil de surveillance s'est réuni à deux reprises :

- Le 5 mars 2007, à l'occasion de sa mise en place, le Conseil a notamment désigné les membres du Directoire et a approuvé son règlement intérieur.
- Le 16 mai 2007, le Conseil a procédé à l'examen des comptes sociaux et consolidés et du rapport de gestion du Directoire, a approuvé plusieurs conventions réglementées et a statué sur l'ordre du jour de l'assemblée générale de juin et les propositions de résolutions nécessaires pour la mise en œuvre du projet d'introduction en bourse de la Société.

A cette occasion, il a également décidé la mise en place de deux comités : un comité d'audit et un comité des rémunérations et des nominations, chargés de l'assister dans sa mission en cas d'introduction en bourse de la Société. Les comités ont été mis en place sous condition suspensive de la réalisation du projet d'introduction en bourse de la Société.

Le Conseil de surveillance a également mis à jour son règlement intérieur sous condition suspensive de la réalisation du projet d'introduction en bourse de la Société.

I.2. Le Directoire

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, dans les cas prévus par la loi et pour l'examen de toutes opérations qui exigent l'autorisation préalable du Conseil de surveillance. Le Directoire présente tous les trois mois au Conseil de surveillance un rapport qui retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de la Société. Il doit contenir tous les renseignements propres à éclairer ledit Conseil sur la marche des affaires. A tout moment, le Directoire peut présenter au Conseil de surveillance un rapport particulier sur toute opération exceptionnelle, l'appréciation de ce caractère exceptionnel étant faite par le Directoire sous sa responsabilité.

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social, sous le contrôle du Conseil de surveillance. Une fois au moins par trimestre, le Directoire présente un rapport au Conseil de surveillance sur la situation de la Société. Après la clôture de chaque exercice et dans le délai légal, le Directoire présente au Conseil de surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels et les comptes consolidés.

Monsieur Luc Besson exerce la fonction de Président du Directoire. Il est à ce titre responsable de l'administration et de la gestion de la Société. Dans le cadre des grandes orientations définies collégialement par le Directoire, il supervise la mise en œuvre de la stratégie de la Société et du Groupe. Il a également pour mission d'exercer un contrôle hiérarchique sur l'ensemble des salariés de la Société. Monsieur Pierre-Ange Le Pogam, également membre du Directoire, exerce la fonction de Directeur Général. Il est à ce titre chargé d'assurer la gestion au jour le jour de l'ensemble des activités opérationnelles de la Société. Le troisième membre du Directoire est Monsieur Raphaël Durand. Il est chargé à ce titre de coordonner l'ensemble des fonctions transversales et supports de la Société et du Groupe.

Cette répartition, qui a été précisée dans le règlement intérieur du Directoire, ne peut, en aucun cas, avoir pour effet de retirer au Directoire son caractère d'organe assurant collégialement la direction de la Société et ne peut dispenser celui-ci de se réunir et de délibérer sur les questions importantes relevant de ses fonctions et sur la détermination des grands axes de la politique et de la stratégie de la Société et du Groupe.

Depuis sa constitution, le Directoire, s'est réuni à plusieurs reprises :

- *Le 5 mars 2007, à l'occasion de sa mise en place, le Directoire a agréé les cessions d'actions de la Société devant être réalisées au profit des nouveaux membres du Conseil de surveillance et a adopté son règlement intérieur.*
- *Le 23 mars 2007, le Directoire a mis en œuvre la délégation qui lui avait été donnée par l'assemblée générale en procédant à l'émission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise au profit de salariés de la Société.*
- *Le 14 mai 2007, le Directoire a procédé à l'arrêté des comptes sociaux et consolidés de la Société et a arrêté ses projets de rapports et le texte des résolutions à soumettre à l'assemblée générale du juin 2007 pour transmission au Conseil de surveillance.*

II – LES PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Le système de contrôle interne du Groupe est conçu pour parer aux risques spécifiques des principales activités du Groupe, qui sont :

- *la production de films cinématographiques de long métrage ;*
- *la distribution en salles ainsi que la diffusion vidéo, sur tous supports existants ou à venir ;*
- *la vente des droits auprès de chaînes de télévisions françaises ou de distributeurs étrangers ;*
- *l'exploitation des droits musicaux et dérivés issus des productions cinématographiques ; et*
- *en activités annexes : la production de films publicitaires et l'édition de livres.*

Plus classiquement, le Groupe dispose aussi de procédures de contrôle qui sécurisent l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, et a investi au cours des exercices précédents dans des logiciels spécifiques d'administration des films, de comptabilité et de consolidation lui permettant de faire face à la croissance des flux d'information.

Durant l'exercice, le logiciel de consolidation intégrant le changement des normes comptables et une adaptation potentielle aux normes IAS/IFRS a fait l'objet d'un paramétrage détaillé et a été rendu pleinement opérationnel.

Les logiciels dédiés aux activités (distribution, ventes internationales, etc.) ont également fait l'objet d'amélioration fonctionnelles et/ou technologiques.

Un nouveau logiciel spécifique, et une procédure attenante concernant l'émission et la validation de bon de commande concernant les frais d'édition (frais techniques et frais de marketing et publicité) a été développé, testé et est rentré en application au début de l'année 2007.

II.1. Le ciblage des risques

La politique de gestion de trésorerie est très conservatrice. Elle est essentiellement investie en OPCVM monétaires court terme, ainsi qu'en OPCVM de gestion alternative visant une performance un peu supérieure au taux de l'EONIA.

Les principaux risques subsistants sont de nature réglementaire et opérationnelle.

Les métiers du groupe font l'objet d'un contrôle financier récurrent, tant interne, avec l'élaboration d'un reporting opérationnel et comptable périodique, qu'externe, consistant en un audit semestriel et un audit complet annuel, fondé sur une démarche d'appréhension des risques par processus opérationnel.

Le respect dans le Groupe de la législation en matière de droits intellectuels ou sociaux fait également l'objet d'une revue du Département Juridique et de la Direction Financière.

Le risque informatique est faible compte tenu de procédures de sauvegardes régulières (journalières et hebdomadaires) et des différents systèmes de sécurité qui ont été mise en place afin d'éviter notamment des intrusions (« firewalls »). La Société a mis en place une structure de pilotage des systèmes informatiques traitant notamment de la maintenance et de la prévention qui se réunit régulièrement.

Les autres risques opérationnels sont sous le contrôle des départements opérationnels adéquats, ainsi que des départements fonctionnels (Comptabilité, Contrôle de Gestion) ou du Directoire quand les enjeux le justifient, et sont amoindris par une organisation structurée des opérations et des délégations de pouvoir. Les moyens de paiement sont notamment détenus par la Direction Financière avec des processus de double signature et de limitation de montant.

II.2. L'environnement de contrôle

Les procédures écrites jouent une place importante dans la formation et l'efficacité des collaborateurs : par exemple les procédures de traitement de l'ensemble des processus liés aux dossiers avec le CNC, la politique de frais professionnels, les procédures de traitements comptables liés à des opérations particulières, etc. Elles ont fait l'objet d'une mise à jour lorsque cela a été nécessaire et d'une diffusion aux nouveaux arrivants, dans la mesure où ceux-ci sont concernés.

II.3. L'organisation générale du contrôle interne et des contrôles fonctionnels

Le Directoire

Les membres du Directoire disposent hebdomadairement des chiffres de l'activité, et sont destinataires chaque mois et chaque trimestre de tableaux de bord d'activité qui lui sont principalement fournis par les départements opérationnels et par la Direction Financière.

La Direction Financière

Des tableaux de bord détaillés par film et par activité permettent de déterminer chaque mois les décalages éventuels par rapport au budget, afin de mettre rapidement en œuvre les actions correctrices nécessaires. Ces tableaux sont fournis aux membres du Directoire.

La Trésorerie est revue quotidiennement au niveau du Groupe par le Trésorier et le Directeur Financier. Toute alerte est immédiatement transmise aux membres du Directoire.

Des opérations de couverture de change ont été poursuivies durant l'exercice sur les recettes futures, pour répondre notamment à l'obligation de couverture dans le cadre de la ligne de crédit syndiquée signée en décembre 2004.

Les deux Comités opérationnels, ayant pour objet le contrôle des activités du Groupe et mis en place au cours des exercices précédents, ont continué à fonctionner durant l'exercice. Il s'agit du Comité dédié aux Projets de Films et du Comité de Suivi des Activités. Ces comités font l'objet systématiquement de comptes-rendus qui sont transmis au Directoire.

II.4. Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

II.4.1. Les contrôles opérationnels

Les écritures comptables sont pour leur grande majorité des écritures automatiques alimentées par des logiciels métiers amont. Une cartographie informatique est documentée par le Service Informatique. Le Responsable de la Comptabilité Groupe exerce des contrôles réguliers sur l'ensemble des comptabilités, y compris au moyen de contrôles et vérifications inopinés sur les écritures comptables.

Les états financiers sont établis chaque semestre et audités par les commissaires aux comptes de la Société. Ceux-ci émettent une attestation de revue limitée semestriellement au niveau des comptes consolidés et auditent les comptes sociaux et consolidés annuellement.

II.4.2. Les contrôles fonctionnels

Le Directoire

Le Directoire reçoit de la Direction Financière, outre les tableaux de gestion mensuels déjà évoqués, toutes analyses ponctuelles qu'il estime nécessaire à sa compréhension de l'évolution des comptes.

La Direction Financière

Le contrôle de gestion au sein de la Direction Financière suit avec les services opérationnels, l'enregistrement du chiffre d'affaires et la comptabilisation des charges.

L'évolution des frais généraux fait l'objet d'un suivi trimestriel.

L'évolution de la dette, notamment des dettes de production, ainsi que les opérations de couverture fait l'objet d'un suivi dédié au sein du Service de la Trésorerie.

III- PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Le Président rappelle aux actionnaires le projet d'introduction en bourse de la Société. Dans une telle hypothèse, il précise que la Société devra tenir compte, pour la mise en œuvre de son contrôle interne, de la recommandation publiée par l'AMF en janvier 2007 qui a recommandé l'utilisation, pour les sociétés faisant appel public à l'épargne, d'un cadre de référence relatif au dispositif de contrôle interne et complété par un guide d'application.

En cas d'introduction en bourse de la Société, cette recommandation de l'AMF sera applicable au rapport du Président sur les procédures de contrôle interne relatif au prochain exercice.

Le 16 mai 2007.

Achille Delahaye

Président du Conseil de surveillance

Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil de surveillance pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière – Exercice clos le 31 mars 2007

Le Président du conseil de surveillance rend compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Nous vous présentons les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du président du conseil de surveillance, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du président du conseil de surveillance, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du président du conseil de surveillance ;*
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.*

Nous vous informons des déclarations du Président du conseil de surveillance dans son rapport :

« Le Président rappelle aux actionnaires le projet d'introduction en bourse de la Société. Dans une telle hypothèse, il précise que la Société devra tenir compte, pour la mise en œuvre de son contrôle interne, de la recommandation publiée par l'AMF en janvier 2007 qui a recommandé l'utilisation, pour les sociétés faisant appel public à l'épargne, d'un cadre de référence relatif au dispositif de contrôle interne et complété par un guide d'application.

En cas d'introduction en bourse de la Société, cette recommandation de l'AMF sera applicable au rapport du Président sur les procédures de contrôle interne relatif au prochain exercice ».

Nous précisons que nous avons considéré à la date du présent rapport qu'EUROPACORP SA n'est pas une société cotée, dès lors les recommandations de l'AMF de janvier 2007 ne seront applicables qu'à partir de l'exercice clos le 31 mars 2008. Par ailleurs, la doctrine récente de la CNCC de mars 2007 n'est pas transposable à EUROPACORP SA, celle-ci ayant volontairement préparé le rapport du Président du conseil de surveillance, sans obligation de le rédiger.

Nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil de surveillance.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 21 mai 2007.

Les commissaires aux comptes,

*Béatrice DELAUNAY Eric DEMUYT
ERNST & YOUNG ET AUTRES*

Dominique LEDOUBLE

*Commissaires aux Comptes,
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris.*

16.6. Déclaration relative au gouvernement d'entreprise

Dans un souci de transparence et d'information, la Société a souhaité mettre en place dans le règlement intérieur de son Conseil de surveillance des dispositions s'inspirant des recommandations du rapport AFEP/MEDEF intitulé « le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées » d'octobre 2003 qui consolide les recommandations des rapports Viénot (juillet 1995 et juillet 1999) et du rapport Bouton (septembre 2002), pour autant qu'elles soient compatibles avec l'organisation et la taille de la Société.

A cette fin, la Société a créé, sous la condition suspensive non rétroactive de la publication avant le 31 décembre 2007 par Euronext Paris de l'avis relatif au prix de l'offre au public des actions de la Société à intervenir dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, des comités du Conseil de surveillance dont les missions sont présentées à la section 16.3.

Les paragraphes suivants présentent les autres stipulations du règlement intérieur du Conseil de surveillance en matière de gouvernance d'entreprise de la Société applicables au jour de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.

16.6.1. Critères d'indépendance des membres du Conseil de surveillance

Conformément aux principes et bonne pratique de gouvernement d'entreprise exposés dans le règlement du Conseil de surveillance, celui-ci comprend des membres indépendants élus ou cooptés en tant que tels. La définition indiquée ci-dessous s'inspire des recommandations du rapport d'octobre 2003 de l'AFEP et du MEDEF sur le gouvernement d'entreprise.

Les critères ci-dessous ont pour vocation à cerner la notion de membre indépendant sachant que le principe directeur est le suivant : *« un membre est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, le Groupe ou sa direction qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ».*

Ainsi, pour être considéré comme indépendant, un membre du Conseil ne doit pas :

- être salarié ou mandataire social de la Société ou du Groupe, salarié ou administrateur d'un actionnaire détenant le contrôle seul ou de concert, de la Société, au sens de la loi, ou d'une société qu'elle consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;
- être mandataire social d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- être client (ou lui être lié directement ou indirectement), fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement si les relations d'affaires sont telles qu'elles soient de nature à compromettre l'exercice par le membre en question de sa liberté de jugement ;
- avoir un lien familial proche avec un mandataire social de la Société ou de son Groupe ;
- avoir été auditeur de l'entreprise ou d'une Société du Groupe au cours des cinq dernières années ;
- être mandataire social de l'entreprise depuis plus de douze ans ;
- recevoir ou avoir reçu une rémunération supplémentaire importante de la Société ou du Groupe en dehors de jetons de présence, y compris la participation à toute formule d'options sur actions ou toute autre formule de rémunération liée à la performance.

Il est précisé que l'expression "mandataire social" désigne toute personne assumant dans la Société ou l'une des sociétés du Groupe, des fonctions de direction à savoir tout président, président du conseil d'administration ou du directoire, membre du directoire, directeur général ou directeur général délégué de la Société ou d'une société du Groupe, à l'exception des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, sous réserve que ceux-ci ne perçoivent, en dehors des jetons de présence versés par la Société ou de leur rémunération en qualité de Président ou Vice-président du conseil de surveillance, aucune autre forme de rémunération de la part de la Société ou des sociétés du Groupe.

Les membres du Conseil de surveillance représentant des actionnaires significatifs, directs ou indirects, de la Société, peuvent être considérés comme indépendants lorsque ces actionnaires ne contrôlent pas la Société, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce. Cependant, dès lors qu'un membre du Conseil de surveillance représente un actionnaire de la Société, détenant directement ou indirectement plus de 10% du capital ou des droits de vote de la Société, il convient que le Conseil de surveillance s'interroge systématiquement sur la qualification d'indépendant en tenant compte de la composition du capital de la Société et de l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel.

Le Conseil de surveillance peut estimer qu'un de ses membres, bien que remplissant les critères ci-dessus, ne doit pas être qualifié d'indépendant compte tenu de sa situation particulière ou de celle de la Société, eu égard à son actionnariat ou pour tout autre motif.

L'objectif de la Société, tel qu'indiqué dans le règlement intérieur de son Conseil de surveillance, est que celui-ci soit composé d'au moins un tiers de membres indépendants.

A l'occasion de sa mise en place le 5 mars 2007, le Conseil de surveillance de la Société a statué sur le statut des membres du Conseil au regard de leur indépendance par rapport à la Société et a décidé que les membres suivants pouvaient être qualifiés de membres indépendants au sens de son règlement intérieur :

- Charles MILHAUD ;
- Michel COMBES ;
- Axel DUROUX ; et
- Michele MEZZAROBBA.

Le Conseil de surveillance de la Société est ainsi constitué de quatre membres indépendants sur les six membres que compte le Conseil.

Après l'introduction en bourse de la Société, la qualification de membre indépendant sera débattue chaque année, lorsqu'il sera mis en place, par le Comité des rémunérations et des nominations qui établira à ce sujet un rapport au Conseil de surveillance. Chaque année, le Conseil de surveillance examinera au vu de ce rapport, la situation de chaque membre du Conseil de surveillance au regard des critères d'indépendance.

16.6.2. Charte du membre du Conseil de surveillance

Les paragraphes suivants présentent les autres stipulations du règlement intérieur du Conseil de surveillance en matière de gouvernance d'entreprise de la Société, adoptés par le Conseil à l'occasion de sa réunion du 16 mai 2007, sous la condition suspensive non rétroactive de la publication avant le 31 décembre 2007 par Euronext Paris de l'avis relatif au prix de l'offre au public des actions de la Société à intervenir dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.

Les membres du Conseil de surveillance exercent leurs fonctions avec loyauté et professionnalisme. Les membres du Conseil de surveillance ne prennent aucune initiative qui viserait à nuire aux intérêts de la Société et agissent de bonne foi en toutes circonstances.

Outre l'obligation de discrétion prévue à l'article L. 225-92 du Code de commerce, chaque membre du Conseil de surveillance doit se considérer comme astreint au secret professionnel pour toute information non publique dont il aurait eu connaissance dans le cadre de ses fonctions. Il s'engage personnellement à respecter la confidentialité totale des informations qu'il reçoit, des débats auxquels il participe et des décisions prises.

En particulier, les membres du Conseil de surveillance :

- s'engagent à consacrer à leurs fonctions le temps et l'attention nécessaires,
- doivent être assidus et participer, sauf impossibilité, à toutes les réunions du Conseil de surveillance et des comités dont ils sont membres,
- s'informent sur les métiers et les spécificités de l'activité de la Société, ses enjeux et ses valeurs,
- s'attachent à mettre à jour les connaissances qui leur sont utiles pour le bon exercice de leur mission,
- sont tenus de demander et de faire toutes diligences pour obtenir dans les délais appropriés les éléments qu'ils estiment indispensables à leur information pour délibérer au sein du Conseil de surveillance en toute connaissance de cause,
- respectent les dispositions de toute charte de déontologie boursière de la Société préparée par le Directoire et arrêtée par le Conseil de surveillance.

Conformément à la Charte de déontologie de l'IFA, les membres du Conseil de surveillance veillent à préserver en toutes circonstances leur indépendance de jugement, de décision et d'action. Ils s'interdisent d'être influencés par tout élément étranger à l'intérêt social qu'ils ont pour mission de défendre. Ils s'engagent à éviter tout conflit pouvant exister entre leurs intérêts moraux et matériels et ceux de la Société. Ils informent le Conseil de surveillance de tout conflit d'intérêts dans lequel ils pourraient être impliqués. Dans ce cas, ils s'abstiennent de participer aux débats ainsi qu'à toute décision sur les matières concernées.

17 SALARIES

17.1. Ressources humaines

Au 31 mars 2007, la Société et ses filiales employaient 63 personnes, hors ceux employés en tant qu'intermittents du spectacle ou en contrat à durée déterminée. Le Groupe ne fait pas appel à la sous-traitance.

L'âge moyen du personnel était de 33 ans.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2007, la Société et ses filiales ont employé 3 152 intermittents du spectacle, représentant un équivalent d'emplois annuels à temps plein de 126.

17.1.1 Répartition et évolution des effectifs

Le tableau ci-dessous présente la répartition des effectifs en contrat à durée indéterminée par société à la date de clôture des trois derniers exercices :

	31 mars 2007	31 mars 2006	31 mars 2005
EuropaCorp	47	45	40
EuropaCorp Distribution	8	8	6
EuropaCorp Diffusion	2	1	1
EuropaCorp Music Publishing	1	1	0
Dog Productions	3	4	3
Intervista	2	2	1
TOTAL	63	61	51

Ydéo n'a rejoint le Groupe qu'après le 31 mars 2007. A la date d'acquisition de la société Ydéo par EuropaCorp, Ydéo employait 6 salariés à durée indéterminée.

17.1.2 Répartition de l'effectif par type de contrats

Le tableau ci-dessous présente la répartition des effectifs par type de contrat de travail au sein de la Société et de ses filiales à la date de clôture des trois derniers exercices :

	31 mars 2007	31 mars 2006	31 mars 2005
Contrats à durée indéterminée	63	61	51
Contrats à durée déterminée	4	14	5

17.1.3 Répartition géographique des effectifs

Au 31 mars 2007, la totalité des salariés était employée à Paris dans les locaux du Groupe sis 137, rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris 8^{ème}.

17.2. Options de souscription ou d'achat d'actions et bons de souscriptions

A la date d'enregistrement du présent Document de base, aucun plan d'option de souscription ou d'achat d'actions n'a été mis en place par la Société.

Toutefois, la Société a mis en place deux plans de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise permettant à certains salariés de la Société de souscrire à des actions de la Société. Par ailleurs, il a été demandé à l'assemblée générale devant se tenir le 18 juin 2007 de bien vouloir autoriser le Directoire à émettre des options de souscription d'actions ou d'achat d'actions ou à mettre en place un plan d'attribution gratuite d'actions (pour plus de précisions, se reporter à la section 21.1.4 du Document de base).

Première émission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise

Dans le cadre du premier programme d'émission de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise décidé par le Conseil d'administration du 16 février 2005 sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 31 janvier 2005, deux managers de haute responsabilité ont bénéficié de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise. L'un d'entre eux a renoncé à l'exercice de ses bons. Le second, Raphaël Durand, Directeur Financier et Directeur des Ressources Humaines et membre du Directoire de la Société, détient des bons lui donnant la possibilité de souscrire 127 000 actions.

Les bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise pourront être exercés par le bénéficiaire selon les modalités et conditions suivantes :

- les bons seront caducs de plein droit à défaut d'exercice en tout ou partie des bons par leurs titulaires à l'expiration d'une période de cinq années à compter de leur émission,
- les bons deviendront automatiquement caducs en cas de cessation par leur titulaire, à son initiative ou à celle de la Société, de son contrat de travail au sein de la Société, de même qu'en cas de décès ou d'incapacité du titulaire des bons,
- le prix de souscription des actions par exercice des bons a été fixé à 17,25 euros par action nouvelle.

Deux tiers des bons attribués ne sont pas soumis à d'autres conditions d'exercice, l'exercice du tiers restant étant subordonné à la réalisation de conditions de performance, telles qu'indiquées dans le tableau ci-dessous.

PLAN N°1 - Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	
Date d'assemblée	31 janvier 2005
Date du conseil d'administration ou du Directoire :	16 février 2005
Nature :	Attribution à titre gratuit de BSPCE donnant droit à la souscription d'actions
Nombre total d'actions pouvant initialement être souscrites :	254 000
Bons annulés durant l'exercice clos le 31 mars 2006 :	127 000 bons annulés le 27 février 2006
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à ce jour :	127 000
Point de départ d'exercice des bons :	16 février 2005
Date d'expiration :	15 février 2010
Prix de souscription :	17,25 euros par action nouvelle
Noms et fonctions des bénéficiaires de bons :	Raphaël Durand, Directeur Financier et membre du Directoire

PLAN N°1 - Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	
Modalités d'exercice :	Deux tiers des bons attribués sont exerçables sans condition particulière. Un tiers des bons ne peut être exercé que sous réserve de la réalisation d'objectifs spécifiques Le Conseil d'administration s'est toutefois réservé la possibilité de renoncer aux conditions de performance et de permettre aux bénéficiaires d'exercer leurs bons de souscription malgré le défaut d'accomplissement des objectifs précités.
Nombre d'actions souscrites à ce jour :	0
Bons restant à exercer :	127 000
Dilution maximale en cas d'exercice de l'intégralité des bons (sur la base du capital actuel) :	0,82%

Seconde émission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise

Dans le cadre d'une seconde émission de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise décidé par le Directoire du 23 mars 2007 sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 5 mars 2007, 5 salariés de la Société (dont Raphaël Durand à hauteur de 40 000 bons) se sont vus attribuer 150 000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise permettant la souscription d'un nombre maximum de 150 000 actions, au prix fixe de dix neuf euros et soixante et un centimes (19,61 euros) par action.

Les bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise pourront être exercés par les bénéficiaires selon les modalités et conditions suivantes :

- les bons seront caducs de plein droit à défaut d'exercice en tout ou partie des bons par leurs titulaires à l'expiration d'une période de cinq années à compter de leur émission,
- les bons deviendront automatiquement caducs en cas de cessation par leur titulaire, à son initiative ou à celle de la Société, de son contrat de travail au sein de la Société, de même qu'en cas de décès ou d'incapacité du titulaire des bons,
- les bons ne pourront être exercés qu'en cas d'admission des actions de la Société à la cotation sur un marché réglementé,
- les bons ne pourront être exercés que neuf mois après la date de la première cotation des actions de la Société sur un marché réglementé.

La moitié des bons sera exerçable sans autres conditions particulières tandis que l'autre moitié ne pourra être exercée que sous réserve de la réalisation de certaines performances futures de la Société

PLAN N°2 - Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	
Date d'assemblée	5 mars 2007
Date du Directoire :	23 mars 2007
Nature :	Attribution à titre gratuit de BSPCE donnant droit à la souscription d'actions
Nombre total d'actions pouvant initialement être souscrites :	150 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à ce jour :	0
Point de départ d'exercice des bons :	Admission à la cotation sur un marché réglementé
Date d'expiration :	22 mars 2012
Prix de souscription :	19,61 euros par action nouvelle

PLAN N°2 - Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	
Bénéficiaires :	Salariés de la Société
Modalités d'exercice :	<p>L'exercice de la moitié des bons est soumis à la condition que le résultat opérationnel consolidé de la Société ou la marge brute consolidée d'exploitation (suivant le bénéficiaire), exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, pour l'exercice au cours duquel les actions de la Société ont été admises à la cotation sur un marché réglementé (25% des bons) et pour l'exercice suivant (25% des bons), soit égal ou supérieur au pourcentage approuvé par le Conseil de surveillance dans le budget annuel consolidé de la Société pour l'exercice en question.</p> <p>L'exercice du reste des bons (50%) n'est pas soumis à la réalisation de conditions de performance.</p>
Nombre d'actions souscrites à ce jour :	0
Bons restant à exercer :	150 000
Dilution maximale en cas d'exercice de l'intégralité des bons (sur la base du capital actuel) :	0,97%

17.3. Participation, intéressement, plan d'épargne entreprise et fonds commun de placement d'entreprise

17.3.1 Participation

Un accord de participation, régi par les articles L.442-1 et suivants du Code du travail, a été mis en place par accord collectif le 8 juillet 2004 au sein du groupe Front Line.

Il s'applique aux sociétés suivantes : Front Line, EuropaCorp, EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, EuropaCorp Studios, Dog Productions, Intervista, Apipoulai Prod, Digital Factory, Block One S.A.R.L et Block Two. EuropaCorp Music Publishing a adhéré à l'accord de participation le 28 novembre 2005.

Cet accord s'appliquait pour deux exercices sociaux et a été reconduit par tacite reconduction depuis.

Il organise les conditions particulières de la participation. Tous les salariés ayant une ancienneté de plus de trois mois auprès d'une de ces sociétés ont, au titre de la participation, un droit proportionnel à leur salaire et à la durée de leur emploi au cours de l'exercice considéré, dans la réserve spéciale calculée selon la méthode légale. Toutefois, les salaires bruts servant de base à la répartition ne sont pris en compte, pour chaque bénéficiaire, que dans la limite inférieure de 25 000 euros, et la limite supérieure de 100 000 euros.

Les droits de chaque salarié sont bloqués pendant cinq ans et le montant des droits susceptibles d'être attribués à un même bénéficiaire pour un même exercice ne peut excéder une somme égale aux trois-quarts du plafond annuel de la Sécurité sociale.

Au cours des trois derniers exercices, le montant de la réserve spéciale de participation s'est élevé à tel qu'indiqué ci-dessous :

En euros	31 mars 2007	31 mars 2006	31 mars 2005
EuropaCorp	151 107	473 032	179 152
EuropaCorp Distribution	93 357	0	46 384
EuropaCorp Diffusion	6 347	16 303	15 208
EuropaCorp Music Publishing	9 826	0	0
Dog Productions	0	0	5 220
Intervista	24 046	0	9 003
TOTAL	284 683	489 335	254 967

17.3.2 Intéressement

Il n'existe pas d'accord d'intéressement au sein du Groupe.

17.4. Les relations collectives au sein du Groupe

17.4.1 Représentation du personnel

La représentation des salariés est assurée au sein d'EuropaCorp par une délégation unique du personnel au comité d'entreprise composée de 3 salariés.

Le Groupe veille à ce que les droits et libertés des représentants du personnel soient strictement respectés, et que ces derniers bénéficient des mêmes perspectives d'évolution et de formation que les autres salariés.

17.4.2 Conventions et accords collectifs

Les sociétés du Groupe relèvent (i) de la convention collective nationale n°3048 de l'Industrie Cinématographique – Distribution des Films applicables à l'ensemble des salariés permanents du Groupe et aux salariés intermittents affectés à des emplois liés à la distribution de films et (ii) de la convention collective nationale n°3174 de l'Industrie Cinématographique – Production des Films applicables uniquement aux salariés intermittents affectés à des emplois liés à la production de films.

18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1 Actionnaires de la Société et répartition des droits de vote

Le tableau ci-après présente les informations relatives à l'actionnariat de la Société à la date d'enregistrement du Document de base :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% en droits de vote
Front Line	11 229 675	72,92%	72,92%
Luc Besson	3 080	0,02%	0,02%
Pierre-Ange Le Pogam	2 451 680	15,92%	15,92%
Sous-total*	13 684 435	88,86%	88,86%
Achille Delahaye	854 701	5,55%	5,55%
GCE JIC	854 699	5,55%	5,55%
Danièle Guerre-Berthelot	3 080	0,02%	0,02%
Bruce Guerre-Berthelot	3 080	0,02%	0,02%
Didier Martin	1	0,00%	0,00%
Axel Duroux	1	0,00%	0,00%
Michel Combes	1	0,00%	0,00%
Michele Mezzarobba	1	0,00%	0,00%
Charles Milhaud	1	0,00%	0,00%
TOTAL	15 400 000	100,00%	100,00%

** : Il est précisé que Luc Besson et la société Front Line d'une part et Pierre-Ange Le Pogam d'autre part n'agissent pas de concert.*

Front Line est une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris (Registre du Commerce et des Sociétés de Paris n°421 920 307). La société Front Line a été constituée le 23 février 1999 et a pour activité principale la prise de participations dans tout type de société ainsi que l'animation et la gestion de tout groupe de sociétés, de toutes filiales ou participations. Luc Besson est Président de la société Front Line, dont il détient 99,99% du capital social.

La société GCE JIC, société par actions simplifiée immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Paris sous le numéro 487 786 451, est une structure d'investissement de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CNCEP) et est détenue par cette dernière à 100%.

Le chapitre 21 du Document de base donne une description détaillée de toutes les délégations de pouvoir et de compétence soumises par le Directoire à l'assemblée générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital et de programmes de rachat d'actions ainsi que sur l'ensemble des bons, options et valeurs mobilières émises par la Société et donnant accès à terme au capital social de celle-ci.

Les pactes d'actionnaires existants sont mentionnés à la section 18.6 du présent Document de base. Il n'existe pas de pacte d'actionnaires « Dutreil ». La société n'envisage pas d'émettre des actions de préférence, ni de mettre en place un droit de vote double.

18.2 Engagements de conservation des titres de la Société

Dans le cadre du projet d'introduction en bourse de la Société, il est envisagé que des engagements de conservation usuels soient souscrits par certains actionnaires dirigeants.

18.3 Droits de vote des actionnaires

A chaque action de la Société est attaché un droit de vote.

18.4 Modifications intervenues dans la répartition du capital social et des droits de vote de la Société au cours des trois derniers exercices

Le tableau et les développements ci-dessous récapitulent les modifications intervenues dans la répartition du capital social et des droits de vote de la Société au cours de ses trois derniers exercices.

	Situation au 31/03/2005			Situation au 31/03/2006			Situation au 31/03/2007		
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Front Line	15 079 677	97,92%	97,92%	15 079 677	97,92%	97,92%	11 229 675	72,92%	72,92%
Luc Besson	3 080	0,02%	0,02%	3 080	0,02%	0,02%	3 080	0,02%	0,02%
Pierre-Angé Le Pogam	311 080	2,02%	2,02%	311 080	2,02%	2,02%	2 451 680	15,92%	15,92%
Sous-total*	15 393 837	99,96%	99,96%	15 393 837	99,96%	99,96%	13 684 435	88,86%	88,86%
Danièle Guerre-Berthelot	3 080	0,02%	0,02%	3 080	0,02%	0,02%	3 080	0,02%	0,02%
Bruce Guerre-Berthelot	3 080	0,02%	0,02%	3 080	0,02%	0,02%	3 080	0,02%	0,02%
Achille Delahaye	1	0,00%	0,00%	1	0,00%	0,00%	854 701	5,55%	5,55%
Didier Martin	1	0,00%	0,00%	1	0,00%	0,00%	1	0,00%	0,00%
Michele Mezzarobba	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%	1	0,00%	0,00%
Axel Duroux	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%	1	0,00%	0,00%
Michel Combes	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%	1	0,00%	0,00%
Charles Milhaud	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%	1	0,00%	0,00%
Paris Orléans (Francarep)	1	0,00%	0,00%	1	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%
GCE JIC	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%	854 699	5,55%	5,55%
TOTAL	15 400 000	100,00%	100,00%	15 400 000	100,00%	100,00%	15 400 000	100,00%	100,00%

* : Il est précisé que Luc Besson et la société Front Line d'une part et Pierre-Angé Le Pogam d'autre part n'agissent pas de concert.

Les opérations suivantes ont été réalisées sur les actions de la Société le 22 décembre 2006 :

- cession de 2 618 000 actions réalisée par la société Front Line au profit de Pierre-Angé Le Pogam en application d'une promesse de vente d'actions en date du 19 décembre 2001, telle que modifiée par avenants du 14 février 2002 et 21 juin 2004, moyennant le prix de 1,83 euros par action, soit un montant total de 4 790 940 euros ;
- cession de 1 232 000 actions réalisée par la société Front Line au profit d'Achille Delahaye en application de contrats de cession à terme en date du 21 décembre 2001, tels que modifiés par avenant en date du 14 janvier 2005, moyennant le prix de 4,95 euros par action, soit un montant total de 6 098 400 euros ;
- cession de 154 000 actions réalisée par Pierre-Angé Le Pogam au profit d'Achille Delahaye, en application d'un contrat de cession à terme en date du 21 décembre 2001, tel que modifié par avenant en date du 14 janvier 2005, moyennant le prix de 4,95 euros par action, soit un montant total de 762 300 euros.

Le Conseil d'administration du 15 décembre 2006 a par ailleurs agréé les deux opérations de cessions d'actions suivantes (réalisées le 22 décembre 2006) :

- cession de 323 400 actions réalisée par Pierre-Angé Le Pogam au profit de la société GCE JIC, filiale de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CNCEP), moyennant le prix de 19,61 euros par action, soit un montant total de 6 341 874 euros ;
- cession de 531 300 actions réalisée par Achille Delahaye au profit de la société GCE JIC, moyennant le prix de 19,61 euros par action, soit un montant total de 10 418 793 euros.

Le 6 mars 2007, une action de la Société a été cédée à chacun des membres du Conseil de surveillance qui n'en possédait pas, conformément aux statuts de la Société.

18.5 Contrôle de la Société

L'actionnaire de référence de la Société est la société Front Line qui détient 72,92% du capital et des droits de vote de la Société.

En cas d'introduction en bourse, les participations de la société Front Line (contrôlée par Luc Besson et dont il est le Président) et de Pierre-Ange Le Pogam continueront à représenter au total plus de 50% des actions composant le capital social d'EuropaCorp. La société Front Line pourrait même à elle seule détenir encore plus de 50% des actions de la Société à l'issue de l'opération.

La présence d'une majorité de membres indépendants au Conseil de surveillance de la Société (quatre sur six membres que compte le Conseil) et le fait que certaines décisions du Directoire soient soumises à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance visent à garantir que le contrôle de la Société ne soit pas exercé de manière abusive. En particulier, il est rappelé que sont notamment soumises à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance, les décisions suivantes du directoire (i) la proposition à l'assemblée générale de résolutions visant à modifier les statuts de la Société, (ii) la proposition à l'assemblée générale de résolutions donnant compétence ou pouvoir au directoire d'émettre des titres de capital ou des titres donnant accès directement, potentiellement ou à titre différé au capital social, (iii) la mise en place de tous plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de plans d'attributions gratuites d'actions et (iv) la proposition à l'assemblée générale de résolutions relatives à l'affectation du résultat et au montant des dividendes (se reporter à la section 16.2.3 pour le détail complet des opérations soumises à autorisation).

18.6 Accords relatifs au contrôle de la Société

Pierre-Ange Le Pogam et la société La Trinité (société détenue par Pierre-Ange Le Pogam) d'une part, Luc Besson et la société Front Line d'autre part, ont conclu le 19 décembre 2001 une convention comportant notamment un certain nombre de stipulations relatives à l'administration de la Société et des droits de préemption réciproques en cas de cession de titres de la Société. Cette convention prévoit qu'elle prendra fin en cas d'introduction en bourse de la Société.

A la suite de l'entrée de la société GCE JIC au capital social de la Société, un autre pacte d'actionnaires a été conclu le 22 décembre 2006 entre la société Front Line, Pierre-Ange Le Pogam et Achille Delahaye d'une part et la société GCE JIC d'autre part. Ce pacte d'actionnaires accorde certains droits à la société GCE JIC. La convention prévoit qu'en cas d'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé d'Euronext Paris, la société GCE JIC a la possibilité, après concertation avec les banques en charge du placement, de céder tout ou partie de ses actions dans la Société par priorité par rapport aux autres membres du pacte. Dans le cas où la société GCE-JIC resterait actionnaire d'EuropaCorp, elle aura la possibilité de demander la nomination d'un représentant au conseil d'administration de la Société et les autres membres du pacte s'engagent à solliciter la convocation d'une assemblée générale à cette fin et à voter en faveur de cette nomination.

A la connaissance de la société, la conclusion d'aucun autre pacte d'actionnaires n'est envisagée dans le cadre du projet d'introduction en bourse.

19 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

19.1 Conventions significatives conclues avec des apparentés

Outre les conventions intragroupes qui sont détaillées à la section 7.3 du Document de base, la Société et ses filiales, au cours des trois derniers exercices clos et depuis la clôture du dernier exercice, ont conclu avec des apparentés les contrats significatifs suivants :

- **Conventions conclues avec la société Front Line**

La société Front Line, dont Luc Besson est le Président et détient 99,99% du capital, est l'actionnaire majoritaire d'EuropaCorp.

- Convention de gestion administrative entre Front Line et EuropaCorp

En vertu d'une convention de gestion administrative en date du 5 avril 2002 (telle que modifiée par un avenant du 16 mai 2007), la société Front Line assiste EuropaCorp notamment dans les relations avec les compagnies d'assurance, le suivi fiscal, la gestion informatique et la gestion immobilière ainsi que dans diverses prestations (ménage, accueil, gardiennage). La rémunération de Front Line se fait au coût de revient hors taxes (salaires, charges, consommations, etc.) des prestations effectuées, majoré de 8% et est payable à réception de la facture de Front Line. La convention prévoit que ces prestations peuvent être étendues à toute société dans laquelle EuropaCorp détiendrait une participation majoritaire, celle-ci faisant son affaire de la répartition avec ses filiales des coûts des prestations ainsi assurées. La convention a pris effet le 1er avril 2002 pour durée d'un an et est tacitement renouvelable par période annuelle, sauf dénonciation expresse par l'une des parties au moins un mois avant la date d'expiration de chaque trimestre civil. Au titre des exercices clos le 31 mars 2005, 2006 et 2007 le montant des prestations facturées par Front Line à EuropaCorp s'est élevé respectivement à 1 398 000, 982 181 et 797 068 euros.

- Convention de sous-location des locaux du 137, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris entre Front Line et EuropaCorp

La société Front Line a conclu le 1er avril 2004 avec sa filiale à 100% Block Two, propriétaire des locaux, un bail commercial avec faculté de sous-location pour une durée de neuf années pour des locaux à usage de bureaux d'une superficie de 3 041,4 m², situés 137, rue du Faubourg Saint-Honoré à Paris.

Aux termes d'un contrat conclu le 1er avril 2004 (tel que modifié par deux avenants en date du 1er juin 2004 et du 1er avril 2005), Front Line a donné à EuropaCorp en sous-location 2 757,10 m² de locaux à usage de bureaux situés 137, rue du Faubourg Saint-Honoré à Paris pour une durée de neuf années (avec faculté pour le preneur de résilier le bail à chaque échéance triennale moyennant un préavis de six mois). Ce bail a été consenti moyennant un loyer annuel au 1er avril 2005 de 713,7 euros par mètre carré, soit un loyer total annuel hors taxes et hors charges fixes de 1 967 853,56 euros, payable trimestriellement, terme à échoir. Le bail prévoit que le loyer est indexé chaque année à la date de prise d'effet du bail sur l'indice INSEE du coût de la construction. A titre de dépôt de garantie, EuropaCorp a versé une somme correspondant à six mois de loyer hors taxes.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007, le montant versé par EuropaCorp à Front Line pour l'occupation des locaux s'est élevé à 2 619 milliers d'euros (charges comprises). Les conditions contrat de sous-location conclu entre Front Line et EuropaCorp décrites ci-dessus ont fait l'objet d'une expertise indépendante en date du 30 avril 2007 et l'expert a indiqué que le montant du loyer acquitté par EuropaCorp lui semblait équitable eu égard à l'évolution du marché locatif de bureaux dans le quartier central des affaires depuis la prise à bail de l'immeuble par EuropaCorp, à l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction et au caractère exceptionnel des biens (se reporter à la section 23.2 du Document de base pour obtenir l'intégralité des conclusions de l'expertise).

– Convention de facturation d'heures de vol entre Front Line et EuropaCorp

En vertu d'une convention de facturation d'heures de vol, la société Unijet, ayant pour activité l'exploitation d'avions d'affaires, a donné accès à la société Front Line à l'ensemble des avions de sa flotte pour l'année 2007. Eu égard aux déplacements multiples que nécessitent la production et la promotion d'un film, EuropaCorp a conclu le 16 mai 2007 avec Front Line une convention de facturation d'heures de vol assortie d'une annexe régissant les conditions de location d'avions pour l'année 2007. La conclusion de cette convention permet à la Société et ses filiales de bénéficier, par l'intermédiaire de Front Line, des prestations de transport aérien fournies par Unijet à des prix compétitifs et de répondre aux besoins de déplacement multiples et rapides de leurs cadres et dirigeants.

Le caractère attractif des tarifs de Front Line résulte notamment du fait que la société Front Line s'est engagée vis-à-vis d'Unijet sur un volume annuel d'heures minimum (400 heures), ce qui lui a permis d'obtenir des tarifs compétitifs de la part d'Unijet et du fait que de son côté, EuropaCorp n'a souscrit aucun engagement minimum d'heures vis-à-vis de Front Line. La Société bénéficie par conséquent des tarifs négociés par Front Line quel que soit le nombre d'heures effectivement utilisées pendant l'année. Le montant total des heures de vol effectuées par le Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2007 au titre de cette convention s'élève à environ 145 heures représentant un montant de 821.911 euros. Sur ces 145 heures, plus de 120 heures sont liées à la promotion internationale du film *Arthur et les Minimoys*. Le montant de 821.911 euros se décompose en 805 885 euros pour EuropaCorp et 16 026 euros pour ses filiales. Il est précisé que Front Line peut être amenée à faire bénéficier ses autres filiales (en dehors du Groupe) de la convention conclue avec Unijet.

Le volume d'heures de vol auquel aura recours le Groupe et par conséquent le montant des sommes qui seront facturées par Front Line ne peuvent être anticipés au titre de l'exercice en cours, le volume d'heures dépendant de facteurs variables comme l'existence ou non de négociations commerciales importantes avec des producteurs ou distributeurs étrangers, les lieux de tournage des films en cours de production ou des déplacements dans le cadre des tournées promotionnelles à l'étranger.

• **Contrat de cession d'actions d'EuropaCorp Studios entre EuropaCorp et Mondialum et autres engagements dans le cadre du projet immobilier à Saint-Denis**

EuropaCorp Studios, à l'époque filiale à 100% d'EuropaCorp, a acquis le 7 décembre 2006 auprès d'EDF un terrain d'une superficie d'environ 6,5 hectares situé à Saint-Denis, pour un montant de 3.852.781 euros avec pour objectif l'implantation sur ce terrain d'un complexe d'activités cinématographiques (« Cité du Cinéma ») comprenant notamment des bureaux et des plateaux de tournage (studios). Afin de recentrer EuropaCorp sur son activité de production cinématographique, il a été décidé d'externaliser ce projet immobilier, tout en permettant à EuropaCorp de bénéficier d'une option pour l'acquisition à des conditions préférentielles, en l'état futur d'achèvement, de plateaux de tournage qui seront construits sur le site. En conséquence, il a été décidé de sortir EuropaCorp Studios du périmètre du Groupe en cédant cette société à une filiale de Front Line, la société Mondialum.

A ce titre, les contrats suivants ont été conclus :

- Protocole d'accord entre EuropaCorp et EuropaCorp Studios conclu le 16 février 2007 prévoyant le transfert à EuropaCorp Studios de l'ensemble des permis et autorisations administratives obtenus pour l'exploitation du site de Saint-Denis ainsi que des études réalisées, pour un prix égal au montant des frais et honoraires supportés en vue de leur obtention, soit un montant total de 1 676 000 euros hors taxes (2 004 496 euros TTC).
- Contrat de cession d'actions entre EuropaCorp et Mondialum conclu le 16 février 2007 prévoyant (i) la cession immédiate de 100% du capital d'EuropaCorp Studios à Mondialum moyennant un prix de cession de 15 633 euros, et un complément de prix de 5 475 532 euros payable dans l'hypothèse où un contrat de promotion immobilière relatif au terrain serait effectivement conclu avant le 7 décembre 2008, et (ii) la cession à terme à Mondialum de la créance en compte courant d'EuropaCorp sur EuropaCorp Studios dont le montant s'élève à 5 964 835 euros au 16 février 2007, le transfert de la créance devant intervenir le 7 décembre 2008 ou le 60^{ème} jour suivant la date de signature du contrat de promotion immobilière si cette

date est antérieure. Le montant du complément de prix éventuellement dû par Mondialum à EuropaCorp (soit 5 475 532 euros) correspond à la différence entre (a) l'évaluation indépendante du terrain et des permis réalisée par CBRE en date du 13 février 2007 (soit 13 056 000 euros), diminuée d'une décote pour fiscalité latente de 1,6 million d'euros, et (b) le coût d'acquisition du terrain par EuropaCorp Studios auprès d'EDF et le prix d'acquisition TTC des permis et autorisations afférents au terrain (respectivement 3 852 781 euros et 2 004 496 euros).

- Protocole d'accord entre EuropaCorp et EuropaCorp Studios conclu le 16 mai 2007 au terme duquel EuropaCorp a la faculté, mais non l'obligation, de conclure un contrat de vente en l'état futur d'achèvement relatif à l'acquisition de cinq plateaux de tournage à construire sur le site de Saint-Denis, au vu du projet de contrat qui lui sera soumis par EuropaCorp Studios, pour un prix égal au coût de construction majoré des frais de gestion, avec versement d'un acompte de 40% du prix au moment de la signature du contrat de vente en l'état futur d'achèvement. Le protocole d'accord prévoit que le prix d'acquisition des plateaux de tournage fera l'objet d'une expertise indépendante.

- **Accord de mise à disposition de studios et d'équipements de montages entre EuropaCorp et Digital Factory**

Par courrier en date du 2 avril 2002, la société Digital Factory, contrôlée par Front Line et dont Luc Besson est le Président, qui assure des prestations de postproduction (montage, mixage et synchronisation des éléments sonores des films, etc.), s'est engagée à continuer à mettre à la disposition d'EuropaCorp, ses installations et équipements de postproduction (auditoriums, stations de montage, etc.) situés au 137, rue du Faubourg Saint-Honoré à Paris et en Normandie, et à la faire bénéficier, par rapport à ses autres clients réguliers, d'un droit de priorité exclusif concernant l'accès à ses installations. Au titre des exercices clos le 31 mars 2005, 2006 et 2007 le montant des prestations facturées par Digital Factory à EuropaCorp s'est élevé respectivement à 1 576 000, 3 208 000 et 3 012 000 euros. Au titre des exercices clos le 31 mars 2005, 2006 et 2007 le montant des prestations facturées par Digital Factory à EuropaCorp a représenté respectivement 39%, 74% et 71% du chiffre d'affaires de Digital Factory sur la même période.

Les conditions de prestations assurées par Digital Factory pour le compte d'EuropaCorp ont fait l'objet d'une expertise indépendante en date du 18 avril 2007 qui conclut que les tarifs pratiqués par Digital Factory vis-à-vis d'EuropaCorp sont, au regard de la qualité visuelle et sonore exigée par EuropaCorp, et du droit de priorité dont elle bénéficie, dans des normes commerciales compétitives au regard de l'état actuel du marché et du niveau de prestations proposées par cette société (voir la section 23.1 du Document de base). EuropaCorp s'engage à faire procéder annuellement à une expertise indépendante portant sur les termes et conditions de ses relations avec Digital Factory et les rapports d'expertise seront présentés au Conseil de surveillance de la société.

- **Contrat de coproduction et contrat de prestations de services cinématographiques entre EuropaCorp et Apipoulai Prod**

En fonction des projets de production de films de la Société, la société Apipoulai Prod, filiale à 100% de Front Line et dont Luc Besson est le Président, peut intervenir en qualité de coproducteur de films aux côtés d'EuropaCorp. Dans cette hypothèse, Luc Besson s'est engagé à ce que la rémunération d'Apipoulai Prod en tant que coproducteur n'excède pas 10% du montant des recettes nettes part producteur d'EuropaCorp après amortissement du coût du film.

Par ailleurs, par acte sous-seing privé en date du 28 avril 2005, la société EuropaCorp a confié à la société Apipoulai Prod, la responsabilité de l'ensemble des prestations de services cinématographiques fournies concernant la partie « live » de la production du film « *Arthur et les Minimoys* ». Au titre de la production exécutive, Apipoulai a perçu une somme forfaitaire d'un montant de 10 000 euros. Les prestations de services facturées à Apipoulai par des intervenants tiers pour les besoins de ce contrat ont été refacturées par Apipoulai à EuropaCorp au coût réel sans marge pour 2 438 233 euros. Par ce contrat, la société Apipoulai ne bénéficie d'aucun droit sur le film « *Arthur et les Minimoys* » et ne peut utiliser aucun des éléments (son, image, photos, vidéos, etc.) du film sur tout support et dans le monde entier sans l'accord préalable, exprès et écrit de la société EuropaCorp.

- **Accord de coopération entre EuropaCorp et Seaside Films Company**

Par acte sous-seing privé en date du 11 février 2003, Seaside Films Company, une société de droit californien, contrôlée par Luc Besson, s'est engagée rétroactivement, à compter du 1^{er} avril 2002, à rechercher et développer des scénarii pouvant servir de base à la production de films, sur le territoire des Etats-Unis. EuropaCorp est propriétaire des droits sur les scénarii, qu'elle les ait elle-même développés ou qu'ils proviennent d'un sous-traitant personne physique ou morale (auteurs, écrivains, scénaristes, etc.). L'accord a été conclu moyennant une rémunération fixe annuelle d'un montant de 200 000 dollars, auquel s'ajoute la rémunération des sous-traitants éventuels qui est refacturée au coût réel sans marge par Seaside Films Company à EuropaCorp. Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006, le montant total facturé par Seaside Films Company à EuropaCorp s'est élevé à 926 000 euros (incluant la rémunération fixe de 200 000 dollars). Les parties ont la faculté de résilier le contrat avec un préavis de deux mois. L'accord est soumis au droit américain.

- **Contrat de cession d'actions entre Pierre-Ange Le Pogam, la société Far-Ouest et la société Front Line d'une part et EuropaCorp d'autre part**

Par acte sous-seing privé en date du 16 mai 2007, la Société a acquis auprès de Pierre-Ange Le Pogam et de la société Far-Ouest (détenant ensemble 80% du capital social) et de la société Front Line (détenant 20% du capital social) l'intégralité des actions composant le capital social de la société Ydéo. EuropaCorp a acquis l'intégralité des actions pour un montant total de 676 188 euros correspondant à la valeur de l'actif net comptable de la société Ydéo au 31 mars 2007. Ce montant correspond au montant des capitaux propres à cette date qui se décompose comme suit : capital social de 37 000 euros, réserves de 343 368 euros et résultat de 295 820 pour la période.

- **Contrats entre Luc Besson, Pierre-Ange Le Pogam et les sociétés du Groupe à l'occasion de la production d'un film**

Le Groupe bénéficie largement de l'expérience de Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam dans le domaine de la création, de la production et de la distribution d'œuvres cinématographiques par leur contribution personnelle au sein du Groupe. Ainsi, Luc Besson agit souvent en tant qu'auteur, coauteur, scénariste ou encore réalisateur des films produits ou coproduits par EuropaCorp et est amené à conclure à ce titre avec EuropaCorp, en fonction des projets, des contrats d'édition, d'auteur, d'auteur-scénariste, d'auteur-réalisateur, de réalisateur-technicien. Les rémunérations qui leurs sont consenties au titre de telles prestations de services sont soit fixes soit calculées par application d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires du film ou du livre le cas échéant et sont conformes aux conditions de marché. Toutefois, il convient de rappeler que, le 5 mars 2007, Luc Besson s'est engagé, sur les productions d'EuropaCorp, à ce que la rémunération de ses activités en tant qu'auteur et de celles d'Apipouläi en tant que coproducteur, dont la société Front Line est l'actionnaire à 100%, n'excèdent pas, pour le montant cumulé des rémunérations de ces deux activités, 10% du montant des recettes nettes part producteur après amortissement du coût du film. A la même date, Pierre-Ange Le Pogam s'est également engagé, sur les productions d'EuropaCorp, à ce que la rémunération de ses activités d'auteur ou de coproducteur n'excèdent pas, pour le montant cumulé des rémunérations de ces deux activités, 10% du montant des recettes nettes part producteur après amortissement du coût du film. A l'occasion du Conseil de surveillance du 5 mars 2007, le Conseil de surveillance de la Société a pris acte de ces deux engagements et a décidé que, dans l'hypothèse où Luc Besson et Pierre-Ange Le Pogam interviendraient tous les deux sur une même production de la Société, ce plafond de rémunération s'appliquerait à tous deux de manière globale, ce qui a été accepté par les intéressés.

19.2 Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

19.2.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 mars 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

1. *En application de l'article L. 225-40 (jusqu'au 5 mars 2007) et L. 225-88 (depuis le 5 mars 2007) du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration (jusqu'au 5 mars 2007) puis de votre conseil de surveillance (depuis le 5 mars 2007).*

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Avec la société EuropaCorp Studios

Personne concernée : *la société Mondialum, président d'EuropaCorp Studios*

a. Nature et objet

Protocole d'accord du 16 février 2007 entre votre société et EuropaCorp Studios prévoyant le transfert à EuropaCorp Studios de l'ensemble des permis et autorisations administratives obtenus par votre société pour l'exploitation du site de Saint-Denis.

Modalités

Dans sa séance du 14 février 2007, le conseil d'administration de votre société a autorisé le transfert par votre société à EuropaCorp Studios de l'ensemble des permis et autorisations administratives obtenus en vue de la réalisation du projet immobiliser de Saint-Denis pour un prix égal au montant des frais et honoraires supportés par votre société en vue de l'obtention des permis et autorisations administratives, soit un montant total de EUR 1.676.000 hors taxes.

b. Nature et objet

Option consentie le 16 mai 2007 par EuropaCorp Studios à votre société pour conclure un contrat de vente en l'état futur d'achèvement relatif à l'acquisition de cinq plateaux de tournage à construire à Saint-Denis.

Modalités

La société EuropaCorp Studios a consenti à votre société, le 16 mai 2007, une option pour conclure un contrat de vente en l'état futur d'achèvement relatif à l'acquisition de cinq plateaux de tournage à construire à Saint-Denis, qui annule et remplace le précédent protocole d'accord conclu le 16 février 2007 entre votre société et la société EuropaCorp Studios.

Dans le protocole d'accord signé le 16 mai 2007, votre société et EuropaCorp Studios sont convenues qu'en cas d'exercice par votre société de l'option relative à la conclusion du contrat de vente en l'état futur d'achèvement, le prix d'acquisition des studios par votre société sera égal à leur coût de construction majoré des frais de gestion. En cas d'exercice de l'option, votre société versera à EuropaCorp Studios un acompte d'un montant de 40 % du prix d'acquisition des studios à la signature du contrat de vente en l'état futur d'achèvement.

2. Avec la société Mondialum

Personne concernée : *M. Luc Besson, président*

Nature et objet

Contrat du 16 février 2007 entre votre société et Mondialum prévoyant (i) la cession de 100% des actions composant le capital d'EuropaCorp Studios à Mondialum, et (ii) la cession à terme à Mondialum de la créance en compte courant de votre société sur EuropaCorp Studios.

Modalités

Dans sa séance du 14 février 2007, le conseil d'administration de votre société a autorisé la cession de l'intégralité des actions composant le capital de la société EuropaCorp Studios à la société Mondialum moyennant un prix de cession de EUR 15 633 et un complément de prix d'un montant de EUR 5.475.532 payable dans l'hypothèse où un contrat de promotion immobilière relatif au terrain serait effectivement conclu avant le 7 décembre 2008.

Votre société s'est également engagée à céder à la société Mondialum, qui s'est engagée à l'acquérir, sa créance en compte courant sur la société EuropaCorp Studios moyennant un prix de cession égal au montant nominal de la créance à la date du 16 février 2007, soit EUR 5.964.835, augmenté des intérêts courus au taux annuel de 4 % pour la période allant de la date de cession d'EuropaCorp Studios à la date de transfert de la créance. Cette date de transfert est fixée au 60^{ème} jour suivant la date de signature du contrat de promotion immobilière pour le site de Saint-Denis, et au plus tard le 7 décembre 2008 si un contrat de promotion immobilière n'est pas conclu à cette date.

3. Avec la société Front Line

Personne concernée : *M. Luc Besson, président*

a. Nature et objet

Convention de facturation d'heures de vol.

Modalités

Dans sa séance du 16 mai 2007, le conseil de surveillance de votre société a autorisé la conclusion par votre société d'une convention de facturation d'heures de vol avec la société Front Line. Cette convention a été conclue le 16 mai 2007.

Front Line s'engage, par l'intermédiaire de la société Unijet, à permettre le transport de personnes pour les besoins de votre société ou ses filiales. Les heures de vol effectuées par votre société ou ses filiales seront facturées par Front Line selon une grille de tarifs horaires, qui sont fonction du type d'appareil utilisé. Les dispositions de cette convention prennent effet depuis la date du 19 décembre 2006 et seront valables jusqu'au 31 décembre 2007 pour les vols effectués par votre société et ses filiales opérés par Unijet.

Le montant total des heures de vol pour l'exercice clos le 31 mars 2007 s'élève à EUR 805.885.

b. Nature et objet

Avenant à la convention de gestion administrative du 5 avril 2002.

Modalités

Dans sa séance du 16 mai 2007, le conseil de surveillance de votre société a autorisé la signature d'un avenant à la convention de gestion administrative entre votre société et Front Line pour tenir compte des nouvelles prestations rendues par Front Line à votre société.

Cet avenant prend effet au 1^{er} avril 2007. Les conditions financières de cette convention sont inchangées.

4. Avec les sociétés Far Ouest, Front Line et Monsieur Pierre-Ange Le Pogam

Personnes concernées : M. Pierre-Ange Le Pogam, gérant de la société Far-Ouest, et M. Luc Besson, président de la société Front Line

Nature et objet

Contrat d'acquisition des actions composant le capital de la société Ydéo.

Modalités

Dans sa séance du 16 mai 2007, le conseil de surveillance de votre société a autorisé l'acquisition par votre société de l'intégralité des actions composant le capital social de la société Ydéo pour un montant total de EUR 676.188.

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Avec la société Front Line

a. Nature et objet

Contrat de bail commercial du 1^{er} avril 2004.

Modalités

Contrat portant sur l'immeuble du 137, rue du Faubourg Saint-Honoré, moyennant un loyer annuel hors taxes de EUR 1.863.449,66 à compter du 1^{er} juin 2004.

Le montant total des loyers et charges locatives facturés par Front Line s'élève, pour l'exercice clos le 31 mars 2007, à EUR 2.619.000.

b. Nature et objet

Convention de gestion administrative du 5 avril 2002.

Modalités

Front Line assiste votre société pour le secrétariat juridique, les relations avec les compagnies d'assurance, le suivi fiscal et la gestion immobilière ainsi que pour diverses prestations (ménage, accueil, gardiennage, etc.). La rémunération de la société mère se fait au coût de revient hors taxes des prestations effectuées, majoré de 8 %.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007, la rémunération de cette prestation s'est élevée à EUR 797.000 hors taxes.

2. Avec la société Seaside Films Compagnie

Nature et objet

Accord de coopération pour la recherche et le développement de scénarii du 11 février 2003.

Modalités

La société Seaside Films Compagnie assiste votre société pour la recherche et le développement de scénarii sur le territoire des Etats-Unis moyennant une rémunération annuelle de USD 200.000.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007, le montant de cette prestation s'est élevé à EUR 155.102.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 24 mai 2007

Les Commissaires aux Comptes

Dominique LEDOUBLE

ERNST & YOUNG et Autres
Eric Demuyt Béatrice Delaunay

19.2.2 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 225-38.

2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.1. Avec la société Front Line

Nature et objet

Contrat de bail commercial entre Front Line et EuropaCorp.

Modalités

Contrat portant sur l'immeuble du 137, rue du Faubourg Saint Honoré, moyennant un loyer annuel hors taxe de 1 863 449,66 € à compter du 1^{er} juin 2004.

Le montant total des loyers et charges locatives facturés par Front Line s'élève pour l'exercice 2005/2006 à 2 281 909,07 €.

2.2 Avec la société Front Line

Nature et objet

Convention de gestion administrative du 5 avril 2002.

Modalités

Front Line assiste votre société dans le secrétariat juridique, les relations avec les compagnies d'assurance, le suivi fiscal et la gestion immobilière ainsi que dans diverses prestations (ménage, accueil, gardiennage, etc.) ; la rémunération de la société mère se fait au coût de revient hors taxes des prestations effectuées, majoré de 8%.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006, la rémunération de cette prestation s'est élevée à 982 180,97 €.

2.3 Avec la société Seaside Films Compagnie

Nature et objet

Accord de coopération entre votre société et Seaside Films Compagnie pour la recherche de scénarii sur le territoire des Etats-Unis moyennant une rémunération annuelle de Seaside Films Compagnie d'un montant de USD 200 000.

Modalités

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006, le montant de cette prestation s'est élevé à 164 685,09 €.

Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 13 juillet 2006.

Les commissaires aux comptes,

*Dominique LEDOUBLE
CDL*

*Eric DEMUYT
ERNST & YOUNG & AUTRES*

Membres des Compagnies de Paris et de Versailles

19.2.3 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 mars 2005

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Avec la société Front Line

Nature et objet

Convention de gestion administrative du 5 avril 2002.

Modalités

Front Line assiste votre société dans le secrétariat juridique, les relations avec les compagnies d'assurance, le suivi fiscal et la gestion immobilière ainsi que dans diverses prestations (ménage, accueil, gardiennage, etc.) ; la rémunération de la société mère se fait au coût de revient hors taxes des prestations effectuées, majoré de 8%.

2. Avec la société EuropaCorp Distribution

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2005, votre société a facturé à la société EuropaCorp Distribution la somme de EUR 236.103 au titre de la convention de mise à disposition de locaux d'une surface de 277,4 m² au 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris.

3. Avec la société EuropaCorp Diffusion

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2005, votre société a facturé à la société EuropaCorp Diffusion la somme de EUR 33.237 au titre de la convention de mise à disposition de locaux d'une surface de 39m² au 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris.

4. Avec la société Intervista

Convention datée du 2 avril 2002 de refacturation de coûts supportés par Intervista pour le compte de votre société.

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2005, votre société a facturé à la société Intervista la somme de EUR 30.773 hors taxes au titre de la convention de mise à disposition de locaux d'une surface de 36,2 m² au 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris.

5. Avec la société Ydeo

Mandat de négociation et de réservation d'espaces publicitaires daté du 2 janvier 2002 : votre société a confié mandat à Ydeo pour négocier et réserver des espaces pour ses films auprès de tous les supports, exception faite des achats en direct décidés en commun par les deux sociétés.

6. Avec la société Seaside Films Compagnie

Accord de coopération entre votre société et Seaside Films Compagnie pour la recherche de scénarii sur le territoire des Etats-Unis moyennant une rémunération annuelle de Seaside Films Compagnie d'un montant de USD 200.000.

7. Avec les sociétés EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, Intervista et Dog Productions

Convention de gestion de trésorerie entre votre société et ses principales filiales (EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, Intervista et Dog Productions) pour permettre une optimisation de la gestion de trésorerie du groupe. Le remboursement à la société mère des avances de fonds se fait avec l'accord des parties. La rémunération de la société mère est calculée en fonction du coût de revient des capitaux que celle-ci aurait empruntés. La convention est valable un an, renouvelable par tacite reconduction.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 1^{er} juillet 2005

Les commissaires aux comptes

Dominique LEDOUBLE

*BARBIER FRINAULT & AUTRES
Eric Demuyt*

20 INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

20.1 Informations financières historiques

20.1.1 Comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007 en normes IFRS

Les comptes consolidés de la Société en normes IFRS au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007, accompagnés de données comparatives au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006 retraitées selon les mêmes normes, figurent en annexe 1 du Document de base.

20.1.2 Comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006 en normes françaises

Les comptes consolidés de la Société en normes françaises au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006 figurent en annexe 2 du Document de base.

20.1.3 Comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2005 en normes françaises

Les comptes consolidés de la Société en normes françaises au titre de l'exercice clos le 31 mars 2005 figurent en annexe 3 du Document de base.

20.2 Vérification des informations financières historiques annuelles

20.2.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés établis en normes IFRS

Monsieur le Président,

A la suite de la demande qui nous a été faite dans le cadre de l'introduction en bourse de la société EuropaCorp, et en notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous avons effectué un audit des comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Ces comptes ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2006 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 mars 2007 et du résultat des opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Paris et Neuilly-Sur-Seine, le 24 mai 2007

Les commissaires aux comptes

Dominique LEDOUBLE

ERNST & YOUNG et Autres
Eric Demuyt - Béatrice Delaunay

20.2.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société EuropaCorp relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France, ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe qui expose les changements de méthodes résultant de la première application, à compter du 1^{er} avril 2005, des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 relatifs aux actifs.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés de la correcte application des changements de méthodes comptables mentionnés ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

— *La note 2.3.1 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux provisions des films et droits audiovisuels. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.*

— *Ainsi que l'indique la note 19 de l'annexe, des impôts différés provenant de déficits fiscaux reportables sont portés à l'actif du bilan consolidé pour un montant de M€ 2,2, en sus des impôts différés actifs provenant de différences temporaires. Le caractère recouvrable de cet actif d'impôt a été apprécié à partir des plans stratégiques élaborés par la société.*

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 13 juillet 2006

Les commissaires aux comptes

Dominique LEDOUBLE

*ERNST & YOUNG et Autres
Eric Demuyt*

20.2.3 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2005

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société EuropaCorp relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2.3.1 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux provisions des films et droits audiovisuels. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Ainsi que l'indique la note 19 de l'annexe, des impôts différés provenant de déficits fiscaux reportables sont portés à l'actif du bilan consolidé pour un montant de M€ 1,5, en sus des impôts différés actifs provenant de différences temporaires. Le caractère recouvrable de cet actif d'impôt a été apprécié à partir des plans stratégiques élaborés par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 1^{er} juillet 2005

Les commissaires aux comptes

Dominique LEDOUBLE

BARBIER FRINAULT & AUTRE
Eric Demuyt

20.3 Date des dernières informations financières vérifiées

Les derniers comptes audités de la Société sont les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2007.

20.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes payés par EuropaCorp et ses filiales pour les exercices clos les 31 mars 2006 (« N-1 ») et 2007 (« N »).

(En milliers d'euros)	Ernst & Young				Dominique Ledouble			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		'	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- EuropaCorp	172	125	88%	77%	47	41	100%	95%
- Filiales intégrées globalement	23	33	12%	20%		2		5%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- EuropaCorp		5		3%				
- Filiales intégrées globalement								
Sous-total	195	163	100%	100%	47	43	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intéressées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)								
Sous-total	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%
TOTAL	195	163	100%	100%	47	43	100%	100%

20.5 Politique de distribution des dividendes

20.5.1 Dividendes distribués au cours des trois derniers exercices

A l'occasion de l'affectation de résultat de l'exercice clos le 31 mars 2005, l'assemblée générale des actionnaires a décidé le versement d'un dividende s'élevant à 0,30 euros par action, soit une distribution de 4 620 000 euros.

A l'occasion de l'affectation de résultat de l'exercice clos le 31 mars 2006, il n'a été décidé aucune distribution de dividende.

A l'occasion de l'affectation de résultat de l'exercice clos le 31 mars 2007, il a été proposé à l'assemblée générale des actionnaires devant se tenir le 18 juin 2007 le versement d'un dividende s'élevant à 0,19 euros par action, soit une distribution de 2 926 000 euros.

20.5.2 Politique de distribution de dividendes de la Société

Le montant des distributions de dividendes envisagées pour les exercices à venir reflète la confiance des dirigeants dans les résultats futurs de la Société et, en l'état de la stratégie actuelle, pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 20% et 40% des résultats annuels distribuables de la Société.

Cet objectif ne constitue en aucun cas un engagement de la Société. Les dividendes dépendent en particulier des résultats opérationnels et de la situation financière de la Société.

20.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Le Groupe peut occasionnellement être impliqué dans une procédure judiciaire, administrative ou réglementaire découlant de ses activités normales. A l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et sa rentabilité.

- *Taxi 2*

À la suite d'un accident mortel survenu le 16 août 1999 lors d'une cascade sur le tournage du film *Taxi 2*, trois procédures judiciaires ont été mises en œuvre :

Volet pénal : Dans le cadre de l'instruction ouverte par le parquet de Paris suite à cet accident ayant entraîné la mort d'un technicien, Luc Besson a fait l'objet le 4 juin 2002 d'une mesure de mise en examen pour homicide involontaire en sa qualité de Président de la société EuropaCorp, producteur délégué du film *Taxi 2*.

Cette mise en examen, décidée par le magistrat instructeur dans le cadre de la recherche d'une éventuelle responsabilité indirecte (au sens de l'article 121-3 du Code Pénal visant les personnes non directement responsables, mais pouvant avoir contribué à créer la situation responsable du dommage) de Luc Besson en sa qualité de Président d'EuropaCorp, s'inscrit dans la poursuite de l'instruction qui a conduit à la mise en examen du dirigeant de la société qui avait été chargée par EuropaCorp de la réalisation de la cascade, du producteur exécutif, du réalisateur et du directeur de production du film.

Le 21 février 2006, Luc Besson, avec le réalisateur et le directeur de production du film, a bénéficié d'un non-lieu de ces chefs d'accusation.

Parallèlement, la famille du défunt a assigné EuropaCorp aux fins de la voir déclarée pénalement responsable, en tant que personne morale, du délit d'homicide involontaire. La procédure est pendante devant le Tribunal correctionnel mais a été repoussée à une audience ultérieure prévue le 12 juin 2007 qui devrait statuer sur la responsabilité tant civile que pénale d'EuropaCorp dans ce dossier.

Volet assurance : EuropaCorp a souscrit au titre du tournage du film *Taxi 2* plusieurs polices d'assurances couvrant notamment les risques d'interruption de tournage et garantissant la plupart des artistes (comédiens, réalisateurs) et des techniciens dans le cadre de couvertures individuelles accidents. A cet égard, plusieurs indemnités ont été versées à ce jour tant à EuropaCorp qu'aux ayants droit du technicien victime de l'accident mortel. Une action judiciaire a été menée aux fins de mettre à la charge d'EuropaCorp certaines indemnités complémentaires. Toutefois, l'affaire a été renvoyée en attendant que le jugement devant le tribunal correctionnel ne soit rendu. Une réouverture des débats est prévue pour fin mai 2007.

Il convient de préciser qu'EuropaCorp bénéficiait sur le tournage d'une assurance spécifique couvrant les dommages causés par le véhicule impliqué dans l'accident y compris à l'occasion d'accidents résultant de cascades.

Volet de sécurité sociale : En suspens dans l'attente du jugement civil et pénal.

- **Action contre le GIE Fox Pathé Europa**

Le 18 mai 2005, le Groupement d'Intérêt Economique Fox Pathé Europa qui distribue les films produits par les sociétés Twentieth Century Fox, Pathé et EuropaCorp Diffusion sous forme de DVD et de cassettes vidéos a été attaqué par quatre avocats, animateurs du site « Classaction.fr ». Warner Bros France, Gaumont Columbia Tristar Home Video, TF1 Video, Buena Vista Home Entertainment et Universal Pictures France ont également été assignés dans le cadre de cette action, visant à obtenir réparation du préjudice subi du fait de la mise en place d'un mécanisme protégeant les DVD distribués en France contre la copie numérique et rendant impossible la copie à usage privé. Le 5 septembre 2005, plus de sept cents personnes sont intervenues volontairement à la cause, s'associant aux demandes et sollicitant également réparation. Chaque demandeur sollicite une réparation de 1 000 euros de dommages et intérêts, soit une demande totale dépassant 700 000 euros.

A ce stade, la procédure est actuellement en cours et se limite pour le moment à l'examen de la recevabilité à agir des demandeurs.

- **Litige opposant le GIE Fox Pathé Europa à la Caisse Nationale de régime social des indépendants**

Un litige oppose actuellement le GIE Fox Pathé Europa à la Caisse Nationale de régime social des indépendants relatif au paiement de la contribution sociale de solidarité pour les années 1999/2000 pour un montant de 448 819 euros, le GIE ayant formé opposition au paiement de cette somme devant le Tribunal des affaires de sécurité sociale de Paris. Le GIE a perdu en première instance par un jugement rendu le 6 décembre 2006. Le GIE a fait appel du jugement. Le Groupe a passé en provision les montants relatifs à ce litige et lui étant potentiellement imputables.

20.7 Absence de changement significatif de la situation financière ou commerciale

Il n'y a pas eu de changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe depuis le 31 mars 2007.

21 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

A la date d'enregistrement du Document de base, la Société est une société anonyme de droit français régie par les lois et les règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

21.1. Renseignements de caractère général concernant le capital social de la Société

21.1.1. Montant du capital

A la date d'enregistrement du Document de base, le capital social s'élève à 5 236 000 euros. Il est divisé en quinze millions quatre cent mille (15 400 000) actions de 0.34 euro chacune de valeur nominale.

Les actions de la Société sont entièrement souscrites et intégralement libérées.

Toutes les actions sont de même catégorie.

21.1.2. Titres non représentatifs du capital

Obligations à bons de souscription d'actions remboursables

En 2004, 14 490 obligations à bons de souscription d'actions remboursables ont été émises par la Société, soit un montant nominal total d'émission de 24 995 milliers d'euros. La première tranche de l'emprunt a été remboursée le 4 février 2007 et les deux autres tranches devraient être remboursées à la suite de l'introduction en bourse.

A chaque obligation émise ont été attachés 89 bons de souscription d'actions remboursables (BSAR). Il a par conséquent été émis 1.289.610 BSAR au total. Les BSAR ont été détachés des obligations immédiatement après leur émission.

Un BSAR donne le droit de souscrire une action de la Société au prix de 17,25 euros. Les BSAR sont exerçables par leurs titulaires sous réserve et à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations d'un marché réglementé, et jusqu'au 31 décembre 2008 inclus. Les actions souscrites par l'exercice des BSAR devront être conservées sous la forme nominative et ne pourront être cédées sans l'accord de la Société pendant une période de six mois à compter de la date d'admission des actions de la Société aux négociations d'un marché réglementé. Toutefois, à compter de l'expiration du troisième mois suivant cette date, les actions souscrites par l'exercice des BSAR pourront être cédées dès lors que le cours de clôture de l'action de la Société aura été supérieur à 115% du prix offert aux investisseurs institutionnels dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société pendant dix jours de bourse consécutifs. Dans une telle hypothèse, ces cessions devront intervenir en concertation avec la Société et ne devront pas représenter plus de 10% du volume de transaction journalier constaté.

Dans l'hypothèse d'une introduction en bourse de la Société, les titulaires de BSAR auront néanmoins la possibilité de participer au placement envisagé par l'exercice de tout ou partie de leurs BSAR, et la cession des actions sous-jacentes. A cet effet, la Société s'est engagée à leur notifier, au moins quinze jours avant la date prévue du visa de l'Autorité des marchés financiers sur la note d'opération, une description des modalités envisagées pour l'introduction en bourse et leur participation au placement. Les titulaires de BSAR devront notifier leur intention de participer au placement aux conditions de l'introduction en bourse, par l'exercice de leurs BSAR et la cession des actions sous-jacentes, au plus tard cinq jours avant la date prévue du visa de l'Autorité des marchés financiers sur la note d'opération.

La Société pourra, à son seul gré, à compter de la date d'admission des actions de la Société aux négociations d'un marché réglementé et jusqu'au 31 décembre 2008 au plus tard, procéder au remboursement anticipé de la totalité des BSAR restant en circulation au prix unitaire de 1,55 euro, à condition que la moyenne arithmétique, calculée sur dix jours de bourse consécutifs au cours desquels l'action de la Société a fait l'objet d'une cotation, choisis par la Société parmi les vingt jours de bourse qui précèdent la date de publication au BALO de l'avis de remboursement anticipé, des produits (a) du cours de clôture de l'action de la Société et (b) de la parité d'exercice

des BSAR (telle qu'éventuellement ajustée en cas d'opération sur le capital de la Société) excède 24,15 euros. Par ailleurs, les titulaires de BSAR peuvent demander à la Société le remboursement des BSAR non exercés pendant une période de deux mois après le 31 décembre 2008, le prix de remboursement étant fonction de l'admission ou non des actions de la Société aux négociations d'un marché réglementé au 31 décembre 2008 et, le cas échéant, du prix d'introduction en bourse.

21.1.3. Titres détenus par EuropaCorp, pour son propre compte ou par ses filiales

A la date d'enregistrement du présent Document de base, EuropaCorp ne détient aucune de ses actions et aucune de ses actions n'est détenue par l'une de ses filiales ou par un tiers pour son compte.

Toutefois, les projets de résolutions arrêtés par le Directoire de la Société à l'occasion de sa réunion du 16 mai 2007, et qui seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale du 18 juin 2007, incluent un projet de résolution visant à autoriser le Directoire à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions de la Société.

La résolution en question prévoit la possibilité pour l'assemblée générale d'autoriser le Directoire, avec faculté de subdélégation et sous la condition suspensive non rétroactive de la publication avant le 31 décembre 2007 par Euronext Paris de l'avis relatif au prix de l'offre au public des actions de la Société à intervenir dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, à acheter ou faire acheter des actions de la Société dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10% du capital social à la date de réalisation de ces achats, étant toutefois précisé que le nombre maximal d'actions détenues après ces achats ne pourra excéder 10% du capital social de la Société.

Le prix maximum d'achat par action de la Société serait fixé à 200% du premier cours coté de l'action de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Le montant maximum des acquisitions dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme de rachat d'actions ne pourrait dépasser 20 000.000 euros. Toutefois, en cas d'opération sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement des actions, le prix indiqué ci-dessus pourrait être ajusté en conséquence.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourrait être effectué par tous moyens, en une ou plusieurs fois, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, offres publiques, par le recours à des instruments financiers dérivés ou à des bons ou valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, ou par la mise en place de stratégies optionnelles, dans les conditions prévues par les autorités de marché et dans le respect de la réglementation.

La Société pourrait utiliser la présente autorisation en vue des affectations suivantes, dans le respect des textes susvisés et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers :

- annulation en vertu d'une autorisation d'annulation conférée au Directoire par l'assemblée générale extraordinaire,
- animation du marché secondaire ou de la liquidité des titres de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement indépendant conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers,
- attribution d'actions au profit de salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions définies par les dispositions légales applicables, au titre de l'exercice d'options d'achat, de l'attribution d'actions gratuites ou de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise,
- remise ou échange d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou à des titres de créance donnant droit, de quelque manière, immédiatement ou à terme, à l'attribution d'actions de la Société,
- conservation ou remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,

- tout autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'Autorité des marchés financiers ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

Nonobstant ce qui est indiqué ci-dessus, le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de croissance externe ne pourrait excéder 5% de son capital.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'assemblée générale.

Les opérations d'achat, vente ou transfert d'actions de la Société par le Directoire pourraient intervenir à tout moment dans le respect des dispositions légales et réglementaires, y compris en période d'offre publique d'achat ou d'échange initiée par la Société ou visant les titres de la Société.

Le Directoire devrait informer l'assemblée générale des opérations réalisées conformément à la réglementation applicable et la Société devrait informer, conformément à la réglementation en vigueur, l'Autorité des marchés financiers des achats, cessions, transferts réalisés et plus généralement procéder à toutes formalités et déclarations nécessaires.

L'assemblée générale donnerait tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation telle que définie par l'article L.225-209 alinéa 3 du Code de commerce, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, notamment pour ajuster le prix d'achat susvisé en cas d'opérations modifiant les capitaux propres, le capital social ou la valeur nominale des actions, passer tous ordres en bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et formalités et généralement faire tout le nécessaire.

21.1.4. Capital social autorisé mais non émis

Les projets de résolutions arrêtés par le Directoire de la Société à l'occasion de sa réunion du 16 mai 2007, et qui seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale du 18 juin 2007, incluent plusieurs projets de résolutions portant délégation ou autorisation au Directoire.

Le tableau ci-après présente de façon synthétique les délégations et autorisations qui pourraient être consenties au Directoire par l'assemblée générale des actionnaires devant se réunir le 18 juin 2007 :

Délégations consenties au Directoire	Montant maximal de l'augmentation de capital	Durée de la délégation	Date de l'assemblée
Délégation de compétence, sous condition suspensive, à l'effet de décider de l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à des titres de créance (résolution n°15)*	4 000 000**	26 mois	18 juin 2007
Délégation de compétence à l'effet de décider l'émission par appel public à l'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à des titres de créance (résolution n°16)	4 000 000**	26 mois	18 juin 2007
Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires en application des deux résolutions précédentes (résolution n°17)	Dans la limite de 15% de l'émission initiale**	26 mois	18 juin 2007

Délégations consenties au Directoire	Montant maximal de l'augmentation de capital	Durée de la délégation	Date de l'assemblée
Autorisation pour augmenter le capital social par émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne (résolution n°18)	3% du capital social de la Société, apprécié après réalisation des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la 16 ^{ième} résolution	26 mois	18 juin 2007
Autorisation au Directoire de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés liées (résolution 19)	5% du capital social de la Société, apprécié après réalisation des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la 16 ^{ième} résolution	26 mois	18 juin 2007
Autorisation, sous condition suspensive, à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés liées (résolution 20)*	2% du capital social de la Société, apprécié après réalisation des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la 16 ^{ième} résolution	26 mois	18 juin 2007
Délégation de compétence, sous condition suspensive, à l'effet de décider d'une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise (résolution 21)*	3 000 000	26 mois	18 juin 2007
Autorisation, sous condition suspensive, à l'effet de fixer le prix des émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières réalisées par appel public à l'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10% du capital par an (résolution 22)*	10% du capital social, par période de 12 mois**	26 mois	18 juin 2007
Délégation de pouvoirs, sous condition suspensive, à l'effet de décider de l'émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans la limite de 10% du capital social, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société (résolution 23)*	10% du capital de la Société**	26 mois	18 juin 2007
Délégation de compétence, sous condition suspensive, en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société (résolution 24)*	4 000 000**	26 mois	18 juin 2007
Autorisation, sous condition suspensive, à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions (résolution 25)*	N/A	18 mois	18 juin 2007

* : les délégations marquées d'un astérisque seraient accordées sous la condition suspensive non rétroactive de la publication avant le 31 décembre 2007 par Euronext Paris de l'avis relatif au prix de l'offre au public des actions de la Société à intervenir dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.

** : ce montant nominal maximal s'impute sur le plafond nominal global de 5 000 000 euros.

21.1.5. Autres titres et droits donnant accès au capital

En plus des obligations à bon de souscription d'actions remboursable décrites à la section 21.1.2 du Document de base, la Société a émis 277 000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise.

Pour plus de précisions sur ces émissions se reporter à la section 17.2 du Document de base.

21.1.6. Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital

Néant.

21.1.7. Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent

A l'exception de ce qui est indiqué dans le Document de base, il n'existe à la date de son enregistrement aucune promesse d'achat ou de vente permettant d'acquérir ou de céder (i) tout ou partie du capital d'EuropaCorp ou (ii) tout ou partie du capital d'une filiale d'EuropaCorp.

21.1.8. Historique du capital social de la Société depuis le 1^{er} avril 2004

Depuis le 1^{er} avril 2004, le capital social de la Société est demeuré inchangé.

21.1.9. Dilution maximale du capital social de la Société

Le tableau ci-dessous présente le capital social existant de la Société à la date d'enregistrement du document de base et son capital potentiel en cas d'exercice de la totalité des bons de souscription d'actions remboursables et des bons de souscription de part de créateur d'entreprise.

Actionnaires	Avant exercice des instruments dilutifs		Après exercice des instruments dilutifs	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Front Line	11 229 675	72,92%	11 229 675	66,19%
Luc Besson	3 080	0,02%	3 080	0,02%
Pierre-Ange Le Pogam	2 451 680	15,92%	2 451 680	14,45%
Achille Delahaye	854 701	5,55%	854 701	5,04%
GCE JIC	854 699	5,55%	854 699	5,04%
Danièle Guerre-Berthelot	3 080	0,02%	3 080	0,02%
Bruce Guerre-Berthelot	3 080	0,02%	3 080	0,02%
Didier Martin	1	0,00%	1	0,00%
Axel Duroux	1	0,00%	1	0,00%
Michel Combes	1	0,00%	1	0,00%
Michele Mezzarobba	1	0,00%	1	0,00%
Charles Milhaud	1	0,00%	1	0,00%
Exercice des BSPCE	0	0,00%	277 000	1,63%
Exercice des BSAR	0	0,00%	1 289 610	7,60%
TOTAL	15 400 000	100,00%	16 966 610	100,00%

Dans l'hypothèse d'un exercice intégral des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) et des bons de souscription d'actions remboursables (BSAR), le pourcentage de détention d'un actionnaire disposant à la date d'enregistrement du document de base 1% du capital social de la Société sera ramené à 0,908% du capital social.

21.1.10. Nantissements et sûretés

A la date d'enregistrement du Document de base, la Société n'a pas connaissance de l'existence de nantissements portant sur ses actions.

21.2. Acte constitutif et statuts

Les dispositions décrites ci-dessous sont issues des statuts de la Société tels qu'ils figurent dans les projets de résolutions arrêtés par le Directoire de la Société du 16 mai 2007 et qui seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale du 18 juin 2007. Ces projets de résolutions prévoient, sous la condition suspensive non rétroactive de la publication avant le 31 décembre 2007 par Euronext Paris de l'avis relatif au prix de l'offre au public des actions de la Société à intervenir dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, que les nouveaux statuts, tels que décrits dans le Document de base, régiront la Société à compter de la levée de la condition suspensive.

21.2.1. Objet social

Article 3 des statuts

La Société a pour objet, en France et en tous pays :

- toutes activités concernant le cinéma et notamment la production de longs métrages et courts métrages par tous procédés techniques et artistiques, la distribution, l'achat, la location, l'importation et l'exportation, l'exploitation et la commercialisation de films, l'exploitation de salles de cinéma, le conseil, la gestion et l'organisation de toutes ces activités ;
- toutes activités concernant l'édition littéraire et musicale, la production de disques d'enregistrement sur toutes espèces de supports de reproduction de l'image et/ou du son existants ou futurs, la production et l'édition vidéographique et d'œuvres multimédias (y compris jeux vidéo, CD-Rom interactifs, etc.) sur toutes espèces de supports, la commercialisation de ces supports ;
- le secrétariat d'acteurs, d'auteurs, de chanteurs et de musiciens, l'achat et la vente de droits et de commissions littéraires et cinématographiques en France et à l'étranger, les opérations de courtage afférentes aux dites activités ; et, plus généralement,
- toutes opérations commerciales, industrielles, publicitaires ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement au dit objet ou susceptibles d'en faciliter le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers, ou en participation sous quelque forme que ce soit, notamment par voie de création de sociétés, de souscription, de commandite, de fusion ou d'absorption, d'avance, d'achat ou de vente de titres et droits sociaux, de cession ou location de tout ou partie de ses biens et droits mobiliers et immobiliers et par tout autre mode.

21.2.2. Exercice social

Article 21 des statuts

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année.

21.2.3. Principales stipulations statutaires relatives au Directoire et au Conseil de surveillance

Article 8 à 17 des statuts

Le Directoire

La Société est dirigée par un Directoire composé de deux membres au moins et de cinq membres au plus, obligatoirement des personnes physiques, pouvant être choisis en dehors des actionnaires.

Aucun membre en exercice du Conseil de surveillance ne peut faire partie du Directoire. Si un membre du Conseil de surveillance est nommé au Directoire, son mandat au Conseil de surveillance prend fin dès son entrée en fonction.

L'âge limite pour l'exercice des fonctions de membre du Directoire est fixé à soixante cinq ans. Tout membre du Directoire ayant dépassé cet âge est réputé démissionnaire d'office le jour de la réunion du Conseil de surveillance suivant la date à laquelle il a atteint cet âge.

Le Directoire est nommé pour une durée de quatre ans, les membres étant désignés ou renouvelés par le Conseil de surveillance.

En cas de vacance par décès, démission ou révocation, le Conseil de surveillance sera tenu, dans un délai de deux mois à compter de la vacance, de désigner un remplaçant ou de décider, sauf à respecter la limite légale, la suppression du poste vacant. Le membre du Directoire nommé en remplacement d'un autre reste en fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les membres du Directoire sont toujours rééligibles.

Les membres du Directoire peuvent être révoqués par le Conseil de surveillance ou par l'assemblée générale. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.

Le Conseil de surveillance détermine le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du Directoire. Il détermine également le nombre et le prix des options de souscription ou d'achat d'actions de la société consentis aux membres du Directoire ainsi que, le cas échéant, le nombre d'actions de la société qui leur sont attribuées gratuitement.

Le Conseil de surveillance confère à l'un des membres du Directoire la qualité de Président du Directoire pour la durée de son mandat. Le Président du Directoire représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Le Conseil de surveillance est habilité à attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du Directoire qui portent alors le titre de Directeur Général.

Les fonctions de Président et le cas échéant, le pouvoir de représentation attribué à un membre du Directoire peuvent être retirés par le Conseil de surveillance.

Le Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf l'effet des dispositions légales en cas de fusion.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'assemblée générale ordinaire.

Les personnes morales de toute forme, actionnaires, peuvent faire partie du Conseil de surveillance.

La durée des fonctions des membres du Conseil de surveillance est de quatre années ; elle prend fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Les membres du Conseil de surveillance sont rééligibles.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges de membres du Conseil de surveillance, le Conseil de surveillance peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à ratification par la plus prochaine assemblée générale. En cas de cooptation, le membre du Conseil nommé en remplacement d'un autre reste en fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Si la nomination d'un membre du Conseil de surveillance à titre provisoire faite par ce dernier n'est pas ratifiée par l'assemblée, les actes accomplis par ce membre et les délibérations prises par le Conseil de surveillance n'en sont pas moins valables.

Si le nombre des membres du Conseil de surveillance devient inférieur à trois, le Directoire ou les membres restants (ou les commissaires aux comptes ou un mandataire désigné à la requête de tout intéressé par le Président du Tribunal de Commerce) doivent convoquer, dans le plus bref délai et avant toute délibération, une assemblée générale ordinaire des actionnaires en vue de nommer un ou plusieurs nouveaux membres du Conseil de surveillance afin de compléter le conseil au moins jusqu'au minimum légal.

Les membres du Conseil de surveillance peuvent recevoir, à titre de jetons de présence, une rémunération fixe annuelle déterminée par l'assemblée générale et maintenue jusqu'à nouvelle décision d'une autre assemblée.

La répartition de ces jetons de présence est faite entre les membres du Conseil de surveillance, comme ce dernier le juge convenable. Il peut notamment être alloué à ceux qui sont membres des comités du Conseil une part supérieure à celle des autres membres du conseil.

Le Conseil détermine les rémunérations à attribuer au Président et au Vice-président.

21.2.4. Droits et obligations attachés aux actions

Article 7 des statuts

Chaque action donne droit à une voix au sein des assemblées générales d'actionnaires dans les conditions fixées par le Code de commerce.

Chaque action donne droit, dans l'actif social, dans le boni de liquidation et dans les bénéfices, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque (notamment en cas d'échange, regroupement de titres, lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, etc.), les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent. Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les copropriétaires d'actions indivises peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales, sous réserve que celle-ci n'ait pas pour effet de priver l'usufruitier du droit de voter l'affectation des bénéfices de la Société. Pour lui être opposable une telle convention de vote entre copropriétaires d'actions indivises doit être portée à la connaissance de la Société par lettre recommandée avec avis de réception adressée au siège social. La Société sera tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait 3 jours

au moins après réception de la notification de ladite convention. Toutefois, même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux assemblées générales.

21.2.5. Modifications des droits attachés aux actions

La modification des droits attachés aux actions est soumise aux prescriptions légales, les statuts ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

21.2.6. Assemblées générales

Article 19 des statuts

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par les lois et règlements. Elles peuvent être convoquées par le Conseil de surveillance.

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Les actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution dans les conditions fixées par les lois et règlements.

Les assemblées sont tenues dans la ville du siège social ou dans toute autre ville ou localité en France, suivant la décision prise à ce sujet par l'auteur de la convocation et au lieu indiqué dans celle-ci.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement, par procuration ou par correspondance, sous réserve de leur inscription en compte sur les registres de la Société.

Ces formalités doivent être accomplies au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. Le conseil de surveillance peut réduire ce délai au profit de l'ensemble des actionnaires.

L'actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée, peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- se faire représenter par un autre actionnaire ou son conjoint ; ou
- voter par correspondance ; ou
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les propriétaires d'actions de la Société n'ayant pas leur domicile sur le territoire français peuvent être inscrits en compte et être représentés à l'assemblée par tout intermédiaire inscrit pour leur compte et bénéficiant d'un mandat général de gestion des titres, sous réserve que l'intermédiaire ait préalablement déclaré au moment de l'ouverture de son compte auprès de la Société ou de l'intermédiaire financier teneur de compte, conformément aux dispositions légales et réglementaires, sa qualité d'intermédiaire détenant des titres pour compte d'autrui.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en son absence, par le Président du Directoire. En leur absence, l'assemblée est présidée par le Vice-président du Conseil de surveillance ou par un membre du Conseil de surveillance spécialement délégué à cet effet.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

Seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, si le Directoire le décide au moment de la convocation de l'assemblée, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par tout autre moyen électronique de télécommunication permettant leur identification et une retransmission continue et simultanée des délibérations, dont la nature et les conditions sont déterminées par la loi et les règlements.

Tout actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente, sans aucune limitation, à la seule exception des cas prévus par la loi ou les présents statuts.

21.2.7. Dispositions statutaires ou autres qui pourraient avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle

Néant.

21.2.8. Franchissement de seuils statutaires

Néant.

21.2.9. Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, les statuts ne prévoyant pas de stipulations spécifiques.

22 CONTRATS IMPORTANTS

Les contrats importants autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires et auxquels la Société ou tout autre membre du Groupe est partie sont les suivants :

- Emprunt obligataire du 30 janvier 2004

La Société a conclu le 30 janvier 2004 avec quatre établissements de crédit (Neufilize – OBC (anciennement OBC (Odier Bungener Courvoisier), Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, Société Générale et BNP Paribas) un contrat d'émission d'obligations à bons de souscription d'actions remboursables.

Les principales dispositions de ce contrat sont décrites à la section 10.2.2 du Document de base (« Endettement, conditions d'emprunt et structure de financement »).

- Convention de ligne de crédit réutilisable du 28 septembre 2004

La Société a conclu le 28 septembre 2004 une convention de crédit avec divers établissements de crédit dont la Société Générale aux fins de financement de son activité de production de films. Cette convention a été amendée le 15 décembre 2004.

Les principales dispositions de ce contrat sont décrites à la section 10.2.2 du Document de base (« Endettement, conditions d'emprunt et structure de financement »).

- Contrat entre Canal+, EuropaCorp et Luc Besson du 16 décembre 2004

EuropaCorp, Luc Besson et Canal+ ont conclu le 16 décembre 2004 un contrat d'une durée de trois ans venant à échéance le 15 décembre 2007, relatif à la cession de droits de diffusion des films produits par la Société ou Luc Besson, ou réalisés par Luc Besson.

Aux termes de ce contrat, EuropaCorp s'engage à produire et à distribuer dix films pendant la durée du contrat et à céder à Canal+ les droits de diffusion exclusifs et prioritaires de ces films, à l'exclusion des services pratiquant le paiement à la séance, sur le service de communication audiovisuelle de Canal+ et sur Canal+ Horizons. Canal+ s'engage pour sa part à acquérir les droits exclusifs et prioritaires de ces dix films pour un montant fixé à l'avance pour chaque film.

Au-delà du seuil de ces dix films, la Société doit proposer en priorité à Canal+ d'acquérir les droits de diffusion exclusifs et prioritaires (à l'exclusion des services de paiement à la séance) de tout autre film produit, coproduit ou acquis par EuropaCorp ou acquis par EuropaCorp Distribution pendant la durée du contrat.

Le contrat prévoit également que Luc Besson consente à Canal+ un droit de priorité sur l'acquisition des droits de diffusion exclusifs et prioritaires (à l'exclusion des services de paiement à la séance) de tous les films qu'il produira, coproduira ou réalisera pendant la durée du contrat, que ces films soient ou non produits, coproduits ou réalisés dans le cadre de la Société.

Il est précisé que le contrat est conclu en considération de la personne de Luc Besson. Dans l'hypothèse où Luc Besson viendrait à quitter ses fonctions dans le cadre de la Société ou serait dans l'incapacité d'exercer ses fonctions pendant plus de 3 mois, Canal+ aurait la faculté de résilier le contrat.

En raison de l'engagement pris par Canal+ à l'occasion de son rapprochement avec TPS de ne pas conclure ou renouveler de contrats cadre avec des producteurs français, ce contrat ne sera pas renouvelé à son échéance (15 décembre 2007).

23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS

23.1. Expertise sur les tarifs des prestations de la société Digital Factory auprès d'EuropaCorp vis-à-vis de l'offre commerciale concurrente

La Société a nommé en qualité d'expert Monsieur Pierre Grunstein, producteur exécutif, demeurant au 14 bis rue de la Liberté, 75019 Paris, afin d'établir une étude comparative des tarifs des prestations de la société Digital Factory vis-à-vis de l'offre commerciale concurrente actuellement existante en France. En effet, pour les besoins de la postproduction des films qu'elle produit ou coproduit, EuropaCorp utilise régulièrement les installations de post-production et les auditoriums appartenant à la société Digital Factory, qui est une filiale de Front Line. EuropaCorp dispose d'un droit de priorité d'accès aux locaux de Digital Factory.

Monsieur Pierre Grunstein dispose de toutes les compétences pour la mise en œuvre de l'évaluation demandée par la Société. Depuis les années 1970, celui-ci a en effet été producteur ou producteur associé sur neuf films et a assuré la production exécutive de plus de quarante films, comme *Astérix et Obélix : mission Cléopâtre*, *Lucie Aubrac*, *Germinal* ou encore *Jean de Florette*. Il est donc parfaitement informé des problématiques liées à la postproduction d'un film.

Monsieur Pierre Grunstein n'est pas en relation avec les sociétés EuropaCorp, Digital Factory, leurs filiales ou leurs dirigeants de nature à remettre en cause son indépendance et il n'a pas d'intérêt dans la Société au sens des recommandations du Comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières et de surcroît n'est pas en situation de conflit d'intérêts avec la Société au sens des recommandations du rapport Naulot sur l'expertise indépendante et de l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 25 juillet 2006. En particulier, Monsieur Pierre Grunstein ne détient aucun titre de la Société, ni aucune option permettant d'acquérir des titres de celle-ci ; il n'a perçu auparavant aucune rémunération de la part d'une société du Groupe ; il n'est membre d'aucun organe social de la Société ; il n'a pas de lien avec les intermédiaires financiers participant au projet d'introduction en bourse de la Société.

Il a autorisé la Société à faire état de cette expertise dans des documents rendus publics.

A la connaissance de la Société, les informations relatives à cette expertise et provenant d'une tierce partie ont été fidèlement reproduites et aucun n'a été fait omis qui rendrait ces informations inexactes ou trompeuses en tout point important.

Les conclusions du rapport d'expertise établi par Monsieur Pierre Grunstein sont reproduites ci-dessous :

« L'étude comparative établie à partir des prestations effectuées par Digital Factory sur trois films récemment produits par EuropaCorp (Dikkenek, Taxi 4, Michou d'Auber) fait ressortir que, pour des tarifs globalement similaires à ses concurrents, Digital Factory assure des prestations de qualité au moins égale voire supérieure, assorties d'une souplesse très élevée dans la gestion de ses plannings en raison du droit de priorité accordé à EuropaCorp qui lui assure un accès immédiat et permanent aux installations et équipements de Digital Factory.

Les tarifs pratiqués par Digital Factory vis-à-vis d'EuropaCorp sont donc, au regard de la qualité visuelle et sonore exigée par EuropaCorp, et du droit de priorité dont il bénéficie, dans des normes commerciales compétitives au regard de l'état actuel du marché et du niveau de prestations proposées par cette société. »

23.2. Expertise sur l'adéquation des conditions financières de sous-location entre EuropaCorp et Front Line par rapport à la valeur locative de marché pour les locaux occupés au 137 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris

La Société a nommé en qualité d'expert la société DTZ Eurexi, demeurant au 8 rue de l'Hôtel de Ville, 92522 Neuilly-sur-Seine, afin de procéder à l'analyse de l'adéquation des conditions financières de sous-location, par EuropaCorp, d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, situé à Paris (75008) – 137, rue du

Faubourg Saint Honoré, par rapport à la valeur locative de marché constatée dans le secteur pour des biens immobiliers comparables. En effet, la Société occupe ses locaux en vertu d'un contrat de sous-location conclu avec la société Front Line.

La société DTZ Eurexi est spécialisée dans le conseil et l'expertise immobilière.

La société DTZ Eurexi n'est pas en relation avec les sociétés EuropaCorp, Front Line, leurs filiales ou leurs dirigeants de nature à remettre en cause son indépendance et elle n'a pas d'intérêt important dans la Société au sens des recommandations du Comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières. Elle a autorisé la Société à faire état des conclusions de son expertise dans des documents rendus publics.

A la connaissance de la Société, les informations relatives à cette expertise et provenant d'une tierce partie ont été fidèlement reproduites et aucun fait n'a été omis qui rendrait ces informations inexacts ou trompeuses en tout point important.

Les conclusions du rapport d'expertise établi par la société DTZ Eurexi sont reproduites ci-dessous :

« Nous notons qu'il existe un écart de 16% entre la valeur locative de marché et le loyer contractuel au 1^{er} avril 2007, écart tout à fait admissible au regard du caractère exceptionnel des biens et de la date de conclusion du contrat en cours.

Cet écart peut s'expliquer par les éléments suivants :

- *Le loyer actuel résulte des accords financiers conclus en décembre 2002 lors de la 1^{ère} prise à bail par EuropaCorp de cet immeuble, auprès d'une filiale de la foncière Unibail.*
- *Le marché locatif de bureaux depuis décembre 2002 a été stable voir en léger repli, tandis que l'indice INSEE du coût de la construction (sur lequel est indexé le montant du loyer) a connu une très forte progression depuis deux ans, ce qui a entraîné une hausse « mécanique » des loyers contractuels d'environ 19% (T1 2002 / T3 2006 = 19,2%). Il s'agit d'une situation (écart entre la valeur locative actuelle et les loyers contractuels) que l'on retrouve régulièrement sur les baux en cours conclus entre 2002 et 2004.*
- *En conséquence, nous pensons que les loyers conclus en décembre 2002 ont été fixés à la valeur locative à cette date.*

Par conséquent, le montant du loyer acquitté par EuropaCorp nous semble équitable en égard à l'évolution du marché locatif de bureaux dans le Quartier Central des Affaires depuis la prise à bail de l'immeuble par EuropaCorp, à l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction et au caractère exceptionnel des biens. »

23.3. Rapport d'évaluation du catalogue de droits audiovisuels au 31 mars 2007

La Société a sollicité de la société Accuracy (groupe AON), 45 rue Kléber, 92697 Levallois-Perret Cedex une évaluation indépendante de son catalogue de droits audiovisuels correspondant aux œuvres ayant déjà fait l'objet d'une sortie en salles au 31 mars 2007 (soit 65 films).

La société Accuracy est spécialisée dans le conseil financier d'entreprise.

La société Accuracy n'est pas en relation avec les sociétés EuropaCorp, Front Line, leurs filiales ou leurs dirigeants de nature à remettre en cause son indépendance et elle n'a pas d'intérêt important dans la Société au sens des recommandations du Comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières. Elle a autorisé la Société à faire état des conclusions de son expertise dans des documents rendus publics.

A la connaissance de la Société, les informations relatives à cette expertise et provenant d'une tierce partie ont été fidèlement reproduites et aucun fait n'a été omis qui rendrait ces informations inexacts ou trompeuses en tout point important.

Le catalogue d'EuropaCorp a été évalué à la date du 31 mars 2007 sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés dégagés par la production et la distribution des films ultérieurs au 1^{er} avril 2007. Ces flux de trésorerie prévisionnels ont été établis à partir :

- des informations historiques et prévisionnelles communiquées par la société EuropaCorp,

- d'une extrapolation de ces informations réalisée par Accuracy sur la base de sa connaissance du marché audiovisuel et des performances moyennes historiques réalisées par EuropaCorp.

Conformément à la mission confiée à Accuracy, les informations communiquées par EuropaCorp à Accuracy n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante.

Les conclusions du rapport d'évaluation du catalogue établi par Accuracy sont reproduites ci-dessous :

« Nous avons évalué la valeur du catalogue d'EuropaCorp au 31 mars 2007 en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie disponible.

L'évaluation ci-après correspond à la valeur de marché du catalogue et ne tient compte d'aucune décote liée à la stratégie de l'émetteur pour son introduction en bourse.

Sur cette base, nous avons estimé la valeur du catalogue de la société au 31 mars 2007 à 92m€, qui peut être présentée comme suit :

<i>Evaluation Financière du catalogue EuropaCorp (en m€)</i>	<i>Flux de trésorerie actualisés après impôt</i>
<i>Recettes nettes futures du catalogue après impôt</i>	<i>79</i>
<i>Economie d'impôt sur actif film catalogue</i>	<i>4</i>
<i>Soutien financier généré non investi</i>	<i>9</i>
<i>Valeur du catalogue au 31 mars 2007</i>	<i>92</i>

Levallois-Perret, le 14 mai 2007. »

24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Des exemplaires du présent Document de base sont disponibles sans frais auprès d'EuropaCorp, 137, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, France, ainsi que sur les sites Internet de la société (<http://www.europacorp.com>) et de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>).

Les statuts, procès-verbaux des assemblées générales et autres documents sociaux de la Société, ainsi que les informations financières historiques et toute évaluation ou déclaration établis par un expert à la demande de la Société devant être mis à la disposition des actionnaires, conformément à la législation applicable, peuvent être consultés au siège social de la Société.

Par ailleurs, les informations financières communiquées au public par la Société seront disponibles sur le site Internet de la Société (<http://www.europacorp.com>).

La personne responsable de l'information auprès des investisseurs est :

Raphaël Durand
Directeur Financier et membre du Directoire
EuropaCorp
137, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
Téléphone : +33 (0)1.53.83.03.03
Télécopie : +33 (0)1.53.83.02.91

25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

La Société ne détient aucune autre participation dans des sociétés autres que celles indiquées à la section 7.2 du Document de base (« Description des filiales et participations »).

26 GLOSSAIRE

Box office : recettes dégagées par la vente des billets de cinéma.

Budget (ou devis) d'un film : coût de production estimé d'un film (incluant les frais financiers, une quote-part de frais généraux et une « rallonge » d'environ 10% destinée à couvrir les imprévus) tel que déposé au CNC. Le budget déposé au CNC peut être différent du coût de production/fabrication définitif du film.

Casting : au sens premier, processus de sélection des acteurs devant incarner des rôles dans un film ; au sens communément employé, ensemble des noms d'acteurs apparaissant sur l'affiche et/ou au générique d'un film.

Chaîne payante : chaîne de télévision, dont l'accès est réservé à des téléspectateurs s'acquittant d'un abonnement spécifique.

Chaîne en clair : chaîne de télévision diffusée en libre accès par voie hertzienne.

CNC : Centre national de la cinématographie.

Coproducteur : intervenant dans le processus de production dont le statut est, au sens courant, celui d'être l'un des producteurs d'un film ; dans le présent document, désigne le statut d'un investisseur exclusivement financier n'intervenant pas dans la fabrication du film et ne pouvant être tenu responsable de la bonne fin du film face aux tiers.

Deuxième vie : durée d'exploitation d'un film commençant après la deuxième diffusion sur une chaîne en clair en France.

Distribution : fonction du distributeur consistant à assurer la commercialisation d'une œuvre audiovisuelle auprès d'exploitants de différents supports (salles de cinéma, télévision, vidéo) en contrepartie d'une rémunération préalablement déterminée. Le terme de distribution est un terme générique bien qu'il soit courant de réserver la désignation de « distribution » aux circuits de cinéma et de télévision et de qualifier de « diffusion » l'exploitation relative aux circuits vidéo. Cette dernière activité est aussi parfois visée sous le vocable « d'édition ».

Droit de merchandising parfois dit « droit dérivé » : droit de fabriquer, distribuer, vendre ou commercialiser tout produit ou objet incorporant dans sa substance, sa forme ou son conditionnement un élément quelconque du film.

DVD (Digital Versatile Disk) : disque issu de la technologie optique ayant une capacité suffisamment importante pour contenir un film de long métrage.

Films d'initiative française : films produits et financés intégralement ou majoritairement par des partenaires français.

Line-up : liste des films dont la sortie en salles est programmée pour une période déterminée.

Long métrage : film d'au moins 60 minutes, ou dont la longueur de pellicule est supérieure à 1 600 mètres.

Minimum garanti : versement de la part du distributeur ou diffuseur au producteur, en vertu de son mandat de distribution et constituant une somme acquise au producteur indépendamment du succès ultérieur du film.

Multiplexe : dans le contexte de la distribution en salles, ensemble intégré de salles de cinéma généralement implanté en périphérie des villes et disposant d'éléments de confort élevé (par exemple, climatisation, son numérique, etc.).

Paiement à la séance (ou pay per view) : plate-forme de diffusion permettant au consommateur de recevoir sur une chaîne de télévision un programme horaire déterminé en contrepartie d'un paiement.

Passage : terme générique pour désigner un nombre contractuellement déterminé de diffusions d'un film sur un support télévisuel.

Part de négatif : part de propriété sur l'élément corporel que constitue le film, à la source de toute exploitation quelle qu'en soit le support.

Prévente : vente de droit de distribution d'un film ayant lieu avant sa sortie en salle.

Production : fabrication d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle.

Producteur : au sens courant du terme la personne qui fabrique une œuvre audiovisuelle et au sens juridique du terme la personne physique ou morale qui prend l'initiative et la responsabilité d'une œuvre audiovisuelle.

Producteur délégué : personne physique ou morale mandatée par et choisie parmi les coproducteurs, responsable de la gestion du film et qui en garantie à ce titre la bonne fin et, en conséquence, en assume les éventuels dépassements budgétaires. De manière générale, le producteur délégué assume l'entière responsabilité de la production face aux tiers. Le vocable de producteur délégué (ou celui de producteur) peut aussi désigner, par abus de langage, la personne représentant le producteur délégué sur chaque production et qui assure que ses intérêts soient respectés.

Producteur exécutif : personne physique ou individu en charge de gérer l'ensemble du processus de production d'un film ; elle n'a pas de droit d'exploitation sur un film donné.

Produit dérivé : bien de consommation qui dérive d'un film, de ses personnages ou de son histoire.

Recettes nettes part producteur : ensemble de recettes effectivement encaissées pour chaque exploitation du film en tout format, en toute langue, par tout procédé après déduction des charges d'exploitation afférentes au film y compris les commissions de distribution ; base de calcul servant à l'établissement des versements aux ayants droit d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle.

Rushes : ensemble du matériel film tourné dont seulement une partie a vocation à être retenue au cours du montage du film.

Taux de transformation en vidéo : rapport (exprimé en pourcentage) entre le nombre de supports vidéo vendus et le nombre d'entrées en salles réalisées par un film donné.

VOD : Vidéo à la demande ou Video on Demand : plate-forme de diffusion permettant au consommateur de recevoir, sur tout réseau interactif en ligne, quel que soit le moyen ou le support de diffusion, à sa demande et à l'heure de son choix, un contenu prédéterminé (à l'exclusion des plates-formes traditionnelles de diffusion) en contrepartie d'un paiement spécifique. On distingue la VOD locative qui permet de voir le contenu pendant une période déterminée de la VOD à l'achat qui permet de disposer sans limitation de durée du fichier téléchargé.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Annexe 1

Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2007 en normes IFRS

Bilan consolidé au 31 mars 2007

BILAN CONSOLIDE

(montants en milliers d'euros)

	31 mars 2007			31 mars 2006
ACTIF	Brut	Amortissements/Provisions	Net	Net
Actifs Non Courants				
Ecart d'acquisition	1 926		1 926	1 919
Immobilisations incorporelles	454 755	(345 516)	109 239	146 496
Immobilisations corporelles	3 361	(1 765)	1 595	2 505
Autres actifs financiers	1 025		1 025	813
Titres mis en équivalence	242		242	263
Impôts différés actifs	7 903		7 903	8 988
Total de l'actif non courant	469 212	(347 281)	121 931	160 984
Actif courant :				
Stocks	3 154	(180)	2 974	1 101
Clients et comptes rattachés	56 754	(589)	56 166	44 482
Autres créances	37 238	(178)	37 060	19 016
Autres actifs courants	954		954	3 289
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 882		7 882	2 099
Total de l'actif courant	105 983	(947)	105 036	69 987
Total de l'actif			226 966	230 972
			31 mars	31 mars
			2007	2006
PASSIF				
Capitaux propres- part du groupe				
Capital souscrit, 15,400,000 actions émises, d'une valeur nominale de 0,34 euro			5 236	5 236
Réserves et résultats accumulés			57 654	49 360
Total des capitaux propres - part du groupe			62 890	54 596
Intérêts minoritaires			0	0
Passif non courant :				
Provisions pour retraites et assimilés			140	84
Impôts différés passifs			19 498	16 378
Emprunts et dettes financières à plus d'un an			10 998	18 187
Autres passifs non courants			24 965	28 773
Total du passif non courant			55 601	63 422
Passif courant :				
Emprunts et dettes financières à moins d'un an			39 550	55 567
Provisions pour risques et charges			112	83
Fournisseurs et comptes rattachés			29 292	21 529
Autres dettes			20 061	13 047
Autres passifs courants			19 461	22 728
Total du passif courant			108 475	112 955
Total du passif			226 966	230 972

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

(Les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire)

Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 mars 2007

	Exercice clos le 31 mars	
	2007	2006
(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)		
Chiffre d'affaires	158 661	148 079
Produits d'exploitation	158 661	148 079
Coûts des ventes	(131 661)	(124 312)
Marge opérationnelle	27 000	23 766
Frais de structure	(15 409)	(14 414)
Autres produits et charges opérationnels	(74)	(246)
Résultat opérationnel	11 517	9 106
Coût de l'endettement financier net	(1 886)	(1 837)
Autres produits et charges financiers	1 669	(406)
Résultat financier	(217)	(2 243)
Résultat courant avant impôt	11 300	6 863
Impôt sur les résultats	(3 763)	(1 711)
Résultat net des entreprises intégrées	7 538	5 152
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	4	3
Part revenant aux minoritaires	(676)	(605)
Résultat net (part du groupe)	8 218	5 760
Résultat par action	0.53	0.37
Résultat par action dilué	0.48	0.34

Tableaux des flux de trésorerie consolidés**Exercice clos le 31 mars***(montants en milliers d'euros)*

	2007	2006
Opérations d'exploitation		
Résultat net part du groupe	8 218	5 760
Résultat net part des minoritaires	(676)	(605)
Amortissements et provisions	88 024	87 190
Plus ou moins values de cessions	(38)	216
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	(5)	(3)
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions et assimilés	16	164
Autres	(35)	(39)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	95 504	92 683
Coût de l'endettement financier net	1 886	1 837
Charge d'impôt	3 763	1 711
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	101 153	96 231
Variation du besoin en fonds de roulement :		
Stocks	(1 873)	(237)
Clients, comptes rattachés et autres créances	(29 728)	299
Charges constatées d'avance	2 361	(1 403)
Fournisseurs et autres dettes	14 522	(223)
Produits constatés d'avance	(9 904)	7 603
Impôts versés	2 870	(1 675)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	79 401	100 595
Opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(50 471)	(82 935)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(460)	(234)
Cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles	1 190	189
Variation nette des immobilisations financières	(238)	(143)
Variation des dettes sur immobilisations	255	505
Variation des charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0
Variation des réserves des minoritaires (acquisition de l'exercice)	0	(26)
Incidence des variations de périmètre	86	(78)
Flux net lié aux opérations d'investissement	(49 638)	(82 722)
Opérations de financement		
Dividendes versés	0	(4 620)
Augmentations (réductions) de capital	3 504	2 950
Augmentation (diminution) nette des emprunts et découverts bancaires	(23 206)	(15 264)
Intérêts financiers versés	(4 278)	(4 969)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(23 980)	(21 903)
Variation globale de la trésorerie	5 783	(4 030)
Trésorerie d'ouverture	2 099	6 129
Trésorerie de clôture	7 882	2 099
se décomposant en:		
Valeurs mobilières de placement	2 063	815
Disponibilités	5 819	1 284

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Tableau de variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2007

<i>(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions)</i>	nombre d'actions ordinaires	Capital	Prime d'émission	Réserves	Résultat net	Total capitaux propres
Solde au 1er avril 2005	15 400 000	5 236	0	37 531	10 610	53 377
Affectation en réserves				10 610	(10 610)	0
Distribution dividendes				(4 620)		(4 620)
Paiements fondés sur des actions				164		164
Réserve de conversion				(8)		(8)
Incidence des variations de périmètre				(78)		(78)
Résultat net de l'exercice 2005/2006					5 760	5 760
Solde au 31 mars 2006	15 400 000	5 236	0	43 600	5 760	54 596
Affectation en réserves				5 760	(5 760)	0
Distribution dividendes				0		0
Paiements fondés sur des actions				15		15
Réserve de conversion				(25)		(25)
Incidence des variations de périmètre				86		86
Résultat net de l'exercice 2006/2007					8 218	8 218
Solde au 31 mars 2007	15 400 000	5 236	0	49 436	8 218	62 890

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES – Normes IFRS

NOTE 1 – LE GROUPE EUROPACORP

1.1 Activité du Groupe

EuropaCorp, société anonyme régie par les dispositions de la loi française, et ses filiales, ont pour activité principale la production et la distribution d'œuvres cinématographiques.

1.2 Périmètre de consolidation

1.2.1 Evolution du périmètre de consolidation

La seule variation de périmètre intervenue entre le 31 mars 2006 et le 31 mars 2007 est la sortie du périmètre de la société EuropaCorp Studios, anciennement dénommée EuropaCorp Animation, dont 100% des titres ont été cédés par EuropaCorp le 16 février 2007.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

1.2.1 Sociétés consolidées

Toutes les sociétés du périmètre établissent leurs comptes en euros hormis EuropaCorp Japan, qui établit ses comptes en yen japonais.

					Exercice clos le 31 mars 2007		
	Siège Social	N° SIREN	Entrée dans le périmètre	Sortie du périmètre	Méthode d'intégration	% d'intérêt	% de contrôle
EuropaCorp	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	384 824 041	Société mère				
EuropaCorp Distribution	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	434 969 861	1 ^{er} avril 2001		I.G.	100%	100%
EuropaCorp Diffusion	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	438 619 512	1 ^{er} avril 2001		I.G.	100%	100%
Dog Productions	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	422 132 829	1 ^{er} avril 2002		I.G.	100%	100%
Intervista	137 rue du Faubourg St-Honoré, 7 5008 Paris	395 246 408	1 ^{er} avril 2002		I.G.	100%	100%
EuropaCorp Studios (anciennement dénommée EuropaCorp Animation)	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	447 883 737	31 mars 2003	16 février 2007			
EuropaCorp Music Publishing	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	482 467 859	1 ^{er} avril 2005		I.G.	100%	100%
Sofica EuropaCorp	57 Avenue d'Iena, 75016 Paris	452 204 381	1 ^{er} avril 2004		I.G.	0%	100%
EuropaCorp Japan	5-24-5 Hongo, Bunkyo-ku, Tokyo 113-8405		1 ^{er} avril 2002		M.E.E.	35%	35%

I.G. : Intégration globale

M.E.E : Mise en équivalence

I.P. : Intégration proportionnelle

NOTE 2 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes généraux

Les comptes consolidés d'EuropaCorp arrêtés au 31 mars 2007 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à cette date. Ils sont présentés avec un exercice comparatif au titre de l'exercice clos au 31 mars 2006 également établi selon le même référentiel IFRS.

Les normes IFRS ont été appliquées avec effet rétrospectif dans le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2005

Les options comptables liées à la première adoption des IFRS sont présentés en note 3 et les principales divergences entre les principes comptables français et les normes IFRS avec les effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et de clôture et le résultat en note 4.

Les comptes ont été arrêtés par le Directoire en date du 14 mai 2007 et examinés par le Conseil de Surveillance en date du 16 mai 2007.

2.2 Base d'évaluation utilisée pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS.

Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

2.3 Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de EuropaCorp et de ses filiales.

La norme IAS 27 définit une filiale comme une entité contrôlée par la société mère. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'en obtenir des avantages futurs de ses activités.

Les comptes consolidés intègrent les comptes d'EuropaCorp et de ses filiales sur la base de la mise en harmonie avec les principes comptables retenus par le Groupe et après élimination des soldes et opérations intragroupe.

2.3.1 Intégration globale

Les sociétés dans lesquelles EuropaCorp exerce directement ou indirectement un contrôle sont intégrées globalement.

La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

2.3.2 Mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles EuropaCorp exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence.

2.4 Regroupements d'entreprises

Le groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprise antérieurs au bilan d'ouverture (1^{er} avril 2005), conformément à l'option offerte par IFRS 1.

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprise postérieurs au 1^{er} avril 2005 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés (y compris pour la part des minoritaires). L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres (y compris les éventuels compléments de prix) et la quote-part des actifs nets évalués à leur juste valeur est comptabilisé en écart d'acquisition. Le Groupe n'a pris part à aucun regroupement d'entreprises depuis le 1^{er} avril 2005.

2.5 Méthode de conversion des éléments en devises

2.5.1 Etats financiers des filiales étrangères

Les filiales étrangères ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale. Leur bilan est converti au cours de clôture; leur compte de résultat est converti au cours de change moyen de la période clôturée. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en "Ecart de conversion" dans les capitaux propres consolidés.

2.5.2 Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». En application de cette norme, les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances ainsi que les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros aux cours de change de clôture de l'exercice.

Les pertes et gains de change latents résultant de cette conversion sont rapportés au compte de résultat.

2.6 Ecart d'acquisition

Le groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprise antérieurs au bilan d'ouverture (1^{er} avril 2005), conformément à l'option offerte par IFRS 1. Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprise postérieurs au 1^{er} avril 2005 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur le revenu, les coûts ou la valeur de marché. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés (y compris pour la part des minoritaires).

La différence entre le coût d'acquisition des titres (y compris les éventuels compléments de prix) et la juste valeur des actifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée dans le bilan consolidé sous le poste "Ecart d'acquisition" pour les filiales consolidées par intégration globale et dans le poste "Titres mis en équivalence" pour les filiales consolidées par mise en équivalence.

L'écart d'acquisition est affecté au plus petit groupe identifiable d'actifs ou unités génératrices de trésorerie ("UGT"). Le Groupe considère que les UGT sont les différentes filiales.

Les écarts d'acquisition font l'objet à chaque clôture, d'un test de dépréciation. Le test de dépréciation est réalisé pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté en comparant sa valeur nette comptable et sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de cession et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en utilisant la méthode des flux nets de trésorerie actualisés. Les calculs s'appuient sur des prévisions de trésorerie à 5 ans, un taux de croissance de 2% des flux à l'infini et une actualisation de l'ensemble des flux à un taux de 10,5%. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en « autres charges des activités ordinaires ». Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

2.7 Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 « immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisation.

2.7.1 Films et droits audiovisuels

La valeur brute des films et droits audiovisuels correspond aux éléments suivants :

- productions de films dont EuropaCorp est producteur délégué, destinées à être exploitées, en France ou à l'étranger, par tous procédés audiovisuels;
- parts de coproduction françaises ou étrangères;
- acquisitions des droits permettant l'exploitation d'une œuvre audiovisuelle.

La valeur brute des films inscrite au bilan comprend à partir de la fin du tournage :

- les montants investis nets des apports des co-producteurs dans les films, lorsque EuropaCorp est intervenue dans la production de l'œuvre comme producteur délégué ;
- le montant d'acquisition de droits incorporels et corporels, lorsque EuropaCorp n'est pas intervenue dans la production de l'œuvre.

Le coût immobilisé des films comprend les frais financiers encourus pendant la période de production (intérêts intercalaires) ainsi qu'une quote-part de frais de structure qui sont directement rattachables aux productions. Les frais de personnel inclus dans les coûts des investissements concernent les salariés directement impliqués dans le processus de production.

Les frais de sortie des films en salles (frais marketing et frais de copie) sont comptabilisés en charges.

2.7.2 En-cours de production

Les en-cours de production centralisent l'ensemble des coûts directs et des frais financiers engagés pour produire le film jusqu'à la fin du tournage, ainsi qu'une quote-part de frais de structure directement rattachables aux productions.

2.7.3 Frais préliminaires

Les frais préliminaires qui sont comptabilisées en immobilisations incorporelles conformément à la norme IAS 38 représentent essentiellement les frais d'acquisition des droits d'exploitation cinématographiques existants (conventions d'option) et les frais d'adaptation en vue de l'obtention d'un scénario dont le groupe envisage à moyen terme la mise en production. Ils sont individualisés et revus projet par projet à chaque clôture.

Les frais préliminaires n'ayant pas abouti à une décision de tournage de film sont considérés comme abandonnés et passés en charges au plus tard dans le délai de trois ans. Ce principe n'est cependant pas applicable pour les projets activés depuis plus de trois ans mais sur lesquels il existe des engagements déjà signés.

2.7.4 Dépréciation

L'amortissement des films est pratiqué pour chaque film selon la méthode des recettes estimées, consistant à appliquer au coût du film le ratio résultant de la comparaison entre les recettes nettes acquises et les recettes nettes totales estimées de la première vie du film (jusqu'à la fin des droits de la deuxième diffusion en clair sur une chaîne hertzienne). Les recettes nettes prévisionnelles sont examinées périodiquement par la Direction et ajustées, si nécessaire, en tenant compte des résultats de l'exploitation des films, de nouveaux contrats signés ou prévus et de l'évolution du marché audiovisuel à la date de clôture des comptes.

Dans le cas où la valeur nette de l'investissement résultant de l'application de cette méthode est supérieure aux recettes nettes prévisionnelles, un amortissement complémentaire est constaté pour couvrir l'insuffisance des recettes.

De même, une provision pour dépréciation peut être comptabilisée sur les productions en cours à la fin de l'exercice si le budget initialement prévu fait l'objet d'un dépassement significatif. Pour des films ayant été exploités entre la clôture et l'arrêt des comptes, une provision est également constatée si l'estimation des recettes futures est inférieure à la valeur de l'investissement.

2.8 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée prévue d'utilisation, tout en comptabilisant et amortissant de façon séparée les composants individuellement significatifs.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Mobilier : 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans

2.9 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont principalement composées des dépôts versés et cautions données qui sont valorisés à leur valeur nominale.

2.10 Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée, qui correspond à la valeur d'acquisition, ou de leur valeur nette probable de réalisation.

Les encours de production sur films publicitaires, dont le groupe ne détient pas les droits d'exploitation, sont enregistrés en stock jusqu'à la livraison à l'annonceur.

2.11 Clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale et sont actualisées en cas d'échéance lointaine. Une provision pour dépréciation est constituée pour les créances qui présentent un retard inhabituel ou qui font l'objet d'un contentieux, et dont il est plus que probable que la totalité de la créance ne pourra pas être recouvrée. Le pourcentage de provision est déterminé créance par créance.

2.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois et les parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur.

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », ces éléments sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

2.13 Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Le Groupe comptabilise selon la méthode du report variable l'ensemble des actifs et passifs d'impôt différés que la situation fiscale latente d'une société consolidée fasse apparaître un passif d'impôt différé net ou un actif d'impôt différé net, dès lors qu'il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible pour recouvrer cet actif d'impôt différé.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts en vigueur à la date de clôture.

2.14 Produits dérivés et instruments de couverture

Afin de couvrir une partie de son risque de change sur des versements futurs en devises, EuropaCorp signe ponctuellement des contrats de change à terme ou d'options de change avec des institutions financières. Ces instruments financiers sont considérés dans le cadre de la norme IAS 39 comme des instruments de couverture, dont la variation de juste valeur est enregistrée en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence aux prix de marché disponibles à la date de clôture.

Le groupe a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture. Les variations de juste valeur sont donc portées immédiatement en résultat financier.

Au 31 mars 2007, deux contrats font l'objet d'une couverture de change.

2.15 Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs et actifs éventuels », une provision pour risque est constituée dès lors que le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente au bénéfice de ce tiers, et que le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

2.16 Engagements de retraite et assimilés

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages au personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées.

Les provisions pour indemnités de fin de carrière couvrent l'engagement de retraite du Groupe vis-à-vis de ses salariés. Celui-ci est limité aux indemnités de fin de carrière prévues par la Convention Collective de la Distribution Cinématographique. Il est calculé selon la méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière, qui consiste à évaluer les droits projetés à la date prévisionnelle de départ à la retraite au prorata de l'ancienneté sur la période de constitution de ces droits. Il tient compte notamment :

- des droits conventionnels en fonction de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel ;
- d'une hypothèse de date de départ à la retraite fixée à 62 ans pour l'ensemble des salariés, sans distinction de catégories socioprofessionnelles ;
- du taux de rotation fixé à 15% ;
- des salaires et appointements incluant un coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- du taux de revalorisation annuel des salaires ;
- de l'espérance de vie des salariés déterminée à partir de tables statistiques ;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de retraite, revu à chaque clôture. Le taux retenu est de 4,8% au 31 mars 2007.

2.17 Plans de souscription d'action

Des options de souscription d'actions sont accordées à certains dirigeants et salariés du groupe qui, lors de leur exercice, donnent lieu à l'émission d'actions nouvelles par augmentation de capital. Tous les plans ont été accordés après le 7 novembre 2002. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiements en actions », les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi sur la base du modèle mathématique de Black and Scholes. Cette juste valeur est comptabilisée en frais de personnel dans les frais de structure sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en capitaux propres.

2.18 Dettes financières

Conformément à la norme IAS 39 les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, sur la base du taux d'intérêt effectif de l'opération, incluant le coût des frais d'émission d'emprunt.

Le Groupe a accordé une option de vente aux intérêts minoritaires de la Sofica EuropaCorp. Selon la norme IAS 32, les engagements de rachats sur intérêts minoritaires ("puts") sont considérés comme une dette, quand bien même l'obligation d'achat serait subordonnée à l'exercice d'un droit de remboursement par la contrepartie. En l'attente d'une interprétation IFRIC ou d'une norme IFRS spécifique, le Groupe comptabilise un passif financier en contrepartie de la diminution des intérêts minoritaires et le cas échéant en écarts d'acquisition pour le solde.

Pour les OBSAR, la composante obligation remboursable et la composante Bons de souscription d'actions remboursables sont traités distinctement. L'emprunt obligataire est initialement comptabilisé à la juste valeur puis ensuite évalué au coût amorti. La composante BSAR est considérée comme une dette financière.

2.19 Chiffre d'affaires

Les recettes liées à l'exploitation des films sont constatées dès lors que les droits sont ouverts conformément aux critères suivants :

2.19.1 Salles France

Les recettes générées par l'exploitation des films dans les salles de cinéma sont constatées sur la base des entrées en salles hebdomadaires.

2.19.2 Télévision France

Les cessions de droits de diffusion aux chaînes de télévision françaises sont comptabilisées, après signature des contrats de cession, à la date d'acceptation du matériel de diffusion et à partir de l'ouverture des droits.

2.19.3 International

Les recettes liées aux ventes de droits à l'étranger sont constatées, après signature des contrats, à la date de livraison du matériel, à partir de l'ouverture des droits et sur la base des redditions de comptes lorsque le contrat prévoit le versement d'un pourcentage sur les recettes provenant de l'exploitation de l'œuvre par le client.

2.19.4 Video France

Le chiffre d'affaires résultant de l'exploitation des droits vidéo est pris en compte sur la base des ventes mensuelles. A la clôture une provision est constatée au titre des retours estimés et des remises accordées aux clients. Cette provision est comptabilisée en diminution du chiffre d'affaires.

2.19.5 Films publicitaires

Les recettes liées à la production de films publicitaires sont constatées à la livraison du matériel à l'annonceur.

2.19.6 Edition littéraire

Les recettes liées à l'édition de livres sont enregistrées sur la base des ventes mensuelles. A la clôture une provision est constatée au titre des retours estimés et des remises accordées aux clients. Cette provision est comptabilisée en diminution du chiffre d'affaires.

Tant que toutes les conditions de reconnaissance décrites ci-dessus ne sont pas remplies, le chiffre d'affaires est inscrit en produits constatés d'avance, au bilan dans le poste "Autres dettes".

2.20 Soutien financier automatique du Centre National de la Cinématographie

Les films sont générateurs de soutien financier du fait de leur exploitation commerciale en salles, de leur diffusion télévisuelle et de leur exploitation vidéo.

Le soutien financier à la production, à la distribution et à l'édition vidéo est enregistré au même rythme que le chiffre d'affaires des films qui le génèrent. Il est comptabilisé dans un poste de subvention d'exploitation et sa contrepartie au bilan figure dans le poste "Autres créances".

Les majorations liées aux réinvestissements du fonds de soutien sont enregistrées en résultat d'exploitation lors de l'obtention de l'agrément de production du CNC.

2.21 Crédit d'impôt Cinéma

Le crédit d'impôt cinéma, octroyé à compter de l'exercice 2005 et visant à encourager les sociétés de production à réaliser sur le territoire français les travaux d'élaboration et de production de leurs œuvres cinématographiques, est constaté dans les comptes consolidés en moins du coût des ventes et au prorata de l'amortissement économique des films auxquels il est rattaché.

2.22 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont réparties entre le coût des ventes et les frais de structure.

Le coût des ventes inclut les charges suivantes :

- Les coûts de production des œuvres, minorés des apports des co-producteurs et de la production immobilisée ;
- Les dotations aux amortissements et provisions (nettes des reprises) sur les films ;
- Les frais d'édition et de distribution ;
- Les frais techniques d'exploitation du matériel ;
- Les reversements aux ayants droit ;
- Les cotisations et taxes directement imputables aux films.

Les frais de structure sont principalement composés des charges locatives et des frais administratifs qui ne sont pas intégrés au coût des ventes.

2.23 Résultat par action

Le résultat net par action est déterminé en divisant le résultat part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice.

Le résultat par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de toutes les options de souscription d'actions attribuées à la date de clôture ayant un caractère dilutif.

2.24 Information sectorielle

En application d'IAS 14 "Informations sectorielles", le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité et le second niveau par secteur géographique.

Le Groupe EuropaCorp exerce son activité dans un seul secteur d'activité, la production et l'exploitation d'œuvres audiovisuelles.

2.25 Estimations de la Direction

Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture pour lesquelles il existe un risque significatif de modifications des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs au cours d'un exercice ultérieur concernent :

- l'évaluation des films,
- l'évaluation de la juste valeur des Bons de Souscriptions de Parts de Créateurs d'Entreprises (BSPCE).

NOTE 3 – NORMES ET OPTIONS COMPTABLES LIEES A LA PREMIERE ADOPTION DES NORMES IFRS

3.1. Présentation des normes appliquées

En tant que premier adoptant des IFRS au 1^{er} janvier 2005, le Groupe a appliqué les règles propres à une première adoption telles que prévues à la norme IFRS 1. Les options retenues dans le contexte de cette transition sont décrites dans les notes ci-après.

La préparation des informations financières comparatives pour l'exercice clos le 31 mars 2006 en normes IFRS repose sur les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne, et sur les options retenues par le groupe EuropaCorp, exposées dans le présent document. Le groupe EuropaCorp a appliqué dans ses informations financières pour l'exercice clos le 31 mars 2006 en normes IFRS présentées ici :

- toutes les normes IFRS et interprétations IFRIC en vigueur au 31 mars 2007 et adoptées par l'Union Européenne
- les normes IAS 32 et 39 sur les instruments financiers et IAS 19 sur les avantages au personnel

Le Groupe n'a pas opté pour une adoption anticipée de l'Amendement de l'IAS 1 « Présentation des États Financiers – Informations à fournir sur les capitaux propres » qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2007.

Le Groupe n'est pas concerné par les normes et interprétations suivantes :

- IFRIC 7 « Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes » qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} mars 2006;
- IFRIC 8 « Champ d'application de IFRS 2 » qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} mai 2006;
- IFRIC 9 « Réévaluation des dérivés incorporés » qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juin 2006;
- Amendement d'IAS 1 « Présentation des États Financiers – Informations à fournir sur les capitaux propres » qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2007.

Les normes et interprétations suivantes, bien qu'ayant été publiées par l'IASB, n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne :

- IFRIC 10 « Information financière intermédiaire et perte de valeur » qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} novembre 2006.
- IFRIC 11 « IFRS 2 - Actions propres et transactions intra-Groupe » qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} mars 2007.
- IFRIC 12 « Accords de concession de services » qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2008.
- IFRS 8 « Segments opérationnels » qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2009.

La Direction estime que l'adoption de ces normes et interprétations au cours des périodes futures n'aura pas d'impact financier significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Dans l'application des principes comptables du Groupe, la Direction doit formuler des jugements, des estimations et des hypothèses sur la valeur comptable des actifs et des passifs lorsque celle-ci ne peut être facilement déduite à partir d'autres sources.

3.2. Description des options comptables liées à la première adoption des normes IFRS

Les informations financières IFRS comparatives pour l'exercice clos le 31 mars 2006 sont établies conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 (Première application du référentiel IFRS), qui prévoit l'application rétrospective au 1^{er} avril 2005 des principes comptables retenus pour l'établissement des premières

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

informations financières en normes IFRS sauf exceptions. L'incidence de ces retraitements est comptabilisée en contrepartie des capitaux propres.

Pour toutes les normes IFRS, le retraitement des valeurs d'entrée des actifs et passifs au 1er avril 2005 a été effectué de manière rétrospective comme si les normes IFRS avaient toujours été appliquées sauf pour les exceptions limitativement prévues par la norme IFRS 1.

Les exceptions facultatives à l'application rétrospective des normes IFRS prévues par la norme IFRS 1 retenues lors de l'établissement du bilan d'ouverture sont les suivants :

- regroupements d'entreprises : le groupe a opté pour la possibilité de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises intervenus avant la date de transition. A compter de cette date, les regroupements d'entreprises sont traités conformément aux dispositions de la norme IFRS 3;
- écarts de conversion : les écarts de conversion cumulés ont été reclassés en réserves à la date de transition ;
- écarts actuariels sur engagements de retraite : ils ont été intégralement comptabilisés à la date de transition ;
- évaluation de certains actifs corporels à la juste valeur comme coût présumé : le groupe n'a pas procédé à l'évaluation à la juste valeur de certains actifs à la date de transition ;
- plans de souscription d'actions : tous les plans ont été émis après le 7 novembre 2002;
- désignation d'instruments financiers à la juste valeur par résultat : cette désignation a été faite à la date de transition.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

NOTE 4 – ETATS DE PASSAGE ENTRE LES COMPTES ETABLIS SELON LES PRINCIPES FRANÇAIS ET LES COMPTES ETABLIS SELON LES NORMES IFRS

4.1. Etat de passage des capitaux propres au 1er avril 2005 et au 31 mars 2006

La réconciliation entre les deux référentiels peut être analysée comme suit :

[illegible][illegible]

4.2. Compte de résultat de l'exercice clos le 31 mars 2006

4.2.1. Comparaison compte de résultat en normes IFRS/en normes françaises (« French Gaap »)

L'impact de la transition aux normes IFRS sur le compte de résultat peut être résumé de la façon suivante :

<i>(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)</i>	Exercice clos le 31 mars 2006		
	IFRS	French Gaap	Ecart IFRS - French Gaap
Chiffre d'affaires	148 079	147 595	484
Produits d'exploitation	148 079	147 595	484
Coûts des ventes	(124 312)	(124 294)	(18)
Marge opérationnelle	23 766	23 301	465
Frais de structure	(14 414)	(14 634)	220
Autres produits et charges opérationnels	(246)	(518)	272
Résultat opérationnel	9 106	8 149	957
Coût de l'endettement financier net	(1 837)	2 241	(4 078)
Autres produits et charges financiers	(406)	(3 903)	3 497
Résultat financier	(2 243)	(1 662)	(581)
Résultat courant avant impôt	6 863	6 487	376
Impôt sur les résultats	(1 711)	601	(2 312)
Résultat net des entreprises intégrées	5 152	7 088	(1 936)
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	3	3	0
Part revenant aux minoritaires	(605)	(605)	0
Résultat net (part du groupe)	5 760	7 696	(1 936)
Résultat par action	0.37	0.50	
Résultat par action dilué	0.34	0.45	

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

4.2.2. Détail des retraitements et reclassements sur le compte de résultat

Exercice clos le 31 mars 2006															
	CA TV	Soutien CNC	Amortissement films	Frais de sorties	Charges d'ayants-droit	Avantages au personnel	Engagements départs en retraite	Instruments financiers	Ecart d'acquisition	Etatement du crédit d'impôt au prorata de l'amortissement des films	Juste valeur des ventes à terme en devises	Impôts Différés	SOMMES DES RETRAITEMENTS	SOMME DES RECLASSEMENTS	
(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)	French Gaap														Ecart IFRS - French Gaap
Chiffre d'affaires	147 595	465	19										484	148 079	484
Produits d'exploitation	147 595	465	19										484	0	148 079
Coûts des ventes	(124 294)			247	(396)	(690)				(1 832)			(2 671)	2 653	(124 312)
Marge opérationnelle	23 301	465	19	247	(396)	(690)				(1 832)			(2 188)	2 653	23 766
Frais de structure	(14 634)						(164)	(19)	402				220		(14 414)
Autres produits et charges opérationnels	(518)									272			272		(246)
Résultat opérationnel	8 149	465	19	247	(396)	(690)	(164)	(19)	402	272	(1 832)	0	0	(1 696)	9 106
Coût de l'endettement financier net									(428)				(428)	(1 409)	(1 837)
Autres produits et charges financiers	(3 903)							(3)			(150)		(153)	3 650	(406)
Produits financiers non affectés en coût des ventes	2 241												(2 241)	0	0
Résultat financier	(1 662)							(3)	(428)		(150)		(581)	0	(2 243)
Résultat courant avant impôt	6 487	465	19	247	(396)	(690)	(164)	(22)	(26)	272	(1 832)	(150)	0	(2 277)	6 863
Impôt sur les résultats	601	(160)	(6)	(85)	136	238		8	131			55	25	341	(2 312)
Résultat net des entreprises intégrées	7 088	305	12	162	(259)	(453)	(164)	(14)	105	272	(1 832)	(95)	25	(1 936)	5 152
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	3													0	3
Part revenant aux minoritaires	(605)													0	(605)
Résultat net (part du groupe)	7 696	305	12	162	(259)	(453)	(164)	(14)	105	272	(1 832)	(95)	25	(1 936)	5 760
Résultat par action	0.50														0.37
Résultat par action dilué	0.45														0.34

4.3. Compte de résultat de l'exercice clos le 31 mars 2007

4.3.1. Comparaison compte de résultat en normes IFRS/en normes françaises (« French Gaap »)

L'impact de la transition aux normes IFRS sur le compte de résultat peut être résumé de la façon suivante :

<i>(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)</i>	Exercice clos le 31 mars 2007		
	IFRS	French Gaap	Ecart IFRS - French Gaap
Chiffre d'affaires	158 661	156 038	2 623
Produits d'exploitation	158 661	156 038	2 623
Coûts des ventes	(131 661)	(130 396)	(1 265)
Marge opérationnelle	27 000	25 642	1 358
Frais de structure	(15 409)	(15 745)	336
Autres produits et charges opérationnels	(74)	(350)	276
Résultat opérationnel	11 517	9 547	1 970
Coût de l'endettement financier net	(1 886)	2 545	(4 431)
Autres produits et charges financiers	1 669	(2 378)	4 047
Résultat financier	(217)	167	(384)
Résultat courant avant impôt	11 300	9 714	1 586
Impôt sur les résultats	(3 763)	(2 023)	(1 740)
Résultat net des entreprises intégrées	7 538	7 691	(153)
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	4	4	0
Part revenant aux minoritaires	(676)	(676)	0
Résultat net (part du groupe)	8 218	8 371	(153)
Résultat par action	0.53	0.54	
Résultat par action dilué	0.48	0.49	

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

4.3.2. Détail des retraitements et reclassements sur le compte de résultat

Exercice clos le 31 mars 2007															
	CA TV	Soutien CNC	Amortissement films	Frais de sorties	Charges d'ayants-droit	Avantages au personnel	Engagements départs en retraite	Instruments financiers	Ecart d'acquisition	Etallement du crédit d'impôt au prorata de l'amortissement des films	Juste valeur des ventes à terme en devises	Impôts Différés	SOMMES DES RETRAITEMENTS	SOMME DES RECLASSEMENTS	
(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)	French Gaup												IFRS	Ecart IFRS - French Gaup	
Chiffre d'affaires	156 038	2 630	(7)										2 623	158 661	2 623
Produits d'exploitation	156 038	2 630	(7)										2 623	0	2 623
Coûts des ventes	(130 396)			(3 497)	(137)	298				74			(3 261)	1 996	(131 661)
Marge opérationnelle	25 642	2 630	(7)	(3 497)	(137)	298				74			(638)	1 996	27 000
Frais de structure	(15 745)						(15)	(51)	402				336		(15 409)
Autres produits et charges opérationnels	(350)									276			276		(74)
Résultat opérationnel	9 547	2 630	(7)	(3 497)	(137)	298	(15)	(51)	402	276	74	0	0	(26)	1 996
Coût de l'endettement financier net								(266)					(266)	(1 620)	(1 886)
Autres produits et charges financiers	(2 378)							(5)			(113)		(118)	4 165	4 047
Produits financiers non affectés en coût des ventes	2 545												(2 545)	0	(2 545)
Résultat financier	167						(5)	(266)			(113)		(384)	0	(384)
Résultat courant avant impôt	9 714	2 630	(7)	(3 497)	(137)	298	(15)	(56)	137	276	74	(113)	0	(410)	1 996
Impôt sur les résultats	(2 023)	(906)	2	1 204	47	(103)		19	(47)		39		256	(1 996)	(3 763)
Résultat net des entreprises intégrées	7 691	1 725	(5)	(2 293)	(90)	196	(15)	(37)	90	276	74	(74)	0	(153)	7 538
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	4												0	4	0
Part revenant aux minoritaires	(676)												0	(676)	0
Résultat net (part du groupe)	8 371	1 725	(5)	(2 293)	(90)	196	(15)	(37)	90	276	74	(74)	0	(153)	8 218
Résultat par action	0.54														0.53
Résultat par action dilué	0.49														0.48

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

4.4. Bilans au 1^{er} avril 2005 et au 31 mars 2006

4.4.1. Comparaison bilan en normes IFRS / en normes françaises

L'impact de la transition aux normes IFRS sur le bilan consolidé peut être résumé de la façon suivante :

a) Bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2005 :

01/04/2005 - ACTIF				
(montants en milliers d'euros)				
ACTIF	<u>French Gaap</u>	<u>Normes IFRS</u>	Ecart IFRS - French Gaap	
			ACTIF	
Actif immobilisé:			Actifs Non Courants	
Ecarts d'acquisition	1 919	1 919	Ecarts d'acquisition	0
Immobilisations incorporelles	157 644	150 749	Immobilisations incorporelles	(6 895)
Immobilisations corporelles	2 670	2 670	Immobilisations corporelles	0
Immobilisations financières	1 008	780	Autres actifs financiers	(228)
Titres mis en équivalence	267	267	Titres mis en équivalence	0
	<u>0</u>	<u>6 490</u>	Impôts différés actifs	<u>6 490</u>
Total de l'actif immobilisé	163 508	162 875	Total de l'actif non courant	(633)
Actif circulant :			Actif courant :	
Stocks	866	866	Stocks	0
Clients et comptes rattachés	34 150	34 150	Clients et comptes rattachés	0
Autres créances	30 770	29 646	Autres créances	(1 124)
Impôts différés actifs	2 641	0		(2 641)
Disponibilités et VMP	6 129	6 129	Trésorerie et équivalents de trésorerie	0
Charges constatées d'avance	2 046	1 777	Autres actifs courants	(269)
Total de l'actif circulant	76 602	72 568	Total de l'actif courant	(4 034)
Primes de remboursement	3 110	0		(3 110)
Charges à répartir	2 301	0		(2 301)
	<u></u>	<u></u>		<u></u>
Total de l'actif	245 521	235 444	Total de l'actif	(10 077)

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

01/04/2005 - PASSIF

(montants en milliers d'euros)

	<u>French Gaap</u>	<u>Normes IFRS</u>		<u>Ecart IFRS - French Gaap</u>
PASSIF			PASSIF	
Capitaux propres- part du groupe			Capitaux propres- part du groupe	
Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	5 236	5 236	Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	0
Prime d'émission et d'apport et réserve légale	182	0		(182)
Réserves	37 942	0		(37 942)
Résultat	10 610	48 141	Réserves et résultats accumulés	37 531
Total capitaux propres - part du groupe	53 970	53 377	Total capitaux propres - part du groupe	(593)
Intérêts minoritaires	2 891	0	Intérêts minoritaires	-2 891
Provisions pour risques et charges	98	0		(98)
			Passif non courant :	
	0	62	Provisions pour retraites et assimilés	62
	0	17 013	Impôts différés passifs	17 013
	0	25 248	Emprunts et dettes financières (à + 1 an)	25 248
	0	15 707	Autres passifs non courants	15 707
	0	58 030	Total du passif non courant	58 030
Dettes			Passif courant :	
Emprunts et dettes financières	93 546	63 769	Emprunts et dettes financières (à - 1 an)	(29 777)
	0	98	Provisions pour risques et charges	98
Fournisseurs et comptes rattachés	20 581	20 581	Fournisseurs et comptes rattachés	0
Autres dettes	13 616	13 744	Autres dettes	128
Impôts différés passifs	12 786	0		(12 786)
Produits constatés d'avance	48 033	0		(48 033)
	0	25 843	Autres passifs courants	25 843
Total des dettes	188 562	124 036	Total du passif courant	(64 526)
Total du passif	245 521	235 444	Total du passif	(10 077)

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

b) Bilan au 31 mars 2006 :

31/03/2006 - ACTIF				
(montants en milliers d'euros)				
ACTIF	<u>French Gaap</u>	<u>Normes IFRS</u>	ACTIF	Ecart IFRS - French Gaap
Actif immobilisé:			Actifs Non Courants	
Ecart d'acquisition	1 647	1 919	Ecart d'acquisition	272
Immobilisations incorporelles	153 144	146 496	Immobilisations incorporelles	(6 648)
Immobilisations corporelles	2 505	2 505	Immobilisations corporelles	0
Immobilisations financières	1 151	813	Autres actifs financiers	(338)
Titres mis en équivalence	263	263	Titres mis en équivalence	0
	<u>0</u>	<u>8 988</u>	Impôts différés actifs	<u>8 988</u>
Total de l'actif immobilisé	158 710	160 984	Total de l'actif non courant	2 274
Actif circulant :			Actif courant :	
Stocks	1 101	1 101	Stocks	0
Clients et comptes rattachés	44 482	44 482	Clients et comptes rattachés	0
Autres créances	22 093	19 016	Autres créances	(3 077)
Impôts différés actifs	4 208	0		(4 208)
Disponibilités et VMP	2 099	2 099	Trésorerie et équivalents de trésorerie	0
Charges constatées d'avance	4 535	3 289	Autres actifs courants	(1 246)
Total de l'actif circulant	78 518	69 987	Total de l'actif courant	(8 531)
Primes de remboursement	2 269	0		(2 269)
Charges à répartir	1 595	0		(1 595)
	<u></u>	<u></u>		<u></u>
Total de l'actif	<u>241 092</u>	<u>230 972</u>	Total de l'actif	<u>(10 120)</u>

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

31/03/2006 - PASSIF

(montants en milliers d'euros)

	<u>French Gaap</u>	<u>Normes IFRS</u>		<u>Ecart IFRS - French Gaap</u>
PASSIF			PASSIF	
Capitaux propres- part du groupe			Capitaux propres- part du groupe	
Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	5 236	5 236	Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	0
Prime d'émission et d'apport et réserve légale	457	0		(457)
Réserves	43 571	0		(43 571)
Résultat	7 697	49 360	Réserves et résultats accumulés	41 663
Total capitaux propres - part du groupe	56 961	54 596	Total capitaux propres - part du groupe	(2 365)
Intérêts minoritaires	5 210	0	Intérêts minoritaires	-5 210
Provisions pour risques et charges	83	0		(83)
			Passif non courant :	
	0	84	Provisions pour retraites et assimilés	84
	0	16 378	Impôts différés passifs	16 378
	0	18 187	Emprunts et dettes financières (à + 1 an)	18 187
	0	28 773	Autres passifs non courants	28 773
	0	63 422	Total du passif non courant	63 422
Dettes			Passif courant :	
Emprunts et dettes financières	76 709	55 567	Emprunts et dettes financières (à - 1 an)	(21 142)
	0	83	Provisions pour risques et charges	83
Fournisseurs et comptes rattachés	21 529	21 529	Fournisseurs et comptes rattachés	0
Autres dettes	12 909	13 047	Autres dettes	138
Impôts différés passifs	11 560	0		(11 560)
Produits constatés d'avance	56 131	0		(56 131)
	0	22 728	Autres passifs courants	22 728
Total des dettes	178 838	112 955	Total du passif courant	(65 883)
Total du passif	241 092	230 972	Total du passif	(10 120)

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

4.4.2. Détail des retraitements et reclassements sur le bilan

a) Bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2005 :

01/04/2005 - ACTIF															
(montants en milliers d'euros)	CA TV	Soutien CNC	Amortissement films	Frais de sorties	Charges d'ajustement-droit	Avantages au personnel	Engagements départs en retraite	Instruments financiers	Ecart d'acquisition	Etalement du crédit d'imputé au prorata de l'amortissement des films	Juste valeur des ventes à terme en devises	Impôts Différés	SOMMES DES RETRAITEMENTS	SOMME DES RECLASSEMENTS	
French Gaap													Normes IFRS		
ACTIF														ACTIF	
Actif immobilisé:														Actifs Non Courants	
Ecart d'acquisition	1 919												0	Ecart d'acquisition	
Immobilisations incorporelles	157 644		(6 895)									(6 895)	150 749	Immobilisations incorporelles	
Immobilisations corporelles	2 670											0	2 670	Immobilisations corporelles	
Immobilisations financières	1 008											0	(228)	Autres actifs financiers	
Titres mis en équivalence	267											0	267	Titres mis en équivalence	
	0		2 443	76	100		22	1 163			45	0	3 849	2 641	Impôts différés actifs
Total de l'actif immobilisé	163 508												162 875		Total de l'actif non courant
Actif circulant :															Actif courant :
Stocks	866											0	866		Stocks
Clients et comptes rattachés	34 150											0	34 150		Clients et comptes rattachés
Autres créances	30 770	47							(1 641)	470		(1 124)	29 646		Autres créances
Impôts différés actifs	2 641											0	(2 641)		Impôts différés actifs
Disponibilités et VMP	6 129											0	6 129		Trésorerie et équivalents de trésorerie
Charges constatées d'avance	2 046			(216)	(282)							(497)	1 777	228	Autres actifs courants
Total de l'actif circulant	76 602												72 568		Total de l'actif courant
Primes de remboursement	3 110							914					914	(4 024)	0
Charges à répartir	2 301							(1 543)					(1 543)	(758)	0
Total de l'actif	245 521	0	47	(4 452)	(139)	(182)	0	534	0	(1 641)	516	0	(5 296)	(4 782)	235 444
01/04/2005 - PASSIF															
(montants en milliers d'euros)	CA TV	Soutien CNC	Amortissement films	Frais de sorties	Charges d'ajustement-droit	Avantages au personnel	Engagements départs en retraite	Instruments financiers	Ecart d'acquisition	Etalement du crédit d'imputé au prorata de l'amortissement des films	Juste valeur des ventes à terme en devises	Impôts Différés	SOMMES DES RETRAITEMENTS	SOMME DES RECLASSEMENTS	
French Gaap													Normes IFRS		
PASSIF														PASSIF	
Capitaux propres- part du groupe														Capitaux propres- part du groupe	
Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	5 236												0	5 236	Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)
Prime d'émission et d'apport et réserve légale	182					888							888	(1 070)	0
Réserves	37 942	6 053	30	(4 452)	(139)	(182)	(888)	(40)	(443)	(1 641)	221		(1 481)	(36 461)	0
Résultat	10 610												0	37 531	0
Total capitaux propres - part du groupe	53 970												0	48 141	53 377
Intérêts minoritaires	2 891													(2 891)	0
Provisions pour risques et charges	98												0	(98)	0
Dettes															Passif non courant :
Emprunts et dettes financières	93 546						62						62	12 786	Provisions pour retraitements et assimilés
Fournisseurs et comptes rattachés	20 581							723			166		4 227	25 248	Impôts différés passifs
Autres dettes	13 616							254					254	24 994	Emprunts et dettes financières (à + 1 an)
Impôts différés passifs	12 786												0	15 707	Autres passifs non courants
Produits constatés d'avance	48 033	(9 375)											0	15 707	0
	0												0	15 707	0
Total des dettes	188 562												0	25 843	25 843
Total du passif	245 521	(0)	47	(4 452)	(139)	(182)	0	534	0	(1 641)	516	0	(5 296)	(4 782)	235 444
01/04/2005 - PASSIF															
(montants en milliers d'euros)	CA TV	Soutien CNC	Amortissement films	Frais de sorties	Charges d'ajustement-droit	Avantages au personnel	Engagements départs en retraite	Instruments financiers	Ecart d'acquisition	Etalement du crédit d'imputé au prorata de l'amortissement des films	Juste valeur des ventes à terme en devises	Impôts Différés	SOMMES DES RETRAITEMENTS	SOMME DES RECLASSEMENTS	
French Gaap													Normes IFRS		
PASSIF														PASSIF	
Capitaux propres- part du groupe														Capitaux propres- part du groupe	
Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	5 236												0	5 236	Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)
Prime d'émission et d'apport et réserve légale	182					888							888	(1 070)	0
Réserves	37 942	6 053	30	(4 452)	(139)	(182)	(888)	(40)	(443)	(1 641)	221		(1 481)	(36 461)	0
Résultat	10 610												0	37 531	0
Total capitaux propres - part du groupe	53 970												0	48 141	53 377
Intérêts minoritaires	2 891													(2 891)	0
Provisions pour risques et charges	98												0	(98)	0
Dettes															Passif non courant :
Emprunts et dettes financières	93 546						62						62	12 786	Provisions pour retraitements et assimilés
Fournisseurs et comptes rattachés	20 581							723			166		4 227	25 248	Impôts différés passifs
Autres dettes	13 616							254					254	24 994	Emprunts et dettes financières (à + 1 an)
Impôts différés passifs	12 786												0	15 707	Autres passifs non courants
Produits constatés d'avance	48 033	(9 375)											0	15 707	0
	0												0	15 707	0
Total des dettes	188 562												0	25 843	25 843
Total du passif	245 521	(0)	47	(4 452)	(139)	(182)	0	534	0	(1 641)	516	0	(5 296)	(4 782)	235 444

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

b) Bilan au 31 mars 2006 :

31/03/2006 - ACTIF														
	CA TV	Soutien CNC	Amortissement films	Frais de sorties	Charges d'ayants-droit	Avantages au personnel	Engagements départs en retraite	Instruments financiers	Ecart d'acquisition	Etallement du crédit d'impôt au prorata de l'amortissement des films	Juste valeur des ventes à terme en devises	Impôts Différés	SOMMES DES RETRAITEMENTS	SOMME DES RECLASSEMENTS
(montants en milliers d'euros)														
French Gaap												Normes IFRS		
ACTIF													ACTIF	Ecart IFRS - French Gaap
Actif immobilisé :														Actifs Non Courants
Ecart d'acquisition	1 647								272				272	272
Immobilisations incorporelles	153 144		(6 648)									(6 648)	146 496	(6 648)
Immobilisations corporelles	2 505											0	2 505	0
Immobilisations financières	1 151											813	(338)	(338)
Titres mis en équivalence	263											0	263	0
	0		2 358	213	338		30	1 795			48		4 780	8 988
Total de l'actif immobilisé	158 710												160 984	2 274
Actif circulant :														Actif courant :
Stocks	1 101											0	1 101	0
Clients et comptes rattachés	44 482											0	44 482	0
Autres créances	22 093	65							(3 473)	331		(3 077)	19 016	(3 077)
Impôts différés actifs	4 208											0	(4 208)	(4 208)
Disponibilités et VMP	2 099											0	2 099	0
Charges constatées d'avance	4 535			(611)	(972)							(1 584)	338	3 289
Total de l'actif circulant	78 518												69 987	(8 531)
Primes de remboursement	2 269							1 755				1 755	(4 024)	0
Charges à répartir	1 595							(1 140)				(1 140)	(455)	0
Total de l'actif	241 092	0	65	(4 290)	(399)	(635)	0	30	2 410	272	(3 473)	379	0	230 972
31/03/2006 - PASSIF														
	CA TV	Soutien CNC	Amortissement films	Frais de sorties	Charges d'ayants-droit	Avantages au personnel	Engagements départs en retraite	Instruments financiers	Ecart d'acquisition	Etallement du crédit d'impôt au prorata de l'amortissement des films	Juste valeur des ventes à terme en devises	Impôts Différés	SOMMES DES RETRAITEMENTS	SOMME DES RECLASSEMENTS
(montants en milliers d'euros)														
French Gaap												Normes IFRS		
PASSIF													PASSIF	Ecart IFRS - French Gaap
Capitaux propres- part du groupe														Capitaux propres- part du groupe
Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	5 236											0	5 236	0
Prime d'émission et d'apport et réserve légale	457					1 052						1 052	(1 509)	(457)
Réserves	43 571	6 053	30	(4 452)	(139)	(182)	(888)	(40)	(443)	0	(1 641)	0	(42 090)	(43 571)
Résultat	7 697	305	12	162	(259)	(453)	(164)	(14)	105	(1 832)	(95)	25	(1 936)	41 663
Total capitaux propres - part du groupe	56 961												49 360	(7 601)
Intérêts minoritaires	5 210												(5 210)	0
Provisions pour risques et charges	83											0	(83)	0
	0						84					84		84
	0	3 481	23					1 225			114	(25)	4 818	16 378
	0							1 523					1 523	18 187
	0												0	28 773
	0												63 422	63 422
Dettes														Passif non courant :
Emprunts et dettes financières	76 709											0	(21 142)	55 567
Fournisseurs et comptes rattachés	0											0	83	83
Autres dettes	21 529											0	21 529	0
Impôts différés passifs	12 909										138	138	138	138
Produits constatés d'avance	11 560											0	(11 560)	(11 560)
	56 131	(9 840)										(9 840)	(46 291)	(56 131)
	0											0	22 728	22 728
Total des dettes	178 838												112 955	(65 883)
Total du passif	241 092	(0)	65	(4 290)	(399)	(635)	0	30	2 410	272	(3 473)	379	0	230 972

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

4.5. Bilan au 31 mars 2007

4.5.1. Comparaison bilan en normes IFRS / en normes françaises

L'impact de la transition aux normes IFRS sur le bilan consolidé peut être résumé de la façon suivante :

31/03/2007 - ACTIF				
<i>(montants en milliers d'euros)</i>				
ACTIF	French Gaap	Normes IFRS	ACTIF	Ecart IFRS - French Gaap
Actif immobilisé:			Actifs Non Courants	
Ecarts d'acquisition	1 378	1 926	Ecarts d'acquisition	548
Immobilisations incorporelles	119 384	109 239	Immobilisations incorporelles	(10 145)
Immobilisations corporelles	1 595	1 595	Immobilisations corporelles	0
Immobilisations financières	1 389	1 025	Autres actifs financiers	(364)
Titres mis en équivalence	242	242	Titres mis en équivalence	0
		7 903	Impôts différés actifs	7 903
Total de l'actif immobilisé	123 988	121 931	Total de l'actif non courant	(2 058)
Actif circulant :			Actif courant :	
Stocks	2 974	2 974	Stocks	0
Clients et comptes rattachés	56 166	56 166	Clients et comptes rattachés	0
Autres créances	40 320	37 060	Autres créances	(3 260)
Impôts différés actifs	1 353	0		(1 353)
Disponibilités et VMP	7 882	7 882	Trésorerie et équivalents de trésorerie	0
Charges constatées d'avance	2 013	954	Autres actifs courants	(1 059)
Total de l'actif circulant	110 708	105 036	Total de l'actif courant	(5 672)
Primes de remboursement	1 391	0		(1 391)
Charges à répartir	890	0		(890)
Total de l'actif	<u>236 976</u>	<u>226 966</u>	Total de l'actif	<u>(10 010)</u>

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

31/03/2007 - PASSIF

(montants en milliers d'euros)

	<u>French Gaap</u>	<u>Normes IFRS</u>		<u>Ecart IFRS - French Gaap</u>
PASSIF			PASSIF	
Capitaux propres- part du groupe			Capitaux propres- part du groupe	
Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	5 236	5 236	Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	0
Prime d'émission et d'apport et réserve légale	457	0		(457)
Réserves	51 328	0		(51 328)
Résultat	8 371	57 654	Réserves et résultats accumulés	49 282
Total capitaux propres - part du groupe	65 393	62 890	Total capitaux propres - part du groupe	(2 503)
Intérêts minoritaires	8 038	0	Intérêts minoritaires	-8 038
Provisions pour risques et charges	112	0		(112)
			Passif non courant :	
	0	140	Provisions pour retraites et assimilés	140
	0	19 498	Impôts différés passifs	19 498
	0	10 998	Emprunts et dettes financières (à + 1 an)	10 998
	0	24 965	Autres passifs non courants	24 965
0	55 601		Total du passif non courant	55 601
Dettes			Passif courant :	
Emprunts et dettes financières	52 057	39 550	Emprunts et dettes financières (à - 1 an)	(12 507)
		112	Provisions pour risques et charges	112
Fournisseurs et comptes rattachés	29 292	29 292	Fournisseurs et comptes rattachés	0
Autres dettes	20 061	20 061	Autres dettes	0
Impôts différés passifs	13 166	0		(13 166)
Produits constatés d'avance	48 858	0		(48 858)
		19 461	Autres passifs courants	19 461
Total des dettes	163 433	108 475	Total du passif courant	(54 957)
Total du passif	236 976	226 966	Total du passif	(10 010)

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

4.5.2. Détail des retraitements et reclassements sur le bilan

31/03/2007 - ACTIF																		
	CA TV	Soutien CNC	Amortissement films	Frais de sorties	Charges d'ayants-droit	Avantages au personnel	Engagements départs en retraite	Instruments financiers	Ecart d'acquisition	Enlèvement du crédit d'impôt au prorata de l'amortissement des films	Juste valeur des ventes à terme en devises	Impôts différés	SOMMES DES RETRAITEMENTS	SOMME DES RECLASSEMENTS				
(montants en milliers d'euros)																		
	French Gaap	Normes IFRS												Ecart IFRS - French Gaap				
ACTIF		ACTIF																
Actif immobilisé:		Actifs Non Courants																
Ecart d'acquisition	1 378								548				548	548				
Immobilisations incorporelles	119 384		(10 145)										(10 145)	(10 145)				
Immobilisations corporelles	1 595												0	0				
Immobilisations financières	1 389												(364)	(364)				
Titres mis en équivalence	242												0	0				
			3 562	260	235		49	2 444					6 550	1 353				
													7 903	7 903				
Total de l'actif immobilisé	123 988												121 931	Total de l'actif non courant	(2 058)			
Actif circulant :		Actif courant :																
Stocks	2 974											0	2 974	0				
Clients et comptes rattachés	56 166											0	56 166	0				
Autres créances	40 320	58							(3 399)	81		(3 260)	37 060	(3 260)				
Impôts différés actifs	1 353											0	(1 353)	(1 353)				
Disponibilités et VMP	7 882											7 882	7 882	0				
Charges constatées d'avance	2 013			(748)	(674)							(1 422)	364	(1 059)				
Total de l'actif circulant	110 708												105 036	Total de l'actif courant	(5 672)			
Primes de remboursement	1 391							2 633				2 633	(4 024)	0	(1 391)			
Charges à répartir	890							(738)				(738)	(152)	0	(890)			
Total de l'actif	236 976	0	58	(6 583)	(488)	(439)	0	49	4 339	548	(3 399)	81	0	(5 835)	(4 175)	226 966	Total de l'actif	(10 010)

31/03/2007 - PASSIF																		
	CA TV	Soutien CNC	Amortissement films	Frais de sorties	Charges d'ayants-droit	Avantages au personnel	Engagements départs en retraite	Instruments financiers	Ecart d'acquisition	Enlèvement du crédit d'impôt au prorata de l'amortissement des films	Juste valeur des ventes à terme en devises	Impôts différés	SOMMES DES RETRAITEMENTS	SOMME DES RECLASSEMENTS				
(montants en milliers d'euros)																		
	French Gaap	Normes IFRS												Ecart IFRS - French Gaap				
PASSIF		PASSIF																
Capitaux propres- part du groupe		Capitaux propres- part du groupe																
Capital (15.400.000 actions de 0,34 euro)	5 236											0	5 236	0				
Prime d'émission et d'apport et réserve légale	457					1 067						1 067	(1 524)	0	(457)			
Réserves	51 328	6 358	42	(4 290)	(399)	(634)	(1 052)	(54)	(338)	272	(3 473)	127	25	(3 417)	(47 912)	57 654	49 282	(51 328)
Résultat	8 371	1 725	(5)	(2 293)	(90)	196	(15)	(37)	90	276	74	(74)		(153)	49 436	62 890	62 890	49 282
Total capitaux propres - part du groupe	65 393														62 890	Total capitaux propres - part du groupe	(2 503)	
Intérêts minoritaires	8 038														(8 038)	0	Intérêts minoritaires	-8 038
Provisions pour risques et charges	112												0	(112)	0			(112)
	0	4 387	20				140		1 921			28	(25)	140	13 166	19 498	140	140
	0								2 667					6 332	10 998	19 498	19 498	19 498
	0													0	8 332	10 998	10 998	10 998
	0													0	24 965	24 965	24 965	24 965
Total du passif non courant	0													55 601	55 601	Total du passif non courant	55 601	
Dettes		Passif courant :																
Emprunts et dettes financières	52 057											0	(12 507)	39 550	140	Emprunts et dettes financières (à - 1 an)	(12 507)	
Fournisseurs et comptes rattachés	29 292											0	112	112	112	Provisions pour risques et charges	112	
Autres dettes	20 061											0		29 292	20 061	Fournisseurs et comptes rattachés	0	
Impôts différés passifs	13 166											0		20 061	0	Autres dettes	0	
Produits constatés d'avance	48 858	(12 470)										(12 470)	(36 388)	0	(13 166)	(48 858)	(48 858)	(13 166)
												0	19 461	19 461	19 461	Autres passifs courants	19 461	
Total des dettes	163 433													108 475	108 475	Total du passif courant	(54 957)	
Total du passif	236 976	0	58	(6 583)	(488)	(439)	(0)	49	4 339	548	(3 399)	81	0	(5 835)	(4 175)	226 966	Total du passif	(10 010)

4.6. Description des principaux retraitements IFRS

4.6.1. Retraitement du chiffre d'affaires TV

Selon la norme IAS 18, la vente est reconnue en substance au moment où le vendeur n'a plus d'obligation vis-à-vis de l'acquéreur. Ce critère implique notamment, dans le cas des sociétés de production cinématographique, outre l'existence d'un contrat définissant les droits et obligations de chacune des parties, que le film soit terminé, livré et que le vendeur soit en droit de produire une créance au titre de la vente. Or cette créance ne peut naître qu'à la date d'ouverture des droits, sous réserve de l'acceptation du matériel par le diffuseur, puisqu'à aucun moment auparavant l'acheteur n'a été en mesure de tirer un avantage économique de son acquisition.

L'application de ce principe a conduit le groupe EuropaCorp à reconnaître les ventes TV à l'ouverture des droits et non plus sur la durée de la fenêtre de droits de diffusion comme c'est le cas pour les comptes en normes françaises.

L'impact de ce retraitement sur les produits constatés d'avance se répartit comme suit :

- Bilan d'ouverture : 9.375 K€
- Exercice clos le 31/03/06 : 465 K€
- Exercice clos le 31/03/07 : 2 630 K€

4.6.2. Retraitements des reversements aux ayants-droit, du "soutien antenne" et des amortissements films

Les reversements aux ayants-droit et le soutien antenne étant calculés en fonction du chiffre d'affaires TV constaté, le retraitement opéré sur le chiffre d'affaires TV entraîne un retraitement des reversements ayants-droit et du soutien antenne.

De même, le retraitement relatif au chiffre d'affaires TV modifie le ratio d'amortissement décrit en 3.2.3.1 et impacte donc le montant des amortissements pratiqués sur les films.

Les impacts de ces retraitements sont les suivants :

	Charges d'ayants-droit	Soutien CNC	Amortissements Films
Bilan d'ouverture	- 282 K€	46 K€	- 6 895 K€
Exercice clos le 31/03/06	- 690 K€	19 K€	247 K€
Exercice clos le 31/03/07	298 K€	- 7 K€	- 3 497 K€

4.6.3. Retraitements des frais de sortie

En normes françaises, les frais de lancement des films sont comptabilisés en charges constatées d'avance jusqu'à la date de sortie en salles.

Conformément à la norme IAS 38, les frais de sortie des films en salles (frais marketing et de copie) sont constatés en charges au fur et à mesure de leur engagement.

L'impact du retraitement se répartit comme suit :

- Bilan d'ouverture : - 216 K€
- Exercice clos le 31/03/06 : - 395 K€
- Exercice clos le 31/03/07 : - 137 K€

4.6.4. Retraitements des BSPCE

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 janvier 2005 a décidé, sous certaines conditions, l'attribution de BSPCE au profit de l'un de ses Cadres Dirigeants non mandataire social.

Selon le référentiel comptable français, l'attribution d'options n'entraîne aucune charge comptable pour la société.

Mais selon la norme IFRS 2, cette attribution correspond à un avantage au personnel et doit donner lieu à une charge comptable correspondant à la juste valeur de cet avantage et ce, même en l'absence de flux de trésorerie au moment de l'attribution.

L'impact du retraitement se répartit comme suit :

- Bilan d'ouverture : - 888 K€
- Exercice clos le 31/03/06 : - 164 K€
- Exercice clos le 31/03/07 : - 15 K€

Pour déterminer la juste valeur, les hypothèses suivantes ont été retenues :

Modalités de l'émission : l'émission a été décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2005 et mise en œuvre par le conseil d'administration du 16 février 2005.

Taux de rotation des bénéficiaires : les bénéficiaires étant des cadres dirigeants, le taux de rotation peut être considéré comme nul.

Durée de vie attendue des bons et prix d'exercice : compte tenu de la nature des bénéficiaires, l'hypothèse retenue est celle de l'exercice des bons au terme de leur durée de vie. Par conséquent, la durée de vie attendue des bons est fixée à 5 ans. Le prix d'exercice est fixé à 17,25 €.

Conditions et durée d'acquisition des droits : par hypothèse, 2/3 des bons exerçables immédiatement (donc sans période d'acquisition des droits), et 1/3 des bons exerçables à partir du 1er avril 2006, soit une durée d'acquisition des droits de 13,5 mois.

Mode de valorisation retenu : la durée de vie attendue des bons étant fixée à 5 ans, le modèle de valorisation de Black & Scholes a été retenu.

Taux d'intérêt sans risque, taux moyen de distribution de dividendes et taux résiduel : compte tenu des éléments ci-dessus, le taux sans risque retenu est issu de la courbe «zéro-coupon» des obligations d'Etat de maturité 5 ans, soit 2,958%. Le taux moyen de distribution de dividendes retenu est la moyenne des taux observées sur les exercices 2004 et 2005, soit 1,6%. Ce taux vient diminuer le taux d'intérêt sans risque utilisé pour calculer la juste valeur des bons, soit un taux résiduel de 1,358 % (2,958 % - 1,6 %).

Détermination de la volatilité : en l'absence de cours de bourse d'EuropaCorp, c'est la volatilité observée sur les principaux concurrents cotés de la société qui a été utilisée. Observant une relative stabilisation de la valeur des cours de bourse à partir de janvier 2003, il a été retenu comme volatilité la moyenne des années 2003 et 2004, soit un taux de 30%.

Juste valeur du bon et étalement de la charge comptable : compte tenu des hypothèses retenues ci-dessus, la juste valeur du bon ressort à 4,97 €, soit une charge comptable totale de 1 262 K€.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

4.6.5. Engagements au titre des indemnités de fin de carrière

En conformité avec IAS 19 – Avantages au personnel, il a été procédé à l'évaluation des engagements au titre des indemnités de fin de carrière du groupe EuropaCorp. La méthode utilisée est la méthode des “unités de crédit projetées” dont les paramètres de modélisation sont décrits à la note 3.2.10.

Les impacts résultant de cette évaluation sont les suivants :

	Provision pour pensions et retraites
Bilan d'ouverture	62 K€
Exercice clos le 31/03/06	22 K€
Exercice clos le 31/03/07	56 K€

Au 31 mars 2007, l'impact de ce retraitement sur le compte de résultat se répartit de la façon suivante :

- Coûts des services liés aux engagements de retraite (coût des services futurs) : - 51 K€
- Charges d'intérêts sur la dette actuarielle : - 5 K€

4.6.6. Instruments financiers

Les impacts résultant du traitement de l'OBSAR se répartissent comme suit :

- Bilan d'ouverture : - 883 K€
- Exercice clos le 31/03/06 : - 26 K€
- Exercice clos le 31/03/07 : + 137 K€

Au 31 mars 2007, l'impact des retraitements relatifs aux instruments financiers s'analyse de la façon suivante :

- Annulation de la dotation aux amortissements sur prime d'émission : + 878 K€
- Annulation de l'étalement des frais d'émission d'emprunt : + 402 K€
- Différentiel d'intérêts (taux effectif/taux facial) : - 1 143 K€
+ 137 K€

4.6.7. Ecarts d'acquisition

Conformément aux principes comptables français, le groupe EuropaCorp amortissait ses écarts d'acquisition de manière linéaire sur des périodes n'excédant pas dix ans et pouvait être amené à constater un amortissement exceptionnel à la suite d'un test de perte de valeur.

La norme IFRS 3 supprime l'amortissement des écarts d'acquisition et instaure l'obligation d'effectuer des tests de dépréciation systématiques conformément à la norme IAS 36 (cf. note 3.2.3.2).

L'impact de ce retraitement sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006 s'élève à + 272 K€ et à + 276 K€ sur le résultat net au 31 mars 2007, ce qui correspond aux amortissements linéaires des écarts d'acquisition enregistrés en normes françaises. Par ailleurs, la société a procédé à des tests de perte de valeur à la date de transition et n'a comptabilisé aucune dépréciation suite aux travaux réalisés.

4.6.8. Crédit d'impôt cinéma

Le crédit d'impôt cinéma est reclassé en moins du coût des ventes et est constaté, dans les comptes consolidés établis selon les normes IFRS, au prorata de l'amortissement économique des films auxquels il est rattaché.

L'impact de ce retraitement s'élève à - 1 641 K€ sur les réserves consolidées au 1^{er} avril 2005, à - 1 832 K€ pour les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006 et + 74 K€ pour les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

4.6.9. Juste valeur des ventes à terme en devises

Conformément à la norme IAS 39, en l'absence de comptabilité de couverture, les opérations de ventes à terme en devises effectuées par EuropaCorp sont comptabilisées, à chaque clôture, à leur juste valeur.

L'impact de cette juste valeur se retrouve au compte de résultat, en résultat financier, avec contrepartie en "Autres créances" ou "Autres dettes" en fonction de la position de cette juste valeur.

La juste valeur est composée essentiellement de l'effet change et intègre également un effet temps.

L'impact de ce retraitement s'élève à + 343 K€ sur les réserves consolidées au 1^{er} avril 2005, à - 150 K€ pour les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006 et à - 113 K€ pour les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

4.6.10. Impôts différés

L'impact de l'application des normes IFRS sur les rubriques d'impôt différé au 31 mars 2006 correspond à l'incidence fiscale des différents retraitements mentionnés ci-dessus.

Les impacts les plus significatifs, comptabilisés au bilan d'ouverture, correspondent à la prise en compte de la fiscalité différée liée aux retraitements du chiffre d'affaires TV puis des amortissements films.

L'impact sur les réserves consolidées au 1^{er} avril 2005 s'élève à -194 K€.

Pour les exercices clos le 31 mars 2006 et le 31 mars 2007, les impacts s'élèvent respectivement à + 341 K€ et + 256 K€.

4.7. Description des principaux reclassements IFRS

4.7.1. Présentation du compte de résultat

Le groupe EuropaCorp a choisi d'appliquer, pour la présentation du compte de résultat consolidé en normes IFRS, la présentation par fonctions. .

Outre les différences de présentation qui résultent des prescriptions de la norme IAS 1 et des autres normes IFRS conduisant notamment à la disparition de certains postes (résultat exceptionnel, amortissement des écarts d'acquisition...), l'adoption de la présentation se traduit par un certain nombre de reclassements dont les principaux sont les suivants :

- reclassement des reprises de provisions non utilisées et de la majeure partie des « autres produits d'exploitation » en « autres produits et charges opérationnels » ;
- reclassement du crédit d'impôt en moins du coût des ventes ;
- ventilation du résultat financier entre « coût de l'endettement financier net » et « autres produits et charges financiers ». .

Par ailleurs le crédit d'impôt a été présenté conformément à IAS 20 en produit d'exploitation et non plus sur la ligne impôts.

4.7.2. Présentation du bilan

L'application de la norme IAS 1 n'introduit pas de différence de format majeure par rapport au bilan consolidé présenté jusqu'à présent par le groupe EuropaCorp en normes françaises. En particulier, la distinction courant/non courant des éléments de bilan, présentée par la norme comme préférentielle et à ce titre retenue par le groupe, ne modifie pas sensiblement les équilibres de l'actif (immobilisé/circulant) et du passif (long terme/court terme) tels qu'ils étaient présentés jusqu'ici.

Les actifs courants sont ceux que le groupe s'attend à réaliser ou à consommer dans le cadre du cycle normal d'exploitation. Tous les autres actifs sont considérés comme des actifs non courants (en particulier les actifs d'impôts différés qu'IAS 12 prescrit de classer en non-courant, alors qu'ils faisaient auparavant partie de l'actif circulant).

Les passifs courants sont ceux dont le Groupe s'attend à ce qu'ils soient réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation. Tous les autres passifs sont considérés comme des passifs non courants.

C'est au passif que la distinction courant/non courant introduit les différences de présentation les plus notables : outre un reclassement des passifs d'impôts différés symétrique par rapport à celui de l'actif, elle conduit à distinguer la part courante de la part non courante de la dette financière et des provisions pour risques et charges, et donc de dissocier des éléments auparavant présentés sur une seule ligne du bilan.

Le groupe EuropaCorp considère que la majeure partie de ses provisions pour risques font partie du cycle d'exploitation ; elles constituent donc des passifs courants. Les seules provisions non courantes identifiées par le groupe correspondent aux indemnités de départ en retraite et aux congés d'ancienneté, qui sont par nature à échéance lointaine.

Les dettes financières, quant à elles, sont ventilées en dettes courantes ou non courantes en fonction de leur échéance.

4.8. Principales incidences des normes IFRS sur le tableau de flux de trésorerie

En termes de présentation, le format de tableau de flux de trésorerie défini par la norme IAS 7 est relativement proche de celui déjà utilisé par le groupe EuropaCorp dans le référentiel français. Les différences majeures proviennent de la nécessité de présenter distinctement les flux de trésorerie relatifs à l'impôt et aux intérêts nets versés dans la période.

La plupart des retraitements IFRS dans le groupe EuropaCorp sont sans impact sur la variation de la trésorerie nette puisqu'ils correspondent, principalement, à des différences d'évaluation d'actifs et de passifs existants, et accessoirement, à la reconnaissance de nouveaux éléments au bilan ou au compte de résultat, sans conséquence sur les flux de trésorerie.

NOTE 5 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE

5.1 Ecart d'acquisition

Les filiales Dog Productions et Intervista ont été acquises au cours de l'exercice clos le 31 mars 2003. La levée d'une condition d'earn-out contractuelle concernant l'acquisition de la société Intervista a conduit à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire au 31 mars 2005 et l'augmentation de la participation d'EuropaCorp dans le capital de Dog Production, passée de 95% à 100%, a conduit à constater un écart d'acquisition complémentaire au 31 mars 2007.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dog Productions	Intervista
Coût d'acquisition définitif	2 648	302
Juste valeur résiduelle des actifs et passifs acquis	184	52
Participation acquise	100%	100%
Ecart d'acquisition	2 464	250
Amortissements pratiqués avant passage aux normes IFRS	(737)	(51)
Dépréciation cumulée au 31 mars 2007		
Valeur résiduelle	1 727	199

Le suivi des valeurs de ces écarts d'acquisition selon la méthodologie décrite à la note 2.3.2 n'a pas fait apparaître de perte de valeur supplémentaire au cours de l'exercice.

La variation sur les deux derniers exercices se résume de la façon suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	01/04/2005	Variation de périmètre de consolidation	Perte de valeur	Autres	31/03/2006	Variation de périmètre de consolidation	Perte de valeur	Autres	31/03/2007
Dog	1 720				1 720	7			1 727
Intervista	199				199				199
Ecarts d'acquisition	1 919	-	-	-	1 919	7	-	-	1 926

5.2 Immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars	
	2007	2006
Films et droits audiovisuels	436 635	356 000
En-cours de production	9 209	43 613
Frais préliminaires	8 457	4 417
Autres	454	411
Valeur brute	454 755	404 441
Amortissements, provisions	(345 516)	(257 945)
Valeur nette	109 239	146 496

Le montant des frais financiers immobilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2007 s'élève à 3 400 milliers d'euros.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Variation des immobilisations incorporelles en valeur brute

<i>(en milliers d'euros)</i>	Films et droits audiovisuels	En-cours de Production	Frais préliminaires	Autres	Total
Valeur brute au 31 mars 2006	356 000	43 613	4 417	411	404 441
Acquisitions / Créations	1 703	43 742	4 976	43	50 464
Cessions / Transferts	78 932	(78 146)	(936)		(150)
Variation périmètre					
Valeur brute au 31 mars 2007	436 635	9 209	8 457	454	454 755
Amortissements, provisions	(343 540)		(1 619)	(357)	(345 516)
Valeur nette au 31 mars 2007	93 095	9 209	6 838	97	109 239

L'augmentation de la valeur brute des films sur l'exercice clos le 31 mars 2007 est essentiellement liée aux investissements dans des productions tournées et sorties sur la période comme *Taxi 4* et *Arthur et les Minimoys* ou dans des productions dont le tournage est terminé et qui ne sont pas encore exploitées, en particulier *L'invité* et *Château en Espagne*.

Les films en en-cours de production à la clôture sont principalement *Taken* et *Le gang des Postiches*.

Variation des amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Films et droits audiovisuels	En-cours de Production	Frais préliminaires	Autres Immobilisations incorporelles	Total
Au 1er avril 2005	(169 964)		(396)	(243)	(170 603)
Dotations/Transfert	(86 549)		(457)	(65)	(87 071)
Diminutions/Reprises	276		37	24	337
Variation périmètre	(617)			9	(608)
Au 31 mars 2006	(256 854)		(816)	(275)	(257 945)
Dotations/Transfert	(86 686)		(803)	(82)	(87 571)
Diminutions/Reprises					
Variation périmètre					
Au 31 mars 2007	(343 540)		(1 619)	(357)	(345 516)

5.3 Immobilisations corporelles

Variation des immobilisations corporelles en valeur brute :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Installations matériels techniques	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute au 31 mars 2006	330	955	2 736	4 021
Acquisitions	38	1 927	171	2 136
Cessions / mises au rebut / Transferts	(6)	(955)	(159)	(1 120)
Variation périmètre		(1 676)		(1 676)
Valeur brute au 31 mars 2007	362	251	2 748	3 361
Amortissements, Provisions	(24)		(1 742)	(1 765)
Valeur nette au 31 mars 2007	338	251	1 006	1 595

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Variation des amortissements et provisions sur immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Installations matériels techniques	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 1er avril 2005	(10)		(1 113)	(1 123)
Dotations/Acquisitions	(7)		(389)	(396)
Diminutions			4	4
Variation périmètre			(1)	(1)
Au 31 mars 2006	(17)		(1 499)	(1 516)
Dotations/Acquisitions	(6)		(361)	(367)
Diminutions			118	118
Variation périmètre				
Au 31 mars 2007	(24)		(1 742)	(1 765)

5.4 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers consistent uniquement en dépôts et cautionnements dont l'échéance est postérieure à un an.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars	
	2007	2006
Titres non consolidés		
Avances et acomptes sur immobilisations financières		
Dépôts et cautionnements à échéance > 1 an	1 025	813
Valeur nette	1 025	813

5.5 Titres mis en équivalence

La valeur comptable des titres mis en équivalence s'analyse comme suit au 31 mars 2007 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	EuropaCorp Japan	
Activité principale	Distribution cinématographique au Japon	
	2007	2006
Pourcentage de contrôle	35%	35%
Valeur comptable de l'actif net détenu <i>(en milliers d'euros)</i>	242	263
Quote-part de résultat	(5)	3
Contribution aux capitaux propres consolidés	(62)	(41)
Total Bilan	2 563	2 955
Chiffre d'affaires	1 927	8 613
Résultat	13	8

La société EuropaCorp Japan clôture ses comptes au 31 décembre. La quote-part de résultat comptabilisée chez EuropaCorp correspond aux données du dernier exercice clos.

5.6 Impôts différés

Les impôts différés ont été calculés au 31 mars 2006 et au 31 mars 2007 avec un taux de droit commun égal à 34,43%. Compte tenu de la convention d'intégration fiscale à laquelle les filiales du groupe intégrées globalement

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

sont parties, les déficits fiscaux des filiales déficitaires sont activés. Les impôts différés se ventilent comme suit au 31 mars 2007 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars	
	2007	2006
Impôts différés actifs	7 903	8 988
Impôts différés passifs	(19 498)	(16 378)
Impôts différés nets	(11 595)	(7 390)
Dont décalage fiscal sur CA TV	8 725	11 387
Dont Fonds de soutien généré	(4 302)	(3 263)
Dont Amortissements films	(19 021)	(19 236)
Dont Instruments financiers	523	570
Dont autres variations temporaires et déficits fiscaux activés	2 480	3 152
Valeur nette	(11 595)	(7 390)

Suite à la rupture de l'intégration fiscale intervenue le 22 décembre 2006, le Groupe EuropaCorp a bénéficié d'une indemnisation versée par la société Front Line, tête de l'ancienne intégration fiscale, en remboursement de l'économie d'impôt perçue par cette société au titre des reports fiscaux déficitaires générés par les filiales du groupe EuropaCorp pendant la période d'intégration fiscale. Compte tenu du reversement des impôts différés afférents, cette indemnisation, qui s'élève à 4 838 milliers d'euros, n'a pas d'impact sur le résultat du Groupe.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé d'après le taux légal français de 34,43% et l'impôt effectif supporté par le groupe est le suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars	
	2007	2006
Résultat avant impôt, dotation aux amortissements des écarts d'acquisition et Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	11 300	6 863
Crédit d'impôt Cinéma	(2 070)	(821)
Taux d'impôt	34.43%	34.43%
Charge d'impôt théorique	(3 178)	(2 080)
(Accroissement) / Diminution de la charge d'impôt résultant de :		
- Différences permanentes	(505)	(45)
- Report variable	0	293
- Divers	(80)	121
Impôt effectif (courant et différé)	(3 763)	(1 711)

5.7 Stocks

Le stock se décompose de la manière suivante au 31 mars 2007 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Vidéo (VHS et DVD)	Encours de Production (films)	Livres	Total
Valeur brute au 31 mars 2006	360	380	518	1258
Provisions pour dépréciations			(157)	(157)
Valeur nette au 31 mars 2006	360	380	361	1101
Valeur brute au 31 mars 2007	492	1 927	735	3 154
Provisions pour dépréciations			(180)	(180)
Valeur nette au 31 mars 2007	492	1 927	555	2 974

Le stock d'encours de production correspond à la production exécutive du film *Hitman*.

5.8 Créances clients

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars	
	2007	2006
Clients et comptes rattachés - valeur nominale	56 754	44 731
Provision pour dépréciation des créances clients	(589)	(249)
Valeur nette des créances clients	56 166	44 482

L'ensemble des créances clients a une échéance inférieure à 1 an.

5.9 Autres créances

Détail des créances par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars	
	2007	2006
Avances et acomptes versés sur commandes	7 569	2 597
Fonds de soutien	12 496	9 480
Créances d'impôt sur les sociétés	1 204	(1 673)
Créances fiscales et sociales	7 260	6 904
Autres créances	8 709	1 708
Valeur brute	37 238	19 016
Provisions pour dépréciation	(178)	
Valeur nette	37 060	19 016

La créance sur le CNC se décompose au 31 mars 2007 en 9,2 millions d'euros de soutien producteur, 2,9 millions d'euros de soutien distributeur, et 0,3 millions d'euros de soutien éditeur vidéo.

L'ensemble de ces créances a une échéance inférieure à un an.

5.10 Capitaux propres

5.10.1 Composition du capital

EuropaCorp a été créée le 15 janvier 1992 sous le nom de Leeloo Productions, E.U.R.L.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Le 28 décembre 2000, Leeloo Productions a été transformée en société anonyme, avec pour nouvelle dénomination sociale Europa Corp. S.A. L'assemblée générale du 20 avril 2002 a transformé cette dénomination sociale en EuropaCorp S.A.

EuropaCorp est actuellement détenue à hauteur de 72,92 % par la société Front Line SARL et à hauteur de 15,94 % par des membres du Directoire.

L'assemblée générale du 30 mai 2002 a décidé la division par 3.080 du nominal des actions, qui passe ainsi de 15,40 à 0,005 euros. Cette division a donné lieu à l'échange de 3.080 nouvelles actions de 0,005 euro contre 1 action ancienne de 15,40 euros, le nouveau nombre d'actions s'élevant alors à 15.400.000. Cette réduction de capital a été suivie dans la même assemblée par une augmentation de capital de 5.159.000 euros par incorporation de réserves, et élévation du nominal des actions de 0,005 à 0,34 euros.

Au 31 mars 2007, le capital d'EuropaCorp est ainsi composé de 15.400.000 titres d'une valeur nominale de 0,34 euros.

5.10.2 Plans de souscription d'actions

La Société a mis en place deux plans de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise permettant à certains salariés de la Société de souscrire à des actions de la Société. La Société a également mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions au profit des salariés du Groupe.

Dans le cadre du premier programme d'émission de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise décidé par le Conseil d'administration du 16 février 2005 sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 31 janvier 2005, deux managers de haute responsabilité ont bénéficié de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise. Au 31 mars 2007 un seul de ces managers est encore salarié de l'entreprise et détient une possibilité de souscription de 127.000 actions.

Les bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise pourront être exercés par le bénéficiaire selon les modalités et conditions suivantes :

- les bons seront caducs de plein droit à défaut d'exercice en tout ou partie des bons par leurs titulaires à l'expiration d'une période de cinq années à compter de leur émission,
- les bons deviendront automatiquement caducs en cas de cessation par leur titulaire, à son initiative ou à celle de la Société, de son contrat de travail au sein de la Société, de même qu'en cas de décès ou d'incapacité du titulaire des bons,
- le prix de souscription des actions par exercice des bons a été fixé à 17,25 euros par action nouvelle.

Deux tiers des bons attribués ne sont pas soumis à d'autres conditions d'exercice, l'exercice du tiers restant étant subordonné à la réalisation de conditions de performance.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Les principales caractéristiques de ce plan sont résumées dans le tableau ci-dessous.

PLAN N°1 - Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	
Date d'assemblée : 31 janvier 2005	Plan n°1
Date du conseil d'administration ou du Directoire :	16/02/2005
Nature :	Attribution à titre gratuit de BSPCE donnant droit à la souscription d'actions
Nombre total d'actions pouvant initialement être souscrites :	254.000
Bons annulés durant l'exercice clos le 31 mars 2006 :	127.000 bons annulés le 27/02/06
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à ce jour :	127.000
Point de départ d'exercice des bons :	16/02/2005
Date d'expiration :	15/02/2010
Prix de souscription :	17,25 € par action nouvelle
Modalités d'exercice :	Deux tiers des bons attribués sont exerçables sans condition particulière et un tiers ne peut être exercé que sous réserve de la réalisation d'objectifs proposés par courrier par le bénéficiaire et acceptés par le Conseil d'administration à l'occasion de sa réunion du 16 février 2005. Le Conseil d'administration s'est toutefois réservé la possibilité de renoncer aux conditions de performance et de permettre aux bénéficiaires d'exercer leurs bons de souscription malgré le défaut d'accomplissement des objectifs précités.
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2007 :	0
Bons restant à exercer :	127.000

Ainsi qu'il a été décrit à la note 4.4.4, selon les normes IFRS, ce plan entraîne la comptabilisation d'une charge de personnel correspondant à la juste valeur des services rendus par les salariés en contrepartie des instruments de capitaux propres reçus. Cette charge s'élève à un montant total de 1 052 K€ dont 888 K€ ont été affectés à l'exercice clos le 31 mars 2005 et 164 K€ à l'exercice clos le 31 mars 2006.

Aucune charge relative à ce plan n'a été comptabilisée sur l'exercice clos le 31 mars 2007.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Un second plan de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise a été décidé par l'assemblée générale mixte du 5 mars 2007. Les principales caractéristiques de ce second plan sont résumées dans le tableau ci-dessous.

PLAN N°2 - Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	
Date d'assemblée : 5 mars 2007	Plan n°1
Date du Directoire :	23/03/2007
Nature :	Attribution à titre gratuit de BSPCE donnant droit à la souscription d'actions.
Nombre total d'actions pouvant être souscrites :	150.000
Point de départ d'exercice des bons :	Les bons ne pourraient être exercés qu'à compter de la fin du neuvième mois suivant la date de la première cotation des actions de la société sur un marché réglementé. En outre, 50% des bons ne seraient exerçables qu'à compter de la date de réalisation de certaines conditions suspensives décidées par le Directoire du 23 mars 2007.
Date d'expiration :	Les bons seront caducs de plein droit à défaut d'exercice en tout ou partie des bons par leurs titulaires à l'expiration d'une période de cinq années à compter de leur émission.
Prix de souscription :	19,61 € par action nouvelle
Modalités d'exercice :	50% des bons attribués sont exerçables sans condition particulière et 50% ne peuvent être exercés que sous réserve de la réalisation de certaines performances futures de la société.
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2007 :	0
Bons restant à exercer :	150.000

5.11 Provisions pour risques et charges

Détail par nature des provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31 mars	
	2007	2006
Provisions pour charges	112	83
Provisions pour retraites	140	84
Total des provisions pour risques et charges	252	167

Les 112 milliers d'euros de provision pour risques et charges correspondent à une provision pour retours liée à l'activité d'édition.

Il n'existe au 31 mars 2007 aucune situation contentieuse connue dont le risque affecterait de façon significative la situation financière consolidée du Groupe en cas d'issue défavorable.

La variation des provisions pour risques et charges au cours de l'exercice peut s'analyser de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/03/2006	Dotation de l'exercice	Consommation de l'exercice	Reprise sans utilisation	Effet de l'actualisation	Autres	31/03/2007
Provisions pour charges	83	7		23			112
Provisions pour retraites	84	56					140
Provisions	167	63	-	23	-	-	252

5.12 Emprunts et dettes financières

L'endettement net de la société se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars	
	2007	2006
Emprunt obligataire à plus d'un an	10 998	18 187
Total Emprunts à Échéance > 1 an	10 998	18 187
Emprunt obligataire à moins d'un an	8 332	8 332
Crédit de production	29 471	42 184
Concours bancaires courants	1 747	5 051
Valeurs mobilières de placement	(2 063)	(815)
Disponibilités	(5 819)	(1 284)
Endettement net	42 666	71 655

La diminution de l'endettement s'explique, d'une part, par un nombre de tournages moins élevé au cours de l'exercice par rapport à l'exercice précédent, d'où une utilisation plus réduite de la ligne de crédit et d'autre part, par le remboursement d'un tiers de la dette OBSAR, intervenu le 4 février 2007 pour 8 332 K€.

Le 31 janvier 2004, EuropaCorp a procédé à l'émission de 14.490 OBSAR d'une valeur nominale de 1.725 euros, soit un montant nominal total de 24.995 milliers d'euros.

Les OBSAR comprennent d'une part une partie Obligation remboursable par parts égales aux 31 janvier 2007, 2008 et 2009, et d'autre part une partie BSAR (Bon de Souscription d'Action Remboursable) convertible au gré du souscripteur en cas d'introduction d'une partie du capital de la société sur un marché réglementé, et remboursable au gré de l'émetteur dans les autres cas, mais au plus tard au 31 décembre 2008. La composante « Obligation » et la composante « BSAR » sont traitées comme deux instruments financiers distincts.

Le suivi de la dette relative à l'emprunt obligataire est initialement comptabilisé à la juste valeur et est ensuite évaluée au coût amorti conformément à IAS 39. La variation de la dette obligataire s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars	
	2007	2006
Passif d'ouverture	26 519	25 248
Effet de la désactualisation (Composante passif ouverture * TIE)	1 886	1 839
Païement des coupons	(743)	(568)
Remboursement des obligations	(8 332)	0
Passif de clôture	19 330	26 519
Dont Part à plus d'un an	10 998	18 187

TIE : Taux d'intérêt effectif

La composante passif des BSAR figure en dettes financières pour un montant égal à la valeur des flux de remboursement contractuels futurs actualisés au taux de marché en vigueur à la date d'émission pour une dette sans option de conversion mais avec des conditions de crédit comparable, flux de trésorerie et conditions similaires, conformément à la norme IAS 32.

Le 27 septembre 2004, la société EuropaCorp a conclu une convention de Ligne de Crédit lui permettant de mobiliser des créances liées à des contrats significatifs ou à hauteur de 30 millions d'euros revolving, sous réserve de l'éligibilité des créances et des films sous-jacents au regard des règles de la convention. Cette ligne de Crédit a été étendue à hauteur de 80 millions d'euros le 18 décembre 2004.

Les disponibilités en devises au 31 mars 2007 sont en dollars américains (3 563 milliers d'euros), en livres sterling (513 milliers d'euros) et en dollars canadiens (1 millier d'euros).

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Au 31 mars 2007, les valeurs mobilières de placement sont composées d'OPCVM monétaires, dont les gains latents sont estimés à 112.25 €uros.

5.13 Dettes fournisseurs et autres dettes courantes

Détail des autres dettes par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars	
	2007	2006
Fournisseurs et comptes rattachés	29 292	21 529
Avances et acomptes reçus sur commandes	2 499	1 098
Dettes fiscales et sociales	11 255	8 152
Dettes diverses	6 307	3 797
Total autres dettes	20 061	13 047
Total dettes d'exploitation	49 353	34 576

Les dettes diverses au 31 mars 2007 sont principalement constituées de charges à payer composées de dettes ayants-droit et de coûts engagés sur des productions en cours.

Les dettes fiscales et sociales se composent essentiellement de TVA collectée et de charges à payer sur impôts et cotisations diverses.

L'ensemble des dettes courantes a une échéance à moins d'un an.

5.14 Autres actifs et autres passifs

Les autres actifs courants consistent en charges constatées d'avance, d'un montant de 590 milliers d'euros au 31 mars 2007 au titre de charges engagées sur les productions non encore exploitées commercialement, ainsi qu'en dépôts et cautionnements donnés sur les productions à hauteur de 364 milliers d'euros.

Les autres passifs non courants incluent la garantie de rachat émise par EuropaCorp auprès des actionnaires de la Sofica EuropaCorp. Le prix de rachat garanti pour une action s'élève à 850 euros, soit 85% de la valeur d'émission. Chaque garantie peut être mise en œuvre pendant une période de six mois au terme de la huitième année de détention. La première période autorisée pour les souscripteurs pour mettre en œuvre la garantie de rachat ne débutera pas avant le 1^{er} janvier 2012 et uniquement pour les actionnaires de la Sofica EuropaCorp ayant souscrit des actions à l'occasion de sa constitution.

Les autres passifs (courants et non courants) intègrent des produits constatés d'avance, au titre de recettes facturées dont le fait générateur de la prise en compte du chiffre d'affaires correspondant n'est pas avéré à la clôture de l'exercice. Les produits constatés d'avance sont classés en passifs non courants lorsque l'échéance de la prise en compte du chiffre d'affaires est supérieure à un an.

Détail des produits constatés d'avance :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars	
	2007	2006
Ventes internationales non livrées	9 267	6 803
Etalement des droits TV	25 978	33 707
Subventions	943	2 179
Autres PCA	200	3 602
Total Produits constatés d'avance	36 388	46 291

NOTE 6 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

6.1 Chiffre d'affaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars	
	2007	2006
- Production	104 729	102 348
- Distribution	36 455	12 312
- Vidéo	9 489	23 952
- Films publicitaires	3 018	6 199
- Edition	4 617	3 142
- Divers	353	126
Total	158 661	148 079
Dont soutien financier généré	10 235	5 956
Dont chiffre d'affaires généré à l'export	54 314	71 845

6.2 Résultat financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars	
	2007	2006
Produits d'intérêts nets	946	269
Frais financiers	(1 666)	(1 506)
Différences de change nettes	503	(1 006)
Résultat financier	(217)	(2 243)

Le résultat financier est principalement composé des charges et produits d'intérêts et différences de change nettes non affectés en coûts des ventes.

6.3 Impôt

Ventilation de la charge d'impôt par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars	
	2007	2006
Impôt exigible	442	(4 845)
Impôt différé	(4 205)	3 134
Charge d'impôt totale	(3 763)	(1 711)

6.4 Charges de personnel

Le tableau suivant intègre les charges de personnel totales de la société, y compris les charges de personnel intégrées au coût des films.

<i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	Exercice clos le 31 mars	
	2007	2006
Effectif moyen permanent	74	63
Charges de personnel (y compris personnel intermittent)	(26 834)	(28 977)
- Salaires	(20 457)	(21 743)
- Participation des salariés	(285)	(495)
- Charges sociales	(6 026)	(6 556)
- Charges de stocks options et assimilés	(15)	(164)
- Engagements indemnités départ en retraite	(51)	(19)
- Avantages postérieurs à l'emploi		

NOTE 7 – AUTRES INFORMATIONS

7.1 Relations avec les entreprises liées

Le tableau ci-dessus résume les flux et soldes des opérations réalisées avec les entreprises liées.

(en milliers d'euros)	31/03/2007	31/03/2006
Créances		
Créances clients et autres créances d'exploitation	16	565
Comptes courants financiers débiteurs et autres créances financières courantes	4 846	1 533
Dettes		
Autres dettes financières non courantes	-	-
Dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation	6 722	3 755
Comptes courants financiers créditeurs	232	28
Chiffre d'affaires	-	-
Charges d'exploitation	(7 330)	(10 281)
Charges financières	-	0
Produits financiers	-	-

Les sociétés EuropaCorp, EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, EuropaCorp Studios (anciennement dénommée EuropaCorp Animation et dont 100% des titres ont été cédés en date du 16 février 2007), Dog Productions et Intervista (conjointement avec Digital Factory, Block One, Block Two et Apipoulai) faisaient partie du groupe d'intégration fiscale constitué par la société Front Line.

Suite aux cessions d'actions EuropaCorp intervenues le 22 décembre 2006, la société Front Line ne détient plus que 72,92 % du capital et des droits de votes de la société EuropaCorp, contre 97,92 % auparavant. Cette diminution a eu pour effet la sortie de la société EuropaCorp et de ses filiales du groupe d'intégration fiscale.

Depuis 2001 et dans le cadre d'une convention réglementée, le groupe EuropaCorp a confié à la société Ydeo SARL (dont le Président est un membre du Directoire d'EuropaCorp) un certain nombre de missions dont la gestion du budget marketing et le mandat d'achat d'espaces des films distribués par EuropaCorp Distribution. Durant l'exercice clos le 31 mars 2007, Ydeo a facturé à EuropaCorp Distribution des honoraires d'un montant de 789 milliers d'euros.

EuropaCorp a conclu avec Block Two, filiale à 100% de Front Line, en date du 2 décembre 2002, un contrat de bail pour les locaux de son siège social, 137 rue du Faubourg Saint Honoré. Ce bail a été résilié au 1^{er} avril 2004 et une convention de sous-location a été conclue avec Front Line. Le montant total des loyers et charges locatives facturés par Front Line à EuropaCorp s'élève pour l'exercice 2006/2007 à 2 619 milliers d'euros.

Front Line assiste EuropaCorp dans le secrétariat juridique, les relations avec les compagnies d'assurance, le suivi fiscal et la gestion immobilière ainsi que dans diverses prestations (ménage, accueil, gardiennage,...). La rémunération des prestations est calculée sur la base de leur coût de revient hors taxes majoré d'une base forfaitaire de 8%. Elle est payable à réception de la facture de Front Line et s'est élevée sur les exercices clos le 31 mars 2005, 2006 et 2007 à respectivement 1 398 milliers d'euros, 982 milliers d'euros et 797 milliers d'euros.

Digital Factory, filiale de Front Line à 100%, a effectué des prestations de services au titre des studios et des équipements de montage situés sur son site en Normandie. Durant les exercices clos les 31 mars 2005, 2006 et 2007 le montant des prestations facturées par Digital Factory au groupe EuropaCorp s'est élevé respectivement à 1 576 milliers d'euros, 3 208 milliers d'euros et 3 012 milliers d'euros.

Apipoulai, filiale de Front Line à 100% a effectué, pour EuropaCorp, des prestations de services. Ces prestations ont été refacturées à EuropaCorp à l'euro l'euro pour 146 milliers d'euros. Au titre de la production exécutive, 324 milliers d'euros ont été refacturés à EuropaCorp.

7.2 Engagements et passifs éventuels

L'analyse des engagements hors bilan du groupe se détaille comme suit au 31 mars 2007 (en milliers d'euros) :

<i>Engagements donnés en faveur de tiers</i>	31 mars 2007	31 mars 2006
Engagements financiers sur loyers	8 084	2 808
Engagements financiers sur investissements cinématographiques	4 340	50
Total engagements donnés	12 424	2 858
<i>Engagements reçus en faveur d'EuropaCorp</i>		
Engagements reçus de clients		
- <i>Au titre de l'activité cinématographique</i>	<i>81 443</i>	<i>70 761</i>
- <i>Au titre de la facturation de loyers</i>		
Fonds de soutien audiovisuel	3 654	2 118
Total des engagements reçus	85 097	72 879

A la connaissance d'EuropaCorp, il n'existe pas à ce jour de litiges ou d'arbitrages pouvant avoir dans un avenir prévisible ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur l'activité, la situation financière, le résultat ou le patrimoine d'EuropaCorp.

7.3 Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des rémunérations versées par le Groupe aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance au cours des deux derniers exercices clos.

	2007	2006
Avantages à court terme	3 077 K€	2 826 K€
Avantages postérieurs à l'emploi	0 K€	0 K€
Autres avantages à long terme	0 K€	0 K€
Paievements sur la base d'actions	0 K€	0 K€

30 K€ ont également été versés sur l'exercice aux anciens membres du conseil d'administration au titre des jetons de présence.

7.4 Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le 16 mai 2007, poursuivant son objectif de créer un studio pluridisciplinaire et intégrant toutes les étapes de la conception, de la fabrication et de la distribution d'œuvres cinématographiques, la société EuropaCorp a procédé à l'acquisition de l'intégralité des actions composant le capital social de la société Ydéo, spécialisée dans le conseil et la création marketing et avec laquelle EuropaCorp entretient des relations d'affaires étroites depuis plusieurs années. Ce faisant, le Groupe bénéficie en son sein de l'expertise d'un acteur compétent et expérimenté dans le secteur de la communication cinématographique.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Annexe 2

Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2006 en normes françaises

EUROPACORP

BILAN CONSOLIDE AU 31/03/2006

(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions)

ACTIF	31-mars 2006			31-mars	
	Brut	Amortissements/ Provisions	Net	2005 Net	2004 Net
Actif immobilisé:					
Ecarts d'acquisition	2 708	(1 061)	1 647	1 919	2 046
Immobilisations incorporelles	404 441	(251 297)	153 144	157 644	95 877
Immobilisations corporelles	4 021	(1 516)	2 505	2 670	2 348
Immobilisations financières	1 151	-	1 151	1 008	1 500
Titres mis en équivalence	263	-	263	267	243
Total de l'actif immobilisé	412 584	(253 874)	158 710	163 508	102 014
Actif circulant :					
Stocks	1 258	(157)	1 101	866	1 090
Clients et comptes rattachés	44 731	(249)	44 482	34 150	29 297
Autres créances	22 093		22 093	30 770	25 129
Impôts différés actifs	4 208	-	4 208	2 641	1 197
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	2 099	-	2 099	6 129	33 549
Charges constatées d'avance	4 535	-	4 535	2 046	3 714
Total de l'actif circulant	78 924	(406)	78 518	76 602	93 976
Primes de remboursement	4 024	(1 755)	2 269	3 110	3 894
Charges à répartir	1 595		1 595	2 301	-
Total de l'actif	497 127	(256 035)	241 092	245 521	201 793
			31 mars	31 mars	
			2006	2005	2004
PASSIF					
Capitaux propres- part du groupe					
Capital souscrit, 15,400,000 actions émises, d'une valeur nominale de 0,34 euro			5 236	5 236	5 236
Prime d'émission et d'apport, et réserve légale			457	182	83
Réserves			43 571	37 942	39 088
Résultat			7 697	10 610	2 886
Total des capitaux propres - part du groupe			56 961	53 970	47 294
Intérêts minoritaires			5 210	2 891	3
Provisions pour risques et charges			83	98	227
Dettes					
Emprunts et dettes financières			76 709	93 546	49 940
Fournisseurs et comptes rattachés			21 529	20 581	19 747
Autres dettes			12 909	13 616	17 569
Impôts différés passifs			11 560	12 786	9 359
Produits constatés d'avance			56 131	48 033	57 654
Total des dettes			178 838	188 562	154 269
Total du passif			241 092	245 521	201 793

EUROPACORP**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/03/2006**

	Exercice clos le 31 mars		
<i>(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)</i>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Chiffre d'affaires	147 595	98 787	101 870
Autres produits d'exploitation	0	8	2
Produits d'exploitation	147 595	98 795	101 872
Coûts des ventes	(124 294)	(71 640)	(80 937)
Marge opérationnelle	23 301	27 155	20 935
Frais de structure	(14 634)	(12 872)	(12 869)
Résultat opérationnel	8 667	14 283	8 066
Produits financiers (non affectés en coût des ventes)	2 241	1 043	236
Charges financières (non affectés en coût des ventes)	(3 903)	(1 411)	(2 534)
Résultat financier	(1 662)	(368)	(2 298)
Résultat courant avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	7 005	13 915	5 768
Produits exceptionnels	189	54	46
Charges exceptionnelles	(435)	(83)	(572)
Résultat exceptionnel	(246)	(29)	(526)
Impôt sur les résultats	601	(3 074)	(1 896)
Résultat net des entreprises intégrées	7 360	10 812	3 346
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	3	(36)	(199)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(272)	(277)	(256)
Part revenant aux minoritaires	(605)	(111)	5
Résultat net (part du groupe)	7 696	10 610	2 886
Résultat par action	0.50	0.69	0.19
Résultat par action dilué	0.45	0.63	0.17

EUROPACORP**TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

	Exercice clos le 31 mars		
	2006	2005	2004
<i>(montants en milliers d'euros)</i>			
Opérations d'exploitation			
Résultat net part du groupe	7 696	10 610	2 886
Résultat net part des minoritaires	(605)	(111)	5
Amortissements et provisions	89 233	51 670	33 810
Impôts différés	(2 793)	1 982	(3 047)
Plus ou moins values de cessions	216	14	2 061
Quote part de résultat des sociétés imses en équivalence	(3)	36	199
Capacité d'autofinancement	93 744	64 201	35 915
Variation du besoin en fonds de roulement :			
Stocks	(236)	224	(92)
Clients, comptes rattachés et autres créances	(1 653)	(10 494)	9 914
Charges constatées d'avance	(2 489)	1 668	805
Fournisseurs et autres dettes	(263)	(2 274)	5 337
Produits constatés d'avance	8 098	(9 621)	16 984
Flux de trésorerie d'exploitation	97 201	43 703	68 863
Opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(82 935)	(111 486)	(32 517)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(234)	(808)	(699)
Cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles	188	20	
Variation nette des immobilisations financières	(143)	492	(6 138)
Variation des dettes sur immobilisations	505	(845)	(412)
Variation des charges à répartir sur plusieurs exercice		(948)	(1 975)
Variation des réserves des minoritaires (acquisition de l'exercice)	(26)		(3)
Incidence des variations de périmètre	(78)	2 850	313
Flux de trésorerie d'investissement	(82 723)	(110 725)	(41 431)
Opérations de financement			
Dividendes versés	(4 620)	(4 004)	
Augmentations (réductions) de capital	2 950		
Augmentation (Diminution) nette des emprunts et découverts bancaires	(16 838)	43 606	(4 798)
Flux de trésorerie de financement	(18 508)	39 602	(4 798)
Variation nette des disponibilités	(4 030)	(27 420)	22 634
Disponibilités à l'ouverture	6 129	33 549	10 915
Disponibilités à la clôture	2 099	6 129	33 549

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

EUROPACORP

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

<i>(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions)</i>	nombre d'actions ordinaires	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Réserves	Résultat net	Total capitaux propres
Solde au 31 mars 2002	5 000	77	0	10	11 082	20 752	31 921
Augmentation de capital		5 159			(5 159)		0
Affectation en réserves					20 752	(20 752)	0
Résultat net de l'exercice 2002/2003						12 483	12 484
Solde au 31 mars 2003	15 400 000	5 236	0	10	26 675	12 483	44 405
Affectation en réserves				73	12 410	(12 483)	0
Réserve de conversion					3		3
Résultat net de l'exercice 2003/2004						2 886	2 886
Solde au 31 mars 2004	15 400 000	5 236	0	83	39 088	2 886	47 295
Affectation en réserves				99	2 787	(2 886)	0
Distribution dividendes					(4 004)		(4 004)
Réserve de conversion					(24)		(24)
Incidence des variations de périmètre					93		93
Résultat net de l'exercice 2004/2005						10 610	10 610
Solde au 31 mars 2005	15 400 000	5 236	0	182	37 940	10 610	53 970
Affectation en réserves				275	10 335	(10 610)	(0)
Distribution dividendes					(4 620)		(4 620)
Réserve de conversion					(7)		(7)
Incidence des variations de périmètre					(78)		(78)
Résultat net de l'exercice 2005/2006						7 697	7 697
Solde au 31 mars 2006	15 400 000	5 236	0	457	43 570	7 697	56 961

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

(Les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire)

NOTE 1 - ACTIVITE DU GROUPE

EuropaCorp, société anonyme régie par les dispositions de la loi française, et ses filiales, ont pour activité principale la production et la distribution d'œuvres cinématographiques.

NOTE 2 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés d'EuropaCorp arrêtés au 31 mars 2004, 2005 et 2006 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

En matière d'évaluation des films et de leur amortissement, EuropaCorp applique les principes spécifiques des branches professionnelles de l'industrie cinématographique adoptés par les grandes sociétés de cinéma internationales et notamment américaines.

La société s'est conformée aux règlements CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs et CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005. La première application de ces règlements n'a eu aucun effet significatif sur les capitaux propres d'ouverture ou sur le résultat de l'exercice.

2.2 Méthodes et périmètre de consolidation

2.2.1 Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des filiales dans lesquelles EuropaCorp exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif ou un contrôle de fait.

Les entreprises non contrôlées par EuropaCorp mais sur lesquelles EuropaCorp exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les entreprises contrôlées par EuropaCorp conjointement avec une ou plusieurs sociétés tierces sont consolidées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le Groupe. Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values, marges internes, dividendes...).

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

2.2.2 Périmètre de consolidation

	Siège Social	N° SIREN	Entrée dans le périmètre	Sortie du périmètre	Exercice clos le 31 mars 2006		
					Méthode d'intégration	%d'intérêt	% de contrôle
EuropaCorp	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	384 824 041	Société mère				
EuropaCorp Distribution	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	434 969 861	1 ^{er} avril 2001		I.G.	100%	100%
EuropaCorp Diffusion	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	438 619 512	1 ^{er} avril 2001		I.G.	100%	100%
Dog Productions	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	422 132 829	1 ^{er} avril 2002		I.G.	100%	100%
Intervista	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	395 246 408	1 ^{er} avril 2002		I.G.	100%	100%
EuropaCorp Animation	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	447 883 737	31 mars 2003		I.G.	100%	100%
EuropaCorp Music Publishing	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	482 467 859	1 ^{er} avril 2005		I.G.	100%	100%
Sofica EuropaCorp	57 Avenue d'Iena, 75016 Paris	452 204 381	1 ^{er} avril 2004		I.G.	0%	100%
THEUS Productions	137 rue du Faubourg Saint Honoré	450 582 770	1 ^{er} octobre 2003	1 ^{er} janvier 2006	I.P.	50%	50%
EuropaCorp Japan	5-24-5 Hongo, Bunkyo-ku, Tokyo 113-8405		1 ^{er} avril 2002		M.E.E.	35%	35%

I.G. : Intégration globale

M.E.E : Mise en équivalence

I.P. : Intégration proportionnelle

Toutes les sociétés du périmètre établissent leurs comptes en euros, hormis EuropaCorp Japan, qui établit ses comptes en yen japonais.

La seule entrée de périmètre concerne EuropaCorp Music Publishing, société de production d'enregistrements sonores, d'édition de partitions musicales et d'exploitation d'œuvres musicales, multimédia et audiovisuelles. Cette société a été consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} avril 2005.

La participation d'EuropaCorp dans la société Theus Productions a été portée à 100% le 9 décembre 2005 puis cette société a fait l'objet d'une dissolution avec confusion de patrimoine.

2.3 Méthodes et règles d'évaluation

2.3.1 Immobilisations incorporelles

- **Films et droits audiovisuels**

Les films et droits audiovisuels sont principalement composés du coût des films dont EuropaCorp est producteur délégué et du coût d'acquisition des parts de coproduction.

La valeur brute des films inscrite au bilan comprend à partir de la fin du tournage :

- Les montants investis nets des apports des co-producteurs dans les films, lorsque EuropaCorp est intervenue dans la production de l'œuvre comme producteur délégué ;
- Le montant d'acquisition de droits incorporels et corporels, lorsque EuropaCorp n'est pas intervenue dans la production de l'œuvre.

Le coût immobilisé des films comprend les frais financiers encourus pendant la période de production (intérêts intercalaires) ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

- **En-cours de production**

Une fois la décision de tournage prise, les frais préliminaires sont transférés en en-cours de production.

Les en-cours de production centralisent l'ensemble des coûts directs et des frais financiers engagés pour produire le film jusqu'à la fin du tournage, ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

- **Frais préliminaires**

Les frais préliminaires représentent les frais de recherche de sujets, talents et repérages nécessaires au développement de la production. Ils sont individualisés et revus projet par projet à chaque clôture.

Les frais préliminaires n'ayant pas abouti à une décision de tournage de film sont considérés comme abandonnés et passés en charges au plus tard dans le délai de trois ans. Ce principe n'est cependant pas applicable pour les projets activés depuis plus de trois ans mais sur lesquels il existe des engagements déjà signés.

- **Amortissements et provisions des films**

L'amortissement des films est pratiqué pour chaque film selon la méthode des recettes estimées, consistant à appliquer au coût du film le ratio résultant de la comparaison entre les recettes nettes acquises et les recettes nettes totales estimées de la première vie du film (jusqu'à la fin des droits de la deuxième diffusion en clair sur une chaîne hertzienne). Ces recettes nettes prévisionnelles sont examinées périodiquement par la Direction et ajustées si nécessaire.

Dans le cas où la valeur nette de l'investissement résultant de l'application de cette méthode est supérieure aux recettes nettes prévisionnelles, un amortissement complémentaire est constaté pour couvrir l'insuffisance des recettes.

Une provision pour dépréciation peut être comptabilisée sur les en-cours de production à la fin de l'exercice si le budget initialement prévu fait l'objet d'un dépassement très important. Pour des films ayant été exploités entre la clôture et l'arrêté des comptes, une provision est également constatée si l'estimation des recettes futures est inférieure à la valeur de l'investissement.

2.3.2 Ecart d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur le revenu, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée dans le bilan consolidé sous le poste "Ecart d'acquisition" pour les sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle et dans le poste "Titres mis en équivalence" pour les sociétés sur lesquelles EuropaCorp exerce une influence notable.

La durée d'amortissement de l'écart d'acquisition, comprise généralement entre 5 et 10 ans, est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l'entreprise acquise et son caractère stratégique.

La valeur d'utilité des écarts d'acquisition fait l'objet d'un examen régulier par la Direction d'EuropaCorp. Un amortissement exceptionnel est constaté lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être survenue. De tels événements ou circonstances comprennent des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date de l'acquisition.

Lorsqu'un amortissement exceptionnel apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la juste valeur.

2.3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur les durées suivantes :

Mobilier :	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique :	3 à 10 ans
Matériel de transport :	5 ans

2.3.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont principalement composées des dépôts versés et cautions données qui sont valorisés à leur valeur nominale.

2.3.5 Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée, qui correspond à la valeur d'acquisition, ou de leur valeur nette probable de réalisation.

Les encours de production sur films publicitaires, dont nous ne détenons pas les droits d'exploitation, sont enregistrés en stock jusqu'à la livraison à l'annonceur.

2.3.6 Clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée pour les créances qui présentent un retard inhabituel ou qui font l'objet d'un contentieux. Le pourcentage de provision est déterminé créance par créance.

2.3.7 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées pour leur valeur brute, au prix d'acquisition ou de souscription. Elles sont éventuellement dépréciées par référence à la moyenne des cours boursiers du dernier mois de l'exercice pour les valeurs cotées ou leur valeur probable de négociation à la date de clôture pour les valeurs mobilières de placement non cotées. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

2.3.8 Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur la base des différences entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Le Groupe comptabilise selon la méthode du report variable l'ensemble des actifs et passifs d'impôt, que la situation fiscale latente d'une société consolidée fasse apparaître un passif d'impôt différé net ou un actif d'impôt différé net, dès lors que les perspectives de recouvrement de cet actif sont clairement identifiées.

2.3.9 Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances ainsi que les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros aux cours de change de clôture de l'exercice.

Les pertes et gains de change latents résultant de cette conversion sont rapportés au compte de résultat.

2.3.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges dont l'évolution est présentée en note 12, sont principalement composées de provisions pour charges.

Les engagements pour départ à la retraite n'ont pas fait l'objet d'une provision, leur montant n'étant pas significatif.

2.3.11 Dettes financières

Les dettes financières assorties d'une prime de remboursement sont comptabilisées pour leur montant total y compris la prime de remboursement.

La prime de remboursement est inscrite à l'actif et est amortie sur la durée de l'emprunt sur la base du Taux Effectif Global actualisé de l'opération.

Les frais d'émission d'emprunt sont activés en charges à répartir et étalés sur la durée de l'emprunt.

2.3.12 Prise en compte du chiffre d'affaires

Les recettes liées à l'exploitation des films sont constatées dès lors que les droits sont ouverts conformément aux critères suivants :

- Les recettes salles sont constatées en fonction des entrées réalisées ;
- Les cessions de droits aux chaînes de télévision françaises sont réparties prorata temporis sur la durée de l'exclusivité des droits consentis à la chaîne de télévision ;
- Les recettes liées aux ventes étrangères sont constatées une fois le contrat signé et la livraison effectuée ;

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

- Les recettes vidéo sont enregistrées en fonction des ventes réalisées ;
- Les recettes liées à la production de films publicitaires sont constatées à la livraison du matériel à l'annonceur ;
- Les recettes liées à l'édition de livres sont enregistrées nettes de retours.

Les produits facturés relatifs aux recettes ne correspondant pas encore aux critères précédents sont différés au bilan et enregistrés en "Produits constatés d'avance".

2.3.13 Fonds de soutien

Le fonds de soutien généré par l'exploitation commerciale des films est constaté en chiffre d'affaires indépendamment de la notification par le Centre National de la Cinématographie (CNC). Sa contrepartie au bilan figure dans le poste "Autres créances".

Les majorations liées aux réinvestissements du fonds de soutien sont comptabilisées en chiffre d'affaires lors de l'obtention de l'agrément de production du CNC.

2.3.14 Présentation des charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont réparties entre le coût des ventes et les frais de structure.

Le coût des ventes inclut les charges suivantes :

- Les coûts de production des œuvres, minorés des apports des co-producteurs et de la production immobilisée ;
- Les dotations aux amortissements et provisions (nettes des reprises) sur les films ;
- Les frais d'édition et de distribution ;
- Les frais techniques d'exploitation du matériel ;
- Les reversements aux ayants droit ;
- Les cotisations et taxes directement imputables aux films.

Les frais de structure sont principalement composés des charges locatives et des frais administratifs qui ne sont pas intégrés au coût des ventes.

2.3.15 Modalités de calcul du résultat par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice.

2.3.16. Informations par secteur d'activité

EuropaCorp est gérée selon un seul secteur d'activité, étant donné que la Direction évalue la performance de la Société dans son ensemble et non sur la base d'unités opérationnelles distinctes.

2.3.17 Produits dérivés et instruments de couverture

Afin de couvrir une partie de son risque de change sur des versements futurs en devises, EuropaCorp signe ponctuellement des contrats de change à terme avec une institution financière. Au 31 mars 2006, six contrats font l'objet d'une couverture de change.

NOTE 3 – ECARTS D'ACQUISITION

Les filiales Dog Productions et Intervista ont été acquises au cours de l'exercice clos le 31 mars 2003. La levée d'une condition d'earn-out contractuelle concernant l'acquisition de la société Intervista a conduit à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire au 31 mars 2005 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dog Productions	Intervista
Coût d'acquisition définitif	2 608	302
Juste valeur des actifs et passifs acquis	158	52
Participation acquise	95%	100%
Ecart d'acquisition	2 458	250
Amortissement cumulé au 31 mars 2006	(983)	(78)
Valeur résiduelle	1 475	173

L'écart d'acquisition relatif à ces deux sociétés est amorti sur une base de 10 ans.

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2006	2005	2004
Films et droits audiovisuels	356 000	288 883	184 825
En-cours de production	43 613	28 009	23 665
Frais préliminaires	4 417	3 862	3 212
Autres	411	598	415
Valeur brute	404 441	321 352	212 117
Amortissements, provisions	(251 297)	(163 708)	(116 240)
Valeur nette	153 144	157 644	95 877

Le montant des frais financiers immobilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2006 s'élève à 4 119 milliers d'euros.

Variation des immobilisations incorporelles en valeur brute

<i>(en milliers d'euros)</i>	Films et droits audiovisuels	En-cours de Production	Frais préliminaires	Autres	Total
Valeur brute au 31 mars 2005	288 883	28 009	3 862	598	321 352
Acquisitions / Créations	19 145	62 445	1 522	28	83 140
Cessions / Transferts	47 348	(46 841)	(967)	(205)	(665)
Variation périmètre	624			(10)	614
Valeur brute au 31 mars 2006	356 000	43 613	4 417	411	404 441
Amortissements, provisions	(250 206)		(816)	(275)	(251 297)
Valeur nette au 31 mars 2006	105 794	43 613	3 601	136	153 144

L'augmentation de la valeur brute des films sur l'exercice clos le 31 mars 2006 est essentiellement liée aux investissements dans des productions dont le tournage est terminé et qui ne sont pas encore exploitées, en particulier *Michou d'Auber*, *Quand j'étais chanteur*, *The Secret* et *Love and other disasters*.

Les films en en-cours de production à la clôture sont principalement *Arthur* et *L'invité*.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Variation des amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Films et droits audiovisuels	En-cours de Production	Frais préliminaires	Autres Immobilisations incorporelles	Total
Au 31 mars 2005	(163 069)		(396)	(243)	(163 708)
Dotations/Transfert	(86 549)		(457)	(65)	(87 071)
Diminutions/Reprises	29		37	24	90
Variation périmètre	(617)			9	(608)
Au 31 mars 2006	(250 206)		(816)	(275)	(251 297)

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Variation des immobilisations corporelles en valeur brute :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Installations matériels techniques	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute au 31 mars 2005	857	955	1 981	3 793
Acquisitions			231	231
Cessions / mises au rebut / Transferts			520	(7)
Variation périmètre	(527)		4	4
Valeur brute au 31 mars 2006	330	955	2 736	4 021
Amortissements, Provisions	(17)		(1 499)	(1 516)
Valeur nette au 31 mars 2006	313	955	1 237	2 505

Variation des amortissements et provisions sur immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Installations matériels techniques	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 mars 2005	(10)		(1 113)	(1 123)
Dotations/Acquisitions	(7)		(389)	(396)
Diminutions			4	4
Variation périmètre			(1)	(1)
Au 31 mars 2006	(17)		(1 499)	(1 516)

NOTE 6 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2006	2005	2004
Titres non consolidés			3
Avances et acomptes sur immobilisations financières			
Dépôts et cautionnements	1 151	1 008	1 497
Valeur nette	1 151	1 008	1 500

L'augmentation des dépôts et cautionnements est essentiellement liée aux dépôts de garantie versés sur les films *L'Invité* et *Love and other disasters* ainsi qu'à l'actualisation du dépôt de garantie relatif au loyer des locaux du siège social.

NOTE 7 – TITRES MIS EN EQUIVALENCE

La valeur comptable des titres mis en équivalence s'analyse comme suit au 31 mars 2006 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	EuropaCorp Japan
Activité principale	Distribution cinématographique au Japon
Pourcentage de contrôle	35%
Valeur comptable de l'actif net détenu <i>(en milliers d'euros)</i>	263
Quote-part de résultat	(3)
Contribution aux capitaux propres consolidés	(41)

NOTE 8 – STOCK

Le stock se décompose de la manière suivante au 31 mars 2006 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Vidéo (VHS et DVD)	Encours de Production (films publicitaires)	Livres	Total
Valeur brute au 31 mars 2006	360	380	518	1 258
Provisions pour dépréciations			(157)	(157)
Valeur nette au 31 mars 2006	360	380	361	1 101

NOTE 9 – CREANCES CLIENTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2006	2005	2004
Clients et comptes rattachés - valeur nominale	44 730	34 198	29 339
Provision pour dépréciation des créances clients	(249)	(48)	(42)
Valeur nette des créances clients	44 481	34 150	29 297

L'ensemble des créances clients a une échéance inférieure à 1 an.

NOTE 10 – AUTRES CREANCES

Détail des créances par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2006	2005	2004
Avances et acomptes versés sur commandes	2 597	3 760	1 826
Fonds de soutien	9 415	11 465	11 889
Créances sur sociétés liées (intégration fiscale)	1 800	3 716	1
Créances fiscales et sociales	6 904	6 934	5 209
Autres créances	1 377	4 895	6 498
Valeur brute	22 093	30 770	25 423
Provisions pour dépréciation			(294)
Valeur nette	22 093	30 770	25 129

La créance sur le CNC se décompose au 31 mars 2006 en 3,3 millions d'euros de soutien producteur, 3,1 millions d'euros de soutien distributeur, et 3,0 millions d'euros de soutien éditeur vidéo.

La créance d'intégration fiscale naît de l'écart entre les acomptes d'IS versés par les sociétés du groupe et la dette réelle liée à l'impôt exigible au 31 mars 2006.

Ventilation des créances par échéance

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars 2006		
	Créances à moins d'1 an	Créances à moins de 5 ans et à plus d'1 an	Créances à plus de 5 ans
Avances et acomptes versés sur commandes	2 597		-
Fonds de soutien		9 415	-
Créances sur sociétés liées	1 800		-
Créances fiscales et sociales	6 904		-
Autres créances	1 377		-
Valeur brute	12 678	9 415	-

NOTE 11 – CAPITAUX PROPRES ET INTERETS MINORITAIRES**11.1 Capitaux propres**

EuropaCorp a été créée le 15 janvier 1992 sous le nom de Leeloo Productions, E.U.R.L.

Le 28 décembre 2000, Leeloo Productions a été transformée en société anonyme, avec pour nouvelle dénomination sociale Europa Corp. S.A. L'assemblée générale du 20 avril 2002 a transformé cette dénomination sociale en EuropaCorp S.A.

EuropaCorp est actuellement détenue à hauteur de 97,92 % par la société Front Line SARL et à hauteur de 2,04 % par des administrateurs dirigeants et d'autres personnes physiques.

L'assemblée générale du 30 mai 2002 a décidé la division par 3.080 du nominal des actions, qui passe ainsi de 15,40 à 0,005 euros. Cette division a donné lieu à l'échange de 3.080 nouvelles actions de 0,005 euro contre 1 action ancienne de 15,40 euros, le nouveau nombre d'actions s'élevant alors à 15.400.000. Cette réduction de

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

capital a été suivie dans la même assemblée par une augmentation de capital de 5.159.000 euros par incorporation de réserves, et élévation du nominal des actions de 0,005 à 0,34 euros.

Au 31 mars 2006, le capital d'EuropaCorp est ainsi composé de 15.400.000 titres d'une valeur nominale de 0,34 euros.

11.2 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent uniquement aux réserves et au résultat de la Sofica EuropaCorp.

NOTE 12 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Détail par nature des provisions pour risques et charges

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2006	2005	2004
Litiges et contentieux divers			90
Litiges liés à l'exploitation des films			6
Provisions pour charges	83	98	130
Total des provisions pour risques et charges	83	98	226

Les 83 milliers d'euros de provision pour risques et charges correspondent à une provision pour retours liée à l'activité d'édition.

NOTE 13 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

L'endettement net de la société se présente comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2006	2005	2004
Emprunts et dettes financières	24 995	24 995	24 995
Primes de remboursement	4 024	4 024	4 024
Découverts et lignes de crédit	47 687	64 522	20 935
Dépôts et cautionnements reçus	2	5	3
Valeurs mobilières de placement	(815)	(731)	(22 775)
Disponibilités	(1 284)	(5 398)	(10 774)
Endettement net	74 609	87 417	16 408

La diminution de l'endettement s'explique par un nombre de tournages moins élevé en fin d'exercice par rapport à l'exercice précédent, d'où une utilisation plus réduite de la ligne de crédit.

Le 31 janvier 2004, EuropaCorp a procédé à l'émission de 14.490 OBSAR d'une valeur nominale de 1.725 euros, soit un montant nominal total de 24.995 milliers d'euros.

Les OBSAR comprennent d'une part une partie Obligation remboursable par parts égales aux 31 janvier 2007, 2008 et 2009, et d'autre part une partie BSAR (Bon de Souscription d'Action Remboursable) convertible au gré du souscripteur en cas d'introduction d'une partie du capital de la société sur un marché réglementé, et remboursable au gré de l'émetteur dans les autres cas, mais au plus tard au 31 décembre 2008.

La prime de remboursement de la partie obligataire est amortie sur la durée de l'emprunt en fonction du Taux Effectif Global de l'opération. L'écart entre le prix de souscription des BSAR (1,55 €) et le prix maximum de

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

remboursement (3,12 €) est assimilé à une prime de remboursement, et est amorti prorata temporis jusqu'au 31 janvier 2009.

La variation des primes de remboursement se détaille comme suit au 31 mars 2006 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Partie Obligation	Partie BSAR	Total
Valeur brute	1 999	2 025	4 024
Dotations	(1 043)	(712)	(1 755)
Valeur nette au 31 mars 2006	956	1 313	2 269

Le 27 septembre 2004, la société EuropaCorp a conclu une convention de Ligne de Crédit lui permettant de mobiliser des créances liées à des contrats significatifs ou à hauteur de 30 millions d'euros revolving, sous réserve de l'éligibilité des créances et des films sous-jacents au regard des règles de la convention. Cette ligne de Crédit a été étendue à hauteur de 80 millions d'euros le 18 décembre 2004.

Les découverts et lignes de crédit intègrent ainsi pour 42.2 millions d'euros de financement spécifiques "loi Dailly" relatifs à certains films. Ces financements sont principalement à moins d'un an et portent intérêts à des taux variables basés essentiellement sur l'EURIBOR + 150 points de base.

La ventilation des échéances de l'endettement net se décompose de la manière suivante au 31 mars 2006 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dettes à moins d'1 an	Dettes à moins de 5 ans et plus d'1 an	Dettes à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	8 332	16 663	
Primes de remboursement		4 024	
Dépôts et cautionnements reçus	2		
Découverts et lignes de crédit	47 687		
Valeurs mobilières de placement	(815)		
Disponibilités	(1 284)		
Endettement net	53 922	20 687	

Les disponibilités en devises au 31 mars 2006 sont en dollars américains (754 milliers d'euros), en livres sterling (1 millier d'euros) et en dollars canadiens (1 millier d'euros).

Les dettes en devises au 31 mars 2006 sont en livres sterling uniquement, à hauteur de 1 millier d'euros.

Au 31 mars 2006, les valeurs mobilières de placement sont composées d'OPCVM monétaires, dont les gains latents sont estimés à 14 K€.

NOTE 14 - FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

Détail des autres dettes par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2006	2005	2004
Fournisseurs et comptes rattachés	21 530	20 581	19 747
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 098	120	
Dettes fiscales et sociales	6 923	3 683	5 152
Dettes envers les actionnaires et sociétés liées	1 227	358	2 670
Dettes diverses	3 659	9 455	9 747
Total autres dettes	12 907	13 616	17 569
Total dettes d'exploitation	34 437	34 197	37 316

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Les dettes diverses au 31 mars 2006 sont principalement constituées de charges à payer composées de dettes ayants-droit et de coûts engagés sur des productions en cours.

Les dettes fiscales et sociales se composent essentiellement de TVA collectée et de charges à payer sur impôts et cotisations diverses.

Ventilation des dettes d'exploitation par échéance

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars 2006		
	Dettes à moins d'1 an	Dettes à moins de 5 ans et plus d'1 an	Dettes à plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	21 530		
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 098		
Dettes fiscales et sociales	6 923		
Dettes envers les actionnaires et sociétés liées	1 227		
Dettes diverses	3 659		
Total autres dettes	12 907		
Total dettes d'exploitation	34 437		

NOTE 15 – COMPTES DE REGULARISATION ACTIF ET PASSIF

Les charges constatées d'avance, d'un montant de 4 535 milliers d'euros au 31 mars 2006 consistent en charges de distribution engagées sur les productions non encore exploitées commercialement.

Les Produits constatés d'avance, d'un montant de 56 131 milliers d'euros au 31 mars 2006 consistent en recettes facturées dont le fait générateur de la prise en compte du chiffre d'affaires correspondant n'est pas avéré à la clôture de l'exercice.

Détail des produits constatés d'avance

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2006	2005	2004
Ventes internationales non livrées	6 803	12 261	15 568
Etalement des droits TV	43 547	32 577	38 477
Subventions	2 179	2 007	1 430
Autres PCA	3 602	1 188	2 179
Total Produits constatés d'avance	56 131	48 033	57 654

NOTE 16 – CHIFFRE D’AFFAIRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2006	2005	2004
Production	101 864	66 747	36 849
Distribution	12 312	11 137	18 084
Vidéo	23 952	15 551	38 797
Films publicitaires	6 199	3 373	4 967
Edition	3 142	1 844	1 728
Divers	126	135	1 445
Total	147 595	98 787	101 870
Dont soutien financier généré	5 937	6 881	6 025
Dont chiffre d'affaires généré à l'export	71 845	40 856	20 402

NOTE 17 – RESULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2006	2005	2004
Produits d'intérêts nets	269	493	103
Frais financiers	(234)	(331)	(797)
Différences de change nettes	(856)	255	(1 475)
Amortissement des Primes de remboursement	(841)	(785)	(129)
Résultat financier	(1 662)	(368)	(2 298)

Le résultat financier est principalement composé des charges et produits d'intérêts et différences de change nettes non affectés en coûts des ventes.

NOTE 18 – RESULTAT EXCEPTIONNEL

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2006	2005	2004
(Charges)/Produits nets sur opérations de gestion	(246)	(29)	(63)
(Charges)/Produits nets sur opérations en capital			(464)
Résultat exceptionnel	(246)	(29)	(527)

NOTE 19 – IMPOTS

Ventilation de la charge d'impôt par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2006	2005	2004
Impôt exigible	(2 192)	(1 092)	(4 943)
Impôt différé	2 793	(1 982)	3 047
Charge d'impôt totale	601	(3 074)	(1 896)

L'impôt différé constaté au bilan (montant passif net de 7 352 milliers d'euros au 31 mars 2006) provient essentiellement de la comptabilisation du fonds de soutien et de l'amortissement économique des films, diminués

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

de l'impact de l'étalement des droits TV sur la durée des droits, des différences temporaires ainsi que de l'activation des déficits reportables des filiales le cas échéant.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé d'après le taux légal français de 35,43% pour 2004, 2005 et 34,43% pour 2006 et l'impôt effectif supporté par le groupe est le suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2006	2005	2004
Résultat avant impôt, dotation aux amortissements des écarts d'acquisition et Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	6 759	13 886	5 242
Taux d'impôt	34,43%	35,43%	35,43%
Charge d'impôt théorique	(2 327)	(4 920)	(1 857)
(Accroissement) / Diminution de la charge d'impôt résultant de :			
Crédit d'impôt Cinéma	2 653	1 720	
Différences permanentes	(45)	57	
Report variable	268		
Divers	52	69	(39)
Impôt effectif (courant et différé)	(601)	(3 074)	(1 896)

Les économies d'impôts liées aux déficits reportables sont activées au cas par cas pour chaque entité juridique en fonction de leurs perspectives réelles de recouvrement ultérieur. L'impôt différé actif correspondant généré au 31 mars 2006 s'élève à 2 219 K€.

NOTE 20 – CHARGES DE PERSONNEL

Le tableau suivant intègre les charges de personnel totales de la société, y compris les charges de personnel intégrées au coût des films.

<i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2006	2005	2004
Effectif moyen permanent	63	60	49
Charges de personnel (y compris personnel intermittent)	(28 794)	(27 108)	(9 964)
Salaires	(21 743)	(21 800)	(7 244)
Participation des salariés	(495)	(255)	(226)
Charges sociales	(6 556)	(5 053)	(2 494)

Un avenant à l'accord de participation Groupe dont la tête de Groupe est Front Line a été signé au cours de l'exercice : il prévoit que la société EuropaCorp Music Publishing bénéficiera de l'accord groupe.

NOTE 21 – RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

Les sociétés EuropaCorp, EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, EuropaCorp Animation, Dog productions et Intervista (conjointement avec Digital Factory, Block One, Block Two et Apipoulai) font partie du groupe d'intégration fiscale constitué par la société Front Line.

Depuis 2001 et dans le cadre d'une convention réglementée, le groupe EuropaCorp a confié à la société Ydeo SARL (dont le gérant est un administrateur d'EuropaCorp) un certain nombre de missions dont la gestion du budget marketing et le mandat d'achat d'espaces des films distribués par EuropaCorp Distribution. Durant

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

l'exercice clos le 31 mars 2006, Ydeo a facturé à EuropaCorp Distribution des honoraires d'un montant de 969 milliers d'euros.

EuropaCorp a conclu avec Block Two, filiale à 100% de Front Line, en date du 2 décembre 2002, un contrat de bail pour les locaux de son siège social, 137 rue du Faubourg Saint Honoré. Ce bail a été résilié au 1^{er} avril 2004, et un nouveau bail a été conclu avec Front Line. Le montant total des loyers et charges locatives facturés par Front Line s'élève pour l'exercice 2005/2006 à 2 282 milliers d'euros.

Front Line assiste EuropaCorp dans le secrétariat juridique, les relations avec les compagnies d'assurance, le suivi fiscal et la gestion immobilière ainsi que dans diverses prestations (ménage, accueil, gardiennage,...). La rémunération des prestations est calculée sur la base de leur coût de revient hors taxes majoré d'une base forfaitaire de 8% et est payable à réception de la facture de Front Line et s'est élevée sur les exercices clos le 31 mars 2004, 2005 et 2006 à respectivement 1 136 milliers d'euros, 1 398 milliers d'euros et 982 milliers d'euros.

Digital Factory, filiale de Front Line à 100%, a effectué des prestations de services au titre des studios et des équipements de montage situés sur son site en Normandie. Durant les exercices clos les 31 mars 2004, 2005 et 2006 le montant des prestations facturées par Digital Factory au groupe EuropaCorp s'est élevé respectivement à 1 467 milliers d'euros, 1 576 milliers d'euros et 3 208 milliers d'euros.

Apipoulai, filiale de Front Line à 100% a effectué, pour EuropaCorp, des prestations de services et est intervenu en tant que producteur exécutif dans le cadre du tournage de la partie « Live » du film *Arthur et les minimoy*. Les prestations ont été refacturées à EuropaCorp à l'euro l'euro pour 2 292 milliers d'euros. Au titre de la production exécutive, 10 milliers d'euros ont été refacturés à EuropaCorp. Par ailleurs, en tant que co-producteur des films *Angel'A* et *Taxi 3*, Apipoulai a reçu d'EuropaCorp 366 milliers d'euros.

NOTE 22 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'analyse des engagements hors bilan du groupe se détaille comme suit au 31 mars 2006 (*en milliers d'euros*):

<i>Engagements donnés en faveur de tiers</i>	31 mars 2006	31 mars 2005	31 mars 2004
Engagements financiers sur loyers	2 808	3 728	20 462
Engagements financiers sur investissements cinématographiques	50	1 435	4 672
Total engagements donnés	2 858	5 163	25 134
<i>Engagements reçus en faveur d'EuropaCorp</i>			
Engagements reçus de clients			74 477
- <i>Au titre de l'activité cinématographique</i>	70 761	110 094	64 779
- <i>Au titre de la facturation de loyers</i>			9 698
Fonds de soutien audiovisuel	2 118	2 544	2 415
Total des engagements reçus	72 879	112 638	76 892

A la connaissance d'EuropaCorp, il n'existe pas à ce jour de litiges ou d'arbitrages pouvant avoir dans un avenir prévisible ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur l'activité, la situation financière, le résultat ou le patrimoine d'EuropaCorp.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Annexe 3

Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2005 en normes françaises

EUROPACORP BILAN CONSOLIDE AU 31/03/2005

(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions)

ACTIF	31-mars 2005			31-mars	
	Brut	Amortissements/ Provisions	Net	2004 Net	2003 Net
Actif immobilisé:					
Ecarts d'acquisition	2 708	(789)	1 919	2 046	2 302
Immobilisations incorporelles	321 352	(163 708)	157 644	95 877	97 769
Immobilisations corporelles	3 793	(1 123)	2 670	2 348	2 033
Immobilisations financières	1 008	-	1 008	1 500	366
Titres mis en équivalence	267	-	267	243	439
Total de l'actif immobilisé	329 128	(165 620)	163 508	102 014	102 910
Actif circulant :					
Stocks	1 017	(151)	866	1 090	998
Clients et comptes rattachés	34 198	(48)	34 150	29 297	35 581
Autres créances	30 770		30 770	25 129	28 513
Impôts différés actifs	2 641	-	2 641	1 197	111
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	6 129	-	6 129	33 549	10 915
Charges constatées d'avance	2 046	-	2 046	3 714	4 520
Total de l'actif circulant	76 801	(199)	76 602	93 976	80 638
Primes de remboursement	4 024	(914)	3 110	3 894	
Charges à répartir	2 301		2 301	1 909	-
Total de l'actif	412 254	(166 733)	245 521	201 793	183 548
			31 mars	31 mars	
			2005	2004	2003
PASSIF					
Capitaux propres- part du groupe					
Capital souscrit, 15,400,000 actions émises, d'une valeur nominale de 0,34 euro			5 236	5 236	5 236
Prime d'émission et d'apport, et réserve légale			182	83	10
Réserves			37 942	39 088	26 676
Résultat			10 610	2 886	12 483
Total des capitaux propres - part du groupe			53 970	47 294	44 405
Intérêts minoritaires			2 891	3	-2
Provisions pour risques et charges			98	227	65
Dettes					
Emprunts et dettes financières			93 546	49 940	54 964
Fournisseurs et comptes rattachés			20 581	19 747	17 445
Autres dettes			13 616	17 569	14 706
Impôts différés passifs			12 786	9 359	11 322
Produits constatés d'avance			48 033	57 654	40 644
Total des dettes			188 562	154 269	139 081
Total du passif			245 521	201 793	183 548

EUROPACORP**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/03/2005**

	Exercice clos le 31 mars	Exercice clos le 31 mars	
	2005	2004	2003
<i>(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)</i>			
Chiffre d'affaires	98 787	101 870	78 077
Autres produits d'exploitation	8	2	67
Produits d'exploitation	98 795	101 872	78 144
Coûts des ventes	(71 640)	(80 937)	(47 399)
Marge opérationnelle	27 155	20 935	30 746
Frais de structure	(12 872)	(12 869)	(9 908)
Résultat opérationnel	14 283	8 066	20 838
Produits financiers (non affectés en coût des ventes)	1 043	236	2 527
Charges financières (non affectés en coût des ventes)	(1 411)	(2 534)	(2 946)
Résultat financier	(368)	(2 298)	(419)
Résultat courant avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	13 915	5 768	20 419
Produits exceptionnels	54	46	516
Charges exceptionnelles	(83)	(572)	(1 538)
Résultat exceptionnel	(29)	(526)	(1 022)
Impôt sur les résultats	(3 074)	(1 896)	(6 791)
Résultat net des entreprises intégrées	10 812	3 346	12 606
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(36)	(199)	122
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(277)	(256)	(256)
Part revenant aux minoritaires	(111)	5	(10)
Résultat net (part du groupe)	10 610	2 886	12 483
Résultat par action	0.69	0.19	0.81

EUROPACORP**TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

	Exercice clos le 31 mars		
<i>(montants en milliers d'euros)</i>	2005	2004	2003
Opérations d'exploitation			
Résultat net	10 499	2 892	12 472
Amortissements et provisions	51 670	33 810	32 207
Impôts différés	1 982	(3 047)	4 619
Plus ou moins values de cessions	14	2 061	
Quote part de résultat des sociétés imses en équivalence	36	199	
	<u>64 201</u>	<u>35 915</u>	<u>49 298</u>
Capacité d'autofinancement			
Variation du besoin en fonds de roulement :			
Stocks	224	(92)	(944)
Clients, comptes rattachés et autres créances	(10 494)	9 914	(27 546)
Charges constatées d'avance	1 668	805	(2 662)
Fournisseurs et autres dettes	(2 274)	5 337	(124)
Produits constatés d'avance	(9 621)	16 984	9 227
	<u>43 703</u>	<u>68 863</u>	<u>27 248</u>
Flux de trésorerie d'exploitation			
Opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(111 486)	(32 517)	(86 251)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(808)	(699)	(2 515)
Variation nette des immobilisations financières	492	(6 138)	1 941
Variation des dettes sur immobilisations	(845)	(412)	805
Variation des charges à répartir sur plusieurs exercices	(948)	(1 975)	
Variation des réserves des minoritaires (acquisition de l'exercice)		(3)	8
Incidence des variations de périmètre	2 850	313	(23)
Cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles	20		512
	<u>(110 725)</u>	<u>(41 431)</u>	<u>(85 524)</u>
Flux de trésorerie d'investissement			
Opérations de financement			
Dividendes versés	(4 004)		
Augmentation nette des emprunts et découverts bancaires	43 606	(4 798)	51 743
Diminution nette des emprunts et découverts bancaires			
	<u>39 602</u>	<u>(4 798)</u>	<u>51 743</u>
Flux de trésorerie de financement			
Variation nette des disponibilités	<u>(27 420)</u>	<u>22 634</u>	<u>(6 533)</u>
Disponibilités à l'ouverture	33 549	10 915	17 448
Disponibilités à la clôture	<u>6 129</u>	<u>33 549</u>	<u>10 915</u>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

EUROPACORP

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

<i>(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions)</i>	nombre d'actions ordinaires	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Réserves	Résultat net	Total capitaux propres
Solde au 31 mars 2000	5 000	76	-	8	474	1 120	1 678
Affectation en réserves					1 120	(1 120)	-
Résultat net de l'exercice 2000/2001						13 388	13 388
Solde au 31 mars 2001	5 000	76	-	8	1 594	13 388	15 066
Augmentation de capital liée à la conversion de capital en euro		1			(1)		-
Affectation en réserves				2	9 489	(9 492)	(1)
Distribution de dividendes						(3 896)	(3 896)
Résultat net de l'exercice 2001/2002						20 752	20 752
Solde au 31 mars 2002	5 000	77	0	10	11 082	20 752	31 921
Augmentation de capital		5 159			(5 159)		0
Affectation en réserves					20 752	(20 752)	0
Résultat net de l'exercice 2002/2003						12 483	12 484
Solde au 31 mars 2003	15 400 000	5 236	0	10	26 675	12 483	44 405
Affectation en réserves				73	12 410	(12 483)	0
Réserve de conversion					3		3
Résultat net de l'exercice 2003/2004						2 886	2 886
Solde au 31 mars 2004	15 400 000	5 236	0	83	39 088	2 886	47 295
Affectation en réserves				99	2 787	(2 886)	0
Distribution dividendes					(4 004)		(4 004)
Réserve de conversion					(24)		(24)
Incidence des variations de périmètre					93		93
Résultat net de l'exercice 2004/2005						10 610	10 610
Solde au 31 mars 2005	15 400 000	5 236	0	182	37 940	10 610	53 970

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

(Les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire)

NOTE 1 - ACTIVITE DU GROUPE

EuropaCorp, société anonyme régie par les dispositions de la loi française, et ses filiales, ont pour activité principale la production et la distribution d'œuvres cinématographiques.

NOTE 2 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés d'EuropaCorp arrêtés au 31 mars 2003, 2004 et 2005 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

En matière d'évaluation des films et de leur amortissement, EuropaCorp applique les principes spécifiques des branches professionnelles de l'industrie cinématographique adoptés par les grandes sociétés de cinéma internationales et notamment américaines.

2.2 Méthodes et périmètre de consolidation

2.2.1 Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des filiales dans lesquelles EuropaCorp exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif ou un contrôle de fait.

Les entreprises non contrôlées par EuropaCorp mais sur lesquelles EuropaCorp exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les entreprises contrôlées par EuropaCorp conjointement avec une ou plusieurs sociétés tierces sont consolidées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le Groupe. Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values, marges internes, dividendes...).

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

2.2.2 Périmètre de consolidation

	Siège Social	N° SIREN	Entrée dans le périmètre	31 mars 2005		
				Méthode d'intégration	% d'intérêt	% de contrôle
EuropaCorp	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	384 824 041	Société mère			
EuropaCorp Distribution	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	434 969 861	1 ^{er} avril 2001	I.G.	100%	100%
EuropaCorp Diffusion	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	438 619 512	1 ^{er} avril 2001	I.G.	100%	100%
Dog Productions	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	422 132 829	1 ^{er} avril 2002	I.G.	95%	100%
Intervista	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	395 246 408	1 ^{er} avril 2002	I.G.	100%	100%
EuropaCorp Animation	137 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris	447 883 737	31 mars 2003	I.G.	100%	100%
Sofica EuropaCorp	57 Avenue d'Iena, 75016 Paris	452 204 381	1 ^{er} avril 2004	I.G.	0%	100%
THEUS Productions	137 rue du Faubourg Saint Honoré,	450 582 770	1 ^{er} octobre 2003	I.P.	50%	50%
EuropaCorp Japan	5-24-5 Hongo, Bunkyo-ku, Tokyo 113-8405		1 ^{er} avril 2002	M.E.E.	35%	35%

I.G. : Intégration globale

M.E.E : Mise en équivalence

I.P. : Intégration proportionnelle

Toutes les sociétés du périmètre établissent leurs comptes en euros, hormis EuropaCorp Japan, qui établit ses comptes en yen japonais.

La participation d'EuropaCorp dans la société MovieSystem a été cédée le 30 avril 2004. Aucune autre sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice :

Conformément au règlement CRC 2004-03, la SOFICA EuropaCorp a été consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} avril 2004. C'est la seule entrée de périmètre observée au cours de l'exercice.

2.3 Méthodes et règles d'évaluation

2.3.1 Immobilisations incorporelles

• Films et droits audiovisuels

Les films et droits audiovisuels sont principalement composés du coût des films dont EuropaCorp est producteur délégué et du coût d'acquisition des parts de coproduction.

La valeur brute des films inscrite au bilan comprend à partir de la fin du tournage :

- Les montants investis nets des apports des co-producteurs dans les films, lorsque EuropaCorp est intervenue dans la production de l'œuvre comme producteur délégué ;
- Le montant d'acquisition de droits incorporels et corporels, lorsque EuropaCorp n'est pas intervenue dans la production de l'œuvre.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Le coût immobilisé des films comprend les frais financiers encourus pendant la période de production (intérêts intercalaires) ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

- **En-cours de production**

Une fois la décision de tournage prise, les frais préliminaires sont transférés en en-cours de production.

Les en-cours de production centralisent l'ensemble des coûts directs et des frais financiers engagés pour produire le film jusqu'à la fin du tournage, ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

- **Frais préliminaires**

Les frais préliminaires représentent les frais de recherche de sujets, talents et repérages nécessaires au développement de la production. Ils sont individualisés projet par projet.

Les frais préliminaires n'ayant pas abouti à une décision de tournage de film sont considérés comme abandonnés et passés en charges au plus tard dans le délai de trois ans.

- **Amortissements et provisions des films**

L'amortissement des films est pratiqué pour chaque film selon la méthode des recettes estimées, consistant à appliquer au coût du film le ratio résultant de la comparaison entre les recettes nettes acquises et les recettes nettes totales estimées de la première vie du film (jusqu'à la fin des droits de la deuxième diffusion en clair sur une chaîne hertzienne). Ces recettes nettes prévisionnelles sont examinées périodiquement par la Direction et ajustées si nécessaire.

Dans le cas où la valeur nette de l'investissement résultant de l'application de cette méthode est supérieure aux recettes nettes prévisionnelles, un amortissement complémentaire est constaté pour couvrir l'insuffisance des recettes.

Une provision pour dépréciation peut être comptabilisée sur les en-cours de production à la fin de l'exercice si le budget initialement prévu fait l'objet d'un dépassement très important. Pour des films ayant été exploités entre la clôture et l'arrêté des comptes, une provision est également constatée si l'estimation des recettes futures est inférieure à la valeur de l'investissement.

2.3.2 Ecarts d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur le revenu, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée dans le bilan consolidé sous le poste "Ecarts d'acquisition" pour les sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle et dans le poste "Titres mis en équivalence" pour les sociétés sur lesquelles EuropaCorp exerce une influence notable.

La durée d'amortissement de l'écart d'acquisition, comprise généralement entre 5 et 10 ans, est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l'entreprise acquise et son caractère stratégique.

La valeur d'utilité des écarts d'acquisition fait l'objet d'un examen régulier par la Direction d'EuropaCorp. Un amortissement exceptionnel est constaté lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être survenue. De tels événements ou circonstances comprennent des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date de l'acquisition.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Lorsqu'un amortissement exceptionnel apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la juste valeur.

2.3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur les durées suivantes :

Mobilier :	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique :	3 à 10 ans
Matériel de transport :	5 ans

2.3.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont principalement composées des dépôts versés et cautions données qui sont valorisés à leur valeur nominale.

2.3.4 Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée, qui correspond à la valeur d'acquisition, ou de leur valeur nette probable de réalisation.

Les encours de production sur films publicitaires, dont nous ne détenons pas les droits d'exploitation, sont enregistrés en stock jusqu'à la livraison à l'annonceur.

2.3.5 Clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée pour les créances qui présentent un retard inhabituel ou qui font l'objet d'un contentieux. Le pourcentage de provision est déterminé créance par créance.

2.3.6 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées pour leur valeur brute, au prix d'acquisition ou de souscription. Elles sont éventuellement dépréciées par référence à la moyenne des cours boursiers du dernier mois de l'exercice pour les valeurs cotées ou leur valeur probable de négociation à la date de clôture pour les valeurs mobilières de placement non cotées. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

2.3.7 Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur la base des différences entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Le Groupe comptabilise selon la méthode du report variable l'ensemble des actifs et passifs d'impôt, que la situation fiscale latente d'une société consolidée fasse apparaître un passif d'impôt différé net ou un actif d'impôt différé net, dès lors que les perspectives de recouvrement de cet actif sont clairement identifiées.

2.3.8 Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances ainsi que les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros aux cours de change de clôture de l'exercice.

Les pertes et gains de change latents résultant de cette conversion sont rapportés au compte de résultat.

2.3.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges dont l'évolution est présentée en note 12, sont principalement composées de provisions pour charges.

Les engagements pour départ à la retraite n'ont pas fait l'objet d'une provision, leur montant n'étant pas significatif.

2.3.10 Dettes financières

Les dettes financières assorties d'une prime de remboursement sont comptabilisées pour leur montant total y compris la prime de remboursement.

La prime de remboursement est inscrite à l'actif et est amortie sur la durée de l'emprunt sur la base du Taux Effectif Global actualisé de l'opération.

Les frais d'émission d'emprunt sont activés en charges à répartir et étalés sur la durée de l'emprunt.

2.3.11 Prise en compte du chiffre d'affaires

Les recettes liées à l'exploitation des films sont constatées dès lors que les droits sont ouverts conformément aux critères suivants :

- Les recettes salles sont constatées en fonction des entrées réalisées ;
- Les cessions de droits aux chaînes de télévision françaises sont réparties prorata temporis sur la durée de l'exclusivité des droits consentis à la chaîne de télévision ;
- Les recettes liées aux ventes étrangères sont constatées une fois le contrat signé et la livraison effectuée ;
- Les recettes vidéo sont enregistrées en fonction des ventes réalisées ;
- Les recettes liées à la production de films publicitaires sont constatées à la livraison du matériel à l'annonceur ;
- Les recettes liées à l'édition de livres sont enregistrées nettes de retours.

Les produits facturés relatifs aux recettes ne correspondant pas encore aux critères précédents sont différés au bilan et enregistrés en "Produits constatés d'avance".

2.3.12 Fonds de soutien

Le fonds de soutien généré par l'exploitation commerciale des films est constaté en chiffre d'affaires indépendamment de la notification par le Centre National de la Cinématographie (CNC). Sa contrepartie au bilan figure dans le poste "Autres créances".

Les majorations liées aux réinvestissements du fonds de soutien sont comptabilisées en chiffre d'affaires lors de l'obtention de l'agrément de production du CNC.

2.3.13 Présentation des charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont réparties entre le coût des ventes et les frais de structure.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

Le coût des ventes inclut les charges suivantes :

- Les coûts de production des œuvres, minorés des apports des co-producteurs et de la production immobilisée ;
- Les dotations aux amortissements et provisions (nettes des reprises) sur les films ;
- Les frais d'édition et de distribution ;
- Les frais techniques d'exploitation du matériel ;
- Les versements aux ayants droit ;
- Les cotisations et taxes directement imputables aux films.

Les frais de structure sont principalement composés des charges locatives et des frais administratifs qui ne sont pas intégrés au coût des ventes.

2.3.14 Modalités de calcul du résultat par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice.

2.3.15. Informations par secteur d'activité

EuropaCorp est gérée selon un seul secteur d'activité, étant donné que la Direction évalue la performance de la Société dans son ensemble et non sur la base d'unités opérationnelles distinctes.

2.3.16 Produits dérivés et instruments de couverture

Afin de couvrir une partie de son risque de change sur des versements futurs en devises, EuropaCorp signe ponctuellement des contrats de change à terme avec une institution financière. Au 31 mars 2005, EuropaCorp ne détient aucun contrat à terme, et aucun produit de couverture de change.

NOTE 3 – ECARTS D'ACQUISITION

Les filiales Dog Productions et Intervista ont été acquises au cours de l'exercice clos le 31 mars 2003. La levée d'une condition d'earn-out contractuelle concernant l'acquisition de la société Intervista a conduit à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire au 31 mars 2005:

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dog Productions	Intervista
Coût d'acquisition au 31 mars 2004	2 608	152
Complément de coût d'acquisition au 31 mars 2005		150
Coût d'acquisition définitif	2 608	302
Juste valeur des actifs et passifs acquis	158	52
Participation acquise	95%	100%
Ecart d'acquisition	2 458	250
Amortissement cumulé au 31 mars 2005	(738)	(51)
Valeur résiduelle	1 720	199

L'écart d'acquisition relatif à ces deux sociétés est amorti sur une base de 10 ans.

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	31 mars		
	2005	2004	2003
Films et droits audiovisuels	288 883	184 825	162 558
En-cours de production	28 009	23 665	16 784
Frais préliminaires	3 862	3 212	1 170
Autres	598	415	150
Valeur brute	321 352	212 117	180 662
Amortissements, provisions	(163 708)	(116 240)	(82 893)
Valeur nette	157 644	95 877	97 769

Le montant des frais financiers immobilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2005 s'élève à 2 238 milliers d'euros.

Variation des immobilisations incorporelles en valeur brute

(en milliers d'euros)	Films et droits audiovisuels	En-cours de Production	Frais préliminaires	Autres	Total
Valeur brute au 31 mars 2004	184 825	23 665	3 212	415	212 117
Acquisitions / Créations	71 422	37 521	2 364	179	111 486
Cessions / Transferts	32 636	(33 177)	(1 714)	4	(2 251)
Valeur brute au 31 mars 2005	288 883	28 009	3 862	598	321 352
Amortissements, provisions	(163 069)		(396)	(243)	(163 708)
Valeur nette au 31 mars 2005	125 814	28 009	3 466	355	157 644

L'augmentation de la valeur brute des films sur l'exercice clos le 31 mars 2005 est essentiellement liée aux investissements dans des productions dont le tournage est terminé et qui ne sont pas encore exploitées, en particulier *Transporteur 2*, *Bandidas*, *Three burials* et *La boîte noire*.

Les films en en-cours de production à la clôture sont principalement *Arthur*, *Revolver* et *The secret*.

Variation des amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Films et droits audiovisuels	En-cours de Production	Frais préliminaires	Autres Immobilisations incorporelles	Total
Au 31 mars 2004	(115 850)		(235)	(155)	(116 240)
Dotations/Transfert	(47 219)		(162)	(89)	(47 470)
Diminutions/Reprises			1	1	2
Au 31 mars 2005	(163 069)		(396)	(243)	(163 708)

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Variation des immobilisations corporelles en valeur brute :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Installations matériels techniques	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute au 31 mars 2004	871	380	1 849	3 100
Acquisitions	5	614	189	808
Cessions / mises au rebut / Transferts	(19)	(39)	(57)	(115)
Valeur brute au 31 mars 2005	857	955	1 981	3 793
Amortissements, Provisions	(11)		(1 112)	(1 123)
Valeur nette au 31 mars 2005	847	955	868	2670

Variation des amortissements et provisions sur immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Installations matériels techniques	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 mars 2004	(22)		(730)	(752)
Dotations/ Acquisitions	(8)		(418)	(426)
Diminutions	19		36	(55)
Au 31 mars 2005	(11)		(1 112)	(1 123)

NOTE 6 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2005	2004	2003
Titres non consolidés		3	
Avances et acomptes sur immobilisations financières			
Dépôts et cautionnements	1 008	1 497	366
Valeur nette	1 008	1 500	366

La diminution des dépôts et cautionnements est liée essentiellement à l'actualisation du dépôt de garantie relatif au loyer des locaux du siège social, conformément au remaniement des baux.

NOTE 7 – TITRES MIS EN EQUIVALENCE

La valeur comptable des titres mis en équivalence s'analyse comme suit au 31 mars 2005 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	EuropaCorp Japan
Activité principale	Distribution cinématographique au Japon
Pourcentage de contrôle	35%
Valeur comptable de l'actif net détenu <i>(en milliers d'euros)</i>	267
Quote-part de résultat	(36)
Contribution aux capitaux propres consolidés	(37)

NOTE 8 – STOCK

Le stock se décompose de la manière suivante au 31 mars 2005 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Vidéo (VHS et DVD)	Encours de Production (films publicitaires)	Livres	Total
Valeur brute au 31 mars 2005	338	380	299	1 017
Provisions pour dépréciations			(151)	(151)
Valeur nette au 31 mars 2005	338	380	148	866

NOTE 9 – CREANCES CLIENTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2005	2004	2003
Clients et comptes rattachés - valeur nominale	34 198	29 339	35 616
Provision pour dépréciation des créances clients	(48)	(42)	(36)
Valeur nette des créances clients	34 150	29 297	35 580

L'ensemble des créances clients a une échéance inférieure à 1 an.

NOTE 10 – AUTRES CREANCES

Détail des créances par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2005	2004	2003
Avances et acomptes versés sur commandes	3 760	1 826	1 762
Fonds de soutien	11 465	11 889	8 042
Créances sur sociétés liées (intégration fiscale)	3 716	1	5 780
Créances fiscales et sociales	6 934	5 209	5 748
Autres créances	4 895	6 498	7 475
Valeur brute	30 770	25 423	28 807
Provisions pour dépréciation		(294)	(294)
Valeur nette	30 770	25 129	28 513

La créance sur le CNC se décompose au 31 mars 2005 en 5,9 millions d'euros de soutien producteur, 3,5 millions d'euros de soutien distributeur, et 2,0 millions d'euros de soutien éditeur vidéo.

La créance d'intégration fiscale naît de l'écart entre les acomptes d'IS versés par les sociétés du groupe et la dette réelle liée à l'impôt exigible au 31 mars 2005.

Ventilation des créances par échéance

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars 2005		
	Créances à moins d'1 an	Créances à moins de 5 ans et à plus d'1 an	Créances à plus de 5 ans
Avances et acomptes versés sur commandes	3 760		-
Fonds de soutien	40	11 425	-
Créances sur sociétés liées	3 716		-
Créances fiscales et sociales	6 934		-
Autres créances	4 895		-
Valeur brute	19 345	11 425	-

NOTE 11 – CAPITAUX PROPRES

EuropaCorp a été créée le 15 janvier 1992 sous le nom de Leeloo Productions, E.U.R.L.

Le 28 décembre 2000, Leeloo Productions a été transformée en société anonyme, avec pour nouvelle dénomination sociale Europa Corp. S.A. L'assemblée générale du 20 avril 2002 a transformé cette dénomination sociale en EuropaCorp S.A.

EuropaCorp est actuellement détenue à hauteur de 97,88 % par la société Front Line SARL et à hauteur de 2,12 % par des administrateurs dirigeants et d'autres personnes physiques.

L'assemblée générale du 30 mai 2002 a décidé la division par 3.080 du nominal des actions, qui passe ainsi de 15,40 à 0,005 euros. Cette division a donné lieu à l'échange de 3.080 nouvelles actions de 0,005 euro contre 1 action ancienne de 15,40 euros, le nouveau nombre d'actions s'élevant alors à 15.400.000. Cette réduction de capital a été suivie dans la même assemblée par une augmentation de capital de 5.159.000 euros par incorporation de réserves, et élévation du nominal des actions de 0,005 à 0,34 euros.

Au 31 mars 2005, le capital d'EuropaCorp est ainsi composé de 15.400.000 titres d'une valeur nominale de 0,34 euros.

NOTE 12 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**Détail par nature des provisions pour risques et charges**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2005	2004	2003
Litiges et contentieux divers		90	59
Litiges liés à l'exploitation des films		6	6
Provisions pour charges	98	130	
Total des provisions pour risques et charges	98	226	65

Les 98 milliers d'euros de provision pour risques et charges correspondent à une provision pour retour liée à l'activité d'édition.

Les reprises de provisions pour risques, d'un montant de 96 milliers d'euros sont liées à des provisions non utilisées au 31 mars 2005 et dont le risque sous jacent est prescrit.

NOTE 13 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

L'endettement net de la société se présente comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2005	2004	2003
Emprunts et dettes financières	24 995	24 995	
Primes de remboursement	4 024	4 024	
Découverts et lignes de crédit	64 522	20 935	54 964
Dépôts et cautionnements reçus	5	3	
Valeurs mobilières de placement	(731)	(22 775)	(249)
Disponibilités	(5 398)	(10 774)	(10 666)
Endettement net	87 417	16 408	44 049

L'augmentation significative de l'endettement au cours de la période est à mettre au regard des 109 millions d'euros d'investissements de production (note 4).

Le 31 janvier 2004, EuropaCorp a procédé à l'émission de 14.490 OBSAR d'une valeur nominale de 1.725 euros, soit un montant nominal total de 24.995 milliers d'euros.

Les OBSAR comprennent d'une part une partie Obligation remboursable par parts égales aux 31 janvier 2007, 2008 et 2009, et d'autre part une partie BSAR (Bon de Souscription d'Action Remboursable) convertible au gré du souscripteur en cas d'introduction d'une partie du capital de la société sur un marché réglementé, et remboursable au gré de l'émetteur dans les autres cas, mais au plus tard au 31 décembre 2008.

La prime de remboursement de la partie obligataire est amortie sur la durée de l'emprunt en fonction du Taux Effectif Global de l'opération. L'écart entre le prix de souscription des BSAR (1,55 €) et le prix maximum de remboursement (3,12 €) est assimilé à une prime de remboursement, et est amorti prorata temporis jusqu'au 31 janvier 2009.

La variation des primes de remboursement se détaille comme suit au 31 mars 2005 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Partie Obligation	Partie BSAR	Total
Valeur brute	1 999	2 025	4 024
Dotations	(556)	(358)	(914)
Valeur nette au 31 mars 2005	1 443	1 667	3 110

Le 27 septembre 2004, la société EuropaCorp a conclu une convention de Ligne de Crédit lui permettant de mobiliser des créances liées à des contrats significatifs ou à hauteur de 30 millions d'euros revolving, sous réserve de l'éligibilité des créances et des films sous-jacents au regard des règles de la convention. Cette ligne de Crédit a été étendue à hauteur de 80 millions d'euros le 18 décembre 2004.

Les découverts et lignes de crédit intègrent ainsi pour 58,7 millions d'euros de financement spécifiques "loi Dailly" relatifs à certains films. Ces financements sont principalement à moins d'un an et portent intérêts à des taux variables basés essentiellement sur l'EURIBOR + 150 points de base.

ANNEXES AU DOCUMENT DE BASE

La ventilation des échéances de l'endettement net se décompose de la manière suivante au 31 mars 2005 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dettes à moins d'1 an	Dettes à moins de 5 ans et plus d'1 an	Dettes à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières		24 995	
Primes de remboursement		4 024	
Dépôts et cautionnements reçus	5		
Découverts et lignes de crédit	64 522		
Valeurs mobilières de placement	(731)		
Disponibilités	(5 398)		
Endettement net	58 398	29 019	

Les disponibilités en devises au 31 mars 2005 sont en dollars américains (1 068 milliers d'euros), en livres sterling (171 milliers d'euros) et en dollars canadiens (4 milliers d'euros).

Les dettes en devises au 31 mars 2005 sont en dollars américains uniquement, à hauteur de 2 220 milliers d'euros.

Au 31 mars 2005, les valeurs mobilières de placement sont exclusivement composées de Sicav de trésorerie, dont les gains latents ne sont pas significatifs. Leur forte diminution est liée à l'utilisation des fonds reçus de l'émission des OBSAR pour le financement des productions.

NOTE 14 - FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

Détail des autres dettes par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars		
	2005	2004	2003
Fournisseurs et comptes rattachés	20 581	19 747	17 445
Avances et acomptes reçus sur commandes	120		28
Dettes fiscales et sociales	3 683	5 152	5 709
Dettes envers les actionnaires et sociétés liées	358	2 670	274
Autres dettes	9 455	9 747	8 695
Total autres dettes	13 616	17 569	14 706
Total dettes d'exploitation	34 197	37 316	32 151

Les autres dettes au 31 mars 2005 sont principalement constituées de charges à payer composées de dettes ayants-droits et de coûts engagés sur des productions en cours.

Ventilation des dettes d'exploitation par échéance

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars 2005		
	Dettes à moins d'1 an	Dettes à moins de 5 ans et plus d'1 an	Dettes à plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	20 581		
Avances et acomptes reçus sur commandes	120		
Dettes fiscales et sociales	3 683		
Dettes envers les sociétés liées	358		
Autres dettes	9 455		
Total autres dettes	13 616		
Total dettes d'exploitation	34 197		

NOTE 15 – COMPTES DE REGULARISATION ACTIF ET PASSIF

Les charges constatées d'avance, d'un montant de 2 046 milliers d'euros au 31 mars 2005 consistent en charges de distribution engagées sur les productions non encore exploitées commercialement.

Les Produits constatés d'avance, d'un montant de 48 033 milliers d'euros au 31 mars 2005 consistent en recettes facturées dont le fait générateur de la prise en compte du chiffre d'affaires correspondant n'est pas avéré à la clôture de l'exercice.

Détail des produits constatés d'avance

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2005	2004	2003
Ventes internationales non livrées	12 261	15 568	7 488
Etalement des droits TV	32 577	38 477	27 674
Subventions	2 007	1 430	1 824
Autres PCA	1 188	2 179	3 658
Total Produits constatés d'avance	48 033	57 654	40 644

NOTE 16 – CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2005	2004	2003
Production	66 747	36 849	44 439
Distribution	11 137	18 084	19 781
Vidéo	15 551	38 797	9 730
Films publicitaires	3 373	4 967	2 792
Edition	1 844	1 728	658
Divers	135	1 445	744
Total	98 787	101 870	78 144
Dont soutien financier généré	6 881	6 025	3 570
Dont chiffre d'affaires généré à l'export	40 856	20 402	31 333

NOTE 17 – RESULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2005	2004	2003
Produits d'intérêts nets	493	103	2 021
Frais financiers	(331)	(797)	(1 058)
Différences de change nettes	255	(1 475)	(1 382)
Amortissement des Primes de remboursement	(785)	(129)	-
Résultat financier	(368)	(2 298)	(419)

Le résultat financier est composé des charges et produits d'intérêts et différences de change nettes non affectés en coûts des ventes.

NOTE 18 – RESULTAT EXCEPTIONNEL

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2005	2004	2003
(Charges)/Produits nets sur opérations de gestion	(29)	(63)	(1 022)
(Charges)/Produits nets sur opérations en capital		(464)	
Résultat exceptionnel	(29)	(527)	(1 022)

NOTE 19 – IMPOTS

Ventilation de la charge d'impôt par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2005	2004	2003
Impôt exigible	(1 092)	(4 943)	(2 172)
Impôt différé	(1 982)	3 047	(4 619)
Charge d'impôt totale	(3 074)	(1 896)	(6 791)

L'impôt différé constaté au bilan (montant passif net de 10 145 milliers d'euros au 31 mars 2005) provient essentiellement de la comptabilisation du fonds de soutien et de l'amortissement économique des films, diminués de l'impact de l'étalement des droits TV sur la durée des droits, des différences temporaires ainsi que de l'activation des déficits reportables des filiales le cas échéant.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé d'après le taux légal français de 35,43% en 2003, 2004 et 2005 et l'impôt effectif supporté par le groupe est le suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2005	2004	2003
Résultat avant impôt, dotation aux amortissement des écarts d'acquisition et Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	13 886	5 242	19 263
Taux d'impôt	35,43%	35,43%	35,43%
Charge d'impôt théorique	(4 920)	(1 857)	(6 825)
(Accroissement) / Diminution de la charge d'impôt résultant de :			
- Crédit d'impôt Cinéma	1 720		
- Différences permanentes	57		7
- Divers	69	(39)	27
Impôt effectif (courant et différé)	(3 074)	(1 896)	(6 791)

Les économies d'impôts liées aux déficits reportables sont activées au cas par cas en fonction des perspectives de retour aux bénéfices des entités juridiques concernées. L'impôt différé actif correspondant généré au 31 mars 2005 s'élève à 1 507 K€. Il n'existe pas d'impôt différé latent actif non activé compte tenu de perspectives incertaines de récupération.

NOTE 20 – CHARGES DE PERSONNEL

Le tableau suivant intègre les charges de personnel totales de la société, y compris les charges de personnel intégrées au coût des films.

<i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	Exercice clos le 31 mars		
	2005	2004	2003
Effectif moyen permanent	60	49	42
Charges de personnel (y compris personnel intermittent)	(27 108)	(9 964)	(34 671)
- Salaires	(21 800)	(7 244)	(27 267)
- Participation des salariés	(255)	(226)	-
- Charges sociales	(5 053)	(2 494)	(7 404)

Un accord de participation Groupe dont la tête de Groupe est Front Line a été signé au cours de l'exercice.

NOTE 21 – RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

Les sociétés EuropaCorp, EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Diffusion, EuropaCorp Animation, Dog productions et Intervista (conjointement avec Digital Factory, Block One, Block Two et Apipoulai) font partie du groupe d'intégration fiscale constitué par la société Front Line.

Depuis 2001 et dans le cadre d'une convention réglementée, le groupe EuropaCorp a confié à la société Ydeo SARL (dont le gérant est un administrateur d'EuropaCorp) un certain nombre de missions dont la gestion du budget marketing et le mandat d'achat d'espaces des films distribués par EuropaCorp Distribution. Durant l'exercice clos le 31 mars 2005, Ydeo a facturé à EuropaCorp Distribution des honoraires d'un montant de 771 milliers d'euros.

EuropaCorp a conclu avec Block Two, filiale à 100% de Front Line, en date du 2 décembre 2002, un contrat de bail pour les locaux de son siège social, 137 rue du Faubourg Saint Honoré. Ce bail a été résilié au 1^{er} avril 2004, et un nouveau bail a été conclu avec Front Line. Le montant total des loyers et charges locatives facturés par Front Line s'élève pour l'exercice 2004/2005 à 2 296 milliers d'euros.

Front Line assiste EuropaCorp dans le secrétariat juridique, les relations avec les compagnies d'assurance, le suivi fiscal et la gestion immobilière ainsi que dans diverses prestations (ménage, accueil, gardiennage,...). La rémunération des prestations est calculée sur la base de leur coût de revient hors taxes majoré d'une base forfaitaire de 8% et est payable à réception de la facture de Front Line et s'est élevée sur les exercices clos le 31 mars 2003, 2004 et 2005 à respectivement 939 milliers d'euros, 1 136 milliers d'euros et 1 398 milliers d'euros.

Digital Factory, filiale de Front Line à 100%, a effectué des prestations de services au titre des studios et des équipements de montage situés rue Ampère, 75017 PARIS et sur son site en Normandie. Durant les exercices clos les 31 mars 2003, 2004 et 2005 le montant des prestations facturées par Digital Factory au groupe EuropaCorp s'est élevé respectivement à 2 082 milliers d'euros, 1 467 milliers d'euros et 1 576 milliers d'euros.

NOTE 22 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'analyse des engagements hors bilan du groupe se détaille comme suit au 31 mars 2005 (en milliers d'euros):

<i>Engagements donnés en faveur de tiers</i>	31 mars 2005	31 mars 2004	31 mars 2003
Engagements financiers sur loyers	3 728	20 462	23 137
Engagements financiers sur investissements cinématographiques	1 435	4 672	10 349
Total engagements donnés	5 163	25 134	33 486
<i>Engagements reçus en faveur d'EuropaCorp</i>			
Engagements reçus de clients		74 477	98 827
- <i>Au titre de l'activité cinématographique</i>	110 094	64 779	85 004
- <i>Au titre de la facturation de loyers</i>		9 698	13 823
Fonds de soutien audiovisuel	2 544	2 415	2 239
Total des engagements reçus	112 638	76 892	101 066

A la connaissance d'EuropaCorp, il n'existe pas à ce jour de litiges ou d'arbitrages pouvant avoir dans un avenir prévisible ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur l'activité, la situation financière, le résultat ou le patrimoine d'EuropaCorp.

* * *



Société anonyme
à directoire et conseil de surveillance
au capital de 5.236.000 euros
Siège social : 137, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris - France
R.C.S. Paris 384 824 041